

Ecole doctorale de l'EHESS

Centre de recherches sur les Arts et le Langage

Doctorat

Linguistique

CAMUS ZOÉ

**Pour une description sémantique des
assemblées citoyennes politiques**

Étude de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout

Thèse dirigée par: Marion Carel

Date de soutenance : le 3 décembre 2020

Rapporteurs 1 Marianne Doury, Université Paris-Descartes
2 Laurent Perrin, Sorbonne Université (Paris IV)

Jury 1 Marion Carel, EHESS
2 Marianne Doury, Université Paris-Descartes
3 Alfredo Lescano, Université de Toulouse
4 Soledad Montero, CONICET
5 Laurent Perrin, Sorbonne Université (Paris IV)

A la memoria de Pedro Quiros Moreno.

À la mémoire d'Émile Fabrol.

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

L'objectif de cette thèse est de caractériser les aspects sémantiques d'assemblées du village andalous Marinaleda, du Nouveau parti anticapitaliste et de Nuit debout, en considérant que ces interactions appartiennent à un seul et même type, que nous appelons *assemblée citoyenne politique*. Les échanges qui ont lieu dans ces assemblées constituent un travail commun de préparation, en coulisses, de ce qui sera montré officiellement au nom du collectif, dans des discours publics.

Notre approche, située dans le paradigme de la sémantique argumentative, reprend et prolonge la Théorie des Blocs Sémantiques (Carel, 2011), selon laquelle les entités sémantiques ne sont que des possibilités discursives, et la Sémantique des conflits sociaux (Lescano, 2017), qui postule que ces possibilités discursives existent dans des espaces sémantiques sur lesquels agissent des discours différents, convergents comme antagonistes, formant ainsi la structure sémantique des conflits. Nous ferons l'hypothèse que les énoncés surgissent dans les assemblées citoyennes politiques non pas avec l'objectif d'agir sur les convictions des individus mais qu'ils sont l'instrument d'une lutte pour la stabilisation de certains éléments et la déstabilisation d'autres éléments dans un espace sémantique. Dès lors, décrire les propriétés sémantiques de ce type d'interactions revient à étudier les types d'actions que les énoncés peuvent effectuer sur l'espace sémantique d'une assemblée, les entités sémantiques qu'ils peuvent y installer et les relations qui se produisent entre ces entités.

À partir de l'observation des différentes assemblées étudiées, nous montrons des phénomènes qui caractérisent leur fonctionnement sémantique : le vote apparaît non pas comme un mode d'arrêt de la décision, mais comme un dispositif de (dé)stabilisation des puissances de dire ; les interventions qui peuvent sembler plus centrales que d'autres sont le résultat de la construction de réseaux de relations sémantiques asymétriques ; les mécanismes de décrédibilisation de la parole adverse sont rendus possibles par des dépendances créées entre unités sémantiques antagoniques.

Notre étude suggère enfin que l'objectif de ce type d'assemblées n'est pas de persuader ni d'arriver à un consensus, non pas parce que ces objectifs seraient impossibles, mais parce que les discours qui participent de ces interactions sont structurellement orientés vers la (dé)stabilisation de puissances discursives.

Mots clefs

sémantique / sémantique argumentative / interaction / discours / assemblées / politique / argumentation

ABSTRACT AND KEYWORDS

The aim of this dissertation is to characterize the semantic aspects of three assemblies, of an Andalusian village, Marinaleda, of the Nouveau parti anticapitaliste (New anticapitalist party) and, of Nuit debout, by considering the different interactions as the same type, a type that we name *political civic assemblies*. Any interaction taking place within this type of assembly constitutes a common work of preparation, behind the scenes, of what will be officially shown in the name of the collective, in the public discourse.

The approach is situated within the paradigm of argumentative semantics. We adopt and extend the Semantic Block Theory (Carel, 2011) according to which semantic entities are discursive possibilities, as well as the Semantics of social conflicts (Lescano, 2017) which states that discursive possibilities exist in semantic spaces where different discourses - both convergent and antagonistic - act and thereby form the semantic structure of conflicts.

The main hypothesis states that any utterance appearing in a political civic assembly is not an action on the convictions of individuals, but rather an instrument of a struggle for the stabilization of certain elements and the destabilization of others in a semantic space. According to this hypothesis, any description of semantic properties of this type of interaction amounts to the study of different actions that utterances perform on the semantic space of an assembly, that is, the installation of particular semantic entities and the production of relations between these entities.

By analyze the three assemblies, we observe a series of characteristic phenomena for their semantic functioning: the act of voting which we consider not as a mode of obstructing the decision-making process, but as the means to (de)stabilize the power of speaking; interventions that might seem more central than others, which we consider as results of a construction of networks of asymmetrical semantic relations; mechanisms whereby opposing discourse is discredited, which we consider as a product of dependencies between antagonistic semantic units.

Our study shows that the objective of this type of assembly is not to persuade nor to reach a consensus. This could have been a possible objective. Yet, this dissertation affirms that in this particular type of interaction, the participating discourses are structurally oriented towards the (de)stabilization of discursive forces.

Key words:

semantics / argumentative semantics / interaction / discourse / assemblies / politics / argumentation

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	10
Partie I Cadre général de l'étude.....	17
Chapitre 1 Assemblées à Marinaleda, au Nouveau Parti Anticapitaliste, à Nuit debout : quel type d'objet ?	18
Introduction.....	18
1. Trois contextes historiques et organisationnels, trois types de terrain.....	19
1.1. Marinaleda	19
Nos enregistrements.....	21
1.2. NPA.....	21
Nos enregistrements.....	22
1.3. Nuit debout	23
Notre enregistrement.....	23
2. Débats institutionnels, délibérations, assemblées	26
2.1. Une assemblée politique citoyenne peut -elle être considérée comme un débat institutionnel ?.....	27
L'introduction.....	27
L'animation	29
Le protocole	30
2.2. Une assemblée citoyenne politique est-elle une délibération ?.....	34
L'assemblée citoyenne politique, un genre hybride	37
Conclusion	40
Chapitre 2 La dimension interactionnelle des assemblées citoyennes politiques : approches, obstacles, perspectives	42
Introduction.....	42
1. Analyse des conversations	43
1.1. Gestion de la parole	43
1.2. Échange d'information et coopération	44
1.3. La question de la transcription.....	47
2. Rhétorique et argumentation.....	49
2.1. La persuasion.....	49
2.2. La négociation de la distance.....	52
2.3. No logos.....	54

3. La Théorie de la polyphonie	56
Conclusion	63
Chapitre 3 Sémantique argumentative	65
Introduction.....	65
1. La Théorie des blocs sémantiques	66
1.1. Historique	66
La TBS et l'argumentativité radicale	67
1.2. Les possibilités de discours	69
La question de l'espagnol	69
Les quasi-blocs.....	70
Les blocs	71
1.3. Le sens de l'énoncé	73
Le contenu sémantique de l'énoncé	73
Le rapport entre énoncés	73
Le rapport entre aspects	74
L'enjeu situationnel et le rapport entre unités sémantiques	75
2. Sémantique des conflits sociaux	77
2.1. Espace sémantique.....	77
3. Analyse sémantique des assemblées citoyennes politiques	79
3.1. Cadre juridique	84
3.2. Programmes	85
3.2. Les opérations.....	88
L'investissement.....	88
Le combat.....	89
La naturalisation.....	89
Modes d'intervention.....	90
La valeur du programme	91
Conclusion	94
Bilan de la Partie I.....	96
Partie II Relations entre les éléments de l'espace sémantique des assemblées citoyennes politiques.....	97
Chapitre 1 Les discours "opposés"	99
Introduction.....	99
1. L'Opposition.....	100
2. La tension.....	105
2.1. La tension de type 1	106
Comment sortir d'une tension ?	108

La tension entre partir / être viré est-elle préfigurée en langue ?.....	109
2.2. La tension de type 2.....	113
3. Les rôles discursifs en opposition.....	119
3.1. La question argumentative en question.....	120
3.2. La répartition des rôles.....	122
3.3. Le(s) rôle(s) du Tiers.....	124
Conclusion.....	130
Chapitre 2 Les configurations d'unités sémantiques.....	132
Introduction.....	132
1. (Re)cadrages ou configurations concurrentes ?.....	133
1.1. Première approche du (re)cadrage.....	133
1.2. (Re)cadrages et phénomènes apparentés.....	137
2. La spécification.....	144
3. (Re)sémantisation.....	154
Conclusion.....	166
Chapitre 3 Les rejets.....	168
Introduction.....	168
1. Accusation.....	169
1.1. Exposition du problème.....	169
1.2. Première approche. Points communs entre les énoncés « accusateurs ».....	170
Les modes d'intervention accusateurs.....	174
Nature sémantique de l'accusation.....	176
Effets et cibles du mode de l'accusation.....	180
2. Le blocage d'installation.....	185
2.1 Le blocage « réussi ».....	186
2.2. Échec d'un blocage.....	189
2.3. Nuit debout et l'absence de rejet.....	197
Conclusion.....	199
Bilan de la Partie II.....	201
Partie III Dynamique de l'espace sémantique des assemblées citoyennes politiques.....	203
Chapitre 1 La (dé)stabilisation.....	205
Introduction.....	205
1. Tentative de (dé)stabilisation.....	206
1.1. Productivité.....	206
1.2. Stabilité.....	208
Présuppositions et naturalisations.....	212
Les présupposés argumentatifs.....	214

Naturalisation par défaut.....	215
Le dysfonctionnement comme révélateur d'une stabilisation passée.....	217
L'annonce d'une procédure : un appel à la stabilisation.....	222
2. Le vote : un dispositif de stabilisation	225
2.1. Le vote à Nuit debout.....	226
Rim et la tentative de déstabilisation du vote comme procédure de décision	231
2.2. L'exemple de Marinaleda ou l'échec de la procédure de vote : déstabilisation de la procédure de stabilisation	234
Conclusion	239
Chapitre 2 Les programmes pilotes	241
Introduction.....	241
1. Marinaleda - « il faut être cohérent ! »	242
1.1. Les relations de dépendance	242
1.2. La multiplication des modes d'intervention	245
2. Le NPA - La multiplication des périphériques.....	251
2.1. Pilotes, prioritaires et périphériques : les liens de subordination.....	251
Les modes d'intervention prioritaires.....	251
Les périphériques	253
Attaque d'un programme périphérique	253
Affecter un programme pilote.....	254
2.2. Des pilotes parallèles	256
3. Nuit debout : Multiplication des pilotes ou absence de pilote ?	264
4. Une organisation relationnelle propre à chaque collectif	266
Conclusion	269
Chapitre 3 Ethos & identité	271
Introduction.....	271
1. <i>Ethos</i> et délocutivité.....	272
1.1. Définitions de l'ethos	272
1.2. La description délocutive.....	274
2. L' <i>ethos</i> collectif.....	277
2.1. L'unité par le rejet commun	278
2.2. Un ethos collectif bien particulier : hétérogène et instable.....	281
2.3. Quand l'union divise	284
3. Identité ou régulation des flux dans l'espace sémantique ?	289
Conclusion	294
Bilan de la Partie II	296
Conclusion	298

Bibliographie	302
Annexe 1 - Marinaleda 1	312
Annexe 2 - Marinaleda 2	322
Annexe 3 - NPA 1	349
Annexe 4 - NPA 2	368
Annexe 5 - Nuit debout	392
Annexe 6 - Mairie de Paris	401

Introduction

« Nous ne pouvons consentir en aucune manière que quelqu'un mette en question que cette propriété est déjà à nous. Et elle est à nous, parce que nous l'avons gagnée par la lutte. Avec notre sueur, avec effort. Nous l'avons gagnée, en mettant toute notre âme dans cette marche et en marchant avec toute notre âme. Et parce que nous l'avons fait comme ça, nous estimons que, par ce droit historique, rien ni personne ne peut remettre en question El Humoso, comme la terre d'hommes et de femmes qui ont rendu ce village plus libre et plus souverain »¹, dit Juan Manuel Sánchez Gordillo, le 22 mai 2015, lors d'un meeting de la campagne électorale des élections municipales à venir à Marinaleda.

« Il faut interdire les licenciements, il faut réduire le temps de travail, c'est comme ça qu'on créera des emplois et on sait que le moyen de le financer, ça existe. Le problème c'est que nous, on pense que c'est une question de choix politique, c'est pas une question technique », dit Philippe Poutou sur le plateau télévisé du Grand débat de la campagne présidentielle, le 6 avril 2017.

« Ce vendredi 20 mai, sous vos fenêtres de l'avenue Bosquet, à partir de 17 heures, se tiendra une assemblée de séparation du Medef et de l'État, organisée par la Nuit debout et à laquelle nous souhaitons vous inviter »², peut-on lire dans une lettre ouverte du 18 mai 2016, signée Nuit debout et adressée à Pierre Gattaz, président du Medef.

Si ces propos ont pu être tenus par ceux qui les prononcent, c'est parce qu'un travail en amont a été effectué et les a rendus possibles. Pour certains collectifs, les assemblées occupent une

¹ « No podemos consentir de ninguna de las maneras que alguien cuestione que esta propiedad ya es nuestra. Y es nuestra, porque la ganamos con lucha. Con sudor, con esfuerzo. La ganamos, poniendo el alma en los pies y los pies en el alma. Y como lo hicimos así, creemos que por ese derecho histórico, nada ni nadie puede cuestionar el Humoso, como la tierra de hombres y mujeres que hicieron más libre y más soberano este pueblo.»

² Nuit debout, 2016, p. 60

place fondamentale à la fois dans l'organisation, dans la prise de décision, et dans la constitution d'un discours qui a vocation à être rendu public. C'est le cas de Marinaleda, village situé en Andalousie dans le sud de l'Espagne, constitué essentiellement de paysans journaliers regroupés dans un syndicat à qui revient la gestion du village ; c'est le cas du NPA, parti politique né en 2009, dont les militants sont organisés en différents comités gérant leurs actions de manière relativement indépendante ; c'est le cas de Nuit debout, mouvement social émergeant au cours des mobilisations contre le projet controversé du gouvernement Hollande dit « loi Travail », au printemps 2016. S'intéresser aux assemblées de collectifs comme ceux-ci, c'est essayer de comprendre le processus de construction d'un discours qui sera rendu public et constituera leur ligne discursive officielle, visible, reconnaissable.

Ce qui apparaît comme le discours cohérent d'un parti, d'un mouvement social, d'un fonctionnement municipal est le résultat d'interventions pour éliminer certains éléments sémantiques et en autoriser d'autres. On pourrait penser que pour parvenir au résultat visible d'un discours officiel, public, il suffirait de prendre en considération les mécanismes de construction de consensus ou les prises de décision successives ; pour nous, en revanche, tout énoncé des assemblées de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout participe directement de cet enjeu.

De plus, les interactants de ces assemblées appartiennent à un même collectif, à une même organisation, à un même parti, sont en train de construire un mouvement. Ils partagent de ce fait certains idéaux, certains objectifs, certaines pratiques. Les participants sont « globalement d'accord » et pourtant, les échanges que nous analysons sont contradictoires, polémiques, sinon conflictuels. Toute intervention est discutée, rejetée ou répétée, développée, pour finalement être conservée ou écartée. L'accord global n'implique donc pas que l'échange soit réglé, ni que les désaccords ne puissent pas surgir au détour d'une manière de concevoir le sujet, ou bien même qu'il soit sans contradiction possible (nous suivons sur ce point Doury, 2015).

Nous nous proposons d'étudier les assemblées générales et les réunions de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout pour être en mesure d'établir les spécificités sémantiques de ce type d'assemblées dont les participants ne sont pas politiciens de métier, et dont la portée est d'ordre politique – c'est notamment pour cette raison que nous les nommerons des *assemblées citoyennes politiques*. À partir d'une analyse de plusieurs assemblées et réunions enregistrées à des moments différents de la vie commune de ces collectifs, on s'attachera à la description de la façon dont les différentes interventions construisent les possibles discursifs du collectif.

Nous pourrions alors dégager des principes de fonctionnement sémantique des assemblées citoyennes politiques.

Si l'on observe le début et la fin d'une assemblée, on se rend compte que certains éléments qui pouvaient être dits au début sans problème ne peuvent plus être dits à la fin. À l'inverse, certaines choses qui n'avaient pas leur place au début de l'échange peuvent être affirmées à la fin sans que cela ne provoque de réaction particulière. On peut donc considérer une assemblée comme le lieu où se détermine ce qui peut être dit et ce qui ne le peut pas. Chaque énoncé agit, effectue un travail sur ces possibilités, de sorte à imposer une série de contraintes sur les interventions suivantes. Car à la suite d'un énoncé, on peut seulement enchaîner par un certain type déterminé de continuations ; les possibilités sont limitées. Chaque énoncé a la propriété d'ouvrir et de fermer, d'affaiblir et de renforcer les possibilités de nouveaux énoncés. Ce qui a lieu entre le début et la fin de l'assemblée, c'est la mise en place de processus de transformation des éléments sémantiques, qui seront compris ici comme des préfigurations de ce qui peut être dit. On doit donc analyser ce qui a lieu dans les processus de transformation des éléments sémantiques sur lesquels agissent les énoncés. Il s'agira alors de rendre compte des possibilités de dire qui se retrouvent modifiées, travaillées, mises en relation par l'action des énoncés. On retracera ainsi la dynamique de la construction du dicible.

Les possibilités de dire, ces unités sémantiques, ne seront pas saisies comme appartenant aux intentions des participants, ou aux interprétations faites par l'auditoire, mais seulement comme intégrées comme des éléments d'un espace commun de signification. Cet espace devra être décrit par la prise en compte de toutes les actions participant de sa construction et de sa transformation.

Nos analyses auraient pu se situer sur un plan descriptif uniquement. Mais considérant que les possibilités de dire qui sont installées, travaillées, transformées, sont des entités sémantiques, comment pourrions-nous rendre compte de ce qui a sémantiquement lieu dans cet espace commun ? Notre étude se retrouve d'entrée de jeu confrontée à une absence de théorie parfaitement adaptée à notre projet. À partir de préoccupations descriptives, nous devons finalement mettre en place un dispositif théorique complet. La sémantique argumentative permet de révéler ce qui, dans le discours, est parfois présenté comme un raisonnement, voire comme allant de soi, ce paradigme sémantique est particulièrement performant dans une

analyse du politique. Il possède de ce fait un potentiel « idéologico-critique énorme »³ (Žižek, 1994 : 18-19). Dès lors, rien d'étonnant à ce que nous situions nos analyses au sein de ce courant, en affirmant, avec l'« argumentativité radicale » d'Anscombe et Ducrot (1986), l'incapacité totale du langage à véhiculer des informations objectives.

Si l'énoncé ne véhicule aucune information, c'est parce que son sens consiste à qualifier sa propre énonciation, en particulier en lui associant certaines conséquences (Ducrot, 1984). Dans la Théorie des blocs sémantiques (Carel, 1992, 2011), cette conception du sens a été intégrée dans la construction du dispositif théorique. Pour la Théorie des blocs sémantiques (TBS), les unités sémantiques elles-mêmes sont déjà de nature argumentative. Le sens d'un énoncé, de ce point de vue, n'est rien d'autre que les discours que l'on peut produire à partir de son apparition. Nous devons élargir ces principes, parce que s'il s'agit pour cette théorie de décrire le sens des énoncés, nous devons, nous, rendre compte de l'interaction dans sa globalité.

En effet, si les études issues de ce paradigme se sont surtout attachées à aborder des problèmes ayant trait à la signification lexicale, au rôle des conjonctions ou des adverbes, si la dimension textuelle a parfois été l'un de ses objets d'étude, nous devons quant à nous étendre sa portée en y incluant l'étude de l'espace de signification construit par un échange interactionnel. Notre travail sera ainsi un moyen d'élargir les thèses de l'argumentation dans la langue.

Une manière d'étudier un espace de signification créée par un ensemble d'énoncés survenus dans une même situation discursive est menée par la Sémantique des conflits sociaux (Lescano, 2017). Cette proposition, qui élargit déjà les principes de l'Argumentation dans la langue, considère que tout conflit social construit un espace de signification collectif où se définissent des possibilités discursives. Nous maintiendrons l'idée que des énoncés différents relevant d'une même situation donnent une forme changeante à un espace sémantique collectif constitué d'entités qui rendent possibles des discours. Néanmoins, étant donné notre projet de décrire des assemblées citoyennes politiques, l'espace sémantique n'aura pas exactement la même nature ; alors que la Sémantique des conflits sociaux prend pour objet des espaces sémantiques construits par des textes de collectifs ou d'acteurs différents, publiés à des moments différents, celui que nous décrirons sera constitué par l'ensemble des énoncés d'une assemblée citoyenne politique. Ce changement de perspective nous amènera à proposer un cadre cohérent pour traiter la dimension sémantique de ce type d'interactions. Nous ne chercherons donc pas à

³ Nous traduisons.

décrire le sens des énoncés, mais à rendre compte des mécanismes qui caractérisent le fonctionnement sémantique des assemblées de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout.

Ce qui sera étudié, ce ne sera donc pas les assemblées simplement comme forme d'interaction, mais surtout comme modalités discursives spécifiques de construction et de transformation de possibilités de dire.

Nous commencerons notre étude par la présentation des trois collectifs en les replaçant dans la conjoncture qui a permis leur surgissement. Chacun a sa spécificité : à Marinaleda, les assemblées constituent l'organe de décision du village depuis 1979, date de la première élection du maire Juan Manuel Sánchez Gordillo. Le Nouveau Parti Anticapitaliste est un parti créé à la dissolution de la Ligue Communiste Révolutionnaire en 2009 ; il est géré par des comités qui se réunissent en assemblées pour organiser leurs propres actions. Nuit debout est un mouvement issu des mobilisations contre le projet de réforme du code du travail, dit « loi Travail » ou « loi El Khomri », du nom de sa ministre.

Nous donnerons aussi des indications quant au contexte dans lequel ont eu lieu les cinq assemblées que nous analyserons, constituées d'une réunion rassemblant les travailleurs de Marinaleda, qui a pour but d'organiser les semences et les récoltes prochaines ; une assemblée générale de Marinaleda se déroulant le jour précédant le lancement officiel de la campagne électorale municipale ; une réunion de comités du NPA où sont discutées les possibilités d'actions à venir ; une réunion élective qui doit mettre en place la candidature du parti aux futures élections présidentielles ; et une assemblée générale de Nuit debout, lors des premiers jours d'occupation de la place de la République à Paris. Nous devons, à partir d'une réflexion sur les différences et les points communs entre ces cinq assemblées, mais aussi en comparaison à d'autres cas, poser l'existence d'un type d'interaction particulier, qui guidera notre analyse tout au long de ce travail, et dont nous nous proposons de dégager les propriétés sémantiques : les assemblées citoyennes politiques.

Nous placerons notre étude en regard à certaines traditions de pensée qui peuvent toutes, par certains aspects, être rapprochées du projet que l'on se donne, mais qui ne permettraient pas de décrire ces interactions dans leur complexité. Ce sera notamment le cas de l'argumentation rhétorique, qui peut sembler à première vue la plus à même de traiter des assemblées comme les nôtres, dans lesquelles le rôle de l'orateur est central et les stratégies déployées pour faire entendre son discours pourraient s'avérer opérationnelles pour rendre compte d'une dimension

de son fonctionnement. Nous verrons cependant que nous situant à un autre niveau d'analyse, nous serons amené à abandonner ces approches (et notamment à rejoindre la position de Ducrot sur l'absence d'existence d'un *logos*). Ainsi, chaque point comparatif sera un moyen de circonscrire nos objectifs, et d'exposer les principes fondateurs qui seront les nôtres dans les analyses qui suivront. Une fois notre objectif clarifié, nous pourrons alors présenter notre cadre d'analyse de manière large, tout en montrant les spécificités que les assemblées citoyennes politiques nécessitent de prendre en compte, dans un cadre théorique encore en partie à construire. Ainsi, nous ferons un point sur la Théorie de l'argumentation dans la langue, sur la TBS et sur la Sémantique des conflits sociaux, qui nous servira de point d'appui et de cadre spécifique auquel nous apporterons des précisions et des propositions qui permettent une étude élargie, comprenant des conflits sociaux aussi bien que le type d'assemblées que nous étudions.

Dans une seconde partie, consacrée à l'analyse proprement dite des échanges, il s'agira d'étudier différentes manières de concevoir les oppositions entre les discours et les effets de ces oppositions sur la construction globale de l'espace de signification commun. Les trois chapitres qui constituent cette partie situeront l'analyse d'un point de vue figé sur cette construction, en étudiant des moments choisis, et rendant compte d'un état, à un moment de sa construction, de l'évolution de l'espace sémantique de l'assemblée. Nous pourrons ainsi montrer des actions ponctuelles et leurs effets par des mises en relation entre unités sémantiques ainsi que les effets de plusieurs actions conjuguées entrant dans la constitution d'unités complexes, mais aussi des actions d'opposition à des discours, ayant des conséquences repérables et systématiques sur les suites possibles données aux échanges. En somme, nous pourrons dans cette partie présenter différentes façons de « fermer » des possibilités de discours, en montrant que tout effet de fermeture a aussi des effets d'ouverture du dicible.

Dans la troisième partie, il s'agira de montrer la construction sémantique de l'assemblée dans sa dimension dynamique. Nous montrerons que certains mécanismes ont une portée globale sur la construction de l'espace sémantique.

Une série d'analyses nous permettra de mettre au jour un principe régulateur (la (dé)stabilisation), qui opère sur le degré de polémique de certains éléments. En particulier, la dimension sémantique de la procédure du vote, en tant que dispositif discursif éliminant certains éléments de l'espace sémantique et en soustrayant d'autres du débat, semble pouvoir être entièrement expliquée à partir de ce principe.

Nous verrons que les possibilités discursives qui font partie de l'espace sémantique d'une assemblée ne sont pas toutes équivalentes : certaines sont plus influentes que d'autres. Elles entrent en relation avec d'autres unités. Il se constitue autour de celles-ci des réseaux de dépendance. L'espace sémantique n'est donc pas une simple juxtaposition d'unités.

Enfin, nous traiterons la question de l'identité, qui semble essentielle dans une étude du dicible relatif à un collectif politique, d'autant plus qu'elle semble constituer l'enjeu principal des assemblées. Quel discours représentatif du collectif sera-t-il possible de donner ? Nous montrerons les insuffisances de la notion d'« identité » face à l'hétérogénéité et l'instabilité des éléments qui composent les possibilités discursives qui caractérisent les collectifs. C'est toute la dynamique de l'espace sémantique de l'assemblée, dans ses contradictions, qu'il faut prendre en compte.

Partie I

Cadre général de l'étude

La première partie de cette étude sera consacrée à la mise en place de notre cadre général. Nous commencerons par présenter les trois collectifs, Marinaleda, le NPA et Nuit debout, en les replaçant dans leur contexte historique et en détaillant leur mode de fonctionnement, et notamment le mode de fonctionnement des interactions en assemblées et des réunions qui vont nous occuper tout au long de ce travail.

Nous nous attacherons à dégager leurs points communs, malgré les différences flagrantes qu'ils présentent. Ces points communs reposent notamment sur des oppositions communes avec des genres interactionnels déjà étudiés, comme les débats institutionnels ou des délibérations. Ils vont nous permettre de les considérer comme des cas particuliers d'un type d'interactions que l'on pourra alors s'attacher à décrire dans ses mécanismes sémantiques : les assemblées citoyennes politiques. Une fois ce type d'interaction circonscrit, nous pourrons alors commencer à délimiter le cadre théorique dans lequel nous allons situer notre étude.

Le deuxième chapitre de cette partie est consacré à une première série de délimitations théoriques, en passant en revue certains paradigmes et certaines approches théoriques qui ouvrent des possibilités descriptives pour le projet que nous nous sommes donné, mais dont certains aspects empêchent que nous y inscrivions notre description. Malgré leur abandon, certaines idées seront conservées, et nous permettront ainsi de progresser dans la délimitation et l'élaboration de notre cadre théorique.

Le troisième et dernier chapitre de cette partie nous permettra de continuer cette délimitation théorique, en apportant certaines réponses aux questions soulevées au chapitre précédent, et enfin poser les bases de l'appareil descriptif que nous allons éprouver, par nos analyses, tout au long de ce travail.

CHAPITRE 1

ASSEMBLÉES À MARINALEDA, AU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE, À NUIT DEBOUT : QUEL TYPE D'OBJET ?

INTRODUCTION

Ce travail sera consacré à l'analyse des assemblées et des réunions de trois collectifs différents qui, malgré les différences très importantes qu'ils présentent de manière immédiate et évidente, présentent nombre de points communs qui nous permettent de les considérer comme appartenant à un même objet.

L'un de ces collectifs prend place dans un parti politique français (NPA), un autre dans un mouvement dit « mouvement des places », en France, et le dernier est situé en Espagne, dans un village dont le fonctionnement décisionnaire repose sur ces échanges. Ainsi, on se demande comment réunir les interactions de ces trois collectifs sous une même appellation. À travers la nature de leur réunion, la manière dont s'y organise la parole, les objectifs qui y sont ciblés, nous allons dans ce premier chapitre dégager les caractéristiques structurantes qui leur sont communes, afin de faire apparaître ce qui les réunit sous un même objet que nous appellerons « assemblées citoyennes politiques », et qui nous permettra de les étudier en tant que telles. Ces collectifs ont en effet pour premier point commun d'être composés de citoyens qui ne sont pas politiciens professionnels, qui se réunissent dans ces assemblées dans un but politique.

Notre travail n'aura pas pour but de proposer une comparaison de ces trois collectifs, mais plutôt de les considérer comme des manifestations différentes d'un même type d'objet dont nous nous donnons pour objectif de montrer le fonctionnement sémantique. Les particularités mises en avant pour chaque collectif n'ont donc pas une visée comparative, il s'agit plutôt d'une observation de spécificités révélatrices d'une structure englobante commune.

Nous ouvrirons ce chapitre par un historique de chaque collectif dont nous allons étudier les assemblées et les réunions, et une explication de ce en quoi ont consisté les enregistrements de ces interactions. Ce sera une première étape pour montrer les spécificités dues à des traditions politiques et à des situations historico-sociales différentes. Nous exposerons aussi le but de

chaque réunion, et les moyens mis en place pour organiser les échanges de la manière la plus adéquate. Là encore, nous pourrions montrer les spécificités attachées à chaque collectif. Ensuite, à partir leurs points communs, nous commencerons à délimiter notre objet d'étude proprement dit, en le comparant à d'autres objets qui lui sont proches, notamment l'objet *débat*, et l'objet *délibération* - mais quel débat ? quelle délibération ? Ces différents rapprochements et les limites que ces objets présentent pour une étude d'assemblées comme les nôtres nous permettront de délimiter notre propre objet d'étude, les assemblées citoyennes politiques.

1. TROIS CONTEXTES HISTORIQUES ET ORGANISATIONNELS, TROIS TYPES DE TERRAIN

Avant d'étudier nos interactions, et avant de proposer une première caractérisation de l'objet que nous aspirons à décrire, il est nécessaire de s'attarder sur quelques repères historiques et sur quelques éléments relatifs aux conditions de production de nos recueils. Nous commencerons donc par présenter la conjoncture historique dans laquelle nos assemblées prennent place, ainsi que le rôle que les groupes qui y participent leur attribuent.

1.1. Marinaleda

Marinaleda est une commune espagnole de 2700 habitants située en Andalousie, dans la province de Séville. En 1976, quelques mois après la mort de Franco, l'Andalousie connaît une situation d'extrême pauvreté. À Marinaleda, où 90% de la population est composée de paysans journaliers⁴, le chômage atteint des niveaux exceptionnels⁵. Les journaliers de la région (dite région "sierra sur") se réunissent alors pour créer un syndicat, le SOC⁶, dont les membres créent par la suite la CUT⁷ (dont il est question dans nos enregistrements), parti créé directement par les membres du syndicat pour pouvoir se présenter aux élections municipales tout en s'affranchissant des partis politiques existants⁸. La CUT devient alors la première force de pouvoir du village. Les paysans sans terre de Marinaleda commencent à occuper les terres du duc de l'Infantado, situées à une dizaine de kilomètres. En 1991, le Duc cède l'usage de 1200

⁴ Sánchez Gordillo, 1980, p.15.

⁵ Voir à ce sujet l'étude de L. Ocaña (2006), consacrée à la naissance du SOC, en le replaçant dans le contexte historique, et en développant en particulier la situation du chômage agricole en Andalousie.

⁶ Sindicato de obreros del campo.

⁷ Candidatura unitaria de trabajadores.

⁸ « La no existencia de siglas hace que la clase obrera no tenga que entretenerse en guerras que solo conducen a la division del movimiento obrero ». J. M. Sánchez Gordillo, 1980, p.26. (*L'absence d'acronyme fait que la classe ouvrière ne se mette pas dans des conflits qui conduisent seulement à la division du mouvement ouvrier*).

hectares de ses terres aux occupants. Ceux-ci s'organisent alors en coopérative, dont une partie gère le travail de la ferme appelée « El Humoso », (dont il sera question dans les assemblées analysées), et l'autre partie s'occupe de la conserverie, qui manufacture les produits récoltés. Le maire actuel, Juan Manuel Sánchez Gordillo, est élu aux premières élections municipales de la transition démocratique en 1979, et favorise une organisation politique anticapitaliste. Depuis cette date, les habitants de la ville touchent tous le même salaire, et payent le même loyer⁹. À partir des premières réunions de journaliers en 1976 et jusqu'à aujourd'hui, les assemblées constituent le principal organe de décision de la ville. Tous les habitants peuvent y participer afin de régler les problèmes de la municipalité, de la coopérative, de décider de l'utilisation des bénéfices engendrés par le travail de la coopérative. Dans ces assemblées il peut aussi être question des actions militantes à venir, de l'organisation de la vie quotidienne etc. Des réunions de travail ont également lieu. Ce type de réunions rassemble les travailleurs des champs et/ou de la conserverie, divisés en groupes de travail (*cuadrillas*). Le but est de répartir les différentes tâches à effectuer, et d'organiser ces *cuadrillas* par un système de rotation qui doit permettre que personne ne se retrouve en situation de chômage total¹⁰. Les moyens de distribuer le travail peuvent varier d'une réunion à l'autre, d'une année sur l'autre (en fonction du nombre de travailleurs) et sont généralement décidés par les travailleurs eux-mêmes lors de la réunion. Il semble en effet que la façon dont on doit procéder pour répartir le travail est repensée à chaque distribution de travail parce qu'il faut toujours prendre en compte de nouvelles données (il y a par exemple plus de jeunes qui commencent à travailler, donc il faut en « faire entrer » certains, mais il faut aussi les former. Il faut donc qu'un « ancien » soit disponible pour travailler avec les nouveaux, etc.). Les réunions de travail amènent à réfléchir aux moyens de s'adapter aux nouvelles conjonctures, tout en prenant en compte ce qui a déjà été fait par le passé. L'objectif est que le travail soit distribué de la manière « la plus équitable possible », sans que « le processus ne nuise à personne »¹¹.

Ces réunions sont aussi l'occasion de traiter d'éventuels problèmes plus généraux de fonctionnement de El Humoso ou de la conserverie. Les réunions, aussi bien que les assemblées, ont lieu de manière irrégulière, selon les besoins, les événements du moment. Les habitants de Marinaleda se communiquent entre eux l'information lorsqu'elles vont avoir lieu,

⁹ Actuellement de quinze euros par mois.

¹⁰ « Mañana va la cuadrilla cinco, la cuadrilla uno. Dos, más la que hay » / *Demain travaillent l'équipe cinq, l'équipe une. Ça fait deux, plus celle qui travaille déjà.*

¹¹ Selon un entretien accordé par Antonio, l'un des *manijeros* de la conserverie.

et elles sont annoncées quelques heures auparavant par un mégaphone qui parcourt le village :

Hoy, a las siete asamblea general en el sindicato ; Hoy, a las seis, reunión de trabajo en el sindicato.

*Aujourd'hui, à sept heures, assemblée générale au local du syndicat ;
Aujourd'hui, à six heures, réunion de travail au local du syndicat.*

Nos enregistrements

Pour ce travail, nous avons conservé deux enregistrements effectués à quelques jours d'intervalle. Le premier, daté du 4 mai 2015, est une réunion de travail qui réunit une centaine *marinaleños* qui travaillent dans les champs. Dans cette réunion, une partie de la distribution se fait en fonction des priorités qui ont été établies en amont, et une autre partie s'organise par tirage au sort. De plus, El Humoso fait face à une vague d'absentéisme, sujet central du conflit qui surgit dans cette interaction.

Le second enregistrement est daté du 7 mai 2015, qui est le jour de l'ouverture officielle de la campagne électorale pour les municipales qui auront lieu le 24 mai. L'assemblée commence par un discours de Juan Manuel Sánchez Gordillo, le maire du village, candidat à sa réélection pour la liste de IU-CUT. Suite à ce discours d'ouverture de campagne, la parole est donnée à la salle pour d'éventuelles questions, autant sur le déroulement de la campagne que sur d'autres sujets, pour des prises de positions, ou pour n'importe quelle intervention des participants. Une centaine de personnes était présente dans la salle.

1.2. NPA

La création d'un nouveau parti anticapitaliste a été voté lors du XVII^e congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR). Le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), qui en est issu, a été créé en 2009 à la suite de la dissolution de la LCR, de manière à pouvoir regrouper des militants d'horizons plus larges, issus de nouvelles catégories sociales, et apportant avec eux de nouvelles pratiques (Joshua, 2008 ; Pignarre, 2009). Il se donne pour projet de : « construire une nouvelle société qui rejette toute forme d'exploitation, d'oppression et d'aliénation, qu'elles soient économiques, sociales, écologiques, idéologiques ou culturelles. Cela nécessite le renversement du système capitaliste ». Le nouveau parti est organisé localement en comités (regroupements géographiques, sur une ville, ou un quartier, ou sur une entreprise, sur une fac, par exemple) qui se réunissent à rythme varié déterminé localement. Ces comités, « structure de base du parti » (NPA, 2009), décident des activités et actions locales et des regroupements

avec d'autres collectifs. Le parti propose un droit de tendance et un droit de fraction, qui se constituent à l'approche d'un congrès. Les plateformes représentant les tendances sont normalement dissoutes après le congrès - mais peuvent se maintenir si le texte qu'elle publient, justifiant de la nécessité de défendre une orientation particulière du parti, est accepté (NPA, 2013).

Nos enregistrements

La première assemblée que nous avons enregistrée a eu lieu le 14 février 2016. Nous sommes dans le cadre d'une réunion de différents comités des villes du sud des Hauts-de-Seine, ayant pour objectif de faire un point sur l'état des différents comités, de mettre en débat la situation du gouvernement d'une part et du NPA d'autre part, mais aussi de préparer la prochaine réunion électorale. La réunion a lieu dans le contexte post-attentats du 13 novembre 2015 (« on n'a pas eu d'AG depuis le nouveau cycle ouvert par les attentats ? »), peu avant la reconduction de l'état d'urgence, qui aura lieu le 19 février. La réunion, qui réunit dix militants, commence par une mise au point sur la situation des différents comités, sur des questions d'organisations d'ordre général (« donc le premier point c'était un état des comités et un petit point trésorerie »). L'un des participants, qui s'est porté volontaire, fait ensuite un point sur la situation politique (« tu voulais introduire, Yohann, le point sur la politique actuelle ? »), en commentant de manière large les différents aspects qu'il juge important d'aborder, et ouvre le débat. La réunion se déroule ensuite en suivant des tours de parole, selon l'inscription sur la liste tenue par un membre de la réunion qui s'est lui aussi porté volontaire au préalable (« qui veut présider l'AG, prendre les inscrits ? Moi je veux bien prendre le compte rendu »). Les participants respectent un temps de parole global pour parler de la situation politique en France (« Yohann : « Faut voir combien de temps on se donne. Là, il est 16h. » Midje : « Une heure, ouais, on essaye de s'en tenir à une heure ? »). Ils peuvent intervenir autant de fois qu'ils le souhaitent, dans le respect du temps imparti au thème soulevé, et en fonction du nombre d'inscrits sur la liste.

La seconde assemblée a eu lieu le 16 mars 2016. L'assemblée rassemble le comité des militants du Sud des Hauts-de-Seine (dit comité « 92-Sud »). Il s'agit cette fois d'une réunion électorale réunissant 16 personnes, qui a pour but de décider de la participation du parti à la campagne électorale présidentielle qui aura lieu l'année suivante, et dans le cas où le parti présenterait sa candidature, d'acter également sur le type de campagne qu'il faudra assumer publiquement. Le parti est, au moment où nous avons enregistré les réunions, divisé en trois plateformes (A, B, C), qui représentent des projets, des sensibilités, des tendances différentes au sein du parti. Lors

de cette réunion, les militants ont la possibilité de présenter une plateforme dite « locale », pour exposer un projet qui leur est propre s'il ne se reconnaissent dans aucune des trois plateformes générales - c'est le cas de la réunion électorale que nous étudions, qui propose une plateforme locale. Les militants devront donc voter pour l'une des plateformes. Chaque représentant présente sa plateforme en un temps qui a été décidé au début de la réunion, puis la discussion s'ouvre. À la fin de la réunion, les représentants des plateformes prennent de nouveau la parole en sens inverse. La réunion se clôture par le passage au vote.

1.3. Nuit debout

Dans le cadre des mobilisations contre la loi Travail de 2016, un collectif constitué autour de François Ruffin et de la revue Fakir s'est réuni à la bourse du travail le 23 février pour « tenter de construire une initiative commune »¹². À la suite de cette réunion, un appel est lancé pour « occuper une place publique » après la manifestation prévue le 31 mars, pour « construire un projet politique ambitieux, progressiste et émancipateur » contre « un système à bout de souffle »¹³, à partir d'un échange libre entre citoyens. Dépasant donc l'opposition à la loi Travail, les rassemblements de la place de la République donnent lieu à des assemblées spontanées, auxquelles participent des personnes de tout âge, de toute condition sociale, militants aguerris ou non, sans aucune contrainte formelle - avec pour seule exigence de parler assez fort pour être entendu du plus grand nombre. Dès le premier jour, les citoyens réunis sur la place publique se sont donc passés le micro, pour faire des propositions sur les manières possibles de mettre en place des actions communes.

On est donc au moment de l'émergence d'un mouvement citoyen dont les discours montrent sa construction. Les occupants de la place entendent en effet s'opposer à un système institutionnel figé, perpétué par des acteurs politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes, par la mise en chantier d'un projet innovant, émergeant d'un élan populaire spontané.

Notre enregistrement

Nous avons fait le choix de ne conserver qu'un enregistrement de Nuit debout, celui de la troisième assemblée générale de ce mouvement citoyen (soit le « 33 mars », selon le calendrier mis en place par les nuit deboutistes)¹⁴. Ce soir-là, sur la place de la République à Paris, a lieu

¹² « Leur faire peur », invitation de Fakir à la bourse du travail le 23 février 2016.

¹³ Communiqué de presse du 30 mars, « le 31 mars 2016, après la manifestation on ne rentre pas chez nous, on occupe une place ! ».

¹⁴ Les extraits présentés ici proviennent de transcriptions d'assemblées enregistrées sur la place de la République par les soins

en effet la dernière assemblée générale n'ayant pas encore adoptée les règles strictes qui seront mises en place par la suite. Le 33 mars, les interventions sont déjà organisées en tours de parole (l'un des participants est chargé d'inscrire le nom de ceux qui veulent prendre la parole sur une liste), il n'y a en revanche pas encore de temps de parole instauré, contrairement à ce qui aura lieu dès le lendemain (les interventions seront alors limitées à 3 minutes, puis à 2 minutes). Il n'y a pas encore de scène consacrée à accueillir celui qui prend la parole face à un public, et les participants sont largement moins nombreux que par la suite (environ cent-cinquante à deux-cents personnes, au moment de notre enregistrement). Ces éléments d'organisation, mis en place pour favoriser l'écoute, pour permettre au plus grand nombre de pouvoir prendre la parole - on dira, de manière globale, pour favoriser un déroulement efficace et horizontal - changent sensiblement les échanges. Plus la liste d'attente pour les prises de parole s'allonge, plus les prises de parole perdent en spontanéité et l'apparence générale de l'assemblée prend un effet « liste » de propositions ou de revendications. Nous avons donc fait le choix de restreindre notre étude aux premiers jours de Nuit debout, d'une part pour privilégier la part de spontanéité des prises de parole, et d'autre part pour tenter de saisir les propriétés sémantiques de la naissance d'un mouvement.

Ces trois collectifs formés par Marinaleda, le NPA et Nuit debout présentent de flagrantes différences.

L'organisation de Marinaleda a été mise en place depuis très longtemps, c'est pourquoi les pratiques de l'assemblée se font sans référer à un « mode de fonctionnement à suivre ». C'est aussi le cas du NPA, où le déroulement général d'une réunion n'est plus à questionner. À Nuit debout en revanche, l'assemblée générale est également le lieu où se décide le déroulement des prochaines assemblées. C'est par exemple dans ces assemblées que les participants ont décidé d'organiser les prises de parole par la constitution d'une liste d'intervenants (limitée, en raison du grand nombre de participants) et de restreindre la durée des interventions ; de manière générale, les modalités d'échanges sont en cours de construction.

De plus, parce que ces organisations n'ont pas la même ancienneté, la nature et le but de leurs discussions diffèrent. Ceci est visible en particulier si l'on se penche sur l'« identité » de ces

de l'auteur.

organisations. En effet, à Marinaleda, le « qui sommes-nous ? » (c'est-à-dire des travailleurs, paysans, syndicalistes, anti-capitalistes) s'est construit au fil des 40 ans d'assemblées. Lorsque ces thèmes sont évoqués, ils ne le sont évidemment pas de la même manière qu'à Nuit debout, où le « qui sommes-nous ? » est l'une des questions centrales des réunions, puisque le mouvement est en train de se construire : « Des gens se réunissent de plus en plus nombreux sur la place de la République à Paris. Des assemblées humaines. Alors là, juste une parenthèse, on n'a pas souhaité "assemblées citoyennes", parce que tout le monde n'est pas citoyen en France. [...] Donc on préfère "humains". Nous sommes des humains. Et on est... voyez ? Ça, c'est sûr, pour le coup. » De ce point de vue, le NPA est un cas intermédiaire : la tradition politique du NPA n'est pas neuve, puisque c'est un parti qui regroupe des militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire, et qui conserve donc cette tradition politique des militants de la gauche trotskiste de façon plus générale, mais aussi d'autres forces d'extrême gauche (Weber, 2008). Cependant, au moment où nous avons effectué nos enregistrements, le parti traverse une crise structurelle. Il est très fortement divisé, au point que la pertinence d'avoir des plateformes pose question. Le « qui sommes-nous ? » est au centre des questions, se traduisant par une crise au niveau de la direction mais aussi des militants qui cherchent à réorganiser le parti pour le renforcer. La question de « l'identité » est donc très présente dans notre corpus, de manières différentes selon les organisations. Les assemblées que nous avons étudiées participent de la structuration d'un village à l'identité très stable, d'un parti politique à l'identité en crise, et d'un mouvement à l'identité en pleine construction. Cette dimension est d'autant plus importante que lorsque nous avons accès à un « qui sommes-nous ? » c'est généralement de manière publique et officielle. Cette « identité » est celle à laquelle on peut avoir accès de manière pour ainsi dire directe, par exemple dans des communiqués, des tracts, des programmes, enfin dans tout type d'intervention dans l'espace public – qui constituent les objets privilégiés par l'analyse des discours politiques. Nos assemblées se situent en amont des interventions publiques. Elles ont lieu « en interne », bien qu'elles soient « ouvertes » dans les cas de Nuit debout et de Marinaleda (elles n'ont tout de même pas vocation à agir directement sur l'espace public, comme un tract ou un communiqué de presse). Elles constituent le moment de construction de ce qui sera donné à voir à ceux qui n'y participent pas du tout, ou pas directement. Ainsi, les oppositions, les contradictions, les conflits que nous allons étudier ne sont visibles dans aucune présentation des organisations. Ce qu'est une organisation est généralement pensé de manière uniforme, cohérente et plus ou moins stable, parce que le stade du travail collectif où se font jour les divergences et la construction d'équilibres temporaires et fragiles a été dépassé pour être transmis vers l'extérieur. Bien que chaque collectif ait sa spécificité, ils ont un point en commun

déterminant : les assemblées y occupent une place structurante et ceci de façon très explicite, sinon « officielle ». La mairie de Marinaleda est gérée de façon « assembléaire », c'est-à-dire que la majorité des décisions appliquées par la mairie a été prise en assemblée, de même que pour les décisions appliquées par le syndicat et la coopérative. Le NPA revendique la primauté des assemblées de comités comme la base structurante du parti, un lieu « où se discutent et se déterminent les initiatives ». Les textes qui définissent le mouvement de Nuit debout autant que les actions groupées reposent entièrement sur des groupes de discussion, à la fois dans les « commissions » mais aussi dans les assemblées générales. Les assemblées que nous allons analyser sont donc le lieu où ces collectifs définissent, par un travail commun et antagonique, les modalités de leur existence, de leur continuité, des actions qui leur donnent leur forme, des discours qui vont émerger dans la place publique. Ces éléments communs nous permettent de penser que ces assemblées relèvent d'un même type d'objet, que nous appellerons désormais, par commodité, *assemblée politique citoyenne*, qui se manifesterait certes de manières spécifiques dans chaque organisation, mais dont les propriétés sémantiques fondamentales resteraient invariables. Ce sont ces invariables que nous allons tenter de dégager tout au long de notre thèse.

2. DÉBATS INSTITUTIONNELS, DÉLIBÉRATIONS, ASSEMBLÉES

Avant d'aborder une étude sémantique de nos interactions, il est nécessaire d'établir à quel type d'objet elles correspondent. Il n'est pas si facile de répondre à cette question, car il ne semble pas exister d'objet, dans la littérature en sciences du langage, qui corresponde à des assemblées comme les nôtres, à la fois constituées de citoyens, mais aussi avec des visées et des structures politiques plus ou moins établies, et en rupture avec certaines traditions organisationnelles politiques. Alors comment les rapprocher d'objets déjà connus, déjà caractérisés ? Nos assemblées s'inscrivent dans un certain type d'interaction orale où des intervenants échangent dans le but « d'agir ensemble », - mais pas forcément de « prendre des décisions » - dans le contexte d'une certaine conjoncture politique. Ces caractéristiques rapprochent donc incontestablement ces réunions politiques de débats, sans toutefois que l'on puisse vraiment être satisfait par un tel rapprochement. Les échanges ont, par certains côtés, un fonctionnement analogue à des débats institutionnels, mais s'en éloignent de manière flagrante par d'autres aspects. Un certain rapprochement avec la littérature qui traite de la délibération semble aussi, à première vue, assez évident, mais encore faut-il savoir de quel type de

délibération on pourrait - ou non - rapprocher nos cas d'étude. C'est donc à la question de tels rapprochements que nous allons soumettre les assemblées qui nous occupent.

2.1. Une assemblée politique citoyenne peut -elle être considérée comme un débat institutionnel ?

Le premier rapprochement que l'on pourrait faire pour cerner la nature de l'interaction qui est celle des assemblées citoyennes politiques est que l'on pourrait penser à les rapprocher des débats institutionnels, par leur nature politique qui engendre des prises de parole hétérogènes et contradictoires, ainsi que par leur cadre et leur objectif, qui les distingue immédiatement d'une interaction familière, par exemple. Le débat peut être caractérisé comme suit :

Il s'agit [...] d'une confrontation d'opinions à propos d'un objet particulier, [...] qui se déroule dans un cadre "pré-fixé" [...] – sont ainsi en partie déterminés la longueur du débat, la durée et l'ordre des interventions, le nombre des participants, et le thème de l'échange.¹⁵

Nos assemblées pourraient donc être traitées comme des débats institutionnels quitte à relever à certains moments des différences ponctuelles. Mais les différences seraient-elles seulement ponctuelles ? La question mérite d'être étudiée en détail. Pour ce faire, nous allons examiner les caractéristiques d'un débat institutionnel qui a eu lieu à la mairie de Paris le 10 février 2015. Dans ce débat (dont nous reproduisons la première partie en annexe), le conseil de Paris s'attaque au problème de la pollution dans la métropole, et propose une marche à suivre pour entrer dans cette lutte, projet phare du programme électoral d'Anne Hidalgo, qui préside ici la séance. Nous allons donc voir, à partir de l'introduction au débat du conseil de Paris sur la pollution, quelles sont les marques qui officialisent ce discours.

L'introduction

Dans le cas d'un débat institutionnel comme celui de la mairie de Paris, la structure du discours semble devoir être identifiée immédiatement, et le discours prononcé donner un maximum de renseignements en un temps réduit, afin d'allier efficacité et clarté. Suivant le protocole établi, l'entrée en matière du débat est annoncée :

Bien, donc nous passons à présent à la communication sur la pollution,

¹⁵ Kerbrat-Orecchioni, 1990, p. 118.

et la fin de l'introduction est marquée par la suspension de la séance. À la fin de l'introduction, l'auditeur (même extérieur à l'institution) doit pouvoir savoir quel est le thème traité, où (ici, au sein de l'exécutif), pourquoi (raison de santé publique), quels sont les acteurs qui entrent en jeu (le conseil de Paris, qui agit pour les parisiens et franciliens), et comment. Sur ce point, le conseil de Paris se prête parfaitement au jeu : la durée de la communication est réduite (un peu plus de deux minutes), et tous les éléments nécessaires à la compréhension des données de départ et au but assigné au débat qui va avoir lieu sont énoncés clairement. Le thème du jour est suivi de « données brutes », de sondages. S'en suit un premier bilan rappelant les réformes passées, les éléments mis en place et leurs effets sur la population, c'est-à-dire la validation des prises de décisions antérieures. Anne Hidalgo insiste sur le fait que les réformes menées ont été efficaces, en donnant pour preuve qu'elles ont été exportées et sont à l'œuvre dans de nombreuses autres villes :

plusieurs innovations ont ainsi vu le jour [...] dont les succès dépassent largement le cadre parisien.

Après le bilan des actions passées et de leurs effets (positifs), sont énoncées les nouvelles données, qui montrent dans quel contexte le débat en question aura lieu ce jour. Le discours passe de manière claire de ce qui a été fait à ce qui reste à faire :

Cependant, nous devons aller encore plus loin.

L'utilisation du « encore plus » insiste une nouvelle fois sur la réussite des réformes, en présupposant « nous sommes déjà allés très loin ». Ces étapes sont suivies des propositions qui pourront être discutées par la suite, dont l'application est présentée comme réalisable, puisque des dates précises sont proposées, de manière à insister sur la volonté d'efficacité du conseil (le calendrier est déjà prêt). Enfin, dans une conclusion qui insiste sur l'ampleur du problème mais aussi sur la nécessité d'y remédier, le déroulement des prochaines étapes de la séance est annoncé.

Dans ce type de débats, les raisons qui ont rassemblé les participants doivent être exposées dès l'introduction. Le médiateur, qui assume le discours d'ouverture, doit justifier sa présence et celle de ses concitoyens, mais aussi la mise en débat de la question problématique. Il doit apparaître qu'il est absolument nécessaire de traiter le problème, dont les enjeux sont considérables. C'est pourquoi, dès la première phrase du discours, Anne Hidalgo expose le thème à traiter :

L'amélioration de la qualité de l'air que respirent les parisiens est l'un des plus importants défis que nous devons aujourd'hui relever.

Le problème est exposé de manière très claire dans l'introduction par le rappel de l'objectif premier des politiques et ce qui les empêche d'accomplir ce devoir comme il se doit :

Paris doit avant tout être capable de garantir un habitat de qualité [...] or, [...] la pollution [...] cause la mort prématurée de quelques 42000 personnes.

Avec l'annonce de ce chiffre alarmant, la pollution est présentée comme un fléau, ce qui renforce la nécessité d'agir, mais aussi révèle la difficulté de la tâche à accomplir. L'enjeu de santé publique auquel les participants doivent faire face est ainsi mis en lien avec la valeur accordée à la vie et à la mort, valeur qui, d'un point de vue éthique, est peu contestable, et nécessite que des décisions concrètes soient prises. Ces indications déterminent d'emblée le contenu des échanges : il est nécessaire de trouver une solution à un problème concret.

Par ailleurs, l'introduction à un débat comme celui auquel nous nous intéressons ici doit légitimer son intervention en montrant que les décisions prises auront un impact réel, palpable, qu'il soit ressenti à court ou seulement à long terme. En effet, si la pollution est présentée dans un premier temps comme un fléau, elle peut néanmoins être combattue, c'est pourquoi les propositions adoptées ne seront pas vaines (le débat n'est donc pas vain). Ces données qui servent de présentation au problème sont présentées avec distance. Elles s'appuient sur des chiffres, des sondages effectués par un organe officiel (donc crédible), qui ne sont donc pas amenés à être remis en cause. Les sondages et les chiffres annoncés dans ce genre de cas permettent de présenter les données comme des « faits objectifs ».

L'animation

Le rôle de l'animateur (appelé parfois médiateur ou encore arbitre selon le cadre institutionnel étudié), assuré dans notre cas par la présidente de séance Anne Hidalgo, est immédiatement identifié comme tel visuellement, par la place centrale qu'il occupe dans la salle des débats. Il lui revient le rôle de rythmer le débat, de distribuer les tours et le temps de parole, de ramener le calme en cas d'échanges houleux, mais aussi de faire en sorte que les règles soient respectées. Le médiateur peut donc rappeler à l'ordre les participants s'ils s'éloignent de la ligne de conduite jugée adéquate dans de telles circonstances, et peut même évacuer un participant, selon la règle exposée dans le règlement intérieur du conseil de Paris :

Article 9 : La présidence de séance a seule la police de l'assemblée. Elle peut faire expulser tout individu qui trouble l'ordre et requérir le cas échéant l'intervention de la force publique à cette fin.

C'est pourquoi Anne Hidalgo se permet d'user de son autorité de médiateur lorsque les élus ne font pas preuve du respect qui est de mise (par l'écoute et le silence) mais adoptent au contraire une attitude dissipée :

Ces mesures de court terme – j'espère qu'elles intéressent tout le monde, y compris ceux qui ont d'autres conversations en marge de notre conseil et s'inscriront certainement dans le débat tout à l'heure pour expliquer qu'ils sont d'accord avec ce que je viens de dire – ces mesures de court terme...

Le protocole

Cette intervention d'Anne Hidalgo est l'un des seuls moments où elle s'exprime de manière spontanée. Elle contraste fortement avec le reste de sa communication qui de ce fait en paraît d'autant plus officielle. À l'inverse en effet, le corps de sa communication est lu. Le débat étant construit afin de répondre aux règles exigées, il laisse le moins de place possible à l'improvisation et à l'apparition d'éléments imprévus. On voit par exemple le contraste entre le corps du texte et les quelques échanges finaux qui servent au médiateur à confirmer la suite du déroulement de la séance. Le manque de fluidité qui transparaît de ce moment d'échange, fait apparaître, par contraste, la préparation particulièrement cadrée du reste de la séance :

La séance est suspendue, et je donne la parole à deux membres du panel citoyen... [*Intervention inaudible*] D'accord. [*Inaudible*] Après le panel citoyen ? [*Inaudible*] Avant ? [*Inaudible*] D'accord. Donc, avant de donner la parole au panel citoyen, madame la présidente du groupe UMP, vous avez la parole.

Chaque participant à ce débat sait quel va être son déroulement, et pour confirmer que le débat respecte bien l'ordre qui lui est imposé, le médiateur en annonce chaque étape. L'ouverture et la fin sont donc énoncées clairement comme telles (« nous passons à présent à la communication sur la pollution » ; « je vous remercie »). De même, les articulations sont mises en évidence. Le rôle du médiateur est par ailleurs de distribuer les tours de parole qui, comme Anne Hidalgo le signale à la fin de sa communication, ont été décidés par avance.

Ces caractéristiques que nous venons d'isoler du débat institutionnel du conseil de Paris permettent d'observer que les assemblées politiques ne tombent pas dans la même catégorie.

Les assemblées citoyennes politiques ne suivent pas à proprement parler un protocole. Les acteurs présents ne sont pas présentés à l'avance, soit parce qu'ils se connaissent (NPA et Marinaleda), auquel cas cette pratique serait ressentie comme étant très artificielle, soit parce que la configuration de l'assemblée ne s'y prête pas, les participants ne se connaissant pas du tout et/ou sont trop nombreux (Nuit debout).

Dans le cas de Nuit debout, il est demandé dans notre enregistrement que les intervenants se présentent au début de leur prise de parole, par leur prénom et l'organisation à laquelle ils appartiennent au cas où ils seraient militants par ailleurs « Je serais content très content que tout le monde donne un peu son prénom ou son orga [...] ». Cette pratique sera mise en place, presque aussitôt contestée « moi j'ai pas envie de me présenter », et finalement adoptée lors des assemblées suivantes. Néanmoins, même lorsque l'un des intervenants se présente à Nuit debout, le but recherché n'est pas le même qu'au conseil de Paris ; au conseil de Paris, cette présentation s'adresse aux auditeurs extérieurs qui ont accès à la transcription ou aux comptes rendus de la réunion. Dans le cas de Nuit debout en revanche, cette présentation s'adresse aux participants de l'assemblée.

Dans certaines des assemblées que nous étudions, le déroulement se prépare en début de séance avec les participants (NPA), tandis que d'autres ont une certaine routine de déroulement, sans toutefois répondre à une normalisation stricte (Marinaleda). À Nuit debout, les normes mises en place dans les assemblées générales se décident au fil des jours. Elles seront appliquées de manière massive à partir de l'assemblée du 33 mars.

Dans celle-ci, le déroulement n'est pas prévisible. Par exemple, il n'était pas prévu qu'une partie des participants quitte l'assemblée pour rejoindre un débat présenté par Anne Hidalgo dans le cadre de « la nuit des débats » pour y « foutre un peu la merde ». On trouve néanmoins certains points qui montrent qu'une certaine normalisation est en cours, comme la mise en place de tours de parole. Ceux qui souhaitent prendre la parole s'inscrivent sur une liste transmise à un médiateur, qui annonce le nom du prochain intervenant.

À Marinaleda, il n'y a pas de temps de parole prédéfini ni de tours de parole, et le rôle de la personne ou des personnes qui ont un rôle de présentation est réduit au minimum. Une ou deux personnes sont chargées de présenter l'ordre du jour, d'assumer la transition entre les différents points de l'ordre du jour, et de distribuer la parole si besoin, c'est-à-dire si une personne essaye de prendre la parole mais qu'elle ne parvient pas à se faire entendre, par exemple. Mais l'animateur est lui-même soumis aux aléas des prises de parole spontanées. Dans l'assemblée

générale par exemple, Gordillo qui a le rôle de l'animateur, peine à finir une phrase :

Yo estoy totalmente de acuerdo que en la asamblea...

Je suis totalement d'accord que dans l'assemblée...

Il donne la parole à une intervenante une seule fois tout au long de l'assemblée, car celle-ci peinait à se faire entendre, d'abord parce que sa voix porte moins que celle d'autres intervenants, mais aussi parce qu'elle est située à un endroit de la salle où l'on entend mal (l'une des portes d'entrées donnant sur l'extérieur n'est pas loin) :

Sí, Juani. Quiere hablar. A ver, Juani

Oui, Juani. Elle veut parler. Vas-y, Juani.

et les autres intervenants régulent eux-mêmes leurs prises de parole

Escúchame. Escúchame, estoy hablando yo. Me escucha cuando estoy hablando yo. Pero me escucha, ¡hazme el favo!"

Écoute-moi. Écoute-moi, je suis en train de parler. Tu m'écoutes quand je parle. Mais écoute-moi, s'il te plaît !

On trouve dans toutes les assemblées

¡Ahora voy a hablar yo!

Maintenant c'est moi qui vais parler.

De même, dans les réunions de travail, le déroulement d'une réunion n'est, là non plus, ni prévu ni prévisible. Dans une réunion de travail, les problèmes d'ordre général ont tendance à être exposés au début, plutôt pour s'assurer que la majorité des participants soient présents plutôt que par respect d'une norme particulière :

Ahora que estás aquí toas las cuadrillas o casi toas la cuadrilla, en primer lugar os quería decir que no veo mu correcto lo que sta pasando

Puisque toutes les équipes sont là ou quasiment toutes les équipes, je voulais vous dire que ce qui est en train de se passer ne me paraît pas très correct.

Pour un auditeur extérieur, il est parfois difficile de savoir ce qui est en train d'avoir lieu dans l'assemblée, notamment à Marinaleda - nous avons dû nous faire expliquer après coup l'enjeu de la réunion de travail, par exemple. De même, au NPA, l'enjeu du vote n'est pas expliqué au

début de la séance. Il faut donc connaître le fonctionnement interne du parti pour savoir de quoi il s'agit. En somme, dans ces deux organisations, seul le *pourquoi* de la réunion est annoncé, tandis qu'à Nuit debout, c'est le *pourquoi sommes-nous ici* qui est l'enjeu de l'assemblée.

Par ailleurs, on ne retrouve dans aucune de nos assemblées cette absence de spontanéité qui est caractéristique des débats institutionnels, comme dans le cas du conseil de Paris où les discours ont été écrits auparavant et sont lus au moment de la réunion. Cette question n'est toutefois pas sans importance dans notre corpus. En effet, à Nuit debout et au NPA (dans une moindre mesure), où des tours de parole ont été mis en place, la spontanéité s'en trouve amoindrie. Lorsqu'un participant veut réagir à un propos qui vient d'être énoncé, il doit attendre son tour, (lever la main, puis se faire inscrire sur la liste d'attente des prises de parole). Alors seulement il pourra réagir au contenu du propos qui a retenu son attention.

Un débat de nature institutionnelle répond à des règles strictes qui ont un caractère immuable, mises en place pour que son déroulement soit le plus efficace possible. Si ces règles diffèrent en fonction de l'institution concernée, elles restent en revanche les mêmes d'un débat à l'autre au sein d'une même institution, permettant que le débat institutionnel soit identifié et reconnu comme tel par les auditeurs. Ce sont ces règles établies et leur respect qui inscrivent le débat dans une démarche officielle de la part de l'institution, c'est pourquoi on peut concevoir le discours institutionnel non pas comme institutionnel en soi, mais comme se construisant comme tel, en respectant les critères qui lui sont attribués dans le protocole établi.

Le fait que les intervenants ne parlent pas en leur nom, mais au nom du parti auquel ils sont affiliés, que l'ordre des prises de paroles soient décidées avant la réunion, que les discours soient déjà prêts - en somme, l'absence de spontanéité et le fonctionnement général sont certaines des caractéristiques que l'on peut observer dans le débat de la mairie de Paris sur la pollution. Cette réunion peut être prise comme exemple de débat institutionnel. Les règles qui font le déroulement du débat institutionnel et la gestion de la parole n'y est donc pas la même que dans des assemblées citoyennes et politiques comme les nôtres, où les participants ne sont pas politiciens de métiers. Les différences que l'on a pu observer ici dans la surface du discours nous laisse présager une organisation sémantique trop éloignée de celle de nos collectifs. C'est pourquoi nous ne pouvons pas étudier nos assemblées comme nous étudierions un débat se déroulant dans un cadre institutionnel. Et pourtant, il s'agit bien d'échanges de discours hétérogènes, contradictoires, opposés, qui tendent vers une série d'actions à venir, c'est-à-dire de ce qui semble revêtir les caractéristiques traditionnellement attribuées à la délibération.

Laissons la mairie de Paris de côté, et considérons l'ensemble de nos assemblées. Pourraient-elles être envisagées sous le prisme de la délibération ?

2.2. Une assemblée citoyenne politique est-elle une délibération ?

D'après ce que l'on vient de voir, il est difficile de concevoir nos assemblées comme des débats institutionnels. Pourtant, les points communs que nous avons immédiatement repérés entre les différents collectifs que nous voulons étudier demeurent : les participants échangent des points de vue contradictoires, opposés, dans une perspective qui dépasse l'assemblée. Selon certaines approches, la délibération est conçue comme la construction collective d'opinions par l'échange et la confrontation d'individus (Boy, 2003). De manière générale, la délibération est mise en relation avec la décision. On peut donc penser à rapprocher nos assemblées de l'objet *délibération*. Nous allons observer que certaines caractéristiques attribuées à cet objet rendent le rapprochement problématique.

En effet, si l'on reprend les classifications opérées par Aristote, délibérer, c'est chercher les moyens d'atteindre une fin. Selon cette classification, « nous ne délibérons pas des fins, mais des moyens pour y parvenir [...] et s'il n'y en a qu'un seul pour arriver à cette fin, on cherche comment il permet d'y arriver et aussi par quel moyen ce moyen lui-même peut être atteint »¹⁶. Dans cette perspective, la délibération et la décision sont étroitement liées, la décision supposant la délibération : « objet de délibération ou objet de décision, cela revient au même, sauf que se trouve déjà déterminé ce qui est objet de décision puisque ce dernier est l'acte qui, à l'issue de la délibération, a été jugé préférable »¹⁷. Dans les assemblées citoyennes politiques, nous pourrions sans trop de difficulté dire que l'on cherche les moyens d'atteindre une fin. Dans tous les cas, une fin à atteindre pourrait être restituée. C'est ce que l'on pourrait dire assez aisément dans le cas des assemblées de Marinaleda : *le problème est X, comment le régler ?* ("A ver como buscamos una solución al... a ese tema !" / *Il faut voir comment on cherche une solution au... à ce sujet.*) Dans le cas du NPA, encore, nous pourrions dire dans la première réunion : *comment s'adapter à la nouvelle distribution politique enclenchée par les attentats et la mise en place de l'état d'urgence ?* (« Tout est à reconstruire de A à Z. C'est ça qui est le plus difficile, parce que quand il faut reconstruire de A à Z on sait pas d'où il faut repartir, on sait pas comment faire, heu heu on sait pas comment par quel biais enclencher des mobilisations »). Et encore, dans la seconde assemblée : *le NPA manque de visibilité, comment gagner en*

¹⁶ Aristote, *Éthique à Nicomaque*, Livre III, 2.3.3.

¹⁷ Ibid., Livre III., 2.4.

visibilité ? (« On est en train de faire en sorte que le NPA puisse exister dans l'année qui vient »). Or dans le cas de Nuit debout, la question est plus difficile à cerner dans les termes imposés par la définition d'Aristote, car il semble précisément que ce soit la fin qui soit en question dans les assemblées. La question serait plutôt de l'ordre de *que faisons-nous ici ? Que voulons-nous faire ?*, qui porterait donc sur la fin elle-même : *quelle fin poursuivons-nous ?*

On pourrait donc supposer que les assemblées et les délibérations ont ce point en commun qui est de viser une finalité – même si cette finalité peut être discutée à l'intérieur de l'assemblée elle-même. Mise à part cette propriété avec laquelle nos assemblées peuvent s'accommoder, d'autres propriétés, qui sont en général attribuées aux délibérations sont absentes de nos assemblées. Parmi les nombreuses caractéristiques que font partie des délibérations d'après la littérature récente, nous allons en évaluer trois qui nous semblent représentatives de certaines approches. Nous allons voir que les assemblées citoyennes politiques ne répondent à aucune d'elles.

D'après une première approche de la délibération, celle-ci se caractériserait par une certaine rigidité coercitive qui la rapproche des pratiques de l'art oratoire (Remer, 2000 ; Urfalino, 2005). Suivant la tradition aristotélicienne, la délibération est considérée comme une pratique institutionnelle qui, de ce fait, ne peut accepter la participation de tous (sont autorisés à parler ceux qui sont qualifiés pour le faire), a une visée persuasive et donc agonistique, sans qu'entre en jeu la sincérité de l'intervenant. Le but est d'y faire triompher son point de vue, en recourant aux émotions aussi bien qu'à la raison.

Une seconde conception de la délibération, que nous pourrions appeler, toujours à la suite de Remer (2000) et Urfalino (2005), approche « conversationnelle »¹⁸, abroge la structuration dans laquelle un orateur s'adresse seul à un auditoire. Elle lui oppose une organisation plus horizontale, dans laquelle tous les « membres du corps social concerné » peuvent participer en étant alternativement orateur et auditeur. Les échanges se font dans un esprit de coopération, sans qu'aucun argument ne soit exclu, à condition de respecter « la force du meilleur argument ». Dans cette optique, les participants doivent être sincères et ne doivent pas viser la victoire de leur propre point de vue mais rechercher le bien commun, et leurs arguments ne

¹⁸ Une telle approche est notamment celle de Elster, (2005). On peut aussi ajouter les études de Cohen sur la démocratie délibérative (1989).

doivent pas « recourir aux émotions »¹⁹.

Une troisième conception de la délibération, proche de la démarche conversationnelle, en fait une procédure guidée par la transmission d'informations destinée à la prise de décision rationnelle (Manin, 1985). La délibération apporterait des informations manquantes pour que les participants puissent saisir l'enjeu des décisions à prendre, ceux-ci pouvant changer de « préférence ». Cette approche, qui suppose donc que les participants n'ont pas de préférence arrêtée, prône la pluralité des points de vue pour que chacun puisse prendre la meilleure décision - c'est-à-dire la plus juste -, en toute connaissance de cause. Une dimension didactique est donc mise au centre des caractéristiques de la délibération. Si une approche comme celle-ci suppose une égalité dans la prise de parole, elle ne la suppose néanmoins pas dans le raisonnement ou la connaissance des participants à une assemblée : « Sans doute, le savoir n'est-il pas également réparti, toutes les paroles n'auront pas la même audience, mais ceux qui savent plus ne sont pas d'accord entre eux, et leurs échanges, arbitrés par le public, donnent une éducation sans qu'il y ait un Maître unique et éminent » (Manin, 1985 : 13)

Cette conception est égalitaire dans le droit à prendre la parole, mais le savoir, lui, n'est pas également distribué (et on peut se demander ce qu'on entend par « savoir »). Elle est informationnelle, et dans la conception de Manin, persuasive, car les participants n'ont pas d'avis arrêté sur la question en discussion.

Quand on parle de délibération, on peut donc faire référence à un échange coopératif et ouvert, qui se rapproche de la conversation, c'est-à-dire « comme une activité de groupe qui doit favoriser les progrès de la raison en offrant une méthode d'enquête ouverte et attentive aux meilleurs arguments, et assurer concrètement la cohésion sociale, et donc renforcer le souci de bien public ». (Craveri, 2002 : 525). On peut aussi faire référence à des discours en vue d'imposer son point de vue, ou encore à des échanges d'informations et d'une multiplicité de points de vue pour que les participants aient une vision globale et de la situation en vue de prendre une décision juste, rationnellement justifiée. Il y aurait donc dans cette perspective une manière « objective » et neutre d'aborder l'enjeu d'un débat. Aucun de ces modèles de délibération ne correspondent aux assemblées politiques.

¹⁹ Les expressions entre guillemets de ce paragraphe sont extraites d'Urfalino (2005 : 3-4).

L'assemblée citoyenne politique, un genre hybride

En effet, on ne peut pas dire que nos assemblées respectent le premier modèle, parce qu'aucune d'entre elles ne fait de distinction entre les participants, tous étant tour à tour orateur et auditeur. De plus, leur « compétence » n'est pas un critère discriminant. Mais quelques éléments vont dans le sens d'une admission sélective des participants. Ainsi, les participants aux réunions de comités du NPA doivent être militants du parti pour participer. De notre côté, nous avons été autorisé à assister aux réunions du comité après avoir demandé l'autorisation quelques semaines avant à l'un des militants qui s'est chargé de transmettre la demande, en expliquant le projet dans lequel elle s'insérait. La démarche était donc peu contraignante, dans la mesure où il n'a pas été nécessaire de faire une demande officielle qui serait remontée dans les rangs du parti. Le comité étant souverain sur la manière d'organiser ses propres réunions, la simple demande informelle a suffi. Lors de la première réunion, plus informelle que la réunion électorale (l'enjeu n'étant pas directement lié à la vie du parti), la possibilité de prendre la parole nous a été offerte, offre que nous avons déclinée pour que notre présence soit la moins intrusive possible.

À Marinaleda, nous avons pu enregistrer les assemblées après en avoir formulé la demande préalablement auprès de la mairie. Nous reformulions cette demande à chaque fois qu'une réunion était animée par un nouveau *manijero*²⁰. Les thèmes soulevés dans ces assemblées sont si spécifiques au village qu'il serait très déplacé de prendre la parole lors d'une séance. Cependant, rien n'empêche officiellement les personnes extérieures au village de le faire, mais cette situation n'arrive jamais, à notre connaissance. On peut donc considérer que les prises de parole des assemblées citoyennes politiques se situent plus près du pôle de l'horizontalité ou de la liberté de parole que de celui de l'assignation rigide et préalable des rôles de l'interaction. De ce point de vue, nos assemblées se distinguent de certaines Assemblées Générales de grévistes cheminots étudiées par D. Leschi (1997), dans lesquelles les prises de paroles sont à tel point hiérarchisées qu'elles diffèrent parfois peu de celles que l'on peut trouver dans un meeting.

Par ailleurs, du point de vue d'une approche comme celle de Manin, on dirait que nos assemblées ne respectent pas le principe de pluralité des points de vue. Les participants appartenant tous au même collectif, il y a une base commune de principes fédérateurs, mais qui ne sont pas forcément dits, tandis que arguments ou certaines idées sont exclus de fait, en cohérence avec le collectif. Par exemple, aucune norme n'interdit à des participants des

²⁰ Ce terme est utilisé pour nommer la personne qui est chargée d'encadrer, d'organiser et de diriger le travail.

réunions au NPA de tenir des propos libéraux, mais de fait, les participants étant des militants du parti, il serait curieux de trouver de tels propos dans une réunion comme celle-ci. On dira donc qu'il n'y a pas d'idée qu'il est impossible de formuler dans les assemblées citoyennes politiques, mais plutôt que certaines idées s'éliminent d'elles-mêmes. Faire apparaître des discours opposés par respect d'un principe contradictoire serait certainement ressenti au mieux comme une perte de temps. Le contenu de nos assemblées est composé de discours minoritaires dans la société ; ces réunions constituent donc l'une des arènes dans laquelle ce type de discours peut se faire entendre, et donc développer les contradictions, les nuances et les oppositions internes qu'il contient. On est loin d'une pluralité de points de vue prôné par la conception didactique de Manin.

De plus, sans nier que la délibération puisse avoir une dimension didactique - Gordillo (1980) présente d'ailleurs les Assemblées Générales de Marinaleda comme « une école », nous ne considérerons pas ce critère comme déterminant pour la description des assemblées citoyennes politiques. Ce que Gordillo entend par « école » ou encore par « université populaire » vise plutôt l'idée d'une expérience sociale commune qu'une somme « d'informations » données à des participants à éduquer :

Las asambleas se van convirtiendo poco a poco en el órgano de decisión de los trabajadores, en un lugar de encuentro y discusión de los diferentes problemas, en una escuela de aprendizaje democrático y revolucionario.²¹

Les assemblées se convertissent peu à peu en l'organe de décision des travailleurs, en un lieu de rencontres et de discussion des différents problèmes, en une école d'apprentissage démocratique et révolutionnaire.

Les échanges qui ont lieu dans nos assemblées pourraient certes être qualifiés d'arguments rationnels par une certaine littérature, mais le critère de la « force du meilleur argument » n'est certainement pas adapté dans notre cas. Même si l'on acceptait de considérer certaines prises de parole comme rationnelles, le recours aux émotions n'est en rien proscrit. Par ailleurs, la question de la sincérité nous semble se situer à un autre plan de l'analyse, prenant en compte les pensées des participants, auxquelles nous n'avons bien sûr aucun accès. Par exemple, dire si « je suis très inquiet pour l'avenir du NPA. En particulier à cause des 42 % de la plate-forme A, parce que là on est mal barré, vraiment mal barré, et moi j'en serai pas dans ce cas-là ! » est

²¹ Sánchez Gordillo, 1980, p 23.

sincère ou relève de la stratégie - voire de la stratégie sincère - est difficile. La force du meilleur argument n'est donc pas un critère que nous pourrions garder pour décrire notre corpus.

Un point nous reste à éclairer, qui nous semble central à la fois pour les conceptions des délibérations telles qu'on les a présentées ici, mais aussi pour notre conception de la dimension sémantique des assemblées citoyennes politiques, à savoir la question du cadre coopératif et de la visée agonistique de l'échange.

Nous proposons de concevoir nos assemblées comme un travail commun, sans toutefois concevoir ce travail comme une marque de coopération. Nos participants « coopèrent » dans le sens où ils acceptent la discussion, mais il ne nous semble pas que l'on doive répondre à la question en termes de « recherche du bien commun ». Cette question relève de questions éthiques et morales qui dépassent nos ambitions descriptives. En revanche, nous assumons pleinement l'affirmation selon laquelle les participants de nos assemblées cherchent à voir leur position prospérer dans l'assemblée, et à transformer durablement le cours de l'échange interactionnel. Pour cette raison, il nous est absolument impossible de supposer que les assemblées citoyennes politiques répondent au modèle de la délibération que propose l'approche conversationnelle.

Par ailleurs, les participants se trouvant dans un cadre moins contraint que celui d'une institution, leurs échanges peuvent revêtir plusieurs formes au cours d'un même échange. Nous avons des situations de décisions collective (NPA) ; des discussions (Nuit debout), c'est-à-dire sans question précise ; des débats (NPA). Dans ces types d'échanges, il n'y a donc pas de critères qui excluent de passer par des moments de négociation (Marinaleda, NPA), à des échanges de menaces (NPA, Marinaleda). Les assemblées citoyennes politiques partagent certaines caractéristiques avec le débat institutionnel mais ne peuvent toutefois pas être qualifiées comme telles. Le type d'échanges de parole partage à la fois des caractéristiques de la délibération de type « institutionnel » et du type « conversationnel ? », sans toutefois qu'on puisse le définir par ces critères. Les assemblées que nous allons analyser sont des interactions contradictoires, voire conflictuelles, à la fois citoyennes et politiques, construites comme un type hybride que les interactants modèlent en fonction des nécessités du moment. Il a pour caractéristique de comporter des échanges « libres », égalitaires, à visée non informationnelle, coopérative à condition de concevoir ce terme dans le sens que nous lui avons assigné de « travail commun », ayant pour but de modifier la suite de l'échange de manière à atteindre un but qui dépasse le cadre de l'assemblée, et qui est de l'ordre de l'action collective.

En effet, pour mieux appréhender la dimension sémantique des assemblées citoyennes politiques, nous devons nous poser la question du « pourquoi » ces réunions ont lieu. Que s'y passe-t-il, et dans quel but ?

Prenons nos assemblées une à une. Dans le cas de Nuit debout, l'assemblée sert à essayer de définir une ligne de conduite, à organiser les premières actions collectives qui seront signées « Nuit debout », à délimiter ses revendications, à mettre en place une organisation efficace, du type de : « quelle commission doit-on créer ? », « La commission féministe doit-elle être mixte ? ».

Dans le cas du NPA, la première réunion a pour but de faire le point sur les comités, et de régler les problèmes qu'on y trouve, de discuter de la situation actuelle dans le paysage politique pour adapter ses actions à cette nouvelle distribution des partis sur l'échiquier politique à la suite des attentats et de la mise en place de l'état d'urgence (les manifestations étant, par exemple, interdites). La question commune que l'on pourrait assigner à nos assemblées - sans qu'elle ne soit jamais posée par les participants - est la suivante : « comment faire pour que nos actions puissent avoir un impact ? » « Quels types d'actions devons-nous effectuer ? » Enfin, à Marinaleda, la réunion de travail sert d'une part à organiser les futurs groupes de travail d'une part et à faire en sorte que le problème de l'absentéisme soit réglé en cherchant quels sont les moyens qu'il faut mettre en place pour que cette situation cesse. L'assemblée générale sert à mettre en place l'organisation de la campagne électorale (« à quelle heure doit-on se retrouver pour coller les affiches » etc.), et comment faire pour régler le problème du fonctionnement de la mairie qui est soulevé par l'un des participants. En somme, les assemblées citoyennes politiques ont pour but l'organisation et la discussion d'un « après ». Mais cet après n'est pas fait seulement de discours, mais aussi d'actions, au sens large : travailler, faire des actions militantes etc. Nos assemblées ont donc pour point commun de tendre vers un « après » fait d'actions. Elles ont un objectif interne, qui est le thème annoncé généralement au début de l'assemblée, mais elles ont aussi un objectif qui leur est extérieur. Les coulisses que nous étudions sont donc le lieu où « les actions deviennent possibles ».

CONCLUSION

Malgré les différences très importantes entre les différentes assemblées que nous avons choisis d'étudier, la nature de leur réunion, la manière dont s'y organise la parole, les objectifs

ciblés nous permettent de les considérer comme des manifestations différentes d'un même type d'objet, celui que nous avons appelé *assemblée citoyenne politique*.

Leurs formes de prises de parole ne sont ni cadrées et prédéfinies par un protocole strict, mais elles ne sont pas non plus complètement libres. Les prises de paroles ne sont pas détachées d'un but précis, car elles sont toutes tournées vers une action à mener collectivement. Ces actions sont rendues possibles par le travail commun et collectif préalable qui est mené dans les assemblées, et qui constitue de ce fait un avant, une préparation, un travail de coulisse dont le résultat sera montré publiquement au nom du collectif.

Bien que ce travail soit commun et collectif, cela n'implique pas que les échanges soient un moyen de chercher le bien commun, mais de renforcer certaines positions du collectif.

Bien que ce travail soit commun et collectif, cela n'implique en aucun cas que les échanges qui le constituent soient coopératifs, bienveillants car l'enjeu politique va au-delà de considérations quotidiennes. Chaque prise de parole aura des répercussions sur l'ensemble de l'assemblée, en rendant certaines paroles plus dicibles que d'autres. Ce qui reste de ces assemblées est donc le fruit de multiples confrontations de différents types à l'intérieur d'échanges conflictuels, dont nous rendrons compte du fonctionnement tout au long de notre travail. Il s'agira donc de mettre au jour les mécanismes et les processus mis à l'œuvre dans les assemblées citoyennes et politiques, qui sont propres à cet objet à présent délimité.

Il nous faut donc à présent établir une feuille de route, en commençant par déterminer les approches qui seront les plus adaptées à l'étude sémantique des assemblées citoyennes politiques et ainsi dégager certaines caractéristiques de ce type d'interaction.

CHAPITRE 2

LA DIMENSION INTERACTIONNELLE DES ASSEMBLÉES CITOYENNES POLITIQUES : APPROCHES, OBSTACLES, PERSPECTIVES

INTRODUCTION

Notre objet d'étude nécessite que l'on mette au cœur de nos analyses sa dimension interactionnelle, car c'est l'une des manières de rendre compte de sa spécificité à la fois vis-à-vis de discours politiques tels qu'ils pourraient être pratiqués dans des meetings, par exemple, ou des textes militants, tels qu'ils peuvent être diffusés par exemple par le NPA, à la suite des réunions qui nous occupent. Cette dimension interactionnelle est souvent caractérisée par une présence de l'Autre dont il s'agit de rendre compte. L'Autre, c'est-à-dire, celui à qui on s'adresse, avec qui l'on échange, celui à qui on s'oppose, celui qu'on essaye d'influencer, celui avec qui l'on construit l'échange. Ce terme n'est pas à considérer comme un concept que nous proposerions, mais plutôt comme un moyen de pouvoir parler à la fois d'allocutaire, d'interlocuteur, d'auditoire, d'auditeur... sans avoir à privilégier un terme utilisé par l'une des traditions théoriques que nous allons aborder. Nous nous proposons dans ce chapitre de passer en revue quelques approches, quelques manières d'envisager l'échange interactionnel, afin de mieux cerner la manière dont nous allons nous-mêmes, par la suite, analyser nos assemblées. Nous commencerons par nous intéresser à ce que l'analyse des conversations (termes sous lequel on entend regrouper à la fois les études en analyse conversationnelle et en analyse du discours des interactions) pourrait analyser à partir d'échanges comme les nôtres, en nous positionnant vis-à-vis des fondements théoriques qu'elle adopte. Notre deuxième questionnement rejoindra les problématiques propres aux études menées en argumentation et en rhétorique. Nous pourrons ainsi nous positionner vis-à-vis de différentes approches qui envisagent une influence du locuteur (ou de l'orateur) sur son interlocuteur (ou son auditoire) de la rhétorique classique, en passant par la nouvelle rhétorique, jusqu'à l'argumentation linguistique, qui s'oppose radicalement aux premières par sa manière de considérer le *logos* et son rôle central dans la question de l'influence du locuteur. Enfin, nous questionnerons la possibilité d'envisager une analyse des assemblées citoyennes politiques à partir de la théorie de la polyphonie, qui place l'Autre non pas dans une présence effective, physique d'un interlocuteur, mais dans une instance énonciative, dans un être fictif construit par le discours, contenu dans le sens même de l'énoncé. Nous verrons alors que cette théorie soulève, pour une

analyse comme la nôtre, de nouveaux problèmes qu'il nous faudra discuter.

1. ANALYSE DES CONVERSATIONS

L'un des cadres d'analyse qui semble le plus directement évident pour étudier un objet comme le nôtre serait celui de l'analyse de conversations, d'abord parce qu'il s'attache à décrire des conversations « réelles », mais aussi parce que la place de l'Autre est envisagée de manière centrale et organisatrice des processus de construction et de modification des échanges. Le terme d'*analyse de conversation*, par son ambiguïté, nous convient ici, parce qu'il peut renvoyer ou bien à la tradition anglo-saxonne (Sacks, Schegloff, Jefferson, 1978), ou à l'analyse de corpus conversationnels dans le cadre de l'analyse du discours (Kerbrat-Orecchioni, 1990).

1.1. Gestion de la parole

Dans l'étude d'une interaction, que l'unité descriptive corresponde à un tour de parole, à une séquence ou à une intervention (pouvant contenir des éléments non verbaux, voire n'être constituée que d'éléments non verbaux), que *tour de parole* soit utilisé comme terme générique pour désigner toute prise de parole (Sacks, Schegloff, Jefferson, 1978) ou plus spécifiquement comme une prise de parole « ayant reçu une interprétation » (Luscher, Roos & Rubattel, 1995), elle est intrinsèquement interactionnelle, parce que la présence de l'Autre lui est inhérente. En effet, les différents courants qui étudient les conversations, et qui parfois recoupent leurs influences, postulent que les différentes prises de parole construisent collectivement un objet *conversation*. L'intervention possible de l'interlocuteur peut être repérée dans les espaces disponibles, rendus visibles dans un tour de parole (Mondada & Traverso, 2005) notamment par la complétude syntaxique, les signes d'adresse. Ainsi apparaît entre les tours de paroles le travail de « coordination et de synchronisation de l'action conjointe par les participants »²². Il est possible de rendre compte du bon fonctionnement d'une conversation en rétablissant les adaptations successives à la présence de l'Autre ; de même, les dysfonctionnements d'une conversation révèlent les mécanismes de gestion des tours de parole, qui peuvent être utilisés de manière stratégique par les participants (Sandré, 2009a et b). Dans ces études, le lien entre les interlocuteurs est donc visible à la surface du discours, par des « marques » de la présence de l'Autre. L'Autre est ce par rapport à quoi on règle le fonctionnement général du déroulement

²² Mondada, 2001, p. 11.

de la conversation. L'idée que la plus petite unité d'analyse est nécessairement interactionnelle nous semble devoir tenir une place centrale dans la description d'un objet « assemblée », construit par toutes les interventions des participants. Cependant, il nous semble indispensable de distinguer dans l'interaction une dimension où se déroulent la gestion de la possibilité de produire une parole, que l'on peut identifier à la *surface* de l'interaction, et une dimension sémantique. C'est uniquement de cette dimension-là que nous nous occuperons dans notre étude.

1.2. Échange d'information et coopération

D'après ce que nous venons de dire, on pourrait encore supposer que l'analyse des conversations peut fournir un cadre général pour l'étude effective de l'une des dimensions des interactions orales, celle de la surface du discours. Cependant nous pensons que la conception de l'interaction portée par l'analyse des conversations la rend incompatible à une intégration – même sous le mode de la complémentarité – à l'étude sémantique des assemblées politiques.

En effet, les analyses de conversations reposent sur deux principes fondateurs qui reposent sur une conception de l'interaction essentiellement bienveillante, issus de deux traditions différentes. Le premier provient des premiers courants de la pragmatique, avec les lois conversationnelles de Grice, et la seconde de l'ethnométhodologie, avec la notion de *face* de Goffman. Pour Grice, la conversation est avant tout considérée comme un échange d'informations coopératif ; pour Goffman, c'est le travail de *figuration*, la gestion de l'image de soi et de l'autre qui oriente le déroulement des échanges interactionnels.

Pour Grice, la conversation se donne pour but « une efficacité maximale de l'échange d'informations »²³, qu'on a déjà évoqué dans le cadre d'une certaine conception de la délibération. L'échange d'informations se fait sous un principe régulateur, qui est celui de la coopération : « que votre contribution à la conversation soit, au moment où elle intervient, telle que le requiert l'objectif ou la direction acceptée de l'échange verbal dans lequel vous êtes engagé »²⁴, duquel découlent les autres conditions de fonctionnement des échanges. Les infractions aux autres règles, qui sont soumises au principe de coopération, permettront alors à l'interlocuteur d'enclencher les calculs de sens pour interpréter les implicites contenus dans les énoncés. C'est donc compte tenu du fait que la conversation répond au principe de coopération

²³ Grice, 1979, p. 62.

²⁴ Ibid., p. 61.

que tout le mécanisme interprétatif est enclenché. Les locuteurs agissent donc en fonction de ce qu'ils pensent que l'Autre a pu avoir l'intention de provoquer. La conversation est régulée par une série de règles partagées entre les interactants. C'est ce partage de règles communes entre les individus engagés dans la conversation qui permet de pouvoir interpréter ce qui est en jeu dans les échanges.

On retrouve l'idée de règles régulatrices également dans la tradition goffmanienne. Le locuteur dans une conversation, comme dans ses autres comportements sociaux, se conforme (de plus ou moins bonne foi) à ce que la société attend de lui dans telle ou telle circonstance. La conversation est soumise au principe régulateur de la figuration, c'est-à-dire le principe qui régule « tout ce qu'entreprend une personne pour que ces actions ne fassent perdre la face à personne (y compris elle-même) »²⁵. La « face » y est définie comme « la valeur sociale positive qu'une personne revendique effectivement à travers la ligne d'action que les autres supposent qu'elle a adoptée au cours d'un contact particulier »²⁶. Toute interaction est donc le lieu de la construction de l'image sociale, qu'il s'agit de soigner. Par exemple, quelqu'un qui ferait une « gaffe » mettrait sa face en danger. L'interlocuteur, en faisant comme s'il n'avait pas entendu, par exemple en changeant de sujet, éviterait ainsi à l'autre de perdre la face, et, du même coup, soignerait la sienne. Les formules de politesse, le tact sont autant de manières de préserver la face de l'autre, et sa propre face. En cas d'impair, sont généralement mis en place des échanges dits *réparateurs*, qui ont pour but de rétablir la situation. Dans le cas où quelqu'un, par exemple, coupe la parole à quelqu'un d'autre, il commet une impolitesse, et peut alors s'excuser. L'interlocuteur, s'il répond « ça n'est rien », ou « je t'en prie », l'invitant à prendre effectivement la parole, permet de retrouver une situation d'échange équilibrée²⁷.

Il nous semble que ces principes de préservation des faces et de réparation sont difficilement envisageables dans un contexte de discussion politique comme le nôtre, parce que les faces sont ostensiblement bafouées, heurtées, attaquées, sans que cela apparaisse comme un dysfonctionnement de l'interaction, qu'il faudrait réparer. Le passage suivant tiré de l'assemblée générale de Marinaleda, illustre le manque d'adéquation d'une conception bienveillante et coopérative de l'échange.

Gordillo : No, tú puedes participar, con los mismos derechos y con los mismos deberes...

²⁵ Goffman, 1974, p. 15.

²⁶ Goffman, 1974, p. 9.

²⁷ Goffman, 1973, pp. 138-139.

Vicky: No, no, no...

Gordillo: ... con el mismo voz y con el mismo voto. En el grupo de Acción.

Vicky : ¿Yo, en el grupo de Acción? Eh, ¡tú que te crees, que yo soy un niño chico al que se le da un caramelo? ¡Hombre, por Dio! ¡Cuidao hombre! ¡Hombre, por Dio! ¡Hombre, por Dio!

Gordillo: Yo, no sé, si hubiera alguna manera en la que pudieras entrar. Si la hubiera, yo te la ofrezco! Si tú tienes mucho interés.

Vicky: Yo, ¡ninguno! Yo e, la guarrá que se ha hecho. No interés, la guarrá que se ha hecho. »

Gordillo : Non, tu peux participer, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs...

Vicky : Non, non, non...

Gordillo : ... avec la même voix et le même vote. Dans le groupe Action.

Vicky : Moi, dans le groupe Action ? Qu'est-ce que tu crois, toi ? Que je suis un enfant à qui on donne un bonbon ? Sérieusement [vocatif < litt. homme >] ! Fais attention, toi !

Gordillo : Moi, je sais pas, s'il y avait une façon qui permette de t'y faire entrer. S'il y en avait, je te la donnerais ! Si tu y vois un intérêt.

Vicky : Moi, aucun ! Moi c'est, la crasse qu'on a faite. Pas d'intérêt, la crasse qu'on a faite.

Vicky menace Gordillo par l'expression « fais attention, toi », (en le montrant du doigt, ce qui ajoute à l'expression de colère contenue dans son discours), parce que celui-ci lui a proposé ce qu'il présente comme étant une solution mais qui, pour Vicky, ressemble à une aumône. Cet extrait comporte une difficulté dans la traduction : « ¡Hombre, por dio! », contient un vocatif qui interpelle directement Gordillo, suivi d'une interjection.

L'interjection construit la proposition de Gordillo comme irrecevable, insupportable ; l'utilisation du vocatif en rend directement responsable l'allocutaire (Gordillo). Cette locution, mot à mot « Par Dieu, homme », recevrait une traduction proche par « Sérieusement, mec ?! », mais cette traduction est irrecevable ici, parce qu'elle pourrait faire penser que Vicky est plus jeune qu'il ne l'est. Ce qui importe ici, c'est que cette locution est une attaque directe, une dégradation frontale à la « face » de Gordillo. Pourtant, Gordillo ne semble pas, suite à cette menace, retravailler son image publique ; il n'y a pas de dispositif de réparation de face dans son intervention, qui se poursuit sans que rien ne semble être particulièrement « anormal » dans cet échange, ni même nécessiter le moindre commentaire. Par la suite, l'assemblée continue sans que des moments réparateurs apparaissent comme nécessaires. Dans nos assemblées, ce type d'attaques frontales à la « face » de l'interlocuteur sont courantes, sans qu'en aucun cas cela apparaisse comme un dysfonctionnement de la situation interactionnelle.

La définition du principe de coopération de Grice présuppose que les participants de l'échange

lui donnent un même objectif ou une même direction. À travers notre extrait, on peut se demander si tel est bien le cas dans cet échange. Ici, pour Gordillo, l'objectif semble être de trouver une solution au problème de Vicky, et donc de lui proposer un rôle actif dans le village (d'où la proposition d'intégrer le groupe Action), tandis que l'objectif de Vicky semble plutôt de faire reconnaître qu'il a été victime d'une injustice, comme le laisse penser sa réplique à la réponse de Gordillo :

Vicky : Yo, ¡ninguno! Yo é, la guarrá que se ha hecho. No interés, la guarrá que se ha hecho.

Vicky : Moi, aucun ! Moi c'est, la crasse qu'on a faite. Pas d'intérêt, la crasse qu'on a faite.

Il n'est donc pas si facile de déterminer si une contribution va dans le sens de l'objectif de l'échange et si ce type de contribution est « accepté » par les autres intervenants. Si on présuppose que l'interaction repose sur un principe de coopération, on devrait dire qu'il est ici bafoué, et devrait alors faire apparaître un certain type de dysfonctionnement, d'incident, de rupture dans le déroulement de l'interaction. Le principe de coopération est ici rompu, sans toutefois viser l'apparition d'implicites.

Il semble donc que ce type de principes régulateurs s'appliquerait mal aux types d'échanges que nous devons analyser. L'Autre, n'est pas un individu qui doit être préservé et soigné, ni même avec qui l'on doit « coopérer ».

1.3. La question de la transcription

Nos préoccupations, ainsi que les principes assignés à un échange interactionnel sont très éloignés des préoccupations de l'analyse de conversations. De ce fait, les normes de transcription, qui occupent une place centrale dans ce type d'analyse seront passablement différentes. En effet, si toute étude d'un corpus oral nécessite une réflexion autour de la manière de rendre compte de la parole, ou autour du passage d'un canal oral à un canal écrit, « le choix des paramètres, la sélection de types de données et la précision de la transcription sont gouvernés par l'intérêt spécifique du chercheur pour tel ou tel phénomène qu'il se propose d'étudier »²⁸. Il ne s'agit donc jamais de rendre compte de l'intégralité de ce qui a eu lieu oralement. C'est pourquoi, sans nier que les éléments non verbaux (regards, gestes, etc.) ont

²⁸ Welke, 1986, p. 199.

une influence sur les échanges, nous ne les prendrons pas en compte dans nos transcriptions²⁹. Nous ne transcrivons pas non plus les silences (pauses plus ou moins longues entre deux mots, deux tours de parole, etc.), ni les intonations (même si parfois il s'avérera utile de prendre en compte dans l'analyse un élément prosodique ponctuel). On se servira seulement du système de ponctuation standard. Les chevauchements entre deux prises de parole seront signalés en italique entre crochets entre les deux prises de parole concernées, à condition que les deux prises de parole aient été audibles, et non pas par des crochets englobants, comme dans le système de notation de Jefferson, qui s'intéresse spécifiquement aux tours de parole (Sacks, Schegloff & Jefferson, 1978). Les parties inaudibles sont signalées elles aussi entre crochets et en italiques, suivies de la raison pour laquelle le fragment est inaudible, (qualité de l'enregistrement, auquel cas seule la transcription de l'extrait manque, ou bien parce que les participants parlent tous en même temps, auquel cas les autres participants se retrouvent dans une situation similaire à la nôtre, c'est-à-dire qu'aucune prise de parole se fait entendre au détriment des autres). Ce cas arrive dans une assemblée à Marinaleda. Nous signalons alors le temps écoulé entre les deux prises de parole audibles.

Une remarque s'impose concernant les transcriptions des assemblées de Marinaleda. Nous avons essayé dans la mesure du possible de respecter les particularités de prononciation des participants, par soucis de réalisme. Marinaleda étant situé en Andalousie, les -s finaux ne sont généralement pas prononcés, ainsi que les -d- intermédiaires (la plupart des habitants disent « Marinalea ») et parfois les voyelles - voire la première syllabe - de début de mot (on peut entendre des prononciations comme « ¿onde 'ta? » plutôt que « ¿dónde estás? » en castillan, de manière non marquée en Andalousie. Il serait donc au contraire marqué de transcrire les prises de parole en castillan, car les participants eux-mêmes ne reconnaîtraient alors pas leurs propres interventions. Nous avons donc respecté la prononciation des participants, certains ayant un accent plus marqué que d'autres.

D'après ce qu'on vient de voir, la dimension interactionnelle doit être présente dès la plus petite unité d'analyse sémantique des assemblées citoyennes politiques. Par ailleurs, l'aspect polémique, voire ouvertement conflictuel de ces assemblées semble aller à l'encontre d'une conception des échanges fondée sur la coopération et la préservation de l'image publique

²⁹ Comme on peut par exemple le trouver dans les conventions de transcription ICOR, qui « didascalisent » les transcriptions.

des participants.

2. RHÉTORIQUE ET ARGUMENTATION

Le type d'échanges que nous nous proposons d'analyser, par sa nature politique, par ses aspects polémiques, parce qu'il comporte de ce fait des positions antagonistes, parce qu'il permet de mener à des actions, fait partie des terrains privilégiés des analyses argumentatives et rhétoriques. Malgré la diversité des approches que regroupent ces deux termes, on peut dégager certains points communs très généraux. Un responsable de l'énonciation s'adresse à un Autre, par le biais d'un discours dans lequel réside un certain pouvoir qui va, selon les approches, d'une persuasion en vue d'une action (Perelman) jusqu'à la contrainte de la langue (Ducrot). Nous proposerons ici quelques réflexions à partir de différentes approches rhétoriques et argumentatives, qui nous permettront d'interroger la manière d'envisager cet Autre nécessairement présent dans une assemblée, et la place qu'il faut lui attribuer dans la description d'un espace collectif où se construisent les discours acceptables et non acceptables.

2.1. La persuasion

Une première manière d'envisager la présence de l'Autre dans une étude rhétorique est de considérer que les prises de parole sont motivées par l'objectif de persuader son interlocuteur. C'est ce qu'on trouve notamment dans la tradition de Perelman, qui distingue la *démonstration*, qui a pour but de contraindre l'interlocuteur à accepter la vérité de la conclusion, de *l'argumentation*, qui a pour but de « transférer sur les conclusions l'adhésion accordée aux prémisses »³⁰. L'Autre apparaît comme un individu passif, qui reçoit la volonté de l'orateur. Celui qui persuade est donc le plus habile technicien. L'impression de passivité de l'auditeur dans une approche telle que celle-ci (et qui, de ce point de vue, s'inscrit dans une certaine continuité vis-à-vis de la rhétorique classique), est due au fait qu'elle n'envisage pas le dispositif dans un cadre interactionnel. L'Autre, en tant que partie du processus de persuasion, n'est pas ignoré, car toutes les stratégies mises en œuvre par l'orateur sont construites en fonction de l'auditoire : « L'orateur est obligé, s'il veut agir, de s'adapter à son auditoire [...] »³¹. Cependant, l'auditoire est, dans ce cadre, conçu comme un « auditoire universel », réduisant l'altérité qui reçoit les arguments de l'orateur à une pure abstraction, pour mieux centrer la

³⁰ Perelman, 1977, p. 41.

³¹ Perelman & Olbrechts-Tyteca, 1958, p. 9.

réflexion sur le *logos* : « L'auditoire présumé est toujours, pour celui qui argumente, une construction plus ou moins systématisée »³². De la rhétorique classique à la nouvelle rhétorique de Perelman, l'Autre, considéré comme un auditoire passif, est en réalité finalement assez peu étudié, car les études se sont plutôt concentrées sur le discours (*le logos*) ou la figure de l'orateur (*l'ethos*).

Si l'on avait essayé de décrire, par exemple, notre réunion électorale du NPA selon cette manière de concevoir les échanges, on aurait pu, par exemple, analyser toutes les prises de parole de chaque intervenant et rendre compte de la stratégie mise en œuvre pour remporter des voix pour sa plateforme. On aurait alors obtenu la description des stratégies argumentatives de chaque intervenant. Nous aurions donc pu comparer les différentes stratégies déployées dans une assemblée, mais nous n'aurions pas rendu compte de l'aspect dynamique de la situation discursive dans laquelle se construit l'assemblée. C'est pourtant la dimension qui nous semble essentielle pour une analyse sémantique des assemblées citoyennes politiques. Les propriétés des discours singuliers n'intéressent cette étude que dans la mesure où elles renseignent sur l'évolution de l'échange.

Ce que le discours fait sur l'Autre peut être aussi envisagé sous une modalité affaiblie de la persuasion. Selon une approche qui élargit les enjeux de la rhétorique, tout discours a la capacité de produire une certaine influence, une certaine modification des « façons de voir et de sentir » et contient donc une dimension argumentative (Amossy, 2006). Dans un échange, on pourrait observer une certaine influence par la réadaptation du discours de l'interlocuteur. Cette nouvelle perspective conçoit la parole comme un processus dynamique qui se construit et se modifie à *plusieurs*. Dans le cas de nos assemblées en revanche, certains éléments portent à croire que l'enjeu premier n'est pas de modifier une façon de voir ou de sentir. Dans l'assemblée générale de Marinaleda, par exemple, la première prise de parole de Vicky concerne les modalités du choix des personnes figurant sur la liste des conseillers municipaux (et qui se présente sur la même liste que Gordillo, donc) :

Vicky: [...] yo lo que pregunto es, aquí ¿cómo se han elegido aquí los concejales?

Vicky : moi, ce que je demande c'est, ici, comment ont été élus les conseillers ?

Vicky exige une explication, parce que le résultat des gens inscrits ne correspond pas aux

³² Ibid., p. 25.

résultats d'un vote effectué en assemblée. Certains sous-entendus surgissent de son discours, par exemple l'énoncé suivant déclenche le sous-entendu *la tête de notre parti a choisi les candidats sans élections internes* :

Es que yo, el único partido que he visto que... haya señalao a su candidato a deo e el PP. Nada ma, hein...

C'est que moi, le seul parti que j'ai vu décider de son candidat sans élections internes, c'est le PP³³.

Cette accusation est affirmée explicitement un peu plus loin :

¡Los concejales los habéis estado eligiendo a deo!

Les élus vous les avez choisis vous-mêmes.

Quand l'une des conseillères municipales propose de donner le résultat des votes, Vicky répond qu'il connaît déjà le résultat, puisqu'il en avait été informé au moment du décompte :

Si yo lo sé, los votos que ha habido yo lo sé.

Si moi je le sais, les votes qu'il y a eu, je le sais.

Supposons donc que l'intervention de Vicky a lieu avec la finalité de modifier les manières de « de voir et de sentir ». Comment décrire concrètement cette finalité ? Vicky tenterait-il de montrer aux participants de l'assemblée que le résultat ne correspond pas au vote effectué dans une assemblée antérieure ? Ils le savent déjà.

Il ne déploie aucun argument en ce sens, et l'affirme presque immédiatement. Il semblerait qu'il essaye plutôt à la fois de dénoncer une situation anormale, et d'obtenir des explications. Il ne s'agit en tout cas pas ici de construire une idée, de laquelle on pourrait débattre, à laquelle on pourrait adhérer (ou pas). Ce qu'on constate, c'est que les participants ne changent pas vraiment d'opinion, au sens où pourraient l'entendre les études argumentatives. Cet exemple montre que la dimension argumentative du discours, au sens d'Amossy, n'épuise pas tout ce que les interventions discursives peuvent accomplir dans une assemblée politique.

³³ Au moment de cet enregistrement, le Partido Popular était le parti situé le plus à droite de l'échiquier politique espagnol. Il a été fondé par M. Fraga (ministre du gouvernement franquiste) après la transition démocratique, en 1989.

2.2. La négociation de la distance

Mais il y a une conception de l'activité rhétorique qui considère le rapport à l'Autre sans faire appel à la persuasion. M. Meyer, dans son ouvrage *Principia Rhetorica*, s'inscrit dans le sillage de la nouvelle rhétorique instituée par Perelman. Dans la longue tradition du champ d'étude de l'argumentation et de la rhétorique, le débat sur la place à accorder au *logos* est revenu régulièrement. La question que se sont souvent posée les analystes était de savoir d'une part si le *logos* suffisait à la persuasion, ou s'il devait être accompagné d'un recours aux passions, et d'autre part si la figure de l'orateur était fondamentale ou non. En résumé, il a souvent été question de la centralité laissée à chacune des instances rhétoriques en œuvre dans le discours et des proportions dans lesquelles elles agissent sur le récepteur. Meyer se propose de rétablir l'équilibre entre les trois instances de la rhétorique, contrairement aux approches qui ont privilégié successivement chacune des composantes au détriment des deux autres (Perelman privilégie par exemple le *logos*). La nouvelle définition qu'il propose réunit l'argumentation et la rhétorique, et ne s'attache plus prioritairement aux notions de persuasion ou de conviction, mais à celle, plus générale et qu'il fait tout à fait centrale, de *distance* : « la rhétorique est la négociation de la distance entre des individus à propos d'une question donnée »³⁴. Cette nouvelle définition engendre une nouvelle approche des instances rhétoriques, considérées comme une reproduction des « principes ultimes de la pensée »³⁵ ; la distance est négociée par un locuteur - l'*ethos*, qui représente le soi, l'identité - par le biais du discours - c'est-à-dire le *logos*, la raison, la causalité - avec son interlocuteur - le *pathos*, qui représente la contradiction, l'opposition, la mise en question et plus largement, l'Autre. L'Autre devient l'une des instances rhétoriques, et se retrouve donc au centre même de la définition nouvelle proposée par Meyer ; le *pathos*, l'Autre, est la mesure du degré de problématicité de l'échange. De cette manière, ce qui a trait à l'émotion n'est plus une dimension du discours que l'on choisit de minimiser ou renforcer ; c'est plutôt ce qui n'est que peu contrôlable, ce avec quoi l'on est tenu de « négocier », à savoir, l'altérité. Dans cette perspective, la distance se négocie par une suite d'ajustements et de réajustements, d'une part entre l'*ethos* effectif (l'image que le locuteur construit dans son discours) et projectif (l'image que l'interlocuteur se fait du locuteur) et d'autre part entre le *pathos effectif* (ce qu'est l'interlocuteur) et le *pathos projectif* (l'interlocuteur tel que se l'imagine le locuteur). Le décalage entre le projectif et l'effectif, bien qu'inévitable, peut être réduit par ces ajustements. Par exemple, dans la réunion électorale du NPA, Émile rapporte une discussion

³⁴ Meyer, 2008, p. 21.

³⁵ Ibid., p. 107.

qu'il a eu lors d'une réunion précédente, où son discours n'a pas du tout eu l'effet qu'il espérait :

Émile : Moi, dans une réunion, j'ai dit, "les trois piliers sur lesquels on doit mener notre campagne, c'est la justice sociale, la justice climatique, et la démocratie réelle à tous les niveaux de la société, politiques et économiques". Je suis désolé, mais des camarades de chez toi m'ont traité de réformard !

Dans cet énoncé, le récit d'Émile montre qu'il a tenu un discours qu'il pensait être évident et acceptable par tous les membres du NPA. Il construisait alors l'image d'un militant efficace, qui sait mettre en ordre de bataille les membres du parti ; c'est son *ethos* effectif. Mais l'*ethos* qui a été reçu est celui d'un locuteur qui sort des lignes du NPA, un « réformard ». Son *ethos* projectif, celui qu'a reçu l'auditoire, est en décalage complet avec l'*ethos* effectif. De même, alors qu'il pensait que son auditoire était composé de militants ouverts qui avaient en tête un programme d'action large (*pathos* projectif), il dit ici s'être en fait retrouvé face à un auditoire qui ne correspond pas à cette image. Il y a donc eu décalage, lors de cette réunion, et de ce fait, augmentation de la distance entre Émile et les membres de la plateforme A (« des camarades de chez toi » désigne JB, qui appartient à la A). La contrainte exercée par les stratégies persuasives de la rhétorique fait donc place à une négociation autour d'une question donnée. Toute prise de parole en société enclenche une négociation de la distance avec son interlocuteur. Cette notion de distance permet de rendre compte de la réadaptation permanente, à chaque prise de parole, des interlocuteurs. Plus qu'une contrainte unilatérale produite par un orateur sur son auditeur (ou son auditoire), les interlocuteurs réajustent en permanence leurs discours de manière à retrouver la « juste » distance.

Dans cette nouvelle conception de la Nouvelle rhétorique, nous pourrions résoudre certaines difficultés rencontrées dans les approches précédemment présentées. L'Autre n'est pas passif, car il est en réadaptation permanente avec le locuteur ; la distance qui sépare les deux individus est en permanence négociée et renégociée, ce qui permet de rendre compte du dynamisme d'un échange et de l'horizontalité entre les interactants. Par ailleurs, la question de la persuasion ou de l'influence exercée sur l'Autre est conçue d'une manière plus générale qui permettrait, par exemple, d'englober l'exemple de l'assemblée de Marinaleda que nous n'aurions pas pu décrire avec d'autres approches. On pourrait ainsi analyser l'évolution de l'assemblée en observant les jeux de distance réduits ou augmentés entre les différents intervenants. Dans cette conception des échanges, l'enjeu de l'échange est donc quelque chose d'extérieur aux individus. Le locuteur et son interlocuteur, en parlant, modifient une même abstraction ; ils peuvent agir sur la

distance, sans toutefois en avoir une pleine maîtrise. Nous pensons que l'idée selon laquelle les prises de parole agissent sur quelque chose qui leur est extérieur entre en résonance avec notre idée selon laquelle les interventions d'une assemblée agissent sur ce qui peut être dit.

Cependant, l'approche proposée par Meyer décrit des relations interindividuelles. Si nous voulions appliquer ce modèle à nos assemblées, nous pourrions essentiellement décrire des rapports entre individus, alors que notre objectif principal est de caractériser la construction d'un espace de signification collectif. Nous pourrions montrer les jeux de distances, mais nous n'aurions aucun moyen de décrire le « dicible » d'une assemblée. Que peut-on dire ? Comment évolue ce qu'il est possible de dire ? Orientée vers les mécanismes de décalages et d'ajustement entre des individus, l'approche de Meyer ne nous donnerait pas de réponses à ces questions qui sont pour nous centrales.

2.3. No logos

Les différentes approches rhétoriques et argumentatives que nous venons de présenter reposent sur la possibilité d'identifier dans les discours, indépendamment les uns des autres, les trois instances rhétoriques. La conception de la place de l'Autre dépend donc de l'acceptation de cette tripartition. Cependant, la répartition *ethos-logos-pathos* n'est pas unanimement acceptée : elle est en particulier remise en cause par l'Argumentation dans la langue. Ducrot (2004) pousse le questionnement jusqu'à étudier la validité et la pertinence des instances rhétoriques, telles qu'elles sont utilisées dans les approches rhétoriques et argumentatives. Si, en effet, il fait partie des thèmes « classiques » des études en rhétorique et en argumentation de questionner la nécessité de recourir à d'autres moyens que des « motifs rationnels » (sinon raisonnables) pour persuader, c'est-à-dire s'il est nécessaire, ou légitime, ou éthique, (selon les approches et les périodes), d'avoir recours à autre chose qu'à la raison pour persuader, Ducrot remet en question l'idée que l'on puisse isoler un *logos*. Cette remise en question de la notion de *logos* s'inscrit dans une volonté de distinguer l'argumentation telle qu'elle est généralement conçue et qu'il appelle « argumentation rhétorique », de la manière dont Anscombe et lui ont utilisé ce terme (et à leur suite les tenants du paradigme de la sémantique argumentative) lorsqu'ils ont fondé la théorie de l'Argumentation dans la langue. Dans leurs premières formulations, Anscombe et Ducrot partent d'une « découverte » : il y a une classe de mots, les « opérateurs argumentatifs », qui contiennent dans leur signification linguistique des instructions argumentatives, qui conduisent à certaines conclusions (Anscombe & Ducrot, 1983). Irréductible à la transmission d'informations, la signification de ces éléments

déterminait ce que ces auteurs appelaient l'orientation argumentative de l'énoncé, c'est-à-dire la classe de conclusions visée. Dans une seconde étape, au moment de la construction de la Théorie des *Topoi*, Anscombe et Ducrot généralisent leur proposition. Ils affirment que les liens d'argument à conclusion ne sont pas seulement présents dans l'utilisation des *opérateurs argumentatifs*, mais dans tous les énoncés. Toute l'activité linguistique est tournée vers l'imposition de liens argumentatifs à l'interlocuteur. Parler, ce n'est faire rien d'autre que connecter des énoncés-arguments à des énoncés-conclusions en convoquant des lieux communs, des *topoi*, qui sont les principes argumentatifs garants de cette connexion, présentés comme partagés. L'Autre est donc soumis aux jeux de contraintes linguistiques imposées par le locuteur.

Ces thèses ont un impact direct sur la manière dont on conçoit l'utilisation des arguments en rhétorique. En effet, bien que les arguments ne soient généralement pas considérés comme des preuves formelles (Perelman, 1977 : 79), ils sont néanmoins censés faire appel au raisonnement du locuteur et de l'interlocuteur, c'est-à-dire au *logos*. Selon Ducrot (2004), en revanche, ce qui est généralement perçu dans un énoncé (ou dans un groupe d'énoncés) comme le passage d'un argument à une conclusion et qui peut être traduit par un enchaînement « A donc C », n'est pas le fait d'un passage de A à C, où C serait déduit de A. Selon Ducrot, ce qui est « déduit » dans C est en réalité déjà présent dans A. Ce qui donne l'impression qu'il y a déploiement d'un raisonnement est donc une construction de l'énoncé. Dès lors que toute parole est une orientation, qu'elle impose déjà ses continuations, toute possibilité de penser un *logos* rationnel est illusoire.

Toutes les approches que nous avons abordées jusqu'ici nous ont permis de faire un pas en avant dans la saisie des enjeux descriptifs pour l'analyse sémantiques des assemblées citoyennes politiques. La détermination de ce qui peut être dit et de ce qui ne peut plus être dit dans une assemblée passe par un processus dynamique de construction commune et collective. Les interventions des participants de l'assemblée modifient donc en permanence le dicible, qui leur est extérieur. Ce dicible peut être modifié, mais non pas entièrement maîtrisé, car il est la cible des prises de parole de tous les interactants, et résulte des contraintes contenues dans tout énoncé.

3. LA THÉORIE DE LA POLYPHONIE

La conception de la sémantique selon laquelle tout énoncé impose une illusion de raisonnement ne réduit pas l'Autre à une subjectivité qui subit les contraintes comprises dans l'énoncé. Elle prévoit la description des rapports intersubjectifs que l'énoncé produit. C'est l'objet de la Théorie de la polyphonie (Ducrot, 1984).

La Théorie de la polyphonie critique l'unicité du sujet parlant et propose une description de l'énoncé comme contenant plusieurs points de vue. Le locuteur peut se montrer solidaire ou au contraire défavorable vis-à-vis de ces points de vue. La mise en scène, dans chaque énoncé, de plusieurs points de vue qui peuvent être antagonistes, semble être faite pour décrire des échanges conflictuels comme les nôtres.

Cette théorie rend autonome la description du sens de l'énoncé vis-à-vis de l'individu qui en est à l'origine, c'est-à-dire de cet être ayant des propriétés physiques, cognitives, sociales, le *sujet parlant*, de l'entité que l'énoncé construit comme son auteur, le *locuteur* (Ducrot 1980). C'est dans le chapitre 8 de cet ouvrage que Ducrot expose ce qui a été appelé la version « standard »³⁶ de la théorie de la polyphonie. Dans ce cadre, l'énoncé est dit avoir un locuteur dans la mesure où cet énoncé est présenté comme ayant une origine, un responsable. Il s'ensuit que tout énoncé n'a pas forcément de locuteur. C'est le cas notamment d'un énoncé comme :

Juan Manuel: El grupo de Acción se creó desde el primer momento, desde el 79.

Le groupe Action s'est créé dès le début, dès 79.

qui ne montre qu'un « fait ». Le passé simple, l'absence de modalisateur, font apparaître l'énoncé comme s'il n'était pas porté par une voix, comme n'ayant pas de sujet responsable de son énonciation ou pour reprendre, comme Ducrot, la formule de Benveniste, « Personne ne parle ici ; les événements semblent se raconter eux-mêmes »³⁷.

Si l'énoncé n'a pas toujours de locuteur, il a en revanche toujours un sujet parlant. Le sujet parlant, qui est ici Juan Manuel, a la propriété d'avoir prononcé les mots et de les avoir pensés pour communiquer un sens. Mais cette subjectivité-là est exclue de la description dans la Théorie de la polyphonie (tandis que c'est celle qui intéressait les approches que nous avons

³⁶ L'expression est de Dendale & Coltier (2003).

³⁷ Benveniste, 1966, p. 241.

étudiées auparavant). La distinction que fait Ducrot entre locuteur et sujet parlant vise à établir que la linguistique ne peut décrire que l'auteur que l'énoncé se donne, et non l'individu qui en est à l'origine. Seul compte pour la description linguistique ce que l'énoncé montre (ou dit) de son énonciation.

Le locuteur est le responsable de l'énonciation, l'être de discours qui dit *je*, et que l'on voit dans toutes les marques de la première personne, mais aussi à travers les déictiques. De ce fait, il est inscrit dans le sens de l'énoncé. C'est un être de discours, il est fictif, et ne correspond donc pas forcément au producteur de l'énoncé. Le locuteur n'existe que dans et par le discours. Si on peut juger que le locuteur a des attitudes positives envers certains points de vue et négatives envers d'autres, c'est qu'il est présenté, dans le sens de l'énoncé, comme ayant des attitudes.

Le locuteur peut être perçu sous deux aspects différents - le locuteur *en tant que tel* et le locuteur *en tant qu'être du monde* ou locuteur lambda. Le premier est seulement le responsable de l'énonciation, alors que le second peut se voir attribuer des propriétés biographiques par le locuteur *en tant que tel*, même si le locuteur lambda reste un être de discours. Mais comment comprendre la formulation de Ducrot, « en tant que » ? Pour prendre un exemple, on peut regarder cet énoncé, qui n'est pas tiré de notre corpus mais de la pièce de théâtre d'André Gide, *Saül* (Acte III, scène 7) :

La sorcière : Est-ce le roi Saül qui parle ainsi ?
Saül : Oui, c'est Saül. Non, ce n'est pas le roi.

Dans cet extrait, Saül distingue explicitement deux facettes de son personnage en s'adressant à la sorcière ; le roi, qui a le pouvoir de la faire tuer (comme il a fait exécuter tous les sorciers avant elle), et Saül, l'homme qu'elle a connu avant qu'il ne soit roi, qui est désorienté et a besoin de ses conseils de « pythonisse ». Saül peut parler donc ici *en tant que roi* ou *en tant que citoyen cherchant un conseil*. C'est ce même « en tant que » qu'il faut envisager pour comprendre l'expression de Ducrot. Lorsque le locuteur est le locuteur *en tant que tel*, il apparaît dans son énonciation exclusivement en tant que locuteur, c'est-à-dire comme un être qui est en train de construire le discours, qui en est responsable, et exclusivement comme ça. On le voit donc en train d'agir en maître de l'énonciation (la Scapoline insiste sur ce point en parlant de la figure du *Locuteur-en-tant-que-constructeur*³⁸).

³⁸ Nølke, Fløttum, Norén, 2004, p. 30.

Le locuteur λ est une figure construite en tant que personnage dont on parle. Lorsque le locuteur parle « de lui-même », c'est le locuteur lambda qui est impliqué, c'est celui qui est désigné par *je*, c'est-à-dire que des choses sont dites à son propos, ça n'est pas lui qui parle. Ces propriétés, que nous avons attribuées dans un premier temps au locuteur, peuvent à présent, de manière plus précise être attribuées au locuteur lambda.

Le locuteur lambda, comme son nom l'indique peut être remplacé par n'importe quel être du monde. Par exemple, dans

Yo me voy a dedicar a reclamar lo que no seáis capaces de cumplir, y punto.

Moi, je vais me consacrer à exiger ce que vous ne serez pas capables de faire, et c'est tout.

yo pourrait être remplacé par *Vicky* (ce qui donnerait *Vicky va se consacrer à exiger ce que vous n'êtes pas capables de faire*), sans que le sens de l'énoncé en soit fondamentalement changé. Cette distinction entre deux types de locuteurs permet notamment d'expliquer les situations dans lesquelles le locuteur peut prendre une certaine distance par rapport à lui-même, c'est-à-dire mettre en scène un Autre dont il peut commenter les dires. Dans une conception telle que celle-ci, le *je* peut être traité comme n'importe quelle subjectivité énonciative - comme un Autre - vis-à-vis de laquelle on prend position. Ce mécanisme est par exemple rendu visible dans des énoncés où le locuteur s'auto-corrige, comme dans : *Vercingétorix a conquis la Gaule. Heu... mais non, je suis bête ! César a conquis la Gaule. (Vercingétorix a rassemblé les Gaulois). Je confonds tout !*. Le « je suis bête » de cet énoncé montre que le locuteur s'auto-critique ; le locuteur L dévalorise le locuteur lambda.

Le locuteur doit à son tour être distingué des énonciateurs, qui sont des subjectivités mises en scène par le locuteur. Les énonciateurs sont responsables non pas d'énoncés, comme le locuteur, mais de *points de vue* ; on ne peut pas leur attribuer de paroles véritables, effectivement prononcées : « J'appelle énonciateurs ces êtres qui sont censés s'exprimer à travers l'énonciation, sans que pour autant on leur attribue des mots précis ; s'ils "parlent", c'est seulement en ce sens que l'énonciation est vue comme exprimant leur point de vue, leur position, leur attitude, mais non pas, au sens matériel du terme, leurs paroles. »³⁹ Un point de vue n'est pas une parole effectivement prononcée, c'est une entité abstraite face à laquelle l'énonciateur a une attitude (positive ou négative). On voit que le locuteur peut donc mettre en

³⁹ Ducrot, 1984, p. 204.

scène dans un même énoncé des points de vue qui s'affrontent, dont sont responsables deux subjectivités différentes. Imaginons un énoncé *Je peux pas tout faire !* Le locuteur oppose deux énonciateurs antagoniques : un énonciateur qui porte le point de vue *je peux tout faire* et un deuxième énonciateur qui porte le point de vue *je ne peux pas tout faire* qui rejette le premier. Le locuteur s'identifie au deuxième et écarte le premier, mais rien n'oblige à ce qu'il s'oppose à un énoncé effectivement dit. C'est parce que le locuteur s'identifie au second énonciateur que le premier est montré comme trop exigeant.

On pourrait croire que l'enjeu de la polyphonie est de repérer *qui* est associé à chaque point de vue, *qui* est leur énonciateur. Cette perspective, adoptée par la Scapoline, soulève certains problèmes, que nous allons aborder à partir de cet extrait de la réunion 92 du NPA :

Yohann : Et on s'retrouve dans une situation où les exploités, les opprimés, les pauvres, les gens des quartiers, heu ils ont plus aucune représentation politique, y a un vide total. Tout est à reconstruire de A à Z.

Coleta : Quant au vide que nous on subirait, c'est l'entièreté des partis qui subissent le vide en France. Que ce soit le PS PC les différents groupes d'extrême gauche, heu Lutte Ouvrière, le peuple, et même à droite y a comme un vide parce que les gens ne font plus plus confiance à... dans les hommes politiques on le voit bien aujourd'hui ben c'est « tous pourris », le seul parti aujourd'hui qui gagne un petit peu en confiance, c'est malheureux hein, mais ben c'est le Front National.

L'une des analyses polyphoniques possibles de cet extrait, proche de celle que pourrait proposer la Scapoline (Nølke, Fløttum & Norén, 2004), consisterait à déterminer quelles sont les subjectivités qui portent les points de vue mis en scène par les locuteurs des deux énoncés de l'extrait. L'allusion à un point de vue déjà installé, dans l'énoncé de Coleta, est portée par une subjectivité qu'il s'agit de pouvoir restituer.

Le premier énoncé, celui de Yohann, pose le point de vue *il y a un vide de représentation politique*. Yohann est ici le sujet parlant, le locuteur, et la source subjective de ce point de vue. Le second énoncé, celui de Coleta, précise ce point de vue : alors que le premier énoncé associe le vide politique aux personnes les plus pauvres du pays, Coleta précise que le vide politique s'abat sur tous les partis (Front National mis à part) et toutes les branches de la société. L'énoncé de Coleta, alors qu'il reprend le point de vue installé dans l'énoncé de Yohann, ne se présente pas comme une précision des « propos de Yohann » mais de propos qui ont été tenus, à un moment de l'assemblée ; *qui* les a tenus importe peu ici. L'énoncé ne précise pas l'identité de la source subjective du point de vue concerné. De fait, on pourrait imaginer, dans ce contexte,

que Coleta attribue par erreur les propos de Yohann à quelqu'un d'autre : *Quant au vide que, selon Antoine, on subirait...* On peut se demander si un participant de l'assemblée estimerait nécessaire d'interrompre Coleta pour rétablir le nom de la source. Cette erreur n'aurait aucune influence sur la portée de sa parole. Le point de vue qui apparaît dans l'énoncé de Yohann est reformulé en tant que *propos que l'on peut tenir*, en tant que *possibilité de dire le vide de représentation politique* et non pas en tant que *propos-de-Yohann*.

Une conception comme celle de Ducrot (1984), en revanche, ne fait pas reposer sur la notion d'énonciateur l'identification des sources des points de vue. Ce sont plutôt des *voix* abstraites, qui ne cherchent pas à être nécessairement incarnées. C'est sur cette interprétation qu'insistent Carel et Ducrot (2009), écartant ainsi certaines interprétations contraires qui ont pu être proposées.

Cette mise en scène d'énonciateurs par un locuteur qui peut s'associer ou se désolidariser du point de vue qu'ils portent, peut donner l'impression qu'il serait aisé de rendre compte des points de vue qui s'affrontent à l'intérieur d'une assemblée. En effet, le locuteur peut montrer un jeu antagoniste entre des points de vue adverses, en mettant l'un d'eux à distance, et en se montrant solidaire d'un autre. Pour les différentes approches de la polyphonie, l'Autre est donc éclaté dans un feuilletage de subjectivités et intégré dans le sens de l'énoncé. La possibilité de la conflictualité étant inscrite dans le sens de chaque énoncé, les interventions de nos assemblées pourraient être décrites dans son évolution tout au long de chaque assemblée par la description des mécanismes polyphoniques mis en œuvre par chaque énoncé. Il suffirait d'analyser le sens de chaque énoncé, découvrir à quels énonciateurs et points de vue ils s'assimilent, les attitudes positives ou négatives de chaque énonciateur vis-à-vis des points de vue dont ils sont les responsables. Nous allons voir que l'adoption de ce dispositif n'est pas pertinente pour décrire nos assemblées.

La difficulté principale est que la théorie de la polyphonie prend l'énoncé pour unité descriptive.

Prenons pour ce faire appui sur l'Assemblée Générale de Marinaleda. Vicky ayant découvert qu'il n'était pas sur la liste des conseillers municipaux alors qu'il avait obtenu les votes nécessaires pour y figurer, Pedrín essaye d'obtenir des explications sur cette situation, et prend la défense de Vicky. Il estime que la candidature de Vicky a été refusée, pour des raisons qui n'ont pas été publiquement assumées.

L'énoncé E1 est prononcé par Pedrín :

Yo creo personalmente que se la han negao.

Moi je crois, personnellement, qu'on la lui a refusée.

Dans cet énoncé, le locuteur (que l'on peut identifier à Pedrín) met en scène un énonciateur ayant une attitude positive vis-à-vis du point de vue [Vicky a été refusé] auquel il s'assimile, et un énonciateur ayant une attitude négative vis-à-vis du point de vue [Vicky a été refusé].

L s'assimile à un énonciateur qui a une attitude positive vis-à-vis de [Vicky a été refusé]

L ne s'assimile pas à un énonciateur qui a une attitude négative vis-à-vis de [Vicky a été refusé]

Prenons un second énoncé de la même assemblée, prononcé plus tard par Esperanza :

Yo tengo que decir no se ha vetado a nadie.

Je dois dire que personne n'a reçu de veto.

Cet énoncé contient une négation polémique, c'est-à-dire un type de négation qui, selon Ducrot (1984), permet au locuteur de faire entendre deux points de vue opposés. C'est ce qui est à l'œuvre ici : un premier énonciateur présente un point de vue selon lequel quelqu'un ou certaines personnes ont été refusées à Marinaleda ; le locuteur ne s'assimile pas à ce point de vue. Le second énonciateur porte un point de vue selon lequel personne n'a été refusé à Marinaleda ; le locuteur s'assimile à cet énonciateur, dont le point de vue est opposé au premier.

L ne s'assimile pas à l'énonciateur qui a une attitude positive vis-à-vis de [quelqu'un a été refusé]

L s'assimile à l'énonciateur qui a une attitude négative vis-à-vis de [quelqu'un a été refusé]

L'énoncé d'Esperanza essaye d'avoir un certain effet sur le point de vue qui a été posé par l'énoncé de Pedrín. Nous savons cela parce que nous savons que les énoncés de Pedrín et d'Esperanza appartiennent à la même interaction. Mais si l'on s'en tient à ce que le dispositif mis en place par la Théorie de la Polyphonie standard nous permet d'analyser, il nous est impossible de voir plus que les oppositions qui sont contenues dans chaque énoncé. En effet, chaque énoncé porte une mise en scène polyphonique indépendante de celle de l'autre énoncé. De ce fait, on ne peut pas établir plus de rapports entre les points de vue d'une même assemblée qu'entre des points de vue mis en scène dans des énoncés complètement indépendants, disons par exemple entre un énoncé prononcé à Marinaleda et un autre énoncé prononcé par exemple à Madrid dans un conseil universitaire chargé d'élire un délégué. On peut admettre que

l'opposition entre les deux énonciateurs constitue une partie du sens de l'énoncé. En revanche, si l'on essaye de rendre compte du rapport entre les énoncés de Pedrín et d'Esperanza, le dispositif de la théorie de la polyphonie n'est pas adapté.

Si nous considérons que le dispositif de la polyphonie n'est pas adéquat à une description des liens entre les différents énoncés d'une même assemblée, alors les mécanismes descriptifs permis par la notion d'énonciateur doivent être abandonnés, c'est-à-dire la conception de l'Autre comme étant déjà présent dans le sens de l'énoncé, par un éclatement des subjectivités. Néanmoins, il nous semble que la théorie de la polyphonie intègre l'Autre par un autre biais que les énonciateurs. Dans la définition de l'énonciateur, en effet, Ducrot introduisait la notion de *point de vue*, sans toutefois la définir par elle-même. D'autres propositions de définitions plus précises ont émergé à la suite de ce texte. Une position qui est partagée par les tenants de la sémantique argumentative, consistera à considérer le *point de vue* comme une entité sémantique fondamentalement argumentative sans aucune composante propositionnelle (Carel, 2011 ; Carel et Ducrot, 2009 ; Ducrot, 2010 ; Lescano, 2009, 2012 ; Raccah, 2011 ; Tordesillas, 2014). Toutes ces propositions ont pour point commun de considérer qu'un *point de vue* n'est pas une « parole » véritable. Ce n'est pas une unité de discours, mais une entité sémantique. Elles se distinguent de ce fait de l'approche dialogique (Bres & Nowakowska, 2006).

Le point de vue, c'est donc une parole virtuelle, une *possibilité de parole*. Ainsi, l'Autre est déjà présent dans le point de vue, dans la mesure où il est la possibilité d'une multiplicité d'énoncés présents, passés, à venir. Cette multiplicité d'énoncés n'est pas le fait du locuteur ni d'un locuteur en particulier, identifiable, mais de tout locuteur possible. Le point de vue intègre la dimension interactionnelle non pas en établissant des rapports entre des individus ou des subjectivités, mais en concentrant en une seule unité sémantique de multiples possibilités de parole.

Bien que les problèmes rencontrés dans l'application de la Théorie de la polyphonie à un objet tel que le nôtre, nous amène à abandonner le dispositif descriptif qu'elle comporte, l'idée que les unités sémantiques sont des discours virtuels nous paraît centrale pour la description des assemblées.

CONCLUSION

Nous avons, dans ce chapitre, cherché à attribuer une place fondamentale à la dimension interactionnelle pour une étude des assemblées citoyennes politiques, en essayant de caractériser un Autre, présence régulatrice des échanges.

Nous avons passé en revue certaines approches dans lesquelles l'interaction occupe une place centrale. Chacune d'entre elles présente des points de contact avec l'étude que nous voulons mener. Cependant, aucune ne nous a permis d'envisager de nous en saisir telle qu'elle, en proposant une description de cas.

L'analyse de conversations, parce qu'elle envisage l'interaction comme une construction collective, parce qu'elle donne à l'Autre une place fondamentale aurait pu nous paraître à première vue offrir une perspective intéressante. Néanmoins, les théories que l'on peut associer au paradigme de l'analyse de conversations considèrent l'échange interactionnel comme foncièrement coopératif, en se fondant sur le principe de coopération de Grice, ou sur la préservation des « faces » de Goffman. Ces principes étant loin d'être respectés dans nos assemblées, sans pour autant que le déroulement des interactions s'en trouve perturbé, c'est tout le dispositif descriptif de l'analyse de conversations que nous avons abandonné. Nous avons en revanche gardé de ces approches l'idée selon laquelle l'unité d'analyse des assemblées doit être de nature interactionnelle.

Les approches rhétoriques semblaient être particulièrement adaptées, voire attendues pour l'étude d'assemblées citoyennes politiques, car la dimension polémique des échanges trouve des moyens descriptifs solides. Si nous considérons, nous aussi, que dans un échange s'exerce une certaine contrainte exercée sur un Autre, permettant un changement de nature politique recherché par l'interaction, nous ne cherchons pas, en revanche, à étudier les stratégies, ni même les mises en œuvres d'individus qui agiraient les uns sur les autres. L'enjeu d'une assemblée n'est, selon nous, ni de convaincre, ni de persuader, mais de déterminer ce qui peut être dit. Nous considérerons nos assemblées comme le lieu où se définit ce qu'il est possible de dire au sein du collectif. Or étudier l'évolution de ce qui peut être dit, c'est adopter un point de vue sémantique. Nous considérerons, avec Ducrot, que l'évolution du dicible au cours d'une interaction telle que celles des assemblées, n'a pas lieu grâce à des raisonnements, ou à des discours qui agissent sur l'Autre, mais plutôt par une contrainte exercée par les énoncés sur la suite possible des discours.

La dernière piste que nous avons explorée est celle de la Théorie de la Polyphonie, car son dispositif descriptif nous permettrait de rendre compte des différents antagonismes, de décrire les oppositions et les solidarités qui sont le centre de la dynamique sémantique de la conflictualité interactionnelle, en les considérant comme déjà prévues dans les énoncés. Cependant, alors que la Théorie de la Polyphonie s'attache à décrire le sens qui est attribué à un énoncé, il s'agit ici de décrire les liens entre les différents énoncés surgissant dans une assemblée, liens qui permettront de construire l'espace commun du dicible. Nous avons donc abandonné le dispositif descriptif de la polyphonie, mais conservons toutefois l'idée selon laquelle les unités sémantiques sont des « possibilités de discours » qui sont de nature argumentative. Le chapitre suivant nous permettra de caractériser avec plus de précision la nature de ces possibilités de discours.

CHAPITRE 3

SÉMANTIQUE ARGUMENTATIVE

INTRODUCTION

Le chapitre précédent a été consacré à cerner les courants qui ne pouvaient pas être adoptés comme cadre d'analyse pour nos assemblées. Il s'agira à présent d'explorer certaines pistes pour résoudre les problèmes qui ont été soulevés jusqu'ici. Nos questionnements nous ont amené à soulever le problème d'une théorie qui adopte pour unité d'analyse l'énoncé, comme on a pu le voir avec la théorie de la polyphonie, rendant impossible la description de tout rapport entre des unités, autrement que comme un rapport de ressemblance fortuite. Il nous faut par ailleurs préciser ce que nous entendons par *possibilités de dire*, qui est la manière dont jusqu'ici nous avons choisi d'interpréter la notion de *point de vue*, présente dans la théorie de la polyphonie. Enfin, il nous faudra établir clairement le cadre de notre analyse des assemblées, en arrêtant des définitions que nous ferons fonctionner tout au long de notre étude.

Afin d'en venir à ces définitions formelles, il nous est nécessaire de situer la réflexion de ce chapitre dans le cadre de la sémantique argumentative, paradigme issu de l'Argumentation dans la langue. Les différentes étapes de réflexion de la sémantique argumentative seront un moyen de mieux faire comprendre les choix théoriques finalement adoptés pour mener notre étude, qui s'inscrit pleinement dans le cadre de ce paradigme sémantique.

Pour décrire nos assemblées, il nous faut donc une théorie qui mette le rapport entre énoncés au centre de sa description. Il faudrait que cette théorie se situe en dehors des préoccupations de persuasion ou d'influences sur des individus comme source cognitive de contenus à communiquer, et que les points de vue opposés soient conçus comme des possibilités de discours. La Théorie des blocs sémantiques nous permettra aussi de commencer à préciser ce que l'on entend par *possibilité de dire* ou *puissance discursive*.

La manière d'envisager une assemblée dans laquelle les échanges sont faits d'antagonismes et de contradictions nous situe plus précisément dans la lignée de la Sémantique des conflits sociaux. Cette théorie va nous permettre de penser le déroulement d'une assemblée comme une lutte pour la détermination de possibilités de dire comme puissance située dans un espace collectif de signification. Nous verrons que cette approche doit subir quelques adaptations pour une analyse sémantique des assemblées citoyennes politiques.

1. LA THÉORIE DES BLOCS SÉMANTIQUES

La Théorie des blocs sémantiques (TBS), qui va nous permettre d'apporter des précisions sur certaines interrogations que nous avons posées au chapitre précédent, notamment sur la notion de *point de vue*, à laquelle Ducrot fait allusion dans le cadre de la Théorie de la Polyphonie, s'inscrit dans le paradigme de la sémantique argumentative. Replaçons la TBS dans ce contexte.

1.1. Historique

L'Argumentation Dans la Langue (Anscombe & Ducrot, 1983), contrairement à ce qu'affirmerait une sémantique logiciste dans laquelle la valeur informative de l'énoncé est première, pose que la phrase contient des instructions et que ces instructions sont de nature argumentative. Une sémantique d'inspiration logique analyserait un énoncé comme *John est anglais, il est donc chic*, en attribuant d'abord la propriété « être anglais » à John, puis en attribuant à John la propriété « être chic » et, ensuite, parce que les deux éléments sont coordonnés, poserait que ces deux informations sont toutes les deux vraies - ou plutôt que la phrase ne sera dite avec vérité que si les deux informations sont simultanément vraies. Il ne serait établi que dans un deuxième temps, au niveau pragmatique, qu'entre l'information du segment [John est anglais] et celle communiquée par le segment [John est chic], il se passe quelque chose de particulier : le premier segment est présenté comme amenant à conclure [John est chic]. En revanche, dans la théorie posée par Anscombe et Ducrot, où la pragmatique est intégrée à la sémantique, une définition de la phrase comme véhiculant un contenu informatif est rejetée⁴⁰. Ils diraient donc non seulement que le lien conclusif de *John est anglais, il est donc chic* est premier et n'est pas dérivé des informations véhiculées par les deux segments, mais encore que si l'on considère, dans l'analyse, l'information comme première, alors les conclusions sont erronées ; la description de la phrase devient contraire à l'interprétation que l'on en fait habituellement. C'est ce qu'ils montrent, par exemple, à travers l'étude du mot *presque* : l'énoncé *John a presque fini de s'habiller* véhicule l'information que John n'a pas fini, alors que l'énoncé est orienté vers la même conclusion que *John a fini de s'habiller*, soit quelque chose comme *il arrive dans peu de temps*. Cette conclusion est déterminée par l'instruction véhiculée par la signification linguistique de *presque*. Ce qui est ici attribué à un

⁴⁰ Elle est d'abord présentée comme parfois secondaire, puis comme secondaire, avant « l'argumentativité radicale », présentée dans Anscombe et Ducrot (1986). Nous omettons donc ici les premières étapes de l'Argumentation Dans la Langue pour rendre plus claire notre présentation de la TBS.

mot est étendu à tout l'énoncé dans la version « radicale » de l'argumentation dans la langue : « non seulement il n'y a pas de phrase purement informative mais il n'y a même pas, dans la signification des phrases, de composante informative »⁴¹. Parce qu'elle met des instructions *argumentatives* dans la signification linguistique des mots, et donc dans la valeur sémantique des phrases - alors que la valeur sémantique de la phrase pour les sémantiques logiques est censée ne rien contenir qui ne soit pas des informations⁴² - la sémantique argumentative affirme que la pragmatique est *dans* la sémantique (Anscombe & Ducrot, 1976 : 8). Comme nous l'avons déjà évoqué à propos de la question du *logos*, à partir des questions que peut soulever la rhétorique, cette théorie postule qu'en réalité tous les énoncés sont là pour connecter des arguments à des conclusions. Toute l'activité linguistique est tournée vers l'imposition de liens argumentatifs à l'interlocuteur.

La TBS et l'argumentativité radicale

La TBS, s'inscrivant dans ce paradigme, se propose comme un prolongement et une radicalisation de l'Argumentation dans la langue, en prenant pour point de départ la Théorie des *Topoi*. Rappelons que selon cette théorie, parler c'est évoquer des *topoi*. Qu'est-ce qu'un *topos* ? Un *topos* est une relation entre deux méta-prédicats qui sont graduels, c'est-à-dire que le *topos* (TRAVAIL, SUCCÈS) peut expliquer la célèbre devise que l'on trouve dans les *Géorgiques* de Virgile, où les hommes, suite à l'arrivée de Jupiter qui a semé leur vie d'embûches, ont dû se mettre à travailler, et ont ainsi inventé les arts : « un travail acharné vint à bout de tout »⁴³. Ici, « travail » ne renvoie pas à la propriété de « travail » mais à l'échelle « travail » où l'on peut avoir des énoncés du type « il travaille un peu », « il travaille comme un acharné », etc. Et de l'autre côté, on peut évoquer de petits succès ou de gros succès, réussir son brevet, ou réussir sa vie. Certains sont accessibles et d'autres non. Par exemple, la forme topique < + travail – fatigue > ne semble pas immédiatement accessible : « plus il travaille, moins il est fatigué » paraît étrange, difficilement dicible ; il n'est pas linguistiquement déterminé, il ne fait pas partie du « corps idéologique de la langue française » (Anscombe, 1989). Dans la Théorie des *Topoi*, la signification d'un mot dans le système linguistique, c'est l'ensemble des *topoi* qu'elle habilite.

Pour apercevoir la contradiction que Carel dénonce, on peut regarder le champ topique du

⁴¹ Anscombe et Ducrot, 1986, p.92.

⁴² Nous appelons ici *information* une représentation d'un état des choses, qui peut être vraie ou fausse. Voir Wittgenstein (1921).

⁴³ « Labor omnia uicit improbus », Livre I, vers 145-146.

travail⁴⁴. Il existe par exemple un *topos* « plus on travaille, plus on est fatigué » qui garantit un énoncé comme *Pierre a travaillé donc il est fatigué*, « plus on travaille, plus on réussit » qui garantit un énoncé comme *Pierre a travaillé donc il a réussi*.

On s'aperçoit que les deux *topoi* comportent le même méta-prédictat « travail ». Cela veut dire que la sémantique du français doit comporter la possibilité de comprendre ce qu'est le « travail » indépendamment de sa mise en relation à un autre « méta-prédictat ». Autrement dit, il faut pouvoir définir un méta-prédictat « travail » de manière absolue et indépendante de toute considération argumentative. Il faut, en réalité, que l'on puisse définir une propriété objective « travail », qui devrait donc être définie par des traits descriptifs non argumentatifs, du type « activité que l'on fait pour obtenir un résultat » ou bien « effort que l'on fournit en échange d'un salaire », ou encore, selon un point de vue logique, « toute activité dont on puisse dire avec vérité *« ceci est du travail »*. Dans tous les cas, il faut nécessairement passer par une définition non argumentative, ce qui est en contradiction avec le projet d'argumentativité radicale d'Anscombe et Ducrot.

La TBS s'inscrit dans la continuité des thèses de « l'argumentativité radicale », en réglant le problème de cette contradiction que porte la Théorie des *Topoi*. Pour éviter d'intégrer des éléments informatifs, non-argumentatifs, dans les entités sémantiques, il faut supposer qu'une fois que deux éléments sont reliés dans une relation argumentative, ces deux éléments sont définis par leur relation. Leur définition n'est rien d'autre que cette relation argumentative. Par exemple, dans « un travail acharné vint à bout de tout », le travail mène à la réussite : tout ce qu'est ce travail, c'est un *travail-menant-à-la-réussite* de la même manière que cette réussite n'est qu'une *réussite-en-tant-que-résultat-du-travail*. Ce type de travail est différent de celui que l'on trouve par exemple dans : *On dit "Y a déjà trois millions de personnes qui réclament du travail." C'est pas vrai : de l'argent leur suffirait⁴⁵*, qui construit un-*travail-comme-moyen-de-subsistance*. De même, la réussite du vers de Virgile n'est pas la même que celle de l'énoncé « la jalousie des uns est la réussite des autres », dans la mesure où le premier est strictement dépendant de l'argument « travail » et l'autre est dépendant de la conclusion « jalousie ». La solution est donc de supposer que l'entité sémantique où le travail et la réussite sont liés argumentativement est « atomique », est une entité indécomposable ; c'est un *bloc* inanalysable.

⁴⁴ Ce développement s'appuie sur Carel, 2009.

⁴⁵ Coluche, *Le chômeur*.

1.2. Les possibilités de discours

Selon la Théorie des Topoï, donc, un *topos* est constitué par deux propriétés scalaires reliées entre elles, tandis que les deux parties qui forment l'argument et la conclusion sont insécables dans le cadre de la TBS, et forment une unité : « le locuteur de l'argumentation porte un jugement unique »⁴⁶. Ce changement de perspective a des conséquences importantes sur la manière de percevoir un énoncé. Pour la TBS, le sens d'un énoncé est composé d'une unité sémantique atomique, un *aspect*, et d'un *enchaînement argumentatif* qui concrétise cet aspect. Ces aspects peuvent être *normatifs*, ce qui veut dire qu'ils peuvent être exprimés dans un discours contenant une conjonction du type *donc, parce que, si...alors* ; ou *transgressifs*, ce qui veut dire qu'ils peuvent être exprimés par des discours comportant *pourtant, bien que, même si*. Si l'on prend par exemple l'énoncé suivant, tiré de l'assemblée de Nuit debout :

Faut être têtu et tenace, et vous devez l'être si vous voulez qu'ça marche.

on peut dire qu'il évoque, au moins, un enchaînement argumentatif comme *si vous êtes têtu et tenace alors vous obtiendrez quelque chose* qui concrétise l'aspect argumentatif :

[être tenace DC réussir].

Le sens d'un énoncé est ainsi constitué d'au moins une paire d'unités sémantiques faite d'un aspect et d'un enchaînement qui concrétise l'aspect. L'enchaînement montre ce que l'énoncé a de particulier, et l'aspect montre ce que l'énoncé a de plus général et donc partagé avec d'autres énoncés possibles. Un aspect, c'est ce qu'ont en commun des énoncés différents. On retrouve ici, dans la notion d'aspect argumentatif, quelque chose qui se rapproche de la notion de *point de vue*, ou plus précisément de l'interprétation que nous en avons faite, en parlant de *possibilité de dire*, car on peut voir dans l'aspect la possibilité de produire tous les énoncés qui expriment un même schéma argumentatif normatif ou transgressif.

La question de l'espagnol

La TBS nomme les aspects en se servant des symboles DC et PT, qui regroupent d'une part les connecteurs comme *donc, si...alors...* et d'autre part les connecteurs *pourtant, bien que, même si...* La nature de ces symboles doit être questionnée. Correspondent-ils aux mots *donc, pourtant, alors que...*, en considérant que ces mots ne traduisent pas un raisonnement (comme le pensent les linguistiques traditionnelles) mais plutôt une structure de la langue ? Si l'on

⁴⁶ Carel, 2011, p. 19.

considère qu'ils correspondent aux mots *donc*, *pourtant*, etc., alors nous devons considérer d'une part que *donc* et *si... alors* sont parfaitement interchangeables, et donc synonymes, et d'autre part que les symboles utilisés dans le cadre de la sémantique argumentative développés dans d'autres langues que la française constitueraient des traductions (forcément imparfaites) de ces symboles, devenus par exemple en espagnol, respectivement PLT (por lo tanto) et SE (sin embargo). Les théories sémantiques argumentatives qui utiliseraient des symboles comme ceux-ci se fonderaient donc sur une structure française de la langue qu'elles tenteraient de transposer dans une autre langue. Mais que faire dans le cas où la langue dans laquelle est développée l'analyse ne contient pas de mot qui corresponde exactement à la conjonction française *donc* ? Nous pensons que la normativité et la transgression se manifestent de manières différentes dans chaque langue, tout en gardant une invariabilité, saisie d'une manière nécessairement spécifique par les différentes procédures linguistiques qui rendent explicite la normativité ou la transgression, quelle que soit la procédure, quelle que soit cette langue. Traduire des aspects, c'est en fait attacher les éléments qui constituent l'aspect à des mots qui existent dans la langue, et non pas à des puissances, à des schémas abstraits, qui peuvent être à la source de plusieurs énoncés différents.

Il faut, selon nous, considérer les DC et les PT non pas comme faisant référence à des mots en particulier mais à des schémas de construction d'énoncés.

Nous pourrions utiliser un signe, comme le propose Alfredo Lescano, du type \sim (pour normatif) et \rightarrow (pour transgressif). Nous insistons de ce fait sur l'utilisation purement pratique d'un DC. Pour des raisons de lisibilité, nous allons noter nos programmes à l'aide de DC et de PT, même lorsqu'il s'agit de programmes mis en production dans les assemblées de Marinaleda.

Les quasi-blocs

Il existe, selon la TBS, une entité sémantique plus abstraite que l'aspect : les quasi-blocs. Chaque quasi-bloc préfigure ou contient deux aspects argumentatifs. Mais il les préfigure tous les deux à la fois. Certains énoncés (ou certains mots), en effet, laissent la possibilité ouverte de deux aspects, que les énoncés suivants peuvent sélectionner - ou non. En fait, il serait plus exact de dire que le quasi-bloc exprime une alternative entre deux aspects. Ce qui est signifié, ce ne sont pas les deux aspects à la fois, mais cette alternative, dont le choix reste en suspens. Par exemple, à travers le syntagme *être tenace* on peut exprimer à la fois la possibilité « être tenace donc réussir » et « être tenace pourtant ne pas réussir ». Les deux aspects TENACE DC

RÉUSSIR et TENACE PT NEG RÉUSSIR sont préfigurés en même temps dans l'expression *être tenace*. Certains énoncés peuvent donc communiquer un quasi-bloc, comme par exemple « Tu as un examen difficile à préparer, tu dois donc être tenace ». Cet énoncé ne dit pas si le candidat réussira son concours, seulement que pour le réussir, l'une des conditions est d'être tenace. Dans ce cas, l'énoncé exprime donc le quasi-bloc TENACE (RÉUSSIR). Dans cette notation, la parenthèse indique que le terme RÉUSSIR peut aussi être nié. Le discours peut lever l'ambiguïté du quasi-bloc en n'exprimant que l'un des aspects qu'il rend possibles, comme dans : « Faut être têtu et tenace, et vous devez l'être si vous voulez qu'ça marche ».

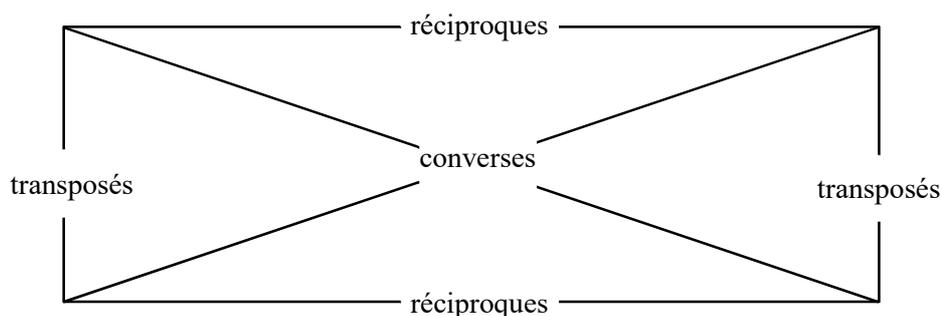
Le signe NEG, utilisé dans le deuxième aspect, correspond à la négation, mais il faut y voir un signe de la négation « argumentative », une inversion de sens, d'orientation argumentative, et non pas seulement de la négation « syntaxique ». NEG ne se manifeste pas seulement par *ne pas*, mais aussi par d'autres particules comme *peu* ou *à peine*. On prendra aussi comme la manifestation de NEG X un terme positif qui soit « l'inverse » de x : *inconstant* vaudra comme une manifestation de NEG TENACE.

Les blocs

Un bloc est l'unité sémantique la plus abstraite, d'après la TBS. Un bloc peut apparaître sous plusieurs aspects, mais on ne peut jamais déployer un bloc dans un seul énoncé. Le bloc est le lien entre des aspects, car chaque aspect est préfiguré par un bloc. Chaque aspect est une manière particulière de saisir un bloc sémantique. Un bloc sémantique a une organisation particulière, que l'on peut visualiser sur le schéma suivant :

NEG ÊTRE TENACE PT RÉUSSIR

ÊTRE TENACE PT NEG RÉUSSIR



On trouve à l'intérieur d'un bloc plusieurs rapports possibles entre des énoncés, déterminés par les rapports formels entre les différents aspects du bloc : deux aspects peuvent être réciproques, converses, ou transposés. Ces rapports sémantiques déterminent des rapports discursifs de gradualité et d'opposition.

On trouve un rapport de gradualité à l'intérieur d'un bloc sémantique entre les deux aspects transposés : ÊTRE TENACE DC RÉUSSIR et NEG ÊTRE TENACE PT RÉUSSIR, d'une part, et NEG ÊTRE TENACE DC NEG RÉUSSIR et ÊTRE TENACE PT NEG RÉUSSIR d'autre part. Ces relations sémantiques se manifestent en discours par la possibilité d'enchaîner grâce à *même*. On pourra donc dire, d'une part : *John est très doué, s'il est tenace, il réussira à faire un joli tricot, et même s'il n'est pas particulièrement tenace, il réussira à faire un joli tricot*. Et on pourra aussi dire, d'autre part : *Sophie n'est pas tenace, elle ne réussira pas à finir son tricot. Et même si elle est tenace, elle ne réussira pas*.

On trouve aussi, à l'intérieur d'un bloc sémantique, des relations d'opposition plus ou moins fortes : une opposition modérée, entre les deux converses : ÊTRE TENACE DC RÉUSSIR et ÊTRE TENACE PT NEG RÉUSSIR d'une part ; NEG ÊTRE TENACE DC NEG RÉUSSIR et NEG ÊTRE TENACE PT RÉUSSIR d'autre part.

On peut donc avoir, d'une part, cet échange tout à fait banal :

- John, qui est tenace, a certainement réussi ce tricot très difficile.
- Nous verrons bien, Laura aussi est tenace, et pourtant elle n'a pas réussi.

Et d'autre part, un autre échange tout aussi banal :

- Je pense que Sophie, qui n'est pas très tenace, n'a pas réussi à faire ce tricot.
- Et bien, figure-toi que tu te trompes, Sophie n'est pas bien tenace, et pourtant elle a fini ce tricot (et en plus, il n'a presque pas de trous).

On trouve une opposition forte entre les deux aspects réciproques : ÊTRE TENACE DC RÉUSSIR et NEG ÊTRE TENACE DC NEG RÉUSSIR, comme dans l'énoncé :

- Attention John, je te préviens, ce modèle de tricot est niveau expert. Si tu es tenace, tu le réussiras. Si tu n'es pas tenace, tu ne le réussiras pas.

Lorsqu'un énoncé exprime l'un des aspects d'un bloc, les autres aspects sont préfigurés par le

bloc. Il préfigure les autres aspects, et notamment ceux qui lui sont opposés. Ces rapports d'opposition, compris à l'intérieur même d'un bloc, préfigurent déjà des discours comme étant opposés. Certaines oppositions discursives sont donc prévisibles par la mobilisation d'aspects d'un bloc sémantique.

Les notions essentielles et centrales de la Théorie des blocs sémantiques nous permettent d'envisager des unités sémantiques de nature argumentative, qui sont des possibilités de dire, existant dans une assemblée. Cependant, l'application de la théorie pour rendre compte de la dimension sémantique des assemblées citoyennes politiques rencontre certains obstacles que nous allons essayer de cerner dans le prochain développement.

1.3. Le sens de l'énoncé

Le contenu sémantique de l'énoncé

L'objectif de la TBS est de décrire la manière dont les mots préfigurent le sens des énoncés dans lesquels ils apparaissent. Pour ce faire, la démarche habituelle des travaux effectués dans le cadre de cette théorie est d'analyser les mots et les énoncés dans les limites d'un texte, c'est-à-dire des énoncés dans un contexte (écrit) (Carel ; 2017 : 4). Le contexte permet alors de montrer l'influence de certains opérateurs ou de mots adjacents sur le sens construit dans le texte. Par exemple, l'énoncé « Elle est d'une sacrée ténacité » peut être paraphrasé par *même si elle rencontre des difficultés, elle poursuivra ses efforts*. La signification du mot *ténacité* contient l'aspect DIFFICULTÉ PT CONTINUER. Dans l'énoncé « Avec le temps, sa ténacité s'est émoussée », que l'on peut paraphraser par *si elle rencontre une difficulté, il est possible qu'elle ne poursuive pas ses efforts*, on trouve l'aspect DIFFICULTÉ DC NEG CONTINUER. Dans cet énoncé, l'expression *s'est émoussée* agit sur la signification du mot *ténacité*, et transforme l'aspect qu'il contient en son converse. On voit que dans un énoncé, certains mots apportent leur signification, tandis que d'autres mots contraignent cette signification.

Le rapport entre énoncés

Nous avons vu qu'un aspect préfigure l'ensemble d'énoncés qui manifestent un même schéma argumentatif. Qu'en est-il des rapports que la TBS permet d'établir entre des énoncés différents qui mobilisent un même aspect ? Il y a deux cas de figure : celui d'énoncés indépendants et celui d'énoncés appartenant à un même texte.

Pour illustrer le premier cas, prenons deux énoncés : « John est d'une sacrée ténacité » et

« Laura a tenu bon malgré les difficultés ». Le sens de l'énoncé « John est d'une sacrée ténacité » serait décrit comme ayant au moins un contenu argumentatif, constitué d'un aspect DIFFICULTÉ PT CONTINUER et de son enchaînement argumentatif *même si John rencontre des difficultés, il poursuivra ses efforts*. De son côté, le sens de l'énoncé « Laura a tenu bon malgré les difficultés » sera dit être constitué au moins de l'aspect DIFFICULTÉ PT CONTINUER et de son enchaînement argumentatif *Laura a rencontré des difficultés, et pourtant elle a continué ses efforts*. On voit que les deux contenus argumentatifs partagent un même aspect. La description du rapport entre ces deux énoncés indépendants s'arrêterait là, dans la constatation du partage d'un élément sémantique.

Mais il y a un autre type de rapport entre énoncés que la TBS peut observer. Imaginons que, dans un texte, apparaisse l'énoncé *elle a rencontré des difficultés, et pourtant elle a continué ses efforts* et plus loin dans ce même texte, apparaisse l'énoncé *lorsque l'on est tenace on réussit*. La TBS pourrait décrire ces deux énoncés comme participant à la construction d'un objet *texte*, par exemple en mobilisant de deux manières le même type d'argumentation, dont l'une illustre l'autre.⁴⁷ À partir des aspects mobilisés dans un texte et de la fonction qu'ils occupent à l'intérieur de ce texte, la TBS peut donc rendre compte du sens de chaque énoncé qui le constitue.

Nous verrons que ces deux types de rapports entre énoncés sont insuffisants pour l'analyse sémantique des assemblées citoyennes politiques.

Le rapport entre aspects

La TBS considère qu'il existe des rapports sémantiques spécifiques entre les aspects d'un même bloc. C'est ce que nous avons vu avec les énoncés qui rendent compte des liens de gradualité et d'opposition entre les aspects d'un même bloc. Les rapports entre des aspects de blocs différents sont en revanche limités.

Il est possible d'établir un lien entre aspects provenant de blocs différents lorsqu'ils se trouvent à l'intérieur de la signification structurelle d'un même terme. Par exemple, les unités sémantiques TENACE (RÉUSSIR) (et donc les deux aspects qu'il habilite, soit TENACE DC RÉUSSIR et TENACE PT NEG RÉUSSIR) et PROBLÈME PT CONTINUER sont dans une certaine relation, parce qu'elles participent toutes deux de la signification du terme *tenace*. Un

⁴⁷ Voir à ce sujet Carel (2005).

autre cas de figure peut être relevé, lorsque le discours assigne contextuellement des aspects à un terme : dans notre exemple, « Faut être têtu et tenace, et vous devez l'être si vous voulez qu'ça marche », TENACE DC RÉUSSIR et TÊTU DC RÉUSSIR sont associés contextuellement au sens de *réussir*.

Dans le cadre de la TBS, il n'y a pas de rapport sémantique possible entre deux blocs différents qui ne soit celui d'appartenir à la signification (structurelle ou contextuelle) d'un même terme, d'appartenir au sens d'un même énoncé ou de participer d'un même texte.

Dans notre étude, nous avons besoin, de manière prioritaire et centrale, d'établir et de préciser les relations qui sont établies entre des unités sémantiques qui n'appartiennent pas à un même bloc. D'une part, entre des unités sémantiques qui gardent entre elles un certain rapport de solidarité ; et d'autre part entre des unités sémantiques qui pourraient être, d'une manière ou d'une autre, antagoniques. Nous serons donc amenés à traiter la question des rapports sémantiques de manière à intégrer ces possibilités, ce qui nous conduira à repenser entièrement le rapport entre l'énoncé et les aspects, les liens entre aspects et, en fin de compte, la nature des unités sémantiques elles-mêmes.

L'enjeu situationnel et le rapport entre unités sémantiques

Dans nos assemblées, nous allons devoir décrire des situations comme celle-ci : dans l'assemblée de Nuit debout est évoqué le fait que les Nuitdebutistes se font déloger tous les jours au petit matin depuis le début de l'occupation de la place, alors que la manifestation a été déclarée en préfecture. Leur occupation est légale ; ils ne savent donc pas quelle est la raison de l'action de la police. Un participant prononce alors l'énoncé suivant :

Est-ce qu'on aurait pas, dans notre mouvement, des médiateurs avec la police ou avec heu... les autorités parisiennes, pour savoir, voilà... pour communiquer ou pour faire, même, relais ?

Pour décrire le sens de cet énoncé avec la TBS, nous dirions que cet énoncé véhicule au moins un contenu argumentatif, constitué de l'enchaînement *Si nous parlions avec la police, nous pourrions savoir ce qu'il se passe* qui concrétise l'aspect :

[médiation avec la police DC avoir plus d'information]

Quelques interventions plus tard, un participant revient sur cette question, et énonce :

Je pense qu'actuellement malheureusement, essayer de faire un travail de médiation non pas avec l'humain qui est dans l'uniforme mais avec le corps institutionnel policier, c'est s'tirer une balle dans le pied.

Selon une analyse de cet énoncé par la TBS, nous dirions que cet énoncé évoque - au moins - un enchaînement argumentatif comme *ne faisons pas de travail de médiation avec la police, car ça irait contre notre propre intérêt*. C'est l'une des manières de concrétiser un aspect comme :

[dialoguer avec la police est contre notre intérêt DC NEG dialoguer avec la police]

Nous aurions alors en partie analysé ces énoncés, en montrant qu'ils communiquent un sens, construit à la fois par leurs enchaînements et par leurs aspects.

Mais ce qui importe pour nous, dans une description de cette assemblée, n'est pas, en priorité, de montrer leur sens individuel, mais plutôt les effets que ces énoncés produisent sur l'assemblée. Pour décrire des assemblées politiques citoyennes, nous devons rendre compte du fait que ces deux énoncés ouvrent la possibilité de construire des discours autour de la question de la médiation avec la police, l'un en y étant favorable et l'autre en s'y opposant. Ces discours auront pour effet, soit de construire une « commission médiation » avec la police, soit de chercher d'autres solutions pour ne plus être délogés. Les discours suivants, qui reprendront cette question, pourront avoir pour effet de renforcer l'une ou l'autre position. Il est donc primordial, dans notre étude, de rendre compte du fait que ces discours s'opposent, que les deux aspects [médiation avec la police DC avoir plus d'information] et [dialoguer avec la police est contre notre intérêt DC NEG dialoguer avec la police], dans le contexte de l'assemblée de Nuit debout, agissent de manière à ouvrir et fermer des possibilités de discours contraires. Pour ce faire, il faut que l'on puisse rendre compte de ces deux énoncés, en tant qu'ils appartiennent à une même assemblée, partageant le même enjeu politique. Nous devrions pouvoir rendre compte de leur lien, celui de relever du même enjeu politique (la lutte « contre la loi Travail et son monde »). Cette description-là, la TBS ne la permet pas.

Le problème que l'on a soulevé à propos de la Théorie de la polyphonie, dans le chapitre précédent, demeure avec la TBS. En effet, lorsque la TBS tente de faire un lien entre les énoncés d'un même texte, elle peut le faire par exemple en montrant que certains aspects d'un même texte appartiennent à un même bloc sémantique. Cependant, ces liens sont établis après coup. C'est-à-dire qu'une fois que les argumentations qui sont convoquées dans le texte sont établies, il est possible de montrer qu'elles sont les mêmes, et expliquer ainsi l'unité de l'objet. La TBS

permet donc de montrer comment un texte se constitue comme objet texte, notamment par les argumentations qu'il contient. Mais aucun type de rapport sémantique ne semble pouvoir relier des aspects de blocs différents qui sont mis en concurrence par les énoncés qui participent d'une même situation. Et de manière générale, entre les différentes unités sémantiques qui surgissent dans l'élaboration collective et antagonique d'un même enjeu.

La question de la nature du point de vue, ouverte par notre lecture de la théorie de la polyphonie dans le chapitre précédent, a trouvé des pistes d'éclaircissement grâce aux notions d'aspect et de bloc sémantique, mais le problème du lien entre énoncés et entre unités sémantiques différents participant d'une même interaction demeure. Nous devons donc explorer d'autres possibilités, en gardant les acquis autour de la nature argumentative des possibilités de dire.

2. SÉMANTIQUE DES CONFLITS SOCIAUX

La Sémantique des conflits sociaux (Lescano, 2017, ms.) aborde le problème de l'unité descriptive « énoncé », à partir d'une mise en dialogue de la sémantique argumentative avec l'analyse du discours, d'où résulte sa thèse centrale : « à chaque situation discursive se rattache un espace collectif de signification ». Cette thèse nous fournira un point d'appui fondamental pour aborder la dimension sémantique des assemblées citoyennes politiques.

2.1. Espace sémantique

Dans le cas d'un conflit social, comme celui qui concerne le retour du loup en France, ou celui qui est déclenché par le projet de construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes, entrent en jeu des discours de natures différentes, comme des communiqués d'associations, des articles de journaux, des commentaires d'internautes, des articles de loi. Tous les textes qui appartiennent à un même conflit agissent sur ce conflit. Chaque discours, chaque texte transforme (avec une force spécifique à chacun) le conflit sur lequel il agit. Pour rendre compte de l'évolution de cette situation conflictuelle, Lescano suppose un espace propre à ce conflit qui est modifié à chaque apparition d'un texte nouveau s'inscrivant dans cette situation discursive. Les énoncés du conflit opèrent, agissent sur un même espace, qui est extérieur aux discours : « l'espace sémantique » du conflit. À chaque situation conflictuelle correspond un espace sémantique instable, construit et transformé par des énoncés qui installent, attaquent, revendiquent, naturalisent des possibilités de dire. Le concept d'*espace sémantique* dérive d'une lecture critique de la notion de *formation discursive* de l'analyse du discours -

successivement réélaborée par Foucault (1969), Pêcheux (1975), Maingueneau (2011) et Laclau & Mouffe (1985). L'instabilité de l'espace sémantique résulte des modifications que les énoncés produisent sur les discours possibles - « les puissances discursives » déjà existantes dans l'espace sémantique - et de l'incorporation de nouvelles puissances discursives. De plus, les conflits peuvent entrer en contact sur certains points. Par exemple, le conflit autour de la réintroduction du loup partage certaines caractéristiques avec le conflit autour de la réintroduction de l'ours. En cela, l'espace n'est pas totalement autonome, mais « relativement autonome ». Autrement dit, « lorsqu'à l'intérieur de l'espace socio-politique se détache par son activité, par son instabilité, par la possibilité d'être identifiée, une zone relativement autonome, alors on peut considérer que l'on est en présence de l'espace sémantique d'un conflit »⁴⁸.

Quel est alors le lien entre l'espace sémantique et les discours du conflit ? Que font les énoncés et les textes, dans un conflit ? Les différents énoncés interviennent sur des possibilités discursives qui existent dans l'espace sémantique attaché au conflit. Les interventions orales, les publications, les textes constituent la surface discursive, dont les énoncés agissent sur l'espace sémantique, soit en y installant des unités sémantiques nouvelles, soit en transformant celles qui sont déjà là. Ces unités sémantiques sont donc extérieures aux discours qui apparaissent dans un conflit. Autrement dit, tout énoncé d'une même situation travaille sur un unique espace sémantique, et contribue à sa construction. Pour illustrer ces premières définitions, Lescano propose l'exemple suivant⁴⁹, tiré de l'extrait d'un article publié dans le journal *Le point* :

Dans un communiqué, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, assure que les habitats visés [par la "destruction des squats" et "l'expulsion" de leurs habitants] sont ceux d'occupants qui "refusent toute discussion et rejettent l'idée d'occuper ces terres de façon légale". "Ceux dont le dossier a été accepté et ceux dont le dossier est en cours d'instruction" ne sont pas concernés par cette évacuation, a confirmé sur place le général Richard Lizurey. *Le point*, 17/05/2018.

Une fois que Gérard Collomb a prononcé l'énoncé cité dans *Le point*, il est désormais installé, dans l'espace sémantique du conflit de Notre-Dame-des-Landes, une puissance discursive contenant la possibilité d'énoncer l'expulsion des occupants illégaux. Il est désormais possible de produire des discours autour de l'expulsion des occupants illégaux. Par exemple, un journaliste ou un invité d'une émission télévisée pourrait à présent dire quelque chose comme *puisque certaines personnes occupent les lieux de manière illégale, il ne faut pas hésiter à faire*

⁴⁸ Lescano, 2020, p.77.

⁴⁹ Cet exemple est tiré de Lescano, 2019.

appel aux forces de l'ordre. On pourrait aussi entendre un autre journaliste (mais il faut tendre l'oreille) dire quelque chose comme *certains zadistes sont peut-être là de manière illégale, mais je pense qu'ils s'occupent bien des terres, on devrait les laisser tranquilles*. On peut donc dire que *ce qui peut être dit dans un conflit, et ce qui ne peut pas ou ne peut plus être dit* est le produit du travail des énoncés sur un espace sémantique toujours en cours de construction et de transformation.

Ainsi, selon la perspective proposée dans la Sémantique des conflits sociaux, il n'est pas question de montrer comment les énoncés d'un conflit « font le conflit ». Lescano présuppose une certaine cohérence entre ces énoncés et une certaine autonomie de ce conflit ; tous ces énoncés appartiennent à une situation commune, parce qu'ils agissent sur un même espace sémantique. Alors que nous rencontrons le problème de la mise en évidence de l'appartenance à une situation commune entre des points de vue ou des aspects considérés dans des énoncés isolés, la Sémantique des conflits sociaux les pose d'emblée comme appartenant à une situation commune pour se consacrer à la description de la manière dont ils la modifient. Les énoncés individuels sont envisagés selon la manière dont ils modifient l'espace sémantique de la situation conflictuelle dans laquelle ils apparaissent ; soit dans un espace collectif de signification. Il ne s'agit plus alors de montrer la relation entre des unités sémantiques qui seraient des composantes du sens d'énoncés différents, mais de montrer de quelle manière elles existent et évoluent dans un même espace global.

Un espace sémantique, c'est donc le terrain où sont installées, combattues, défendues les puissances discursives disponibles à l'intérieur d'une même situation discursive.

3. ANALYSE SÉMANTIQUE DES ASSEMBLÉES CITOYENNES POLITIQUES

La thèse centrale de la Sémantique des conflits sociaux est que les énoncés qui surgissent dans un conflit accomplissent des actions sur un unique espace sémantique. Si cette hypothèse centrale vaut pour les textes qui participent d'un conflit social, elle peut tout à fait être élargie à tout échange politique conflictuel - nous dirions même à tout échange politique, et donc conflictuel. Cette hypothèse peut ainsi être transposée, utilisée et au besoin réadaptée pour l'étude des assemblées que nous tentons de décrire. De manière très schématique ici, on considèrera que chaque assemblée construit un espace sémantique qui lui est propre. Cet espace sémantique instable est construit par des énoncés qui installent, attaquent, revendiquent,

naturalisent des puissances discursives, c'est-à-dire, des possibilités de dire. Au début d'une assemblée, certaines puissances discursives sont disponibles, et d'autres non. À la fin d'une assemblée, certaines puissances discursives sont devenues très productives, d'autres ont été affaiblies. Une assemblée citoyenne politique peut donc être considérée comme une lutte pour déterminer la présence, l'absence, la modification des puissances discursives de l'espace sémantique de l'assemblée. Chaque intervention, chaque énoncé en effectuant un travail de transformation sur l'espace sémantique, contraint les discours suivants. Nous analyserons donc l'ensemble de la lutte pour la préservation, le combat et la modification des puissances discursives ouvertes dans l'espace sémantique. On doit de ce fait analyser les processus de transformation des éléments sur lesquels agissent les énoncés. Il s'agira alors de rendre compte des possibilités de dire qui se retrouvent modifiées, travaillées, mises en relation par l'action des énoncés. On retracera ainsi la dynamique sémantique de la construction de l'espace du dicible.

Prenons par exemple un premier énoncé, tiré de l'assemblée du comité 92-Sud du NPA - qui a eu lieu juste après les attentats du Bataclan à Paris, en 2016 :

Le PS a profité des attentats pour durcir le pouvoir.

Cet énoncé installe un élément nouveau dans l'espace sémantique, tandis que l'énoncé suivant :

Je pense plutôt que c'est Hollande qui a sauté sur l'occasion pour assurer sa réélection.

modifie le premier élément qui venait d'être installé, et installe un nouvel élément sur lequel il est désormais possible d'agir.

L'espace sémantique de cette assemblée, suite à ces deux énoncés, contient au moins les deux éléments : l'historique de la transformation du premier élément, et la mise en relation de ces deux éléments. En retour, on peut dire qu'à la suite du travail effectué par les énoncés sur l'espace sémantique, il est possible de produire de nouveaux énoncés du même type, c'est-à-dire des énoncés qui relient les événements parisiens à une stratégie politique personnelle de réélection, ou des énoncés qui défendent de nouveau la thèse d'une stratégie droitisante du PS.

Nous allons donc considérer que les énoncés d'une assemblée agissent tous sur un même espace sémantique. Cependant, l'application du concept d'espace sémantique à notre objet interactionnel des assemblées citoyennes politiques nécessite de réfléchir sur sa mise en place et d'envisager quelques ajustements.

En effet, l'objet assemblées citoyennes politiques que nous voulons analyser présente plusieurs spécificités par rapport à l'étude d'un conflit social ; dire que chaque assemblée crée son propre espace sémantique nécessite plusieurs précisions.

La première est que les différentes assemblées d'une même organisation ou d'un même mouvement ne sont pas hermétiques entre elles. Si c'est le cas dans les espaces sémantiques de controverses, cela devient absolument évident dans nos assemblées. En effet, il nous serait impossible de considérer qu'une assemblée de Marinaleda construit, par ses interventions au cours d'un échange, un espace sémantique auparavant vierge. Les assemblées, qui ont eu lieu depuis 1978, ont installé des puissances discursives qui n'ont pas besoin d'être réinstallées à chaque nouvelle assemblée. Certaines ne sont donc pas mises en production directement, et sont pourtant toujours actives. C'est ce qui explique qu'une puissance discursive puisse être présente, d'emblée, dans une assemblée comme Marinaleda, sans avoir besoin de la retravailler. Par exemple, à l'Assemblée Générale de Marinaleda, on voit que dans l'énoncé :

Yo creo que después de la historia de lucha de Marinaleda, de lucha de la izquierda revolucionaria frente a la política neoliberal que representa el PSOE toa la vida y que sigue representando y que va a seguir representando - y yo creo que ahora con esta muje va a representar incluso mas, yo creo que tenemos que estar firme y claro.

Je crois qu'après l'histoire de la lutte de Marinaleda, de la lutte de la gauche révolutionnaire face aux politiques néolibérales que représente le Parti socialiste depuis toujours, qu'il continue de représenter et qu'il va continuer de représenter - et je crois que maintenant, avec cette femme⁵⁰, va encore plus représenter - je crois qu'on doit être ferme et clair.

le Parti Socialiste est présenté comme néolibéral sans que cet élément semble devoir être justifié. Suite à cet énoncé, il n'y a aucune réaction qui montrerait que cet élément est discutable, ou susceptible d'être remis en question. On peut supposer qu'il fait déjà partie de l'espace sémantique, en tant qu'évidence.

En revanche, dans la même assemblée, l'échange :

Gordillo : Los consejales no tienen ninguna ventaja.
Vicky : ¿Cómo que no tienen ninguna ventaja?!

Gordillo : Les conseillers n'ont aucun privilège.
Vicky : Comment ça, les conseillers n'ont aucun privilège ?!

⁵⁰ Susana Díaz, représentante du Parti Socialiste en Andalousie.

montre que l'absence de privilège des conseillers doit encore être discuté, c'est-à-dire qu'il n'est pas évident, et ouvertement contesté.

Les espaces sémantiques des assemblées sont donc des structures⁵¹ ouvertes. Elles ont leur propre fonctionnement interne, mais elles sont aussi *ouvertes*, car elles reçoivent des influences extérieures et ont un historique construit par la succession d'assemblées précédentes. Un espace sémantique d'une assemblée a, en quelque sorte, absorbé les espaces sémantiques précédents d'une même organisation, et celui-ci aura des conséquences sur la construction des espaces sémantiques des assemblées à venir. Si l'on prend le cas du NPA, par exemple, les prochains espaces sémantiques qui se créeront auront déjà des unités sémantiques qui contiennent la nécessité d'une présence du parti aux élections présidentielles, avant même toute intervention d'un participant. On peut même faire l'hypothèse que ces unités sémantiques rendraient évidents les discours qui portent la nécessité de la présence du parti aux élections. Chaque espace sémantique contient donc déjà des « acquis » des espaces précédents, et les remettre en question par la suite n'est pas sans conséquence.

Dans l'étude d'un conflit social, contrairement à un espace sémantique d'une assemblée, il est difficile de savoir si l'espace sémantique a atteint à un moment donné la phase finale de sa construction. Par exemple, dans le conflit de Notre-Dame-des-Landes, le projet de construction de l'aéroport a, à un moment donné, été oublié. On aurait pu considérer alors que l'espace sémantique était clos. Mais le projet a été ressorti par la suite, poursuivant donc la construction de ce même espace sémantique. Puis il a réellement été abandonné. Mais les zadistes, eux, sont toujours sur le site de Notre-Dame-des-Landes. Doit-on alors considérer que l'espace sémantique continue d'être construit par les discours émanant de certains zadistes ? Notre espace sémantique en revanche, qui est délimité par la clôture de l'assemblée, nous donne accès de manière exhaustive à toutes les opérations qui ont lieu sur l'espace sémantique de cette assemblée. On a donc sous les yeux l'intégralité des opérations de construction de cet espace, et une vue d'ensemble sur les dynamiques qui se sont formées.

On sait aussi beaucoup plus précisément sur quelles unités sémantiques agit un énoncé. On peut repérer les unités sémantiques ciblées, car on dispose du déroulement intégral des échanges, alors que dans un conflit de long terme, on ne peut jamais avoir la certitude de la cible sémantique d'un énoncé. On pourrait seulement, par une étude exploratoire d'une

⁵¹ Au sens banal d'organisation d'éléments, et non pas des structures différentielles du structuralisme.

multitude de textes, établir une hypothèse sur l'élément de l'espace sémantique sur lequel un énoncé travaille.

L'espace sémantique d'une assemblée et celui d'un conflit sont de nature différente. Il ne s'agit pas uniquement d'une différence de quantité d'énoncés, ou du fait que la succession des opérations ne laisse aucun doute, mais de différences constitutives entre deux objets différents. Si l'on aspire à décrire l'espace sémantique d'un conflit social, on doit alors prendre en considération plus d'acteurs, et des dynamiques complètement différentes. Pour analyser par exemple l'espace sémantique du conflit autour de l'usage de la terre à Marinaleda, il nous faudrait prendre en compte tous les partis, syndicats, institutions, personnalités et tous les discours qui y sont entrés en jeu. On aurait donc les discours des assemblées, mais aussi les textes de journaux publiés autour de la lutte, les discours du Duc de L'Infantado, à qui appartenaient originellement les terres, mais aussi les discours du gouvernement de la région d'Andalousie, mais aussi les discours de l'État, mais aussi les discours des partis politiques qui appuyaient l'une ou l'autre partie etc. Il faudrait alors étudier les dynamiques de lutte pour la préservation des unités sémantiques que chaque collectif a mis en production et pour l'affaiblissement des unités des adversaires. Ce que nous nous proposons d'étudier, ce n'est pas un conflit, ce ne sont pas les discours des participants du conflit, mais le processus de construction du discours d'un collectif participant d'un ensemble de conflits intégrés dans un espace socio-politique global. Les discours qui émanent des assemblées et qui peuvent avoir un certain impact dans la sphère publique sous forme de compte rendu ou de revue de presse, peuvent apparaître comme homogènes, car ils comportent certainement les décisions finales et les conclusions de l'assemblée. En rapprochant la focale au plus proche, nous pouvons en revanche observer les antagonismes qu'on ne voit pas lorsqu'on observe le conflit plus largement, car les militants de la CUT de Marinaleda forment une unité, un collectif unique qui se définit par rapport à ses prises de positions vis-à-vis des groupes, personnalités ou institutions adverses, en particulier l'État, ou le Duc de l'Infantado.

Par ailleurs, la Sémantique des conflits sociaux accorde une grande importance à la multiplicité des collectifs ou personnalités qui agissent sur un même programme, parce que le nombre d'opérations portées sur une unité a le pouvoir de rendre visible un discours ; parfois selon les acteurs, seul le nombre d'opérations peut rendre visible une puissance discursive, car tous les participants d'un conflit n'ont pas le même pouvoir de modification du conflit (l'État, par exemple, n'a pas besoin de multiplier les opérations pour qu'elles soient visibles, contrairement

aux zadistes, qui restent souvent complètement invisibles). Ce n'est pas le cas d'une sémantique des assemblées citoyennes politiques. Toutes les interventions ont la même visibilité, elles sont toutes atteignables et restituables directement, puisqu'elles ont toutes lieu sur un moment restreint et sur un même lieu. De plus, tous les intervenants peuvent modifier l'assemblée ; il n'est donc pas nécessaire qu'une action soit massivement portée pour être notable. Il faudrait toutefois se garder de penser, à partir de cette remarque, que toutes les interventions ont le même pouvoir de modification de l'espace sémantique de l'assemblée. Notre étude se donne notamment pour tâche de montrer le fonctionnement et la portée des processus de modification.

3.1. Cadre juridique

Dans le cadre de sa description de la présupposition comme acte illocutoire, Ducrot (1972), définit l'acte illocutoire comme un acte juridique, enclenché par la parole. Suite à cette parole, l'interlocuteur (ainsi que le locuteur, dans le cas de la promesse) se retrouve face à de nouvelles obligations (obéir - désobéir dans le cadre de l'acte illocutoire d'ordre, par exemple), imposées par l'instauration du cadre juridique ouvert par l'acte illocutoire. Il nous semble que nous devrions étendre et généraliser cette conception de la parole contraignante, qui impose à la suite du discours de se construire à l'intérieur d'un cadre juridique défini par un énoncé initiateur. Nous pensons que la mise en production de toute puissance discursive par un énoncé doit être pensée comme l'installation d'un cadre juridique, que nous envisageons plus largement comme une contrainte portée sur la construction de l'espace sémantique. C'est ainsi que nous concevons les ouvertures et fermetures de possibilités de dire imposées par la mise en production d'une puissance discursive : toute puissance discursive ouvre la possibilité d'autres puissances discursives (similaires ou solidaires), et empêche la mise en production d'autres puissances discursives. De ce fait, l'espace sémantique est instable, car chaque nouvelle action qui y est portée en modifie les contraintes existantes. On peut faire ici le parallèle avec les caractéristiques que Caron (1983) attribue à toute situation discursive : « une situation discursive n'est pas une structure stable et permanente mais se construit progressivement, se transforme avec le temps, porte en elle une orientation. L'analogie classique avec le jeu peut [...] être utilisée. Chaque « coup », chaque acte d'énonciation instaure une situation nouvelle, ou plus exactement une modification plus ou moins radicale de la situation précédente ; à partir de là se définissent les contraintes qui permettront, ou interdiront, tel ou tel "coup" ultérieur, et

ainsi de suite ». ⁵²

La contrainte est située sur le « coup d'après » mais porte aussi sur l'ensemble de l'espace sémantique, et a ainsi des répercussions beaucoup plus larges, à long terme.

3.2. Programmes

Il faut maintenant préciser ce que nous entendons par *puissance discursive*, c'est-à-dire les unités sémantiques présentes dans un espace sémantique. Nous savons déjà qu'elles sont de nature argumentative et qu'il faut donc les concevoir comme des moules sémantiques normatifs ou transgressifs qui permettent de construire des discours. Elles ne doivent être perçues ni comme une idée, ni comme une façon de penser, ni même comme une croyance. On peut donc dire qu'un énoncé comme, par exemple :

Nous voterons pour que notre lutte soit efficace.

agit sur une puissance discursive de type :

[voter DC être efficace] ;

et qu'un énoncé de type :

Ils n'ont jamais eu de porte-parole et pourtant leur lutte est efficace.

agit sur une puissance discursive de type :

[NEG porte-parole PT efficacité].

Ces puissances discursives existent dans l'espace sémantique dès lors qu'un énoncé les y a installées. Lescano (2013) nommait *concepts* les puissances discursives installées dans l'espace sémantique d'un conflit. La prise en compte de la nécessité de postuler des unités sémantiques dont la nature reflète à la fois les spécificités des assemblées citoyennes politiques et les propriétés des conflits sociaux, et de la possibilité d'élargir le champ d'application de ces unités à d'autres situations discursives politiques, nous a amené à redéfinir ces unités sémantiques comme des puissances discursives situées, orientées vers l'action, que nous nommons *programmes* (Camus & Lescano, sous presse).

Abordons un à un les différents éléments de la définition des programmes. Le programme

⁵² Caron, 1983, p. 154.

répond à la nécessité de définir des puissances discursives, que nous avons cherché à découvrir dans le point de vue de la polyphonie et que nous avons découvertes, en partie, dans l'aspect, en en généralisant la portée. Les programmes contiennent donc un schéma argumentatif normatif ou transgressif à partir duquel on peut produire un énoncé, c'est-à-dire, le programme contient un aspect. D'ailleurs, pour nommer un programme, nous désignerons l'aspect qu'il comporte. La dynamique sémantique d'un conflit social ou d'une assemblée citoyenne politique est organisée par une lutte antagonique pour la préservation, le développement ou le contrôle des possibilités discursives ; on peut trouver très schématiquement une lutte d'un côté pour la possibilité de rendre plus productif un programme du type :

[le loup est menacé DC le loup doit être protégé]⁵³,

et de l'autre pour rendre plus productif un programme comme :

[loup DC NEG élevage],

au détriment du premier.

Dans nos assemblées, le travail sur des possibilités de discours est parfois effectué de manière explicite. Dans l'assemblée électorale du NPA par exemple, l'un des enjeux de la réunion est de déterminer la ligne communicationnelle à suivre pour la campagne, en cas de participation aux présidentielles. Le but n'est pas d'établir un discours exact qui devra être prononcé lors de la campagne, mais de sélectionner des types de discours qui pourront être déclinés par le candidat : « il faut trouver 4-5 axes qui ne poseront pas de problème ».

Ce que met en lumière la notion de programme, c'est la généralisation de cet enjeu à tout discours de nature politique ; il s'agit de déterminer des types de discours possibles et déclinables, et d'en éliminer d'autres.

Mais le programme n'est pas seulement une possibilité de « dire », car l'enjeu d'un conflit social, comme celui d'une assemblée, n'est pas seulement d'habiliter certains discours. On peut même partir d'un cas plus général que nos assemblées. Prenons par exemple ce titre de Libération :

L'Oréal ne parlera plus de produits "blanchissants".

⁵³ Nous reprenons ici un exemple cité par Lescano (2020). L'énoncé est tiré de la « Pétition de Cap Loup », mesopinions.com, 26 mai 2014.

On trouve plus loin :

Aucun détail supplémentaire n'a été fourni, notamment sur un retrait immédiat ou non des rayons. Cette décision vient après celle de la filiale indienne d'Unilever, qui a choisi de rebaptiser une crème éclaircissante baptisée "Fair & Lovely".⁵⁴

Si la lutte pour rendre indicibles des énoncés comme *avoir la peau blanche est plus esthétique qu'avoir la peau noire*, à travers l'arrêt de la production des puissances discursives [NEG être blanc DC mettre des crèmes blanchissantes], est rendu ici très explicite, on voit aussi à travers cet article le malaise que peut provoquer cette décision de L'Oréal. Car dans la lutte contre le racisme, il ne s'agit pas uniquement de faire cesser les paroles ouvertement racistes ou plus généralement les discours à connotations racistes, mais que la discrimination soit *effectivement* éradiquée. Si on cherche à affaiblir un programme, c'est pour diminuer la possibilité d'un certain type d'action, d'un certain type de pratiques.

Pour prendre un exemple plus spécifique, on peut se rappeler l'extrait du journal *Le point*, qui cite un discours de Gérard Collomb, prônant « l'expulsion » des habitants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes qui « refusent toute discussion et rejettent l'idée d'occuper ces terres de façon légale ». Cet énoncé travaille à l'installation et à la mise en production d'un programme comme :

[occupant illégal DC être expulsé]

qui, une fois installé dans l'espace sémantique du conflit de Notre-Dame-des-Landes, rend non seulement possible la production de discours qui n'étaient jusque-là pas habilités, mais il permet aussi de rendre légitime l'expulsion effective des occupants qui n'ont pas fait de demande officielle pour rester, en en faisant une directive officielle du gouvernement.

Dans une situation politique, les entités sémantiques définissent donc non seulement des types de discours possibles, mais aussi des types d'actions possibles. En cela, les programmes ne sont pas - ou plutôt, pas seulement - des aspects argumentatifs ; la nature des discours pris dans la sphère du « politico-social » engendre la nécessité d'élargir la portée d'une entité sémantique argumentative. Les programmes sont des puissances d'agir discursivement et non discursivement. Réciproquement, il n'y a pas de discours qui ne soit rattaché à un programme, ni d'action qui n'ait de sens, à moins d'être rattachée à un programme. Si on prend pour exemple la lutte à Marinaleda, un énoncé comme *les oliviers sont à ceux qui les travaillent* a permis

⁵⁴ Libération « direct », le 27/06/20.

d'installer dans l'une des assemblées du syndicat un programme comme [le duc ne travaille pas les oliviers DC les oliviers ne sont pas au Duc], mais il faut aussi dire que l'occupation de la terre du Duc n'est devenue *occupation*, c'est-à-dire une lutte pour obtenir quelque chose, que parce qu'elle a été mise en relation, parce qu'elle a été rendue possible par le programme [le duc ne travaille pas les oliviers DC les oliviers ne sont pas au Duc], qui est une prise de position, et qui donc provoque une réaction, c'est-à-dire l'installation d'un nouveau programme antagoniste avec le premier, du type [j'ai hérité de ces terres par les services rendus au roi DC ces terres m'appartiennent] qui est utilisé pour légitimer la venue des gendarmes pour déloger les journaliers. Sans mise en relation avec le programme, on a une vision « brute » de la situation, c'est-à-dire des gens dans un champ, levant les bras vers les oliviers ; et on pourrait, pourquoi pas, en conclure à un joyeux pique-nique et à une cueillette d'olives pour jouer aux osselets. Le sens à attribuer à cette situation surgit par sa mise en relation avec des programmes, qui sont toujours orientés : il est impossible de produire un programme qui ne prenne pas parti soit pour les journaliers, soit pour le Duc. Il est donc impossible de séparer une action discursive ou non discursive d'un programme ; une action est toujours dépendante de son lien à des programmes, de même que l'existence d'un programme est toujours orientée vers une action.

Il faut tirer toutes les conséquences de cette nouvelle définition des unités sémantiques : un programme n'existe que dans la situation conflictuelle dans laquelle il apparaît, avec ses propres relations antagoniques et solidaires. Un programme est donc toujours *situé*.

3.2. Les opérations

Tout énoncé travaille un élément dans l'espace sémantique, un programme (au moins), *d'une certaine manière*. On dit que les énoncés *opèrent* sur les programmes. Un énoncé peut installer pour la première fois un programme, mais il peut aussi agir sur un programme qui est déjà là, qui a été installé auparavant par une autre intervention.

À ce stade de construction de l'appareil théorique, nous pouvons poser qu'il y a au moins trois manières d'agir sur un programme - il existerait donc au moins trois types d'opérations (Lescano, 2017).

L'investissement

La première opération est l'investissement. C'est une opération qui vise à augmenter la puissance d'agir d'un programme, c'est-à-dire, à le rendre plus productif. Selon Lescano,

l'investissement affecte positivement le programme. On peut dire qu'un énoncé agit sur un programme en l'investissant, lorsque l'énoncé présente des éléments comme revendiqués, comme étant ceux qui sont assumés. Dans ce cas, l'énoncé agissant peut être paraphrasé par des formulations comme *nous revendiquons que X*, *nous assumons X*, *nous sommes pour X*, *il faut faire / dire X*. C'est le cas par exemple pour l'énoncé suivant, tiré de Nuit debout :

Il est temps de vivre ensemble, et pour vivre ensemble, il faut agir ensemble.

qui investit (au moins) le programme :

[Vivre ensemble DC agir ensemble]

Le combat

L'opération de combat au contraire présente les éléments comme rejetés, comme ce à quoi on s'oppose. Contrairement à l'investissement, le combat est une tentative de réduire la productivité d'un programme, de le rendre moins actif dans l'espace sémantique. Selon Lescano, le combat affecte négativement le programme. On peut paraphraser les énoncés qui combattent un programme par des formulations comme *nous sommes contre P* ; *non, A n'est pas B*. L'énoncé, tiré de la réunion électorale du NPA :

Nous, on rejette les candidatures auto-proclamées, qu'elles soient de type bonapartiste à la Mélenchon, ou qu'elles soient de Lutte Ouvrière qui se mélangent avec jamais personne !

agit sur le programme :

[NEG avoir été élu candidat PT être candidat]

en le combattant.

La naturalisation

Enfin, l'opération de naturalisation consiste à présenter un élément de l'énoncé comme non-polémique. Selon Lescano, naturaliser le programme est une autre façon de l'affecter positivement et d'augmenter sa productivité. Il y a donc deux opérations positives et une autre, négative. Contrairement à l'investissement, la naturalisation ne présente pas le programme comme pouvant être contesté. Les énoncés qui opèrent sur un programme en le naturalisant

peuvent être paraphrasés par des discours de structure « A est B », des tournures comme *Face à P...*. L'élément n'est pas présenté comme le sujet principal de la discussion qui est en train d'avoir lieu. La naturalisation regroupe aussi les mécanismes qui déclenchent des présuppositions.

Dans l'exemple que nous avons déjà cité plus haut, l'énoncé :

Después de la historia de lucha de Marinaleda, de lucha de la izquierda revolucionaria frente a las políticas neoliberal que representa el PSOE [...] yo creo que tenemos que estar firme y claro.

Après l'histoire de la lutte de Marinaleda, de la lutte de la gauche révolutionnaire contre les politiques néolibérales que représente le parti socialiste [...] je crois qu'on doit être ferme et clair.

naturalise le programme :

[Appartenir à gauche révolutionnaire DC s'opposer aux politiques néolibérales]

On peut donc concevoir aisément que plusieurs énoncés puissent agir de manières différentes sur un même programme, et que la manière dont on agit sur le programme aura des conséquences.

Prenons par exemple le programme [délibérer DC décision légitime]. Les énoncés 1, 2 et 3 n'opèrent pas sur le programme de la même façon. Le premier revendique le principe délibératif comme processus légitimant, le second combat la délibération comme source de légitimation d'une décision, et le troisième, enfin, naturalise ce programme.

- (1) Il est important de délibérer pour que notre décision soit légitime
- (2) Il est ridicule de croire que délibérer rendra légitime une quelconque décision
- (3) Puisque délibérer est le seul moyen de prendre une décision légitime, nous discuterons toute la nuit

Modes d'intervention

Quand on étudie la construction d'un espace sémantique, on peut regarder les programmes qui ont été installés par les énoncés. On peut aussi regarder les opérations qui portent sur ces programmes. Une fois qu'un énoncé a investi, combattu ou naturalisé un programme, une régularité de parole a été créée, car il est désormais possible d'effectuer à nouveau ce type d'opération sur le même programme. Autrement dit, une nouvelle puissance

discursive a été installée dans l'espace sémantique. Une puissance discursive qui n'est pas un programme, mais dont la mise en production vise à affecter d'une certaine manière un programme. On voit que la possibilité d'effectuer une certaine opération sur un programme est, elle aussi, une puissance discursive. C'est la possibilité concrète d'investir, combattre ou naturaliser un programme, et plus largement, la possibilité d'effectuer un certain type d'action sur l'espace sémantique de l'assemblée. Une fois qu'on a effectué un certain type d'opération sur un programme donné, opérer de la même façon sur ce même programme, c'est mettre en production cette même puissance discursive, qui consiste à effectuer cette opération précise sur ce programme précis. Cette manière, reproductible, d'agir sur l'espace sémantique est appelé un *mode d'intervention* (Camus & Lescano, 2019).

Si l'on reprend par exemple le programme [délibérer DC décision légitime] déjà analysé ci-dessus, on trouve que les énoncés (1), (2) et (3), mettent respectivement en production les modes d'intervention suivants :

- < Investir [délibérer DC décision légitime] >
- < Combattre [délibérer DC décision légitime] >
- < Naturaliser [délibérer DC décision légitime] >

En réalité, un programme n'existe jamais sans être concerné par au moins un mode d'intervention, puisqu'il est toujours mis en production d'une certaine manière. Le programme existe en ce qu'il constitue une unité, une régularité que l'on peut trouver dans l'espace sémantique, mais il n'est en réalité jamais indépendant d'au moins un mode d'intervention, car on ne peut pas mettre en production un programme sans l'investir, le combattre ou le naturaliser.

La valeur du programme

Mettre en production un programme est une dynamique créatrice, car ce travail a des conséquences sur l'espace sémantique tout entier. Un programme, une fois installé dans l'espace sémantique, subit une suite de transformations, directes ou indirectes, qui ont des conséquences multiples à la fois sur lui-même, mais aussi sur l'espace sémantique.

Les transformations directes que peut subir un programme ont lieu lorsqu'un énoncé agit directement sur ce programme, c'est-à-dire quand l'énoncé opère sur ce programme. Il peut par exemple être investi dans un premier temps par un énoncé, puis combattu par un second énoncé. Une fois que ces opérations ont été portées sur le programme, leurs effets font partie intégrante du programme. Le programme contient en quelque sorte l'historique de ses transformations

successives. Toutefois, il ne faudrait pas considérer que le programme se charge au fur et à mesure de nouvelles données, comme si le programme transportait avec lui toutes les opérations qu'il a reçues. Le programme doit être appréhendé avec les opérations successives qu'il a subies, c'est-à-dire comme le résultat de toutes ces opérations, comme le produit de toutes les transformations successives qui l'ont atteint. Si on peut opérer sans limite sur un programme, à l'inverse certains programmes sont installés et ne sont jamais mis de nouveau en production par la suite. Un programme peut donc être *désactivé* dans l'espace sémantique. Seule l'étude de l'assemblée dans son ensemble pourra donner à voir si les programmes installés restent actifs dans la suite de la construction de l'espace sémantique. La vision d'ensemble de l'espace sémantique, lorsqu'il est délimité par le début et la fin de l'assemblée comme dans notre cas, nous permet d'observer et de vérifier des phénomènes comme ceux-ci. C'est là une différence notable avec l'étude d'un espace sémantique comme celui qui est construit par un conflit social, où il est difficile - voire quasiment impossible - de retracer les modifications successives d'un programme de manière exhaustive. On peut en effet constater qu'un programme disparaît ou qu'il est moins visible à un moment donné ; dans notre cas en revanche, on voit clairement qu'un énoncé peut être complètement ignoré par les prises de parole suivantes et ainsi rendre improductifs certains éléments installés.

Les programmes sont transformés non seulement directement, par les opérations qui les visent explicitement, mais aussi indirectement. En effet, les différentes unités de l'espace sémantique entrent dans des relations de diverses natures. Opérer sur un programme a aussi des répercussions sur les programmes qui sont en relation avec celui-ci (ce sera l'un des fils directeurs de nos analyses). Les transformations sont donc multiples et systématiques. De ce fait, tout énoncé transforme l'espace sémantique. Même dans le cas où un programme déjà installé, et ayant reçu une opération, recevrait une deuxième fois cette même opération, par exemple, un investissement, alors il serait modifié car il porterait en lui non pas seulement l'investissement, mais plusieurs investissements.

À chaque nouvelle opération, le programme est rendu plus productif. Opérer sur le programme suite à la seconde opération, c'est donc opérer sur un programme plus productif qu'au début. Il faut en conclure que toutes les interventions n'ont pas le même pouvoir de modification de l'espace sémantique.

De ce fait, nous dirons que lorsqu'on opère sur un programme, on opère en réalité sur un programme chargé de toutes ses transformations et de sa force de transformation ; autrement

dit, opérer sur un programme, c'est opérer sur un programme attaché à une certaine *valeur*. Un programme appartenant à un espace sémantique pris à deux moments différents de la construction de l'espace sémantique n'est plus à proprement parler, le même programme, compte tenu de l'évolution qu'a subi sa valeur entre les deux opérations. De ce fait, si on considère par exemple un programme P dans la première assemblée de Nuit debout le 31 mars, et que l'on trouve le même programme dans une assemblée de Nuit debout le 72 mars, il ne s'agit plus exactement du même programme, car sa valeur a évolué au contact de nombreuses opérations qui l'ont affecté.

De même, deux programmes semblables, appartenant à deux espaces sémantiques différents, sont donc deux programmes différents, compte tenu de leur valeur respective. Ce qui peut apparaître à première vue, dans deux assemblées de deux collectifs différents, comme un même programme, ne sera en réalité pas le même, car il est pris dans des relations différentes et installé par un travail différent, permis par d'autres types de travail antérieurs différents. Nous pouvons postuler que c'est cette relative ressemblance qui peut être à l'origine de discours comme *La ZAD de Notre-Dame-des-Landes, c'est un peu comme le Larzac* ; les deux espaces sémantiques relatifs aux deux luttes contiendraient des unités sémantiques communes. Cependant, à ces unités sémantiques sont attachées des valeurs différentes. Ce point commun, nous considérons que c'est un aspect, c'est à dire un schéma argumentatif qui prévoit des discours possibles, mais qui n'est ni une puissance d'agir, ni relative à un moment précis de l'évolution d'un espace sémantique donné.

Un programme, c'est une unité sémantique argumentative orientée vers l'action, située dans un espace sémantique, et accompagnée d'une valeur.

Pour étudier l'organisation sémantique des assemblées citoyennes politiques, on considère qu'un espace sémantique est propre à une assemblée. Chaque espace sémantique a sa propre organisation interne, mais n'est pas pour autant fermé sur lui-même, car il contient déjà le résultat du travail qui a été effectué au cours d'autres assemblées du même collectif. Les énoncés de l'assemblée peuvent installer de nouvelles unités sémantiques (programmes et modes d'intervention) et de nouvelles relations entre unités sémantiques à l'intérieur de l'espace sémantique, mais ils peuvent aussi retravailler celles qui sont déjà là, de manière à les rendre plus productives, ou au contraire à les rendre improductives. On sait maintenant que les

possibilités de dire (et de faire) sont des programmes, ou des modes d'intervention, qui sont des opérations possibles sur des programmes, ces unités sémantiques sont propres à un espace sémantique donné.

CONCLUSION

Décrire l'organisation sémantique des assemblées citoyennes politiques nécessite que l'on dispose d'un cadre conceptuel qui réponde à la spécificité de cet objet. L'exploration des notions essentielles de la Théorie des Blocs Sémantiques nous a permis de répondre à la question que nous avons soulevée dans le chapitre précédent. Nous savons à présent que les *points de vue*, en tant qu'unité sémantique argumentative permettant des discours, sont de nature transgressive ou normative : ce sont des *aspects*.

Cependant, la manière dont la TBS décrit le sens des énoncés, en leur associant des paires aspect / enchaînements argumentatifs, est un obstacle à la description des liens qui rattachent plusieurs énoncés d'une même situation discursive, et ce faisant, les unités sémantiques entre elles. La solution à ce problème que nous avons identifié dans un premier temps avec la polyphonie se trouve dans la Sémantique des conflits sociaux. En envisageant les énoncés pris dans une situation conflictuelle comme agissant sur un espace qui leur est extérieur, nous allons pouvoir proposer une analyse de l'organisation sémantique propre à une assemblée citoyenne politique qui rende compte de l'évolution des possibilités de dire. L'espace sémantique, instable, hétérogène, relativement ouvert, dans une approche comme celle-ci, montre alors les énoncés comme luttant pour la conservation ou le rejet d'unités sémantiques. Avec Lescano, nous avons proposé de définir ces unités sémantiques comme des puissances, à la fois puissances de dire et puissances d'agir : des programmes. Ce sont ces programmes qui reçoivent le travail effectué par les énoncés, qui reçoivent les opérations de combat, d'investissement et de naturalisation, ce sont ces programmes qui entrent dans la construction de nouvelles unités sémantiques complexes, les modes d'intervention, qui à leur tour ouvrent la possibilité d'agir mais d'agir d'une certaine façon dans l'espace sémantique. Nos analyses seront l'occasion de montrer que ces puissances d'agir sont non seulement propres à un espace sémantique particulier, mais aussi qu'elles sont dotées d'une certaine valeur, qui capte toutes les affectations cumulées par les différents « coups » qui leur sont portés par les énoncés.

L'évolution d'une interaction, ce qui peut être dit et ce qui ne peut pas être dit dans une

assemblée, dépend donc d'orientations, de contraintes, formées par le travail d'énoncés sur l'espace sémantique de cette assemblée.

Bilan de la Partie I

Nous avons présenté les réunions et les assemblées de nos collectifs, dont nous allons proposer de décrire le fonctionnement sémantique.

Nous avons opéré un cadrage théorique, en passant par une réflexion critique, d'abord autour de l'analyse de conversations, dont nous avons tiré l'idée que l'unité la plus petite doit être de nature interactionnelle. Le questionnement que nous avons mené autour des approches rhétoriques et argumentatives nous a permis de penser des interventions qui retravaillent sans arrêt un espace qui leur est à la fois commun et extérieur.

Le regard que nous avons porté sur la Théorie de la Polyphonie telle qu'elle a été proposée par Ducrot (1984) nous a permis de conserver l'idée que l'unité sémantique des interactions est une possibilité de dire de nature argumentative. Notre étude s'inscrit donc dans le paradigme de la sémantique argumentative.

Le dernier chapitre nous a permis de poursuivre ce premier travail de cadrage théorique, d'abord à partir de la théorie des blocs sémantiques de Carel (2011), en précisant la nature des entités sémantiques argumentatives, qui sont de nature normative ou transgressive. Une étude comme la nôtre nécessite d'envisager ces entités argumentatives comme des entités situées, et qui génèrent, par leur mise en production, une certaine valeur. La Sémantique des conflits sociaux de Lescano (2017) nous a permis d'envisager un espace sémantique commun aux interventions qui ont lieu dans une assemblée.

Nous savons donc à présent que les énoncés prononcés dans les assemblées citoyennes politiques opèrent sur des puissances discursives de nature argumentative, normatives ou transgressives, situées, et dotées d'une valeur - des programmes ou des modes d'intervention - mis en production dans un espace sémantique instable, hétérogène et relativement ouvert, propre à cette assemblée.

C'est l'organisation de ces espaces sémantiques que nous nous attacherons à décrire dans les chapitres qui suivent.

Partie II

Relations entre les éléments de l'espace sémantique des assemblées citoyennes politiques

Cette deuxième partie de notre travail constituera un point de vue porté sur des moments particuliers de la construction de l'espace sémantique. En particulier, tous les « moments » que nous étudierons auront pour point commun d'être faits d'oppositions entre des discours, ayant pour effet d'augmenter la productivité de certains éléments au détriment d'autres. Le point de vue que nous adopterons dans ces analyses, effectuant une sorte de coupe transversale dans l'espace sémantique, nous permettra de décrire à la fois l'évolution de l'élément rendu plus productif, et la transformation de l'élément rendu moins productif. Il s'agira de décrire, de plus, l'effet produit par la rencontre de différents éléments sur les évolutions possibles de l'espace sémantique.

Le premier chapitre sera consacré à étudier les effets des discours en contradiction sur l'espace sémantique en étudiant différents types d'opposition sémantiques mis en production. Nous étudierons donc l'opposition en tant que résultat d'opérations contradictoires.

Le deuxième chapitre sera consacré à l'étude de ce qui peut apparaître comme des précisions à apporter au discours de l'autre, comme une rectification ou comme des mécanismes de décrédibilisation de l'adversaire : il apparaîtra qu'il s'agit de l'installation de nouvelles unités sémantiques qui se forment à partir de plusieurs programmes et modes d'intervention - parfois contradictoires, ouvrant des possibilités d'interventions nouvelles.

Le dernier chapitre de cette partie, enfin, nous permettra de nous demander s'il est possible d'empêcher la mise en production de certains éléments dans un espace sémantique - et

d'observer l'effet des tentatives de rejets de certaines mises en production.

À partir de ces premières analyses, nous aurons déjà un meilleur aperçu du fonctionnement sémantique des assemblées citoyennes et politiques, et notamment des mécanismes d'organisation des éléments antagoniques.

CHAPITRE 1

LES DISCOURS “OPPOSÉS”

INTRODUCTION

Nous commencerons dans ce chapitre à analyser les assemblées citoyennes politiques à travers ce qui apparaît comme le plus immédiatement saisissable, à savoir, les discours qui s'opposent. En effet, certains échanges sont intuitivement reçus comme conflictuels, soit qu'ils contiennent des marques linguistiques d'opposition (« je ne suis pas d'accord »), soit que les discours semblent contradictoires ou opposés. Ce type d'interaction est notamment étudié par Plantin et Doury, qui proposent un modèle dialogal basé sur la contradiction. Pour Plantin (2002), cette opposition de discours est l'indice que la situation langagière « commence à devenir argumentative ». Pour que la situation devienne pleinement argumentative, cette opposition doit être problématisée par une question recevant des propositions opposées, et « argumenter, c'est s'engager dans un processus permanent d'évaluation, implicite ou explicite. Les réfutations et objections sont autant d'évaluations négatives en acte » (Doury & Plantin, 2015). Qu'est-ce qu'une évaluation négative ? Que sont des discours opposés ? S'organisent-ils autour d'une question problématisée ? Et au niveau sémantique, qu'est-ce qu'une évaluation négative ? Lorsque deux discours s'opposent, quels sont les différents effets produits sur l'espace sémantique ? Le modèle argumentatif dialogal est-il adéquat à une description de nos assemblées citoyennes politiques ?

Nous nous proposons d'explicitier ici ce qui peut être accepté comme des « discours contradictoires ou opposés », et ce que font ces discours qui s'opposent.

Pour répondre à ces questions, nous allons étudier le travail effectué sur l'espace sémantique par des discours qui paraissent s'opposer. Nous étudierons ces oppositions en tant que résultats d'opérations effectuées sur des programmes, ce qui nous permettra de faire surgir les phénomènes sous-jacents à l'opposition visible au niveau discursif de l'échange.

Notre but est de comprendre en quoi consiste cette opposition qui structure ces situations langagières qu'on appelle assemblées citoyennes politiques.

Dans les paragraphes qui suivent, nous commencerons par explicitier le fonctionnement de deux phénomènes sémantiques, en commençant par ce que nous appellerons une Opposition, qui est le phénomène le plus immédiatement saisissable puis nous serons amené à distinguer deux

types de tension, en puisant des exemples dans nos différentes assemblées. À partir de ces phénomènes sémantiques, nous interrogerons alors le modèle argumentatif diagonal.

1. L'OPPOSITION

Le premier cas de rapport contradictoire que nous présenterons ici est le plus immédiatement saisissable, que l'on peut envisager instinctivement, et dont nous allons présenter une version canonique ici, par un échange en oui/non. Ce type d'opposition directe est construite autour d'un programme unique, recevant des opérations contraires. C'est ce que nous appelons l'Opposition.

Pour illustrer ce mécanisme, nous analyserons deux cas de figure différents. Le premier que nous présenterons est tiré de la réunion électorale du NPA.

Le parti se questionne sur la ligne à adopter lors de la prochaine campagne électorale, à laquelle ils doivent décider de participer ou non. Dans le cas où le NPA se présenterait, très schématiquement, deux possibilités s'offrent au parti : faire une campagne dite « atemporelle », c'est-à-dire où l'on trouverait les lignes traditionnellement attachées au parti, ou une campagne « large », ouverte à diverses alliances (auquel cas il faudrait déterminer quelles sont les alliances possibles). Rappelons que lors de cette réunion, le parti est réparti en quatre plateformes, les plateformes A, B et C, qui représentent certaines nuances du parti et certaines divergences dans les stratégies à adopter, et une quatrième plateforme, la plateforme « locale », qui critique la gestion actuelle générale du parti. JB, de la plateforme A, parce qu'il soutient la première option, a été accusé de proposer une campagne « directive ». Il a quant à lui interprété les propositions de la plateforme C, qui soutient l'option d'une campagne « large », comme un désir de créer un « Podemos à la française ».

JB : Donc, voilà pourquoi et ben il faudrait il faut qu'y ait une campagne du NPA. Une campagne, justement, qui donne pas des illusions sur « comment on change la société ? », une campagne qui soit pas là pour dire « ah, ben il faudrait faire comme Podemos » dans l'état espagnol, aujourd'hui en train de négocier avec le PSOE pour faire une majorité parlementaire. C'est pas exactement ça...

Bernard : [en même temps] c'est faux, c'est faux...

JB : ... que nous on voudrait faire. Ben, si ! Si, si, j'suis désolé d'le dire, heu...

Bernard : C'est faux.

J.B : Non, c'est vrai.

[rires]

JB attaque la position défendue par la plateforme C. Ce faisant, il fait une comparaison avec le parti espagnol Podemos, qu'il accuse de négocier avec le PSOE. Pour JB, Podemos est un parti qui perd ses objectifs initiaux, en négociant avec un parti auquel il devrait s'opposer radicalement (et donc avec lequel il devrait refuser toute négociation). Le premier énoncé de JB investit un programme comme

(P1) [Podemos agit contre ses principes DC NEG Podemos est un exemple à suivre]

Le « c'est faux » de Bernard combat ce programme, qui est de nouveau investi par JB (« Ben, si ! ») et de nouveau combattu par Bernard. Ce qu'on peut constater ici, c'est qu'un même programme est successivement la cible d'opérations inverses : investissement et combat. Nous appellerons ce type de configuration Opposition. Cet exemple (en programme P / c'est faux / c'est vrai) représente la forme la plus immédiatement saisissable de l'Opposition, qui se traduit par le refus linguistiquement marqué d'un programme préalablement investi. Les énoncés de JB et de Bernard travaillent sur le même programme, par des opérations opposées. Ils mettent donc en production, dans l'espace sémantique, deux modes d'intervention contradictoires, qui contiennent le même programme. Ce type de répliques engendre une remise en production des deux modes d'intervention. L'échange discursif peut se reproduire à l'infini (l'exemple presque caricatural serait une suite de « non » / « si », comme peuvent le pratiquer des enfants pendant des heures). Chaque fois le même programme est remis en production, comme élément des deux modes d'intervention contradictoires.

L'une des conséquences possibles d'une Opposition comme celle-ci est qu'il s'installe ce que nous appellerons désormais un *point de blocage*, que nous définirons de la manière suivante : il y a point de blocage lorsque les discours de deux énoncés effectuent à plusieurs reprises et de manière consécutive deux opérations inverses sur un programme, ayant pour conséquence de suspendre l'évolution de l'espace sémantique par la cristallisation d'une productivité contradictoire autour de cet unique programme.

Ainsi, il ne suffit pas qu'il y ait Opposition pour qu'il y ait point de blocage. Un programme peut être successivement la cible d'opérations contradictoires sans que l'évolution de l'espace sémantique ne se concentre sur le programme concerné. Par exemple, si Bernard avait dit à un autre moment de l'assemblée, *Je ne crois pas que Podemos soit en train de négocier avec le PSOE*, il aurait alors combattu le programme P1, sans toutefois qu'il y ait blocage. Dans notre

extrait en revanche, pour débloquer la situation, un travail nouveau doit être effectué. Il faut donc soit que l'un des deux intervenants (ou un troisième intervenant) mette en production un nouveau programme soit qu'il effectue une opération nouvelle sur l'un des deux programmes en jeu. La situation se débloque par exemple si l'un des deux intervenants, par une réplique plus développée, installe un nouveau mode d'intervention. Il est possible d'étoffer la réponse en donnant un exemple. C'est ce qui a lieu ici, à la suite de l'extrait que nous avons mentionné. JB, après les rires des participants, développe sa réponse en donnant un exemple d'action effectuée par un membre de Podemos agissant contre les principes du parti :

J.B : La maire de Barcelone, élue avec le soutien de Podemos, unité populaire tout ça, s'oppose quand y a une grève des transports dans sa ville, en disant qu'ça donne une mauvaise image quand y a le congrès de la téléphonie. Bon.

C'est ce que les rhétoriciens, et notamment Perelman, appellent un *argument par l'exemple* qui, selon eux, a pour principe de « rechercher, à partir du cas particulier, la loi ou la structure qu'il révèle »⁵⁵. Dans ce type d'analyse, la mobilisation de cet argument, en évoquant le cas concret d'une représentante de Podemos s'opposant à une grève des transports, montre qu'une fois au pouvoir elle a agi en allant à l'encontre des principes du parti. De ce fait, le but est d'ébranler la confiance que Bernard porte à Podemos : « il s'agit bien d'une argumentation visant à passer du cas particulier vers une généralisation »⁵⁶. Ada Colau, la maire de Barcelone, ne suit pas les principes fondateurs de Podemos ; il faut donc en conclure que tous les représentants de Podemos agissent ainsi. Ce que nous avançons, pour notre part, c'est que le développement discursif de JB, par l'exemple, installe un nouveau mode d'intervention, qui est extérieur à l'Opposition

[grève des transports PT opposition]

qui permet de sortir du point de blocage. Cependant, cet énoncé met aussi de nouveau en production le mode d'intervention qui en est à l'origine, soit : < investir [Podemos agit contre ses principes DC NEG Podemos est un exemple à suivre] >. JB investit toujours le même programme. Cet exemple montre que le point de blocage est levé, mais que l'Opposition demeure ; elle est désormais présente dans l'espace sémantique et peut être réactivée à tout moment.

⁵⁵ Perelman, 1977, p. 135.

⁵⁶ Ibid., p. 136.

C'est ce qui arrive plus tard, dans cette assemblée. JB prend de nouveau la parole et pour défendre sa plateforme, qu'Émile a accusée d'avoir agi de manière autoritaire. JB compare la plateforme A au fonctionnement de la direction de Podemos :

JB : Dans Podemos, tu te fais exclure quand tu dis pas pareil que Pablo Iglesias, donc voilà !

Guy : Ben non !

JB : Ben si !

JB dénonce ici la politique de Podemos, dont le parti est accusé d'avoir un fonctionnement « vertical », et son représentant au niveau national, qu'il présente comme dirigiste. Ce faisant, il met de nouveau en production le programme (P1) [Podemos agit contre ses principes DC NEG Podemos est un exemple à suivre]

Le « non » de Guy combat le programme précédent, qui est à nouveau investi par JB (« ben si »). On peut donc voir ici une réactivation de l'Opposition qui a été installée auparavant, et du point de blocage. Cette Opposition est donc présente dans l'espace sémantique. Les deux modes d'intervention existent comme étant en opposition ; le programme (P1) contient dans sa valeur cette Opposition. Ainsi, le programme (P1), qui a subi plusieurs opérations, a évolué au cours de l'échange, car à chaque nouvelle opération, sa valeur a changé : il est mis en production à plusieurs reprises, il est pris dans plusieurs modes d'intervention, et il est l'objet d'une Opposition.

De manière générale, on peut trouver ce phénomène d'Opposition dans des échanges moins schématiques que dans cet exemple. Il est alors susceptible de produire le même effet de reproduction des mêmes opérations, parce que les locuteurs agissent contradictoirement et de manière opposée sur un seul programme. Ainsi, sans répondre obligatoirement par oui / non à une même intervention, le fait de combattre d'une part et investir de l'autre un même programme produit une configuration sémantique binaire. C'est ce que nous allons voir dans un deuxième exemple.

L'extrait est tiré, cette fois encore, de la réunion électorale du NPA. Lors du dernier vote en date, la plateforme A a obtenu 40 % des votes ; elle est largement majoritaire (face aux plateformes B et C qui ont obtenu respectivement 22 et 28 %). Émile, de la plateforme C, accuse la A de profiter de sa majorité pour reprendre les rênes du parti.

Émile : C'est-à-dire que depuis le début ils nous ont dit que nous on voulait faire une CN pour prendre notre revanche, et là, comme vous

êtes en train - il faut le reconnaître - de gagner, vous reprenez la direction.

J.B : 40 % hein...

Selon Émile, le score obtenu par la plateforme A n'est pas seulement la marque de leur victoire en tant que plateforme, mais aussi d'une victoire si écrasante qu'elle implique la possibilité pour la A de reprendre la direction du parti, autrement dit, d'effacer les divisions au sein du parti en éliminant la présence des plateformes opposées dans l'équipe de direction (alors qu'au moment du vote, les trois plateformes y sont représentées). Dans cet énoncé, Émile accuse JB (A) de reprendre la direction, ce qu'il juge illégitime, en investissant un programme comme

[victoire écrasante DC prise en main du parti].

La réponse de JB remet en question ce qui a été dit à partir du résultat des votes. En effet, la répétition du résultat de sa plateforme a pour effet de rejeter l'interprétation qu'Émile donne de ce chiffre. Pour Émile, 40 % représente une menace pour l'équilibre du parti, si bien qu'il invite les autres militants à désormais être attentifs aux propositions de la A, car celles-ci pourraient être faites au détriment des deux autres plateformes. Les motions présentées la veille par la plateforme A ont donc, au vu des résultats, été interprétées comme une tentative d'évincer les autres plateformes (ici, de les évincer à la fois de la direction de la campagne présidentielle, et de la direction du parti en général). La lecture 40 %, *c'est si énorme qu'ils ont le pouvoir de faire X*, est rejetée par JB qui donne une lecture minimisée, telle que 40 % *n'est pas un score assez élevé pour faire X*.

Avec cet énoncé, JB n'investit aucun programme qui viendrait s'opposer directement à celui d'Émile. On ne peut pas dire que son énoncé soit paraphrasable, par exemple, par *nous affirmons ne pas vouloir prendre le pouvoir du parti malgré notre victoire*. En revanche, la simple invitation à la réinterprétation des résultats suffit à combattre la position d'Émile. JB combat le programme qui avait été investi par Émile, sans toutefois investir de nouveau programme : il construit une Opposition dont le support est le programme [victoire écrasante DC prise en main du parti]. On trouve donc successivement les deux modes d'intervention suivants installés dans l'espace sémantique :

Émile < investir [victoire écrasante DC prise en main du parti] >

JB < combattre [victoire écrasante DC prise en main du parti] >

À partir de ces exemples, nous pouvons maintenant préciser notre définition de l'Opposition. L'Opposition ne repose pas obligatoirement sur une formulation explicite du rejet d'une

proposition par une marque linguistique, telle que *je ne suis pas d'accord ; non, etc.* et n'engendre pas systématiquement de point de blocage. De fait, Émile enchaîne immédiatement en ajoutant :

Émile : Ben ! Non mais, je sais bien, d'accord, m'enfin, bon, quand même, vous êtes mieux placés que nous ! Donc, moi je reconnais la réalité. D'accord ? Et qui nous affirme droit... Comme ça là, ils nous amènent une motion à la dernière minute, de 4 lignes - bon on pouvait la lire, mais ils nous ont pas proposé

Il installe de ce fait un nouveau programme dans l'espace sémantique :

[victoire écrasante DC être mieux placé]

et contourne le possible blocage en passant à un autre sujet. L'Opposition est donc le résultat d'une série d'opérations inverses effectuées sur un programme installé dans un espace sémantique donné.

Définition de l'Opposition

D'une part l'énoncé E d'un locuteur L effectue une opération sur un programme P, d'autre part l'énoncé E' d'un locuteur L' effectue une opération inverse sur le programme P.

De manière schématique :

E de L investit → P ← E' de L' combat

L'intuition d'une opposition discursive peut provenir d'une suite d'opérations inverses, effectuées sur un programme installé dans un espace sémantique donné. Le phénomène peut apparaître suite au combat explicite d'un programme investi par un énoncé précédent, mais aussi par l'opération de rejet d'une autre opération (par exemple la mise en production d'un programme). Lorsque nous aurons affaire à ce type de configuration, nous parlerons d'Opposition (avec une majuscule).

2. LA TENSION

Il y a une autre façon de considérer deux discours opposés, par l'exploitation ou l'installation d'une relation entre des unités sémantiques différentes, qui se rejettent mutuellement. C'est un phénomène qui est décrit par Lescano (2015), comme apparaissant

lorsqu'investir un programme A, c'est combattre un programme B⁵⁷.

Nous proposerons ici une lecture de ce phénomène, et serons amené à détailler la définition initiale. Nous le déclinerons en deux sous-phénomènes (tension de type 1 et tension de type 2).

2.1. La tension de type 1

Notre exemple est un extrait de l'assemblée générale de Marinaleda. Elle a lieu le jour du lancement officiel de la campagne électorale municipale, le 5 mai 2015. Quelques jours auparavant a eu lieu un vote pour élire les personnes qui seraient inscrites sur la liste des conseillers municipaux proposés par la liste de la CUT (candidatura unitaria de trabajadores), le parti largement majoritaire du village. Vicky, à qui l'on avait annoncé son élection et qui s'attendait donc à figurer sur la liste des conseillers, a découvert que son nom n'est pas sur la liste. Il exige donc une explication.

Vicky : Dónde 'stan los voto ?

Esperanza : pues los votos, vamos a ver, vera. Yo no tengo los votos. Yo no tengo los votos pero los votos están ahí y han estado encima de la mesa.

Vicky : Dónde ? Dónde ? Yo dije en el ayuntamiento que me los enseñaran y no me lo habéis enseñao.

Esperanza : pero te fuiste del ayuntamien...

Vicky : Cuando me fui yo ? Cuando fue eso ? [...] A mi no me habéis explicao nada. Esperanzi, deci la verdad. A mi no me habéis explicao nada !

Esperanza : es porque te fuiste !

Vicky : me habéis echao de la manera ma miserable y cobarde que se puede echar a una persona de un convento !

Esperanza : nadie Vicky, aquí no se echa nadie !

Vicky : a mi no se me ha echao ? a ver...

Esperanza : a ti no se te ha echao.

Vicky : a ver ! Déjame hablar una mihilla ! Vamos a explica aquí a la gente como habéis hecho las cosa ! Como lo hacéis todo últimamente !

Esperanza : Como tú crees que se ha hecho ! Si tú no has estao, cómo lo vas a saber ?

Vicky : Où sont les votes ?

Esperanza : ben les votes, attends voir. Moi j'ai pas les votes. J'ai pas les votes mais les votes sont là et ils ont été sur la table.

Vicky : Où ça ? Où ça ? Moi, j'ai dit à la mairie qu'ils me montrent les votes et vous me les avez pas montrés.

Esperanza : mais t'es parti de la mairie...

Vicky : Quand est-ce que je suis parti ? C'était quand ça ?[...] À moi vous m'avez rien expliqué. Esperanzi, dis la vérité, à moi vous m'avez

⁵⁷ « Dos conceptos A y B están en tensión en el espacio semiótico de una polémica cuando promover A es rechazar B y promover B es rechazar A. » / *Deux concepts A et B sont en tension dans l'espace sémiotique d'une polémique quand promouvoir A, c'est rejeter B et promouvoir B, c'est rejeter A.* Nous avons actualisé la terminologie de la définition dans notre texte. Lescano, 2005, p. 95.

rien expliqué !
Esperanza : c'est parce que t'es parti !
Vicky : vous m'avez viré de la manière la plus misérable et la plus lâche qu'on puisse virer quelqu'un d'un couvent !
Esperanza : personne Vicky, ici on vire personne !
Vicky : moi, vous ne m'avez pas viré ? Attends voir
Esperanza : toi on t'as pas viré.
Vicky : Attends, laisse-moi parler une seconde. On va expliquer aux gens comment vous avez fait les choses. Comme tout ce que vous faites ces derniers temps.
Esperanza : Comment toi, tu penses que ça s'est fait. Si t'étais pas là, comment tu vas le savoir ?

Nous allons nous concentrer sur le rapport entre deux moments de cet échange, celui qui relie la réplique d'Esperanza : « tu n'as pas vu les votes parce que tu es parti » à celle de Vicky : « vous m'avez viré » etc.

L'énoncé d'Esperanza investit un programme

< investir [être parti DC NEG avoir eu accès aux votes] >

l'énoncé de Vicky répond à celui d'Esperanza en combattant le programme (1) et en investissant un autre programme, à savoir :

< investir [avoir été viré DC NEG avoir eu accès aux votes] >.

Dans le cadre de ce dialogue, les deux versions d'un même événement semblent se contredire, c'est-à-dire qu'il semble impossible ici de soutenir à la fois que Vicky est parti et que Vicky a été viré. C'est pourquoi nous dirons que les programmes investis par les énoncés de Vicky et Esperanza entretiennent une relation de tension.

(P1) [être parti DC NEG accéder aux votes] ← Tension → (P2) [avoir été chassé DC NEG accéder aux votes]

Dans ce cas, la tension se caractérise par l'investissement d'un programme par un locuteur L2 (ici le programme (P2)) qui entraîne le combat du programme qui avait été investi par le locuteur L1, ici le programme P1. On voit que l'investissement du programme (P2) par Vicky entraîne le combat du programme (P1) [être parti DC NEG avoir eu accès aux votes] qu'Esperanza avait investi. Le fait d'investir une nouvelle version des événements (*je n'ai pas vu les votes parce que j'ai été viré*) renforce le combat explicite du programme (P1), porté par

l'énoncé interrogatif « Quand est-ce que je suis parti ? ». Mais l'investissement de Vicky installe dans l'espace sémantique une relation entre deux programmes telle qu'il semble difficile de les investir dans un même discours cohérent : ils sont mutuellement réfractaires. De sorte qu'il se produit dans cet échange une opposition discursive déterminée non pas par des opérations inverses sur un même programme (ce serait une Opposition) mais par des opérations sur des programmes différents. C'est ce dispositif que l'on essaiera de généraliser.

Définition de la tension de type 1

Dans un espace sémantique donné, d'une part l'énoncé d'un locuteur L effectue une opération sur un programme P, d'autre part l'énoncé d'un locuteur L' effectue la même opération sur un programme P'. Dans cet espace sémantique, effectuer une opération sur un programme P engendre aussi l'opération inverse sur un programme P', et réciproquement. C'est dans ce type de configuration que nous parlerons alors de *tension*.

Comment sortir d'une tension ?

Le dernier énoncé d' Esperanza :

¡Como tú crees que se ha hecho! Si tú no has estado, ¿cómo lo vas a saber?
Comment toi, tu crois que ça s'est fait ! Si t'étais pas là, comment tu vas le savoir ?

investit, de manière explicite, un programme qui est, déjà, indirectement mis en production par les deux locuteurs, à savoir :

[NEG avoir été là DC NEG avoir eu accès à X].

En effet, les énoncés de Vicky et Esperanza peuvent tous deux être paraphrasés par un énoncé du type : *Vicky n'a pas pu voir le résultat des votes, parce qu'il n'était pas là*. Nous pouvons donc formuler l'hypothèse qu'investir un programme déjà productif, qui n'est combattu par aucun des deux interlocuteurs, mettant ainsi en évidence un point commun entre deux unités sémantiques en tension, peut être interprété comme un moyen de sortir de la tension. Cependant, ce qu'on peut interpréter comme une tentative de revenir à un échange qui ne soit pas conflictuel n'a pas l'effet recherché.

La tension entre partir / être viré est-elle préfigurée en langue ?

La tension que l'on vient de décrire contient une paire de verbes sémantiquement proches (avec leur propre spécificité). De ce fait, on pourrait se demander si la tension que l'on vient de décrire est la manifestation discursive d'un phénomène qui serait déterminé au niveau lexical. La tension que l'on vient de décrire serait dans ce cas préfigurée dans le système linguistique. Nous allons, dans les paragraphes suivants, étudier différents cas de coprésence de ces deux verbes pour mieux rendre compte de leur lien sémantique et montrer qu'il n'y a tension entre programmes que lorsqu'elle est installée discursivement dans un espace sémantique donné. Cette étude nécessitera que l'on s'éloigne temporairement de notre corpus de référence.

Le premier exemple que nous allons étudier apparaît dans un ouvrage retranscrivant le dialogue suivant :

[...] « je suis parti à la retraite après six ans. » Il n'est pas parti à la retraite, il a été viré. Et s'il a été viré, ça veut dire qu'il n'est pas bon. Et s'il n'est pas bon, je ne le veux pas pour travailler ici.⁵⁸

Comme dans l'exemple précédemment étudié, le verbe *être viré* est substitué au verbe *partir*. Dans les deux exemples, la substitution d'un terme par l'autre contient un phénomène de négation métalinguistique. Selon Ducrot (1984), est métalinguistique une négation qui contredit les termes mêmes d'une parole effective à laquelle elle s'oppose. Je dirai alors que l'énoncé négatif s'en prend à un locuteur qui a énoncé son correspondant positif. Ici, le locuteur 2 s'oppose, dans l'énoncé, au locuteur 1 pour son utilisation du verbe « partir » (« il n'est pas parti à la retraite ») et met en relation le départ avec sa cause : ce départ aurait été provoqué par une faute commise (« Il a été viré. Et s'il a été viré ça veut dire qu'il n'est pas bon »). Cet énoncé investit un programme comme :

[faute DC être viré]

qui entre en opposition avec le programme investi par le locuteur 1, à savoir :

[avoir fait son temps DC partir],

où le départ est présenté comme étant inscrit dans le déroulement normal d'une carrière dans la police, et donc comme une simple conséquence du passage du temps. Dans le cadre de cet

⁵⁸ Lorenc Valcarce, 2011, p.149.

échange, les deux programmes se rejettent mutuellement : investir le programme (P1) du locuteur 1 entraîne le combat du programme opposé, et réciproquement. C'est donc une tension qui repose sur le même mécanisme que l'exemple précédent.

De manière très générale, les programmes (P1) et (P2) des deux exemples font état de l'absence de la personne désignée par l'énoncé. Ce dont on peut rendre compte en supposant que les verbes *partir* et *être viré* contiennent tous deux, dans leur argumentation interne, un programme du type :

[être là en T1 PT NEG être là en T2].

De manière moins évidente à présent, nous dirons que dans le premier exemple, outre l'enjeu de l'accès aux votes, se trouve aussi l'enjeu crucial de la responsabilité du départ. Si Vicky est parti volontairement, alors il est responsable de ne pas avoir eu connaissance du résultat des votes. Mais si les membres de la mairie ont forcé Vicky à partir, alors ce sont eux qui ont refusé à Vicky l'accès aux résultats. (Et dans ce cas, Vicky peut légitimement exiger que les résultats soient annoncés immédiatement). C'est donc sur la question de la volonté que semble se concentrer la divergence entre *partir* et *avoir été viré*. En effet, le verbe *haber sio echao* (avoir été viré) contrairement au verbe *partir*, contient l'idée d'un départ effectué par une obligation qui va à l'encontre de la volonté propre. On peut imaginer la situation suivante : à la fin d'une manifestation, les manifestants sont regroupés sur une place. Les CRS demandent alors courtoisement aux manifestants de regagner les bouches de métro adjacentes, ce qu'ils font sans s'opposer à la demande qu'on leur a faite. Dans ce cas, on ne dira pas que les manifestants ont été virés. Si en revanche, dans la même situation, les CRS lancent des bombes lacrymogènes sur les manifestants et qu'ils les chargent en brandissant leur matraque, réussissant ainsi à vider la place de manifestants, alors on pourra trouver le lendemain en une des journaux *Les manifestants virés de la place de la Nation*. Dans le premier cas, on pourra dire que les manifestants ont pris la décision d'obéir à l'ordre qui leur a été adressé, tandis que dans le second cas, le départ des manifestants est dû à la menace de coups. Dans le cas où quelqu'un affirme avoir été viré, il dit donc qu'il est parti alors qu'il comptait rester, ou encore qu'il est parti, mais contraint et forcé.

Ainsi, tandis que *avoir été viré* contient l'idée d'un départ forcé, le verbe *partir* ne spécifie pas les conditions du départ. Ainsi, l'utilisation du verbe *partir* peut-être spécifié à la fois par les deux expressions opposées : *partir contre son gré* et *partir de son plein gré*. On retrouve aussi

la mobilisation d'une volonté ou de la contrainte du départ dans l'expression *partir de gré ou de force*. Ce que révèlent ces quelques réflexions, c'est que le verbe *partir* contient seulement « la transformation d'une présence en une absence » sans toutefois contenir, dans sa signification, de précision sur l'assentiment quant à ce changement d'état. Les expressions précédemment citées viennent apporter cette précision qui fait défaut à la signification du verbe. En revanche, *avoir été viré* contient, dans sa signification, le caractère forcé du départ. Ainsi, sur le plan strictement lexical, les significations structurelles de *partir* et *être viré* manifestent les deux possibilités ouvertes par le quasi-bloc

[(volonté d'être là) NEG être là].

La signification de *partir* contient ce quasi-bloc, tandis que *être viré* choisit l'une des possibilités seulement du quasi bloc : [NEG consentir à partir PT NEG être là]⁵⁹.

Ces analyses semblent donc nous mener vers l'hypothèse d'une tension qui serait préfigurée par la signification respective des deux verbes. Or les choses sont loin d'être aussi simples.

Dans un entretien dans l'émission télévisée *Le Petit journal* (le 14 novembre 2014), Mathieu Gallet est interrogé sur le licenciement de Daniel Mermet. Yann Barthès, le présentateur, diffuse d'abord la voix de Daniel Mermet, que Gallet dit ne pas reconnaître. S'ensuit le dialogue suivant :

- M.G. : Je sèche. Mais la voix est...
- Y.B : Pourtant, je crois que vous l'avez viré. [...]
- M.G. : That's life. C'est pas le seul hein, c'est pas le seul qui est parti.

L'intervention du présentateur montre la réaction de Mathieu Gallet comme feinte. On peut en effet paraphraser son énoncé par : « Je pense que vous pouvez le reconnaître, puisque vous l'avez viré ». Dans cet échange, Mathieu Gallet remplace le verbe *virer* utilisé par le présentateur par le verbe *partir*. Alors que dans notre exemple précédent la coprésence de ces deux verbes dans un même échange créait une relation de tension, ici, la substitution effectuée par Mathieu Gallet se fait sans que son énoncé semble entrer en contradiction avec celui du présentateur.

Suite à la diffusion de cet entretien sur le site *Là bas si j'y suis*, dirigé par Daniel Mermet,

⁵⁹ *Être viré* agit donc comme un *internalisateur* (Ducrot, 2002), en sélectionnant un connecteur en PT de l'argumentation externe de *partir*.

plusieurs abonnés utilisent explicitement les verbes employés dans la tension, telle que nous l'avons déjà rencontrée dans l'échange entre Vicky et Esperanza :

(1) Mermet n'est pas parti connard, tu l'as viré ! [...] ⁶⁰

(2) "C'est pas l'seul qu'est parti" Il a été viré ! C'est quand même autre chose non ? ⁶¹

L'échange entre le présentateur du Petit Journal et Mathieu Gallet ne produit pas de tension, c'est-à-dire que la suite de la discussion peut se poursuivre en enchaînant sur le renouvellement du personnel de Radio France, sans que le fait que les anciens membres aient été virés ou qu'ils soient partis devienne l'enjeu central de la discussion. Comment est-il possible que les deux interventions ne produisent pas de tension alors qu'elles mobilisent chacune l'un des verbes qui sembleraient destinés, par leur signification linguistique, à produire une tension dès qu'ils participent à une opposition discursive ? On peut penser qu'une différence entre l'interview et les échanges de nos exemples 1 et 2 repose sur l'ordre dans lequel les deux verbes sont énoncés. Si dans nos exemples à l'origine d'une tension les verbes apparaissent dans l'ordre « partir » puis, « être viré », ici ils se présentent dans l'ordre inverse, c'est-à-dire « être viré » puis, « partir ». La pertinence explicative de ce nouveau paramètre semblerait même confirmée si l'on prend en compte les commentaires du site, où les deux verbes sont positionnés dans le même ordre que dans les deux premiers exemples (*partir* > *être viré*) et la tension, rétablie. Alors, est-ce que la tension est rétablie par les internautes parce qu'ils utilisent les verbes dans l'ordre *partir* > *être viré* et non plus avoir été viré -> être parti ? Est-ce que la tension serait préfigurée dans la signification mais seulement à condition que ces verbes soient énoncés dans un ordre précis ? On doit donc tester l'hypothèse selon laquelle une tension se produit dans l'espace sémantique si, dans un échange, un locuteur L énonce à propos de X qu'il est parti et qu'un locuteur L' énonce ensuite que X a été viré, alors que les deux interventions ne créeraient pas de tension si L énonçait d'abord que X a été viré et que L' enchaînait en soutenant que X est parti.

Pour mettre à l'essai cette hypothèse, on peut imaginer le dialogue suivant entre un journaliste et le directeur de radio France, où les verbes apparaissent dans le même ordre que dans l'ordre qui, selon l'hypothèse, produit nécessairement une tension (c'est-à-dire « partir » > « être viré ») :

⁶⁰ Le 2 février à 15:15, par Georges-Philippe Taladiart.

⁶¹ Le 31 janvier à 18:55, par LN66.

- Est-ce que vous regrettez qu'il soit parti ?
- Oui, quand je l'ai viré nous faisons face à de grandes difficultés financières, mais son départ affecte beaucoup la qualité de nos programmes.

Dans cet exemple, la tension n'apparaît pas, comme dans l'exemple réel entre le journaliste et Mathieu Gallet. Ce qui est mis en avant est le fait que l'employé de Radio France n'est plus là (et dans cet exemple, que sa présence manque).

La tension entre *partir* et *être viré* ne semble donc pas être sujette à une mobilisation propre à un ordre interactionnel en particulier. Mais, au cas où nous aurions encore un doute sur l'existence de réfraction mutuelle entre les deux significations structurelles de ces deux éléments, nous pourrions y apporter un dernier élément de réponse. Précisons, en effet, que dans cet exemple, les deux programmes sont naturalisés. Si ces deux termes étaient réfractaires en langue, il est à supposer que les naturalisations de ces deux programmes engendreraient nécessairement une tension, puisqu'elles présentent toutes deux les choses comme un état de fait. Et pourtant, ici, ce n'est pas le cas.

D'après ce que nous venons de voir, on ne peut pas *prévoir* de tension entre des programmes. L'une des explications que l'on peut donner est qu'il est impossible de créer une tension sans opérations (une tension est nécessairement le résultat d'une intervention discursive dans un espace donné). La tension ne peut pas provenir de la simple exploitation d'éléments appartenant à la signification structurelle de deux termes : elle ne saurait être préfigurée dans la langue. La tension que nous venons d'étudier repose sur deux opérations de même type effectuées sur deux programmes différents. Nous allons maintenant étudier un autre type de tension, où deux programmes différents font l'objet de deux opérations différentes.

2.2. La tension de type 2

Le second type de tension est provoqué par des opérations inverses sur deux programmes distincts. Elle se distingue du premier type de tension en ce qu'à la fois les programmes et les opérations sont distincts. Nous avons besoin de distinguer ces deux types de tension, parce que la seconde est saisissable de manière moins immédiate encore que la première, ce qui signifie que les deux éléments dont il est question ont à première vue une probabilité plus élevée de ne pas entrer en tension dans d'autres espaces sémantiques.

L'exemple que nous allons étudier est tiré d'une réunion de travail à Marinaleda. Celle-ci est dirigée par Pedrín, le *manijero*.

Le thème central de cette réunion est posé par Pedrín, qui signale un problème récurrent dans l'organisation des groupes de travail : nombre de travailleurs s'inscrivent sur les listes pour aller travailler dans les champs mais ne se rendent pas au travail le jour J. La situation est la suivante : les journaliers d'Andalousie vivent du travail de la terre, mais aussi des allocations⁶². Si un journalier travaille plus de X jours, alors il ne touche pas les allocations. Les journaliers de Marinaleda sont donc dans une situation pénible parce qu'ils travaillent parfois un peu trop pour toucher le chômage, mais pas assez pour pouvoir vivre sans le chômage. Lorsqu'ils ont travaillé X jours -1, il arrive qu'ils n'aillent pas travailler le dernier jour pour pouvoir toucher le chômage. Cela entraîne un manque de main d'œuvre qui se répercute sur la quantité de production amenée par la suite à la conserverie et sur le bénéfice engendré par le village. Pour remédier à ce problème, Eduardo demande que des mesures répressives soient mises en place.

Cependant, la mise en place de normes répressives pose la question de l'application de sanctions et des conséquences que cela implique du point de vue relationnel, dans le village. On voit alors se former deux groupes, d'un côté le groupe de ceux qui demandent que des normes soient mises en place, constitué par Eduardo et les autres, et de l'autre côté Pedrín et Dolores qui parlent en tant que *manijeros*, qui rapportent leur expérience et disent être malmenés lorsqu'ils appliquent les sanctions :

Dolores : « En el mismísimo momento que apliques la ley, no te puedo ni te quiero decir las barbaridades que dicen de ti por ahí. Vosotros mismos eh! »

À l'instant même où tu appliques la norme, je ne peux même pas te dire les horreurs qu'ils disent de toi ici. Vous-mêmes, hein !

De ce fait, Pedrín refuse de passer outre les insultes qu'il reçoit dans ce genre de situations. Il veut donc que soient trouvées d'autres solutions, par les travailleurs eux-mêmes :

Pedrín: En el momento que una persona falle en la máquina, la máquina no funciona y no anda!

Eduardo: estoy de acuerdo pero si tú a mí no me castigas pues en la próxima reunión me apunto otra vez y es lo mismo. Eso es así! Tenéis que poner medio y ya 'sta!

[...]

⁶² Plan de Fomento del Empleo Agrario, anciennement appelé « el PER », est spécialement destiné aux journaliers d'Andalousie et d'Estrémadure.

Dolores: Ustedes no se podéis ni imaginá, la barbaridades, pero las barbaridades, barbaridades ! Que dicen en este caso de mí. [...] Estamos dispuesto a eso? Primero : estamos dispuesto a que cuando nos faltamos tres días nos quedamos en nuestra casa, no digamos barbaridades y están dispuesto el que las haga... el que las haga cumplí, asumí que digan de esa persona tó lo que quiera ? porque yo estoy asumiendo que digan de mí, todo lo que les da la gana. Pero no me importa. Estamos de acuer... estamos con eso ? Porque si eso es lo que queremos, vamos pa llá !

[...]

Pedrín : Yo no ! Yo no estoy dispuesto a que digan de mí to lo que quieran si yo tengo la razón.

Pedrín : *À partir du moment où une personne ne vient pas travailler sur la machine, la machine ne fonctionne pas, elle ne marche pas !*

Eduardo : *Je suis d'accord mais si tu ne me sanctionnes pas, ben à la prochaine réunion je m'inscris de nouveau et c'est la même chose. C'est comme ça ! Vous devez mettre des mesures en place, et voilà !*

[...]

Dolores : *Vous pouvez même pas vous imaginer les horreurs qu'ils disent de moi dans ces cas-là. On est prêt à faire ça ? Premièrement : on est prêt à ce que, quand on ne vient pas travailler trois jours, on reste chez soi, on ne va pas raconter d'horreurs, et on est prêt à ce que celui qui fait respecter les règles assume que les autres disent de lui tout ce qui leur chante ? Parce que moi j'accepte qu'ils disent de moi tout ce qu'ils veulent. Peu m'importe ! On est d'accord... On reste là-dessus ? Parce que si c'est ça qu'on veut, c'est parti.*

[...]

Pedrín : *Moi non ! Je ne suis pas prêt à ce qu'ils disent de moi tout ce qu'ils veulent si c'est moi qui ai raison.*

Pour que le problème de l'absentéisme ne se reproduise plus, Eduardo demande à ce que les *manijeros* sanctionnent systématiquement toute personne qui ne tiendrait pas son engagement. En effet, si l'absentéisme n'est suivi d'aucune sanction, alors les travailleurs seraient tentés de s'inscrire sur les listes des groupes de travail systématiquement, puis de venir ou non le jour J, en fonction de leur besoin de rémunération. Pour Eduardo, la seule solution efficace serait la mise en place de mesures répressives. Il investit le programme

[faute DC Sanction].

La fin de son intervention « y ya está » / *et c'est tout* montre que selon lui, la sanction suffit à régler le problème de l'organisation du travail. Dolores, en proposant une solution en plusieurs points, investit d'une part le même programme qu'Eduardo [faute DC sanction], et installe un nouveau programme qu'elle investit :

[avoir manquer le travail DC être suspendu]

et prend en compte d'autre part le problème qui concerne les *manijeros* : elle investit un programme comme

[faire appliquer la loi DC assumer les conséquences].

Pedrín de son côté, ne nie pas l'efficacité de la solution proposée par Eduardo. Cependant, dans ce cas, la responsabilité de sanctionner les absentéistes lui reviendrait, en tant que *manijero*. S'il assume son rôle d'organisateur des groupes de travail, il refuse néanmoins de devoir assumer un rôle répressif. Il combat le programme investi par Dolores [faire appliquer la loi DC assumer les conséquences] : on reconnaît le phénomène d'Opposition stricte que nous avons vu avant. Or dans l'espace sémantique de cette interaction, refuser les conséquences liées au rôle de pouvoir engendre du même coup le rejet des discours tels que *si un journalier ne vient pas travailler alors il faut le punir*, c'est-à-dire le combat du programme [faute DC sanction], qui avait été investi. Pedrín ne combat donc pas directement le programme investi par Eduardo et Dolores [faute DC Sanction], mais les opérations effectuées par les énoncés d'Eduardo et Pedrín sur les programmes sont incompatibles. Le programme investi par Eduardo [faute DC sanction] et le programme combattu par Pedrín [faire appliquer la loi DC assumer les conséquences] entrent alors dans une relation de tension.

Alors qu'Eduardo considère le problème de l'absentéisme en soi, Pedrín l'élargit en le liant aux conséquences à subir en tant que *manijero*. Ainsi, selon le discours de Pedrín, la solution envisagée par Eduardo est insatisfaisante : l'application de sanctions ne résoudrait pas les problèmes liés au travail au champ.

En dehors de cet espace sémantique, rien ne contraint à supposer une incompatibilité entre les deux programmes [faute DC sanction] et [faire appliquer la loi DC assumer les conséquences]. C'est ce que montre le discours de Dolores qui les contient tous les deux. Elle montre que le problème peut être réglé si les deux parties font une concession : les journaliers acceptent d'être suspendus, et le *manijero* assume son rôle, en acceptant les insultes liées à sa position de pouvoir.

Ainsi, deux programmes qui semblent complètement étrangers l'un à l'autre, c'est-à-dire qui n'ont aucun lien sémantique immédiatement repérable (ils ne font par exemple pas partie du même bloc sémantique) reçoivent des opérations qui les font entrer en relation. En réalité, on pourrait supposer que ces deux programmes ne sont pas si étrangers l'un à l'autre. Tous deux pourraient appartenir à la signification d'un même syntagme : « faire appliquer la loi » ; on

trouverait dans sa signification, à la fois l'aspect contenu dans le programme [faute DC sanction] et l'aspect contenu dans le programme [faire appliquer la loi DC assumer]⁶³.

Cette précision confirme que la tension n'est pas un phénomène prévisible. Car si les deux programmes pris dans la tension appartiennent à la signification d'un même syntagme, alors l'opposition sémantique entre ces deux schémas semble plutôt inattendue.

Une relation de tension mise en place par des opérations effectuées sur des programmes dans un espace sémantique est propre à cet espace sémantique.

Cet extrait nous permet de constater que le type d'opérations en jeu n'est pas un critère déterminant pour repérer une tension. Alors que la tension de type 1 est provoquée par l'investissement de deux programmes différents, ici, dans la tension de type 2, non seulement les programmes en jeu sont différents (ce qui la distingue de l'Opposition) mais les opérations aussi. Ce sont des modes d'intervention qui sont mis en relation.

Définition de la tension de Type 2

Dans un espace sémantique donné, deux programmes sont en tension lorsque : L effectue une opération O sur un programme P ; L' effectue une opération O' inverse sur un programme P' ; une fois ces opérations accomplies, il se trouve qu'effectuer explicitement une opération quelconque sur P s'accompagne d'une opération implicite inverse sur P', et réciproquement. La tension est donc une relation entre programmes se rejetant mutuellement.

Pourquoi avoir différencié plusieurs types de tensions ? Distinguer deux types de tension peut paraître quelque peu artificiel. Nous voulons donc justifier ce choix d'analyse. Nous avons voulu montrer que s'il n'y a pas de programme *a priori* plus polémique que d'autres, il n'y a pas non plus d'opération qui se prête plus à une relation de *tension* qu'une autre. Deux programmes qui semblent complètement étrangers l'un à l'autre, c'est-à-dire qui n'ont aucun lien sémantique immédiatement repérable reçoivent des opérations qui les font alors entrer en relation. En d'autres termes, la tension n'est pas un phénomène prévisible : il s'agit du résultat contingent d'interventions discursives. C'est ce que vient confirmer le fait qu'une relation de tension mise en place par des opérations effectuées sur des programmes dans un espace sémantique est

⁶³ Ces deux aspects correspondent à ce que le TBS appelle les argumentations internes et externes de *faire appliquer la loi*, toutes deux inscrites dans sa signification. L'aspect [faire appliquer la loi DC assumer] appartient à l'argumentation externe droite de *faire appliquer la loi* ; [faute DC sanction] appartient à son argumentation interne. Pour plus de détails à ce sujet, voir Carel, 2011 : 103-113.

propre à cet espace sémantique donné. Les mêmes opérations portées sur les mêmes programmes dans un autre espace sémantique peuvent cohabiter sans pour autant entrer en tension.

Dans une interaction conflictuelle, deux discours peuvent apparaître comme étant opposés lorsque deux opérations inverses sont effectuées sur un même programme : nous avons appelé ce phénomène une Opposition stricte. Les discours contradictoires peuvent aussi venir d'énoncés qui agissent sur des programmes qui se rejettent mutuellement. À un moment de la construction de l'espace sémantique, les deux programmes ne peuvent pas être investis en même temps (par un même locuteur). Investir l'un, c'est combattre l'autre. Les tensions participent à la construction de la configuration de l'espace sémantique. C'est-à-dire que l'espace sémantique contient non seulement les programmes, mais aussi les relations entre programmes (dont ces tensions).

L'opposition stricte a un effet de repli de l'espace sémantique, dû à la configuration binaire du phénomène. Cette configuration peut ouvrir un cycle de répétition d'une même opération sur un même programme de la part de chaque locuteur, soit la cristallisation potentielle d'une relation entre programmes : c'est ce que nous avons appelé un *point de blocage*. La tension produit au contraire un effet d'élargissement de l'espace sémantique. Parce que le phénomène relie plusieurs modes d'intervention, il ouvre et multiplie les possibilités d'opérations.

La tension et l'Opposition se distinguent de plus par leur manière de déterminer les possibilités de sortir de l'impasse discursive qu'elles ont instaurée. Pour sortir d'une Opposition, il est nécessaire d'installer un nouvel élément sémantique, comme nous l'avons vu dans le premier extrait du NPA, par exemple en installant un nouveau programme. Pour sortir d'une tension, l'une des possibilités est de revenir à un élément naturalisé par les deux locuteurs. Mais les manières de sortir d'une tension sont peu prévisibles de manière systématique.

Ces premières analyses nous ont permis de constater que ce qui est appelé « discours contradictoires » peut se situer à deux niveaux différents : soit au niveau d'opérations différentes sur un même programme, soit au niveau de l'exploitation (ou de la création) d'une relation entre des modes d'intervention différents.

3. LES RÔLES DISCURSIFS EN OPPOSITION

Le traitement de discours qui s'opposent est le terrain privilégié de certains courants en argumentation : « tout épisode interactionnel où s'affiche un différend ratifié est un "bon objet" »⁶⁴. Pour l'étude de l'argumentation, dont notamment l'approche argumentative proposée par Plantin (1996), les discours contradictoires s'organisent autour d'une *question argumentative*, dont ils présentent des réponses. Alors que dans l'approche de Meyer, que nous avons déjà évoquée, la question est toujours présente par défaut, dans tout type d'échanges et de prises de parole, avec un degré de problématicité plus ou moins élevé, la problématisation est, dans cette approche, la condition d'une *situation argumentative* (Plantin, 1995a ; Doury 1997 ; Charaudeau, 2005). Dans cette perspective, les discours qui s'opposent, les « évaluations négatives » et les alignements prennent place à l'intérieur d'un schéma dialogal organisé autour de la question argumentative. Cette question centrale peut donner lieu à une (ou des) question(s) dérivée(s) : c'est-à-dire une question qui « apparaît comme nécessaire dans le cadre du traitement de la question principale » (Plantin, 1996 : 16). Les discours qui surgissent au sein d'une situation argumentative construisent leur porteur comme incarnant l'un des trois rôles de Proposant, d'Opposant et de Tiers. Les participants peuvent incarner alternativement plusieurs rôles pendant un échange, car ceux-ci ne sont pas attachés à des personnes. Le Proposant défend une proposition, l'Opposant, dans un discours réactif, s'oppose à cette proposition. Le Tiers occupe une place particulière. Dans un débat politique, la figure du Tiers peut être associée au public, mais dans un échange dans un tribunal, le Tiers est alors plutôt associé au juge. Le Tiers, ou les Tiers, peuvent alors s'allier alternativement à l'une ou l'autre instance. (Plantin 1995a et 1995b). Le Tiers peut aussi être perçu comme celui qui, n'ayant pas d'avis prédéterminé, « s'interroge sur la proposition » (Plantin, 2002). Cette figure peut donc être toujours perçue comme plus extérieure à la question que les deux partis qui confrontent leurs réponses. Mais, selon Plantin, ce rôle discursif peut être conçu comme une instance de neutralité, de parti pris ou encore comme occupant une place surplombante vis-à-vis du débat. À partir de cette perspective rhétorique et argumentative, plusieurs questions émergent si l'on essaie de l'envisager dans le cadre d'une étude sémantique des assemblées politiques citoyennes. Quel rapport peut-on faire entre les discours opposés autour d'une question et les relations sémantiques d'opposition que nous avons dégagées ? Quelle place peut-on accorder à la Question argumentative ? Enfin, dans l'étude des assemblées citoyennes politiques, comment

⁶⁴ Doury & Plantin, 2015, p. 13.

comprendre la répartition des rôles pris dans le schéma dialogal ? Et en particulier, comment traiter la question du Tiers ?

Nous allons dans un premier temps interroger ce modèle dialogal inspiré par l'argumentation rhétorique, d'abord en explorant les possibilités données par la notion de question argumentative, puis en nous interrogeant sur la répartition des rôles discursifs qui est indissociable de la question argumentative pour, enfin, discuter la notion de Tiers, dont le rôle est marqué par le fait de « s'interroger sur la question ». Nous verrons que ce modèle descriptif pose un certain nombre de problèmes d'adéquation avec nos assemblées.

3.1. La question argumentative en question

Pour premier exemple, nous allons reprendre l'extrait de Marinaleda, étudié dans notre analyse de la tension de type 2. Rappelons l'extrait :

Pedrin: En el momento que una persona falle en la máquina, la máquina no funciona y no anda!

Eduardo: estoy de acuerdo pero si tú a mí no me castigas, pues en la próxima reunión me lo apunto otra vez y es lo mismo. Eso es así ! Tenéis que poner medio y ya 'sta! [...]

Dolores : Estamos dispuesto a eso ? Primero : estamos dispuesto a que cuando nos faltamos tres días nos quedamos en nuestra casa, no digamos barbaridades y están dispuesto el que las haga, el que las haga cumplí, asumí que digan de esa persona tó lo que quiera ? porque yo estoy asumiendo que digan de mí, todo lo que les da la gana. Pero no me importa.

Pedrin : [...] Lo que no estoy dispuesto es a ser el malo de la película. No.

Pedrin : À partir du moment où une personne ne vient pas travailler sur la machine, la machine ne fonctionne pas, elle marche pas !

Eduardo : Je suis d'accord mais si tu ne me sanctionnes pas, ben à la prochaine réunion, je m'inscris de nouveau et c'est la même chose. C'est comme ça ! Vous devez mettre des normes en place, et voilà ! [...]

Dolores : Est-ce qu'on est prêt à faire ça ? Premièrement : on est prêt à ce que, quand on manque trois jours de travail, on reste chez nous, on ne dit pas d'horreurs et ceux qui font respecter les normes sont prêts à assumer qu'ils disent ce qu'ils veulent à son sujet ? Parce que moi j'assume qu'ils disent de moi tout ce qu'ils veulent. Peu m'importe.

Pedrin : [...] Je ne suis pas disposé à endosser le mauvais rôle. Non.

Dans cet échange, nous avons vu que la tension était créée par des opérations différentes, sur deux programmes différents. Si nous suivons le modèle dialogal de Plantin on peut restituer la question argumentative (Q.A.) suivante :

Q.A. « faut-il sanctionner les absentéistes ? »,

à laquelle Eduardo se montrerait favorable :

Hay que poner medios.

Il faut mettre des normes en place.

Maintenant, si l'on recherche la réponse de Pedrín à cette question, les choses se compliquent. En effet, Pedrín donne une réponse de type négatif, sans toutefois s'opposer au fait que les absentéistes soient sanctionnés. Ce qu'il rejette, c'est de devoir sanctionner lui-même les absentéistes, parce qu'il sait qu'il en ferait ensuite les frais. Son intervention

No estoy dispuesto a ser el malo de la película.

Je ne suis pas prêt à endosser le mauvais rôle.

s'oppose effectivement à une proposition qui a été faite au cours de l'interaction (à savoir « ceux qui font respecter les normes sont prêts à assumer qu'ils disent ce qu'ils veulent à son sujet ? »). Rappelons que pour Plantin, dans une situation argumentative, les discours contradictoires sont des réponses antagonistes à une même question argumentative. Or ici, les deux discours de Pedrín et Eduardo s'opposent, sans toutefois répondre à la même question. Si l'on essaie de faire entrer l'énoncé de Pedrín dans le modèle dialogal, on voit que Pedrín ne répond pas à la question argumentative « faut-il sanctionner les absentéistes ? », mais à une seconde question qui pourrait apparaître comme dérivée de la première. Cette question dérivée (Q.D.) serait du type :

Q.D. : « faut-il assumer les conséquences du rôle de *manijero* ? ».

À cette seconde question, ce sont cette fois les discours de Pedrín et de Dolores qui s'opposent sur la réponse à apporter. Tandis que Dolores dit « assumer ce qui se dit dans ces cas-là à [son] propos », Pedrín, lui, refuse de se retrouver dans cette position inconfortable, alors qu'il ne fait que remplir le rôle qui lui a été assigné. Selon ce cadre d'analyse, les discours de Pedrín et Eduardo répondraient en fait chacun à une question, dont la seconde dériverait de la question principale. Et pourtant, les « réponses » de Pedrín et Eduardo, nous l'avons vu, se rejettent mutuellement et forment une tension. On pourrait alors dire que la tension est provoquée par deux réponses qui se rejettent mutuellement, à propos de deux questions différentes, certes, mais qui découlent l'une de l'autre. On arriverait ainsi à établir une relation entre les deux discours respectifs de Pedrín et Eduardo. Cette solution est néanmoins peu satisfaisante, d'une

part, parce que la réponse de Pedrín ne répond pas vraiment à la première question, mais seulement à la deuxième, et d'autre part parce que s'il s'agissait de deux questions différentes, nous ne parviendrions plus à expliquer l'opposition qui les relie.

Il est ainsi impossible de trouver aux discours opposés de Pedrín et d'Eduardo une question argumentative commune qui « structure » l'échange.

3.2. La répartition des rôles

Ce problème engendre un questionnement sur la distribution des rôles discursifs du Proposant et de l'Opposant. Nous allons étudier ces deux problèmes conjointement, à travers un nouvel extrait.

Le second exemple que nous allons étudier est tiré d'une assemblée du mouvement Nuit debout. L'intervention de Ben rapporte, en tant que médiateur, qu'il y a eu une proposition de prolonger la déclaration officielle de rassemblement pour organiser une assemblée quotidienne à 18h, place de la République. Il soumet la proposition à un vote, qui se déroule en deux temps. Dans un premier temps, il demande aux personnes présentes de signaler à main levée leur participation au vote puis, dans un second temps, il formule la question qui sera soumise au vote proprement dit. Le résultat du vote - effectué à main levée - est favorable à la déclaration et à l'organisation d'assemblées quotidiennes. Rim, qui prend la parole peu après ce vote, s'oppose à cette démarche.

Ben : Donc on a une proposition de vote pour des appels à AG pour les prochains jours à 18h, donc qui compte prendre part au vote ? OK. Maintenant qui vote pour ? Ok. Qui vote contre ? Ok, donc heu c'est accepté.

[...]

Rim : J'en ai rien à foutre qu'Anne Hidalgo elle dit qu'on est en train de privatiser. Je suis là pour dialoguer avec vous. Dire si on sera là demain. Au lieu de dire "est-ce qu'on fait, est-ce qu'on fait pas" ? Y a des lois, "on vote, on vote pas" ?

L'intervention de Rim révèle plusieurs oppositions successives. De façon immédiate, on voit que Ben organise le vote pour X, tandis que Rim s'y oppose. On peut donc imaginer qu'à la première question posée par Ben, à savoir : « qui compte prendre part au vote ? », Rim n'a pas levé la main. Mais l'intervention de Rim révèle une autre opposition, plus générale celle-là, qui repose sur le fait de soumettre des propositions au vote. On pourrait donc voir cet échange comme une Opposition, sur le modèle que nous avons étudié précédemment, qui serait créée à

partir d'un programme tel que

[proposer de faire X DC soumettre X au vote]

que Ben semble admettre, puisqu'il est à l'origine du passage au vote. Rim, quant à elle, combat ce programme. Sur ce schéma, il semble à première vue aisé de restituer une question argumentative, voire plusieurs, selon le modèle proposé par Plantin. Là encore, comme pour l'exemple précédent, la difficulté surgit lorsqu'on essaie de formuler la question argumentative. Il s'ensuit que restituer le rôle incarné par Rim pose aussi certains problèmes. En effet, si la question centrale est « faut-il organiser des assemblées quotidiennes à 18h ? » qui est explicitement posée et soumise au vote, elle ne peut cependant pas être considérée comme « argumentative », car selon les critères posés par Plantin, les réponses doivent être développées et « argumentées ». Or la question est fermée, posée précisément de manière à pouvoir recevoir une réponse simple positive ou négative, symbolisée par un bras levé ou non. Cette réponse ne relève donc pas de l'ordre du discursif, strictement parlant.

Rim, dans son discours, ne relève pas la question des assemblées quotidiennes à 18h, mais s'oppose à la tenue d'un vote quelconque - donc, à une autre proposition. À une première proposition, elle répond donc par une autre proposition ; c'est l'équivalent d'une « évaluation négative de la proposition préexistante »⁶⁵. L'assignation d'un rôle discursif à Rim est, de ce fait, problématique. Occupe-t-elle le rôle d'Opposant ? Mais à quel Proposant, alors ? L'enjeu posé par l'intervention de Rim se situe en fait au-delà d'une réponse à une question - problématisée ou non. Son intervention semble non pas s'opposer au discours antérieur, mais plutôt réorienter la direction de l'interaction : suite à son intervention, il est plus difficile de procéder à un vote sans (re)travailler au préalable le programme [proposer de faire X DC soumettre X au vote]. C'est-à-dire que n'importe quel futur locuteur qui effectuera un vote devra effectuer une opération préalable sur le programme combattu par Rim. L'opération effectuée par Rim fait prendre une nouvelle direction à l'interaction et donne/impose une nouvelle forme globale à l'espace sémantique. On peut alors penser qu'elle n'est non pas Opposant, mais Proposant, et installe de ce fait une nouvelle question, qui peut être dérivée de la première. Mais précisément, c'est cette nouvelle proposition qui installe une relation d'Opposition sur le programme [proposer de faire X DC soumettre X au vote]. Si l'on considère que c'est une nouvelle question, alors il n'y a pas d'Opposition. Si Rim s'oppose au vote, et prend alors le

⁶⁵ Doury & Plantin, 2015, p. 16.

rôle d'Opposant, elle le fait en réorientant le débat. On pourrait donc dire que Rim occupe à la fois les rôles d'Opposant et de Proposant. Mais en réalité, elle s'oppose en proposant. C'est sa nouvelle proposition qui constitue une opposition. Il semble alors que l'échange met en scène, non pas deux réponses contradictoires à une question, mais deux questions contradictoires, soit *Pour ou contre un rassemblement à 18h ? et Pour ou contre le vote ?*

Il nous faut préciser que ce genre d'opposition, illustrée ici à travers le cas de Rim est, dans nos assemblées citoyennes politiques, un cas fréquent.

La difficulté à restituer une question, dans une approche comme celle-ci, soulève à son tour le problème de la répartition des rôles discursifs. Cette dernière question nous confronte à d'autres difficultés, dès lors que l'on prend en compte le fonctionnement du rôle du Tiers, qui a une place fondamentale dans le trilogue de Plantin. C'est ce que nous allons voir maintenant.

3.3. Le(s) rôle(s) du Tiers

Plantin (1995b ; 1996 ; 2002) attribue au rôle du Tiers la prise en charge de la question argumentative (ou l'interrogation de la proposition). Tandis que les Proposants / Opposants sont considérés comme des protagonistes primaires, le Tiers est considéré comme protagoniste second. Il n'est donc pas impliqué dans l'interaction au même titre que les protagonistes occupant les autres rôles. De ce fait, il peut, dans certaines situations, lui être attribué une attitude conciliatrice. Cependant, Plantin relève certaines situations dans lesquelles le Tiers prend parti pour l'une des instances en conflit. En étudiant d'abord un exemple proposé par Plantin, puis un exemple tiré de l'assemblée électorale du NPA, nous allons nous interroger sur le rôle à attribuer à un Tiers. Commençons notre étude par la discussion d'un exemple analysé par Plantin (2002). On reproduit ici à la fois l'exemple étudié dans l'article, et l'analyse qui le suit :

Roger Garaudy « doute » toujours de l'existence des chambres à gaz. Plus loin dans le livre, Roger Garaudy évoque *Shoah*, le film de Claude Lanzmann, qu'il traite de « navet ». « Vous parlez de “Shoah business”, vous dites que ce film n'apporte que des témoignages sans démonstration. C'est une façon de dire que les chambres à gaz n'existent pas » suggère le président. « Certainement pas, proteste Roger Garaudy. Tant qu'un débat scientifique et public n'aura pas été

organisé sur la question, le doute sera permis » *Le Monde*, 11-12 janvier 1998, p. 7

Ici, le révisionniste joue sur du velours ; il revendique la position de Tiers. Il peut même dire que le président commet un sophisme d'argumentation sur l'ignorance (dire qu'on n'a pas prouvé P, n'est pas dire que non-P). On voit bien ici que la réfutation ne saurait s'en tenir au discursif, mais qu'elle doit manifester un savoir : ici l'affirmation est fautive, parce que le travail scientifique est fait.⁶⁶

Dans cet échange entre Garaudy et le président, Plantin attribue à Garaudy la fonction de Tiers. D'abord, Garaudy ne répond pas par l'affirmative à l'accusation de révisionnisme de la part du président. Il ne confirme donc pas la proposition qui lui a été attribuée auparavant par le président, à savoir « les chambres à gaz n'ont pas existé ». Il n'intervient pas non plus en affirmant la proposition inverse, qui serait « les chambres à gaz ont existé ». Il n'est donc ni Proposant, ni Opposant. Ce qu'il affirme, c'est que la question peut être posée. De ce fait, Plantin le place en position de Tiers, en lui attribuant la prise en charge de la question, ou dans ce cas plus précisément, selon la définition proposée par Plantin, le Tiers « s'interroge sur la proposition ». On pourrait donc dire qu'il ne se range du côté d'aucun des deux rôles discursifs primaires, sans toutefois aller jusqu'à dire qu'il tente de prendre une attitude conciliatrice : il ne cherche pas à concilier les deux points de vue. C'est à partir de cette constatation qu'il semble nécessaire de réanalyser l'exemple de Plantin.

Garaudy, après avoir rejeté l'attribution d'un discours ouvertement négationniste effectuée par le président, affirme que la question de l'existence des chambres à gaz peut être posée. Il affirme donc la légitimité d'une question fermée telle que « les chambres à gaz ont-elles existé ? ». Affirmer que la question peut être posée, c'est donc affirmer que les deux réponses (négatives et positives) sont toujours envisageables (il réaffirme donc la possibilité de dire « ça n'existe pas » - mais pas seulement). Il installe dans l'espace sémantique, par une seule opération, la possibilité des deux réponses antagonistes ; c'est-à-dire qu'il naturalise un quasi-bloc comme :

[NEG débat sur X (existence de X)].

Le quasi-bloc est naturalisé, et non pas investi, car l'énoncé : « Tant qu'un débat scientifique et public n'aura pas été organisé sur la question, le doute sera permis », présuppose que le débat n'a pas été organisé.

Pour revenir à l'analyse de Plantin, Garaudy exprime son « doute », et par là revendique la

⁶⁶ Plantin, 2002, p. 7.

position de Tiers : « Il peut même dire que le président commet un sophisme d'argumentation sur l'ignorance (dire qu'on n'a pas prouvé P, n'est pas dire que non-P) ». Or selon nous, dire « on n'a pas prouvé P » ne revient pas à installer « non-P », mais installe et naturalise un quasi-bloc [NEG preuve de X (existence de X)] et donc installe, de ce fait, à la fois *la possibilité de P et la possibilité de non-P*. La possibilité de non-P est bien là.

Ainsi, là où Plantin attribue à Garaudy la position de Tiers, nous voyons la naturalisation d'un quasi-bloc, qui installe une possibilité discursive dans l'espace sémantique - ce qui rapprocherait l'opération d'un rôle de *Proposant* dans le modèle de Plantin.

L'étude sémantique de l'exemple avec lequel Plantin illustre la fonction du rôle du Tiers suggère que son rôle est difficilement assimilable à celui d'un « conciliateur ». Au contraire, l'intervention analysée posséderait des traits qui l'en éloignent, en combinant deux opérations propres, respectivement à un discours de *Proposant* et à un discours d'*Opposant*. Le fait qu'un interlocuteur « s'interroge sur une proposition » ne semble pas non plus permettre son identification avec celle d'un actant neutre : toute parole émergeant dans un dialogue conflictuel opère sur un espace sémantique et, par conséquent, le modifie.

On peut confronter avec nos assemblées les différentes propriétés attachées au Tiers, qui font de lui un actant discursif neutre ou qui prend parti pour le *Proposant* ou l'*Opposant* ou encore qui lui donnent un rôle surplombant parce qu'il s'interroge sur la question argumentative, selon les situations dans lesquelles il se trouve. Nous allons voir qu'attribuer l'une de ces propriétés à un actant qui se rapprocherait d'un Tiers n'est pas si aisé. On peut se demander alors si la notion de Tiers est utilisable dans le type d'échanges que nous étudions.

Analysons cette possibilité par l'étude d'un exemple tiré de l'assemblée électorale du NPA :

Émile : Il va y avoir... Il se dégage un consensus sur Philippe - enfin nous on s'est abstenu hier soir parce que la A nous propose la candidature de Philippe, on a rien contre Philippe, on pense que Philippe est finalement peut-être le candidat parce qu'il l'a déjà été - mais le problème c'est pas de décider que Philippe est candidat si on décide pas d'un cadre politique. Pas pour cadrer comme hier soir une direction de campagne strictement proportionnelle parce qu'on a 40%. C'est pas ça la démocratie dans le parti ! C'est pas ça ! Et c'est pas ça du tout la démocratie dans la vie ! Il faut qu'on ait une pratique qui soit à l'image, et une vie interne qui soit à l'image de ce qu'on propose pour la société.

Lors de la réunion ayant eu lieu la veille, a été évoquée la possibilité d'organiser la campagne présidentielle selon le résultat des votes de la CN, en formant l'équipe de la direction de

campagne selon la règle d'une proportionnelle stricte. Dans ce cas, la plateforme C, qui a obtenu un score avoisinant les 25 %, est minoritaire par rapport à la plateforme A. L'écart de votes se reflétera alors sur la manière dont sera organisée la campagne, c'est-à-dire avec une présence faible des plateformes B et C, au profit de la A. Émile évoque donc ce point, en disant qu'il a joué dans l'abstention des militants appartenant à sa plateforme, la veille. Selon lui, ce procédé serait contraire aux principes du parti, parce qu'antidémocratique, alors que le souci d'agir selon des règles démocratiques « réelles », c'est-à-dire en rejetant celles qui sont pratiquées par les grands partis politiques français, est l'une des préoccupations centrales du NPA.

Dans ce passage, Émile explique la démarche qui a été celle de sa plateforme pendant le vote. La question posée lors de l'organisation du vote, qui était certainement du type : *Êtes vous pour que Philippe Poutou représente le NPA aux élections présidentielles ?*, contient au moins les deux programmes :

[être pour l'élection de X DC voter pour X] et
[NEG être pour l'élection de X DC NEG voter pour X].

Ainsi, les militants qui étaient pour l'élection de Poutou ont, par leur vote, investi le premier programme, tandis que les militants qui étaient pour un autre candidat ont investi le second programme. La situation de la plateforme C est donc particulière parce que le choix du candidat n'est pas contesté « nous on s'est abstenu hier soir [...] on pense que Philippe est finalement peut-être le candidat parce qu'il l'a déjà été » mais elle n'a cependant pas investi le premier programme, comme attendu. Dans notre extrait, Émile investit le programme

[être pour l'élection de X PT NEG voter pour X].

Ce qui nous intéresse est le second programme installé par Émile, à travers l'énoncé qui explique la raison de l'abstention de la plateforme C : « le problème c'est pas de décider que Philippe est candidat, si on décide pas d'un cadre politique ». Émile revendique dans un même temps l'importance de la discussion autour du cadre politique à adopter pour organiser la campagne électorale, et dénonce le choix prématuré d'un candidat. Selon lui, ce qui a eu lieu dans le parti, à travers le vote de la veille, n'aurait pas dû arriver. Son énoncé explicatif installe le programme suivant :

[NEG avoir de cadre politique PT choisir un candidat].

C'est ce programme qui a été combattu par le biais de l'abstention de la plateforme C. Ce faisant, la plateforme C a rejeté la question posée lors du vote d'un candidat, en ce qu'un candidat doit être le représentant d'une certaine politique, qui n'a elle-même pas encore été mise en place. Le passage à une élection était posé au mauvais moment et donc dénoncé comme illégitime : tant que la discussion sur le type de campagne que le parti doit construire n'aura pas eu lieu, le combat du programme [NEG avoir de cadre politique PT choisir un candidat] sera mis en production par les membres de la plateforme C.

Dans certaines situations discursives, comme dans le cas où ici, Émile dit s'abstenir à propos d'une question, on peut être amené à penser qu'exprimant une certaine neutralité, il incarne le rôle du Tiers. Mais dans le cas qui nous occupe, l'abstention de la plateforme C n'est pas motivée par le rejet du candidat mais par une opposition à la question en jeu :

[NEG avoir cadre politique PT choisir candidat].

Selon notre manière d'envisager les interactions conflictuelles, l'abstention ne correspond pas à une manière d'éviter d'entrer dans le conflit : elle est une partie intégrante du conflit, prenant place dans un réseau de positions. Dans cet extrait, Émile n'occuperait pas la position d'un Tiers, par un certain retrait de la situation qui le ferait adopter une certaine neutralité dans le débat, ou une position d'arbitre - selon l'une des caractéristiques attachées au rôle du Tiers. Il prend parti en affirmant être pour que Poutou soit le candidat du NPA aux élections présidentielles, mais refuse de répondre à ce type de question au moment où elle est posée officiellement par le parti. Il annonce donc qu'il a un avis, mais en dehors du débat proprement dit. Il est difficile, de ce fait, de lui attribuer une place de Tiers s'alliant à l'une des instances, comme dans la caractéristique qui peut être attachée, par exemple, au cas du juge, selon les exemples de Plantin, au sens où Émile ne se range ni à l'avis du Proposant ni à celui de l'Opposant. La dernière caractéristique que nous avons évoquée, qui est attachée au rôle du Tiers, est celle où l'actant s'interroge sur la question. Ici, il est difficile d'attribuer ce rôle à Émile, parce qu'il n'est pas dans la situation où il n'a pas d'avis tranché sur la question ; il a dit être pour que Poutou soit le candidat du NPA. On pourrait alors plutôt dire qu'il *interroge la question*, plutôt qu'il ne *s'interroge* sur la question, pour la qualifier de non pertinente. Cette mise en question de la question, pour la rejeter, peut être perçue comme une opposition, auquel

cas il serait alors, en quelque sorte, Opposant, mais elle peut aussi être perçue comme une nouvelle question - non pas dérivée, mais invalidante de la question argumentative. On retrouve alors la situation que nous avons déjà vue avec l'exemple de Nuit debout, où changer de question revient à *proposer* et de ce fait, à *s'opposer*. Là encore, l'attitude qu'Émile adopte ne peut pas être considérée comme celle d'un Tiers.

L'observation d'assemblées citoyennes politiques montre que le rôle du Tiers trouve difficilement sa place ; on ne parvient pas à envisager d'attitude conciliatrice, ni d'actant qui s'interroge sur une question, ni de manière plus générale, la présence d'un rôle discursif qui ne soit ni Opposant ni Proposant. Toute intervention discursive doit être analysée comme une opération faite sur l'espace sémantique ayant pour effet de modifier celui-ci.

Malgré l'impression première que nous pouvons avoir, par le fait que les discours que nous avons étudiés dans ce chapitre présentent une certaine opposition, notre corpus et les phénomènes qu'on y rencontre ne se laissent pas étudier à travers la perspective argumentativiste proposée par Plantin, notamment parce que la nature de nos assemblées nous a amené à abandonner la notion de *question argumentative* et le schéma dialogal qui lui est attaché.

Les assemblées citoyennes politiques mettent en relation des programmes se rejetant mutuellement par l'effet d'opérations sémantiques. En déplaçant l'angle d'analyse de ces discours, nous trouvons ainsi des phénomènes qui ne peuvent pas être distingués dans le cadre d'une étude argumentative. La focalisation que nous effectuons sur des phénomènes sémantiques fait apparaître les processus de polarisation.

Nous pouvons à présent apporter quelques éléments de réponse aux problèmes que nous avons introduits. Dans le cas où on considère les discours contradictoires comme régis par une question argumentative, il devient impossible de rendre compte de relations que nous avons établies au niveau sémantique, à partir de la notion de tension. De plus, la restitution de la question argumentative s'est avérée problématique, car les intervenants opposent leur discours sur des questions différentes, qui n'entretiennent pas entre elles de lien propre à celui qui unit une question argumentative à une question dérivée. Cette problématique nous a aussi conduit à questionner la répartition des rôles discursifs, car ceux-ci étant liés à la question

argumentative se trouvent brouillés dans une assemblée politique et citoyenne, et souvent confondus : il est possible de rencontrer des *proposants-et-de-ce-fait-opposants* sur un seul énoncé. Nous voyons que des discours opposés dans un espace sémantique recouvrent des possibilités de relations qui vont au-delà d'une opposition entre réponses à une question qui structurerait à la fois l'échange et la répartition des rôles discursifs. Par ailleurs, l'étude du rôle du Tiers nous a permis de constater qu'il est difficile d'envisager, dans les assemblées politiques citoyennes, un rôle qui serait ou surplombant ou arbitrant, car toute intervention a pour effet de rendre productif des programmes au détriment d'autres programmes opposés. Nous en avons conclu à l'incompatibilité de cette approche pour des échanges comme les nôtres.

CONCLUSION

Dans une assemblée citoyenne politique, on peut repérer immédiatement que des discours s'opposent. Nous avons essayé dans ce chapitre de montrer plusieurs phénomènes sémantiques qui peuvent être déclenchés par des discours repérables comme opposés ; nous avons voulu ainsi préciser ce que l'on pouvait entendre par « discours opposés ». Deux discours qui apparaissent comme opposés peuvent travailler sur un seul et même programme, par des opérations inverses. C'est ce que nous avons appelé une *Opposition*. Ce type de discours peut mener à ce que nous avons appelé un *point de blocage*, qui se traduit au niveau discursif par la remise en production du même programme, à plusieurs reprises et de manière consécutive, par les mêmes opérations inverses, créant ainsi une cristallisation des actions sur l'espace sémantique par la création d'un schéma binaire.

Les discours contradictoires peuvent aussi venir d'énoncés qui agissent sur des programmes qui se rejettent mutuellement dans l'espace sémantique. Ce phénomène, la *tension*, que Lescano repérait lorsqu'« investir un programme, c'est combattre l'autre », a été précisé dans notre chapitre : plutôt que de montrer qu'effectuer une opération revient à en effectuer une autre, nous sommes attaché à montrer qu'à un moment de la construction de l'espace sémantique, deux programmes ne peuvent recevoir la même opération, en même temps, par un même locuteur. C'est ce que nous avons appelé la tension de type 1. Nous avons aussi montré que ce phénomène peut être élargi en étant appliqué à des programmes différents, recevant des opérations différentes : lorsque deux programmes différents reçoivent deux opérations différentes, ils ne peuvent pas être mis en production en même temps, par un même locuteur.

C'est cette tension de type 2 qui nous a permis d'insister sur le fait que la tension est un phénomène situé, attaché à un espace sémantique particulier. Parce que la tension dépend des opérations que les programmes reçoivent, elle n'est pas prévisible en dehors de l'espace sémantique qui l'a vu naître. De plus, parce que le phénomène relie plusieurs programmes et différentes opérations, il ouvre et multiplie les possibilités d'opérations. Les suites possibles ouvertes par une tension sont donc peu prévisibles de manière systématique. Nous en avons conclu que la tension produit, contrairement au phénomène d'Opposition, un effet d'élargissement de l'espace sémantique. Ces deux phénomènes participent à la construction de la configuration de l'espace sémantique.

Ainsi, nos analyses nous ont permis de voir que ce qui est appelé « discours contradictoires » dans le modèle dialogal de Plantin et Doury peut provenir d'opérations qui se situent à deux niveaux différents : soit par une des opérations différentes sur un même programme, soit par l'exploitation (ou création) d'une relation entre des programmes différents. À partir de la description de nos phénomènes, nous avons essayé de mesurer leur compatibilité avec l'approche argumentative dialogale. Il s'est alors révélé difficile, à partir de nos assemblées citoyennes politiques, à la fois de dégager systématiquement une question argumentative structurant l'échange, et à la fois de respecter le modèle de répartition des rôles actantiels entre un Proposant, un Opposant et un Tiers. C'est tout particulièrement la figure du Tiers qui s'est révélée problématique dans des assemblées comme les nôtres, car tout énoncé vise la transformation de l'espace sémantique, et se rapproche de ce fait de la figure du Proposant-Opposant.

À partir de ces analyses, nous pouvons conclure qu'il y a au moins deux manières dont deux discours peuvent être opposés. 1) en effectuant des opérations différentes sur un même programme 2) en exploitant une relation de tension entre des unités différentes. Il s'ensuit qu'un programme est différent dans chaque espace sémantique dans la mesure où il reçoit des opérations différentes et entre dans des relations qui font chaque fois évoluer sa valeur. Les relations qui se créent dans l'espace sémantique devront être étudiées en elles-mêmes, car elles construisent des *configurations* propres à cet espace sémantique.

CHAPITRE 2

LES CONFIGURATIONS D'UNITÉS SÉMANTIQUES

INTRODUCTION

Nous avons conclu à l'issue de notre dernier chapitre que certains discours opposés ont des effets différents dans l'espace sémantique ; deux opérations peuvent agir de manières opposées sur un programme, créant une Opposition, et deux éléments peuvent se rejeter mutuellement, entrant dans une relation de tension. Nous savons donc qu'un espace sémantique contient des relations qui lui sont propres. Dans ce chapitre, nous décrirons d'autres types de relations qui sont installées dans l'espace sémantique, et nous les étudierons en tant que tels.

Lorsque, dans une assemblée, l'un des participants réagit à des propos pour y apporter des précisions, ou pour en modifier certaines parties et proposer à son tour sa vision des choses, son discours est parfois intégré aux prises de parole suivantes, et il est parfois ignoré. Chaque intervention peut être étudiée pour ce qu'elle apporte de nouveau à l'assemblée, mais on peut aussi analyser les rapports entre les différents discours concernés. D'un point de vue sémantique, ces interventions et les modifications qui leur sont apportées créent autant de puissances discursives dans l'espace sémantique, et de relations entre ces puissances discursives. Il est donc possible de s'intéresser à chaque unité mais on peut aussi décrire ce qui a lieu au niveau de ces relations, qui peuvent construire des *configurations* propres à un espace sémantique. La tension est déjà une manière d'envisager un certain type de configuration.

Nous pourrions étayer les hypothèses que nous avons proposées dans notre chapitre précédent lorsque nous avons évoqué l'impossible neutralité d'un discours prenant place dans une assemblée citoyenne politique, en proposant une description de toute réaction à une prise de parole comme ayant un effet sur l'espace sémantique, et contribuant à sa construction. Nous verrons, par ailleurs, qu'il n'est parfois pas nécessaire qu'un discours opère avec un combat sur l'espace sémantique pour affaiblir un programme. Aucune action discursive effectuée dans le cadre de l'assemblée ne peut donc être considérée comme négligeable, car toute intervention rend plus productives des puissances discursives au détriment d'autres puissances discursives. Nous étudierons trois types de configurations que l'on peut trouver dans les espaces

sémantiques des assemblées citoyennes politiques : le (re)cadrage, la (re)spécification, et la (re)sémantisation, qui sont autant de manières d'envisager la transformation d'unités sémantiques, comme les assemblant les unes aux autres pour former de nouvelles unités sémantique dans l'espace sémantique propre à une assemblée citoyenne politique.

1. (RE)CADRAGES OU CONFIGURATIONS CONCURRENTES ?

Dans un article antérieur à la *Sémantique des conflits sociaux*, Lescano définit un type de reconfiguration entre des éléments d'un même espace sémantique, qu'il nomme *recadrage* (Lescano, 2015). Nous allons commencer par présenter cette notion, telle qu'elle a été proposée dans cet article. Nous montrerons ensuite qu'elle entraîne un problème descriptif qu'il s'agira de résoudre. Une fois cette notion redéfinie, nous verrons qu'elle permet d'expliquer des phénomènes propres aux assemblées citoyennes politiques. Enfin, il s'agira de distinguer les cas de recadrages d'autres phénomènes qui sont en apparence similaires mais qui ont pourtant des conséquences différentes sur l'évolution de l'espace sémantique.

1.1. Première approche du (re)cadrage.

Commençons par étudier la notion originelle de recadrage. Pour que l'on puisse parler de recadrage, il faut considérer un *cadre*. Un cadre, ou plutôt un programme cadre, c'est un programme qui permet d'interpréter un point de vue particulier. Par exemple, l'énoncé *je suis trop fatigué pour travailler*, peut être compris de manières différentes, s'il est une manière de dire *je n'ai pas le courage de travailler*, ou *il serait imprudent de travailler*.

Quel que soit l'interprétation que l'on donne à cet énoncé, il crée un programme comme

[être fatigué DC NEG travailler]

Leur différence repose sur le programme qui donne la « clef de son interprétation ». Dans la première interprétation *je n'ai pas le courage de travailler*, le programme apparaît dans le cadre du programme (PC1), tandis que dans le second cas *il serait imprudent de travailler*, il apparaît dans le cadre du programme (PC2)

- (PC1) [obstacle DC NEG travailler]
- (PC2) [risque DC NEG travailler]

Dans le contexte d'une interaction conflictuelle, ce phénomène peut présenter une réinterprétation du point de vue de l'opposant en modifiant son cadre, c'est-à-dire le programme qui donne la clef de l'interprétation du point de vue particulier. C'est ce que montre Lescano, notamment à travers un extrait (ex1) tiré du débat de l'entre-deux tours à la présidentielle opposant Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Regardons son exemple :

- (ex1) *S. Royal* : Mais il est vrai aussi que [...] la morale politique [...] demande que les responsables rendent des comptes par rapport à ce qu'ils ont fait. Je sais aussi que ce qui intéresse les français, c'est le futur. Malgré tout, Monsieur Nicolas Sarkozy, estimez-vous que vous avez une part de responsabilité de la situation dans laquelle se trouve la France aujourd'hui ?
- N. Sarkozy* : [...] Suis-je responsable d'une partie du bilan du gouvernement ? Oui, j'ai été ministre de l'Intérieur pendant quatre ans, j'ai trouvé une situation qui était catastrophique, qui a compté pour beaucoup, madame royal, dans la défaite de vos amis, du gouvernement auquel vous apparteniez à l'époque. [...] Sur les défaillances de la République, gauche et droite, confondues, nous avons chacun notre part.

L'analyse propose de voir dans les énoncés (E1) et (E2) de Ségolène Royal :

- (E1) La morale politique [...] demande que les responsables rendent des comptes [...]
- (E2) Monsieur Nicolas Sarkozy, estimez-vous que vous avez une part de responsabilité ?

la mise en production d'un programme cadre (P1) par (E1), à l'intérieur duquel prend place le programme (P2), installé par le deuxième énoncé. On a donc, respectivement :

- (P1) [avoir une responsable dans X DC rendre des comptes pour X]
- (P2) [Sarkozy est en partie responsable de la situation de la France DC il doit rendre des comptes]

La réponse (E3) de N. Sarkozy

- (E3) Sur les défaillances de la République, gauche et droite, confondues, nous avons chacun notre part.

agit sur l'organisation des programmes mise en place par S. Royal, en y intercalant un nouveau programme (P3) dans lequel vient prendre place le programme (P2) installé par S. Royal.

(P3) [la gauche et la droite sont responsables de l'état de la France DC gauche et droite doivent rendre des comptes].

Ainsi, les programmes mis en production entreraient alors dans une relation d'imbrication, fonctionnant à la fois indépendamment (c'est-à-dire que l'on pourrait agir sur l'un des programmes seulement) et à la fois en tant qu'unité. Autrement dit, tandis que le premier état de la configuration contenait un programme cadre et un programme spécifique, le second état de la configuration contient ces deux mêmes programmes, et contient un nouveau programme qui est venu s'intercaler entre les deux premiers. De ce point de vue, la configuration a obtenu un degré supplémentaire de complexité. Cette action qui consiste à introduire un nouveau programme en l'introduisant entre le programme cadre initial et le programme qui le spécifie est appelée *recadrage interne*.

Nous reproduisons ici le schéma des programmes, suite aux interventions de S. Royal et de N. Sarkozy :

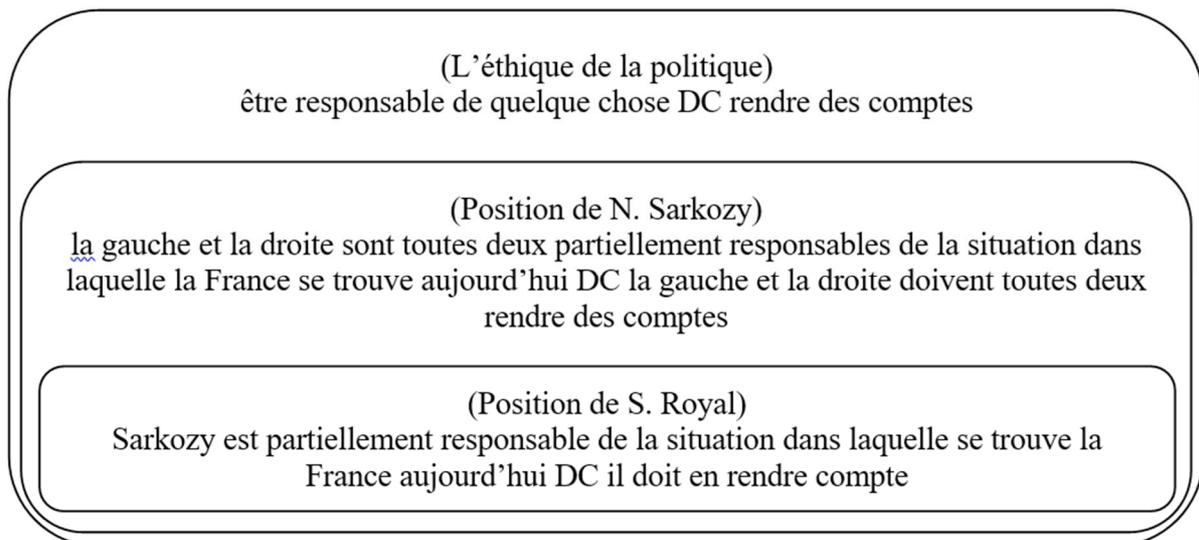


Figure 1

Selon cette lecture de l'interaction entre S. Royal et N. Sarkozy, le programme de N. Sarkozy englobe le programme (P2) de S. Royal, de sorte qu'on peut avoir l'impression que N. Sarkozy accepte le discours de S. Royal, à condition seulement de lui ajouter une dimension plus générale. On peut aussi avoir l'impression que S. Royal serait d'accord, au moins sur une partie du discours de N. Sarkozy. De plus, en analysant le programme de S. Royal comme étant une version plus « spécifique » du nouveau programme cadre de N. Sarkozy, on affirme en même temps que N. Sarkozy réinvestit le premier programme cadre de S. Royal.

Nous maintenons ce dernier point. L'hypothèse selon laquelle le discours apparaît comme partial, et le replace donc dans un discours plus général, nous semble moins soutenable. Car il semble alors que Sarkozy peut reconnaître être responsable de l'état dans lequel se trouve la France, à condition que les deux bords politiques se reconnaissent aussi responsables. Il serait responsable, au même titre que n'importe quel homme politique de droite ou de gauche.

Or il nous semble que le discours de N. Sarkozy ne montre pas seulement la position de S. Royal comme « partielle ». Nous irons plus loin, en disant que l'investissement du programme (P3) par N. Sarkozy a pour effet de rendre obsolète le programme (P2) investi par S. Royal. Le discours de N. Sarkozy n'est donc pas un ajout, c'est une autre façon, antagoniste à la première, de présenter les choses. Au niveau sémantique, le programme (P3) n'englobe pas le programme (P2), mais il l'affaiblit. Les deux programmes sont en tension, car N. Sarkozy ne peut pas à la fois investir le programme de S. Royal et le sien. De même S. Royal ne peut pas investir le programme de N. Sarkozy une fois qu'elle a investi le sien.

Le problème de la lecture que propose Lescano tient selon nous au fait que la configuration de programmes, telle qu'il la conçoit, contient des programmes indépendamment du mode d'intervention dans lequel ils apparaissent. En cela, le schéma est valide, c'est-à-dire que les programmes (P1) et (P3) sont indéniablement plus généraux que le programme (P2). Cependant, il ne rend pas compte des puissances discursives disponibles à la suite des deux interventions.

Dès lors que l'on essaye de lire le schéma en rétablissant les modes d'intervention qui sont mis en production dans la configuration, il apparaît que l'énoncé de N. Sarkozy opère sur le programme de S. Royal en mettant en production un élément qui ne s'y ajoute pas pour en donner une nouvelle interprétation, mais insère plutôt un élément alternatif, concurrent à celui qui est investi par S. Royal. Ainsi, les deux relations créées à partir du programme cadre [être responsable de X DC rendre des comptes sur X] sont concurrentes. Il est donc nécessaire de prendre en compte les modes d'intervention qui sont installés dans l'espace sémantique, ainsi que leurs relations.

De ce fait, nous pensons que toute configuration de programmes est construite par des modes d'intervention, et non pas par des programmes, sans quoi certains phénomènes sémantiques propres à l'espace sémantique ne sont pas saisissables.

La configuration construite par l'échange entre S. Royal et N. Sarkozy est donc la suivante :

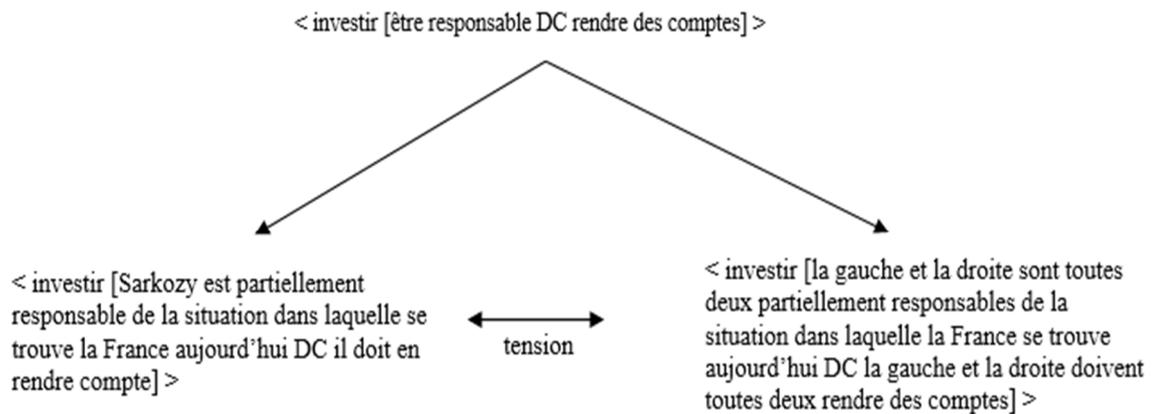


Figure 2

Ainsi, nous dirons qu'il y a une *configuration* dans l'espace sémantique, lorsque plusieurs éléments peuvent être considérés comme formant une unité à l'intérieur d'un espace sémantique. Ces configurations peuvent comprendre des tensions.

1.2. (Re)cadrages et phénomènes apparentés

On sait donc que les discours n'installent pas seulement des programmes et des modes d'intervention dans un espace sémantique, mais qu'ils installent aussi des relations entre ces éléments, qui peuvent à leur tour former de nouvelles unités. On trouve des discours qui construisent des cadrages, mettant en relation un mode d'intervention général avec d'autres, plus précis, plus spécifiques.

Cependant, il faut aussi prendre en considération des discours englobants qui, de ce fait, semblent produire des effets de (re)cadrage sans toutefois pouvoir être décrits comme tels. Le cadrage permet de montrer que des prises de parole qui participent de la construction de l'espace sémantique d'une assemblée y installent des relations entre plusieurs éléments qui peuvent par la suite fonctionner comme une unité, exploitable comme telle, permettant ainsi d'orienter l'impact des futures interventions.

Nous allons illustrer ce phénomène à travers l'analyse d'un extrait de la réunion de Nuit debout.

La première intervention est celle de Julien, qui met en rapport la lutte contre la loi Travail avec la reprise des expulsions suite à la fin de la trêve hivernale, créant un lien direct entre les deux groupes qui se partagent la place de la République depuis le 31 mars. Le DAL (droit au logement) est la première association avec laquelle s'effectue la convergence des luttes recherchée par les militants à l'origine de Nuit debout. La seconde intervention est celle de Mathias. Regardons d'abord l'intervention (ex2) de Julien.

(ex2) *Julien* : Parmi toutes les heu... déceptions, saloperies, renoncements, de ce gouvernement y a évidemment la loi de travail, c'est heu comme le dit le texte c'est la goutte d'eau qu'a fait déborder le vase de notre ras-le-bol. [...] Parce qu'on devrait arrêter d'appeler la loi Travail "loi Travail", on devrait l'appeler la "loi licenciement", et quand vous êtes licenciés, et ben évidemment que derrière votre propriétaire il vous dit pas "ah ben oui, je comprends, je vais attendre que le marché de l'emploi il redémarre". Et non, évidemment, et donc ça fait plus de licenciements et derrière ça fait plus d'expulsions.

Alors que le gouvernement défend son projet de loi en mettant en avant l'assouplissement du code du travail, et en le présentant comme donnant l'opportunité aux entrepreneurs d'embaucher plus facilement, les opposants au projet, eux, présentent le projet de loi comme favorisant les licenciements : « on devrait arrêter d'appeler la loi Travail *loi Travail*, on devrait l'appeler la *loi licenciements* ». Cette loi n'est donc ni dans l'intérêt des travailleurs, dont la pérennité du contrat est devenue plus instable, ni dans l'intérêt des locataires qui ont des difficultés financières, car ils peuvent ne plus avoir les moyens de payer leur loyer, de manière imprévisible. Lutter contre la loi Travail permet aussi de lutter contre les expulsions, car lutter contre la précarisation des travailleurs permet d'anticiper un accroissement de la précarité générale.

Cet extrait investit les deux programmes suivants :

- (M1) < Investir [La loi Travail favorise les licenciements DC lutter contre la loi] >
- (M2) < Investir [les expulsions vont s'intensifier DC s'organiser contre les expulsions] >

Ces deux modes d'intervention entrent en relation, par leur relation commune, avec un cadre, soit le mode d'intervention (M3) :

- (M3) < Investir [La loi Travail précarise le travail DC lutter contre la loi] >

Ce que dit le discours de Julien, c'est que la loi Travail n'est dans notre intérêt d'une part parce

qu'elle n'est pas dans l'intérêt des travailleurs et d'autre part parce que les loyers dépendent directement d'un salaire. Avoir un salaire stable, c'est la garantie d'avoir les moyens de payer son loyer. La loi Travail agit directement sur la précarité des travailleurs et indirectement sur les locataires ; elle agit sur la précarité de manière plus générale. Le mode d'intervention général, ici, relie les deux modes d'intervention particuliers, et forment avec eux une unité, une configuration. Cette configuration révèle ce qu'est la convergence des luttes : lutter pour une cause, c'est en même temps lutter pour une autre, parce qu'elles ont un point commun englobant. Après l'intervention de Julien, les discours qui cherchent des solutions pour lutter contre les expulsions sont reliés directement avec la lutte contre la loi Travail, c'est-à-dire la lutte contre la précarité en général. Dire *il faut lutter contre la précarité* remet en production toute la configuration C1.

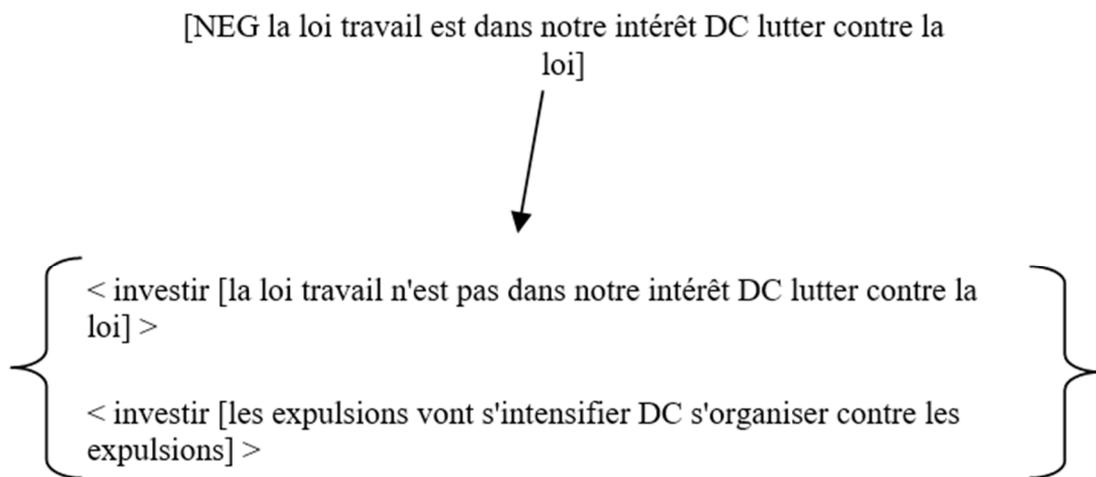


Figure 3

Certains discours se montrent comme prenant place dans un discours déjà développé pour lui donner une portée plus générale. À première vue, ils semblent donc agir au niveau sémantique sur des éléments déjà existant pour leur attribuer un nouveau degré de généralité. La notion de (re)cadrage semble assez immédiatement saisissable, et il est parfois tentant de voir ce phénomène dans tout discours généralisant.

Certains cas permettent de montrer que le (re)cadrage n'est pas systématiquement déclenché par des discours de ce type. C'est ce que montre l'extrait suivant. Le discours de Mathias se situe par rapport à la lutte contre la loi Travail, pour finalement proposer une autre réflexion, qu'il ouvre à la discussion :

(ex3) *Mathias*: Ouais donc heu je vais essayer de partir de la cause initiale

qui nous rassemble tous... enfin, qu'est censée nous rassembler tous, qui est le travail, et j'ajouterai un accent assez critique sur cette notion de travail. J'ai un slogan que j'ai développé moi-même, c'est "la loi on s'en fout, on veut pas de boulot du tout". [...] Parce qu'en fait, le travail, c'est une idéologie, on nous a un peu conditionnés à être des agents du marché économique, donc en fait on est simplement de la pâture à l'économie marchande. Il faut s'en rendre compte. [...] Donc il faut qu'on recrée un sens à la vie, qui soit hors de tout ça, en dehors de tous les chiffres du marché hors du... travail. Moi je travaille, pour moi ce que je fais là maintenant avec vous, c'est un travail. Qui n'est pas rémunéré, qui n'est pas considéré, mais qui est tout autant un travail.

Le discours de Julien mettait en évidence la précarisation du travail comme conséquence immédiate de la loi Travail. Ainsi, lutter contre la loi Travail, c'est une manière de défendre le droit à exercer un travail avec la garantie d'une certaine stabilité. C'est en ce sens que l'on peut comprendre le lien fait dans le discours de Mathias entre la lutte contre la loi Travail et le travail, de manière général. On pourrait donc avoir l'impression que Mathias installe un nouveau cadre à la configuration mise en production par Julien. Ce nouveau mode d'intervention général et englobant serait alors du type de

(M4) < investir [NEG travailler est dans notre intérêt DC NEG travailler] >

Dans ce cas, d'une part, investir l'un des modes d'intervention particulier remettrait aussi en production le mode d'intervention cadre, et d'autre part on pourrait mettre en production toute la configuration. Or ces deux critères nous semblent ne pas être respectés ici. Dire quelque chose comme *il faut lutter contre le travail et donc aussi, contre les expulsions*, n'est pas de toute évidence dans cette situation, même après la prise de parole de Mathias. C'est donc que son discours fait autre chose.

En effet, s'il installe bien le mode d'intervention (M4) < investir [NEG travailler est dans notre intérêt DC NEG travailler] >, les actions contre la loi Travail deviennent, dans ce discours, secondaires, au profit d'une réflexion sur le travail lui-même. Selon Mathias, la réflexion collective ayant lieu à l'assemblée de Nuit debout ne doit pas se passer d'une réflexion sur le rapport au travail en tant qu'idéologie, en tant qu'asservissement, dont nous ne sommes pas conscients, mais dont il faut sortir.

Pour Mathias, en effet, notre rapport à la notion de travail a été créé, et on pense défendre ce qui est dans notre intérêt lorsqu'en réalité, nous avons seulement intégré une idéologie servant l'intérêt des dirigeants. Le rapport que l'on a au travail a été imposé par un *on*, dans son intérêt

propre. Le discours de Mathias contient à la fois la naturalisation de principes régulateurs du capitalisme, notamment l'utilisation des travailleurs motivée par les besoins de l'économie marchande et la mise en place d'un discours qui sert les dirigeants de ce système capitaliste, et à la fois la dénonciation du mensonge des dirigeants, qui est investi.

L'expression *On nous a conditionnés*, dans ce contexte, installe la configuration suivante :

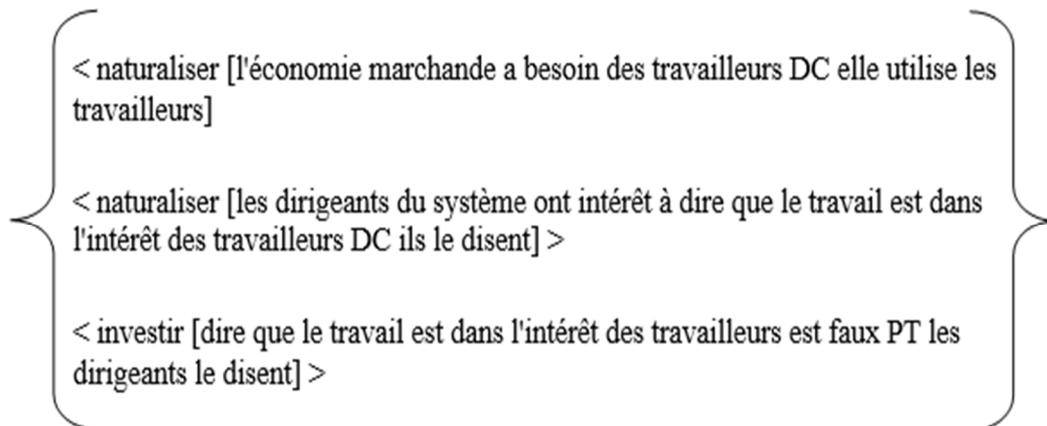


Figure 4

L'unité installée dans l'espace sémantique par *on nous a conditionnés* n'est pas mise en production par le discours de Julien, dont les programmes sont mis en production par *lutter contre la loi Travail*. Elle est constituée de trois éléments (au moins) qui se regroupent autour du mode d'intervention < investir [travailler n'est pas dans notre intérêt DC NEG accepter de travailler] >, et le rendent plus précis. Ces modes d'intervention forment une configuration. Le discours de Mathias ouvre donc de nouvelles possibilités discursives qui n'existaient pas auparavant. Le cadre de Julien < investir [la loi Travail précarise le travail DC lutter contre la loi] > et le cadre de Mathias <investir [travailler n'est pas dans notre intérêt DC NEG accepter de travailler] > englobent des unités différentes. Les deux cadres sont non seulement relativement indépendants l'un de l'autre, engendrant des relations qui leur sont propres, et une configuration particulière, mais en plus ces deux configurations sont en concurrence. En effet, Mathias présente la loi Travail comme un symptôme d'une société qui ne pense qu'en termes de rapports marchands. Ainsi, pour effectivement réfléchir à la manière de lutter contre le système qui a engendré la loi Travail, il faut repenser le rapport que l'on a au travail. Cette réflexion implique de « ne plus travailler », c'est-à-dire ne plus effectuer une tâche contre un salaire. En somme, Mathias dénonce le travail en tant que régulateur et pilier de la société.

Lutter contre la loi Travail, c'est se placer à l'intérieur d'un système qui nous conditionne à être « de la pâture à l'économie marchande ». Mettre en production la configuration de Mathias revient à affaiblir la puissance discursive relative à la lutte contre la loi Travail.

L'intervention de Mathias n'englobe donc pas celle de Julien. Elle a pour effet d'installer une nouvelle configuration, parallèle et concurrente à celle qui avait été installée.

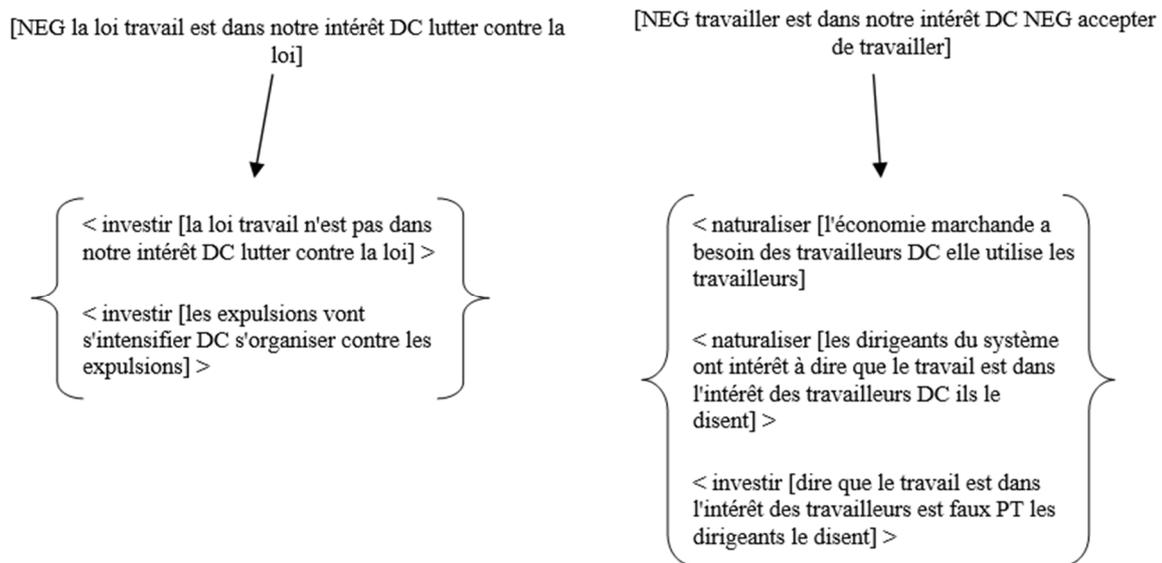


Figure 5

Certains discours, parce qu'ils se présentent comme englobants, semblent créer, au niveau sémantique, des phénomènes de recadrage, alors qu'en réalité ils sont à l'origine de configurations concurrentes. L'effet sur l'espace sémantique est inverse à celui d'un recadrage. Alors que l'installation d'un (re)cadre permet la remise en production de l'unité dans son ensemble, dans le cas de configurations concurrentes au contraire, il est non seulement impossible de remettre en production tous les modes d'intervention en tant qu'unité, mais en plus, remettre en production l'un des modes d'intervention, c'est agir au détriment d'autres modes d'intervention. Cette organisation concurrentielle se rapproche donc de la tension. Dire *il faut lutter contre le travail*, dans ce contexte, c'est agir à rebours de la lutte contre la loi Travail. Tenir ce discours heurte l'intérêt immédiat de la lutte du DAL (et de la lutte contre la loi Travail, puisqu'elles forment désormais un tout).

Selon nous, le phénomène que nous venons de décrire se caractérise par la mise en production d'un programme qui entre en concurrence avec le premier. L'opération a modifié le programme (1) en lui assignant une nouvelle place dans l'espace sémantique : il occupe à présent une place

concurrente avec le programme (2), sans toutefois déclencher une relation de tension proprement dite.

En effet, il ne nous semble difficile, dans le cadre de cette assemblée, de soutenir, en tant que locuteur, les deux programmes cadres à la fois :

Il faut lutter contre la loi Travail, parce qu'elle précarise les travailleurs,
et il faut aussi lutter contre le travail.

Une condition pour qu'un unique locuteur soutienne ces deux discours en même temps serait d'imaginer que la lutte contre la loi Travail est à envisager sur le long terme :

Il faut lutter de manière immédiate contre la loi Travail, et réfléchir à
un moyen de sortir de ce système dans lequel on nous a conditionnés.

La configuration telle qu'elle est construite par Mathias entre dans une relation que l'on peut rapprocher de la tension, mais dont on peut sortir assez aisément (dans cet espace sémantique).

Une autre hypothèse qui nous semble devoir être abordée, mais qui nécessiterait une étude particulière, repose sur la différence de productivité entre deux configurations. Dans notre cas en effet, le mode d'intervention cadre (M3) < investir [la loi Travail précarise le travail DC lutter contre la loi] > est déjà présent dans l'espace sémantique lorsque Julien le met en production, et est déjà très productif. Le second cadre (M4) < investir [NEG travailler est dans notre intérêt DC NEG travailler] >, en revanche, est installé dans cet espace sémantique par Mathias. Le discours qui l'installe nécessite d'être développé, expliqué, justifié, comme on le voit dans cet extrait ; malgré cela, il reste assez inaudible (et le restera). On voit par exemple qu'il n'est repris ni même évoqué à aucun autre moment de l'assemblée. De ce fait, c'est toute la configuration C2 qui est *désactivée*, tandis que la première continue d'être productive⁶⁷. Dans cette assemblée, en effet, la configuration mise en production par Julien est réinvestie par d'autres prises de parole qui donnent notamment des moyens de lutter contre les expulsions :

Ben : Sur la question du logement, et ben comment est-ce qu'on crée des listes et des chaînes, contre les expulsions ? [...] Et bien tous ces gens-là on doit les inscrire sur des chaînes.

On trouve aussi d'autres interventions qui agissent pour rendre secondaire la question de la loi

⁶⁷ À Paris, sur la place de la République, sera notamment créée une commission « Pour la refondation du code du travail », afin de proposer un code du travail « en faveur des actifs et non des entreprises » (Nuit debout, 2016 : 190), tandis qu'il n'y aura pas de commission « Travail », *pour sortir du monde du travail*.

Travail, sans toutefois l'ignorer :

Pollux : Non mais... la loi El Khomri moi personnellement, j'm'en fous. Bon et donc là faudrait penser à des actions qui sont faisables. Par exemple demain c'est dimanche, on pourrait très bien décider à 50 ou à 100, d'aller à Austerlitz. Ils sont en grève là actuellement.

Le mode d'intervention (M3) < investir [la loi Travail précarise le travail DC lutter contre la loi] > n'est donc pas désactivé ; il entre dans plusieurs configurations concurrentes. Les deux configurations ne sont pas équivalentes dans l'espace sémantique, l'une étant plus productive que d'autre. De ce fait, il nous semble que remettre l'une des configurations en production atteint effectivement l'autre, mais que l'effet de la remise en production de la configuration (C2) contre le travail n'affecte pas la configuration (C1) de la précarité de manière à bouleverser l'espace sémantique. On peut difficilement désactiver la configuration précarité tandis que nous avons vu que c'est ce qui arrive effectivement à l'autre. On peut donc se demander s'il faut continuer, dans des cas comme celui-là, de parler de tension, au même titre que dans l'exemple que nous avons vu dans l'assemblée de Marinaleda entre *partir et être viré*.

Les (re)cadres créent des configurations dans l'espace sémantique qui deviennent de nouvelles puissances discursives. Ils modifient les relations instaurées dans l'espace sémantique, permettent une redistribution de la valeur des programmes et modifient les conditions de possibilités des futures mises en production. D'autres mécanismes créent des configurations dans l'espace sémantique, en installant des programmes entrant en relation avec d'autres programmes. C'est le cas de la spécification.

2. LA SPÉCIFICATION

La spécification consiste à donner une version plus spécifique d'un mode d'intervention général. Le phénomène de recadrage nécessite d'être distingué du phénomène de spécification, qui peut à première vue paraître similaire. Alors que l'action de recadrage était située au niveau d'un mode d'intervention englobant, général, la spécification consiste à agir à l'intérieur d'un mode d'intervention englobant en mettant en production un mode d'intervention plus précis avec lequel il entre en relation. La spécification est donc à la fois l'action qui consiste à donner

une version plus précise d'un mode d'intervention, et la relation qui unit le mode d'intervention général à son mode d'intervention spécifique. Nous allons voir que ce type de travail peut avoir pour effet de réorienter la suite de l'échange, et d'introduire de nouvelles configurations dans l'espace sémantique.

Les différents extraits que nous allons étudier pour illustrer ce phénomène proviennent de la réunion du NPA 92 sud. Nous analyserons trois extraits, constitués par trois prises de parole de trois intervenants : la première intervention est celle de Yohann, puis vient l'intervention de Coleta, qui revient sur le discours de Yohann, et enfin celle de Midje pour terminer.

Dans ce type de réunions de comités, l'un des participants se porte volontaire pour ouvrir les discussions. Il peut le faire de façon libre, en évoquant les thèmes de son choix. Dans cette réunion, Yohann s'est désigné pour commencer. Dans cette introduction, il présente la situation politique du moment, et évoque les difficultés que rencontre le NPA à trouver sa place dans cette conjoncture. Son discours se concentre essentiellement sur la situation politique qui fait suite aux attentats du 13 novembre 2015 à Paris et sur la mise en place de l'état d'urgence instauré par le gouvernement socialiste. Les attentats ont bouleversé l'échiquier politique, poussant les militants du NPA à se questionner sur la marche à suivre en réaction aux prises de position du gouvernement, notamment sur l'interdiction de manifester. Dans cette conjoncture politique particulière, il s'agit pour le NPA de trouver une place dans la redistribution des rôles des différents partis, et de chercher une stratégie à adopter pour faire entendre un discours contre l'état d'urgence et la mise en place d'une politique que les militants jugent autoritaire. Yohann part du constat que le glissement politique qui a eu lieu au sein du Parti Socialiste n'est pas très surprenant :

- (ex4) *Yohann* : La période, là, elle est marquée par le tournant heu... j'dirais définitif du parti socialiste vers heu... le nouveau conservatisme et le libéralisme pur et dur. Pas uniquement au plan économique, mais en gros ils ont profité des attentats, [...] ils ont profité de la terreur causée par les attentats, du choc profond que ça a causé, enfin du choc qui, à mon avis, existe encore pour heu... pouvoir faire passer, en force, heu... des propositions sécuritaires qu'ils avaient certainement dans leurs cartons déjà avant. Ils devaient sûrement avoir les idées avant, en tout cas au moins une partie, partiellement, ou une vision globale mais heu... c'est comme toujours, il faut toujours un prétexte idéal pour faire passer ce genre de choses.

Selon Yohann, le Parti Socialiste a opéré un tournant dans sa politique à la suite des attentats de novembre. Si le « conservatisme » et le « libéralisme pur et dur » qui caractérisent cette nouvelle politique étaient déjà présents en germe avant les attentats, ces événements ont en

réalité été le révélateur des projets du parti. L'état d'urgence est donc l'occasion pour le parti de pouvoir faire passer toutes les réformes qu'il n'aurait pas pu faire passer dans une situation normale, sans courir le risque d'une opposition massive de la population. Pour Yohann, le « choc des attentats » est le prétexte pour que le PS fasse passer une série de propositions qui joue en sa faveur, en donnant plus de pouvoir au gouvernement. Le PS a donc les mains libres pour agir à sa guise. Ce discours introducteur de Yohann montre tout l'intérêt que le parti a à saisir l'occasion pour faire passer ses réformes. Il installe un mode d'intervention comme :

(M5) < investir [le PS a intérêt à faire passer des propositions sécuritaires DC il le fait] >.

Peu après la prise de parole de Yohann, Coleta revient sur l'analyse qui a été proposée. L'extrait que nous retranscrivons ici constitue le début de sa prise de parole. Il ouvre son discours en se situant par rapport à l'énoncé de Yohann, et indique qu'il va réagir à ce propos :

(ex5) *Coleta* : C'était pour revenir heu... sur le fait que la gauche aurait sauté sur l'occasion pour heu... durcir le pouvoir. Je suis pas très en accord avec ça. Moi, je pense plutôt que... ouais que Hollande a sauté oui là-dessus, mais c'est pas le PS qui a sauté dessus. C'est Hollande qui a sauté dessus pour sa réélection, pour faire voir qu'il était le sauveur du peuple, le garant des institutions, le garant de la protection du peuple.

Coleta offre dans ce passage sa propre interprétation de l'utilisation de l'état d'urgence suite aux attentats. Ce qu'il faut prendre en compte dans cette situation, selon Coleta, ce ne sont pas les agissements du PS, mais plutôt les agissements de François Hollande. Le fait que le PS ait agi dans son propre intérêt est ici rejeté. Alors que Yohann avait investi [le PS a un intérêt à durcir le pouvoir DC elle le fait], Coleta le combat. Mais il fait aussi autre chose. Selon Coleta, c'est Hollande qu'il faut mettre au centre de l'analyse de la situation, et l'approche d'une campagne présidentielle. Il installe un nouveau mode d'intervention :

(M6) < investir [Hollande a un intérêt à agir pour sa réélection DC il le fait] >.

Selon Yohann la situation actuelle révèle une stratégie mise en œuvre par le parti politique tandis que pour Coleta, elle révèle l'ambition personnelle d'un homme qui met en place une stratégie en vue d'un bénéfice à moyen terme. Les propositions sécuritaires ne sont donc pas l'objectif visé par Hollande, sinon la condition de sa réélection. Le discours de Coleta combat le programme de Yohann et, en même temps, crée deux relations : l'une d'Opposition, puisqu'il combat l'élément installé par le discours de Yohann ; l'autre, qui n'est pas directement visible,

est le fruit du point commun entre les deux discours. Car Coleta, tout comme Yohann, montre qu'il y a un intérêt à mettre en place des mesures sécuritaires. Les deux programmes installés entretiennent désormais une relation commune avec un élément plus général, le mode d'intervention cadre (M7) :

(M7) < investir [avoir un intérêt à faire X DC faire X] > ,

Les deux modes d'intervention (M5) et (M6) apparaissent alors comme deux versions possibles d'un même mode d'intervention qui les englobe. Le mode d'intervention (M7) entretient donc une relation avec (M5), d'une part, et avec (M6), d'autre part. L'élément < investir [le PS a intérêt à faire passer des propositions sécuritaires DC il le fait] > spécifie le cadre < investir [avoir un intérêt à faire X DC faire X] > ; il en offre une version plus précise. L'élément < investir [Hollande a un intérêt à agir pour sa réélection DC il le fait] > entre lui aussi en relation avec le cadre et le respécifie ; il en offre une nouvelle version plus précise. L'installation de (M6) par Coleta a, de ce fait, révélé une relation qui existait entre un mode d'intervention général et le mode d'intervention de Yohann, mais qui n'était pas visible. La respécification a révélé l'existence d'un mode d'intervention général. Les deux programmes spécifiqueurs de Yohann et de Coleta entretiennent la même relation avec le programme général. Il y a donc désormais deux relations de même nature en concurrence, mais il y a aussi une nouvelle unité sémantique présente dans l'espace sémantique. Cette unité contient :

- l'Opposition autour du programme [le PS a intérêt à faire passer des propositions sécuritaires DC il le fait] investi par Yohann et combattu par Coleta
- le programme cadre spécifié par les deux modes d'intervention (M6) et (M7).

Cette unité sémantique, c'est une *configuration*.

Ainsi, comme dans les exemples de recadrage que nous avons étudiés dans notre partie précédente, on voit ici que l'opération de spécification n'agit pas seulement sur un programme en particulier, mais construit aussi un nouveau jeu de relations, et une nouvelle unité complexe.

Cependant, le développement du discours de Coleta, que nous reproduisons ici,

Coleta : C'est Hollande qui a sauté dessus pour sa réélection, pour faire voir qu'il était le sauveur du peuple, le garant des institutions, le garant de la protection du peuple.

peut recevoir deux interprétations.

La première interprétation consiste à voir la juxtaposition « pour sa réélection, pour faire voir qu'il était le sauveur du peuple, heu... le garant des institutions, le garant de la protection du peuple » comme installant une série de modes d'intervention spécificateurs du cadre, c'est-à-dire comme une succession de quatre modes d'intervention posés sur le même plan que [Hollande a un intérêt à agir pour sa réélection DC il le fait]. Ainsi, les énoncés

- (E4) Hollande a sauté sur l'occasion pour faire voir qu'il était le sauveur du peuple ;
- (E5) Hollande a sauté sur l'occasion pour faire voir qu'il était le garant des institutions ;
- (E6) Hollande a sauté sur l'occasion pour faire voir qu'il était le garant de la protection du peuple

mettraient respectivement en production les modes d'intervention suivants :

- (M8) [Hollande a intérêt à se montrer comme le sauveur du peuple DC il le fait]
- (M9) [Hollande a intérêt à se montrer comme le garant des institution DC il le fait]
- (M10) [Hollande a intérêt à se montrer comme le garant de la protection du peuple DC il le fait]

Dans ce cas, le cadre ne serait pas remis directement en production par les modes d'intervention (M5) et (M6) mais par les modes d'intervention (M5, M6, M8 et M9 et M10), et le programme général n'entreprendrait pas deux relations de spécification de même nature, mais cinq.

Dans ce cas, Hollande aurait intérêt à se présenter comme le garant des institutions et aurait intérêt à multiplier les moyens de montrer une gestion parfaite de la situation.

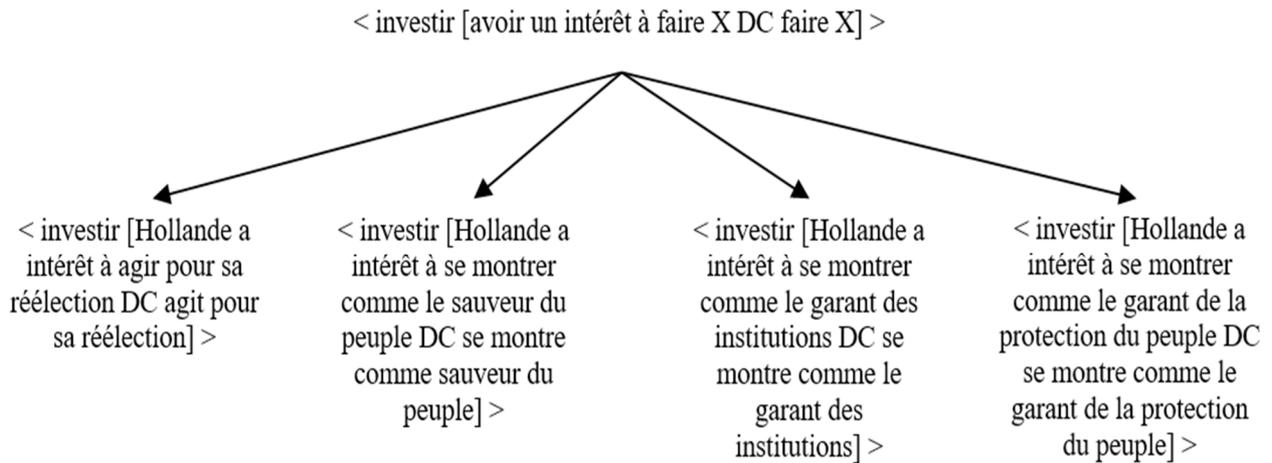


Figure 6. Interprétation n°1

La seconde interprétation présente le développement par les juxtapositions successives en détaillant en quoi consistent les stratégies de Hollande, c'est-à-dire quelles sont les conditions pour qu'il soit réélu. Ce fragment explicatif aurait donc une autre portée au niveau sémantique : dans ce cas, le discours de Coleta effectuerait une seconde spécification, dont le programme (M6) serait plus général, et les programmes (M8), (M9), (M10) des spécificateurs de (M6).

L'intervention de Coleta consisterait alors à installer une série de couches successives de re-spécifications. Pour plus de clarté, nous proposons une représentation de cette seconde interprétation :

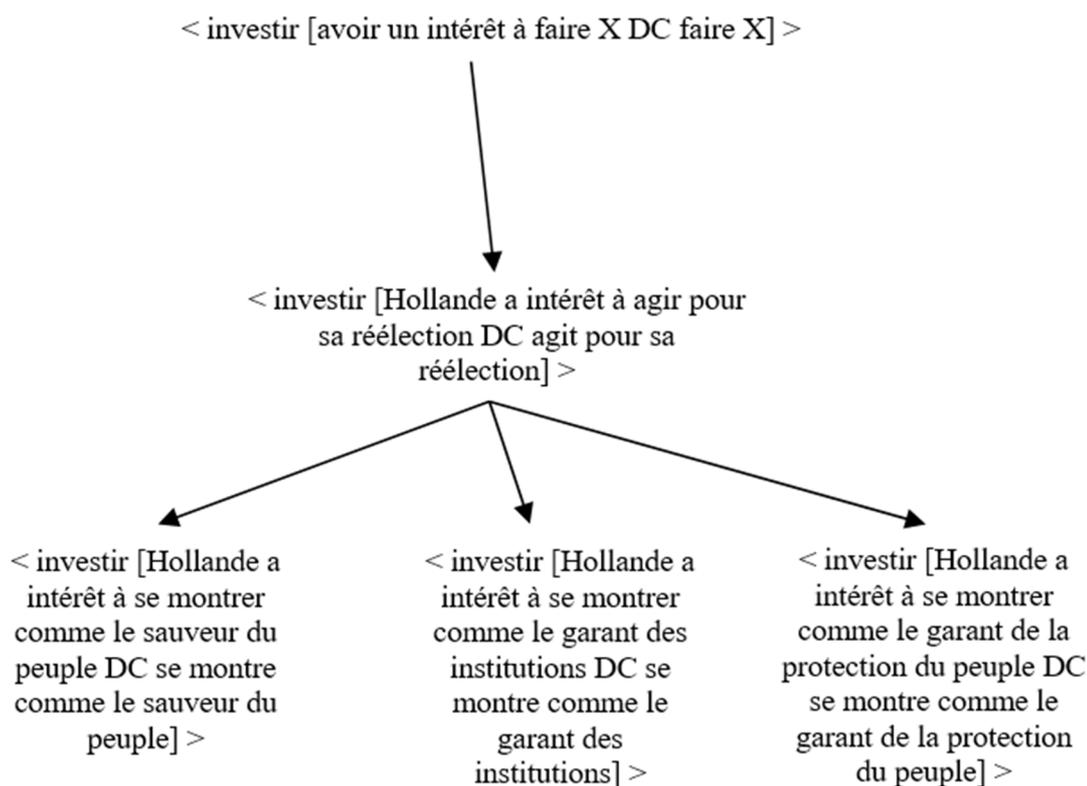


Figure 7. Interprétation n° 2

Nous allons voir que la prise de parole suivante fait le choix cette seconde interprétation. Ce phénomène révèle l'importance de regarder non pas des opérations ponctuelles effectuées sur un programme, mais de considérer les modes d'intervention comme des éléments entrant dans des relations, et qui forment des configurations complexes. L'espace sémantique contient la configuration ainsi construite ; les éléments qui la compose sont autant de points d'interventions possibles.

Alors que l'intervention de Coleta a mis en concurrence le programme (M6) avec le mode d'intervention (M5) installé par Yohann, nous allons analyser une dernière intervention, dans laquelle Midje réagit lui aussi sur la politique qui est menée depuis les attentats :

- (ex6) *Midje* : Les gens sont... ils comprennent que c'est un coup politique d'Hollande, comme ça a été dit aussi, pour essayer de désespérer... ben du cynisme dernière stratégie ultra cynique de dire "on va pousser à droite toute pour faire en sorte que le FN bouffent les Républicains et que nous, par miracle on soit au second tour heu de la présidentielle pour se poser en ultime recours contre le FN et donc passer *in extremis* contre le FN, comme bouclier". Voilà je crois que c'est ça leur ultime stratégie. C'qui finira en fiasco total, parce que je pense que le PS se f'ra laminer dès le premier tour quoi qu'il arrive.

Entre l'intervention de Coleta et celle de Midje, il y a eu une seule prise de parole. Pour Midje, la stratégie de Hollande est parfaitement claire ; elle consiste à laisser monter les scores du FN, parce qu'il constitue un adversaire qu'il est sûr de battre au second tour des élections présidentielles. Dans cet extrait, le discours de Midje intègre non pas les réflexions de Yohann sur le PS, mais la modification apportée par Coleta, sans toutefois présenter son propre discours comme une prise de position vis-à-vis de l'un ou l'autre discours. La version modifiée par Coleta est intégrée directement comme élément fondamental des développements qui suivent. Au niveau sémantique, le premier mode d'intervention proposé par Yohann n'est pas remis en production, tandis que le programme installé par (M6) dans le discours de Coleta se retrouve naturalisé.

(M11) < naturaliser [Hollande a un intérêt à agir pour sa réélection DC il le fait] >

Le programme contenu dans le mode d'intervention (M6) installé par Coleta, qui était encore à défendre, est désormais naturalisé, c'est-à-dire qu'il est présenté comme évident, comme hors discussion. C'est par cette opération qu'on constate que le mode d'intervention spécifique (M5) de Yohann < investir [le PS a un intérêt à faire passer des propositions sécuritaires DC il le fait] > a été désactivé au profit du mode d'intervention de Coleta, dont la productivité s'est accrue.

De plus, le discours de Midje installe à son tour un nouveau mode d'intervention, qui vient s'ajouter à la série des spécifiques de Coleta.

(M12) < investir [avoir intérêt à laisser passer le FN au 1er tour DC le faire] >.

On constate deux choses, suite à l'installation de (M12). Premièrement, qu'entre les deux interprétations possibles de l'intervention de Coleta, Midje a choisi la seconde. En effet, son discours montre la façon dont il imagine que Hollande espère accéder à sa réélection ; il donne donc effectivement une version spécifique de (M7) < investir [avoir un intérêt à faire X DC faire X] >, mais son discours a aussi et surtout pour particularité de préciser la partie du discours de Coleta sur les moyens de Hollande pour se faire réélire. Laisser passer le FN, c'est une manière d'agir pour sa réélection ; le discours de Midje spécifie donc (M6) et remet (M7) en production indirectement. De ce fait, son discours se place comme un équivalent du

développement de Coleta, et place (M6) comme étant le cadre des éléments (M8), (M9), (M10). On constate, deuxièmement, que le mode d'intervention cadre < investir [avoir un intérêt à faire X DC faire X] >, est très productif, de même que le mode d'intervention respécificateur (M6). Tous les autres éléments qui ont été installés par la suite et qui spécifient à leur tour ce programme (M6), forment une seule unité. Cependant, si le programme spécificateur de Yohann a perdu de sa productivité, son mode d'intervention cadre < investir [avoir intérêt à faire X DC le faire] > en revanche est indirectement remis en production à chaque nouvelle opération qui installe de nouveaux spécificateurs juxtaposés.

La nouvelle configuration contient donc, à ce moment de la construction de l'espace sémantique, une suite de (re)spécifications dont la première version, contenant le premier spécificateur < investir [intérêt du PS DC propositions sécuritaires du PS] > a été *désactivé* au profit de la seconde version, contenant le respécificateur < investir [intérêt personnel de Hollande DC coup politique de Hollande] > qui a été renforcé par sa productivité, est toujours actif, et est désormais naturalisé. Cette nouvelle configuration est construite par des relations de deux types, l'une présentant des programmes en relation avec un programme plus général dont ils dépendent, et une série de programmes juxtaposés, dont la liste pourrait encore être allongée par de nouvelles interventions.

Il y a donc désormais une unité « coup politique de hollande », co-construite par les trois interventions.

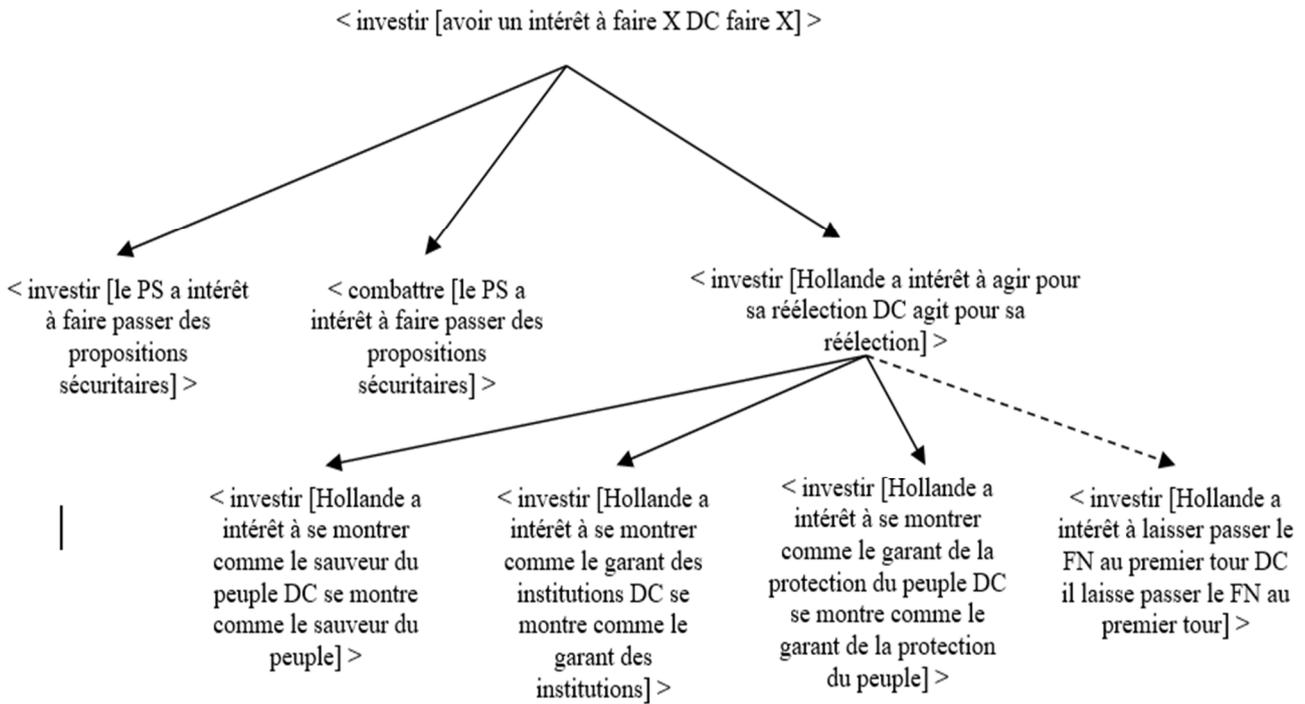


Figure 8. Configuration finale.

Cela signifie que si un intervenant veut privilégier l'analyse de Yohann à celle de Coleta et Midje, et ainsi réactiver le premier spécificateur, il devra remonter les étapes qui ont permis d'arriver au second mode d'intervention spécificateur. Il devra exclure ce second mode d'intervention et promouvoir de nouveau le premier. En somme, il n'est pas impossible de réactiver un élément désactivé, mais cette opération nécessite des étapes intermédiaires pour démonter les obstacles construits par les interventions antérieures en disant, par exemple : *je ne suis pas très d'accord avec ce qu'ont dit Midje et Coleta, je pense plutôt que le PS...*

En revanche, en cas d'absence de désaccord, il suffit de parler de « coup politique de Hollande » pour évoquer dans le discours tous ceux qui ont construit ce syntagme, et remettre en production dans l'espace sémantique l'ensemble de la configuration. Une configuration, c'est donc une unité qui peut être mise en production en tant que telle.

Dans cette réunion, les interactants respectent un tour et un temps de parole, contrainte qui conditionne considérablement l'échange, en ce que les réactions des uns et des autres ne sont pas entièrement spontanées. De ce fait, la manière dont les programmes sont installés et transformés est dépendante de ce mode d'interaction. Le locuteur, pour plus de clarté, situe en effet généralement sa prise de parole en la divisant de manière plus ou moins précise, et en

signalant pour chaque partie à quelle intervention précédente il la rattache, donnant ainsi un effet « liste » aux réactions. On pourrait faire l'hypothèse que cette organisation des prises de parole favorise les reformulations dans le discours, et favorise le phénomène de (re)spécifications en séries.

La spécification assigne une nouvelle valeur aux programmes qui sont pris, du fait de la mise en production d'un programme plus spécifique, dans une configuration complexe. Elle permet la juxtaposition de plusieurs programmes qui occupent une place équivalente dans l'espace sémantique, et permet d'y ajouter d'autres programmes qui viennent compléter la configuration. Les différents niveaux des superpositions montrent les points d'intervention que l'agencement admet. La spécification opère sur le cadre (ici, en le renforçant), et sur l'espace sémantique, en y ajoutant de nouvelles contraintes, car nous avons vu, par exemple, que pour réinvestir un élément désactivé, certaines opérations préalables sont nécessaires. De même, toute opération portée sur une partie de la configuration a des conséquences sur la configuration dans son ensemble.

Par ailleurs, le phénomène de spécification juxtaposée place les modes d'intervention spécificateurs juxtaposés sur le même plan. Ils ont la même valeur, à ce moment de la construction de la configuration. Seules les opérations futures détermineront leur valeur différentielle (c'est-à-dire qu'elles retrancheront ou ajouteront des actions possibles), mais aucun d'entre eux n'est *a priori* plus productif. Ce phénomène présente donc à la fois une relation hiérarchique entre modes d'intervention, et une relation mettant plusieurs modes d'intervention sur le même plan dans l'espace sémantique.

3. (RE)SÉMANTISATION

On trouve, dans nos assemblées citoyennes politiques, un autre type de configuration qui a pour effet de modifier l'espace sémantique de manière à rendre improductives certaines puissances discursives tout en les incluant dans la configuration. Ce dernier phénomène que nous voulons présenter ici présente certaines similarités avec d'autres ; nous les regroupons sous le nom de *resémantisation*. Il existerait au moins deux types de resémantisation, que nous allons détailler. Le premier type est provoqué par la confrontation des différents sens que l'on attribue à un mot, le deuxième consiste à décrédibiliser le discours de l'interlocuteur en

déformant ses propos ; cette dernière resémantisation a pour effet d'englober les programmes installés précédemment dans une seule configuration, de sorte que les deux discours restent attachés l'un à l'autre, à la défaveur du premier.

Pour examiner le premier type de resémantisation, on peut reprendre l'énoncé de Mathias à Nuit debout, que nous avons déjà étudié pour son cas d'installation de configurations concurrentes. Rappelons l'extrait :

(ex3) *Mathias*: Ouais donc heu je vais essayer de partir de la cause initiale qui nous rassemble tous... enfin, qu'est censée nous rassembler tous, qui est le travail, et j'ajouterai un accent assez critique sur cette notion de travail. J'ai un slogan que j'ai développé moi-même, c'est "la loi on s'en fout, on veut pas de boulot du tout". [...] Parce qu'en fait, le travail, c'est une idéologie, on nous a un peu conditionnés à être des agents du marché économique, donc en fait on est simplement de la pâture à l'économie marchande. Il faut s'en rendre compte. [...] Donc il faut qu'on recrée un sens à la vie, qui soit hors de tout ça, en dehors de tous les chiffres du marché hors du... travail. Moi je travaille, pour moi ce que je fais là maintenant avec vous, c'est un travail. Qui n'est pas rémunéré, qui n'est pas considéré, mais qui est tout autant un travail.

Dans cet extrait, deux énoncés de Mathias devraient nous sembler contradictoires : il dit d'une part « il faut qu'on recrée un sens à la vie, qui soit hors de tout ça, en dehors de tous les chiffres du marché hors du... travail » et peu après « Moi, je travaille ». Pourtant, dans ce contexte, ces deux énoncés n'apparaissent en rien comme contradictoires, car les deux occurrences du mot Travail sont utilisées avec deux sens différents. Ce premier type de resémantisation présente certaines similarités avec ce que Montero (2019) appelle « réfutation par sélection de l'un des sens », dans lequel un discours a pour effet de changer le bloc sémantique mobilisé dans le discours précédent, en lui en assignant un autre. Dans la description proposée par Montero, la sémantisation effectuée par un discours préalable est donc mentionnée pour être rejetée, et « remplacée » par un nouveau sens attribué au mot. Ce mécanisme de « remplacement » est paraphrasable par *A ne signifie pas X, mais Y*. Un second cas de réfutation proposé par Montero, appelé « réfutation par conversion argumentative » a lieu lorsqu'un discours attaque l'aspect exprimé par l'énoncé d'un contre-destinataire. L'énoncé réfutatif exprime l'aspect converse à celui qui est ciblé, et peut être paraphrasé par « non, c'est faux ».

Notre exemple présente des points communs avec ces deux types de réfutations, dans la mesure où un sens généralement attaché au terme *travail* est discuté pour être modifié. Toutefois, on ne peut pas rapprocher pleinement ce qui a lieu dans notre extrait des cas présentés par Montero. Nous allons donc revenir en détail sur cet exemple, pour présenter la *sémantisation*,

et la *resémantisation*.

Qu'est-ce que la *sémantisation* ? Une fois qu'un énoncé a effectué une intervention sur l'espace sémantique de l'assemblée, les termes de cet énoncé restent associés à des éléments de l'espace sémantique de cette assemblée, de sorte que réutiliser ces termes, c'est remettre ces liens en production. Ces liens perdurent de manière variable, en fonction des interventions qui les modifieront. Lorsqu'on peut identifier ce type de lien entre un terme et des éléments de l'espace sémantique, alors on dit que ce terme est *sémantisé* par ce lien. La *sémantisation* est le résultat d'une suite d'interventions précises sur l'espace sémantique de cette interaction. Par exemple, dans l'extrait que nous venons de rappeler ici, le terme *travail* est *sémantisé* au moins par les programmes (P4) et (P5) que l'énoncé dans lequel le terme apparaît installe dans l'espace sémantique :

- (P4) [travail DC rémunération]
- (P5) [travail DC considération]

Un terme peut être également « *sémantisé* » par le lien qu'il entretient avec une configuration de l'espace sémantique. Les termes utilisés dans les énoncés qui participent d'une assemblée sont « *sémantisés* » non pas uniquement par leur signification structurelle, qui leur est associée en langue indépendamment de leur mise en production effective, mais à partir de processus discursifs ponctuels - bien que ces interventions, peuvent, bien entendu, mobiliser des associations présentes en langue.

La « *resémantisation* » est l'altération de la *sémantisation* d'un élément de l'espace sémantique. Si on ne considère que les associations entre des termes et des programmes, la *resémantisation* peut s'accomplir de différentes manières.

Dans le premier énoncé est mobilisé le sens qui est utilisé, par exemple, lorsque Mathias parle de la loi Travail. Le travail est évoqué en tant que moyen de rémunération et en tant que moyen d'être visible dans la société, en tant qu'il est un moyen de contribuer au fonctionnement de la société. Cet énoncé investit le programme suivant :

- (P6) [travailler DC être de la pâture à l'économie marchande]

Ce premier sens apparaît par contraste avec la seconde occurrence du mot *travail*, dans « pour moi, c'est que j'en fais là avec vous, c'est un travail ». Dans cette occurrence de *travail*, Mathias installe alors de nouveaux programmes qui *resémantisent* le terme :

- (P7) [travailler PT NEG rémunération]
 (P8) [travailler PT NEG considération]

Selon Mathias, après les opérations successives ayant mené à redéfinir le mot *travail*, on peut donc comprendre, soit que la prise de parole en commun est en soi un travail, soit de manière plus large encore, que le fait de repenser collectivement le rapport à la société est un travail : « pour moi, ce que je fais là, maintenant, avec vous, c'est un travail ». Ainsi, selon Mathias, pour que la notion de travail soit acceptable, il faut auparavant retravailler sa signification.

Le mot *travail* est resémantisé par les opérations effectuées par Mathias. Désormais, il est associé à la configuration suivante :

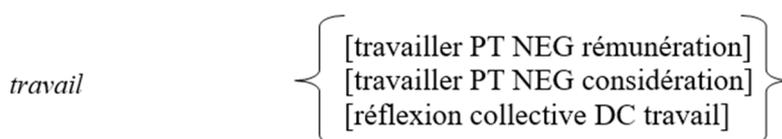


Figure 9. Configuration C3

La sémantisation du mot *travail* dans cet espace sémantique est ainsi modifiée, multipliant les possibilités d'interventions. *Travail* n'est plus seulement associé aux programmes (P4) et (P5), mais aussi aux programmes de la configuration (C3). Ce premier type de *resémantisation* agit donc à l'intérieur d'une configuration associée à un même terme :

Une matérialité langagière ML a été préalablement sémantisée dans l'espace de l'interaction par son association à un programme P1. Une resémantisation de ML est possible si une intervention ultérieure lui associe un (ou des) programme(s) P2.

Après l'intervention de Mathias, le mot *travail* peut être employé dans le sens courant mobilisé par (P4) et (P5) ou dans le nouveau sens, (C3), issu de sa resémantisation.

À la différence de la description proposée par Montero, la resémantisation que nous décrivons n'a jamais pour effet d'annuler le bloc dont relève le schéma argumentatif que sémantise le terme initial. Cette remarque peut être étendue à toute action effectuée sur l'espace sémantique. Il n'est jamais possible d'annuler un travail préalable ou de remplacer une puissance discursive par une autre. Toute puissance discursive installée dans l'espace sémantique reste disponible et peut être remise en production, même si elle a été combattue - ou désactivée. C'est ce que nous

pouvons voir, à travers notre exemple : l'action de Mathias consiste à installer une configuration concurrente, et non à annuler la configuration précédemment construite par le discours de Julien. Si Mathias l'avait annulée, alors il aurait été nécessaire de réinstaller cette configuration. Or aucun discours ne travaille à sa réinstallation ; néanmoins, certains discours la remettent directement en production. De plus, le discours de Mathias ne consiste pas ici à dire que *travail* « ne signifie pas X mais Y », mais plutôt à agir pour l'installation d'un autre sens qui permet d'ouvrir la possibilité d'avoir de nouveaux échanges. Il ne rejette pas le sens précédemment attribué à *travail*, mais installe de nouvelles possibilités associatives de ce mot à d'autres pratiques.

Et encore, alors que dans la description proposée par Montero, les unités sémantiques appartiennent à des blocs sémantiques différents, dans notre cas certaines appartiennent à un même bloc. En effet, les programmes mis en opposition :

- (P4) [travail DC rémunération]
- (P7) [travailler PT NEG rémunération],

d'une part et les programmes

- (P5) [travail DC considération]
- (P8) [travailler PT NEG considération]

sont les converses d'un même bloc. Il se rapprocherait alors du phénomène de *réfutation par conversion*, qui oppose deux unités converses d'un même bloc. Mais ce serait mettre de côté le troisième programme installé par le discours de Mathias dans la configuration nouvelle :

[réflexion collective DC travail].

Le discours d'opposition devrait alors, selon Montero, pouvoir être paraphrasé par « non, c'est faux », ce qui n'est pas le cas du discours de Mathias, car il ne remet pas en question le sens du mot *travail*, mais appelle à changer le rapport que l'on a au travail ; cet appel passe par une redéfinition commune du mot *travail*. Le point commun avec les phénomènes décrits repose donc uniquement sur une transformation effectuée sur le discours d'un locuteur par l'utilisation différente d'un même terme par l'interlocuteur.

Nous venons de voir qu'il existe un cas de resémantisation où un même terme est sémantisé par des programmes différents. On peut trouver au moins un autre type de resémantisation dans

nos assemblées. Dans l'extrait suivant, tiré de l'assemblée électorale du NPA, contrairement au cas précédent de resémantisation qui concentrait ses opérations sur un unique terme, deux termes différents sont la cible de l'opération de resémantisation. Plus particulièrement, dans ce cas de resémantisation, des programmes opposés resémantisent les termes employés par l'interlocuteur et sont pris dans une relation antagonique à l'intérieur d'une unique configuration.

Rappelons que l'enjeu de la réunion électorale du NPA est de décider de la présence du NPA aux élections présidentielles, et du message que le candidat porterait. Chaque discours de présentation des trois plateformes de la réunion électorale du NPA se construit en opposition aux deux autres, et offre des propositions différentes. Les éléments qui permettent de voir l'opposition sémantique contenue dans les discours des plateformes A et C passent par une succession de resémantisations qui semblent « décrédibiliser » le discours de l'adversaire. C'est ce que nous allons étudier à présent.

Avant la présentation des plateformes, les participants se sont mis d'accord sur l'ordre des présentations. Il a été décidé qu'elles seraient dans un premier temps exposées dans l'ordre, et qu'après le débat qui inclut les interventions des autres militants, les portes-paroles interviendraient une dernière fois dans le sens inverse. Ainsi, les extraits que nous présentons ne se suivent pas immédiatement, car elles sont séparées par la présentation de la plateforme B - dont il ne sera pas question dans cette analyse.

Dans le discours de présentation de la plateforme A, JB a d'abord souligné les différences fondamentales entre le NPA et d'autres partis avec lesquels ils peuvent avoir des points de rencontre, comme certaines revendications, et la présence à certaines manifestations. Par exemple, la plateforme A rappelle que le NPA se désolidarise complètement du parti de Mélenchon : alors que ce dernier propose de changer les institutions de l'intérieur, le NPA donne la seule légitimité du changement aux luttes « de la rue ». Le parti se désolidarise d'autre part de Lutte Ouvrière (LO), dont le discours se concentre uniquement sur les luttes ouvrières, sans s'investir dans des luttes plus « quotidiennes », comme par exemple la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Ce type de luttes est au contraire essentiel pour le NPA, en ce qu'il permet aux militants d'être audibles pour des électeurs d'horizons différents. Ces éléments permettent à JB d'affirmer « On a pas aujourd'hui la perspective de faire une candidature unitaire ».

(ex7) *JB* : On a pas aujourd'hui la perspective de faire une candidature unitaire [...] Ils [LO] font pas le rapport entre, un peu le quotidien et pis une grande perspective. Nous, on a ce discours-là à porter. C'est notre originalité, c'est notre particularité et donc on a à porter ça. [...] Nous on veut une candidature, qui aura pas la prétention d'être LA candidature du mouvement social puisqu'on est une composante du mouvement social, du mouvement ouvrier, donc on aura pas une grande prétention mais on aura en tout cas la prétention de raconter, de porter, un discours que personne d'autre que nous ne portera. [...] Y a des camarades qui heu... - les camarades de la C -, alors, il le présent'ra hein, mais, heu... ben qui disent "oui, faut y aller, parc'qu'on a pas d'autres partenaires", mais heu... y aller un peu en s'excusant ? Y aller un peu en s'excusant d'être là. En disant "ah oui, mais si on pouvait il faudrait qu'y ait autre chose, qu'y ait une candidature du mouvement social, qu'y ait une candidature... bon, qu'qu' chose d'assez flou et qu'qu' chose qui dirait « ben ouais, le NPA il s'rait pas tout à fait légitime à y aller, le NPA y devrait s'excuser d'être là", bon. C'est pas ça qui rassemble l'organisation, de dire "on y va, on y va", sans assumer toute not' politique, non. On y va parce que aujourd'hui on a pas de partenaires avec qui y aller qui sont, comme nous, des révolutionnaires présents dans toutes les luttes. [...]

C'est pas ça qui faut qu'on porte dans la présidentielle, au contraire, c'est la nécessité de faire la révolution. C'est la nécessité de construire un parti pour heu... pour la révolution. Ce s'ra pas le NPA tout seul, le parti heu... pour la révolution, mais en tout c'est aujourd'hui nous qui nous en donnons la perspective. [...] Y a effectivement deux perspectives, aujourd'hui, qui sont proposées. C'est celle d'une candidature qui s'assume ou d'une candidature qui porte une perspective qu'est pas exactement celle du NPA, qu'est une perspective plus floue

Pour JB, ce qui justifie la présence du NPA à la présidentielle, c'est la particularité de son discours. Alors que la question de la légitimité de la présence d'un parti révolutionnaire peut se poser, JB propose de voir la campagne comme un moyen de faire entendre une voix différente et de s'adresser à des électeurs potentiels qui ne se reconnaîtraient pas dans le discours des autres partis. Selon lui, le parti est le seul à pouvoir faire le lien entre différentes luttes, dont certaines sont ponctuelles et reçoivent peu de traitement médiatique, et une perspective révolutionnaire. Non seulement cette particularité légitime leur présence dans une campagne présidentielle (bien que l'objectif du parti ne soit pas de remporter les élections), mais en plus ils se doivent de tenir ce discours, de le faire entendre en participant à des débats dans les grands médias, opportunité qui ne leur est pas offerte en dehors des périodes présidentielles. Présenter ce discours-là n'est pas un moyen choisi parmi d'autres pour participer aux élections, c'est une nécessité. Si la présence du parti se justifie par la particularité de son discours, alors il faut revendiquer cette particularité ; il faut donc montrer l'articulation entre l'implication dans des luttes diverses, et l'objectif révolutionnaire. Taire cet objectif, alors qu'il fait la particularité

du NPA, c'est tronquer le discours du parti. L'articulation est explicite dans cet énoncé : « On y va parce que aujourd'hui on n'a pas de partenaires avec qui y aller qui sont comme nous des révolutionnaires présents dans toutes les luttes ». Se présenter aux élections doit donc se faire en tenant le discours propre au parti, un discours révolutionnaire. Le discours qui correspond à la posture de la tendance A, présenté par JB, défend la nécessité que le NPA porte un discours clair, explicite, un discours qui « assume » sa ligne politique, c'est-à-dire celle de militants « révolutionnaires », « présents dans toutes les luttes ». Ce faisant, JB ouvre la possibilité de revendiquer « une candidature qui s'assume », installant de ce fait le mode d'intervention (M13) :

(M13) < investir [le NPA a une certaine ligne politique DC le NPA doit assumer sa ligne politique] >

Ainsi, JB a installé dans cet espace sémantique la possibilité de produire des discours du type de (M13) qui n'existaient pas auparavant dans cette interaction. De ce fait, il ouvre la possibilité d'agir de manière analogue, par exemple en disant quelque chose comme « il faut y aller en montrant ce qu'on est ».

L'expression « une candidature qui s'assume », qui vient résumer le discours de présentation de la plateforme A : « Y a effectivement deux perspectives aujourd'hui qui sont proposées, c'est celle d'une candidature qui s'assume ou d'une candidature qui porte une perspective qui est pas exactement celle du NPA », montre que le NPA est capable de tenir, dans les circonstances des présidentielles, des discours qui sont difficilement audibles ; il installe ces deux éléments :

assumer sa politique :

(M14) < Investir [Dire X est difficile PT le dire] >

(M15) < Investir [on est X DC assumer d'être X] >

Tenir des discours comme il est difficile de présenter des propositions révolutionnaires et pourtant il faut le faire, remettrait en production uniquement (M14), tandis qu'un discours comme le NPA, c'est un parti qui s'assume, permet de remettre en production ces trois éléments (M13), (M14) et (M15) en même temps ; nous voyons là des indices qui amènent à penser que ces trois éléments forment une seule configuration.

Émile, qui est chargé de présenter la plateforme C, insiste sur les différences fondamentales qui séparent les trois plateformes. Dans cet extrait, il oppose en particulier la conception du parti construit par la plateforme A à la sienne.

- (ex8) *Émile* : La A, c'est d'affirmer son identité, la A, c'est... on se rend plus compte, c'était possible ça quand moi j'étais jeune, quand avec Alain on était jeune, quand le mouvement ouvrier était dominé par le stalinisme oui, il fallait affirmer son identité, oui, il fallait être plus rouge que rouge parce que on avait pas d'autres solutions pour se montrer. Aujourd'hui l'expression est différente.

Alors que JB dit que la plateforme A, c'est « la candidature qui s'assume », Émile dit que la plateforme A, c'est la plateforme « qui s'affirme ». Quels sont les programmes qui sémantisent cette expression ? En caractérisant la plateforme A par l'expression « c'est affirmer son identité », Émile présuppose l'existence d'une certaine identité pouvant être revendiquée. Affirmer son identité est, en même temps, l'un des moyens de s'imposer sur la scène politique. Émile installe au moins deux programmes qui sémantisent « affirmer son identité » :

- affirmer son identité*
- (M16) < combattre [Le NPA a une identité DC revendiquer son identité] >
(M17) < combattre [s'affirmer DC s'imposer] >

À travers les prises de parole d'Émile et de JB, nous avons relevé deux expressions sémantisées par des programmes indépendants l'un de l'autre. Malgré cette indépendance apparente, l'énoncé d'Émile a pour effet de décrédibiliser la position défendue par JB. Quel est le mécanisme sémantique qui sous-tend cette action d'Émile ? Un cas présentant certaines similarités avec celui-ci est présenté par Montero comme un autre type de réfutation, qu'elle appelle *renomination*.

Dans le cas de Montero, comme dans celui que l'on vient de présenter, deux termes sont sémantisés par deux unités sémantiques indépendantes qui leur sont associées. La description de ce type de réfutation correspondrait à un exemple que nous tirons de la réunion du NPA 92-Sud :

- (ex9) *Midje* : Quand on parle aux gens faut être clair et leur dire : "non, *gauche-droite*, faut arrêter de parler de ça, y a le bloc qui est derrière le système et qui veut l'approfondir qui l'a intégré et qui considère que c'est la seule voie possible, y a le bloc qui veut le durcir, ou le rendre encore plus heu... plus inhumain, et puis y a un bloc qui veut une autre société, un autre monde et ça, c'est nous, c'est pas la gauche, c'est autre chose".

Selon Montero, la pertinence de l'utilisation d'un terme (ici, *gauche-droite*) est remise en question, et donc toutes les unités sémantiques véhiculées par ce mot sont rejetées. La

rectification se fait par un commentaire méta-discursif sur le mot initialement utilisé, sans nécessairement que le terme mis en question soit explicitement remplacé. Le terme adéquat peut alors être suggéré par le locuteur ou laissé à la charge de l'interlocuteur. L'énoncé réfutatif peut être paraphrasé par « ils l'appellent X mais ça ne doit pas s'appeler comme ça ». C'est ce qui a lieu ici : Midje rejette explicitement l'utilisation du terme en disant « faut arrêter de parler de ça », sans proposer de terme plus adéquat, mais en précisant : « c'est nous ». On peut paraphraser son énoncé par « on appelle la fracture politique gauche-droite, mais ça ne doit pas s'appeler comme ça ». L'action repose donc sur un changement de terme. Ce faisant, les unités sémantiques sont elles aussi opposées. Dans l'énoncé de Midje, les unités sémantisant « gauche-droite » ne sont pas rendues visibles mais « y a un bloc qui veut une autre société, un autre monde » installe un programme comme [vouloir un autre monde DC agir pour construire un autre monde]. « Nous » est donc sémantisé par ce programme. L'emploi de deux termes différents a pour effet de mettre en opposition deux unités sémantiques différentes qui sémantisent chacun des termes. Cet exemple correspond parfaitement au cas décrit par Montero, et présente une certaine similarité avec la *négation métalinguistique* (Ducrot, 1984). En effet, l'un des usages de la négation pour Ducrot consiste à rejeter l'emploi d'un terme, et a pour effet de pouvoir rejeter le présupposé véhiculé par l'emploi du terme ciblé. L'interprétation, par la Théorie des Blocs Sémantiques (Ducrot & Carel, 2006), de cette négation, propose de décrire certains types de négations métalinguistiques comme la rectification d'un terme par un autre par la transformation de l'aspect du terme visé en son aspect transposé. Ainsi *Pierre ne continue pas à fumer, il commence juste*, rejette l'aspect AVOIR FUMÉ DC FUMER et exprime NEG AVOIR FUMÉ PT FUMER.

La renomination de Montero correspond donc à un autre type de négation métalinguistique, qui a la particularité de viser l'usage d'un mot en changeant le bloc associé au mot qui le remplace. C'est ce que García Negroni (2009) a appelé la *négation méta-discursive*, qui se caractérise par la disqualification de l'espace de discours (qui peut être représenté par un bloc) imposé par un terme antérieur de l'interlocuteur. Le discours de Midje manifeste lui aussi ce dernier type de négation. La renomination, telle qu'elle est définie par Montero, semble adéquate à décrire ce cas.

Mais revenons à notre exemple initial. La particularité de la resémantisation que nous allons montrer est déclenchée par l'intervention d'Émile, qui opère à la fois sur la sémantisation de l'expression préalablement employée par JB, mais aussi sur les termes employés, de façon à

délégitimer le discours de la plateforme A. La description de la renomination proposée par Montero présente certains points en commun avec le cas qui oppose les discours de JB et Émile, mais elle ne permet pas de le décrire complètement.

En effet, nous avons vu, d'une part, que l'expression utilisée dans le discours de JB « une candidature qui s'assume » met en production les deux modes d'intervention < investir [avoir un discours spécifique DC le dire] > et < investir [on est X DC assumer d'être X] >, et d'autre part que l'expression utilisée dans le discours d'Émile « affirmer son identité » met en production les modes d'intervention < combattre [Le NPA a une identité DC revendiquer son identité] > et < combattre [s'affirmer DC s'imposer] >. Il y a donc ici deux expressions, reliées à des éléments sémantiques différents, dont l'une « corrige » l'autre ; en cela, il y a une sorte de renomination. Dans notre cas en revanche, il n'y a pas de modification explicite du terme de JB par Émile. L'énoncé « quand le mouvement ouvrier était dominé par le stalinisme oui, il fallait affirmer son identité » ne présente pas de négation méta-discursive explicite, car il ne dit pas reprendre, pour les corriger, les termes de JB. Selon nous, cette différence entre les types d'énoncés est le symptôme d'un mécanisme sémantique différent entre la renomination et la resémantisation. D'abord, nous pensons que dans l'exemple qui nous occupe, les unités sémantiques mises en production par JB et les unités sémantiques mises en production par Émile sont mises en relation, et forment à leur tour une nouvelle unité sémantique, car elles ne sont plus indépendantes à la suite de l'intervention d'Émile. C'est cette configuration qu'il nous faut étudier.

Le travail effectué par le discours d'Émile passe par une modification des termes employés. Car dans son discours, JB n'a jamais dit qu'il fallait *s'affirmer*, mais a parlé de *s'assumer*. Émile critique ses propos, en les reprenant de manière infidèle. De ce fait, il n'y a pas de commentaire méta-discursif ; le mécanisme est moins explicite (le remplacement n'est pas dit). Le discours d'Émile effectue une sorte de *glissement déformant* de 1) la défense de la nécessité d'une candidature « qui s'assume » à 2) une identité qui « s'affirme ». Ce glissement a des effets sur l'espace sémantique : Émile ne combat pas directement le programme investi par JB, comme on pourrait s'y attendre, mais combat un nouveau programme qu'il installe lui-même. L'énoncé : « quand le mouvement ouvrier était dominé par le stalinisme oui, il fallait affirmer son identité [...] aujourd'hui l'expression est différente », combat la possibilité d'un discours présent où toute spécificité idéologique doit être affirmée. Cet énoncé installe, de ce fait, les modes d'intervention :

- (M16) < combattre [le NPA a une identité DC elle doit affirmer son identité] >
(M17) < combattre [s'affirmer DC s'imposer] >

Émile cherche à affaiblir les possibilités de discours ouvertes par JB, sans pour autant les combattre. Mais comment ? Un élément nous semble central pour expliquer ce que fait l'énoncé d'Émile : désormais avoir un discours du type « il faut assumer sa politique » revient à avoir un discours où on « affirme son identité ». C'est ce type de rapport dans lequel « tenir le discours du type 1 *revient à* tenir le discours du type 2 » qui est au centre du travail effectué par Émile dans cet espace sémantique. Autrement dit, lorsqu'on remet en production (M13) <investir [le NPA a une certaine ligne politique DC le NPA doit assumer sa ligne politique] >, on remet en production, en même temps, les programmes combattus par Émile en (M16) et (M17). Plus précisément, Émile rend les modes d'intervention installés par JB *solidaires* des programmes que lui-même combat. D'où que mobiliser les modes d'intervention installés par JB revient à investir ces programmes. Cela est perceptible à partir de l'intervention d'Émile, quiconque mobilise à nouveau les modes d'intervention installés par JB devra les désolidariser des programmes combattus par Émile, par exemple en disant « mais assumer notre politique ne revient pas à affirmer notre identité ». JB lui-même pourrait s'en désolidariser en disant : *j'ai jamais dit qu'il fallait s'affirmer !*. En tout cas, la mise en production de (M13) ne peut désormais plus se faire sans la prise en compte de l'intervention d'Émile.

En somme, l'installation dans l'espace sémantique de (M16) et (M17) ne fait pas que s'ajouter, elle affecte, elle entrave les possibilités de discours précédemment ouvertes par les modes d'intervention installés par JB. Ceux-ci peuvent être remis en production à nouveau, mais à condition que le discours le justifie. La remise en production des modes d'intervention de JB doit aller à l'encontre de cette résistance posée par l'arrivée des nouveaux modes d'intervention installés par Émile.

Le phénomène de renomination décrit par Montero correspond au cas où l'emploi d'un terme est rejeté pour en proposer un autre, comme dans l'énoncé de Midje. La séquence qui oppose JB à Émile, bien qu'elle présente certaines similarités avec la renomination, acquiert un degré de complexité supérieure, car l'énoncé réactif est aussi le premier à employer le terme qu'il met en question. Pour pouvoir décrire ce que fait l'énoncé d'Émile, il est insuffisant de constater qu'il rejette un terme et qu'il installe de nouveaux programmes d'un bloc sémantique différent. Il installe de nouveaux modes d'intervention en les rendant solidaires de ceux qu'il affaiblit. Il

faut donc rendre compte de la construction d'une unique configuration dans laquelle se retrouvent pris tous ces modes d'intervention. La mise en production de l'un des modes d'intervention pris dans cette configuration a donc pour effet de remettre en production toute la configuration.

Il s'ensuit que les configurations sémantiques ne sont pas seulement construites collectivement, mais elles intègrent en plus, au fur et à mesure de l'évolution de l'assemblée, les coups portés par les uns sur les possibilités ouvertes par les autres. Or les coups portés ne le sont pas toujours directement. Nous avons essayé de montrer que parfois les puissances discursives agissent les unes sur les autres de manière indirecte. À partir de l'énoncé d'Émile, parler de la plateforme A, c'est mobiliser tout à la fois le résultat de l'intervention de JB et celui de l'énoncé d'Émile, c'est-à-dire une configuration.

Le phénomène de resémantisation tel que nous venons de le décrire se distingue du recadrage et de la spécification. Le recadrage altère la clef d'interprétation d'un mode d'intervention. La spécification permet d'ajouter ou de désactiver des modes d'intervention spécifiant un même cadre. La resémantisation transforme les liens qui relient les termes linguistiques aux éléments d'un espace sémantique. Le point commun entre ces phénomènes est la dépendance relative entre les éléments qui entrent dans la construction de la configuration. On voit ici d'une part, qu'il n'est pas nécessaire de combattre les programmes un à un pour agir sur l'ensemble de la configuration, mais qu'une opération effectuée sur l'un des programmes peut, parfois, avoir un effet sur l'ensemble de la configuration. Et d'autre part, que l'on peut affaiblir une puissance discursive sans la combattre directement.

CONCLUSION

Dans une assemblée, toute intervention a des effets sur son espace sémantique. Toute intervention met en production des puissances discursives et en affaiblit d'autres. Ces puissances discursives peuvent entrer en relation avec d'autres, et ainsi former des unités sémantiques nouvelles, complexes.

À l'intérieur de l'unité complexe, que nous avons appelée configuration, les modes d'intervention peuvent entretenir des relations différentes. Les modes d'intervention peuvent avoir un lien de l'ordre du général au particulier (c'est le cas de la (re)spécification et du (re)cadrage, ils peuvent être juxtaposés (comme dans le cas de l'installation de spécificateurs

d'un même programme général), et ils peuvent être opposés.

Étudier les configurations nous a permis de rendre compte des transformations qui ont lieu dans l'espace sémantique, car nous avons pu différencier les cas où les modes d'intervention créent une configuration unique. On peut donc observer des configurations qui contiennent des oppositions ou unités équivalentes, comme des oppositions qui construisent des configurations parallèles concurrentes. Ces cas, qui ont des effets opposés sur l'espace sémantiques, sont pourtant construits par des discours qui présentent certaines similarités, notamment lorsqu'ils se présentent comme englobants.

L'espace sémantique d'une assemblée, parce qu'il est un espace d'intervention collectif, se construit par des jeux entre des programmes, des modes d'intervention, des relations, mais aussi des configurations. Il contient, donc, à un moment donné, des configurations d'unités complexes qui vont évoluer sous l'effet de futures opérations ; ces nouvelles unités ouvrent ainsi la possibilité d'agir aussi bien sur la configuration dans son ensemble que sur l'un des éléments qui la composent. Ainsi, on observe une certaine dépendance - relative et ponctuelle - entre les éléments de la configuration.

Certaines puissances, par la construction de ces nouvelles unités, se retrouvent affaiblies. C'est le cas de certains modes d'intervention qui sont désactivés, parce que d'autres modes d'intervention ont été rendus plus productifs à leur dépens. C'est aussi le cas de constructions concurrentes, où l'une gagne en puissance au détriment de l'autre. Chaque fois qu'une puissance est rendue productive, elle affaiblit une autre puissance. Le combat n'est donc pas le seul moyen de diminuer la productivité d'une puissance discursive.

CHAPITRE 3

LES REJETS

INTRODUCTION

Les chapitres précédents ont montré plusieurs moyens d'agir sur le dicible d'une assemblée citoyenne politique. Les énoncés peuvent opérer sur des éléments, afin d'avoir un effet sur leur productivité, les mettre en relation, créer des unités plus vastes. Toute action a pour but d'affaiblir ou de renforcer des unités, et donc de rendre certains discours plus dicibles que d'autres. L'opération de combat est donc loin de recouvrir tous les moyens d'affaiblir une unité de l'espace sémantique pour limiter les discours qu'elle rend possibles. Ces moyens d'agir montrent que des éléments de l'espace sémantique peuvent être rejetés ou affaiblis sans pour autant qu'un énoncé les combatte directement. Il existe donc des formes de rejet d'unités sémantiques qui seraient le produit d'autres « actions » effectuées par les énoncés.

Dans ce présent chapitre, nous posons pour objectif de mettre au jour certains types de rejets de programmes sans toutefois que soit mobilisée une opération de combat. La description de ces événements nous permettra dans un premier temps d'ouvrir une réflexion sur la constitution des modes d'intervention qui affaiblissent des classes de programmes, en nous occupant du cas particulier que l'on pourrait appeler « accusation » ; cette réflexion naît de certains problèmes que nous rencontrons dans une conception comme la nôtre, qui contient des opérations de type positif (investissement, naturalisation) et d'autres de type négatif (combat).

Dans un second temps, nous nous pencherons sur les cas de blocages de l'installation d'un programme dans l'espace sémantique. Il semble en effet que ce phénomène, présent dans les conversations quotidiennes autant que dans les interactions de nature politique, soit assez peu étudié si ce n'est en matière de légitimité de la parole. Nous écartant de cette problématique de la légitimité, nous nous questionnerons cependant sur le fait que certains types de travail effectués sur des programmes semblent leur donner « plus le droit que d'autres » de devenir productifs ou même simplement d'être installés dans un espace sémantique donné. De multiples questions découlent de cette problématique, que nous essaierons de résoudre dans ce chapitre,

sans passer par une réponse qui attacherait ces phénomènes à une subjectivité et à son rôle dans l'interaction, mais seulement à la force rattachée à un travail particulier sur des éléments sémantiques. Nous étudierons donc, par ce biais, les rejets réussis mais aussi les échecs des tentatives de rejet, et montrerons de manière non exhaustive quelques mécanismes à l'œuvre dans les tentatives d'affaiblissement d'unités sémantiques.

1. ACCUSATION

1.1. Exposition du problème

On observe souvent dans les assemblées des énoncés qui, en contrastant une ambition initiale affichée et une réalité tangible, critiquent le fonctionnement général du parti ou du mouvement. Regardons par exemple ce premier extrait, tiré de l'assemblée de Marinaleda. Il nous faut rappeler que le syndicat auquel appartiennent les participants de cette interaction, la CUT, est assembléaire. Les candidats à la liste des conseillers municipaux doivent donc être élus par l'assemblée. Selon Vicky, cependant, le résultat des votes n'a pas été respecté :

Vicky : Que las cosas según las normas de este sindicato se hacen de otra manera. No como se ha hecho. Que luego proclamamos por ahí lo que semos y luego no semos lo que proclamamos.

Vicky : Selon les normes de ce syndicat, les choses se font d'une autre manière. Pas comme ça a été fait. Après, on proclame ce qu'on est et après on est pas ce qu'on proclame.

Vicky rappelle que l'organisation du syndicat repose sur la souveraineté de l'assemblée alors que l'événement qu'il a dénoncé est passé outre la décision prise en assemblée. Il critique cet événement, parce qu'il entre en contradiction avec la manière dont il aurait dû se passer, compte tenu de la nature du syndicat. Il semble faire le constat d'un décalage entre la situation telle qu'elle s'est effectivement déroulée, et la situation attendue ; le constat s'étend de la situation présente aux conséquences générales sur le syndicat : il y a un décalage aussi, entre ce dont ses membres se réclament et ce qui peut être observé dans les faits. Parce que cette situation ne devait pas être, elle est mauvaise à la fois ponctuellement et d'un point de vue structurel de l'organisation ; elle doit donc changer. Or malgré la critique évidente qu'il contient, malgré sa visible portée négative, ce fragment n'opère aucun combat.

Rappelons que le combat est l'une des trois opérations initialement proposées pour une

approche sémantique des conflits sociaux, que nous avons reprise telle quelle pour une description sémantique des assemblées citoyennes politiques. Cette opération est effectuée par des énoncés qui affaiblissent un programme, qui vise à le rendre moins productif dans l'espace sémantique ; en somme, à le rendre moins actif. Le combat peut être paraphrasé par des formules comme *nous sommes contre P*, ou *non, A n'est pas B*. Aucun énoncé de cet extrait ne peut être paraphrasé d'une telle manière ; il n'y a donc pas d'opération de combat.

De ce fait, si l'on essaie de rendre compte de la manière dont ces énoncés affectent l'espace sémantique, on se retrouve confronté à une difficulté majeure. Si l'on tente de décrire l'effet produit par l'énoncé « on proclame ce qu'on est et après on est pas ce qu'on proclame », ou par une paraphrase de l'énoncé comme *nos paroles sont en contradiction avec ce que l'on fait*, on peine à le traiter de la même manière qu'un énoncé qui serait du type *nous sommes militants*, ou encore *nous sommes journaliers*, alors qu'ils présentent la même structure énonciative. Ces deux énoncés sont des exemples canoniques de ce que nous avons présenté comme des énoncés opérant sur un programme par un investissement, parce que nous pourrions aisément les paraphraser par des formules du type : *nous revendiquons d'être militants* ou *nous sommes fiers d'être journaliers*. Ce sont des opérations « positives » portées sur un programme pour le rendre plus productif dans l'espace sémantique.

Si nous revenons à la paraphrase de l'énoncé de Vicky, *nos paroles sont en contradiction avec ce que l'on fait*, maintenant, il est difficile de dire qu'il s'agit d'une revendication et, par là, qu'il opère sur un programme de manière à le faire prospérer. Il y a une difficulté à résoudre entre la forme de l'énoncé, l'opération qu'il effectue et l'effet de transformation qu'il tend à opérer sur l'espace sémantique. Ce problème n'est pas un cas isolé, et mérite donc d'être analysé en tant que tel.

1.2. Première approche. Points communs entre les énoncés « accusateurs »

Le premier fragment (F1) qui nous intéresse est extrait de l'assemblée de Nuit debout. Il s'agit d'une prise de parole qui a lieu peu après le vote d'une proposition et plusieurs « des manières de procéder », des « passages au vote » ou des « déclarations », qui permettraient de faire avancer le mouvement, de définir une ligne d'action et de pouvoir présenter le mouvement aux médias ou aux citoyens. Rim, qui prend la parole ici, se positionne en opposition avec ce type de pratiques parce que, selon elle, elles sont en contradiction avec le renouveau prôné par Nuit

debout.

- (F1) *Rim* : On est dans la reproduction, et heu... en tant que psychologue, là, je vous invite à lire un ouvrage excellent : Vincent Yzerbyt, *Psychologie sociale*, où quand on propose à des gens de recréer leurs normes, ils reproduisent ce qu'ils font. [...] Heu échangeons, s'il vous plaît, avant de déjà normatiser les choses, vraiment parce que moi ça m'agace, et ça va faire que... quoi ? Que je trouve ça minable, je trouve que c'est de la redite et franchement ça me fatigue.

À la différence du fragment précédent, cet extrait de Nuit debout ne dénonce donc pas un décalage avec ce qu'on pourrait dire être les « principes » de l'organisation et un événement, mais s'applique plutôt à montrer que les assemblées prennent une mauvaise orientation ; plutôt que de discuter, les participants prennent des décisions. S'il s'agit de changer les choses ou de « refaire une société » selon l'une des interventions précédentes alors, pour Rim, les participants de Nuit debout font fausse route. Le point commun avec l'extrait précédent repose sur la mise en avant d'une réorientation nécessaire du mouvement (ou de l'organisation).

Le deuxième fragment (F2) est extrait de l'assemblée électorale du NPA. Le parti permet de proposer des plateformes locales ; Jipi use de ce droit et présente dans cette réunion une quatrième plateforme indépendante. La présentation de sa propre plateforme est aussi l'occasion d'expliquer pourquoi il a choisi de ne pas se rallier à l'une des trois plateformes déjà existantes.

- (F2) *Jipi* : J'étais à la LCR mais bon, j'ai adhéré au NPA ensuite, et j'avais une certaine façon de voir le NPA et que aujourd'hui... et ce NPA-là, je vais pas redire ce qu'a été dit 40 fois, mais ce n'est plus ça. Du tout. Le projet initial voulant regrouper toutes les forces machin, en total échec. Total échec. [...] Je pense que tout doucement mais sûrement, je pense que nous nous rapprochons d'un parti de type LO.

Dans cette prise de parole, il rappelle d'une part les bases sur lesquelles a été construit le parti suite à la dissolution de la LCR, se présentant comme un parti qui se propose de manière générale de rassembler les forces de gauche : « le NPA engagera le dialogue et des collaborations politiques avec les autres forces anticapitalistes et révolutionnaires dans le monde dans la perspective de la constitution d'une nouvelle internationale », trouve-t-on dans le texte des principes fondateurs du NPA. Ces principes-là sont ceux qui ont fait adhérer Jipi, qui compare dans ce fragment le projet initial du NPA à l'état actuel du parti, six ans plus tard. Le bilan qu'il en tire est absolument négatif, car plutôt que de se démarquer comme parti

rassembleur, unificateur, la politique interne tire selon lui vers la politique du parti LO, dont le fonctionnement est très éloigné des principes qui sont revendiqués au NPA. Si la teinte négative du regard porté par Jipi sur son parti est moins évidente que dans le cas de l'extrait de Nuit debout, la suite de l'extrait permet de lever toute ambiguïté : « Il est hors de question en tout cas pour moi, pour beaucoup d'autres, de participer, d'être dans un parti qui ressemblerait ou qui serait un peu trop ou beaucoup trop de style LO. Ma déception elle est assez énorme ». Dans cet extrait, le regard négatif qui est porté sur le NPA provient non pas vraiment de l'état du parti tel qu'il est actuellement, mais plutôt du contraste entre les attentes que le projet a pu susciter à sa création et au moment de l'adhésion de certains militants, et son état actuel. La critique est ici construite sur la mise en avant de la transformation qui a eu lieu entre les ambitions affichées et la situation telle qu'elle peut être constatée.

On trouve, dans la même assemblée, un autre extrait qui présente certaines similarités avec l'intervention de Jipi. Ce deuxième fragment (F3) du NPA est une critique qu'Émile porte sur le discours prononcé auparavant par JB pour présenter sa plateforme (la plateforme A). Selon Émile, le projet de campagne proposé par JB consiste à s'appuyer sur des discours larges, très généraux, qui proposeraient une campagne électorale qui pourrait être qualifiée d'« atemporelle ».

(F3) *Émile* : Le programme de la révolution bolchévique, ou supposé tel parce que dans ce cas-là faudrait comme mot d'ordre "le pain, la paix, la liberté" etc. - ce qui s'appelle pas franchement des mots d'ordre de révolutionnaires - heu... ou... et c'est-à-dire, en fait, une campagne directive, même si tu t'en défends camarade. [...] La démarche que tu nous proposes, ou que vous nous proposez, c'est une démarche directive. C'est une démarche qui commande aux travailleurs et à la jeunesse.

Seulement, pour Émile, la stratégie proposée par JB, parce qu'elle peut être rapprochée de la stratégie de rassemblement opérée par les bolcheviks, n'est pas aussi émancipatrice que ce qui doit être proposé par le NPA. Selon Émile, JB a l'air de proposer une campagne avec des mots d'ordre larges - ce qui pourrait faire penser qu'ils sont aptes à rassembler l'organisation, mais propose en réalité une campagne « directive ». Émile donne sa lecture du programme proposé par JB en lui donnant une valeur négative qui fait apparaître, par contraste, le projet que le NPA devrait porter.

Enfin, si l'on reprend le premier fragment de Marinaleda que nous avons commenté (F4) et que l'on regarde ce qui avait été dit juste avant le passage que nous avons sélectionné, on voit que

le décalage entre ce qui est dit et ce qui est fait apparaît plus clairement. L'élément qui est revendiqué est de l'ordre de « ce syndicat est assembléaire », « dans ce syndicat, c'est l'assemblée qui a le pouvoir », élément qui est mis à mal par la mise en contraste « on est pas ce qu'on proclame ».

(F4) *Vicky* : En principio este sindicato creo que es asambleario... [...] Los concejales los habéis estado eligiendo a deo! [...] Que las cosas según las normas de este sindicato se hacen de otra manera. No como se ha hecho. Que luego proclamamos por ahí lo que semos y luego no semos lo que proclamamos.

Vicky : En principe ce syndicat, je crois qu'il est assembléaire... [...] Les conseillers vous les avez désignés vous-mêmes ! [...] Selon les normes de ce syndicat, les choses se font d'une autre manière. Pas comme ça a été fait. Après, on proclame à tout va ce qu'on est et ensuite on est pas ce qu'on proclame.

Tous ces fragments présentent certaines similitudes. Ils présentent tous une contradiction entre un élément qui pourrait être revendiqué par le collectif et une réalité, une manière d'agir. Dans tous ces extraits, le contraste entre ce qui est dit et la réalité fait surgir une critique du collectif ; pour la plupart, ils visent un « nous », et non pas un adversaire - le cas est cependant discutable pour le deuxième extrait du NPA, où ce qui est critiqué est le projet porté par la plateforme A, mais le « nous » de « vous nous proposez » semble viser plutôt le projet du NPA dans son ensemble, en tant que parti qui essaie de construire une campagne électorale. Cependant, on relève des exemples, en dehors de nos assemblées, qui ont le même type de formulations que nos énoncés, et qui visent une personne en particulier.

Et ce froid d'Alembert, chancelier du Parnasse
Qui se croit un grand homme et fit une préface ⁶⁸

On voit que ces vers ridiculisent d'Alembert. Le ridicule qui ressort de cette critique repose sur le contraste entre ce que d'Alembert revendique d'après l'auteur du poème (être un grand homme), et ce qu'il a fait réellement (il a fait une préface, soit un texte qui ne mérite aucune admiration en soi). L'encyclopédiste est donc ridicule, non pas parce qu'il a écrit une préface, non pas parce qu'il se croit un grand homme, mais par le contraste entre ces deux éléments, entre ce qui est revendiqué, et la réalité. Ce sont ces critiques-là, qui reposent sur un contraste de ce type, que nous allons pouvoir étudier à travers les différents extraits des assemblées que

⁶⁸ N. Gilbert, *Le dix-huitième siècle, satire à M. Fréron*, cité par Paul Albert dans *La littérature au XVIIIe siècle*, Hachette, Paris, 1892, p.353.

nous venons de présenter.

Les modes d'intervention accusateurs

D'après nous, tous les points communs relevés entre les fragments (F1) à (F4) sont dus au fait que tous véhiculent une même action sémantique ; ils effectuent un même type de travail sur l'espace sémantique. Pour parvenir à déterminer la nature de cette action, commençons par constater que la critique qu'ils véhiculent, qui met en contraste une situation attendue avec une situation réelle, peut être paraphrasée par une formule du type *On dit que x alors qu'en réalité y*. Ainsi, on obtient, respectivement aux énoncés (E1) à (E4) tirés des fragments (F1) à (F4), les paraphrases suivantes (1) à (4) :

- (E1) On est dans la reproduction [...] Échangeons, s'il vous plaît, avant de déjà normatiser les choses.
 - (E2) Le projet initial voulant regrouper toutes les forces, machin, en total échec. [...] Je pense que tout doucement mais sûrement, je pense que nous nous rapprochons d'un parti de type LO.
 - (E3) La démarche [...] que vous nous proposez, c'est une démarche directive.
 - (E4) On proclame à tout va ce qu'on est et ensuite on est pas ce qu'on proclame.
-
- (1) On dit qu'on veut fonctionner différemment alors qu'en réalité on reproduit les normes des institutions en place.
 - (2) On dit qu'on est rassembleur alors qu'en réalité on est sectaire.
 - (3) Vous dites que les travailleurs doivent s'affranchir alors qu'en réalité vous leur dites ce qu'ils doivent penser.
 - (4) On dit qu'on est assembléaire alors qu'en réalité on a un fonctionnement vertical.

Nous avons dans l'énoncé (E2) l'élément « regrouper toutes les forces, machin », qui correspond au but que s'est assigné le parti lors de sa construction ; c'est sa ligne fondamentale. L'énoncé présente cet élément en décalage avec la réalité actuelle du terrain, « nous nous rapprochons d'un parti de type LO », construisant une accusation d'incohérence.

La paraphrase (2) On dit qu'on est rassembleur alors qu'en réalité on est sectaire découle directement de l'énoncé E1. En revanche, la paraphrase (1) On dit qu'on veut fonctionner différemment alors qu'en réalité on reproduit les normes des institutions en place est en apparence très éloignée de son énoncé initial (E1) « On est dans la reproduction ». Cependant, dans le contexte du fragment F1 et plus généralement dans le contexte de cette assemblée, « on est dans la reproduction » s'oppose en réalité assez explicitement à l'esprit de rupture créative

qui est prôné à Nuit debout, et que l'on voit apparaître dans d'autres interventions, notamment par des expressions comme « refaire une société », qui apparaît dans « comment on va refaire une société, comment on va remettre en cause tout c'qui se passe autour de nous [...] si c'est pas en se reparlant ? ».

Le fragment (F1), comme les autres fragments que nous avons sélectionnés, construit une assemblée en contradiction avec elle-même, par la dénonciation d'une opposition entre les motivations qui sous-tendent le mouvement et une série de pratiques incompatibles avec ce qui est revendiqué.

Tous ces extraits permettent des paraphrases qui répondent à une même structure sémantique,

On dit que X alors qu'en réalité Y

qui est commune à toutes les versions particulières (1) à (4), ce qui nous permet d'affirmer qu'ils mettent tous en production un programme comme :

[dire X PT Y].

On se rappellera que le point de départ de cette réflexion provient de la difficulté à rendre compte d'énoncés qui, parce qu'ils se présentent comme une critique, semblent « négatifs » sans toutefois pouvoir être décrits au moyen de l'opération « négative » de combat. Mais alors, comment opèrent sur l'espace sémantique ces différents extraits ? Un énoncé comme « on est dans la reproduction » *fait état* d'un dysfonctionnement. On pourrait alors penser qu'il ferait une sorte de constat, opérant de ce fait une naturalisation. Or tous les énoncés que nous avons présentés présentent une prise de position, qui a un degré de polémique ; certains en présentent des marques explicites comme *je trouve* (en F1), et *je pense que* en (F2), qui les construisent comme des investissements.

Malgré la diversité de leur forme et de leur thème, ces extraits présentent donc de nombreux points communs qui nous permettent de faire l'hypothèse qu'ils installent dans l'espace sémantique un même type de mode d'intervention ; nous l'appellerons « accusateur ». On peut déjà associer aux *modes d'intervention accusateurs* (qu'on appellera aussi plus simplement *accusation*) une mise en cause de l'organisation par la mise en évidence d'incohérences, et une certaine forme.

Les modes d'intervention « accusateurs » sont toujours construits de la façon suivante :

< investir [dire X PT Y] >

On remarquera que dans les énoncés qui mobilisent ce mode d'intervention, sont présents un élément de l'ordre du « dit » mais aussi, plus largement d'une attitude, d'une volonté ou d'un but à poursuivre que nous avons recouvert par le verbe *dire*. De ce fait, peu nous importe que l'élément X soit précisément « dit » dans l'assemblée dans laquelle apparaît l'énoncé comme élément appartenant à la construction de l'organisation. Nous nommerons ainsi les programmes contenus dans l'accusation à l'aide du verbe *dire*, par commodité pour la description.

Nature sémantique de l'accusation

D'après ce que l'on vient de voir, on sait que les accusations dénoncent toujours une sorte d'incohérence : alors que Marinaleda se dit être un village assembléaire, Vicky dénonce une préparation de campagne électorale qui est passée outre les décisions de l'assemblée ; alors que le NPA cherchait à rassembler la gauche, selon le discours de Jipi, le parti a des pratiques contraires à ce projet ; alors que Nuit debout compte la créativité et l'innovation politiques parmi ses ambitions les plus clairement revendiquées, Rim allègue que les discussions et les prises de décisions reproduisent les institutions de la V^e République.

Le schéma [dire X PT Y] rend compte d'une mise en évidence que l'on retrouve dans tous les énoncés accusateurs : il y a une incohérence dans le collectif. Plus précisément, les accusations mettent toujours les organisations face à une sorte d'incohérence entre un but et une réalité jugée indésirable, dont il s'agit de rendre compte. Alors, quelle est la nature sémantique de ces incohérences ?

Prenons (E1) « On est dans la reproduction ». L'énoncé installe un mode d'intervention :

(M1) < investir [nous disons que nous devons être inventifs PT nous faisons comme avant] >

Ce mode d'intervention s'accompagne d'une construction de la situation actuelle de Nuit debout telle qu'elle apparaît dans un programme comme :

(P1) [le fonctionnement des institutions est obsolète PT le fonctionnement des institutions est le nôtre]

qui s'opposerait à l'objectif émancipateur des pratiques de prises de décision et d'organisation novatrices, créatives, qui s'éloignent voire qui renversent la nature des pratiques de prises de

décisions des institutions de la V^e République. On peut dire que cet objectif apparaît dans un programme du type :

(P2) [le fonctionnement des institutions est obsolète DC NEG le fonctionnement des institutions est le nôtre]

Une analyse comme celle-ci révèle que le type d'opposition établi par cette accusation se caractérise par la mise en rapport d'un mode d'intervention et de deux schémas converses dans une même configuration.

On trouve ce même cas de figure dans l'accusation portée par (E2) « Le projet initial voulant regrouper toutes les forces, machin, en total échec. [...] Je pense que tout doucement mais sûrement, je pense que nous nous rapprochons d'un parti de type LO ». Une accusation comme celle-ci installe un mode d'intervention :

(M2) < investir [dire être rassembleur PT être sectaire] >

Cette accusation d'incohérence oppose l'objectif initial de rassembler les forces de gauche éparpillées, aux pratiques actuelles du NPA.

L'énoncé E2 rappelle l'objectif du NPA à sa création, qui était de rassembler les forces de gauche parce qu'elles étaient éparpillées, et mobilise au moins un programme :

(P3) [les forces de gauche sont éparpillées DC le NPA rassemble les forces de gauche]

À présent, selon Jipi, les forces de gauche sont tout autant dispersées mais le parti ne cherche plus à les rassembler. On peut donc supposer qu'il mobilise un programme comme (P4), qui serait en opposition avec le précédent :

(P4) [les forces de gauche sont éparpillées PT NEG le NPA rassemble les forces de gauche]

Comme dans l'exemple précédent, l'accusation construit une configuration dans laquelle sont mis en rapport un mode d'intervention et deux programmes converses dont provient une certaine opposition. Le même schéma se répète pour (E3). Émile accuse la plateforme A en mobilisant le mode d'intervention :

(M3) < investir [dire appuyer l'émancipation PT être directif].

L'énoncé accusateur établit, selon nous, une opposition entre la revendication du parti de participer à l'émancipation des travailleurs et de la jeunesse, et certains discours que l'on peut entendre, qui adoptent une attitude surplombante et imposent une feuille de route aux travailleurs et à la jeunesse, empêchant de ce fait toute émancipation. L'objectif affiché du parti mobiliserait un programme comme

(P5) [les travailleurs doivent s'émanciper DC NEG interférer dans leur organisation]

L'énoncé accusateur établit, selon notre analyse, une opposition entre cette ambition originelle et la réalité du parti, qu'Émile construit à l'aide du programme converse à (P5), à savoir

(P6) [les travailleurs doivent s'émanciper PT interférer dans leur organisation.]

C'est cette opposition entre deux programmes converses et le mode d'intervention qui permet à Émile de porter une accusation envers la plateforme A.

Enfin, le cas du dernier extrait est un peu différent. L'énoncé de Vicky mobilise un mode d'intervention accusateur qui respecte le modèle < investir [dire X PT Y] >, c'est-à-dire (M4),

(M4) < investir [on dit qu'on est assembléaire PT on a un fonctionnement vertical]

Mais l'opposition qu'il établit est différente de celle des autres. En effet, Vicky dénonce que le syndicat a agi selon des normes qui ne sont pas les siennes, mais selon une organisation verticale, dans laquelle les décisions sont prises par une minorité dirigeante, alors que le syndicat CUT est censé fonctionner de manière horizontale, plus spécifiquement en prenant toutes ses décisions à la majorité absolue : c'est le sens donné à « ser asambleario ». Vicky dénonce que le syndicat fonctionne d'après (P1)

(P7) [une minorité décide PT la structure suit]

alors que selon ses revendications, son organisation doit être réglée sur (P2) (en supposant que NEG minorité vaut pour majorité) :

(P8) [NEG une minorité décide DC la structure suit]

L'opposition établie par l'accusation de Vicky met ainsi en rapport non pas deux schémas converses, comme dans les cas précédents, mais deux schémas transposés.

Nous avons posé la question de la nature sémantique de l'incohérence dénoncée par les accusations. Les analyses que nous venons de proposer montrent deux cas de figure : parfois la configuration contient une opposition qui se rapporte à deux schémas converses, parfois, à deux schémas transposés. Autrement dit, les accusations que nous essayons de caractériser ne sont pas du type *nous souhaitions être assembléaires / rassembleurs / innovateurs et nous ne l'avons pas été*. Les accusations ne reposent pas sur la constatation d'un échec de cette sorte, pour ainsi dire, linéaire. Elles reposent sur un contraste plus précis et produisent le constat d'un échec bien plus grave, car ce qui a eu lieu, dans tous les cas, c'est une réalité qui s'oppose au projet initial. L'accusation portée par le discours de Vicky est de l'ordre de *Non seulement nous n'avons pas réussi à être assembléaires mais en plus nous avons agi exactement selon les principes auxquels nous nous opposons*. Le discours de Jipi constate, lui aussi, de manière catégorique : *Non seulement nous avons été incapables de rassembler mais en plus nous sommes devenus aussi sectaires que Lutte Ouvrière*. De même, pour Rim, Nuit debout agit contre son projet : *Non seulement nous ne sommes pas novateurs, mais en plus nous reproduisons exactement les institutions*. Ainsi, non seulement le programme revendiqué, qui était censé donner forme aux actions, n'a pas été accompli, mais en plus c'est un programme opposé (converse ou transposé) qui a été mis en pratique. Les accusations pointent des programmes toujours productifs dans les discours portés par les uns et les autres - les pratiques innovatrices à Nuit debout, les pratiques ressemblantes au NPA, l'organisation assembléaire à Marinaleda - pour dénoncer que les pratiques censées les accomplir en réalité se produisent selon des programmes opposés (converses ou transposés). L'accusation est une tentative pour que l'organisation citoyenne ou politique accomplisse enfin les programmes qu'elle se donne comme but. Cette tentative s'effectue au moyen d'une dénonciation de la situation actuelle comme accomplissant des programmes opposés à ces buts - et donc considérés comme indésirables.

Cette caractérisation sémantique de l'accusation reste cependant incomplète. Une accusation a toujours pour but d'affaiblir des programmes qui sont actifs dans l'espace sémantique, mais qui ne devraient pas l'être, c'est-à-dire les programmes dont l'accomplissement risque de faire de Marinaleda une organisation non assembléaire, de Nuit debout un mouvement conformiste, du NPA un « parti du type LO ». Quels sont les programmes que l'accusation cherche à rendre improductifs ? Comment les identifier ?

Effets et cibles du mode de l'accusation

Les accusations ciblent toujours une manière d'agir, un type de pratiques qu'elles critiquent ou rejettent. Selon ce que certains énoncés portent, ces pratiques seraient présentes dans la manière de conduire les assemblées ou bien dans la manière de mener les actions de l'organisation, dénoncées comme opposées à un projet initial et indésirable pour l'organisation. Cependant, la cible de la critique n'est pas toujours désignée clairement ni explicitement dans les énoncés accusateurs ; parfois, elle n'apparaît pas non plus dans les énoncés antérieurs et ne peut être restituée qu'hypothétiquement.

Quelles sont les pratiques de Nuit debout que Rim construit comme participant à ce que le mouvement soit dans la reproduction - et qui donc, doivent cesser ? Quelles sont les manières d'agir du NPA qui poussent Jipi à construire l'image d'un parti qui ne rassemble pas ? Quels sont les types d'action de Marinaleda visés par l'accusation de Vicky ?

Rappelons l'accusation installée par (E2) « Le projet initial voulant regrouper toutes les forces, machin, en total échec. [...] Je pense que tout doucement mais sûrement, je pense que nous nous rapprochons d'un parti de type LO ». La politique du NPA devait être réglée sur (P3), et pourtant elle accomplit (P4) :

- (P3) [les forces de gauche sont éparpillées DC le NPA rassemble les forces de gauche]
- (P4) [les forces de gauche sont éparpillées PT NEG le NPA rassemble les forces de gauche]

Le fragment « je pense que nous nous rapprochons d'un parti de type LO » apparaît comme une sorte de conclusion, résumant l'état actuel du NPA d'après Jipi, car opposé aux ambitions initiales. La réponse à notre question semble donc devoir être : le type d'action visé par l'accusation est celui qui, dans cet espace sémantique, peut être inclus dans ce que signifie être « un parti de type LO ». La suite de l'intervention de Jipi précise son refus d'appartenir à ce type de parti :

Jipi : Il est hors de question en tout cas pour moi - pour beaucoup d'autres - de participer, d'être dans un parti qui ressemblerait ou qui serait un peu, trop ou beaucoup de style LO Ma déception elle est assez énorme.

Si Jipi ne croit pas nécessaire de développer ce qu'il entend par un « parti de type LO », c'est parce que le parti Lutte Ouvrière / LO est déjà sémantisé par d'innombrables interventions

précédentes, dans les différentes assemblées du NPA. C'est ce que l'on peut observer dans quelques passages de notre corpus. Lutte Ouvrière / LO a été systématiquement sémantisé par des programmes qui le construisent comme ayant une organisation interne avec laquelle le NPA veut rompre à tout prix et une certaine pratique militante insuffisamment étendue.

Par exemple, ce fragment investit un programme présentant LO comme ne s'impliquant pas dans des luttes qui sont essentielles pour des révolutionnaires comme les militants du NPA :

JB : On a pas aujourd'hui de perspective d'avancer avec Lutte Ouvrière qui sont des militants et militantes révolutionnaires, avec qui on peut se retrouver mais qui font pas de lien entre les bagarres qui y a au quotidien, les luttes heu... y compris, ils participent pas toujours, pas toutes, pas sur les questions de l'écologie.

Dans cet extrait, JB construit l'image de militants de LO qui, bien que révolutionnaires, s'impliquent seulement dans les luttes qui défendent explicitement les travailleurs. JB mobilise donc ce programme, qui participe de la sémantisation de « parti de type LO » :

(P9) [être révolutionnaire PT NEG faire le lien avec des luttes du quotidien].

De même, l'énoncé :

Émile : On rejette les candidatures autoproclamées qu'elles soient de type bonapartiste de type Mélenchon ou qu'elles soient de Lutte Ouvrière qui se mélangent avec jamais personne ! Ils ont pas demandé ! Mélenchon et Artaud - enfin, c'est LO, parce que Artaud, elle décide pas - heu ils ont dit, le candidat, c'est nous ! Le candidat, c'est moi ! Le candidat, c'est moi !

investit un programme de type :

(P10) [choisir une tête de liste PT NEG faire voter les militants]

qui a pour effet direct de faire une critique du fonctionnement de LO, et pour effet indirect de rendre productif un autre programme du type

(P11) [LO ne fait pas participer ses militants DC LO ne peut pas faire partie de notre campagne].

On trouve encore un autre programme investi dans ce même extrait, qui désigne LO comme un parti qui ne fait jamais d'alliance, et qui de ce fait ne pourra apporter aucun soutien aux projets du NPA.

(P12) [la gauche a besoin d'être unie PT NEG admettre d'alliance]

Les programmes (P9), (P10), (P11) et (P12), ont été associés au terme « LO » / « Lutte Ouvrière » dans cette assemblée, et ont participé de la sémantisation de l'expression « parti de type LO ». Si l'on prenait en compte d'autres assemblées du NPA, la liste des programmes qui critiquent LO et de ce fait sémantisent l'expression « parti de type LO » s'allongerait. En gardant seulement ceux-là, on voit déjà que l'énoncé de Jipi remet en production tous ces programmes déjà associés à « LO ».

L'accusation semble ainsi viser plusieurs programmes à la fois : le NPA agit d'après les programmes ayant déjà sémantisé le nom de parti Lutte Ouvrière. Cette accusation repose donc en réalité sur une catégorie de programmes plutôt que sur une liste précise de programmes - qui contiendrait (P9) à (P12) - que l'on pourrait restituer intégralement. La classe de programme que l'accusation définit et qu'elle permet de cibler est ouverte.

De ce fait, parce que la classe des programmes ciblés est ouverte, l'accusation (M2) pourrait être réutilisée. Pour ce faire, il suffit de redire, suite à une intervention, quelque chose comme *tu vois, on est en train de devenir un parti de type LO ou si ça, c'est pas agir comme LO... .* Alors, l'accusation serait réenclenchée, c'est-à-dire que le mode d'intervention (M2) serait remis en production, et la « liste » des programmes ciblés, c'est-à-dire tous ceux qui sémantisent « parti de type LO » de manière critique, s'allongerait de nouveau. Précisons que dans ce cas, à la différence de la première accusation, l'élément ciblé serait plus aisément identifiable, puisqu'il aurait immédiatement déclenché la remise en production de l'accusation.

Ce travail particulier de (M2) révèle en réalité ce que les autres accusations font de manière plus discrète : ils ont tous pour effet de « classifier », de généraliser un type d'action, un type de parole, en somme un type de programme à ranger dans la catégorie créée par l'accusation.

De même, nous avons supposé que l'énoncé (E1) « On est dans la reproduction » installe, entre autres, le programme (P1) [le fonctionnement des institutions est obsolète PT le fonctionnement des institutions est le nôtre] qui agit en ouvrant une classe de programme dans laquelle le programme (P1) a une place centrale. L'énoncé (E1) vise donc un ensemble de programmes installés, c'est-à-dire, notamment, tous ceux qui sont attachés à la procédure de vote - puisque les énoncés précédents de la même intervention l'évoquent, et visent aussi, plus largement, tous les éléments qui reproduisent des pratiques institutionnelles. Autrement dit, l'accusation n'agit sur aucun programme en particulier, ou du moins pas explicitement. On peut

penser que tous les éléments qui « sont présentés comme novateurs alors qu'ils sont déjà connus » seront moins productifs à la suite de l'installation de (P1), ayant été visés par celui-ci. Mais ce critère est si vague, que tous les participants aux assemblées de Nuit debout ne considèreraient certainement pas les mêmes éléments comme susceptibles d'être atteints par (P1). On ne peut donc pas établir une liste exhaustive des éléments ciblés. Le programme [les institutions fonctionnent de telle manière PT nous fonctionnons de telle manière] fournit le cadre qui permet de créer la classe ouverte des programmes rejetés par l'intervention de Rim.

Et encore, dans l'extrait de Marinaleda, le programme (P7) [une minorité décide PT la structure suit] installé par l'énoncé de Vicky « On proclame à tout va ce qu'on est et ensuite on est pas ce qu'on proclame », permet de viser une multitude de programmes. Nous faisons l'hypothèse que l'accusation vise potentiellement tous les programmes qui présentent un élément revendiqué ou « proclamé » par le syndicat assembléaire et qui ne se retrouve pas dans les agissements (discursifs ou non) de Marinaleda. Ainsi, toutes les accusations auraient un effet sur un ensemble indéfini - et non pas sur plusieurs programmes identifiables précisément - de programmes installés, en les rendant moins productifs.

On peut donc imaginer que les accusations visent non pas un programme en particulier, ni même plusieurs programmes particuliers mais plutôt *un type de programme*, dont il importe peu de restituer tous les éléments composant la série. Le mode d'intervention accusateur aurait donc un effet abstrait et englobant sur l'espace sémantique, visant plusieurs programmes à la fois, sans toutefois en viser aucun en particulier. La portée de l'accusation sur l'espace sémantique est donc plus large que ce que l'on pourrait croire, car elle peut avoir de nombreuses répercussions sur un nombre indéfini d'éléments sémantiques.

L'accusation a donc pour effet de créer une sorte de disqualification « prête à l'emploi ». Il est possible de la réactiver, et donc de renforcer sa productivité à la suite de l'installation de certains programmes. Les possibilités de programmes particuliers, spécifiques qui pourront être identifiés comme étant ciblés par le programme accusateur sont ouvertes, et amenées à être complétées au fil de l'assemblée (et des différentes assemblées d'une même organisation). Si l'aspect généralisant de l'accusation ne cible pas de programmes en particulier, certaines prises de paroles ultérieures à une accusation peuvent pointer un programme comme ayant été ciblé par l'accusation. Parce que l'énoncé accusateur installe une configuration contenant un programme qui a pour effet d'ouvrir une classe de programme, il semble qu'il s'accompagne d'un type d'action vague, qu'on pourrait restituer avec un énoncé du type *vous savez de quoi je*

parle. Par exemple, l'énoncé (E3), qui est adressé à JB en tant que porte-parole de la plateforme A « La démarche que tu nous proposes, ou que vous nous proposez, c'est une démarche directive », ne permet pas de déterminer un élément ciblé précisément par cette accusation. Mais dans la prise de parole suivante de JB, celui-ci défend sa position suite à l'accusation d'Émile ; il propose un développement qu'il conclut ainsi :

JB : C'est pas être directif, ça, Émile, de dire, heu ben nous on défend l'auto-organisation, on défend que à un moment donné il faut qu'y ait une convergence des luttes, voilà il faut pas attendre le 31 mars et encore la Saint-glinglin pour qu'y ait une prochaine date.

Cet énoncé identifie le programme :

[faire entendre nos revendications est urgent DC prendre l'initiative d'une manifestation]

comme ayant été potentiellement ciblé par l'accusation d'Émile, et remet en production le programme revendiqué par le parti, à savoir (P5) [les travailleurs doivent s'émanciper DC NEG interférer dans leur organisation].

Cette intervention de JB suggère que si la propriété généralisante de l'accusation vise une classe ouverte de programmes, non seulement les participants de l'assemblée cherchent à identifier des éléments concrets de cette classe, mais surtout, l'appartenance d'un programme donné à cette classe peut faire l'objet d'interventions antagonistes (« c'est pas être directif, ça »).

Il semblerait donc qu'il soit possible que l'accusation puisse être identifiée comme ciblant certains programmes, et qu'il soit possible de nier l'appartenance d'un programme particulier à cette classe. Si l'accusation cible des types de programmes qui ont été installés en amont, alors il faut, en effet, envisager qu'elle puisse aussi agir en aval en incluant de nouveaux programmes dans la classe des programmes « indésirables ».

L'accusation a ainsi des effets multiples, en ce qu'elle peut entraver la productivité d'un type de programmes qui existe dans l'espace sémantique, mais elle peut aussi avoir des effets « par rebonds », sur des éléments qui n'existent pas encore dans l'espace sémantique au moment de son installation. Les effets de l'installation d'un mode d'intervention accusateur doivent donc être envisagés sur le long terme.

Nous avons voulu caractériser un type de rejet de programmes qui ne passe pas par leur combat. L'accusation mobilise un mécanisme assez complexe, dont tous les éléments convergent vers le rejet d'une classe ouverte de programme. L'accusation est toujours une critique du fonctionnement du collectif, qui met en production (en installant peut-être, pour la première fois) un mode d'intervention qui consiste à investir un programme transgressif construisant un dire opposé à un faire. Le collectif se retrouve ainsi accusé d'une forme d'incohérence, qui prend une forme particulière : elle surgit du contraste entre un programme censé définir un principe pour l'organisation et son programme converse ou transposé qui caractérise la situation actuelle indésirable, puisqu'opposée au principe revendiqué. Or ce que l'accusation rejette ce n'est pas ce programme en particulier, mais la classe à laquelle il appartient. Cette classe de programmes rejetée est ouverte ; elle peut intégrer de nouvelles unités à tout moment.

L'accusation est donc une manière de rejeter des programmes qui ne passe pas par une opération de combat. Il existe d'autres moyens de rejeter des éléments sans les combattre ; c'est ce que nous allons voir maintenant.

2. LE BLOCAGE D'INSTALLATION

Il existe, dans les assemblées, un certain type d'énoncés qui mettent explicitement en question la possibilité de dire telle ou telle chose. Ce type d'énoncés agit directement sur l'espace sémantique pour bloquer l'installation d'entités sémantiques. Nous allons, dans les paragraphes qui suivent, décrire le travail effectué par ces énoncés, en étudiant des cas où ce travail de blocage « réussit », et montrer quelles sont les conséquences sur l'espace sémantique dans les cas où ce travail « échoue ». Ce type d'énoncés, qui bloquent l'arrivée d'une nouvelle unité sémantique dans l'espace sémantique ou sa mise en production, partage avec les modes d'intervention accusateurs la caractéristique d'agir sur la productivité d'unités sémantiques pour les affaiblir, sans toutefois passer par une opération de combat sur un programme. Ce sont des moyens alternatifs aux combats pour agir en s'opposant. Ces énoncés peuvent être rencontrés dans n'importe quelle situation interactionnelle, mais ils ont un effet particulier dans les assemblées citoyennes politiques, parce qu'ils contraignent directement sa construction en empêchant d'y mettre en production des unités. Ce sont des énoncés qui disent explicitement « ici, ceci ne doit pas être dicible ».

2.1 Le blocage « réussi »

Notre premier exemple est tiré de l'assemblée de Marinaleda :

Esperanza: Yo tengo que decir que aquí no se ha vetado a nadie. Incluso en Marinaleda, hay gente que no es concejal que lleva más responsabilidades que cualquier cosa.

Vicky: ¿Y qué tiene que ver una cosa con otra?

Esperanza: Pero por qué... no sé. Y por qué te quita [inaudible]...

Vicky: ¿Por qué la habéis hecho de la manera que la habéis hecho?

Esperanza: *Moi je dois dire qu'on a rejeté personne. Même à Marinaleda, il y a des gens qui ne sont pas conseillers et qui ont plus de responsabilités.*

Vicky : *Et c'est quoi le rapport ?*

Esperanza : *Mais parce que... je sais pas. Et pourquoi cela t'enlève [inaudible]...*

Vicky : *Pourquoi vous l'avez fait de la façon dont vous l'avez fait ?*

L'énoncé d'Esperanza, taxé par Vicky d'énoncé « hors sujet », investit le programme suivant :

(P1) [NEG être élus PT avoir plus de responsabilités que les élus]

En énonçant : « c'est quoi le rapport ? », Vicky n'affirme pas que ce que dit Esperanza est faux, ou qu'il n'est pas d'accord. Il n'opère donc pas sur le programme (P1) par un combat, et n'instaure pas d'Opposition sur (P1). Pourtant, à la fin de notre extrait, le Programme (P1) n'est plus productif. Un certain travail a donc bien été effectué sur le programme (P1) ; ce travail a eu pour effet d'arrêter la productivité de l'élément sémantique. Alors, que se passe-t-il dans cet extrait ? Ce qui semble être problématique ici n'est pas le contenu du propos tenu par Esperanza. L'élément qui semble être le sujet de la discussion, c'est plutôt la possibilité de tenir un énoncé comme celui-ci, à ce moment de la discussion. En effet, on peut imaginer que si Esperanza avait combattu le programme (P1) au lieu de l'investir, en disant quelque chose par exemple comme *je pense que nous avons tort de donner beaucoup de responsabilités à des gens qui ne sont pas conseillers*, la suite de l'interaction aurait parfaitement pu être la même, soit : *C'est quoi le rapport ?* Ce qui est en jeu dans cet échange n'est donc pas le type d'opération porté sur un programme, ni même le programme lui-même, mais plutôt l'installation d'un mode d'intervention de ce type, à ce moment-là de l'assemblée. Il est donc possible d'agir sur l'installation d'un mode d'intervention dans l'espace sémantique.

On ne parlera pas de combat pour ce type de travail, mais plutôt de *blocage*. Effectuer un blocage, c'est un moyen d'agir sur l'espace sémantique en rejetant la mise en production d'un

élément en particulier. Ce que fait Vicky à cet instant de l'échange, c'est bloquer l'installation et la mise en production du mode d'intervention d'Esperanza.

On a donc une intervention du type de ce blocage (B1),

(B1) Blocage < opération [NEG conseiller PT plus de responsabilités que les conseillers] >

Sur ce schéma, on peut voir que l'on rend compte de l'action de blocage sur le mode d'intervention, quelle que soit l'opération qui le constitue (puisque l'on a vu que dans notre exemple, Vicky ne s'oppose pas à l'investissement du programme mais à toute opération portée sur ce programme à ce moment-là). Dans l'échange, Vicky ne s'attaque pas aux propos eux-mêmes, ne se montre pas en désaccord sur ce qui est dit. Le programme n'est donc pas non plus directement visé. Ce qui est visé, c'est la mise en production d'un mode d'intervention.

Dans l'espace sémantique, on peut donc travailler sur des programmes par des opérations, et on peut travailler sur des modes d'intervention. Le travail porte plus généralement sur la mise en production, à ce moment de la construction de l'espace sémantique, d'un mode d'intervention d'un certain type.

Suite à ce travail, le discours d'Esperanza pourrait faire deux choses : soit insister sur l'intérêt de ce qu'elle dit, à ce moment de l'échange, auquel cas, son énoncé travaillerait de nouveau à l'installation de ce même mode d'intervention, soit changer de sujet, auquel cas le mode d'intervention est laissé inactif, et le blocage est acté. C'est cette seconde possibilité qui a lieu ici : Esperanza n'essaie pas de montrer la pertinence de son énoncé, ce qui rend la tentative de blocage du mode d'intervention effective ; le mode d'intervention < investir [NEG être élus PT avoir plus de responsabilités que les élus] > n'est plus productif suite à l'intervention de Vicky.

On trouve un cas qui présente certaines similitudes dans la réunion du NPA Sud :

Midje : On a eu un clash récemment avec deux camarades à propos du service d'ordre [...] c'est en cours de résolution [...] mais heu... voilà, on a eu un p'tit clash là-dessus mais sinon c'est vrai que le...

Jipi : c'est pas un p'tit clash.

Yohann : T'es peut-être pas obligé de lancer une discussion là-dessus par contre.

Jipi : Oui, je sais, mais c'est pas un p'tit clash.

Midje : donc voilà...

Tout comme dans l'extrait précédent, un énoncé ne reçoit pas de réponse qui continuerait

l'échange, mais au contraire une intervention qui fait changer l'orientation qui lui a été donnée. Dans ce fragment, le discours de Yohann interrompt le processus enclenché par l'énoncé de Jipi : l'installation d'un nouveau mode d'intervention est bloquée. Comme dans l'extrait précédent, ce qui fait l'objet de l'opposition n'est pas le programme. On ne peut pas dire qu'en énonçant « t'es peut-être pas obligé de lancer une discussion là-dessus » Yohann nie le contenu de la reformulation proposée par Jipi, c'est-à-dire l'importance du « clash » ; le problème semble plutôt résider dans le fait de développer ce sujet-là. Jipi investit le programme (P2), qui n'est pas combattu par Yohann.

(P2) [le problème était grave DC clash important].

L'énoncé de Yohann ne provoque pas d'Opposition sur (P2), mais effectue un blocage. « T'es peut-être pas obligé de lancer une discussion là-dessus » vise donc l'installation d'un mode d'intervention, soit l'apparition de cette nouvelle unité dans l'espace sémantique. Ici aussi, on peut constater que l'action de Yohann est effective ; la teneur du problème et l'ampleur de la scission ne seront pas discutées : le mode d'intervention de Jipi n'aura plus aucune productivité. Le travail de blocage effectué par Yohann a rendu inactif un mode d'intervention nouvellement installé, devenu à présent improductif et ne pouvant plus être remis en production dans cet espace sémantique. Rien ne permettait de prévoir que cet élément n'y aurait pas sa place : c'est le blocage (et le fait qu'on en prenne acte) qui produit cette « incompatibilité ».

Il faut cependant noter qu'ici Jipi répète ce qu'il avait affirmé juste avant : « oui je sais, mais c'est pas un petit clash » - ce que n'avait pas fait Esperanza, qui avait changé de sujet suite à l'intervention de Vicky. Quel est le rôle sémantique de ce second énoncé de Jipi ? Pour le moment, on peut au moins dire que ce nouvel énoncé fait autre chose que l'énoncé précédent. On pourrait penser que le fait que Jipi répète son énoncé remet en production le programme (P2). Il faut accepter cette hypothèse, qui irait à l'encontre de l'idée d'un blocage réussi. Toutefois, l'énoncé dans son ensemble montre, selon nous, que cette discussion n'est pas vouée à être développée. La productivité du programme ne sera donc pas augmentée au-delà de cet énoncé. C'est le « oui, je sais » qui marque que Jipi prend acte du blocage. En effet, alors qu'Esperanza peut tenter de réactiver, plus tard, le mode d'intervention qui a été bloqué, Jipi, lui, en prenant acte du blocage, s'interdit de le réactiver. Tandis que certains modes d'intervention peuvent être rejetés à une étape donnée de la construction de l'espace sémantique, d'autres modes d'intervention, ne peuvent à aucun moment être rendus productifs - ni même être installés - malgré des tentatives d'installation effectivement accomplies : ils sont

définitivement bloqués. Ainsi, tout n'est pas dicible dans une assemblée, et tout ne peut pas être rendu dicible à coup d'opérations.

2.2. Échec d'un blocage

Les exemples précédents montraient des cas réussis de blocages de l'installation d'une nouvelle unité sémantique. Il arrive aussi que les tentatives de blocage échouent. Les paragraphes qui suivent nous permettront de décrire une tentative de blocage qui n'atteint pas son objectif, en décrivant d'une part les effets de cet échec sur l'unité visée, et d'autre part les effets sur la construction de l'espace sémantique. L'extrait suivant est issu de l'assemblée électorale du NPA :

J.B : Moi j'trouve ça beaucoup plus démocratique et beaucoup moins directif et vertical que Podemos par exemple. Ben ouais, parce que le parti bolchévique était carrément plus démocratique que Podemos ! Dans le parti bolchévique, y avait le droit de tendance ! Dans Podemos, tu te fais exclure quand tu dis pas pareil que Pablo Iglesias, donc voilà !

Bernard : Ben non !

J.B : Ben si !

Bernard : Pourquoi tu parles de ça ?

J.B : Pourquoi je parle de ça ? Je réponds à Émile ! Parce que moi j'écoute le camarade Olivier Besancenot, qui passe à la télé, et qui dit ce qui faudrait en France c'est un Podemos, qui va à Madrid participer à la conférence du plan B avec la scission de Syriza etc., donc oui y a un débat là-dessus ! Et c'est pas refaire un congrès, Alain, de dire ça !
[...]

Émile : Juste une chose pour que ce soit quand même clair, nous n'avons jamais proposé de faire Podemos à la française, nous avons simplement proposé de regarder ce qui est en train de se bouger, de ce qui est en train de faire peur au pouvoir, etc. etc.

L'énoncé « pourquoi tu parles de ça ? » déclenche un mécanisme qui se rapproche de ce que nous avons observé dans les extraits précédents. Le discours de JB se trouve confronté au blocage de l'installation d'un nouvel élément sémantique sans qu'un programme ne soit, à proprement parler, combattu. En revanche, contrairement à ce qu'on a vu plus haut, l'élément visé par le blocage est toujours en production à la fin de l'extrait. Tout ce qui succède au blocage de Bernard, soit le développement de JB et l'intervention d'Émile paraît justifier la pertinence de parler de ce thème, ce qui au niveau sémantique a pour effet de rendre productif le mode d'intervention qui avait été pris pour cible du blocage. Le travail qui consiste à bloquer l'installation du nouveau mode d'intervention a échoué. Regardons le détail des différents types de travail effectués. Le premier fragment de la prise de parole de JB installe le mode d'intervention (M1)

(M1) < investir [Podemos est un parti vertical DC NEG faire comme Podemos] >

Suite à l'intervention de Bernard « Pourquoi tu parles de ça ? », JB installe un nouveau mode d'intervention (M2).

(M2) < combattre [Podemos a des qualités DC il faut un Podemos en France] >

Le second mode d'intervention fait donc évoluer l'espace sémantique dans le même sens que le premier, et le renforce. De ce fait, le mode d'intervention (M2) n'affaiblit pas le premier mode d'intervention à l'origine de la tentative de blocage. De plus, l'intervention d'Émile qui suit celle de JB, installe le mode d'intervention suivant :

(M3) < investir [ce que fait Podemos est intéressant DC regarder ce que fait Podemos] >

Cette installation crée une tension entre les modes d'intervention (M1) et (M2) d'une part et (M3) de l'autre, remettant (M1) et (M2) ainsi en production. La valeur de ces deux modes d'intervention installés par JB voient leur valeur évoluer en étant de nouveau sollicités, non pas seuls, mais à l'intérieur de la relation de tension nouvellement installée. Le mode d'intervention (M1), qui était la cible du blocage est ainsi rendu plus polémique (plus problématique) et de ce fait, plus productif.

Non seulement le blocage échoue, mais en plus l'effet provoqué par l'échec du blocage est inverse à l'effet d'un blocage réussi. Car lorsqu'un blocage réussit, le mode d'intervention visé est rendu improductif, alors qu'en cas d'échec du blocage, le mode d'intervention visé ne conserve pas sa valeur antérieure : il est affecté de manière positive, en étant rendu plus productif⁶⁹. La capacité du blocage à freiner l'entrée d'une nouvelle possibilité discursive, y compris la possibilité de faire échouer ce mécanisme, constitue une nouvelle illustration d'une de nos thèses centrales, à savoir que le dicible d'une assemblée est le résultat d'une suite d'interventions.

Le second fragment que nous allons analyser contient un blocage qui échoue, présentant de ce fait certaines similarités avec le cas précédemment étudié. On peut y repérer aussi un deuxième

⁶⁹ On pourrait faire le parallèle avec les scènes de procès aux États-Unis, dans lesquelles, pendant un interrogatoire, l'une des questions peut recevoir une objection. Dans le cas où le juge dit « objection rejetée », non seulement la pertinence du programme mis en production est affirmée et confirmée, mais il est aussi plus fort qu'auparavant.

blocage qui n'est pas équivalent au premier. Ce deuxième fragment est donc plus complexe que celui que nous venons d'étudier. Il est extrait de l'assemblée générale de Marinaleda. Nous commencerons par analyser le blocage instauré par le premier énoncé de Vicky :

Juani: A ver, yo voy a decir una cosa y no sé si a lo mejor me voy a arrepentir. Pero yo creo que tenemos mucho... mmm... muchas virtudes en el proceso de Marinaleda, muchas virtudes que reflejar, muchas cosas que decir, muchas cosas que contar, y aunque yo creo...

Vicky: ¿Qué tiene que ver una cosa con otra?

Juani: Espera Vicky, yo creo que el debate que tú has abierto se tenga que abrir pero yo creo que debatirlo internamente, no delante de unas cámaras que nos están grabando.

Vicky: ¿Porqué las traéis? ¿Yo las he llamado a las cámaras, eh? Entonces, ¿por qué dice "hay pregunta"? ¿Pues yo os hago mi pregunta!

Juani: Debatémoslo eso también, internamente.

Jorge: Yo voy a decir una cosa. ¿Qué tenemos que temer a las cámaras? ¿Aquí ocultamos información? ¿O qué es lo que estamos aquí?

Juani: Que conozca nuestros defectos, no es ningún problema. No debe ser un problema. Pero que también nos conozcan en nuestras virtudes. Pero si esto se está grabando, yo os pido que grabéis muchas también de nuestras virtudes. Yo creo que...

[...]

[todos juntos : inaudible]

Juani: Que lo hablemos internamente y no adelante de una cámara, ¡digo yo!

Vicky: ¿Es que tenemos que ocultar, tenemos que aparentar algo que no semos? ¿Eso es lo que tenemos que hacer? ¿Aparentar lo que no semos? Ahora, los votos.

Juani : Je vais dire quelque chose et peut-être que je vais le regretter... Mais je pense qu'il y a beaucoup de bonnes choses dans le processus de Marinaleda, beaucoup de bonnes choses à montrer, beaucoup de choses à dire, beaucoup de choses à raconter, et même si je crois...

Vicky : C'est quoi le rapport ?

Juani : Attends Vicky, moi je crois que le débat que tu as amorcé il fallait l'ouvrir, mais je crois qu'il faut en débattre en interne, et pas devant des caméras qui sont en train de nous filmer.

Vicky: Pourquoi vous les amenez ? C'est moi qui ai appelé les caméras, peut-être ? Hein ? Alors, pourquoi il dit « il y a des questions ? » ? Ben moi je vous pose mes questions !

Juani : Qu'on débattre de ça aussi, en interne.

Leo : Moi je vais dire une chose. Quoi, on devrait avoir peur des caméras ? on cache des informations ici ? Ou qu'est-ce qu'on fait là ?

Juani : Qu'ils connaissent nos défauts, c'est pas un problème du tout. Ça doit pas être un problème. Mais qu'ils connaissent aussi nos qualités. Mais si ça, c'est filmé, je vous demande que vous filmiez aussi nos qualités. Je crois que...

[tous ensemble : inaudible]

Juani : Qu'on en parle en interne, et pas devant des caméras !

Vicky : Est-ce qu'on devrait passer pour ce qu'on est pas ? Passer pour ce qu'on est pas ? Et maintenant, les votes.

On se souvient que la première occurrence de la forme « C'est quoi le rapport ? » travaille à bloquer le programme (P1) investi par Esperanza (P1) [NEG être conseillers PT avoir plus de responsabilités que les conseillers] dans le premier extrait de Marinaleda que nous avons analysé ; suite à ce travail, le programme (P1) est devenu improductif, le blocage est donc effectif. Cette même forme est employée de nouveau par Vicky dans ce nouvel extrait. Alors que les participants parlaient toujours du problème du vote, Juani intervient mais est interrompue immédiatement : ce qu'elle semble vouloir dire est montré comme hors sujet. Vicky travaille donc sur la tentative d'installation d'une nouvelle unité sémantique. Mais cette fois, l'intervention de Vicky ne parvient pas à freiner l'installation que le discours de Juani est en train d'effectuer. On peut le voir assez immédiatement, par les réactions immédiates et nombreuses suscitées par la prise de parole de Juani. Son discours n'est pas passé inaperçu ; la plupart des réactions sont inaudibles, parce que des dizaines de personnes réagissent en même temps, aux quatre coins de la salle des assemblées. Le débat est effectivement réorienté à la suite de son intervention ; pendant un moment, il n'est plus directement question des votes. Suite à l'échec de la tentative de blocage effectué par l'énoncé « C'est quoi le rapport ? », Juani peut développer son discours. Elle présente alors le type de discussion instauré par Vicky comme inadapté à la situation de cette assemblée, parce que des personnes extérieures au village sont venues filmer. À en croire Juani, le débat est trop sensible pour avoir lieu en public. L'énoncé « je crois que le débat que t'as ouvert doit avoir lieu mais je crois qu'il faut en débattre en interne, pas devant des caméras qui nous filment » investit un nouveau programme (P3), qui devient productif :

(P3) [problème interne DC débat privé]

À la suite de cette installation, plusieurs opérations portent sur cette nouvelle unité sémantique. Plusieurs interventions l'affectent, ce qui entraînera sa remise en production. Par exemple, la question contenue dans la prise de parole de Leo :

Leo : ¿Qué tenemos que temer a las cámaras? ¿Aquí ocultamos información?

Leo : Qu'est-ce qu'on doit craindre des caméras ? On cache des informations ici ?

est un moyen de critiquer la suggestion de parler en privé, parce que le problème serait interne au syndicat. Il combat le programme (P3) installé par Juani, et en cela le met donc en production directement. Pour Leo, la demande de Juani de continuer ce débat en privé est problématique :

parler en privé, c'est avoir quelque chose à cacher. Puisque les participants n'ont rien à cacher, alors ils doivent accepter la présence des caméras, même si elles viennent de l'extérieur. La question de Leo met aussi en production le programme (P4), qu'il investit :

(P4) [NEG avoir quelque chose à cacher DC parler devant les caméras]

Ce programme entre, dans le contexte de cet espace sémantique, en tension avec le programme (P3) installé par Juani, et le remet de ce fait en production, cette fois de manière indirecte.

De même, Vicky, qui était pourtant à l'origine de la tentative de blocage, à travers l'énoncé : « Est-ce qu'on devrait passer pour ce qu'on est pas ? Passer pour ce qu'on est pas ? » combat le programme (P3) qui était investi par Juani, et le met donc de nouveau en production. Ainsi, comme dans l'extrait précédent, tiré du NPA, non seulement le blocage échoue, mais en plus l'élément qui a été la cible du blocage devient très productif. Cependant, si l'extrait du NPA mettait en relation des programmes de valeur que l'on pourrait dire équivalentes, dans la mesure où ils avaient une productivité à peu près égale (disons à peu près, car il faudrait en réalité se demander comment on mesurerait la « productivité exacte d'un élément dans un espace sémantique », et nous doutons de la pertinence d'une telle question) ; nous ne notions aucune différence significative de productivité entre les deux éléments. Ici, certains éléments en jeu ne sont pas équivalents : le programme (P3) est devenu très productif suite à l'échec du blocage ; néanmoins, le mode d'intervention < combattre [problème interne DC débat privé] > est devenu beaucoup plus productif que le mode d'intervention < investir [problème interne DC débat privé] >. De ce fait, il ne faudrait pas concevoir le blocage comme un travail au résultat binaire, réductible à une alternative entre une action efficace ou qui échoue.

On constate encore une fois, à travers cet extrait, que le blocage peut échouer, et qu'en cas d'échec du blocage, l'élément ciblé devient plus productif.

Toutefois, l'intervention ayant rendu productif un nouvel élément désormais autorisé dans l'espace sémantique n'est pas nécessairement suivi d'effet. Ici, après la prise de parole de Juani demandant à cesser ce débat, celui-ci est immédiatement relancé par l'énoncé de Vicky : « Et maintenant, les votes ».

Cet extrait présente une autre particularité qui le distingue des autres exemples de blocage que nous avons analysés jusqu'ici. Contrairement à ce qu'on a vu précédemment dans l'assemblée du NPA par exemple, où l'intervention qui fait suite au blocage donne l'impression de «

justifier » la pertinence de ce thème à *ce moment-là* de l'interaction, la reprise de la parole par Juani suite au blocage ne sert pas à justifier la pertinence du thème à *ce moment-là*. Son intervention a pour but de faire cesser les propos de Vicky dans ces circonstances, c'est-à-dire dans cette assemblée ou dans une quelconque assemblée où il y aurait un public extérieur. Le discours de Juani a pour but de soustraire à l'espace du dicible les éléments installés par Vicky. Le type de discours tenu par Vicky ne doit pas avoir lieu au cours de cette interaction, car il n'y a pas sa place.

Le mode d'intervention installé par Juani, < investir [problème interne DC débat privé] >, consiste lui-même à bloquer, à rejeter des unités de l'espace sémantique. L'intervention de Juani peut donc à son tour être considérée comme une tentative de blocage - qui échoue donc, elle aussi, puisque notre fragment se clôt sur l'intervention de Vicky « et maintenant, les votes », qui relance les échanges sur le même thème qu'avant l'intervention de Juani.

Cependant, il nous faut relever une différence entre la tentative de blocage de Vicky et celle de Juani, car celle-ci ne vise pas un programme en particulier mais un ensemble de programmes, réunis sous l'expression « nos défauts ».

Cet extrait présente donc deux niveaux d'opérations de blocage qui s'affrontent, l'un qui porte sur un élément, et l'autre qui porte sur un ensemble d'éléments.

Quelle que soit la raison invoquée du blocage (hors sujet au moment de la discussion ; hors sujet lors de ce type de rencontre ou sujet inapproprié pour les circonstances), on a vu que le programme n'est pas visé en tant que tel (ce que font les combats) ; ce qui est en jeu, ce n'est pas non plus le type d'opération effectué sur ce programme (ce que fait par exemple l'investissement d'un programme auparavant combattu). Dire « quel est le rapport », ce n'est pas se déclarer pour ou contre le programme ni contre la possibilité de l'investir ou de le combattre « en général », mais c'est refuser sa présence dans cet espace sémantique, ou à tel moment de la construction de l'espace sémantique.

Il s'ensuit que ce qui est considéré comme étant hors sujet n'est pas déterminant en soi, car ce n'est pas le hors sujet qui produit le blocage, mais plutôt la mise en place d'une opération de blocage qui construit un énoncé antérieur comme étant classifié hors sujet. Autrement dit, c'est le fait de dire « c'est quoi le rapport ? » qui construit ce qui vient d'être dit comme hors sujet.

Notre démarche révèle ainsi un mécanisme inverse à celui qui est présenté par Moeschler

(1982). La démarche de Moeschler – qui décline la thèse du « principe de coopération » de Grice (1975) – repose sur l’hypothèse qu’il y a des conditions de bonne formation séquentielle pour les interactions, et que le locuteur sanctionne l’énoncé de son interlocuteur en fonction du respect ou non de certaines de ces conditions : « Tout acte d’énonciation appartenant à une séquence d’actes est évalué du point de vue de sa satisfaction à la fois au plan discursif et au plan interactionnel »⁷⁰.

Pour illustrer ce mécanisme, reprenons l’un de nos exemples. L’énoncé B « c’est quoi le rapport ? » est inapproprié vis-à-vis de l’énoncé qui précède (disons qu’il n’a pas pu être prévu, compte tenu de ce que l’on trouve dans l’énoncé A qui le précède « même à Marinaleda, il y a des gens qui ne sont pas conseillers et qui ont plus de responsabilités. »). Cette inappropriété dite « cotextuelle » dans une séquence dialogale révèle une appropriation dite « contextuelle » du premier énoncé. Parce que A est contextuellement inadapté, alors le second énoncé (B) *évalue* A. Cette sanction se révèle par l’inappropriété marquée entre A et B.

En revanche, dans la démarche que nous proposons, c’est le blocage qui produit et qui construit l’inappropriété - ou plutôt, on ne peut pas parler en termes d’appropriété mais seulement décrire ces situations en termes d’interventions qui travaillent à créer l’impossibilité d’une mise en production. Avec une telle description, le blocage par un énoncé du type « c’est quoi le rapport ? » crée l’inadéquation de ce qui précède. Et dans la mesure où il constitue lui-même un coup porté sur l’espace sémantique, il peut réussir ou échouer, être plus ou moins efficace. Les effets du blocage sont donc imprévisibles.

Donc, malgré une certaine familiarité avec les analyses proposées par Moeschler dans le type de phénomènes à décrire, on trouve des incompatibilités ponctuelles, qui proviennent d’approches structurellement opposées. Alors que les analyses de dialogue de Moeschler acceptent la proposition de Grice selon laquelle les interactants respectent le principe de coopération, pour nous, les prises de parole d’une assemblée constituent autant de coups de force contraignant la suite des opérations qu’il est possible d’entreprendre dans la construction de l’espace sémantique.

Par l’étude du travail de blocage, notre analyse révèle que l’on peut agir à différents niveaux sur les éléments sémantiques. On savait que l’on pouvait agir sur des programmes par des opérations, mais on constate aussi que l’on peut agir à un autre niveau, par un travail qui porte

⁷⁰ Ibid, p. 147.

sur des mode d'intervention (comme dans le cas d'une accusation), ou sur des opérations d'installation, comme ici.

Le blocage d'une installation a pour particularité de ne pas porter directement sur un programme, au sens où il ne cherche ni à augmenter ni à diminuer sa productivité. Le blocage ne vise pas non plus un mode d'intervention en tant que tel ; que le mode d'intervention soit X ou Y n'a généralement pas d'impact sur le surgissement du rejet de ce mode d'intervention. La visée d'une telle action est uniquement de rendre impossible une tentative d'installation et de mise en production d'un mode d'intervention. Mais, on l'a vu, la tentative de blocage peut échouer et ainsi avoir l'effet inverse à celui qui était visé. En justifiant son énonciation, le premier locuteur agit en énonçant de nouveau son propos : dire que tel discours ne peut pas ou ne doit pas être tenu, c'est déjà en parler, et l'énoncé agit sur l'unité dont l'installation est la cible du blocage. Autrement dit, en voulant la supprimer, la tentative de blocage la rend polémique, et donc productive. C'est là le paradoxe déjà présent dans toute opération de combat. Une opération de combat a pour visée de contraindre la productivité d'un programme. Cependant, agir sur un programme revient à le mettre en production - c'est ce même paradoxe qui guette toute tentative de blocage d'une installation. Pour désactiver un programme, il est donc possible de l'ignorer, comme nous l'avons vu dans le chapitre « Configurations » (Partie II, chapitre 2), ou de le bloquer - à condition que ce travail soit fructueux.

Les actions de blocage amènent à supposer qu'il existe un niveau d'action sur l'espace sémantique qui est différent de celui des opérations (combat, investissement, naturalisation). Les opérations d'investissement, de combat et de naturalisation agissent sur un programme pour modifier sa productivité. En revanche, les blocages agissent sur la possibilité que les opérations soient effectuées. Le blocage agit sur la possibilité qu'un programme soit installé dans l'espace sémantique, pour empêcher qu'il soit investi, combattu ou naturalisé. Autrement dit, le blocage est une action discursive qui agit sur l'installation d'un programme. Le blocage aurait donc lieu à un niveau qui permet d'agir sur la possibilité d'agir sur l'espace sémantique ; la tentative de blocage est donc une « méta-action », c'est une action dont l'objet est une autre action.

Les énoncés font état de ce qui peut être dit dans l'assemblée. Alors que tout énoncé agit sur l'espace sémantique pour travailler sur la possibilité des énoncés futurs, les tentatives de blocage le font, elles, de manière explicite. Dans ces cas, ce qui a lieu dans les discours met en lumière le fonctionnement sémantique des assemblées : toute intervention a pour effet d'ouvrir ou de fermer des possibilités de dire. Si une assemblée est une lutte pour la définition du dicible,

le mécanisme du blocage participe du conditionnement des coups possibles.

2.3. Nuit debout et l'absence de rejet

Une remarque sur nos différentes assemblées s'impose. Le blocage d'une installation par des formulations du type « c'est hors sujet », « pourquoi tu parles de ça ? » que l'on trouve au NPA, ou « c'est quoi le rapport ? » que l'on trouve à plusieurs reprises à Marinaleda, n'apparaissent pas dans l'assemblée de Nuit debout. Au-delà même de ce type de formulations, on ne trouve pas, de manière générale, cette manière d'agir sur l'espace sémantique de l'assemblée de Nuit debout, c'est-à-dire en refusant l'installation d'un nouvel élément. Cette exception n'est pas le fruit du hasard mais plutôt une caractéristique du type d'assemblées que l'on trouve à Nuit debout : ce sont des assemblées qui réunissent des participants ne formant pas à proprement parler une organisation, ni même, au moment où a lieu l'assemblée qui nous occupe, un mouvement. « Qu'est-ce qu'on veut faire ? » est une question qui pourrait être structurante ici, tandis que le NPA et Marinaleda ont des objectifs établis : les questions structurantes de ces assemblées seraient plutôt du type de « comment faire X ? ». On pourrait même dire qu'à Nuit debout il n'y a peut-être pas de question structurante. Ou encore que ce qui est structurant c'est la possibilité d'ouvrir toutes les voies possibles, et de ne pas laisser de propos de côté. L'absence de possibilité de blocage est quasiment posée explicitement⁷¹. Nuit debout peut donc recevoir, au point de vue discursif, ce qu'on appellerait des propositions (d'actions, ou de questions à débattre) et qui, sémantiquement, consiste en une multitude d'installations. Le « que faire ? » sous-jacent à l'espace discursif est moins discriminant quant aux possibilités d'installation. On trouve par exemple dans notre assemblée :

Ben : Comment je fais venir des gens ? En les impliquant. [...] Qu'est-ce que t'as envie de construire ? Qu'est-ce que t'as envie de faire ? Voilà.

⁷¹ Nuançons cette affirmation. Ce principe ne sera pas sans poser de problème aux Nuideboutistes, et sera abordé de front, suite à l'épisode de la visite de A. Finkielkraut, et de son « expulsion », comme l'avait alors titré Libération. Deux membres de la commission Sérénité avaient publié un texte - en leur nom, mais qui avait été largement soutenu. Ils y écrivaient notamment ceci : « puisqu'il est visiblement nécessaire de le rappeler, ce rassemblement quotidien est issu d'un mouvement social s'opposant au projet loi travail. Ainsi, jamais Nuit debout n'a eu cette prétention à la neutralité politique qu'exigent abusivement de nombreux médias en la réduisant à un cadre formel de délibération collective ». On trouve aussi, plus loin dans ce texte : « Usant de son art de la provocation, le polémiste a offert à ceux qui l'attendaient l'occasion d'accuser ce mouvement pluraliste et ouvert de sectarisme et d'intolérance. Nous avons rencontré ce soir-là des libertariens de droite comme des socialistes, des écologistes ou de simples curieux. Pourtant, seule la personne de Finkielkraut a suscité notre vigilance lorsque nous en avons été informés, les irritations que suscitait sa présence étant évidentes et attendues, de part et d'autre ». (Nuit debout, 2016 : 85-86). Pour les nuitdeboutistes, cet épisode, et la réaffirmation d'être un mouvement politique n'empêchent pas le principe d'ouverture à toute proposition, mais n'est pas sans poser question. Le débat qui a suivi cet épisode peut être (très) grossièrement résumé par la question suivante : faut-il tolérer les propos intolérants ?

Dans les deux autres collectifs, Marinaleda et le NPA, en revanche, « comment faire X ? » est susceptible, au niveau sémantique, de fermer des possibilités de mise en production d'unités qui n'ont pas d'effet sur la productivité de X - ou plutôt, la mise en production d'une unité n'ayant aucune connexion avec X a de plus fortes chances de faire l'objet d'un blocage. On pourrait croire de ce fait que l'espace sémantique de Nuit debout est seulement « à remplir », et est complètement vierge à la première assemblée (ou que les autres espaces seraient déjà saturés et ne feraient donc que reproduire des unités déjà productives). Mais Nuit debout contenait déjà, au moins, les modes d'intervention qui ont mené à son émergence (l'appel à occupation, la loi Travail etc.). La possibilité de blocages est plutôt, selon nous, à mettre en relation avec le type d'actions (discursives et non discursives) envisagées par l'assemblée. On peut donc imaginer - mais sur ce point, nous ne posons que des pistes de réflexion - que Nuit debout étant en cours de construction, le mouvement favorise l'ouverture à tout type de nouvelle proposition. Il est donc voué à évoluer à mesure que les assemblées se multiplient. Mais il y a plus. Le côté militant sur la liberté et l'égalité dans les prises de parole fait partie des programmes structurant l'espace sémantique de toutes les assemblées de Nuit debout. Dans le communiqué de presse du 30 mars (c'est-à-dire, l'appel qui donnera naissance à Nuit debout) on construit déjà l'ouverture à tout type de prise de parole :

Le 31 mars, on se pose, on discute et on décide ensemble des actions à mener pour faire de la Nuit debout le début d'un mouvement citoyen. Nous porterons nos espoirs avec fierté et fermeté. Des solutions existent, nous avons des sources d'inspiration, des idées, des expériences, des savoirs et des savoir-faire, de l'énergie, de la bienveillance et de la joie⁷².

L'installation d'unités sémantiques peut faire l'objet d'actions pour les rejeter ou bien pour contrer un blocage. Ce qui est dicible, ce qui peut être mis en productivité dans un espace sémantique fait l'objet d'opérations. Tandis que certaines installations ne posent aucun problème, c'est-à-dire que l'on peut constater qu'elles sont reproduites, ou transformées, d'autres au contraire deviennent problématiques, créant un niveau supplémentaire de travail dans l'espace sémantique. Ce qui a lieu sur l'espace sémantique lorsqu'un énoncé tente de

⁷² Nuit debout, 2016, p. 37. C'est nous qui surlignons.

bloquer l'installation et la mise en production d'une unité, est l'un des moyens les plus explicites de montrer ce que tente tout énoncé prononcé dans le cadre d'une assemblée politique citoyenne : empêcher certaines paroles et en permettre d'autres. En effet, nous cherchons à montrer que l'espace sémantique est l'espace du dicible, l'espace où se construisent les unités qui permettront, dans la situation d'une assemblée, à certains discours d'être tenus sans que cela soit senti comme « bizarre », et à d'autres de ne pas pouvoir être tenus du tout ; le blocage rend transparent ce principe.

CONCLUSION

Selon les analyses que nous venons de mener, nous pouvons avoir un meilleur aperçu des moyens disponibles dans un espace sémantique pour en rejeter certains éléments autrement que par une opération de combat. Nous avons pu au moins tirer de nos propositions d'analyse qu'il y a différents moyens de diminuer la productivité d'un programme : au combat, que nous connaissions déjà, s'ajoutent le blocage et l'accusation.

L'accusation, installée par certains énoncés, est une configuration qui comprend un mode d'intervention accusateur, et deux programmes opposés (converses ou transposés, dans les cas que nous avons étudiés). Cette configuration est une unité dotée d'une puissance de réduction de la puissance d'autres éléments sémantiques ; elle vise plusieurs programmes à la fois, sans nécessairement en viser un en particulier, permettant de créer une classe ouverte de programmes ciblés.

En mettant au jour d'autres manières que le combat de diminuer la puissance d'une unité dans l'espace sémantique, ces études nous ont aussi permis de mieux appréhender les caractéristiques attachées aux opérations de combat. Les opérations de combat sont un moyen bien particulier d'attaquer un programme et donc de diminuer sa force, mais qui est pris dans un paradoxe, reposant sur le fait qu'en cherchant à diminuer la productivité d'un élément, un énoncé agit sur celui-ci, et le remet donc en production. Le seul moyen de réduire la productivité d'un programme serait en fait de l'ignorer, lui assignant de ce fait un statut d'élément *désactivé* dans l'espace sémantique.

Nous avons vu qu'un moyen d'agir sur un programme de manière à diminuer sa productivité est de s'opposer à sa mise en production, d'agir en amont, en bloquant l'installation dudit programme. Mais nos analyses ont révélé que certains blocages - que nous considérons donc

comme un type de travail que l'on peut effectuer sur une unité sémantique - n'échappent pas au risque du paradoxe de la productivité, car lorsque le blocage est rejeté, c'est-à-dire lorsque la tentative de blocage échoue, alors le programme se retrouve être particulièrement productif. « Diminuer la force d'un programme » comprend donc plusieurs dimensions dont certaines se révèlent contradictoires.

Cette analyse nous laisse penser que les moyens de réduire la productivité des programmes sont nombreux. L'accusation, que nous avons présentée comme un schéma d'intervention déclenchant un type d'effet dans l'espace sémantique, est installée par des énoncés qui présentent certains critères communs qui les rendent repérables. Ces énoncés, lorsqu'ils sont prononcés, installent dans l'espace sémantique un mode d'intervention particulier, ayant pour but de diminuer la productivité de l'élément qu'il cible, et d'autres éléments qu'ils pourraient potentiellement cibler. Cette puissance d'agir est donc (re)mobilisable en tant que telle pour déclencher un type d'effet particulier. Dans le cas de l'accusation, sa mobilisation a pour but d'affaiblir la productivité d'unités ciblées, mais aussi d'ouvrir la possibilité d'agir sur une classe ouverte de programmes. On peut se demander s'il y a d'autres énoncés, reconnaissables par certains critères, qui auraient eux aussi la propriété d'installer dans un espace sémantique un type de puissance d'agir ayant toujours le même effet. Sans faire une typologie des différents types d'énoncés qui aurait des effets prévisibles, on peut néanmoins imaginer des puissances discursives types, présentes dans tout espace sémantique et mobilisables comme telles. L'énoncé d'une accusation porte, de manière évidente, « le projet » d'un faire, d'un agir - qui suffit à apporter une transformation de l'espace du dicible - désormais, il faut prendre en compte la possibilité de cet agir. Ces énoncés font quelque chose, ils agissent sur l'espace sémantique de manière à le transformer, d'une manière qui leur est propre.

Bilan de la Partie II

Cette partie a été consacrée à la description d'interventions ponctuelles sur l'espace sémantique. Nous avons vu que certains discours opposés peuvent opérer de manières contradictoires sur une seule puissance discursive, ou mettre en production des modes d'intervention incompatibles : c'est ce que nous avons appelé, dans le premier chapitre, l'*Opposition* et la *tension*.

Certaines interventions peuvent faire entrer des puissances discursives en relation avec d'autres puissances discursives de manière privilégiée - c'est ce que nous avons appelé des *configurations*. La particularité de ces configurations repose sur le fait qu'elles laissent ouverte la possibilité de considérer indépendamment les éléments qui la composent, c'est-à-dire d'agir isolément sur chaque élément, ou de considérer l'ensemble des éléments qui la composent comme un tout, comme une nouvelle unité - complexe - à part entière, c'est-à-dire d'agir sur elle en effectuant un seul point d'impact. Ce type de phénomènes multiplie donc les possibilités d'actions sur l'espace sémantique. C'est ce que nous avons pu voir au deuxième chapitre.

Par ailleurs, nous savons désormais qu'il est possible d'agir sur l'espace sémantique en diminuant la productivité de certaines unités, notamment par l'installation de ce que nous avons appelé des *modes d'intervention accusateurs*. Cette action est motivée par une incompatibilité entre des éléments revendiqués par le collectifs et une certaine manière d'agir. L'accusation vise non pas seulement un programme, mais une classe de programmes, ayant ainsi un impact sur plusieurs unités à la fois ; d'autant que l'accusation pouvant être réactivée, il est possible d'avoir des effets de transformation de l'espace sémantique à rebours.

Enfin, nous savons qu'il existe une autre possibilité d'intervention qui consiste à agir dès le moment de l'installation d'une unité sémantique, en empêchant la possibilité même de sa mise en production. Agir pour supprimer certains éléments de l'espace du dicible, principe à l'œuvre

dans toute intervention, est rendu visible par ce type d'actions, que nous avons appelé des *blocages*. Les accusations et les blocages, qui sont deux formes de rejet d'éléments répondant à des mécanismes différents ont fait l'objet du dernier chapitre de cette partie.

Ainsi, en effectuant une étude de certains moments de la transformation de l'espace sémantique, nous avons pu rendre plus visible cette idée selon laquelle l'espace sémantique d'une assemblée citoyenne politique est instable et hétérogène.

Partie III

Dynamique de l'espace sémantique des assemblées citoyennes politiques

Alors que la partie précédente s'attachait à étudier l'espace sémantique dans certains états de sa transformation à la suite d'interventions ponctuelles, cette partie sera consacrée à considérer sa construction dans sa dynamique globale.

Nous commencerons, dans le premier chapitre, par questionner la productivité des éléments des espaces sémantiques des assemblées, jusque-là considérée comme unique principe régulateur. Sans contester les propriétés qui lui ont été attribuées jusqu'à présent, nous considérerons la nécessité d'ajouter un autre principe régulateur au fonctionnement sémantique des assemblées citoyennes politiques : la (dé)stabilisation. Par la suite, nous l'intégrerons à toutes nos analyses. Afin de mieux comprendre ses caractéristiques, nous effectuerons une série d'analyses de moments de construction de l'espace sémantique où son rôle est déterminant. Cette réflexion nous permettra de détailler les propriétés attachées à l'opération de naturalisation, qui semble être l'opération privilégiée pour avoir accès à des tentatives ciblées de (dé)stabilisation. Par ailleurs, l'analyse de moments d'échanges autour du vote rendra visible et explicite la (dé)stabilisation à l'œuvre dans toute intervention ciblant l'espace sémantique d'une assemblée.

Le deuxième chapitre sera consacré à l'étude de l'évolution globale de l'espace sémantique. La question de la prise en compte d'interventions semblant avoir un impact plus fort que d'autres sera traitée par la mise en évidence de la création de relations tout au long de l'interaction,

formant des réseaux instables d'unités asymétriques. On pourra alors rendre compte de l'effet global d'une opération locale.

Enfin, le dernier chapitre de cette partie, qui sera aussi le dernier de notre étude du fonctionnement sémantique des assemblées citoyennes politiques, devra traiter une question problématique : dans un contexte d'analyse comme le nôtre, et après les décisions théoriques que nous avons prises au cours de notre étude, quel traitement pourrions-nous accorder à la question générale des « identités » ? Il nous faudra proposer des éléments de réponse à cette question aussi inévitable qu'épineuse dans une analyse d'échanges de nature politique.

CHAPITRE 1

LA (DÉ)STABILISATION

INTRODUCTION

Nous insistons, depuis le début de notre étude, sur la nécessité de comprendre la construction de l'espace sémantique comme un processus dynamique. Les chapitres précédents ont montré que l'on peut agir sur des puissances discursives de différentes manières. Que ce soit au moyen d'opérations (de combat, d'investissement ou de naturalisation) agissant directement sur un programme, que ce soit des mises en relation qui impactent indirectement une puissance discursive, que ce soit la création d'une configuration rendant relativement dépendants les modes d'intervention qui la constituent, toute action que nous avons étudiée jusqu'ici a pour conséquence de rendre une entité plus productive ou moins productive. L'impact de la productivité sur une entité se fait toujours au détriment d'une autre unité ou d'autres unités.

En ce sens, toutes les actions qui ont lieu sur l'espace sémantique rendent certains éléments (programmes ou modes d'intervention, ou encore configurations) plus ou moins forts, plus ou moins faibles car plus ou moins visibles - plus ou moins dicibles. En somme, plus ou moins productifs.

De là à affirmer que la productivité est le principe régulateur de tout l'espace sémantique, soit l'effet systématique, le but visé ponctuellement et l'enjeu de l'échange, il n'y a qu'un pas. C'est en tout cas ce que semble affirmer la sémantique des conflits sociaux dans ses versions préliminaires. Il s'agira, dans ce chapitre, de questionner la productivité. La dimension de la productivité épuise-t-elle l'enjeu sémantique des interventions discursives sur un espace sémantique ? Est-elle le seul principe régulateur de l'espace sémantique des assemblées citoyennes politiques ? En est-elle le principal ?

Pour répondre à ces questions, nous allons revenir sur la « productivité » et nous la distinguerons de la *stabilité*, qui nous semble être un principe régulateur de l'espace sémantique au même titre que la productivité, sinon à un niveau plus fondamental encore. Nous

chercherons donc, dans ce chapitre, à étudier la dynamique propre à l'espace sémantique en mettant au jour les enjeux de différents moments clefs des assemblées citoyennes politiques.

1. TENTATIVE DE (DÉ)STABILISATION

La productivité, que nous avons jusqu'ici considérée comme l'unique principe régulateur de l'espace sémantique, doit être distinguée de la stabilité, dont nous allons apporter une première définition. Nous verrons que la stabilité entretient un lien étroit avec l'opération de naturalisation et avec la présupposition, qui est l'une des expressions de la naturalisation.

1.1. Productivité

Que font les énoncés, lorsqu'ils opèrent sur l'espace sémantique d'une interaction ? Nous savons qu'une opération effectuée par un énoncé a des répercussions sur la productivité d'un programme. Les énoncés opèrent sur des programmes de façon à renforcer leur productivité et à amoindrir la productivité d'autres programmes, voire à renforcer la productivité de certains programmes au détriment d'autres programmes ; ils travaillent sur un programme pour que celui-ci soit apte à engendrer de nouveaux discours. Mettre en production un programme ou renforcer sa productivité aura pour effet secondaire de le maintenir dans l'espace sémantique ; c'est le cas pour toute opération. Donc, de manière indirecte, les opérations qui sont portées sur les programmes pour les rendre plus productifs engendrent une intégration permanente du programme en jeu dans l'espace sémantique de l'interaction. Quelles sont les implications d'une telle affirmation ? Si nous affirmons que l'espace sémantique est un espace de lutte pour rendre des programmes productifs, ou pour augmenter leur productivité, il s'ensuit que cet espace sémantique est également une lutte pour la sauvegarde de tel ou tel programme dans l'espace sémantique ; autrement dit, que l'enjeu est de maintenir un certain nombre d'éléments, de sauvegarder la présence de certaines puissances de parole au détriment d'autres puissances de parole.

Le maintien de certaines unités dans l'espace sémantique est l'une des façons possibles d'envisager la *stabilité*. De cet unique point de vue, serait considéré comme stable un

programme qui continuerait d'être actif, qui « resterait en jeu ». Ainsi, plus un programme serait productif, plus sa stabilité serait assurée. Par exemple, rappelons que dans notre chapitre configuration (II ; 2) l'énoncé de Coleta :

Coleta : C'est Hollande qui a sauté dessus pour sa réélection, pour faire voir qu'il était le sauveur du peuple, le garant des institutions, le garant de la protection du peuple.

installe un programme

[Hollande a un intérêt à agir pour sa réélection DC il le fait],

qui est spécifié par quatre autres éléments. Ce programme est particulièrement productif, et reste présent dans l'espace sémantique, on pourrait dire qu'il est stable (au sens où sa présence est assurée, donc stable). Cependant, il y a des programmes qui sont productifs et qu'il est difficile d'envisager comme *stables*, parce qu'ils reçoivent des opérations contradictoires. C'est le cas par exemple que l'on a étudié dans notre chapitre Rejets (II ; 3). L'énoncé de Juani

Juani : je crois que le débat que t'as ouvert doit avoir lieu mais je crois qu'il faut en débattre en interne, pas devant des caméras qui nous filment.

installe le programme :

[problème interne DC débat privé]

qui se retrouve combattu par une autre intervention, puis en tension avec un autre programme installé par une autre intervention, etc. Ce programme est donc indéniablement très productif, puisque chaque intervention l'affecte et de ce fait, le remet en production. Il « reste en jeu » dans l'espace sémantique, bien qu'attaqué de toute part. Mais précisément, parce qu'il est affecté par différentes interventions contradictoires, il est difficile de dire que ce programme est stable. De manière générale, nous pensons qu'un programme productif étant un programme qui fait l'objet de beaucoup d'interventions, il est plus à même d'être pris pour cible d'opérations antagonistes. La stabilisation n'est donc pas affaire de productivité. Au contraire, il semble que lorsqu'un programme ne reçoit pas ou plus d'opérations contradictoires, sa présence acquiert une force particulière qui n'est due qu'à sa non-polémique. C'est cette force attachée à des programmes qui ne sont pas ou qui sont peu polémiques que nous aspirons à isoler à l'aide de la notion de *stabilité*.

1.2. Stabilité

La stabilité n'est pas équivalente, dans ce sens, à un programme qui reste seulement « actif ». Un programme peut recevoir une opération de combat, puis ne plus subir d'opération : il sera alors stabilisé, en tant que programme combattu (et même *désactivé*) ; sa valeur n'évoluera plus. Cependant, les différentes opérations sémantiques affectent de manière spécifique la stabilité d'un programme. Prenons d'abord l'opération de combat. Combattre un programme, c'est une tenter de lui enlever toute possibilité d'être naturalisé, c'est agir sur un programme comme élément polémique, c'est le mettre en production et c'est, aussi, tenter de le déstabiliser ; il s'agit de l'affecter de manière à ce qu'il ne produise plus de nouveaux discours sans que ceux-ci soient problématiques. L'énoncé suivant, tiré de l'assemblée générale de Marinaleda, par exemple,

Pedrín : [...] Presentar por la CU en Marinaleda, no va a recibir ningún beneficio. Va a recibir perjuicio. Es lo que va a recibir.

Pedrín : [...] se présenter pour la CUT à Marinaleda, il va recevoir aucun bénéfice. Il va avoir des embêtements, c'est ça qu'il va recevoir.

combat le programme :

[se présenter pour la CUT DC bénéfiques].

L'un des objectifs de cette intervention est que des discours comme *il se présente pour quelques bénéfiques* ne puissent pas être énoncés sans que cela provoque une réaction, sans que cela soit senti comme déplacé ou faux, et qu'à terme, on ne le dise même plus. Le combat donc, a pour but de déstabiliser des puissances discursives. Il faut aller plus loin : le combat a aussi pour but de stabiliser d'autres éléments. Ici, dans cet exemple, le combat déstabilise le programme (P1) et stabilise des éléments qui lui sont opposés. On peut faire l'hypothèse qu'un programme comme [se présenter pour la CUT PT NEG bénéfiques] est plus stable qu'avant l'apparition de l'énoncé de Pedrín, de même que tous les programmes qui entrent en tension avec (P1)

L'investissement déclenche le mécanisme inverse : il agit directement sur un programme pour le rendre plus stable, c'est-à-dire pour que les discours qu'il permet soient sentis comme ce qui peut être revendiqué. Dans ce même exemple de Pedrín, le programme

[se présenter pour la CUT DC embêtements]

est investi. Tous les discours du type *se présenter pour la CUT met dans une position difficile* ont pour but de stabiliser ce programme, de manière à ce que la présentation pour la CUT ne

soit plus sentie comme un privilège, mais plutôt comme un dévouement (dans ce contexte, on comprend que Vicky ne s'était pas présenté par intérêt). Tous les investissements sont des tentatives de stabilisation du programme sur lequel ils agissent directement, et ont pour conséquence indirecte de déstabiliser d'autres éléments. Investir un programme, c'est une tentative de stabilisation de certains éléments, et une déstabilisation indirecte d'autres éléments. On peut généraliser cette remarque : toute opération (dé)stabilise des éléments de l'espace sémantique.

La naturalisation fonctionne différemment que les deux autres opérations. À la différence de l'investissement et du combat, le programme est présenté comme n'étant pas polémique « comme soustrait à la discussion (comme n'ayant pas besoin d'être défendu, comme n'étant pas censé être attaqué) »⁷³ ; nous ajouterons à cette définition de la naturalisation qu'elle a pour caractéristique de mettre en production le programme comme étant déjà stabilisé. Par exemple, dans cet énoncé tiré de la réunion électorale du NPA :

William : c'est vrai que les débats qui sont dans les bulletins intérieurs à l'occasion de cette CN me semblent un peu... un peu en dehors du truc.

la présence de débats dans les bulletins intérieurs ne fait pas partie de ce qui peut être questionné, mais on peut produire des énoncés qui l'évoque. La naturalisation met en production des programmes, mais elle les remet en production en tant que programmes stables.

D'après ce que l'on vient de présenter, on pourrait avoir l'impression qu'une fois une opération accomplie sur un programme, celui-ci acquiert automatiquement un certain degré de stabilité spécifique à l'opération accomplie. Cependant, l'ordre dans lequel les opérations sont effectuées détermine la (dé)stabilisation d'un programme. Par exemple, nous faisons l'hypothèse qu'un programme qui est d'abord naturalisé, puis investi lors d'un second énoncé change de *degré de stabilité* (qui s'inscrit dans sa valeur). Dans la réunion électorale du NPA, on trouve par exemple un énoncé de JB qui naturalise l'existence d'une mobilisation, au moment où ils sont en train de se réunir :

JB : Dans l'idéal, on serait pas en train de parler de la présidentielle qu'est dans un an mais on s'rait en train de parler de la mobilisation qu'a lieu maintenant.

⁷³ Lescano, ms., p. 128.

Dans cet énoncé, ce qui peut être discuté, c'est de savoir si on fait bien de ne pas parler de la mobilisation, parce que l'organisation de la présidentielle est plus importante, etc. En revanche, le fait qu'il y a une mobilisation n'est pas présenté comme discutable. Dans la prise de parole d'après, qui est celle de Jipi, on trouve l'énoncé :

Jipi : Y a aussi une mobilisation. Même si elle est un peu... elle est un petit biaisée par ce que... ce qui se passe aujourd'hui.

L'existence de la mobilisation n'est plus, dans cet énoncé, naturalisée mais investie. Cet énoncé appelle à parler de l'existence d'une mobilisation. L'élément est certes productif, mais instable - bien qu'il n'ait pas reçu d'opérations contradictoires - la naturalisation et l'investissement étant toutes deux des opérations « positives ». Néanmoins, alors que nous considérons l'investissement comme une tentative de stabilisation, la naturalisation a la particularité de montrer le programme comme déjà stabilisé ; de non polémique, le programme est de nouveau montré comme polémique. Il est donc déstabilisé.

Parce qu'il est plus difficile d'affaiblir un programme productif mais non polémique qu'un programme qui est au centre des antagonismes, on dira que l'investissement et la naturalisation sont des opérations positives donc non contradictoires, mais que la naturalisation attribue au programme un degré de stabilisation plus élevé. C'est pourquoi l'inversion des opérations n'a pas le même effet sur l'espace sémantique : un programme stabilisé puis investi est déstabilisé, tandis qu'un programme investi puis naturalisé gagne en stabilité. Si l'on revient encore une fois à l'extrait de la réunion 92-sud du NPA que nous avons analysée dans le cas de la spécification, nous avons vu que le programme [Hollande a un intérêt à agir pour sa réélection DC il le fait], était investi dans l'énoncé de Coleta tandis qu'il était naturalisé dans l'énoncé suivant de Midje :

Midje : Les gens sont... ils comprennent que c'est un coup politique d'Hollande, comme ça a été dit aussi, pour [...] se poser en ultime recours contre le FN et donc passer *in extremis* contre le FN, comme bouclier.

En somme, est stable un programme qui n'est ni la cible d'opérations contradictoires ni d'une opération moins puissante. Autrement dit, notre hypothèse générale est que dans une assemblée, la lutte sémantique a pour but *principal* de stabiliser des éléments sémantiques. Cela apparaît très clairement par exemple dans la réunion de travail de Marinaleda, où Pedrín dit que lorsqu'en tant que Manijero il sanctionne les absentéistes, il reçoit des insultes. À Eduardo qui lui dit qu'il doit mettre en place une série de mesures, il répond ceci :

Pedrín : Si ustedes estáis dispuesto [...] a someterse a las normas que se ponga [...] sin luego decirle a ningún manijero que es un hijo de puta [...] lo hago.

Pedrín : Si vous êtes prêts à vous soumettre aux normes qui seront mises en place, sans après aller dire au manijero que c'est un fils de pute, je le fais.

Dans cet extrait, Pedrín pose la condition, pour répondre aux demandes d'Eduardo, que son rôle de *manijero* (et donc l'application de normes que ce rôle implique) ne lui attire pas les foudres de ces collègues. Il met en production un programme comme

[le *manijero* applique les normes DC NEG mérite d'être insulté]

Ici, l'objectif du discours de Pedrín est d'engendrer d'autres discours autour du rôle du *manijero* et des conséquences qui y sont attachées. Le travail effectué par son énoncé n'a pas visée à rendre productif ce programme. Pedrín ne cherche à faire discuter les travailleurs autour de ce point mais plutôt qu'il devienne si évident qu'il ne soit plus nécessaire de l'évoquer. Cet énoncé est une tentative de stabilisation, et non pas d'augmentation de la productivité.

En effet, cette lutte pour la stabilisation de puissances discursives est exercée par toutes les interventions. Tous les énoncés ne cherchent pas à stabiliser les mêmes éléments mais seulement un certain nombre d'entre eux, faisant emprunter une direction particulière à l'évolution de l'espace sémantique. Pour le dire autrement, chaque énoncé contient une tentative de contrainte sur la suite de l'interaction de manière à rendre pérennes les programmes qu'il investit et inactifs ceux qu'il ne veut pas voir être pérennisés. L'espace sémantique de l'assemblée est tiraillé par des forces contraires, par des puissances discursives contradictoires. Ainsi, l'espace sémantique n'est pas seulement dynamique parce que les éléments qui le constituent sont multiples et changeants, mais aussi parce qu'il est construit par des forces de (dé)stabilisation qui sont, dans les assemblées politiques, fondamentalement contradictoires. La dynamique de l'espace sémantique provient selon nous, avant tout, de l'application de forces sémantiques stabilisatrices contradictoires.

Nous nous proposons dans ce chapitre d'étudier des mécanismes de (de)stabilisation mis en œuvre dans les assemblées citoyennes politiques qui font l'objet de notre étude.

Présuppositions et naturalisations

Ce que l'on vient de voir peut être approfondi par une étude de la naturalisation ; cette opération entretient un lien privilégié avec le principe général de (dé)stabilisation. En particulier, la présupposition, qui est l'un des moyens d'agir sur un programme en le naturalisant, est un moyen de mieux comprendre le fonctionnement de (dé)stabilisation.

Certains dispositifs de stabilisation sont bien connus : c'est le cas de la présupposition. En sémantique, il est admis depuis Frege (1892) que les contenus peuvent être posés ou présupposés.

Prenons l'extrait suivant, tiré de l'assemblée électorale du NPA :

Alain : Y a une masse de militants qu'en ont ras-le-bol, ras-le-bol des trois tendances, même des tendances - ils ont tort -, mais des trois tendances, qui ne comprend plus rien au débat, et qui en a plein le dos. Qui milite, parce que le NPA milite, y a même - ça m'a étonné - y a 1200 votants à la dernière AG. Bon. Y a des centaines qui ont pas voté. Ça veut dire qu'on a perdu, mais pas tellement. Quand on regarde les cantons d'une province, avec beaucoup moins d'adhérents, les comités militent. Mais les comités en ont ras-le-bol, voilà - quel qu'ait été leur vote avant - en ont ras-le-bol parce qu'ils ne comprennent pas les différences.

Dans l'énoncé « Y a une masse de militants [...] qui ne comprend plus rien au débat », on peut différencier les deux éléments *avant, les militants comprenaient le débat*, et *actuellement, une masse de militants ne comprend pas le débat*, parce que des caractéristiques différentes leur sont attachées dans la description globale de l'énoncé.

Selon Ducrot (1972), trois critères permettent de déterminer si un contenu est posé ou présupposé. Le premier critère est celui de l'enchaînement : la suite discursive consécutive peut reprendre sémantiquement uniquement le posé et non le présupposé. Par exemple « une masse de militants ne comprend plus rien au débat » peut être suivi de « donc il faudrait qu'on soit plus clair » et ne peut pas être suivi de « donc les échanges étaient riches ». Le second critère est celui de la négation. Les critères mis en place par Ducrot, en réalité, prévoient seulement le cas d'un énoncé initialement affirmatif auquel on ajouterait une négation. Ici, puisque notre énoncé initial contient déjà une négation, on peut le transformer par un énoncé comme *les militants comprennent toujours les débats en jeu* ; la version affirmative continue de véhiculer *auparavant les militants comprenaient le débat*. On peut aussi transformer notre énoncé initial, en le niant (sans toutefois lui imposer une négation au sens strict), et le contenu présupposé se

maintient encore : « Il est faux de dire que les militants ne comprennent plus rien au débat ». Le dernier critère est celui de la transformation interrogative : « est-ce que les militants ne comprennent plus rien au débat ? », qui maintient aussi « avant, les militants comprenaient ». Ainsi, « avant, les militants comprenaient le débat » est présupposé et non posé.

Les critères qui permettent de repérer les présupposés, c'est-à-dire la négation polémique, l'enchaînement et la question, parce qu'ils les conservent, sont autant de moyens de soustraire du débat certains éléments. Il ne faut donc pas négliger la portée de la présupposition sur la construction d'un espace sémantique. En effet, les critères sus-cités englobent un grand nombre de types d'énoncés qui stabilisent des éléments et représentent autant de coups de force à la disposition du locuteur pour modifier l'espace sémantique dans une certaine direction. Ainsi, après un présupposé, ni la mise en question ni le refus d'une affirmation ne sont suffisants pour déstabiliser le programme présupposé. La portée de ce phénomène est donc considérable dans le type de corpus qui nous occupe. Tous les éléments présupposés sont présentés comme étant déjà stabilisés et les moyens de les déstabiliser sont restreints. Un moyen possible et bien connu de déstabiliser un élément présupposé est de reprendre l'énoncé contenant le présupposé en lui ajoutant une négation métalinguistique. Si l'on reprend notre exemple, il faudrait donc dire *le problème n'est pas que les militants ne comprennent plus rien au débat, c'est qu'il n'ont jamais rien compris au débat*. Dans ce cas, alors, l'élément présupposé serait attaqué. Les moyens d'atteindre les présupposés étant très limités, ceux-ci sont susceptibles de faire partie des éléments effectivement stables de l'espace sémantique.

Le même phénomène de stabilisation peut avoir lieu par l'action de certains connecteurs : on le retrouve par exemple dans les énoncés qui contiennent un *puisque* dans une formule en *P, puisque Q* ou *Puisque Q, P* où *Q* est affirmé (Ducrot, 1975). Dans les énoncés de ce type, « *Q* est présenté comme déjà admis par l'auditeur » (ce qui ne signifie pas que *Q* ait été effectivement admis). Comme dans le cas du présupposé, le discours se poursuivra sur *P*, et non sur *Q*, qui a été soustrait de la discussion. Dans le cas de l'interaction, ce contenu n'est donc pas celui sur lequel les interventions suivantes peuvent intervenir, sans présenter une certaine « anomalie ». Regardons un exemple, que nous tirons de *Nuit debout* : « il se passe quelque chose depuis le 31 mars. Mais on sait pas quoi et on veut pas le savoir puisqu'on veut le construire ensemble ». Dans cet énoncé, « nous voulons construire *X* ensemble » n'est pas présenté comme pouvant être la cible d'une nouvelle opération. Dans un cas tel que celui-ci, ce programme est présenté comme étant déjà stabilisé, tandis que la suite est présentée comme

devant être déterminée. C'est ce qui permet d'ouvrir l'intervention à « Que se passe-t-il ? », qui est donc présenté comme devant faire l'objet d'opérations futures qui remettront toutes en production (indirectement) Q. Les interventions futures, en remettant Q en production, mais indirectement seulement, ne le déstabiliseront pas (alors que sa productivité augmentera). L'« anomalie » serait alors de combattre ce qui a été présenté comme déjà admis par les participants.

Les présupposés argumentatifs

Carel (2018) remet en cause l'indépendance énonciative des contenus présupposés, en distinguant les présupposés « argumentatifs » des présupposés « co-signifiés ». Les deux types de présupposés sont reliés au contenu posé mais, tandis que les présupposés co-signifiés ont un contenu propre, les présupposés argumentatifs ne forment, eux, qu'un seul contenu avec le posé, et entretiennent une relation de type [présupposé DC posé]. Carel prend comme l'exemple le verbe *s'acharner*, qui présuppose l'élément *faire P est difficile*. L'énoncé « je me suis acharné à regarder les films de Demy » construit ainsi une unique unité composée d'un élément *faire P est difficile* qui est présupposé, et d'un élément posé *ne pas arrêter de faire P* qui sont reliés par un connecteur transgressif de type *pourtant*. Dans ce cas, le présupposé argumentatif est de type [difficultés à faire P PT NEG arrêter de faire P], qui peut être concrétisé par un enchaînement comme *les films de Demy m'ennuient et pourtant je n'ai pas arrêté de les regarder*. Carel en conclut que dans le cas des présupposés argumentatifs, le présupposé participe à l'organisation du texte au même titre que le posé avec lequel il forme un unique contenu.

Mais du point de vue de la stabilisation, est-ce que les présupposés argumentatifs agissent différemment des présupposés « classiques » ? Un énoncé comme *depuis qu'on a publié un texte par plateforme, les militants ne comprennent plus rien au débat* investit un programme (P1) :

(P1) [avoir publié trois textes DC NEG comprendre].

Cet énoncé comporte un présupposé « classique », à savoir *avant la publication des textes, les militants comprenaient le débat* ; les opérations futures portées sur le programme (P1) ne déstabiliseront pas l'élément *avant la publication des textes, les militants comprenaient le débat*, qui n'est pas atteint. Le présupposé argumentatif en revanche, parce qu'il ne forme plus qu'un seul programme avec le posé, est plus exposé aux opérations, et notamment au combat.

En effet, la négation agissant sur l'unité formée par ce qui était traditionnellement considéré comme contenant deux contenus indépendants, il n'y a plus aucun moyen d'épargner une partie d'un programme des opérations. C'est tout le programme mis en production qui est affecté par une déstabilisation.

Ainsi, à la question « à quoi diable servent alors les présupposés [classiques] si, comme le prévoit de plus la loi d'enchaînement, ils n'ont aucun rôle dans la construction du texte ? »⁷⁴, on répondra qu'ils servent à soustraire certains programmes du débat, et constituent ainsi les éléments stabilisés, sur lesquels repose la construction de l'espace sémantique. Ils entrent donc dans la construction de l'espace en tant que programmes non problématiques, non polémiques. Par exemple, à Nuit debout, on trouve ceci dans l'intervention de Malika :

Malika : Comment on va faire cesser la guerre des pauvres, si c'est pas en se reparlant ? Alors je crois que d'ores et déjà, il faut qu'on commence à se dire dans nos petites têtes qu'il faut qu'on ose descendre en bas de chez nous ! En bas de nos bâtiments, il faut aller voir nos voisins et nos voisines ! Il faut causer ! Il faut se regrouper !

Dire qu'il y a une guerre des pauvres ne met pas en production un programme en le montrant comme polémique, mais comme déjà accepté. C'est le présupposé :

[les pauvres devraient s'entraider et PT ils se font la guerre]

Ce programme, parce qu'il est naturalisé, permet à Malika de proposer des solutions à ce problème. Il permet l'installation d'autres programmes. S'opposer aux propositions de Malika, qui consiste à descendre en bas de chez soi, et à reparler avec ses voisins déstabiliserait un programme comme

[causer DC faire cesser la guerre des pauvres]

mais n'atteindrait pas le programme naturalisé par le présupposé. Les programmes naturalisés par présupposition assurent en quelque sorte une « base arrière » aux programmes qui sont encore instables, permettant que ces derniers soient déstabilisés sans que l'opération n'affecte tous les programmes dont ils dépendent.

Naturalisation par défaut

Les opérations portées sur les programmes en vue de les stabiliser peuvent donner lieu à une

⁷⁴ Carel, 2018, p.263.

stabilisation effective. Le changement de degré de stabilisation est alors repérable dans l'échange. On trouve en effet des cas où un programme est investi par un locuteur puis naturalisé par un second locuteur qui intervient plus loin dans l'échange. Alors que le programme investi constituait le cœur du discours du premier locuteur, il est présenté par la suite comme point de départ pour un nouveau développement. Dans l'assemblée du NPA 92 sud par exemple, Henri qualifie la situation militante actuelle par l'expression de « délabrement d'un mouvement », que Midje reprend plus loin pour commencer un nouveau développement de son intervention. Les deux expressions n'agissent pas de la même façon sur les programmes qu'elles mobilisent.

Henri : Le délabrement - je dis "délabrement", peut-être que c'est un mot un peu fort, m'enfin j'étais cette semaine à la manifestation devant l'Assemblée Nationale au moment où se débattait au parlement la discussion sur la prolongation de l'état d'urgence. On était 300-400, les grandes organisations étaient en pointillés, et puis ceux qu'ont pris la parole c'était Jean-Claude Amara... Comme il me dit : "écoute j'ai 70 ans, et j'ai pris la parole". Et c'était de loin le plus combatif. [...] pour moi c'est l'image d'un délabrement d'un mouvement.

Midje : Et juste, pour finir sur l'état de délabrement des forces heu... des forces révolutionnaires et notamment du NPA, heu c'est vrai qu'on se demande quoi faire, comment on peut relancer la machine.

Henri investit d'abord un programme, tout en admettant que certains pourraient le trouver trop fort, c'est-à-dire qu'il pourrait être la cible d'une déstabilisation. Après avoir donné quelques exemples, il l'investit de nouveau, en le prenant cette fois pleinement à son compte. Cet extrait investit donc deux fois le programme :

< investir [nécessité de se mobiliser PT NEG mobilisation] >

Par la suite, Midje reprend le terme dans son discours pour situer la partie du discours précédent sur laquelle il veut revenir : « pour finir sur l'état de délabrement des forces heu... des forces révolutionnaires et notamment du NPA, heu c'est vrai qu'on se demande quoi faire, comment on peut relancer la machine ». Le terme *délabrement* est devenu partie intégrante du discours de Midje sans qu'il ait été (re)discuté, et semble ainsi accepté comme tel. Il est à présent stabilisé, et susceptible de développement. Le *délabrement* des forces militantes, qui était un point de vue proposé sur la situation militante actuelle, a été aspiré pour la formation d'un programme nouveau. Il est alors présenté comme un fait :

< naturaliser [délabrement des forces militantes DC questionner l'action] >

Midje procède de plus à un resserrement, en proposant de se questionner sur les forces militantes du NPA en particulier, et ce pour diriger le débat vers la problématique de l'action. Alors que Henri proposait des réflexions sur le militantisme, Midje redirige le débat vers une introspection du parti pour le redynamiser et réviser ses stratégies. Le programme investi par Midje n'est donc pas encore stabilisé, et est appelé à subir des opérations futures, opérations rendues possibles par la stabilisation préalable du programme d'Henri. En effet, si Midje avait combattu le programme d'Henri, avec un énoncé de type *les forces militantes se portent bien*, alors il n'aurait pas pu, par la suite, investir le second programme. Ce phénomène montre une tentative de stabilisation réussie. C'est une tentative dans la première opération (ici d'investissement), qui a atteint son but, grâce à la seconde opération qui naturalise le programme, en le plaçant comme support de l'opération suivante.

Ainsi, certains programmes sont stabilisés, non pas seulement par une simple opération de naturalisation, mais sous l'effet de l'accumulation d'opérations non contradictoires sur un même programme : l'introduction d'une force de stabilisation par Henri est d'abord multipliée par la seconde opération d'investissement, puis a atteint son objectif, par la stabilisation effective atteinte dans l'énoncé de Midje.

Le dysfonctionnement comme révélateur d'une stabilisation passée

Ainsi, un programme, à force d'opérations, peut atteindre le stade de programme stabilisé. Certaines stabilisations sont si fortes, que les programmes qui ont subi les opérations n'ont plus besoin d'en recevoir d'autres. À terme, ces programmes sont devenus une « évidence » pour tous les intervenants, et n'ont plus besoin d'être retravaillés. L'enjeu des opérations est, finalement, qu'un programme soit soustrait du débat, autrement dit, qu'il perde sa dimension polémique. Ainsi, certains programmes seraient rendus tellement évidents, à force d'opérations, qu'ils n'auraient même plus besoin d'être évoqués, ou bien deviendraient des supports à d'autres opérations qui lui sont rattachées. Cependant, alors que la stabilisation de ces programmes les soustrait du débat, certaines opérations, portées sur d'autres programmes, peuvent entrer en contradiction avec un programme stabilisé et, de ce fait, le déstabiliser, remettant le programme auparavant stabilisé au cœur de l'interaction. C'est ce phénomène que nous allons étudier à présent.

L'extrait suivant est tiré de l'assemblée du 7 mai de Marinaleda. Comme l'expliquent les deux

interlocuteurs, le candidat à l'élection se présente sous l'étiquette Izquierda Unida - CUT. La Izquierda Unida est l'un des partis nationaux d'Espagne. Créé en 1986, il réunit la majorité des partis d'extrême gauche. La CUT (Candidatura Unida de los Trabajadores, puis Colectivos de Unidad de los Trabajadores) a été créée en 1979 en tant que branche politique du syndicat SOC (Sindicato de Obreros del Campo). Sa fondation provient du désir de ses membres de ne se présenter sous aucune étiquette politique existant alors, afin de conserver leur indépendance vis-à-vis des partis politiques. Dans un entretien, Gordillo, qui a été élu maire sous cette étiquette dès sa fondation, raconte⁷⁵ :

La CUT a été créée en 1979 pour les élections municipales, par le biais du SOC, parce qu'il n'y avait aucune organisation, parmi celles qui se présentaient dans les mairies aux premières élections démocratiques, qui nous convenaient à ce moment-là. Nous avons donc fondé cette candidature indépendante, menée ou impulsée par le SOC, et nous sommes ainsi présentés à la mairie de Marinaleda et dans 20 ou 25 autres villages dans toute l'Andalousie.

Dans le passage suivant, extrait de l'assemblée générale de Marinaleda, Pedrín souligne le fait que la liste en place associe les deux entités politiques, et demande des explications. Selon lui, la présence de Izquierda Unida représente un danger pour la CUT, qui risque de perdre l'indépendance qu'elle avait acquise. Ce « danger » constitue le point central de notre réflexion.

Pedrín : Primero la CUT : ¿Por qué no se presenta libremente sin Izquierda Unida cuando era un instrumento de nosotros para no presentarnos en ningún partido político? ¿Por qué nos tenemos que presentar a trave de Izquierda Unida?

Gordillo : Sí, sí, la intervención es porque al no haberlo pedido oficialmente. Lo hemos consultao, al no haber pedido la baja oficialmente. CU está en esta coalición como CU en coalición con Izquierda Unida. Entonces te pueden vetar la candidatura. Entonces pa que no pueda suceder eso. Pero desde luego la idea nuestra e : CU. Y adema en el cartel no poner IU pero CU. Nosotros vamos por la CU. Y en el futuro yo creo que la CU es la que tenemos que mantener por encima de todo. Que es una cosa que creamos para las elecciones municipales en el año 79. La CU es ante que Izquierda unida. La CU se creo ante que IU. Después la CU se metió en IU en el ano ochenta y tanto. Pero en el 79, que es cuando se creo la CU, todavía la IU no existía. Existía el Partido Comunista, pero no existía la Izquierda unida.

Pedrín : Y mi opinión es que no la debemos destruir ni por Podemos ni por Ganamos. La CU es la CU, y ha nacio aquí, en la sierra sur, y yo creo que para nosotros tendría que ser más poderosa que Podemos,

⁷⁵ « La CUT se crea en 1979, con motivo de las elecciones municipales, a través del Sindicato de Obreros del Campo, porque no había ninguna organización que nos convenciera en aquel momento, de las que se presentaban a las primeras elecciones democráticas en los ayuntamientos. Entonces, montamos esta candidatura independiente, protagonizada o impulsada por el SOC, y así nos presentamos en el ayuntamiento de Marinaleda y en 20 o 25 pueblos más de toda Andalucía». Dans le documentaire Marinaleda : *El sueño de la tierra* (Espagne, 2007, 90 min) de Eva Abad y Pablo García Cabrera.

Ganamos o to los partido de izquierda o como se quieren llamar quien se presente.

Gordillo: Totalmente de acuerdo. Más cosa.

Pedrín : *Premièrement la CUT, pourquoi elle ne se présente pas librement sans Izquierda Unida alors que c'était un moyen à nous pour se présenter dans aucun parti politique ? Pourquoi est-ce qu'on doit se présenter par le biais de Izquierda Unida ?*

Gordillo : *Oui, oui, c'est parce qu'on ne l'a pas demandé officiellement. On a regardé, c'est parce qu'on ne l'a pas demandé officiellement. CU est en coalition en tant que CUT en coalition avec IU. Donc ils peuvent invalider ta candidature. Donc, c'est pour pas que ça arrive. Mais depuis toujours, notre idée c'est : la CUT. Et sur l'affiche ne pas mettre UI-CUT mais CUT. Nous on marche avec la CUT. Et dans le futur je pense que la CUT, c'est ce qu'on doit maintenir au-dessus de tout. Parce que c'est quelque chose qu'on a créé pour les élections en 79. La CUT passe avant IU. La CUT a été créée avant IU. Après, la CUT s'est mise avec IU en 80 et quelques. Mais en 79 quand la CUT a été créée, IU n'existait pas encore. Le parti communiste existait mais pas IU.*

Pedrín : *Et mon avis, c'est qu'on doit pas la détruire. Ni pour Podemos ni pour Ganamos. La CUT, c'est la CUT, et elle est née ici, dans la Sierra Sur et moi je pense qu'elle devrait être plus puissante que Podemos, Ganamos, et tous les partis politiques de gauche - ou selon comment ils veulent s'appeler - qui se présentent.*

Juan Manuel : *Entièrement d'accord. Plus de choses.*

Pedrín présente la création de la CUT comme le résultat d'une volonté d'indépendance : « c'était un moyen à nous pour se présenter dans aucun parti politique ». Pourquoi un parti créé pour être indépendant se présente-t-il en binôme avec un autre parti politique ? Pedrín demande donc à Gordillo de lui expliquer cette incohérence. Pedrín rappelle que le rôle initial de la CUT était de servir d'instrument pour être indépendant tandis qu'elle se présente aujourd'hui à travers la candidature de IU.

Son rôle initial peut être représenté par le mode d'intervention suivant :

< investir [moyen à nous DC se servir de ce moyen] >

Dans ce cas, la CUT est marquée comme « utile ». Au contraire, dans la situation actuelle de la liste électorale, elle perd la pertinence qu'elle avait auparavant. C'est cette situation qui est dénoncée par Pedrín. Le syndicat serait alors devenu un instrument inutile ou obsolète.

La présentation de la CUT, parce qu'elle se fait à travers une autre candidature, lui fait perdre le pouvoir qu'elle a en se présentant seule. L'énoncé de Pedrín « moi je crois que pour nous, elle devrait être plus puissante que Podemos, Ganamos, ou tous les partis de gauche [...] qui se présentent » investit le programme :

< investir [volonté d'indépendance DC présentation libre de la CUT] >

L'accomplissement d'une volonté d'indépendance par le biais de la CUT est ici investi. Mais auparavant, en présentant la CUT par l'énoncé « c'était un moyen à nous pour qu'on ne se présente dans aucun parti politique », Pedrín a déjà mis en production le même programme. Cependant, alors qu'il est investi dans le premier énoncé cité, dans celui-ci en revanche, il est naturalisé. Ainsi, ce programme subit un (ré)investissement alors qu'il est déjà présenté comme soustrait du débat. C'est par ce phénomène que nous voyons la déstabilisation qui a eu lieu : la description du parti en tant que moyen d'être indépendant est incompatible avec la situation actuelle. La présentation par le biais d'un parti va à l'encontre de la raison d'être de la CUT. L'énoncé « pourquoi est-ce qu'on doit se présenter par le biais de Izquierda Unida ? », marqué par « par le biais de » nie l'indépendance de la CUT. La description de l'élection investit le programme :

< investir [présentation en coalition PT NEG indépendance de la CUT] >

Cet élément est incompatible avec le programme naturalisé [volonté d'indépendance DC présentation libre] ; ils entrent en tension.

Situation actuelle de la CUT en tension, selon Pedrín

[naturaliser < [volonté d'indépendance DC présentation libre de la CUT] >
	investir < [présentation en coalition PT NEG indépendance de la CUT] >

Ainsi, alors que la stabilité du programme [volonté d'indépendance DC présentation libre] avait été jusqu'ici épargnée, elle est menacée par l'appartenance à une relation auparavant inexistante. Le résultat de la création de cette tension au sein de l'espace sémantique est une déstabilisation du programme [volonté d'indépendance DC présentation libre].

Gordillo ne cherche pas à désactiver cette tension, c'est-à-dire qu'il ne combat aucun programme installé par Pedrín. En revanche, il donne à Pedrín l'explication que celui-ci lui demandait. Les membres dirigeants de la CUT n'ayant pas demandé à temps la séparation officielle pour les élections futures, la CUT risquerait de voir annuler ses votes. Selon la version de Gordillo, la CUT ne peut légalement pas se présenter librement pour les prochaines élections. Gordillo précise que si la CUT avait pu se présenter seule, elle l'aurait fait : « sinon on aurait présenté la CUT seule ». L'explication de Gordillo ajoute un élément aux programmes de Pedrín : [volonté d'indépendance PT NEG possibilité présentation libre]. De ce fait,

l'intervention de Gordillo renforce la tension posée par Pedrín, d'une part parce qu'elle ne nie pas l'anormalité de la situation, d'autre part parce qu'elle réaffirme la volonté de la CUT de se présenter seule. L'anomalie de la situation dénoncée par Pedrín est donc renforcée par le discours de Gordillo.

Ce passage est particulièrement intéressant du point de vue de la stabilisation. L'intervention de Pedrín nous permet de constater l'anomalie qu'il repère, qui consiste à présenter la CUT en coalition - ce à quoi il s'oppose. Cette opposition se fonde sur le fait que la coalition est contraire à la raison d'être de la CUT, puisqu'elle a été fondée pour conserver l'indépendance des travailleurs vis-à-vis des partis politiques. Cette « anomalie » révèle qu'un programme était jusqu'ici stabilisé. Les raisons de l'existence de la CUT faisaient donc partie des programmes qui ont servi, pendant X temps, à construire d'autres programmes. Ce programme est déstabilisé par la coalition qui a lieu. Cependant, et c'est là ce qui est le plus intéressant, Pedrín et Gordillo investissent de nouveau le programme (dé)stabilisé. C'est-à-dire qu'une fois qu'un programme (naturalisé ou non) a été déstabilisé par une opération, celui-ci doit subir un certain nombre d'opérations pour pouvoir, peut-être, retrouver la stabilité qu'il avait atteinte. Est-ce que, pour autant, on peut considérer que ce programme a été « relégué » au même rang que tout autre programme investi ? Notre hypothèse, que nous soutenons déjà depuis le début de cette thèse, est qu'aucune opération n'est « effacée » de l'espace sémantique. Ainsi, ce programme, ici investi à la fois par Gordillo et Pedrín, n'a pas la même valeur que les autres programmes qui sont installés et investis pour la première fois. Ce programme porte, dans sa constitution, sa stabilité passée et sa déstabilisation présente. Il est donc plus facile à (re)stabiliser qu'un programme nouvellement installé dans l'espace. Ici, Gordillo et Pedrín opèrent de nouveau sur le programme, le rendant productif, mais sa stabilité n'est plus assurée.

Ainsi, nous avons vu que certains programmes, à force d'investissements successifs, peuvent changer de statut ou on dira, pour être plus précis, acquérir une nouvelle valeur - un nouveau degré de stabilité - dans l'espace sémantique : un programme peut ne plus être investi, parce qu'il est devenu évident et n'a donc plus besoin d'être (re)discuté. Quand un programme atteint le stade de programme qui n'est plus discuté, il fait alors partie des programmes qui sont présents de manière sous-jacente à l'espace sémantique. Mais il peut arriver que, parfois, un programme subisse une opération qui le rende contradictoire avec l'un de ces programmes qui ne sont plus discutés. Ce programme « stable » devient alors de nouveau « en danger », c'est-à-dire que sa stabilité est réévaluée. Autrement dit, lorsqu'un programme a été stabilisé, il a, au

bout d'un certain temps, tendance à être mis en concurrence avec un autre programme qui lui est concurrent. Pour conserver la stabilité qu'il avait atteinte auparavant, ce programme initialement « stable » doit donc être de nouveau investi.

Cette réflexion nous permet de poser une nouvelle hypothèse : les programmes, les modes d'intervention, sont non seulement instables, mais sont en plus soumis à des cycles de stabilité - et d'instabilité. Un programme n'est stable que pour un temps. Il est évident jusqu'à ce qu'un programme lui devienne contradictoire : « l'annulation de la possibilité du différend qu'il faut inscrire dans l'opération de naturalisation peut ne durer, pour ainsi dire, que l'instant de son accomplissement. »⁷⁶. C'est pourquoi on parle de stabilisation (voire de tentative de stabilisation) et non pas de stabilité : les opérations, quelles qu'elles soient, sont des forces (dé)stabilisatrices. Il suffit qu'un programme reçoive la force d'une seule opération déstabilisatrice ou la force déstabilisatrice d'une seule opération inférieure ou opposée, pour que le processus de déstabilisation soit enclenché. La stabilité, lorsqu'elle a lieu, est donc une position d'équilibre précaire, un état temporaire entre deux déstabilisations.

Ainsi, la stabilité relative atteinte par un programme ne l'est que dans le temps d'un cycle de construction de l'espace sémantique. On peut en conclure qu'il n'y aurait aucune possibilité d'avoir des programmes qui ne puissent pas être déstabilisés, dans aucun espace sémantique du type de ceux que nous étudions.

Les phénomènes de « dysfonctionnements » viennent confirmer cette hypothèse et la renforcer : non seulement l'espace sémantique est instable, mais en plus, aucune entité sémantique contenue dans un espace sémantique n'est susceptible d'être définitivement stabilisée.

L'annonce d'une procédure : un appel à la stabilisation

La stabilisation peut être explicitement recherchée, révélant alors ce qui a lieu par défaut dans tout énoncé agissant sur l'espace sémantique. Il ne semble pas que des cas de ce type soient rares dans des assemblées comme les nôtres ; ils méritent donc d'être étudiés.

Certains procédés, qui peuvent contenir un nombre variable d'opérations, visent explicitement une (dé)stabilisation, annoncée comme telle. Pour illustrer ce phénomène, nous présentons deux extraits, le premier venant de l'assemblée de Nuit debout et l'autre de la réunion de travail

⁷⁶ Lescano, op.cit., p. 129.

de Marinaleda. Dans le premier extrait, Aline propose un texte amendable pour présenter l'événement qui a lieu sur la place de la République et ailleurs, de façon à donner une meilleure visibilité à ce mouvement en train de naître dans plusieurs villes de France :

Aline : Alors nous avons un petit collectif. On voudrait vous présenter un texte parce qu'effectivement, comme l'a dit Malika et d'autres, ce mouvement ne pourra prendre tout son sens et peut-être réussir à construire, à démarrer la construction d'un nouveau monde que s'il sort de la place de la République, que s'il sort de Paris, même des grandes villes qu'ont été dites. Pour ça, il faut qu'on ait tous un texte très clair, très court. Alors ce n'est qu'un début, ce texte, il pourra être amendé. Je vous le lis très vite.

Nous ne présentons pas le texte dont il est question dans cet extrait. Ce qui nous intéresse ici, c'est l'événement sémantique créé par l'annonce de la rédaction d'un texte, et les raisons qui ont amené un groupe de participants à le rédiger. Ce texte a pour but de présenter le mouvement en le médiatisant. Une fois amendé, le texte aura une portée à l'intérieur et à l'extérieur de Nuit debout. Le nom de Nuit debout sera alors associé à un certain nombre de points de vue : ce à quoi le mouvement s'oppose et ce qu'il revendique, sa manière d'agir, etc. Les programmes qui sont discutés dans l'assemblée et ceux qui seront inscrits dans le texte auront « des portées différentes » : ceux qui sont inscrits dans le texte seront présentés comme ayant été validés par l'assemblée.

Amender le texte sert à donner une direction à la suite de la construction du mouvement, à poser une base pour des opérations futures : c'est donc une prise de position officielle. C'est une procédure décisionnelle dont le résultat sera une stabilisation des programmes inscrits et diffusés comme tels.

Dans le second extrait, Pedrín propose de discuter, dans une future assemblée générale (donc avec une participation plus large que celle des réunions de travail), des normes de travail, afin que celles-ci soient adoptées de manière officielle et publique. Cet extrait a un objectif qu'on peut rapprocher du précédent, en ce qu'il vise une stabilisation en annonçant une prise de décision de l'assemblée (c'est-à-dire une stabilisation de programmes) mais il a l'avantage d'être plus explicite, en ce que Pedrín décrit lui-même l'effet qu'aura une décision prise officiellement, c'est-à-dire l'effet recherché :

Pedrín : En la asamblea... eso lo tenéis que hacer ustedes en la asamblea. Y decir "estos tres puntos, es lo que va a ser". Y el que no

cumple esos tres puntos sabe que automáticamente está despedido. No lo despide el manijero, lo ha despedido la asamblea que ha acordado eso. Pedrín : *À l'assemblée... ça, c'est vous qui devez le faire en assemblée. Et dire : "ces trois points-là, c'est ce qui sera". Et celui qui ne respecte pas ces trois points sait qu'il est automatiquement viré. C'est pas le manijero qui le vire, c'est l'assemblée qui s'est accordée là-dessus qui l'a viré.*

Pedrín annonce presque textuellement l'objectif d'arrêter un certain nombre de points, de prendre officiellement une décision en assemblée : une fois que les normes auront été décidées en assemblée, les travailleurs ne pourront plus contester la sanction du *manijero*. On voit que la procédure a pour effet de changer la valeur des programmes en jeu. Une fois qu'ils ont été approuvés par l'assemblée, cette approbation devient le garant de leur stabilité en même temps qu'il légitime les ordres du *manijero*. C'est pourquoi, après approbation, tout combat sera senti comme illégitime : l'opposant ne s'opposera plus seulement à un programme en particulier, mais aussi à la procédure qui a validé et ainsi stabilisé ce programme (« C'est pas le chef d'équipe qui le vire, mais l'assemblée qui a convenu de ça »).

L'arrêt d'un certain nombre de normes à respecter a pour but d'améliorer le fonctionnement des groupes de travail. Les points acceptés par les participants à la procédure décisionnelle ne pourront plus être contestés avec la même facilité par l'assemblée qu'avant la stabilisation des programmes qu'ils portent. L'effet de cette stabilisation est donc de désamorcer les contestations, autrement dit de rejeter par avance les énoncés qui pourraient agir par des opérations de combat.

Les procédures décisionnelles annoncées comme telles ont pour effet - une fois accomplies - de stabiliser un certain nombre de programmes. Cependant, la stabilisation peut viser des effets différents : alors que dans le cas de l'extrait de Nuit debout, la procédure de stabilisation est un processus d'ouverture, permettant une multiplication des opérations, l'extrait de Marinaleda au contraire bloque les opérations de combat.

Un autre cas reste à étudier : le vote représente l'exemple canonique de l'opération qui est annoncée comme procédé de stabilisation. C'est ce processus décisionnaire que nous allons à présent étudier, en tant que procédure mettant en production les forces (dé)stabilisatrices qui construisent l'espace sémantique.

2. LE VOTE : UN DISPOSITIF DE STABILISATION

Certaines des assemblées que nous étudions contiennent un moment de passage au vote (Nuit debout ; NPA). Dans d'autres assemblées, le vote est évoqué : par exemple, les réunions de Marinaleda du 7 mai et l'assemblée électorale du NPA évoquent des votes qui ont eu lieu dans une assemblée antérieure : la prise de parole de Vicky contient dans son introduction « il y a eu un vote ici », de même que JB, qui développe son discours à partir de « y avait eu au dernier congrès, quand même, un vote ». De plus, la première partie de la réunion de travail de Marinaleda se clôt sur la proposition d'organiser un débat pour mettre en place les normes des groupes de travail : il est donc possible d'envisager que ces normes pourront être soumises à un vote. Il nous semble, pour cette raison, qu'il est inévitable de se pencher sur le vote en tant que procédure discursive.

La question de la prise de décision est traitée en priorité dans le cadre des études sur la délibération (Blondiaux, 2002 ; Cohen, 1989 ; Manin 1985, 2002 ; Pasquino, 2007 ; Urfalino, 2007). Le vote est l'un des moyens d'arrêter une décision collective (Pasquino, 2007 ; Urfalino, 2007), partant qu'« il y a décision quand entre la délibération, d'un côté, et l'action, de l'autre côté, s'interpose l'arrêt d'une intention »⁷⁷. Dans ces approches, la question de l'arrêt d'une décision est inséparable de la légitimité de la prise de décision. Contrairement au moment de la délibération en elle-même où l'influence de la parole est propre à chacun, le moment du vote rétablit l'égalité entre tous les participants. Enfin, la décision par vote semble préférable lorsque le nombre de participants est élevé, car il permet d'avoir une trace de l'opinion générale (Pasquino, 2007 ; Manin, 1985) - par opposition au consensus, par exemple (Urfalino, 2007 ; Pasquino, 2007). Selon Manin, il ne suffit pas de voter et d'obtenir une majorité pour que la décision soit légitime : « la volonté majoritaire n'est pas légitime en elle-même ; le fait qu'elle soit la volonté du plus grand nombre ne lui confère, à soi seul, aucun privilège particulier. La volonté majoritaire est légitime parce qu'elle est constatée à l'issue d'un processus délibératif que tous les citoyens (ou du moins ceux qui le voulaient) ont arbitré ; la procédure qui a précédé la décision est une condition de légitimité tout aussi nécessaire que le principe majoritaire ; c'est la conjonction des deux éléments qui crée la légitimité »⁷⁸. Le vote est un moyen de stabiliser des positions par un arrêt de la décision, mais aussi par un travail préalable de

⁷⁷ Urfalino, 2007, p. 58.

⁷⁸ Manin, 1985, p. 17.

« légitimation » de cette décision.

Il s'agit donc, dans ces approches, de considérer ce qui a lieu avant le vote, c'est-à-dire ce qui permet d'arriver à la procédure de dénombrement des voix et d'arrêt de la décision pour que celle-ci puisse être considérée comme légitime. Notre préoccupation, en revanche, se situe plutôt en aval de la procédure, à savoir non pas sur ce qui permet le vote, mais sur les effets, sur une interaction, d'un vote qui vient d'avoir lieu, ou qui a eu lieu précédemment. Si la problématique de la légitimité surgit, c'est donc plutôt lorsque le vote comme procédure ou le résultat du vote sont questionnés.

En effet, dans nos assemblées, certaines des décisions (et leur légitimité) sont discutées, voire remises en cause dans la suite de l'échange. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut étudier le vote comme un moment de la construction de l'espace sémantique. Ainsi, nous analyserons le vote comme un dispositif discursif intégré à l'espace sémantique, c'est-à-dire comme une suite d'opérations qui a pour conséquence d'en modifier la configuration en stabilisant certains éléments. Ce sont donc à la fois le processus discursif et les conséquences du vote sur l'espace sémantique en tant qu'espace du dicible que nous allons analyser. Nous nous proposons dans cette partie d'étudier le fonctionnement de deux extraits de notre corpus ; le premier, tiré de *Nuit debout*, contient un passage au vote au cours de l'interaction, tandis que le second, tiré de l'assemblée générale de Marinaleda, revient sur la procédure de vote ayant eu lieu dans une assemblée précédente. Nous envisagerons ces deux extraits sous l'angle de tentatives de (dé)stabilisation de certains programmes à travers le vote, et ses conséquences sur la suite de l'échange. On pourra se demander si c'est le discours, contenant un moment de vote, qui permet l'acceptation du résultat du vote, ou si c'est le vote lui-même, en tant que procédure stabilisatrice, qui permet la légitimation des discours qui l'accompagnent, et pose ainsi les résultats de celui-ci comme stabilisés. On questionnera ainsi la notion de légitimité qui lui est rattachée. Commençons cette analyse par l'étude d'un extrait de *Nuit debout*.

2.1. Le vote à Nuit debout

Le premier fragment que nous avons sélectionné met en opposition d'une part les interventions de Ben et de Maxime, et d'autre part l'intervention de Rim. Ben propose de voter la prolongation de la déclaration officielle de rassemblement pour organiser une assemblée quotidienne à 18h, place de la République. Maxime, qui incarne à ce moment de l'assemblée le rôle de médiateur, prend en charge la partie procédurale du vote. Dans un premier temps, il demande aux

personnes présentes de signaler à main levée leur participation au vote, puis dans un second temps, fait le décompte des voix : le résultat du vote est favorable, à l'unanimité. Nous verrons dans un second temps que Rim prend la parole peu après ce vote pour s'opposer à ce type de prise de décision.

Ben : Un dernier point, parce que je voulais pas parler d'organisation tout de suite, mais je vais en parler quand même. Un dernier point. On a eu un petit souci de communication. Quand on s'est retrouvé, à quelques dizaines, expulsés lundi matin. Et quand le deuxième matin ils se sont retrouvés expulsés. Qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on appelle à revenir ? Comment on fait ? Quelle est notre légitimité à quelques dizaines de dire "bon les copains on sera là à 18H". On l'a fait, mais on se sentait pas bien de le faire. Parce qu'on était pas nombreux et qu'on se sentait pas trop légitime. Ce qui serait vraiment bien c'est qu'on acte que quoi qu'il arrive, y a un rassemblement à 18h, pour une assemblée générale. Ça veut pas dire qu'on passera forcément la nuit ! Ça veut dire que quoi qu'il arrive on décide de c'qui va se passer. Voilà, ça c'est le premier point organisationnel. Y a un deuxième point. Et ça, j'aimerais bien qu'on le soumette au vote. C'qui serait quand même pas mal, c'est que pour couvrir cette possibilité de se rassembler tous les soirs et que ce soit bien les gens de l'assemblée générale et pas un petit groupe organisationnel qui décide de la suite du mouvement et bien on aimerait qu'il y ait une prolongation de plusieurs jours, au moins... on va dire la prochaine grosse manif c'est... quoi ? C'est le 9 avril ? le 5 avril. Et ben voilà, y en a une le 5, et ben on dit qu'au moins jusqu'au 5 et pourquoi pas jusqu'au 9 et un petit peu plus si affinité, qu'on prolonge les déclarations. J'insiste sur la déclaration. Nous ne demandons pas d'autorisation. Le droit de manifester est constitutionnel. Donc on déclare, on s'era là, on manifeste.

Maxime : Donc on a une proposition de vote pour des appels à AG pour les prochains jours à 18h, donc qui compte prendre part au vote ? OK. Maintenant qui vote pour ? Ok. Qui vote contre ? Ok, donc heu c'est accepté. [...] L'assemblée générale demande aux gens qui ont déclaré, de prolonger la déclaration.

L'intervention de Maxime pose le problème de la légitimité d'une décision. Parce qu'ils n'étaient pas nombreux au moment où les circonstances (l'expulsion de la place par les CRS) les poussaient à prendre une décision sur la suite du mouvement, les personnes présentes ne se sentaient pas légitimes à appeler à revenir le lendemain. Pour pallier ce manque de légitimité, Maxime intègre donc cette dimension au débat. L'énoncé « ce qui serait vraiment bien c'est qu'on acte que quoi qu'il arrive, y a un rassemblement à 18h, pour une assemblée générale » ne rentre pas dans ce que nous avons pu exposer, dans la partie précédente, comme un énoncé soustrait au débat, mais opère au contraire sur un programme en l'investissant – en lui appliquant donc une certaine force de stabilisation :

< investir [il s'est passé X PT rassemblement maintenu] >

Il pourra donc être, par exemple, combattu par des énoncés de type : je pense que si la situation devient tendue, on ne devrait pas maintenir les rassemblements ou au cas où le projet loi Travail est abandonné, on n'aurait plus de raison de se rassembler etc. Intégrer cette proposition à l'assemblée est donc une manière de la légitimer, en la soumettant à l'appréciation d'un plus grand nombre que lorsque Maxime et les personnes présentes au moment évoqué étaient « quelques dizaines ». Jusqu'ici, cet énoncé suit le schéma de légitimation d'une proposition, telle qu'elle peut être analysée par les auteurs que nous avons évoqués plus haut. En revanche, la suite de l'intervention de Maxime est bien plus problématique. C'est cette partie que nous allons questionner.

Si on essaye de regarder cet extrait du point de vue d'une démarche qui se fonde sur un processus de légitimation de la prise de parole, on voit ici que le fragment « c'qui serait quand même pas mal, c'est [...] qu'on prolonge les déclarations » se compose d'une proposition (prolonger les déclarations) avec un but explicité « pour couvrir... » et une explication, une justification - ou un argument si l'on veut - en tout cas un développement qui vient appuyer la demande qui sera soumise au vote. Ce développement permet une explicitation de la proposition, dans le but que les participants en connaissent la raison, et qu'ils puissent entrevoir la conséquence qu'entraînerait un vote « contre » : en cas de vote « contre » « un petit groupe organisationnel » pourrait « décider de la suite du mouvement ». Cette explication, donc, participerait de la légitimation de la proposition en même temps qu'elle viendrait ajouter à la connaissance de la situation des participants à l'assemblée. Ici, la proposition qui a été soumise au vote se retrouve acceptée de manière officielle, c'est-à-dire qu'elle devient effective à la suite du comptage des voix.

Voilà le type de réflexion que pourrait proposer une approche fondée sur le processus de légitimation de la décision. Dans le cas d'une approche normative, la légitimité effective de cette décision pourrait être discutée - d'autant que la proposition du fragment et celle de la proposition soumise effectivement au vote ne sont pas les mêmes. Ça n'est pas le type de description que nous adopterons. Que se passe-t-il du point de vue d'une description sémantique ?

D'abord, le fragment investit un programme (P2) [déclarer les rassemblements DC protéger la possibilité de se rassembler]. Suite à cette opération, l'espace sémantique contient le mode

d'intervention :

(M2) < investir [déclarer les rassemblements DC protéger la possibilité de se rassembler] >

Ce premier mode d'intervention, on le retrouve par la suite de nouveau mis en production d'une manière bien particulière, par l'énoncé de la deuxième intervention - celle de Maxime : « l'assemblée générale demande aux gens qui ont déclaré, de prolonger la déclaration », qui constitue l'annonce du résultat du vote après comptage des voix. De ce fait, (P2) est investi de nouveau, et (M2) se retrouve stabilisé dans l'espace sémantique. En revanche, suite au vote, le mode d'intervention qui consisterait à combattre (P2), ne fait plus partie de ce qui est dicible dans cet espace sémantique. Ce mode d'intervention a été écarté par la stabilisation protocolaire de l'investissement.

Suite au vote, des énoncés du type *déclarer des rassemblements c'est jouer le jeu du gouvernement*, reviendraient à s'opposer au résultat du vote. Et alors, que se passerait-il ? Le résultat resterait inchangé ; le programme stabilisé par le protocole du vote ne serait pas déstabilisé, malgré cette tentative incarnée par un combat. Nous pouvons donc constater que là où une opération de combat sur un programme quelconque aurait suffi à le déstabiliser, ici, le combat revient à donner un coup d'épée dans l'eau. Nous faisons l'hypothèse que le vote annihile la puissance déstabilisatrice contenue dans toute opération. Dans ce cas, seul un nouveau vote pourrait déstabiliser le résultat du premier vote.

Comment ce dispositif est-il introduit dans l'espace sémantique ? Regardons l'énoncé suivant : « Et ça, j'aimerais bien qu'on le soumette au vote ». Tout d'abord, cet énoncé se présente comme l'expression d'un simple souhait. Il investit donc le programme (P3) :

(P3) [possibilité de faire X DC soumettre X au vote],

par lequel on rend compte que la source, le « pourquoi » on doit soumettre le point organisationnel au vote n'est pas explicité - « une certaine raison » rend le vote nécessaire.

Mais cet investissement a un effet particulier sur la construction de l'espace sémantique, qui le différencie de l'opération d'investissement portée sur le premier programme : il déclenche le processus du vote⁷⁹. C'est donc cet effet particulier qu'il s'agit de décrire.

⁷⁹ Nous pourrions rapprocher ce phénomène du performatif d'Austin (1970), par l'immédiateté de l'effet produit par l'énoncé, mais alors ce ne serait pas un performatif explicite — les conditions formelles d'Austin (verbe à la première personne à

En fait, l'effet de cet investissement est double. Premièrement, il ouvre directement le protocole, et deuxièmement, il semble être protégé contre tout combat, et toute forme d'attaque. En effet, aucune place n'est laissée entre l'investissement de [possibilité de faire X DC soumettre X au vote] et la mise en route du vote. Ni l'énoncé « qui compte prendre part au vote » ? ni les énoncés « qui vote *pour* ? », « qui vote *contre* ? » ne laissent la possibilité de le combattre. On peut ainsi voir le vote comme une sorte de machine qui stabiliserait des unités sémantiques, tandis que l'investissement d'un programme tel que (P3), déclencheur, en serait le bouton « ON ».

On est donc forcément pris dans l'engrenage de la procédure. Il est possible de combattre (P3), mais non pas de le déstabiliser. Une fois (P3) investi, il ne peut plus être déstabilisé. Par conséquent, tout programme peut être combattu, mais tout programme ne peut pas être déstabilisé.

Il existe donc plusieurs moyens de stabiliser des possibilités de dire. Un premier moyen d'essayer de stabiliser une possibilité de dire, c'est de lui assurer une visibilité dans l'interaction, c'est-à-dire, de la « mettre en production ». C'est la tentative de stabilisation par défaut. On peut par exemple investir à nouveau un programme déjà investi. L'autre moyen de stabiliser une possibilité de dire est d'enclencher un mécanisme protocolaire de stabilisation : c'est le cas du vote, qui a pour effet de stabiliser son résultat, au moins jusqu'à la mise en place d'une procédure équivalente et contradictoire, soit un autre vote. Un autre moyen encore, c'est de mobiliser des puissances stabilisées qui pré-existent à la construction d'un espace sémantique particulier : c'est le cas qu'on vient de voir de l'appel au vote dans ce type d'assemblée. C'est parce que le vote est attaché à la nature même du fonctionnement assembléaire qu'il est quasiment impossible de déstabiliser cette puissance de dire.

On peut donc penser que la procédure de vote légitime le résultat du vote. Mais qu'en est-il de la légitimité de soumettre au vote telle proposition plutôt qu'une autre ? En d'autres termes, d'où vient le processus de légitimation à l'intérieur du discours de Maxime, qui précède le passage à la procédure ? On pourrait penser que le discours se construit lui-même en tant que discours légitimant, en produisant les énoncés « type » du protocole à suivre en temps de vote. Le procédé du vote n'est, en soi, pas plus officiel qu'un autre type de discours, mais parce qu'il s'inscrit dans une dynamique protocolaire, il s'instaure lui-même comme un moment plus

l'indicatif, etc.) n'étant pas remplies. Si nous voulions y voir un performatif primaire, alors il s'agirait de décrire l'effet qu'il produit.

« officiel ». D'abord, la procédure s'annonce en tant que telle : c'est-à-dire qu'il y a une rupture annoncée dans le déroulement de l'échange interactionnel. Le protocole du vote suit un schéma attendu, prévisible, standardisé, déjà connu : annonce, questions préalables, question faisant l'objet de la décision à prendre, vote (par des moyens qui ne sont pas purement linguistiques ?), et annonce du résultat. Chaque étape du protocole est une étape menant vers la légitimité du résultat. Pour cette raison, le vote (comme procédure) a une puissance de modification particulièrement forte sur l'interaction : les programmes qui font l'objet d'un vote sont la cible d'une force de stabilisation plus puissante que celle que reçoivent les programmes qui font l'objet d'une naturalisation. En effet, l'énoncé précédent le vote n'est pas soumis à un travail de légitimation ; le programme est simplement investi, il ne fait donc pas l'objet d'opération particulière. Au lieu de réinvestir le programme [possibilité de faire X DC soumettre X au vote] déjà investi par Ben, et donc de lui donner une dimension polémique, Maxime le met directement en pratique⁸⁰.

Rim et la tentative de déstabilisation du vote comme procédure de décision

Une seule intervention sépare le vote de l'intervention de Rim. Dans cette prise de parole, elle s'oppose à ce qui vient d'avoir lieu.

Rim : Et tout à l'heure je vois des gens, ils sont une cinquantaine à dire "et ben si on est 20, qu'on décide que"... gna gna gna. "Est-ce qu'on passe, est-ce qu'on passe pas ?" et on lève les mains en l'air. [...] J'en ai rien à foutre qu'Anne Hidalgo elle dise qu'on est en train de privatiser. Je suis là pour échanger avec vous. Quel avenir sera là demain. Au lieu de décider déjà : "est-ce qu'on fait, est-ce qu'on fait pas" ? Y a des lois : "on vote, on vote pas" ?

Le discours de Rim s'oppose de plusieurs manières aux interventions précédentes. D'abord, elle remet en cause la pertinence des pratiques de décision des assemblées. Maxime disait dans l'intervention que nous avons étudiée plus haut que lui et d'autres participants ne s'étaient pas sentis légitimes à prendre une décision, à cause de leur nombre réduit sur la place. C'est ce dont Rim parle de nouveau ici. Elle l'évoque à deux reprises, une fois en dénombrant les personnes présentes (« tout à l'heure je vois des gens, ils sont une cinquantaine »), puis en dénombrant les personnes qui votent (« si on est 20, qu'on décide que... »). Rim évoque un groupe décisionnaire qu'elle délégitime en le signalant comme minoritaire, et dont elle décrédibilise le type de

⁸⁰ On voit ici la porosité de l'espace sémantique : les opérations sémantiques sont le terreau des actions mondaines, de même que ces actions influencent les opérations qui agissent sur l'espace sémantique : ici, la proposition de Ben a dépassé les frontières du discours, la proposition de déclaration officielle sera actée. Le programme donne lieu à l'action. Il est une puissance de dire, et une puissance d'agir.

discours en le remplaçant par un « gnagnagna », un peu moins violent que celui par lequel - on se rappellera peut-être - Alain Finkelkraut avait fait taire une nuitdebutiste de la Place de la République. Ce n'est donc pas le discours en tant que tel de ce groupe qu'elle entend combattre - puisqu'elle ne l'évoque pas - mais le fait même qu'il soit une minorité qui prend des décisions au nom du collectif. Le programme qui avait été combattu par Maxime, en le dénonçant comme illégitime (c'est-à-dire : programme qui autorise des discours du type *nous ne devons pas décider à si peu parce que nous ne sommes pas légitimes à le faire* est ici de nouveau mis en production. Seulement, cette fois, Rim l'investit, de manière à dénoncer les pratiques de certains participants.

< investir [être minoritaire PT décider] >

Ben et Rim opèrent donc de manière contradictoire sur un même programme. De plus, l'énoncé « Je suis là pour échanger avec vous. Quel avenir sera là demain », pose au centre des discussions des thèmes généraux. Elle remet en production le programme [il s'est passé X PT rassemblement maintenu], en le posant comme étant en dehors des discussions à avoir, alors que Ben l'avait investi, puis naturalisé par l'intermédiaire du passage au vote. Le discours de Rim ouvre de nouveau la possibilité de combattre ou investir ce programme, en opposant le dialogue au vote. Ce discours rejette le principe d'une discussion qui aurait pour but d'arriver à une position tranchée, par le biais d'un vote discriminatoire. Au contraire, dans la position prônée par Rim, la discussion est une fin en soi. Nuit debout, en tant que mouvement auquel elle participe à la construction, est un mouvement qui remet au centre des préoccupations la discussion entre citoyens. En cela, elle entend amener à rompre avec la société politique qui n'est pas dans la recherche commune mais dans l'avis tranché, demandé sporadiquement par l'État à ses citoyens. Elle appelle à rompre avec les pratiques politiques verticales en lui substituant un traitement horizontal des thèmes sociaux. L'intervention de Rim s'oppose non pas directement au résultat du vote, mais au fait même de voter. Son discours combat le programme précédemment investi :

< combattre [possibilité de faire X DC soumettre X au vote] >

Elle remet en cause non pas seulement la légitimité d'une telle pratique, mais sa pertinence dans ce contexte. En l'ayant opposée au dialogue, Rim révèle qu'elle refuse de trancher par une procédure (officielle ou non) des propositions de l'assemblée (ce qui revient à retrancher certains programmes de l'espace sémantique). Ici, accepter le vote comme procédé (avec une

question fermée) c'est accepter la possibilité d'un quasi bloc contenant les deux options soumises au vote, et accepter que l'une des options sera désactivée. En refusant de voter, et en rejetant plus généralement la pratique du vote, Rim garde la possibilité d'opérer sur l'un des programmes par un combat ou par un investissement. Le discours de Rim revient à s'opposer à ce type de stabilisation par procédure. Le combat de Rim peut donc être analysé comme un refus d'enlever de l'espace sémantique les possibilités d'opérations de combat et d'investissement sur le programme en jeu - autrement dit, elle est contre le fait d'opérer des stabilisations intempestives.

L'enjeu de son intervention est de réorienter la direction de l'interaction : suite à cette intervention, il est plus difficile de procéder à un vote sans (re)travailler au préalable le programme [possibilité de faire X DC soumettre X au vote]. Ce programme est désormais installé dans l'espace sémantique, avec un statut combattu. Il a donc été déstabilisé. Ainsi, Rim opère de façon à déstabiliser le programme. Et pourtant, malgré cette opération de déstabilisation, le résultat du vote est acté. Si le programme (P3) a été déstabilisé, le résultat du vote, en revanche, est resté stable. L'intervention de Rim montre qu'il pourra y avoir des effets sur la possibilité d'énoncer de nouveau *il faut trancher donc votons*, en étant débattue. Il y a par exemple une intervention qui a lieu quelque temps après celle de Rim qui reprend ce thème, en le rediscutant :

Tao : Euh je pense que le vote, ça peut être super important, super intéressant mais que quand il y a plus grand monde y a aussi une marge qui se crée et y a aussi une marginalité qui se crée.

En revanche, il n'y a donc eu aucune conséquence directe sur la décision, qui elle, est actée : le vote permet de stabiliser des programmes en les soustrayant du débat. La légitimité d'une décision prise par vote pourra être contestée sans avoir pour autant d'effet sur ceux qui ont déjà eu lieu ; les programmes stabilisés par le vote n'ont pas été atteints.

Ainsi, lorsque Manin avance que la légitimité d'une décision est le fruit d'un travail collectif de délibération et de la procédure du vote mise en route par des citoyens raisonnables, cela signifie que le couple délibération - vote est la condition pour que la décision finale ne soit pas remise en question. Pour notre part, nous pensons que le résultat du vote n'est pas attaquant, d'abord parce que c'est une puissance qui a été stabilisée par un protocole prévu à

cet effet, et ensuite parce que ce protocole peut être mobilisé par des puissances elles-mêmes déjà stabilisées. Si donc nous voulions parler de légitimité, alors il faudrait dire que le vote est un processus autonome et auto-légitimant — et nullement rationnel.

Le vote a, par ailleurs, des conséquences hors du débat, puisque c'est un procédé qui permet la légitimation d'actions futures. Notre dernière hypothèse selon laquelle le vote est un processus auto-légitimant met en doute l'idée selon laquelle le discours qui précède le vote et le vote lui-même participent au même titre de la légitimation d'une décision, et l'action qui s'ensuit. Nous allons mettre à l'épreuve cette dernière hypothèse en la soumettant à une seconde analyse, à travers un extrait d'une assemblée de Marinaleda.

2.2. L'exemple de Marinaleda ou l'échec de la procédure de vote : déstabilisation de la procédure de stabilisation

L'extrait que nous allons étudier à présent est tiré de l'assemblée générale de Marinaleda. Nous avons déjà abordé une partie de ce fragment dans notre chapitre rejets (II, 3) ; nous le prolongeons ici. Lors de cette réunion, on comprend que le résultat du vote pour élire les futurs conseillers municipaux s'est fait en deux temps. D'abord, on a annoncé à Vicky qu'il avait été élu, puis il a finalement découvert qu'il n'apparaissait pas sur la liste des conseillers municipaux. Ce décalage entre les deux moments amène Vicky à demander des explications. On voit apparaître une fracture entre le résultat chiffré - Vicky a eu 14 voix, il devrait donc figurer en septième position sur la liste - et le résultat en tant qu'il fait apparaître les termes de la décision arrêtée qui n'a été actée ni par les chiffres, ni par les votants. Ce décalage inattendu révèle certains mécanismes attachés à la procédure de vote. Nous allons, à travers cet extrait, étudier la suite discursive d'un vote par la contestation à la fois de son résultat et de la légitimité de son déroulement.

Vicky : Yo lo que voy a preguntar è, los partidos de izquierda, todos han elegido sus candidatos en primaria o en asamblea. En principio este sindicato creo que es asambleario...

Gordillo : Totalmente.

Vicky : Entonces yo lo que pregunto es, aquí cómo se han elegido aquí los concejales ? Aquí había una... una... votación aquí. Ha servio pa algo ? Había una encuesta en el pueblo ? donde está la encuesta ? Nada ma.

Gordillo : Bueno yo, mm... a eso tiene que responder la gente que ha estao aquí porque yo... estaba en Venezuela, entonces que te responde a esta pregunta la gente que...

Vicky : Es que yo, el único partido que he visto que... haya señalao a su candidato a deo e el PP. Nada ma, he...

Pedrin : El ha salio en la mayoría de la encuesta, ha salido su nombre. Es que ha salio su nombre en la mayoría de las encuestas. Porque no se refleja luego en el computao general ? Si su nombre a salio de la mayoría de las encuestas como me lo ha dicho que el lo ha leído - yo no he leído nada.

Vicky : *Bon, moi je vais parler, même si je sais pas trop si je devrais parler ou pas. Ce que je veux demander, c'est... les partis de gauche, ils ont tous élu leurs candidats en primaire ou en assemblée. En principe, je crois que ce syndicat est assembléaire, non ?*

Gordillo : *totalment.*

Vicky : *Donc ce que je voudrais demander, c'est... ici comment ont été élus les conseillers ? Ici il y a eu un vote ici. Il a servi à quelque chose ? Il y a eu un sondage dans le village. Où est le résultat ? C'est tout.*

Gordillo : *Bon moi... à ça doivent te répondre les gens qui étaient ici parce que moi... j'étais au Venezuela donc... Que les gens qui ont un peu participé à tout ça te répondent...*

Vicky : *C'est juste que moi, le seul parti que j'ai vu désigner son candidat, c'est le PP, hein, rien de plus.*

Pedrin : *C'est lui qui est sorti de la majorité des sondages, son nom est sorti. Son nom est sorti de la majorité des sondages. Pourquoi ça ne se reflète pas à la fin dans le décompte final ? Si son nom est sorti de la majorité des sondages, comme il me l'a dit - moi je ne les ai pas lues.*

L'intervention de Vicky crée un lien de dépendance entre les partis de gauche et leur manière d'élire leur candidat. Être un parti de gauche, c'est être un parti qui élit son candidat en primaire ou en assemblée. La CUT, syndicat de gauche et assembléaire, doit donc élire ses candidats en assemblée : « je crois que ce syndicat est assembléaire, non ? »⁸¹.

Le programme (P4) a été investi par Vicky, puis investi une seconde fois et renforcé par Gordillo qui a répondu « totalement » :

(P4) [NEG une minorité décide DC la structure suit]

Pourtant, Vicky demande ensuite comment ont été élus les conseillers au sein du syndicat⁸² : « donc ce que je voudrais demander, c'est... ici comment ont été élus les conseillers ? » La particularité de la question de Vicky ici, c'est qu'elle questionne le fonctionnement de l'élection, alors même que l'utilisation du terme *assembléaire* du syndicat indique la nature de ses prises de décision. Nous faisons l'hypothèse que la possibilité ouverte par la question s'exprime par

⁸¹ On remarquera que Vicky, militant de la CUT depuis sa création, ne peut pas ignorer la nature assembléaire du syndicat. Le modalisateur « je crois que » est donc ici à interpréter comme une marque de distance, que l'on associe à un phénomène d'ironie. Cependant, une analyse qui irait dans ce sens nous éloignerait trop de notre propos sur la procédure de vote. De plus, Gordillo répond sans prendre en compte la nature ironique de l'énoncé de Vicky, ce qui annule l'effet ironique de cet énoncé sur l'interaction. Nous traiterons donc cet énoncé comme opérant un investissement classique.

⁸² Et renforce ainsi l'effet de l'ironie précédemment enclenchée.

l'installation d'un quasi-bloc :

NEG une minorité décide (la structure suit)

Sa question laisse alors ouverte la possibilité de répondre en investissant l'un des deux programmes [NEG une minorité décide DC la structure suit] ou [NEG une minorité décide PT NEG la structure suit], dont l'investissement reviendrait à énoncer *nous ne sommes pas assembleaires*. Ainsi, cette question, qui installe un quasi bloc, laisse indéterminée la nature du syndicat alors que celle-ci avait été posée par le terme *assembleaire* ; le programme (Px) se retrouve donc déstabilisé. Vicky opère de cette façon à plusieurs reprises, ouvrant par ses questions des possibilités qui reviennent à déstabiliser des mode d'intervention installés auparavant. Ainsi, à peine un programme est-il investi qu'il se trouve déstabilisé par une concurrence potentielle avec un élément contradictoire. En effet, le quasi-bloc NEG une minorité décide (la structure suit) n'exclut pas la possibilité d'investir un programme compris dans un énoncé de type *ce syndicat n'est pas assembleaire*.

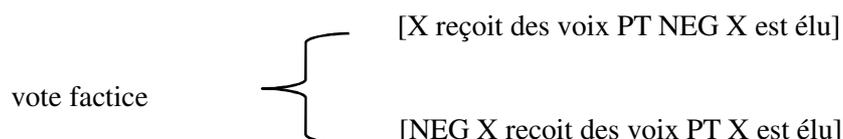
La question initiale de Vicky est rendue par la suite plus spécifique par l'installation d'un nouveau quasi-bloc. En questionnant l'utilité du vote qui a eu lieu : « ici il y a eu un vote ici. Il a servi à quelque chose ? », Vicky restreint les opérations possibles dans la suite de l'interaction. Il y a effectivement eu vote, la question est donc de savoir si le vote a été pris en compte ou non. Mais le fait même de poser la question ouvre la possibilité d'un vote qui ne sert pourtant à rien. La seconde question de Vicky installe ainsi le quasi-bloc suivant :

organiser un vote (prendre en compte le résultat du vote)

Vicky ne tranche pas entre deux réponses antagonistes. Ainsi, une réponse négative à la question *est-ce que le vote a servi à quelque chose ?* aurait pour conséquence de combattre le premier programme [NEG une minorité décide DC la structure suit]. Chaque nouvelle question déstabilise donc la légitimité qui est attachée au déroulement du vote. À travers l'ouverture d'une possibilité discursive qui contredit la nature assembleaire du syndicat, c'est tout le processus qui est attaqué.

De plus, le programme transgressif [organiser un vote PT NEG prendre en compte le résultat du vote], qui n'est pas combattu, ne rend pas impossible la construction d'un vote qui n'a pas rempli la fonction qui lui est attachée, soit élire X selon le décompte des voix. On pourrait même imaginer qu'il pourrait être investi par un énoncé de type *il y a eu un vote factice*, où

l'adjectif *factice* aurait la fonction d'un « internalisateur » (Ducrot, 2002) qui, sélectionnant un programme en PT, altère la valeur de « vote » pour en faire un « non-vote ». Ainsi, dire d'un vote qu'il n'a servi à rien met en production une configuration qui met à mal la continuité entre le nombre de voix et le résultat du vote, soit l'élection de la personne qui a reçu le plus de voix.



Vicky ajoute à la fin de cet extrait une remarque sur les pratiques du parti de droite, le PP, signalant que ce parti n'élit ses candidats ni en assemblée ni en primaire - contrairement aux partis de gauche - mais en les désignant : « c'est que moi, le seul parti que j'aie vu désigner son candidat, c'est le PP ». Vicky sous-entend ici que les conseillers ont été désignés par une minorité, ne prenant donc pas en compte le résultat du vote officiel⁸³. Le sous-entendu est construit par étapes successives, par l'ouverture d'une possibilité de mise en production des programmes antagonistes au terme *assemblée*. Nous avons vu que Vicky ouvre la possibilité de combattre le programme contenu dans « ce syndicat, je crois qu'il est assembléaire » ; d'allusion en allusion, le sous-entendu est compris comme un programme qui, lui, ne rentre pas en confrontation avec les programmes installés par les questions de Vicky. Alors que le premier programme [NEG une minorité décide DC la structure suit] ne permettait aucun lien avec l'expression *désigner son candidat*, les programmes installés par la suite, sans qu'ils soient investis directement par Vicky, ont peu à peu ouvert cette possibilité dans l'espace sémantique. *Désigner son candidat*, c'est une façon d'élire un candidat sans pour autant qu'on ait voté pour lui. Cette expression investit le programme [NEG X reçoit des voix PT X est élu], qui était déjà investi par l'expression « ce vote n'a servi à rien », dont la possibilité n'est plus fermée depuis la question de Vicky.

Les personnes présentes sur la liste des conseillers municipaux ne correspondent pas au résultat chiffré qui a fait suite au décompte des voix. Le résultat du vote n'est donc pas le fruit du

⁸³ Il est assez instinctif de voir un sous-entendu dans cet énoncé. Selon les termes de Ducrot (1984, p.45), ce phénomène a pour particularité de n'appartenir non pas à l'énoncé, comme le présupposé, mais « concerne la façon dont ce sens est manifesté, le processus au terme duquel le destinataire doit découvrir l'image de [la] parole que [le locuteur entend] lui donner ».

nombre de voix, mais d'un choix (plus ou moins arbitraire) venu de l'extérieur. Ainsi, les différentes interventions de Vicky remettent en cause la légitimité de la constitution de la liste, qui n'a pas été faite selon le fonctionnement attendu d'un syndicat assembléaire. Le vote est donc désigné comme un vote factice. Par ce biais, la légitimité de la décision finale (c'est-à-dire le résultat tel qu'il a été inscrit sur la constitution de la liste des conseillers) est remise en cause. Vicky attaque ici le processus électoral tel qu'il a eu lieu dans le cadre de cette campagne électorale. Il ne remet pas en cause la légitimité du processus de vote en général, mais au contraire le défend, en tant qu'il est l'expression des votants de l'assemblée : il dénonce une faille dans le processus électoral. Cette dénonciation renforce la légitimité qui est attachée au vote, le présentant comme l'unique moyen de légitimer une décision. C'est là une différence fondamentale avec l'intervention de Rim dans l'assemblée de Nuit debout, où elle rejette le processus de vote, en tant qu'il coupe court au débat, faisant passer des décisions en force, de manière protocolaire.

Alors que, selon le résultat du vote, Vicky devait être conseiller municipal, les solutions proposées par Gordillo ajoutent le nom de Vicky comme conseiller supplémentaire (« Que tu puisses participer, comme conseiller supplémentaire »), ou comme faisant partie du groupe « Action » : « tu peux participer, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs [...]. Avec la même voix et le même vote. Dans le groupe Action ». Aucune des solutions proposées ne vient modifier le résultat, mais y ajoute une clause. Le résultat indiqué par le vote n'est pas rétabli, et le nom de Vicky n'est pas restauré sur la liste. En effet, la procédure électorale telle qu'elle a eu lieu dans le syndicat a été délégitimée, la nature du syndicat a été déstabilisée, mais malgré cela, le résultat du vote en tant que tel n'a pas été modifié. Il en est de même pour la décision finale. Dans le cas de cette assemblée, le processus de vote, en tant que protocole - bien que défaillant - a quand même permis la stabilisation d'une décision.

Ce que révèlent ces phénomènes, c'est que le vote est un moyen de stabiliser un programme. La partie majoritaire participe de cette stabilisation : on peut dire que le vote est une machine à produire une stabilisation d'un élément de l'espace sémantique, en tant qu'opération collective. Malgré la remise en cause de la procédure qui forme le cœur de cette assemblée et, par ce biais, la légitimité du résultat, le résultat est maintenu. Le procédé de stabilisation a donc subi une tentative de déstabilisation mais reste, malgré tout, effectivement

stabilisé, puisque Vicky n'est pas sur la liste des conseillers municipaux.

Tout processus de légitimation, vecteur de stabilisation, peut être à son tour combattu. Non seulement la légitimité d'un programme peut toujours être discutée (c'est-à-dire recevoir de nouvelles opérations) même après une procédure institutionnalisée, mais en plus la remise en cause de la légitimité d'un élément peut amener à un combat de la procédure elle-même. La « légitimité » acquise au cours d'une interaction n'est donc pas ce qui permet la stabilité d'un programme. On insistera cependant sur le fait que cette tentative de passer par des processus de stabilisation protocolaire est difficilement attaquable : le vote en tant que protocole auto-légitimant a une force de stabilisation propre, modifiant radicalement et durablement l'espace sémantique.

CONCLUSION

L'étude de l'évolution de l'espace sémantique nous a amené à envisager, en plus de la productivité, un autre principe régulateur : la (dé)stabilisation. Ce principe peut être expliqué en partie par les forces contradictoires appliquées sur les puissances discursives de manière à diminuer la polémique de certains éléments, ayant pour conséquence d'augmenter la polémique d'autres éléments. Ce principe permet de mieux saisir l'espace sémantique comme une construction fondamentalement dynamique et instable.

Nous avons distingué, dans les analyses de ce chapitre, qui ne prétendent pas recouvrir tous les moyens de (dé)stabiliser des éléments dans l'espace sémantique, différentes actions appliquant une force (dé)stabilisatrice particulière, plus puissante que les opérations de combat et d'investissement. Nous avons notamment étudié l'opération de naturalisation, qui soustrait un programme du débat, et qui peut être accomplie, par exemple, au moyen de l'utilisation de présupposés, mais aussi le vote qui est un moyen procédural de stabiliser des éléments, et qui les rend difficiles à déstabiliser.

Les phénomènes de *dysfonctionnement* viennent illustrer et confirmer l'hypothèse selon laquelle certains éléments peuvent réussir à être, pendant un temps, stabilisés. Non seulement l'espace sémantique est instable, mais en plus, aucune entité sémantique contenue dans un espace sémantique n'est susceptible d'être définitivement stabilisée - on peut tout au plus parler de cycles de stabilité.

La stabilité n'est donc pas un phénomène sémantique en soi : c'est le résultat d'opérations

sémantiques diverses. La (dé)stabilisation est l'une des dimensions du processus de construction antagonique de l'espace sémantique des assemblées citoyennes politiques.

CHAPITRE 2

LES PROGRAMMES PILOTES

INTRODUCTION

Dans les chapitres précédents, nous avons analysés les programmes en tant qu'éléments d'une relation construite par des opérations contradictoires. C'était observer ce qui a lieu dans un espace sémantique selon un point de vue statique, en effectuant une découpe sur un moment de la construction de l'espace sémantique.

Nous avons par la suite élargi notre point de vue, en envisageant ces relations prises dans des unités plus larges : nous avons alors observé les programmes intégrés dans une configuration pouvant contenir plusieurs relations.

Nous avons finalement été amenés à étudier les actions effectuées sur des programmes comme des tentatives de les (dé)stabiliser ; nous considérons donc que l'espace sémantique est instable parce qu'il est construit par des forces (dé)stabilisatrices contradictoires. Ce qu'on circonscrivait jusqu'alors en parlant de renforcement ou d'affaiblissement d'éléments de l'espace sémantique, peut être traité en termes de tentatives de (dé)stabilisation. Ainsi, si nous disions que toute mise en production d'un élément « renforce » celui-ci, on dira maintenant que sa mise en production participe de sa stabilisation dans l'espace sémantique.

À Marinaleda, au NPA et à Nuit debout, tous les intervenants ont le même accès aux prises de parole. Ils peuvent tous apporter leur contribution à la discussion, et ainsi modifier son déroulement. En revanche, toutes les interventions n'ont pas le même pouvoir de modification sur le cours des échanges. Dans une assemblée citoyenne politique, on peut avoir le sentiment que certains énoncés sont plus importants que d'autres, qu'ils ont plus d'impact, qu'ils ont un rôle plus déterminant, qu'ils reçoivent plus d'écho, voire qu'ils déclenchent toute une série de réactions qui transforment la nature de l'échange en cours. On peut aussi avoir l'impression que certaines interventions n'existent que par réactions à d'autres, que si une proposition est rejetée, alors beaucoup d'autres deviennent de fait, caduques. Nous chercherons dans ce chapitre à étudier « ces rapports » ou « ces connexions » qui peuvent être construits dans l'espace sémantique, et les effets de la multiplication de ces connexions sur la construction de l'espace sémantique.

On verra que l'une des sources de ces différences d'impact est la valeur des programmes sur lesquels portent les opérations, mais aussi les relations dans lesquelles ils sont pris, et le statut qui leur est assigné dans un réseau de relation. Ce chapitre sera l'occasion de mettre en évidence plusieurs caractéristiques de la construction des espaces sémantiques : la place centrale de certains programmes par une multiplication de relations, le rapport asymétrique entre les unités sémantiques, et la création de réseaux de relations.

Chaque collectif ayant une manière de faire émerger des programmes centraux qui lui est propre, ce chapitre aura la particularité de les traiter séparément.

1. MARINALEDA - « IL FAUT ÊTRE COHÉRENT ! »

Certains éléments de l'espace sémantique entretiennent des relations qui peuvent être asymétriques, c'est-à-dire d'ordre hiérarchique. Dans ces cas-là, l'un devient dépendant de l'autre. Nous avons déjà abordé rapidement ce type de relations lorsque nous avons analysés des exemples de spécification ; nous avons alors vu qu'un spécificateur entretient une certaine relation de dépendance avec son cadre. Cette question sera ici approfondie, et élargie, pour permettre une analyse plus globale de l'organisation de l'espace sémantique. Nous verrons que la relation de spécification et de cadre entre deux éléments est un phénomène ponctuel qui peut prendre une ampleur plus générale, dans le cas où un élément devient central dans la construction de l'espace sémantique d'une assemblée. Les exemples que nous utiliserons dans cette partie proviennent de la réunion de travail de Marinaleda. Cette réunion rend particulièrement visible le phénomène d'installation d'un programme central et de son rayonnement dans un espace sémantique. Rappelons que cette réunion s'ouvre sur une intervention de Pedrín, *manijero* de la ferme de El Humoso, qui introduit son propos par une mise en garde contre l'absentéisme. Cette première prise de parole déclenche la discussion qui suit autour du fonctionnement du travail à Marinaleda, jusqu'à ce que Pedrín y mette fin pour passer au tirage au sort des travailleurs, raison pour laquelle cette réunion a initialement été organisée.

1.1. Les relations de dépendance

Nous avons vu qu'il existe des relations entre plusieurs éléments de l'espace sémantique. Nous allons voir que certaines de ces relations sont d'ordre hiérarchique. Elles seront structurantes dans l'évolution de l'espace sémantique.

Le discours de Pedrín met en relation l'absence de certains travailleurs avec une série de dysfonctionnements que subit El Humoso. La constitution des groupes de travail se fait dans les réunions de travail comme celle-ci ; les travailleurs inscrits sur les listes sont, dans la mesure du possible, affectés à un groupe, puis s'effectue une rotation entre les groupes. Les remplacements improvisés entre travailleurs sont donc quasiment impossibles à mettre en place, et en cas d'absence, c'est toute l'organisation de la coopérative qui s'en trouve affectée. Il est donc nécessaire qu'il y ait une continuité entre ce qui s'organise en assemblée et le moment de sa mise en œuvre. C'est pourquoi Pedrín exhorte les travailleurs présents à faire preuve de cohérence, c'est-à-dire à se présenter au travail lorsque leur participation a été décidée. Cette exigence de cohérence a une place centrale dans l'évolution de l'espace sémantique de cette réunion.

La première occurrence de *cohérent* apparaît dès cette première prise de parole de Pedrín, après l'exposition du problème général : « il faut être cohérent » puis sous forme de question « pourquoi on est pas cohérent ? », puis plus loin dans la même prise de parole, cette fois en s'incluant lui-même dans la recommandation : « il faut qu'on soit cohérent avec notre engagement » :

Pedrín : Teníamos apuntao 200 persona. Y todos los días han faltao a una media de 50. Lo que os quiero decir, y os quiero pedir, que hay que asistir al trabajo. Y hay que ser coherente. Y hay que ser serio y formal con el Humoso. Porque cuando vamos a un privado, semos serio, formales, ¡rendimos con nuestro trabajo! ¡Y tenemos compromiso! ¿Por qué no lo tenemos con el Humoso? ¿Por qué no semos coherente con el Humoso?

Pedrín : On avait inscrit 200 personnes. Et tous les jours il en a manqué 50 en moyenne. Ce que je veux vous dire, et ce que je veux vous demander, c'est de venir au travail. Et il faut être cohérent. Et il faut être sérieux et fiable avec El Humoso. Parce que quand on va travailler pour un privé, on est sérieux, fiable, on fait bien notre travail ! Et on respecte notre engagement. Pourquoi on ne le fait pas avec El Humoso ? Pourquoi on est pas cohérent avec El Humoso ?

Dans cette première prise de parole, l'apparition de l'expression « Pourquoi est-ce qu'on est pas cohérent avec El Humoso ? » permet une relecture de ce qui a été exposé avant ; il opère une synthèse des exemples de dysfonctionnements (c'est-à-dire d'incohérences) qui ont eu lieu, en mettant chaque fois en contradiction ce qui devait être fait avec ce qui a eu lieu. Cette question en « pourquoi ? » interroge sur les causes de ce « fait ». L'incohérence dont sont accusés les travailleurs de El Humoso n'est donc pas questionné. Ce faisant, la question de Pedrín installe un mode d'intervention :

(M1) < naturaliser [dire X PT NEG faire X] >

que l'on peut paraphraser par *Vous prenez des engagements alors que vous ne tenez pas vos engagements*, et qui présente l'accusation comme stabilisée.

Plusieurs incohérences sont relevées dans cette première prise de parole, faisant état d'incompatibilités entre ce qui avait été décidé et ce qui a effectivement eu lieu. Par exemple, l'énoncé (E1) accuse les travailleurs de s'inscrire sur les listes pour constituer les groupes de travail, sans se présenter le jour J :

(E1) On avait inscrit 200 personnes. Et tous les jours il en a manqué 50 en moyenne.

Dans cette assemblée, s'inscrire au travail sans y assister, c'est une forme d'incohérence. Cet énoncé installe un spécificateur (M2) du programme (P1) installé par l'utilisation du terme *incohérent*.

(P1) [dire X PT NEG faire X]

(M2) < investir [s'inscrire au travail PT NEG venir au travail] >

Les deux énoncés « Pourquoi est-ce qu'on est pas cohérent » et (E1) mettent en production le programme (P1) de deux manières différentes, l'un en construisant une incohérence générale, l'autre en montrant l'une des raisons pour lesquelles le comportement des travailleurs peut être dit incohérent. La question met directement en production le programme, tandis que l'énoncé (E1) le met en production indirectement, en le spécifiant. Ce sont donc deux manifestations d'un même programme.

De plus, le programme [dire X PT NEG faire X] entretient désormais une certaine relation avec (M2). Comme nous l'avons vu dans notre chapitre Configuration (II, 2), lorsqu'un spécificateur est mis en production, son cadre est lui aussi remis en production. On peut maintenant ajouter que lorsqu'un spécificateur est mis en production, son cadre atteint un plus haut degré de stabilisation.

Une autre propriété découle de ce que l'on sait déjà des relations de spécification : lorsque l'on met en production le programme le plus général, ici [dire X PT NEG faire X], on ne met pas forcément en production le spécificateur, ici (M2). Par exemple, dire « on n'est pas cohérent » remet en production P1 et le stabilise, sans toutefois que le lien avec l'inscription et la présence

au travail soit fait. On peut donc agir directement sur P1 sans que M2 soit affecté. En revanche, dire *vous n'êtes pas venu, alors qu'on vous attendait !* stabilise et remet en production à la fois (P1) et (M2).

Le mode d'intervention spécifique (M2) est donc dépendant du programme (P1). Les actions de déstabilisation viennent le confirmer. Dire, par exemple, *il n'y aucune incohérence à El Humoso !*, combat le programme (P1). Il est remis en production, mais il est déstabilisé. (M2) se retrouve lui aussi déstabilisé, car les discours qu'il autorisait n'ont plus lieu d'être. On peut à l'inverse déstabiliser (M2) sans toutefois que P1 ne soit affecté par cette déstabilisation : dire *il est faux que les inscrit ne sont pas venus* atteint (M2) mais ne remet pas en cause l'accusation d'incohérence. Ce type d'actions portée sur les unités montre que la relation entre P1 et M2 est asymétrique.

Ces deux éléments contiennent toutes les caractéristiques que l'on trouve dans les relations entre spécifique et cadre. Cependant, le phénomène que nous allons décrire ici ne se limite pas à des spécifications.

Alors que la question « pourquoi est-ce qu'on est pas cohérent ? » a permis de stabiliser une accusation, le programme qu'elle contient se trouve pris par la suite dans une relation asymétrique avec un autre élément qui dépend de lui. Cette relation n'est pas l'unique caractéristique du phénomène rattaché à (P1). C'est ce que nous allons voir maintenant.

1.2. La multiplication des modes d'intervention

Dans cette première prise de parole de Pedrín, ainsi que dans la suite de l'assemblée, d'autres modes d'intervention sont installés, et entretiennent une relation avec (P1). Dans la suite de sa première intervention, par exemple, Pedrín se demande jusqu'où ira l'incohérence des travailleurs :

Tiene que existir la ley del látigo contra la que tanto hemos peleado?

Est-ce que doit exister la loi du plus fort contre laquelle on a tant lutté ?

Pedrín dénonce de cette façon le comportement des travailleurs, en mettant en évidence les contradictions qu'il révèle, comme la nécessité de devoir remettre en place une pratique contre laquelle ils se sont soulevés. L'énoncé installe de la sorte un nouveau mode d'intervention (M3)

dépendant du programme P1, le remettant ainsi en production et le stabilisant :

(M3) < investir [lutter contre une pratique PT la remettre en place] >

Des énoncés comme celui-ci retravaillent (P1) et installent des modes d'intervention qui en sont, comme (M2), dépendants. Leur relation est asymétrique, car agir sur (M3), c'est en même temps agir sur (P1), mais agir sur (P1) peut n'avoir aucune répercussion ni sur (M2) ni sur (M3).

Ainsi, le programme P1 est susceptible de multiplier les modes d'intervention qui le spécifient et qui en deviennent dépendants. Toute l'assemblée va être rythmée par la capacité de ce programme à multiplier les relations.

Regardons à présent ce qui a lieu dans la suite de l'assemblée, par exemple dans la prise de parole de Rafael :

Rafael : Cuanta hambre que tenemo y luego no vamos a trabajá. Y después aquí, en la asamblea: ¡Apúntame! ¡Apúntame!

Rafael : *On a trop faim, et après on va pas travailler. Et après, ici, dans l'assemblée : "inscris-moi, inscris-moi !"*.

Cet intervenant reprend l'accusation de Pedrín, selon laquelle certaines personnes ne vont pas travailler alors qu'elles en ont besoin. Ici, c'est à la fois le fait que ces personnes se soient inscrites qui devrait déboucher sur une présence au travail (comme dans l'exemple donné par Pedrín) mais aussi le fait que ces personnes ont faim, et devraient donc subvenir à leur besoin en allant au travail. On retrouve l'incohérence dénoncée entre la reconnaissance d'un problème et l'absence de mise en œuvre pour y remédier ; on pourrait donc faire suivre cette intervention de l'énoncé de Pedrín : « ¿Pourquoi est-ce qu'on est pas cohérent ? ». Cette nouvelle prise de parole installe un nouveau mode d'intervention (M4) qui re-spécifie P1 :

(M4) < investir [avoir faim PT NEG aller gagner de quoi manger] >.

On pourrait croire que les modes d'intervention qui se multiplient autour de P1 sont tous des modes d'intervention installés par des énoncés équivalents, ou qui vont dans le même sens, autrement dit par des énoncés compatibles ou du moins qui ne s'opposent pas. Certaines prises de parole nous montrent qu'il se passe quelque chose d'encore plus général autour de (P1). L'intervention suivante, qui succède immédiatement à la première intervention de Pedrín, s'oppose aux propos de Pedrín :

Titito : Ahora te voy a decir una cosa. Cuando tú vas a un privao, tú

terminas el trabajo y te da un día de baja. Y aquí terminas en El Humoso y te tienen un mes con el tractor entregao. Eso tampoco è... [...] Termina de trabajar en El Humoso, y ¡que te den de baja!

Titito : Maintenant je vais te dire une chose Quand tu vas travailler pour un privé, tu termines le travail et il te donne ton congé. Ici, tu termines de travailler pour El Humoso, et ils te gardent un mois avec le tracteur. Ça, c'est pas non plus... [...] Tu termines de travailler à El Humoso et qu'ils te donnent ton congé !

Dans cet extrait, on voit que pour Titito, l'accusation de Pedrín n'est pas justifiée. Selon lui, si les travailleurs ne vont pas au travail, c'est parce qu'à El Humoso, on ne leur donne pas leur congé lorsqu'ils ont fini de travailler ; ils ne veulent donc pas y aller s'ils ne sont pas sûrs de recevoir leur congé (et donc leur paye et leur allocation). Le discours de Titito installe le mode d'intervention :

(M5) < investir [travailler PT NEG être rémunéré]

Dans cette intervention, l'accusation ne concerne pas les travailleurs de El Humoso, mais ceux qui s'occupent de la gestion et de la rémunération, et notamment Pedrín, puisqu'il est *manijero*. Par cette intervention, Titito s'oppose à l'accusation d'incohérence portée par Pedrín. Selon lui, le comportement des travailleurs se justifie par la mauvaise gestion de leur paye ; alors que tout travail mérite salaire, le travail à El Humoso est suivi de travail supplémentaire sans déclaration officielle de désinscription du travail⁸⁴. L'accusation d'incohérence se retourne donc contre Pedrín ; les positions de Pedrín et de Titito sont opposées. Et cependant, les deux interventions mettent en production le même programme. Titito et Pedrín s'attaquent en réalité au même problème, qui se situe au-delà des travailleurs et des *manijeros* d'El Humoso. Le système d'allocation tel qu'il existe en Andalousie est mal adapté aux coopératives comme El Humoso. Ce système met en difficulté la coopérative parce qu'il demande une gestion qu'elle a du mal à mettre en place sans se retrouver en difficulté financière, et les travailleurs doivent jouer entre leur nombre d'heures travaillées et leur droit aux allocations. Dans l'assemblée, les deux discours de Pedrín et Titito accusent donc l'autre partie de manquer de cohérence. Les deux positions qui s'affrontent ont néanmoins pour point commun de stabiliser le même programme (P1). La prise de parole de Titito contribue à faire du programme installé par Pedrín un programme stabilisé et particulièrement productif dans l'espace sémantique.

Ce programme a donc pour particularité d'agrèger aussi bien des modes d'intervention qui sont

⁸⁴ Rappelons que le revenu des journaliers dépend en partie des aides du « plan de fomento del empleo agrario ». Ne pas être déclaré « de baja » les signale comme travaillant trop pour qu'ils aient droit à une allocation de chômage.

mis en œuvre par des prises de parole qui paraissent opposées que par des paroles qui semblent « aller dans le même sens ». L'agrégation de tous ces modes d'intervention rendent centrale une même unité sémantique ; c'est ce qu'on appelle un *programme pilote*.

On remarquera qu'ici, les modes d'intervention qui dépendent de ce programme pilote ont pour particularité de mettre en production des programmes qui appartiennent à la signification contextuelle du mot *incohérent*. En effet, les programmes appartenant aux modes d'intervention de (M1) à (M5) sont tous des manières d'envisager ce qui peut être qualifié d'incohérent. Cependant, il ne faut pas voir là un phénomène attaché au pilote. Ce schéma de mise en production des significations contextuelles d'un terme ne sera pas retrouvé dans les autres assemblées, qui possèdent pourtant, elles aussi, un pilote.

Ces modes d'intervention, qui consistent à opérer sur le pilote (comme dans le cas de M1) ou sur des spécificateurs du pilote, nous les appelons des *mode d'intervention prioritaires*.

Ils remettent tous en production le pilote et en sont dépendants. Ce sont eux qui lui font acquérir peu à peu une place centrale dans la construction de l'espace sémantique.

Ainsi, les mode d'intervention prioritaires ont des caractéristiques plus restreintes que les spécificateurs, car ils dépendent d'un pilote et contribuent à le rendre central dans la construction de l'espace sémantique. Alors qu'un mode d'intervention spécificateur a pour unique caractéristique d'être plus « précis » qu'un autre élément, et forme une mise en relation ponctuelle à l'intérieur d'un espace sémantique, les modes d'intervention prioritaires intègrent (au sens où on peut dire qu'un mode d'intervention < opération [programme P] > intègre le programme P) soit le programme pilote, soit une spécification du programme pilote. Ils contribuent à la stabilisation du programme structurant l'espace sémantique.

Les répercussions de la mise en production de (P1) par l'accusation sont plus globales que l'installation d'un cadre. Alors que le cadre est simplement un mode d'intervention spécifié par un autre, les pilotes marquent la direction de l'évolution de l'espace sémantique, ils sont productifs eux-mêmes, et permettent aux différentes interventions de l'assemblée de produire de nouveaux modes d'intervention et programmes qui lui sont subordonnés. Le pilote, lui, a des effets plus larges qu'un cadre.

Plus loin dans l'assemblée, Pedrín propose une solution pour que la situation évolue, en insistant pour que les travailleurs parlent de ce problème entre eux en assemblée, et trouvent

eux-mêmes les solutions.

Pedrín : Me gustaría que esas normas las pusiereis usted mismo los de la asamblea. [...] que el manijero no os tuviera que decir "muchacho, que en una asamblea se acordó eso y tú no estas cumpliendo con esto". [...] Y el que no cumple esos tres puntos sabe que automaticamente esta despedido. No lo despide el manijero, lo ha despedido la asamblea que ha acordao eso.

Pedrín : J'aimerais que ces normes vous les mettiez en place vous-mêmes, ceux de l'assemblée. [...] que le manijero n'ait pas à dire "mec, dans une assemblée il s'est décidé telle chose, et toi t'es pas en train de respecter cette chose-là". Et celui qui ne respecte pas ces trois points, sait qu'automatiquement il est viré. C'est pas le manijero qui le vire, c'est l'assemblée qui a décidé de ça, qui l'a viré.

En demandant aux journaliers de décider eux-mêmes des normes à respecter pour l'organisation du travail, Pedrín propose une première manière de régler le problème qui les occupe dans cette réunion, en les mettant face à l'obligation d'être cohérents avec eux-mêmes.

Ce fragment installe le mode d'intervention suivant :

(M6) < investir [l'assemblée met des normes en place DC l'assemblée fait respecter ses normes] >.

Cette fois, la mise en production de ce mode d'intervention ne travaille pas directement le programme pilote [dire X PT NEG faire X], mais son converse [dire X DC faire X]. L'accusation d'incohérence mène, à la fin de la réunion, à une solution pour devenir cohérent. Ainsi, alors que Pedrín ouvre l'assemblée par l'installation de modes d'intervention prioritaires qui font émerger un pilote, que les autres intervenants comme Titito ont stabilisé le pilote, les différentes actions exercées sur l'espace sémantique ont fait évoluer celui-ci. À la fin de l'assemblée, il est possible d'installer un nouveau programme : la solution aux problèmes fait émerger le converse du pilote. Ce programme semble lui aussi dépendre du pilote, car si on supprime (P1), celui-ci est lui aussi supprimé. Cependant, il n'appartient pas à un mode d'intervention prioritaire. Le type de dépendance entre (P1) et ce nouveau programme nécessiterait une étude particulière. Ce que l'on peut dire pour le moment, c'est que l'installation de ce programme a été rendue possible par l'existence du pilote, et qu'elle contribue à le stabiliser : parce qu'on est incohérent, il faut trouver une solution.

La dernière prise de parole d'Eduardo répond à celle de Pedrín en réactivant une dernière fois le programme pilote. L'accusation est réactivée par le risque que comporte le report de la discussion à une future assemblée :

Si eso no se hace, lo que estamos hablando no vale pa na !

Si ça, ça se fait pas, ce qu'on est en train de dire ça sert à rien !

Si on ne porte pas ce thème en assemblée alors que nous venons de dire qu'il est nécessaire de le faire, alors nous serons, encore une fois, incohérents. L'investissement porte directement sur le programme pilote :

(M7) < investir [dire qu'on mettra fin à ce problème en assemblée PT NEG convoquer d'assemblée]

L'installation, par un énoncé, du programme [dire X PT NEG faire X], engendre une série d'opérations qui le retravaillent. Les relations qui se construisent au fur et à mesure sont toutes dirigées vers un point convergent qui devient ainsi particulièrement productif et central, devenant le dénominateur commun de toutes les autres opérations de l'espace sémantique.

On pourrait croire que le programme pilote existe dans l'espace sémantique parce qu'il y a été installé avec ce statut particulier, qui le rend central dans la création des différents réseaux. Il n'en est rien. Le programme pilote n'a, en soi, aucun rôle privilégié ; rien ne prévoit qu'un programme deviendra pilote. Un programme pilote n'apparaît donc pas immédiatement en tant que tel. Ce sont les opérations qui portent sur lui directement et indirectement qui lui donnent sa productivité dans l'espace sémantique. Dans cette assemblée, en effet, l'énoncé « Pourquoi est-ce qu'on est pas cohérent ? » aurait pu installer un programme, sans pour autant que les autres interventions n'opèrent à nouveau dessus. Si, par exemple, les travailleurs présents étaient restés silencieux après l'intervention de Pedrín, l'assemblée aurait certainement repris son cours « normal », en procédant tout de suite à l'organisation proprement dite des groupes de travail. Le programme installé par Pedrín n'aurait pas alors obtenu une place centrale dans la construction de l'espace sémantique.

Il se dégage de ces exemples que l'une des caractéristiques du programme pilote est d'être relativement stable, et d'être particulièrement productif dans l'espace sémantique ; il a obtenu une place centrale par le travail des opérations qui se sont agrégées autour de lui - l'installation des modes d'intervention prioritaires (M1) à (M7).

Certains modes d'intervention sont dépendants d'un programme. Ces modes

d'intervention, en s'agrégeant autour d'un même programme, le rendent stable, productif, et central dans la construction de l'espace sémantique : on dit que les modes d'intervention prioritaires font émerger un programme pilote. Le pilote est à distinguer de l'ordre du jour de l'assemblée. Dans la réunion de travail de Marinaleda, la raison du rassemblement est l'organisation des groupes de travail. Il faut se mettre d'accord sur la manière dont les différents groupes vont se répartir sur les différentes tâches qui ont besoin d'être menées. Le pilote surgit des différentes opérations qui sont effectuées sur l'espace sémantique, sans toutefois que la question du jour ne soit abandonnée « passons à ce qui nous amène ici ». Mais le pilote est le programme autour duquel s'organisent les différents éléments ; il est donc toujours sémantiquement central.

2. LE NPA - LA MULTIPLICATION DES PÉRIPHÉRIQUES

Dans l'assemblée de Marinaleda, les modes d'intervention s'agrègent autour du programme pilote en le mettant directement en production et en retravaillant plusieurs versions différentes. Cependant, nous allons voir que tel n'est pas toujours le cas dans toutes les assemblées citoyennes et politiques ; il nous semble même qu'il est plutôt minoritaire. Dans d'autres assemblées, les opérations ne se concentrent pas directement autour d'un programme pilote mais au contraire se multiplient en se subdivisant, et bouleverse l'organisation en réseau unique. Les réunions du NPA vont nous permettre d'étudier ce nouveau type de cas.

2.1. Pilotes, prioritaires et périphériques : les liens de subordination

Afin de dégager les spécificités des relations hiérarchiques entre les éléments sémantiques du NPA, nous allons commencer par établir différents types de liens hiérarchiques que l'on peut trouver dans un espace sémantique. Dans un premier temps, nous identifierons un programme pilote, pour ensuite montrer les différentes unités qui s'y rattachent.

Les modes d'intervention prioritaires

Nous prendrons pour exemple l'assemblée électorale du NPA. La question portée à l'ordre du jour de la réunion est la présentation du parti à la présidentielle. Dans cette réunion, les militants sont en fait globalement d'accord pour participer à la campagne présidentielle, même si la majorité d'entre eux pose la possibilité de ne pas se présenter, pour des raisons différentes –

c'est par exemple la position de William : « il peut y avoir d'autres formes de campagne, il peut y avoir une forme de campagne militante pour l'abstention, ça peut s'envisager ». Cette question est finalement peu problématique, et les débats se tournent vers d'autres questions plus problématiques qui, elles, ne sont pas inscrites à l'ordre du jour.

Les discours qui évoquent les divisions au sein du parti sont à l'origine de programmes particulièrement productifs, et notamment celui de la division du parti en plateformes, et plus profondément en perspectives qui ont tendance à bloquer les discussions entre les militants, et au niveau de la direction. Par exemple, l'énoncé suivant montre un parti divisé, jusqu'à bloquer les débats :

Alain : Y a une direction qui est complètement paralysée, qui se jette des pierres, qui se nourrit de procès d'intention.

Les membres de la direction, malgré leur appartenance à un même parti, ne parviennent pas à faire taire leurs désaccords. Alain installe un mode d'intervention :

< investir [être dans le même parti PT divergences fortes] >.

On trouve de nombreux énoncés qui installent des modes d'intervention instanciant ce même programme. Par exemple, un autre énoncé d'Alain :

Alain : on sait qu'on est divisé, y a des plateformes et tout.

remet en production le même programme, en installant le mode d'intervention :

(M1) < naturaliser [être dans le même parti PT divergences fortes] >.

On trouve aussi le discours de JB :

J.B : y a pas besoin de dire « on va rassembler », sans trancher un peu les désaccords, parce que y a effectivement deux perspectives, aujourd'hui, qui sont proposées.

qui met en production le même mode d'intervention (M1), et celui-ci, qui l'investit :

Jipi : Et là, y a des désaccords, je le pense vraiment ! Y a des désaccords ! Enfin passons, je vais entamer... je pense qu'y a un désaccord. Y compris par exemple sur l'éco-socialisme. Par exemple.

Tous ces énoncés, en installant des modes d'intervention qui mettent en production et stabilisent un même programme font émerger un pilote et assignent aux modes d'intervention le statut de modes d'intervention prioritaires. C'est le premier type de relation hiérarchique, qui est le même

que nous avons identifié dans l'assemblée de Marinaleda.

Cependant, il y a des modes d'intervention qui s'agrègent autour du pilote et qui ne sont pas pour autant des modes d'intervention prioritaires. En effet, certains modes d'intervention, lorsqu'ils sont mis en production, ont la particularité de participer de la stabilisation du programme pilote, alors qu'ils ne le spécifient pas, ou n'opèrent pas directement dessus. Autrement dit, certains modes d'intervention sont dépendants du pilote sans être pour autant des modes d'intervention prioritaires. Par exemple, dans sa présentation de la plateforme B, Alain propose de préparer la campagne électorale en tenant compte des divisions du parti dans la création d'une équipe de campagne :

Alain : Autour de Poutou, faut mettre des gens de différentes plateformes tout simplement, et heu... contrôler, contrôler Poutou, c'est évident. Bon, il vote B mais j'suis pour le contrôler aussi.

Cette proposition installe le mode d'intervention suivant :

< investir [candidat unique PT contrôlé par les trois plateformes] >.

Ce mode d'intervention garde un certain type de relation avec le pilote, car le programme qu'il intègre, comme le pilote, concerne les divisions du parti ; ce lien n'est pas celui de la spécification. Alors quel est-il ?

Les périphériques

Ce lien manifeste une certaine dépendance du mode d'intervention envers le pilote. Il remet en production le pilote et le stabilise lorsqu'il est lui-même mis en production, et les opérations portées sur le pilote l'atteignent. Si les modes d'intervention prioritaires sont atteints, ce nouveau mode d'intervention l'est aussi. Il les remet aussi en production lorsqu'il est lui-même mis en production, et les rend plus stables. Nous allons voir que toutes ces relations sont asymétriques : ce mode d'intervention dépend des modes d'intervention prioritaires, qui dépendent du programme pilote, tandis que le pilote est indépendant. Lorsque nous verrons apparaître des modes d'intervention dépendant directement de modes d'intervention prioritaire, comme ici, nous parlerons de *périphérique premier*.

Attaque d'un programme périphérique

Pour repérer qu'une unité sémantique est dépendante d'une autre unité dans un espace sémantique, on peut observer les opérations portées sur l'une des deux unités et voir si la

seconde est affectée elle aussi par cette opération. Le périphérique étant dépendant du pilote, les opérations effectuées sur le périphérique n'atteignent pas nécessairement le pilote.

Regardons l'énoncé suivant, prononcé par Jacques :

Jacques : J'appelle à voter pour la B. Je trouve même extrêmement regrettable qu'il y ait un C mais qu'y ait pas un B + C.

Dans cet extrait, Jacques dit souhaiter un rapprochement entre deux des plateformes. Mais si la proposition faite par Alain de mettre des membres de chaque plateforme dans l'équipe de campagne était suivie, alors la fusion entre certaines plateformes ne servirait à rien (puisqu'il n'y aurait pas besoin de contrecarrer le pouvoir de la A). Proposer un rapprochement entre B + C pour leur donner plus de force revient à s'opposer à la proposition d'Alain. Cet énoncé déstabilise donc le périphérique posé par Alain :

< investir [candidat unique PT contrôlé par les trois plateformes] >

L'effet lié aux actions d'affaiblissement sur des programmes périphériques est le même que la mise en tension que nous avons pu évoquer au cours des différentes analyses : le mode d'intervention visé change de degré de stabilisation, et de manière plus globale, de valeur. Une action comme celle-ci, qui a pour effet de déstabiliser un périphérique, n'a en revanche aucune répercussion ni sur le pilote, ni sur les modes d'intervention prioritaires ; ici, la division entre les plateformes est même réaffirmée - mais entre A d'une part et B/C d'autre part. Les modes d'intervention prioritaires et le pilote sont de nouveau mis en production et restent stables.

De même, un énoncé qui rejetterait explicitement le périphérique comme *c'est ridicule de faire figurer les trois plateformes dans l'équipe de campagne* le déstabiliserait en installant un nouveau mode d'intervention < combattre [candidat unique PT contrôlé par les trois plateformes] > avec lequel il entrerait en tension, mais aucun des modes d'intervention que nous venons de présenter ne seraient déstabilisés, pas plus que le pilote.

Le périphérique a donc une relation avec les modes d'intervention prioritaires, et avec le pilote ; il est doublement dépendant.

Affecter un programme pilote

De ce fait, les opérations portées sur le pilote atteignent les périphériques qui en dépendent, mais les opérations portées sur les périphériques n'atteignent pas le programme pilote. La

situation devient en revanche plus complexe lorsqu'il s'agit des opérations portées directement sur un programme pilote. De par sa place centrale dans l'espace sémantique, et parce qu'il entretient un nombre (indéfini) élevé de relations, parce qu'il est pris dans plusieurs réseaux de relations à la fois, une opération qui le vise directement a des répercussions à la fois directes et indirectes. En effet, une opération qui déstabilise un pilote peut déstabiliser, du même coup, tout un réseau. Lorsque celui-ci est attaqué, tous les programmes du (ou des) réseau(x) qui se sont formés autour de lui sont affectés, modifiés. Ceci s'explique par les liens de dépendance qui les relie au pilote.

Observons ce fragment.

William : [...] sincèrement trouver la différence entre la A, la B, la C, et j'aime bien lire les textes un peu compliqués, c'est très difficile. Enfin, et on est des militants expérimentés, pour la plupart d'entre nous ici. [...] On a connu cette bataille stratégique avec les copains qui sont partis au Front de Gauche. Y avait une discussion de fond, stratégique de fond, des différences de fond qui s'ont traduit par des engueulades et une scission, qui nécessitait des discussions approfondies sérieuses. Mais c'est plus le cas aujourd'hui. Enfin j'ai pas l'impression.

On voit qu'ici le segment « trouver la différence entre la A, la B, la C, [...] c'est très difficile » combat le pilote [être dans le même parti PT divergences fortes]. De ce fait, il n'y a plus de raison de maintenir une équipe de campagne également contrôlée par les trois plateformes - il n'y aurait même plus besoin de plateformes. Le mode d'intervention < investir [candidat unique PT contrôlé par les trois plateformes] > installé par l'énoncé d'Alain tombe de lui-même sous l'effet de l'affirmation selon laquelle, en réalité, aucune division ne subsiste au sein du parti. Ce périphérique devient obsolète.

De même, le combat du pilote a des effets sur les modes d'intervention prioritaires, qui sont, eux aussi, déstabilisés, car tous mettent en production la différence entre les plateformes, voire les divisions du parti.

On l'aura compris, le combat d'un pilote a un effet sur toute une chaîne de dépendance, bouleversant l'ensemble de l'organisation de l'espace sémantique.

Cette relation asymétrique que l'on trouve à la fois entre le pilote et les modes d'intervention prioritaires, et entre les modes d'intervention prioritaires et les périphériques nous fait imaginer que l'on pourrait trouver d'autres rapports de dépendance entre les périphériques et d'autres unités inférieures dans l'espace sémantique. Il y aurait un type de relation entre les

périphériques et d'autres modes d'intervention qui serait équivalent à celui que le périphérique entretient avec les modes d'intervention prioritaires.

On en conclurait certainement que certaines unités dépendent des périphériques. Elles se trouveraient aussi déstabilisées par une déstabilisation du pilote, mais aussi par une déstabilisation des modes d'intervention prioritaires et des périphériques ; les relations de dépendances se multiplieraient alors sur plusieurs niveaux. Nous nous arrêtons ici, car il ne s'agit pas de rétablir tous les niveaux de manière exacte et exhaustive mais seulement de mettre au jour la dynamique mise en route dès lors que l'on travaille sur une unité prise dans une relation.

Les relations de dépendance se multiplient dans les espaces sémantiques, sous le coup des opérations portées sur les différentes unités. La dépendance n'est visible que sous l'effet d'opérations qui atteignent l'une des deux unités de la relation, sans toutefois qu'elle soit directement visée. Les opérations ont donc des portées différentes. Le périphérique est dépendant du pilote : les opérations effectuées sur le périphérique n'atteignent pas nécessairement le pilote, mais le périphérique est toujours atteint par le combat d'un pilote. Ainsi, lorsqu'une opération porte sur un programme qui entretient plusieurs relations, alors toutes les relations seront affectées par cette opération. À l'inverse, si une opération porte sur une unité isolée, alors seule l'unité visée subira les conséquences de cette opération, et la configuration générale de l'espace sémantique n'en sera que peu modifiée.

2.2. Des pilotes parallèles

L'espace sémantique d'une assemblée est toujours fait de réseaux asymétriques de puissances discursives. La possibilité de construire des pilotes, des modes d'intervention prioritaires et périphériques existe dans toute assemblée. L'existence de périphériques n'est donc pas propre aux assemblées du NPA. Dans un espace sémantique, les réseaux ne sont pas construits de manière définitive ; de nouveaux réseaux se construisent au fil de l'interaction et les éléments pris dans un réseau peuvent voir leur statut évoluer. C'est ce que nous allons voir.

Nous avons déjà pu identifier, dans cette assemblée, un programme pilote. Il construit le parti

comme divisé : [être dans le même parti PT divergences fortes]. Si nous avons pu identifier ce pilote, c'est grâce aux différents modes d'intervention qui en dépendent. Nous avons relevé, par exemple :

- deux modes d'intervention prioritaires :

< naturaliser [être dans le même parti PT divergences fortes] >
< investir [être dans le même parti PT divergences fortes] >

- un périphérique :

< investir [candidat unique PT contrôlé par les trois plateformes] >

D'autres périphériques sont installés dans cette assemblée. L'un d'entre eux au moins voit sa valeur évoluer au cours de l'interaction. Ce changement de statut bouleverse la construction des réseaux de dépendance de l'espace sémantique. Nous allons donc étudier l'évolution de cet élément, mis en production dans cet extrait :

Émile : parce que, quand même, ce que tu nous dis, toi, c'est de dire "la situation ne change jamais". Mais imaginez deux minutes qu'on fasse reculer le gouvernement sur la loi El Khomri. Tout change ! Tout change ! D'accord ?

Dans cette intervention, Émile s'adresse à JB, représentant de la plateforme A, qu'il désigne par « toi ». Il critique la vision de la politique qui transparaît de la plateforme A, parce qu'il la trouve défaitiste, alors que des possibilités de changement se font sentir au moment où a lieu cette réunion. Dans ce fragment, les divisions qui existent au sein du parti sont montrées comme provenant d'une vision globale de la politique ; la tendance A est dans l'erreur, car elle ne prend pas en compte le potentiel de la lutte en cours. On peut dire qu'il installe un mode d'intervention :

(M2) < investir [la A pense que la situation ne change jamais PT on peut faire reculer le gouvernement] >

C'est, pour Émile, une manière de montrer le contraste entre les plateformes A et C. Mettre en production ce mode d'intervention, c'est augmenter la productivité du pilote [être dans le même parti PT divergences fortes]. Montrant les divisions internes du parti par un exemple concret de désaccord, Émile rend ce mode d'intervention « prioritaire » vis-à-vis du pilote. Cette intervention fait aussi autre chose : elle dit quelque chose de la situation actuelle. La lutte en cours contre la loi El Khomri porte la possibilité d'un renouveau. Il installe la possibilité de tenir un discours qui fasse de la lutte le moteur d'un changement dans la politique du

gouvernement Hollande. Nous dirons qu'il installe le mode d'intervention :

(M3) < investir [la lutte contre la loi El Khomri peut faire reculer le gouvernement DC la C pense que tout peut changer] >

Ce mode d'intervention est directement dépendant de (M2). Dire *avec l'état d'urgence, le gouvernement a réussi à rendre impuissante toute force d'opposition*, c'est déstabiliser (M2) et du même coup rendre obsolète (M3) ; dire *cette lutte est mal organisée, elle mènera à rien* déstabilise (M3) sans pour autant que (M2) soit nécessairement déstabilisé ; c'est un périphérique.

On voit donc que le réseau que l'on avait déjà identifié est en partie constitué par l'intervention d'Émile qui lui adjoint un mode d'intervention prioritaire et un périphérique. Or les interventions portées sur l'espace sémantique font évoluer celui-ci. En effet, d'autres discours travaillent des programmes qui relient la lutte en cours contre la loi Travail avec les conséquences qu'elle peut avoir. Regardons par exemple un extrait d'une intervention de Midje :

Midje : Il peut se passer quelque chose de vraiment très important [...] et là si y a une vraie lutte qui arrive, le NPA au sortir de cette lutte y va pas être pareil parce qu'on va avoir une grande bouffée d'oxygène, on va avoir des nouvelles personnes qui vont dépoussiérer, qui vont nous faire sortir de nos petits débats internes, et voilà alors là, c'est dans le futur, on sait pas c'que ça va donner mais mais voilà, j'pense que le NPA, si ça se passe bien avec la lutte contre la loi El Khomri, heu ne sera pas le même dans un, deux, trois mois que ce qu'il est aujourd'hui.

Pour lui, la lutte contre la loi El Khomri peut apporter des changements qui ne sont pas prévisibles ; ce qui est prévisible, en revanche, c'est que ces changements affecteront nécessairement le NPA. Ce fragment installe un nouveau mode d'intervention :

(M4) < investir [lutte contre la loi el Khomri DC renouveau du parti] >.

Ce nouveau mode d'intervention n'est pas sans rapport avec le périphérique (M3), installé par le discours d'Émile. Quel rapport entretiennent-ils ? Leur relation ne semble pas être d'ordre hiérarchique, car le travail sur l'un des deux éléments peut ne pas avoir de répercussion sur l'autre. Par exemple, si (M3) est affaibli par un énoncé comme *quels que soient les moyens que nous employons pour lutter contre la loi El Khomri, le gouvernement ne bougera pas*, (M4) peut rester stable, car cet énoncé n'exclut pas un renouveau du parti par la lutte qui a eu lieu. Selon nos critères, lorsqu'un élément dépend d'un autre, il peut être atteint sans que celui dont il dépend ne le soit. On pourrait donc penser que (M3), qui est ici déstabilisé, dépend de (M4) qui est resté stable. Si tel était le cas, ce qui atteindrait (M4) atteindrait nécessairement (M3).

Mais si l'on dit *les luttes ne suffisent plus à renouveler le parti*, alors cette fois c'est (M4) qui est affaibli, sans que (M3) ne soit affecté. Les deux modes d'intervention

- (M3) < investir [la lutte contre la loi El Khomri peut faire reculer le gouvernement DC la C pense que tout peut changer] >
- (M4) < investir [lutte contre la loi el Khomri DC renouveau du parti] >.

ne semblent donc pas entretenir une relation hiérarchique. Ils occuperaient donc le même « rang » dans un réseau. Jusqu'ici, donc, on sait que (M3) est périphérique, car il dépend à la fois du mode d'intervention (M2) < investir [la A pense que la situation ne change jamais PT on peut faire reculer le gouvernement] > et du pilote [être dans le même parti PT divergences fortes]. On fait l'hypothèse que (M3) et (M4) occupent une place équivalente dans un réseau. Mais voilà : dire *ce gouvernement ne reculera jamais*, qui reviendrait à combattre (M2) n'affecte pas (M4), ce qui est pourtant, selon nos critères, l'un des moyens pour repérer une dépendance. (M4) n'est pas dépendant de (M2). Et encore, un énoncé comme *En réalité les trois plateformes disent la même chose* déstabilise le pilote, (M2) et (M3), mais pas (M4). On peut donc faire les hypothèses suivantes : (M4) n'est pas dépendant du pilote, (M4) appartient à un autre réseau que celui qui est créé autour de ce pilote, (M4) a un statut équivalent à (M3).

Ces deux modes d'intervention ont pour point commun d'autoriser des discours qui affirment que la mobilisation contre la loi Travail est susceptible de redessiner le paysage politique. Ces éléments permettent de faire l'hypothèse que les modes d'intervention (M3) et (M4) sont en train de faire émerger un nouveau pilote ; si l'on accepte cela, alors on peut dire que (M3) et (M4) sont en relation au sein d'un nouveau réseau. Le nouveau pilote - que nous nommerons désormais (NPA2), par opposition au premier pilote que l'on nommera désormais (NPA1) - est un programme du type :

(NPA 2) [la lutte actuelle est forte DC les conséquences sont imprévisibles]

Ces deux modes d'intervention seraient donc en relation parce qu'ils dépendent d'un même pilote qu'ils font émerger, et dont ils sont tous deux des modes d'intervention prioritaires.

On peut identifier d'autres modes d'intervention qui ont participé à l'émergence du nouveau pilote. En effet, Midje produit, dans la même intervention, l'énoncé :

Midje : C'est pas encore la grève générale, mais par contre mon feeling me dit que ça peut peut-être l'être et ça, ça fait très longtemps que j'ai pas ressenti ça ou qu'il y a pas eu certaines choses.

Ce discours donne aussi une place importante à la lutte contre la loi Travail, avec une évolution

imprévisible. Il installe un autre mode d'intervention prioritaire, rattaché au même programme pilote (NPA2) :

(M5) < investir [la lutte actuelle est forte DC la lutte actuelle peut mener à une grève générale] >

Ces exemples nous ont permis de voir que des réseaux nouveaux se créent, pouvant faire surgir de nouveaux pilotes au cours de la construction de l'espace sémantique. Les éléments pris dans les réseaux voient aussi leur statut évoluer : ici, (M3) était périphérique d'un réseau et est devenu mode d'intervention prioritaire d'un second réseau, participant à l'émergence du nouveau pilote. L'espace sémantique du NPA contient désormais deux programmes pilotes. Le second pilote (NPA2) est à la tête d'un réseau constitué au moins de (M3), (M4) et (M5).

S'il nous semble clair qu'un programme n'atteint le statut de pilote que par la multiplication de modes d'intervention qui le mettent en production et le stabilisent, il est cependant très difficile de déterminer quel est le moment précis où le programme devient pilote. De ce point de vue, l'intervention de Midje semble importante car, à partir de l'installation de (M5), les interventions suivantes multiplient l'installation d'unités qui se relient au programme pilote (NPA2).

Par exemple, on peut relever l'intervention de JB, qui succède à celle Midje, et qui contient cet énoncé :

JB : Ya une stratégie à défendre sur "comment on va gagner ?", donc nous le NPA on a un rôle à jouer.

Cet énoncé apparaît dans un développement où JB essaye de montrer que les organisations politiques traditionnelles sont importantes, parce qu'elles permettent, par exemple, aux travailleurs non syndiqués de pouvoir organiser leur lutte sur leur lieu de travail ou à l'extérieur.

JB insiste sur l'importance de la présence du NPA dans cette lutte. Il installe un mode d'intervention :

(M6) < investir [il faut être stratégique DC le NPA peut aider à la victoire] >.

Dans cette intervention, il n'est plus question de savoir s'il est possible de gagner, mais comment gagner ; le fait que la lutte contre la loi Travail soit une lutte importante n'est plus en question, et le pilote (NPA2) est naturalisé.

Ce mode d'intervention est installé en tant que périphérique, dépendant du mode d'intervention prioritaire (M5) mis en production par Midje. Si par exemple, quelqu'un remet en question la possibilité de gagner la bataille, alors (M5) sera déstabilisé, tout comme celui de JB.

Cet énoncé est l'un des extraits qui participent, après la prise de parole de Midje, à rendre le pilote très productif, et à le stabiliser. Cela montre que si l'on ne peut pas prouver que l'intervention de Midje fait basculer le programme [la lutte actuelle est forte DC les conséquences sont imprévisibles] de simple élément de l'espace sémantique à pilote, on peut en revanche montrer qu'à partir de son intervention, sa productivité et sa stabilité augmentent de manière visible.

Mais il y a aussi des modes d'intervention, qui ont été mis en production avant l'intervention de Midje, et qui apparaissent comme des périphériques de (NPA2). On ne sait donc pas quand le pilote (NPA2) a pris une place centrale, mais on peut constater qu'il existe, tout au long de la construction de l'espace sémantique, des modes d'intervention qui s'y rapportent. Par exemple, cet extrait de l'intervention de William précède l'intervention de Midje :

William : Je pense que là on est au cœur d'une bataille d'une importance considérable sur la loi El Khomri, et qui faut heu... y a des obstacles pour qu'on puisse arriver à la grève générale, ce qui est nécessaire pour faire reculer ce gouvernement.

Ce fragment, présente la lutte contre la loi Travail et les conséquences (incertaines) qu'elle peut avoir comme étant reliées au NPA, car le parti, s'il veut jouer un rôle précis, doit pour cela être uni et concentré sur la bataille (et non pas sur les présidentielles).

(M7) < investir [la lutte est engagée PT il y a des obstacles à notre victoire] >

Cette mise en garde de William place la question de la lutte contre la loi Travail au premier plan. Les modes d'intervention qui travaillent sur la centralité de la lutte sont déjà présents avant l'intervention de Midje, mais ils ne sont pas encore rendus très productifs. Cependant, ce mode d'intervention participe, lui aussi, à l'émergence du deuxième pilote de l'espace sémantique.

On sait désormais qu'un élément peut avoir un certain statut dans un réseau, et un autre statut dans un second réseau. Le dynamisme qui est attaché aux éléments sémantiques font varier la place qu'ils occupent dans l'espace sémantique, et fait surgir de nouveaux éléments qui peuvent devenir centraux. Il nous est impossible de déterminer le moment exact, l'opération précise qui

fait basculer un élément d'un statut à un autre, ni déterminer quand un élément devient central. On peut seulement constater qu'à un moment, à force d'installations de multiples modes d'intervention, un pilote devient visible.

L'émergence du pilote a une conséquence sur la mise en production de mode d'intervention qui a eu lieu en amont de tout ce travail. On peut constater, par exemple, suite à la mise en évidence du nouveau pilote, qu'un mode d'intervention, installé par Alain au début de l'assemblée, a été complètement affaibli. L'énoncé « le problème c'est qu'on se divise, on s'bouffe la rate parce que y a pas de grande lutte à l'heure actuelle », avait installé le mode d'intervention :

< investir [NEG lutte actuelle DC le parti est divisé] >

qui a été rendu complètement improductif, et commence à se stabiliser dans l'espace sémantique en tant que mode d'intervention *désactivé*.

En revanche, la question des conséquences de la lutte sur le paysage politique devient centrale. Nous savons, nous, que ce programme a été central dans le NPA, mais aussi dans d'autres sphères militantes, et que la lutte contre la loi Travail a bien eu des effets collatéraux. L'un des effets des manifestations anti-loi Travail a été l'émergence du mouvement Nuit debout, qui souhaitait notamment s'affranchir des partis politiques...

En ce qui concerne spécifiquement l'espace sémantique de cette assemblée, les militants du NPA développent ainsi deux réseaux autour de deux pilotes, sans toutefois que ces deux pilotes entrent en concurrence.

Résumons schématiquement les résultats de ces analyses :

Pilote 1 :

(NPA1) [être dans le même parti PT divergences fortes]

Mode d'intervention prioritaire :

(M2) < investir [la A pense que la situation ne change jamais PT on peut faire reculer le gouvernement] >

Périphérique :

(M3) < investir [la lutte contre la loi El Khomri peut faire reculer le gouvernement DC la C pense que tout peut changer] >

Pilote 2 :

(NPA2) [la lutte actuelle est forte DC les conséquences sont imprévisibles]

Modes d'intervention prioritaires :

- (M3) < investir [la lutte contre la loi El Khomri peut faire reculer le gouvernement DC la C pense que tout peut changer] >
- (M4) < investir [lutte contre la loi El Khomri DC renouveau du parti] >
- (M5) < investir [la lutte actuelle est forte DC la lutte actuelle peut mener à une grève générale] >
- (M7) < investir [la lutte est engagée PT il y a des obstacles à notre victoire] >

Périphérique :

- (M6) < investir [il faut être stratégique DC le NPA peut aider à la victoire] >

Les énoncés qui portent sur la mobilisation - donc ceux qui mettent en production le réseau constitué autour de (NPA2) - n'ont donc pas d'influence directe sur le réseau créé autour de la division du parti - c'est-à-dire autour de (NPA1). On peut voir que (NPA2) est devenu un deuxième pilote et non plus un périphérique, parce qu'il développe son propre réseau de modes d'intervention.

On peut conclure de ces exemples que la frontière entre le pilote, les modes d'intervention prioritaires et périphériques n'est pas hermétique. Être pilote, prioritaires, périphérique, etc., n'est pas une caractéristique attachée à un élément sémantique une fois pour toute ; c'est un statut provisoire, précaire, qui est le résultat d'opérations et qui peut, de ce fait, comme tout ce qui a lieu dans un espace sémantique, être modifié. S'il est difficile, dans le cas que nous avons montré, où le périphérique devient pilote de déterminer à quel moment précis il est encore périphérique et à quel moment il est pilote, on peut au moins rendre compte de l'évolution de son statut.

Alors que la configuration relationnelle de Marinaleda révélait une concentration des opérations autour du pilote, opérant directement dessus ou le mettant en production par des spécificateurs, la configuration relationnelle du NPA révèle une multiplication des éléments de « rangs » différents, avec une concentration progressive autour d'un élément, faisant émerger un second pilote, et un second réseau, parallèle au premier. On pourrait imaginer une assemblée avec une configuration telle que celle-ci, où les deux pilotes seraient concurrents (ils pourraient, par exemple, entretenir une relation de tension, auquel cas chaque opération portée sur l'un des

deux pilotes stabiliserait la tension). Ici, l'assemblée développe plutôt deux réseaux sans que le travail sur l'un n'entrave la place occupée par l'autre.

3. NUIT DEBOUT : MULTIPLICATION DES PILOTES OU ABSENCE DE PILOTE ?

Les assemblées de Marinaleda et du NPA présentent des particularités dans l'organisation des relations autour de leurs pilotes. Nous allons voir que l'assemblée de Nuit debout présente aussi des particularités qui la différencient à la fois de l'organisation concentrée autour d'un pilote unique, central et omnipotent, et d'une organisation comportant des pilotes parallèles. On sait déjà que Nuit debout a pour particularité d'être un mouvement en cours de construction, en pleine émergence. Selon nous, cet élément n'est pas sans conséquence sur l'organisation relationnelle de son espace sémantique ; on pourrait dire que l'assemblée de Nuit debout ne présente pas de programme pilote.

Dans l'assemblée de Nuit debout, chaque intervention semble apporter quelque chose de nouveau. Les différentes interventions ne font pas émerger, par leur point commun, un élément qui deviendrait surplombant. Regardons ce premier extrait :

Malika : Comment on va refaire une société comment on va remettre en cause tout c'qui se passe autour de nous, comment on va faire en sorte que les gens arrêtent de s'bouffer la gueule entre eux, comment on va faire cesser la guerre des pauvres, si c'est pas en s'reparlant ? Alors, je crois que doré et déjà il faut qu'on commence à se dire dans nos p'tites têtes qu'il faut qu'on ose descendre en bas de chez nous ! En bas de nos bâtiments, il faut aller voir nos voisins et nos voisines ! Il faut causer !

Malika, dans cet extrait, insiste sur le fait que le changement de la société commence au plus près de chacun, c'est-à-dire sur les lieux du quotidien. Recréer des liens avec les gens qui sont proches du lieu de vie est le premier pas vers un changement plus global. Parler est la condition de toutes les autres actions. Cette intervention de Malika met en production un programme du type

[se reparler DC faire changer les choses]

Si on prend un deuxième extrait maintenant, par exemple un fragment tiré de l'intervention de Mathieu, on trouve un passage adressé directement aux médias :

Mathieu : Aux médias, itélé etc. qui sont autour : heu... vous êtes dans une temporalité que je trouve ridicule. Vous venez capter le son, l'image, uniquement dans le temps présent. Vous vous en foutez qu'y ait eu quelqu'un hier ou avant hier qui ait dit quelque chose d'intéressant. Alors qu'on a les enregistrements, alors qu'on a ce qu'il faut pour diffuser des messages qui portent sens.

Le lien avec l'intervention de Malika n'est pas évident à faire. On peut trouver l'idée d'un changement, si on considère que l'intervention de Mathieu est un appel aux médias à changer leur rapport à l'information. Mais il nous semble plutôt que cette intervention n'a pas pour but d'appeler les médias à changer leur pratique et, en un sens, à « rejoindre Nuit debout », mais plutôt de leur signifier que leur présence dans les assemblées n'a pas d'intérêt - en somme, qu'ils ne sont pas les bienvenus⁸⁵. Ce passage de l'intervention de Mathieu installe, à notre avis, un programme du type :

[on a de quoi diffuser des messages intéressants PT les médias diffusent des messages qui ne portent pas de sens]

Ce programme ne rentre pas en relation avec celui qui a été mis en production par Malika. À ce moment de l'assemblée, l'un pourrait - comme tout programme - devenir par la suite pilote. Il faudrait, pour cela, que les interventions suivantes les retravaillent de manière à les mettre en relation avec d'autres modes d'intervention. Dans le cas où ces deux programmes développeraient des relations d'ordre hiérarchique avec d'autres éléments, ils appartiendraient néanmoins certainement à des réseaux différents. Pour cela, il faudrait qu'une intervention ultérieure fasse explicitement un lien entre les deux. Mais ce n'est pas ce qui a lieu dans cette assemblée.

Si on regarde encore une dernière intervention, on verra que l'indépendance qui caractérise les deux premiers programmes se retrouve ici :

Aline : Construisons ensemble, partout, comme à Paris, Toulouse, Marseille, Grenoble, Rennes... »
Et on va faire la liste.
« Construisons dans l'autonomie et ensemble »...
Et là, il faudrait donner donc, euh, une adresse mail pour que... non pas coordonner avec cette idée de maîtriser les... mais au moins qu'on sache que dans tel petit village au fin fond de la Lozère, ou dans le Nord ou en Ariège, chez moi, et ben ça se fait, même à vingt ou à trente.

Là encore, aucun travail n'est effectué sur les éléments sémantiques installés par les autres

⁸⁵ Nuit debout a d'ailleurs créé ses propres médias au bout de quelques jours, notamment une chaîne télévisée et une radio, qui retransmettaient les assemblées en direct, et diffusaient des entretiens avec des participants et des invités.

interventions. Cette prise de parole installe un nouveau programme comme :

[les Nuit debout sont nombreuses DC les Nuit debout peuvent construire ensemble].

À moins de créer une relation, par un travail postérieur sur ce programme, avec l'un des deux programmes précédents, celui-ci restera isolé. Nous avons donc ici trois programmes isolés. Le travail de mise en relation aurait pu se faire par la suite, mais il n'a pas été mis en œuvre dans cette assemblée. Ces trois programmes ne sont ni intégrés dans des modes d'intervention prioritaires ou périphériques, ni érigés en pilote.

Nous n'avons regardé ici qu'un échantillon de ce qui a lieu par la mise en production de programmes dans cette assemblée. Mais en réalité, la même dynamique se reproduit sur toute la durée de l'interaction. Aucun mode d'intervention n'entre dans un réseau commun avec ceux que nous avons montrés ici. Nous ne trouvons donc aucun pilote.

Si Nuit debout ne contient pas de programme pilote, parce qu'il n'y a pas de création de réseau qui pourrait rendre un programme plus central que les autres, est-ce qu'on doit alors en conclure qu'il n'y a aucun lien entre les différentes unités de l'espace sémantique ? Les différents programmes entrent bien en relation les uns avec les autres, mais pas selon ce schéma de réseau hiérarchique que nous avons montré à partir des assemblées du NPA et de Marinaleda, soit des relations asymétriques créées par l'installation d'éléments qui dépendent les uns des autres.

4. UNE ORGANISATION RELATIONNELLE PROPRE À CHAQUE COLLECTIF

Les possibilités de mise en relation des unités sémantiques, selon le fonctionnement de l'assemblée, la configuration de chaque organisation, sont diverses. Les espaces sémantiques des assemblées ont leur configuration propre. Chaque assemblée citoyenne politique construit différemment ses réseaux de relations qui conditionnent la construction des positionnements internes et externes à l'espace sémantique. Certains collectifs (Nuit debout) multiplient les créations de modes d'intervention sans toutefois faire émerger de pilotes, tandis que d'autres (NPA) font émerger plusieurs pilotes qui ne rentrent pas en contradiction, et d'autres encore (Marinaleda) multiplie les modes d'intervention prioritaires autour d'un pilote.

On peut se demander si ces constructions différentes autour des pilotes peuvent être dues au fonctionnement des assemblées ou à la solidité du collectif. En effet, l'assemblée de Nuit debout est ouverte. Elle a été déclenchée par un sentiment de « ras-le-bol » global de la politique actuelle, dont la loi Travail a été le déclencheur. Le ras-le-bol étant provoqué par un sujet large, les participants font prendre à l'interaction plusieurs directions, sans qu'aucune n'apparaisse comme « hors sujet ». De ce fait, nombre de participants multiplient les types d'interventions : tel ou tel point particulier de la politique, autant que des témoignages, des projets, des échos d'autres luttes etc. Au moment des premières assemblées, les participants ne viennent pas à l'appel d'un but précis, ou d'une décision à prendre. Le rassemblement est un but en soi, qui ouvrira des discussions à partir desquelles un objectif sera (peut-être) annoncé. Par ailleurs, le mouvement n'étant pas encore formé (puisqu'il va se former au cours des différentes assemblées), la question de l'organisation, de l'avenir et de l'écho du mouvement sont autant de questions centrales qui peuvent faire l'objet d'installation de programmes qui sont potentiellement amenés à devenir pilote. Nous assistons donc à une multiplication des foyers de dynamismes, à une multiplication d'opérations isolées, des programmes installés par des énoncés qui ne construisent pas de réseaux hiérarchiques. On peut faire l'hypothèse que ce type de construction des relations est lié à la nouveauté du collectif qui ouvre frénétiquement de nouvelles puissances d'agir.

À l'opposé de cette dynamique interactionnelle, Marinaleda propose des assemblées autour d'un thème précis, qui soulève généralement un problème ponctuel mais particulièrement ciblé. C'est pourquoi les rassemblements n'ont pas lieu à intervalles fixes, mais selon les besoins de la mairie, de la coopérative ou de la politique (régionale ou nationale) pour rassembler les militants du syndicat. Le fonctionnement du collectif est installé depuis longtemps, et les problèmes particuliers ont été identifiés. Ils forment ainsi un fil directeur à partir duquel il est aisé de repérer les interventions qui sont susceptibles de stabiliser la base du réseau. Nous assistons ainsi à l'installation d'un nombre très limité de pilote dans l'espace sémantique, et au développement d'un réseau riche autour du pilote unique.

On se souvient qu'on avait analysé, dans notre développement de la notion de *mode d'intervention accusateur*, un extrait de l'assemblée générale de Marinaleda dans laquelle on trouvait une accusation, portée par une intervention de Vicky. Cette accusation portait sur l'incohérence du fonctionnement du syndicat. De même, si on regarde cet extrait, tiré de cette même assemblée générale, on peut retrouver là aussi une accusation d'incohérence.

Pedrín : El ha salio en la mayoría de la encuesta, ha salido su nombre. Es que ha salio su nombre en la mayoría de las encuestas. Porque no se refleja luego en el computao general ? Si su nombre a salio de la mayoría de las encuestas como me lo ha dicho que el lo ha leído - yo no he leído nada.

Pedrín : C'est lui qui est sorti de la majorité des sondages, son nom est sorti. Son nom est sorti de la majorité des sondages. Pourquoi ça ne se reflète pas à la fin dans le décompte final ? Si son nom est sorti de la majorité des sondages, comme il me l'a dit - moi je ne les ai pas lues.

À partir de ces deux exemples tirés de l'assemblée générale, on peut se demander si les réseaux créés dans cette assemblée ne révéleraient pas, eux aussi, un pilote formé par une accusation du même type que celui que nous avons analysé dans la réunion de travail de Marinaleda. On pourrait alors se demander si, à Marinaleda, un seul pilote traverse les deux assemblées. Et on pourrait même se demander, dans le cas où on analyserait un plus grand nombre d'assemblées et de réunions à Marinaleda, si l'on retrouverait chaque fois ce même pilote. Une étude consacrée spécifiquement à cette question serait donc nécessaire. Pour le moment, nous pouvons au moins constater que l'on retrouve une certaine constance dans les unités productives de plusieurs espaces sémantiques rattachés à la même organisation politique. Cela va dans le sens de la définition que nous avons adoptée de l'espace sémantique comme « relativement ouvert ». Les unités sémantiques se retrouvent d'un espace sémantique sur l'autre avec une certaine productivité et une certaine stabilité, et peut-être même avec une même position relationnelle.

Le NPA, dont l'identité est installée, mais dans une position critique provoquée à la fois par la « crise des partis » qui pousse les militants à trouver de nouvelles recettes et à la fois par une crise interne qui divise le parti en trois plateformes dont les forces s'opposent, soulève à chaque assemblée des problèmes ponctuels qui concernent l'organisation du parti, en même temps que les problèmes qui relèvent de l'organisation politique plus générale, au niveau national. Dans les assemblées que nous avons présentées, sont mêlés deux types de pilotes, dont l'un est révélé par le problème à régler et l'autre est construit par les opérations liées aux circonstances sociales et politiques qui ont une influence sur le parti.

Si l'on maintient l'hypothèse que chaque collectif a une manière de créer ses réseaux qui lui est propre, selon sa solidité, et la conjecture dans laquelle il évolue, alors le déroulement et l'organisation des assemblées, tours de parole, temps de paroles etc. n'ont qu'une influence secondaire sur la dynamique interactionnelle de construction autour des programmes pilotes.

L'espace sémantique d'une assemblée citoyenne politique est dynamique non seulement par les opérations qui visent à (dé)stabiliser des unités de manières contradictoires, mais aussi parce que les opérations créent des réseaux de relations, qu'ils soient de nature hiérarchique ou non. Ces relations entre les unités d'un même réseau ne sont pas toujours immédiatement repérables, et sont parfois révélées grâce aux effets provoqués par des opérations. On peut alors constater que certaines unités ont été déstabilisées tandis que d'autres ont été stabilisées, transformant l'organisation d'un réseau ou de plusieurs réseaux à la foi, en changeant le statut de l'un de ses éléments et ayant, de ce fait, des effets généraux sur la construction en cours de l'espace sémantique.

CONCLUSION

Il est à présent possible d'apporter quelques éléments qui expliquent pourquoi certaines interventions paraissent plus importantes que d'autres, plus centrales, pouvant réorienter l'orientation des échanges de l'assemblée. Certains énoncés opèrent sur des programmes qui peuvent devenir centraux par la multiplication des relations qu'ils entretiennent avec d'autres éléments. Ces programmes centraux, les pilotes, sont indépendants, très productifs, relativement stabilisés ; ils multiplient les relations et engendrent des réseaux d'unités sémantiques autour d'eux. Les premières unités à s'agréger autour de ces pilotes sont des modes d'intervention premiers, qui en dépendent directement. D'autres unités en dépendant de manière indirecte cette fois, et de manière directe avec les modes d'intervention prioritaires, ce sont les périphériques. Nous avons postulé que les périphériques pouvaient à leur tour voir d'autres unités dépendantes s'agréger autour d'eux ; de ce fait, l'espace sémantique doit être conçu comme construit par des unités hiérarchiquement organisées, reliées les unes aux autres dans des réseaux. Ces réseaux sont modifiés en permanence, à chaque nouvelle intervention, changeant ainsi les dépendances entre les unités sémantiques. La nature des relations entretenues entre les unités sémantiques d'un même espace sémantique étant asymétriques, certaines opérations n'affectent qu'une seule unité tandis que d'autres en affectent plusieurs d'un coup, pouvant rendre obsolète toute une chaîne de dépendance et déstabilisant plusieurs éléments. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'espace sémantique doit être conçu comme

dynamique et instable.

Par ailleurs, toutes ces relations étant construites et modifiées en permanence par les interventions, cela signifie qu'on ne peut pas prévoir quelles seront les unités sémantiques qui se trouveront en position périphérique (et donc plus précaire) ou en position pilote. Les positions ne sont que le résultat du travail effectué sur les unités sémantiques.

Les analyses que nous avons menées nous ont permis de mieux comprendre l'organisation interne des espaces sémantiques. Nous savons à présent que les unités qui les composent ne sont pas toutes équivalentes. La valeur attachée à un programme ne contient pas uniquement son degré de productivité par la prise en compte des opérations qui l'ont travaillé, elle ne contient pas uniquement son degré de stabilisation, mais aussi les différents statuts qui ont pu lui être assigné par son intégration dans différentes relations. Nous savons à présent que les relations ne sont pas seulement ponctuelles, mais doivent aussi être envisagées sur le long terme, car alors elles permettent de rendre compte d'un dynamisme de transformation global.

Les différents collectifs ont chacun leur manière de construire leur réseau de relations, que ce soit en concentrant les relations autour d'un seul élément, comme dans le cas de Marinaleda, en multipliant les pilotes, comme dans le cas du NPA, ou en multipliant les ouvertures sans toutefois faire émerger de pilote, comme dans le cas de Nuit debout. En étudiant d'autres assemblées, tenues par d'autres collectifs, nous trouverions certainement d'autres manières encore d'organiser les réseaux de relation, construisant des dynamiques sémantiques nouvelles. Cette étude reste à mener.

CHAPITRE 3 ETHOS & IDENTITÉ

INTRODUCTION

Lorsque l'on étudie des textes ou des interactions qui sont en lien avec le politique, sinon avec la politique, il est difficile de ne pas traiter la question de l'identité. En effet, la question est centrale, non pas parce qu'il est nécessaire de savoir « qui parle », mais plutôt parce que le domaine du politique se construit sur des oppositions qui font émerger des personnalités ou des groupes représentant une tendance, un courant, etc. Lorsque la question de l'identité est traitée dans ses aspects discursifs, on s'attache soit à dévoiler les stratégies de construction de l'image de soi que déploient les acteurs politiques (on mobilisera alors souvent la notion d'*ethos* – voir Amossy, 1999 ; Maingueneau, 2002), soit à déterminer des régularités qui se structurent dans une formation discursive particulière (Courtine, 1981, Maingueneau, 1984).

La notion d'identité n'est toutefois pas sans poser problème depuis déjà fort longtemps, par son utilisation massive, qui en a dévoyé le sens en recouvrant des réalités multiples, voire opposées. Certains auteurs préfèrent, pour éviter ces écueils, parler de « représentation » ou de « présentation de soi » - le terme « d'identité » étant censé recouvrir des réalités plus larges que ce qui peut être observé dans des discours tenus par certains locuteurs ou certains représentants d'un groupe (Brubaker, 2001 ; Avanza & Laferté, 2005).

Sans pouvoir nous engager dans ce débat qui dépasse le cadre de cette étude, il nous semble toutefois assez flagrant que les discours officiels de Marinaleda, du NPA, et de Nuit debout ont quelque chose à voir avec la manière dont ces collectifs existent publiquement. Dès lors, les assemblées citoyennes analysées peuvent être lues comme des moments de mise en chantier de ce que les collectifs présenteront par la suite, publiquement, comme des discours représentatifs de Marinaleda, du NPA, ou de Nuit debout. Observer les assemblées citoyennes politiques, c'est observer les processus non publics de construction des identités publiques. Nous nous situons donc en deçà de ce qui est habituellement recouvert par les notions de « représentation », « d'identité », ou encore « d'*ethos* ». Comment rendre compte de ces processus ? Quelles sont leurs propriétés ? Dans ce qui suit, nous allons essayer de poser des éléments d'analyse sémantique de la construction des identités des collectifs réunis en assemblées citoyennes politiques.

1. *ETHOS* ET DÉLOCUTIVITÉ

L'une des manières les plus courantes d'envisager la question de l'identité dans les discours est d'étudier l'*ethos* des locuteurs. Afin d'évaluer la pertinence et la productivité de cette notion multidimensionnelle pour nos analyses, il est impératif de la confronter à des propriétés sémantiques des assemblées citoyennes politiques.

1.1. Définitions de l'*ethos*

La mobilisation de la notion d'*ethos* appelle à la prudence. Non pas seulement parce qu'elle est utilisée dans plusieurs domaines (rhétorique, argumentation, analyse du discours, par exemple), mais aussi parce qu'elle recouvre des dimensions différentes ; il s'agit alors de circonscrire les dimensions de l'*ethos* que cette étude nécessite pour une description appropriée.

On peut d'abord considérer l'*ethos* au sens aristotélicien, auquel cas la notion est une dimension à part entière de la persuasion et concerne l'image que l'orateur donne de lui-même à travers son discours ; plus son discours le montrera comme digne de confiance, plus il gagnera l'adhésion de l'auditoire. L'image qui peut exister dans l'espace public de l'orateur avant son entrée en discours n'entre donc en aucun cas dans la notion aristotélicienne :

On persuade par le caractère (*ethos*), quand le discours est de nature à rendre l'orateur digne de foi, car les honnêtes gens nous inspirent confiance plus grande et plus prompte sur toutes les questions en général, et confiance entière sur celles qui ne comportent point de certitude, et laissent une place au doute. Mais il faut que cette confiance soit l'effet du discours, non d'une prévention sur le caractère de l'orateur.⁸⁶

Mais la notion d'*ethos*, dépassant le domaine de l'art oratoire et, du même coup, le cadre du discours du locuteur, a pu amener à prendre en compte l'image que l'auditoire ou l'interlocuteur se fait du locuteur avant même sa prise de parole, c'est-à-dire un *ethos prédiscursif* (Maingueneau, 2002) ou *ethos préalable* (Amossy, 2010). Cet *ethos* repose sur l'image que se fait l'auditoire du locuteur, compte tenu de ce qu'il sait déjà à son propos. Le discours du

⁸⁶ Aristote, *Rhétorique* I, 1356a, 5-9.

locuteur n'ayant pas encore eu lieu, il n'entre pas dans la construction de cette image. Pour opérer un parallèle avec les instances énonciatives de Ducrot, on peut dire que l'*ethos* prédiscursif décrit le sujet parlant (Perrin, 2009). L'*ethos* discursif, construit par le discours, pourra confirmer ou infirmer l'*ethos* prédiscursif. La manière de se présenter du locuteur ou de l'orateur a aussi pu être élargie à l'ensemble de l'appareil communicationnel ; l'*ethos* n'est dans ce cas plus uniquement *discursif*, mais *communicatif* (Kerbrat-Orecchioni 2002).

Nos analyses étant strictement sémantiques, l'*ethos* considéré dans les dimensions persuasive, extra-verbale de portée communicationnelle ou bien prédiscursive, seront laissées ici de côté. C'est seulement de la dimension purement discursive que l'on s'occupera.

Par ailleurs, certaines études insistent sur la distinction entre ce que le locuteur dit explicitement de lui-même, en parlant à la première personne, et ce qui est construit par les modalités discursives employées. Dans le premier cas, on peut imaginer un locuteur qui dirait *Je ne suis pas du genre à vous mentir : la situation est catastrophique*. Dans ces cas, l'énoncé décrit le locuteur en tant que personne (Ducrot 1984 dirait le *locuteur en tant qu'être du monde* ou *lambda*) et non pas en tant que figure constructrice du discours (le *locuteur en tant que tel* de Ducrot 1984)⁸⁷. Et pour preuve : le pronom *je* pourrait être remplacé par un prénom ou par le pronom *il* sans que cela ne change foncièrement le sens de l'énoncé. On parle alors d'*ethos propositionnel* (Perrin, 2009) ou d'*ethos dit* (Maingueneau, 2002).

Le second cas, en revanche, concerne la manière dont l'énonciation construit une image du locuteur qui en est le responsable ; c'est l'*ethos énonciatif* (Perrin, 2009) ou *montré* (Maingueneau, 2002). Pour apparaître sincère, le locuteur peut donc, par exemple, condamner, dans son discours, tel homme jugé hypocrite. De même, la manière de prononcer le discours, la manière d'être en tant qu'orateur nous le ferait apparaître comme sincère. Cette image de locuteur sincère, construite par le discours, peut aussi être présentée par des biais plus subtils, par exemple lorsque le locuteur se critique lui-même. En disant : *j'en ai marre de faire n'importe quoi !*, on peut avoir l'air de se livrer à l'auditoire et donc, par conséquent, apparaître comme quelqu'un de sincère. On peut alors trouver des contradictions à l'intérieur du discours, des décalages entre ce que dit le locuteur de lui-même et ce que son discours construit. On peut reprendre un exemple à Meyer (2008), selon qui un énoncé du type *je suis quelqu'un de très modeste*, crée un décalage entre le contenu [être humble] et la posture engendrée par

⁸⁷ Nous avons introduit ces notions au chapitre 2 de la partie I.

l'énonciation d'une phrase telle que celle-ci, qui renvoie l'image d'un homme qui aime à parler de lui (et n'est donc pas humble). On peut ainsi trouver des cas où l'une des dimensions attribuées à l'*ethos*, ici l'*ethos* propositionnel ou dit ou concernant le locuteur lambda, se construit en contradiction avec une autre dimension, ici, l'*ethos* énonciatif ou montré.

1.2. La description délocutive

L'image que l'énoncé véhicule du locuteur en tant que tel ou Locuteur L est traitée par Carel à l'aide du concept de délocutivité, en passant par la distinction entre deux descriptions différentes du locuteur, la *description oratoire* et la *description délocutive*. Dans le cadre d'un développement sur la Théorie Argumentative de la Polyphonie, Carel (2010) précise les conséquences d'énoncés modaux sur la description du locuteur.

Les deux types de descriptions concerneraient le Locuteur L, à savoir celui qui est responsable de l'énoncé, qui le construit. La *description oratoire* est dépendante de la modalité énonciative mobilisée, et est donc présente dans tout énoncé. Cette dimension correspondrait, selon ce qu'on a vu jusqu'ici, à la construction de l'*ethos* d'Aristote, ou encore à l'*ethos* énonciatif de Perrin ou à l'*ethos* montré de Maingueneau. Une modalité factuelle, ce que nous décrivions comme un énoncé naturalisant un programme, décrit le locuteur comme sensible aux faits, par exemple : *face à la reprise des expulsions, l'association du droit au logement propose de nouvelles actions*, tandis qu'une modalité engageante décrit le locuteur comme franc, direct, comme par exemple dans : *cette loi Travail est une honte !*

À cette dimension, Carel ajoute un autre type de description possible. Certains énoncés, en effet, ceux dans lesquels le locuteur « s'engage », « s'implique dans son dire »⁸⁸, produisent un type de description particulière qui leur est spécifique : ils montrent le locuteur en train de concevoir le contenu sémantique que l'énoncé pose et, de ce fait, ce contenu décrit le locuteur lui-même. En se basant sur le fait que des énoncés comme *Je trouve que tu as bonne mine* ne décrivent pas seulement le locuteur comme engagé dans son dire, mais aussi comme étant du genre à produire le type de propos qu'il produit, le locuteur apparaît, ici, comme optimiste. Ainsi, dans le cas où *je trouve que* reçoit une lecture modale, c'est-à-dire la lecture où l'énoncé communique le contenu [C] comme dans cet énoncé de Jipi, tiré de la réunion du 92-Sud :

Jipi : Le FN, oui il fait des incursions - enfin, il fait plus que des incursions - parmi les ouvriers, les prolos, on va dire, la classe ouvrière,

⁸⁸ C'est-à-dire, dans le cadre de la TAP, dans les cas du mode du conçu (Carel, 2011) ou voix du locuteur (Carel, 2008)

ouais d'accord, mais pas énorme moi j'trouve.

l'énoncé montre non seulement le locuteur en train de concevoir son énoncé (il organise l'énoncé), mais montre aussi « ce que le locuteur en tant que locuteur (le locuteur L) est en train de concevoir » - autrement dit, le contenu de l'énoncé.

Un autre exemple, utilisé par Carel, montre que ce type de description n'est pas circonscrite aux énoncés à la première personne. Dans l'énoncé suivant, tiré de *Claude Gueux*, de Victor Hugo, le mécanisme est le même qu'avec un énoncé en *je trouve que* modal : « Il avait la parole rare, le geste peu fréquent, quelque chose d'impérieux dans toute sa personne et qui se faisait obéir, l'air pensif, sérieux plutôt que souffrant. Il avait pourtant bien souffert ». Dans cet énoncé, c'est la présence de l'adverbe *bien* qui montre que le locuteur est décrit délocutivement comme compatissant, parce qu'il apparaît comme étant du genre à (ou susceptible de) produire des propos du type : *il avait beaucoup souffert donc il était à plaindre*.

Ce type de description est appelée *délocutive* suivant une lecture que l'on peut faire du concept de Benveniste (1966), c'est-à-dire de la prise en compte d'une allusion à une énonciation contenue dans la signification de certains termes. Selon Ducrot (1981), des expressions comme *ce type est un m'as-tu-vu*, par dérivation délocutive, décrivent la personne ainsi qualifiée comme étant du genre à dire habituellement *m'as-tu vu faire ceci ? m'as-tu vu faire cela ?* D'après Carel, le locuteur d'un énoncé qui se montre comme engagé dans son dire est décrit comme étant susceptible de prononcer des énoncés du même type. Ce trait est proche de la description que propose Perrin (2006) des expressions de type *trouver que* lorsqu'elles sont employées à la troisième personne ou dans un temps autre que le présent : elles font systématiquement allusion à l'emploi de la formule modale à la première personne du singulier du présent de l'indicatif. De sorte que dire *Pierre trouve que p* fait apparaître Pierre comme disant *Je trouve que p*.

Selon Lescano (2020), en contexte de conflit social, toute prise de parole engage son locuteur dans la construction de son énoncé et produit donc une description délocutive de son « responsable ». En effet, celui-ci est toujours montré comme étant susceptible de reproduire à l'avenir des propos semblables, cohérents avec ceux qui sont en train d'être produits au moment de l'énonciation. On voit ainsi que dans cette optique, au moins une partie de « l'image de soi » que l'on identifie à l'*ethos* est *produite par les discours* et est constituée par des *possibilités discursives*. Ainsi, puisque tout texte d'association ou de parti politique, pris dans le contexte d'un

conflit social décrit délocutivement son signataire, cette association ou ce parti politique apparaît comme susceptible de mettre de nouveau en production des modes d'intervention du type de ceux que mobilise le texte recevant sa signature.

Nous reprendrons cette idée que tout mode d'intervention entre dans la description de l'image discursive du locuteur qui le met en production car, dans les assemblées, tout comme dans un conflit social, le locuteur est impliqué dans son dire. Ainsi, dans un énoncé du type : *nous refusons l'expulsion de familles entières de leur logement et appelons à venir bloquer pacifiquement l'entrée des CRS*, le locuteur se décrit lui-même comme *étant susceptible de tenir des discours de ce type*, où le blocage des CRS est un moyen de lutter contre les expulsions. Dans le cas de l'étude de Lescano, chaque texte est porteur d'une identité publique déjà constituée internement par les associations, partis politiques et autres groupes intervenant dans le conflit, les uns agissant sur l'identité des autres. Dans notre cas, la situation est différente parce que nous sommes confrontés aux processus de construction interne d'une seule et même identité, celle du collectif (Marinaleda, NPA, Nuit debout).

Nous allons donc observer la façon dont des énoncés portés par des locuteurs individuels participent à la construction des identités collectives. Il faudra cependant se garder de confondre l'individualité représentée par celui qui parle, auquel cas nous serions en train de décrire le sujet parlant qui est présent dans l'assemblée, du locuteur, être de discours responsable de l'énoncé, qui est celui qui construit un *ethos* purement discursif - et nous dirions même purement « programmatique ». L'enjeu de notre description n'est donc pas de rendre compte de la construction de l'*ethos* des individus, mais de constructions qui ont lieu dans des espaces sémantiques.

Un énoncé qui agit sur l'espace sémantique d'une assemblée citoyenne politique contribue à la construction de ce qu'est le collectif sans toutefois que cette parole soit prononcée au nom du collectif. Autrement dit, les assemblées construisent « Marinaleda », « le NPA », « Nuit debout » en tant qu'objets délocutifs hétérogènes et instables. Car toute parole faisant partie d'une assemblée citoyenne politique est ce qui produit *ce qu'est le collectif*. Toute parole qui surgit dans une assemblée du NPA, de Nuit debout ou de Marinaleda est une parole qui fait le NPA, Nuit debout, Marinaleda. Par exemple, dans l'assemblée générale de Marinaleda, le problème soulevé par Vicky, aussi personnel qu'il puisse sembler, ne concerne pas Vicky, mais Marinaleda. Ce que défend Vicky, ce n'est pas sa personne, mais plutôt le fonctionnement assembléaire de Marinaleda. S'il s'agissait d'un texte, Vicky pourrait le signer *Marinaleda*, avec

des modes d'intervention du type :

< investir [Marinaleda est assemblée DC l'assemblée choisit ses élus] >

Les assemblées que nous étudions nécessitent donc que l'on prenne en compte la dimension collective de l'image construite par les locuteurs. Un moyen qui semble s'offrir à nous est alors d'envisager une étude de l'*ethos collectif*, et non pas d'un *ethos* individuel, construit par le locuteur individuel d'un énoncé.

Ces différentes manières de montrer une image du locuteur qui ont été attachées à la notion d'*ethos* au sens strict, au sens large, à la description délocutive, à la description d'un locuteur institutionnel associé à une signature, nous permet de circonscrire une notion d'*ethos* qui soit apte à intégrer la description sémantique des assemblées citoyennes politiques. Nous avons ainsi opéré une première limitation : tout ce qui est hors de la description du locuteur en tant que responsable de l'énoncé, ce qui est de l'ordre du non verbal, du pré-verbal ou ce qui décrit le locuteur en tant qu'être du monde doit être mis de côté. Dans un cadre sémantique, ce qu'il faut observer, c'est ce que construisent les interventions des interlocuteurs, les effets de leurs discours sur les puissances discursives de l'espace sémantique. Chacune des interventions dans l'espace sémantique d'une assemblée porte une description délocutive du collectif, qui montre celui-ci comme susceptible de faire surgir d'autres interventions similaires. C'est donc l'idée d'un *ethos collectif* construit par ces modes d'intervention qui va nous guider dans notre description.

2. L'ETHOS COLLECTIF

Selon différentes approches qui utilisent cette notion, l'*ethos* collectif permet d'appréhender ce qu'il y a de commun entre les membres d'une communauté, ou bien « la façon dont une collectivité établit ou consolide son identité » (Amossy, 2014 ; Orkibi 2012), étant donné que tout locuteur se base sur des « valeurs communes » (Kerbrat-Orecchioni, 2002). La notion d'*ethos collectif* renvoie au processus de construction de l'image d'une collectivité homogène et plus ou moins stable, pouvant être « ouverte » - c'est-à-dire pouvant être construite

par tout membre de cette communauté (Amossy, 2010). Dans les assemblées citoyennes politiques, et notamment dans l'assemblée de Nuit debout, la contribution de tous les interactants nous confronte bien à l'exemple d'une tentative d'émergence d'une unité à travers un processus ouvert, rendu possible par le rejet commun des pratiques politiques institutionnelles. Au NPA, on voit d'une part, à travers l'assemblée du 92 Sud, que la situation nouvelle du parti, créée par les attentats et l'instauration de l'état d'urgence les met en difficulté ; le parti est dans une situation inconfortable, sans ligne directrice pour l'avenir. On voit d'autre part, à travers la réunion élective, que le parti se réunit parce qu'il est en position de se demander s'il va ou non choisir de se présenter à l'élection présidentielle. Ces deux assemblées, au moins, font émerger une entité « NPA », définissable et identifiable comme telle, à travers leur rejet commun d'une alliance avec d'autres partis comme LO ou Podemos. À Marinaleda, la faille rendue visible par Vicky dans le processus des élections des conseillers municipaux fait réaffirmer de grands principes organisationnels, comme le fait d'être assembléaires, tandis que la réunion de travail montre un fonctionnement bien particulier de la répartition du travail, qui, d'un point de vue extérieur, fait là aussi envisager des caractéristiques bien spécifiques qui montrent un « Marinaleda » identifiable.

La notion d'*ethos* collectif nous permet donc d'avancer dans la description sémantique de la manière dont chaque assemblée construit *ce au nom de quoi on parle*. Mais nous verrons qu'elle comporte des problèmes. Nous présenterons d'abord quelques éléments d'analyse montrant de quelle façon une conception délocutive de l'*ethos* collectif peut s'appliquer aux assemblées qui nous occupent, pour aborder ensuite ses difficultés.

2.1. L'unité par le rejet commun

Selon une idée largement acceptée (Maingueneau, 2002 ; Amossy, 2008), les éléments rejetés, combattus, font partie des identités, au même titre que ce qui est revendiqué. On peut constater en effet leur présence dans l'identité de nos collectifs. Cependant, la place de ces éléments « négatifs » sera différente dans chacun d'eux.

Prenons d'abord le cas de Nuit debout. On peut dire que ce mouvement se construit sur des propositions qui sont autant d'initiatives dépendant de la seule volonté des participants. Pourtant, ce n'est pas par ce type de procédés que l'on voit transparaître un « mouvement », mais plutôt par un rejet systématique de l'État. Par exemple, dans l'extrait suivant, Ben reprend l'un des thèmes centraux de la lutte contre les expulsions pour le placer dans une réflexion plus

globale sur la gestion d'un projet à grande échelle pour repenser la société, hors du cadre gouvernemental. Un nouveau mode d'action, qui reste à définir, se construit en dehors des institutions, car celles-ci sont désormais jugées obsolètes.

Ben : Si on se donne pour objectif que des milliers et des milliers de gens arrêtent des expulsions, alors on est crédible. Alors on est plus en train d'exiger, on est plus en train de revendiquer, d'attendre qu'on nous jette des miettes, qu'on nous fasse la mendicité et qu'on nous dise allez, j'vous donnerai trois coups de pouce demain, non. On construit le monde-là, ici et maintenant. Ce sujet-là, il est valable pour le logement. Il est valable pour l'alimentation. Il est valable pour l'agriculture. Il est valable pour l'énergie. Il est valable pour tout.

Si le discours de Ben se construit en opposition aux actions du gouvernement, notamment en appelant à lutter contre les expulsions et à agir sur tous les sujets de société, l'opposition se fait aussi avec la manière attendue de contester les projets gouvernementaux. En effet, si le discours militant, revendicatif consiste généralement à adresser des demandes, des exigences au gouvernement ici, au contraire, le discours de Ben ignore l'étape de la demande pour entamer le processus d'une lutte autonome. À travers l'énoncé « si on se donne pour objectif [...] alors on est plus en train de revendiquer, qu'on nous jette des miettes », Ben pose les conditions pour que le mouvement agisse sans prendre en compte le consentement de l'autorité. Ce discours brise donc les schémas habituels : tandis que le discours attendu serait centré sur un objectif qui se traduirait par des énoncés comme « il faut qu'on obtienne X », ici, le discours de Ben appelle à l'appropriation de l'espace public en tant que lieu de construction directe d'un espace politique par les citoyens. L'énoncé attendu est remplacé par « on prend X ». Ben investit à la fois les deux programmes

[vouloir obtenir X PT NEG demander X]
[vouloir obtenir X DC construire X]

qui entrent dans la construction de l'identité de Nuit debout. De la sorte, l'énoncé de Ben construit un *ethos* émancipateur à travers un travail de légitimation du mouvement : l'assemblée est ainsi présentée comme le lieu de la construction d'un nouvel ordre politique, hors des institutions. Le mouvement en construction ne s'adresse plus à un « eux » auquel il s'oppose mais, au contraire, s'impose par le refus de continuer à considérer que l'État est un interlocuteur légitime, à l'écoute de ceux qui s'adressent à lui. L'*ethos* collectif « émancipateur » de Nuit debout se fonde sur l'appel à agir en dehors des institutions qui forment le l'opposition commune aux participants du mouvement.

Le NPA présente un cas qui semble à première vue très différent, car le parti est déjà constitué depuis quelques années, et la question n'est pas *comment construire le parti ?* mais plutôt *quelle image montrer aux élections, dans le cas d'une présentation aux présidentielles ?* On peut néanmoins trouver certains points communs, notamment dans la construction d'une extériorité rejetée qui, par contraste, montre une cohésion du parti. La plateforme B construit un discours qui taxe les discussions autour d'alliances possibles avec certains partis de « procès d'intention ». Alain essaye donc de recentrer la discussion autour de points qui lui semblent plus importants. La désignation de toutes les alliances possibles qui sont rejetées par le parti met en avant les points de convergence à l'intérieur du NPA :

Alain : J'pars de l'idée que on est tous d'accord, que... ce sera pas un candidat du Front de Gauche ni Mélenchon mais personne... c'est des procès d'intention ! Aujourd'hui, je dis bien aujourd'hui, personne n'est pour le Front de Gauche, personne n'est pour le Front de Gauche, personne n'est pour Mélenchon, personne n'est pour Tsipras, ça... non ! C'est pas écrit dans leur texte, personne n'est pour Tsipras, et... personne soutient totalement même... il est pas là malheureusement, nos amis espagnols Podemos.

Il faut donc partir des points d'accord pour construire le message qui doit définir le parti pour la circonstance. Cette présentation renforce la position principale de la plateforme B qui cherche à réunir le parti, et construit l'image d'un parti uni par leurs multiples oppositions partagées. Son discours investit un programme qui freine la production des autres programmes cloisonnants :

< investir [on se fait des procès d'intention PT en réalité nos adversaires sont les mêmes] >

Le NPA, c'est un parti qui se positionne par rapport au Front de Gauche, à LO, à Tsipras et à Podemos. À Nuit debout, les discours se font en soustrayant les initiatives à la volonté des institutions ; au NPA, l'organisation de la campagne présidentielle potentielle débute en nommant tous les partis avec lesquels des alliances ne sont ni possibles, ni voulues, par l'ensemble du parti. Un discours comme celui-ci permet donc de recentrer le débat en créant un NPA solide, parce que fondé sur un ensemble d'exclusions qui sont partagées par ses membres. Les discours suivants pourront remettre en production de tels modes d'investissement.

L'assemblée générale de Marinaleda ayant lieu elle aussi en temps de campagne électorale, le discours introducteur de Gordillo construit un Autre, qu'il s'agit de ne pas favoriser. Par

contraste, ce discours construit une entité IU-CUT qui s'y oppose.

Juan Manuel : No es tan inocuo el decir "bueno pue yo... esto está ya ganao, o yo no ... yo estoy un poquito frío o fría, yo no voy a votar". Bueno, "yo no voy a vota", es votar al PSOE.

Juan Manuel : Ça n'est pas si anodin de dire "bon, moi... c'est déjà gagné, moi je suis pas très chaud, moi je vais pas voter". Bon, "Moi je ne vais pas voter", c'est voter pour le PSOE.

Dans un cadre tel que celui de la campagne municipale, à Marinaleda, il n'y a qu'une force d'opposition qui pourrait obtenir des sièges d'élu au conseil municipal, le Parti Socialiste (PSOE), qui est l'opposant historique dans le village. Comme l'explique J.M. Gordillo⁸⁹, les élections ont lieu à la proportionnelle, ce qui revient à dire que la position neutre est l'équivalent d'un vote en moins pour la candidature que le votant aurait pu soutenir. Il n'y a donc que deux camps possibles : celui de l'opposant ou celui de la CUT-IU. Ce discours met en production un mode d'intervention comme :

< investir [avoir une attitude neutre PT favoriser l'adversaire] >

Tout locuteur qui remettrait en production ce mode d'intervention se marquerait immédiatement comme partisan de la CUT, et renforcerait à la fois le mode d'intervention et l'effet de cohésion du groupe CUT.

Dans les trois cas que nous avons observés, la désignation d'un opposant permet de créer un effet de groupe, d'unité dans le collectif où a lieu l'assemblée. Ce type de discours, parce qu'ils peuvent être remis en production par d'autres membres de l'assemblée, marque plus la personnalité d'un collectif que celle d'un interlocuteur en particulier.

Peut-on dire pour autant que ces modes d'investissement, qui offrent une certaine description délocutive du groupe, nous permettent de parler d'un *ethos collectif* propre à chacune des organisations ?

2.2. Un ethos collectif bien particulier : hétérogène et instable

En effet, les assemblées sont constituées de prises de parole hétérogènes, voire antagonistes, ce qui amène à se demander si les propriétés d'un *ethos* collectif sont bien vérifiées par la

⁸⁹ "A la hora de aplicar la ley de Hondt, de sumar y restar y a la hora de dividir... Evidentemente si tiene un voto meno este tanto por ciento va a la otra candidatura..." / « Au moment où s'applique la loi de Hondt, où s'additionne, et se calcule et au moment de diviser, évidemment, si tu as un vote en moins, ce tant de pourcent va à l'autre candidature ».

manière dont les assemblées construisent l'image délocutive du collectif. C'est ce que nous allons voir en commençant par analyser les deux extraits qui suivent :

Tom : Moi ce que je proposerais, c'est qu'on fasse des organisations de débats thématiques. [...] Prenons un exemple simple, on fait une journée là-dessus, aussi bien artistiquement que des débats ou autre, ou pour que les gens s'informent [...] et puissent à la fin décider en AG si on est pour ou si on est contre ce truc-là.

Tom propose une stratégie d'action qui permettrait au mouvement de se rassembler autour des décisions prises et de clarifier ainsi sa position. Pour cela, il propose d'organiser le mouvement autour de votes réguliers qui répondraient à la question du « pour » ou « contre », divisant ainsi les thèmes autour d'une dichotomie traduisant ce qui est revendiqué et ce qui est rejeté par le mouvement. Le « vote » agit dans cet énoncé comme un « terme filtre » selon l'analyse de Carel et Ducrot (2005), c'est-à-dire des termes qui véhiculent une certaine idée de sélection en combinant deux schémas réciproques : ce terme construit deux programmes réciproques que Tom investit, tels que [bon DC revendiqué] et [NEG bon DC NEG revendiqué]. Ainsi, un thème sur lequel les participants auraient voté « pour » ferait partie de l'identité de Nuit debout en tant que position revendiquée, tandis qu'un thème sur lequel les participants auraient voté « contre » ferait lui aussi partie de l'identité de Nuit debout, mais cette fois en tant que position contraire au mouvement. Cependant, peu de temps après cette proposition de Ben, l'intervention de Malika vient déstabiliser les programmes qui viennent à peine d'être installés :

Malika : Il faut qu'on s'adresse en grand aux autres ! Faut pas qu'on reste ici à régler nos petits soucis de commissions, et de trucs... C'est important l'organisation, on est d'accord, j'dis pas... mais il faut qu'on organise la solidarité avec les gens qu'ont faim. Par exemple.

L'intervention de Malika se situe en effet en dehors de ce débat, en proposant une action concrète qui ne passe pas par la sélection d'éléments à revendiquer ou à rejeter par le biais d'un vote. Il s'agit plutôt de trouver les moyens de pouvoir être efficace. Les programmes de Ben deviennent, à la suite de l'intervention de Malika, de « petits soucis » qui sont désormais difficiles à envisager comme étant représentatifs, de manière partagée, de Nuit debout. À peine installés, les programmes sont déstabilisés.

La même dynamique se répète avec les interventions de Julien et de Pollux. Julien construit toute sa prise de parole sur la lutte contre la loi Travail, qui a permis de réunir des citoyens pour commencer à créer Nuit debout :

Julien : Parmi toutes les heu... déceptions, saloperies, renoncements, de ce gouvernement y a évidemment la loi de travail, c'est heu comme le dit le texte c'est la goutte d'eau qu'a fait déborder le vase de notre ras-le-bol. [...] Parce qu'on devrait arrêter d'appeler la loi Travail "loi Travail", on devrait l'appeler la "loi Licenciement".

L'opposition contre la loi Travail apparaît ici comme centrale, et sera mise par la suite en rapport avec la lutte contre les expulsions. C'est cette opposition à la loi Travail qui permet de faire une convergence des luttes, tant attendue par les militants de différents secteurs opposés aux différentes réformes du gouvernement Hollande. Mais plusieurs prises de parole font une toute autre place à la lutte contre la loi Travail, certains ne la considérant pas essentielle ; c'est le cas de Pollux :

Pollux : Non mais... la loi El Khomri moi personnellement, j'm'en fous. Bon et donc là faudrait penser à des actions qui sont faisables.

À peine la loi Travail a été posée comme le moyen d'unir les différentes luttes, que certaines prises de paroles déstabilisent cet élément. On voit ici qu'à peine un élément est installé dans l'espace sémantique qu'une autre intervention vient le déstabiliser, mettant en production d'autres éléments qui lui sont antagoniques. Il est donc difficile d'établir, à travers les différentes prises de paroles, les bases communes sur lesquelles se fonde le mouvement Nuit debout, et d'établir une liste d'éléments revendiqués à l'unanimité.

L'analyse de ces quelques interventions représentatives illustrent un phénomène généralisé : les différents discours qui participent à la construction de Nuit debout révèlent des contradictions intrinsèques à ce mouvement. Ce cas oppose ainsi une certaine résistance à la notion d'*ethos* collectif, car celle-ci contient au moins deux traits définitoires qui sont contredits par nos données, à savoir : « l'homogénéité » et une certaine « stabilité » de l'*ethos* en question.

Le problème n'est pas quelque insuffisance de cette notion : il y a quelque chose d'intrinsèquement hétérogène et d'instable dans la façon dont ce mouvement construit son identité qui a pour seule marque de « collectif » le fait de porter un nom qui le présente à l'extérieur comme mouvement. Ce que l'on cherche à soutenir, c'est que le mouvement Nuit debout, n'est pas une somme de discours dont certains sont contradictoires, mais plutôt que Nuit debout, c'est la contradiction entre les discours. L'*ethos* collectif est instable, parce que toute intervention effectuée dans le cadre des assemblées participe à la construction d'une même configuration sémantique correspondant à l'*ethos* de Nuit debout. L'espace sémantique

est modifié en permanence dans des directions différentes, voire opposées. Nuit debout construit, comme mouvement, un *ethos* collectif fait de contradictions internes, non pas seulement parce qu'il est en cours de construction, mais aussi et surtout parce que son identité se construit sur cette pluralité de voix qu'elle ne cherche nullement à dépasser. L'enjeu de ce mouvement est de réussir à se définir par une identité collective sans toutefois parler d'une seule voix.

2.3. Quand l'union divise

La plateforme B, présentée par Alain, est surnommée la plateforme « Bisounours » parce qu'elle souhaite réunir les différentes sensibilités du parti. Alain, porte-parole de cette plateforme, a notamment proposé pour cela de réunir autour du candidat des personnalités représentatives de chaque plateforme afin que l'image du NPA en temps de campagne soit celle d'un parti uni. Par ailleurs, l'ensemble de son discours est construit de manière à concentrer la discussion sur certains points à traiter dans l'immédiat. Cependant, il a pris auparavant le temps de présenter les points qui divisent le parti, et prend le problème à bras-le-corps pour l'organisation de la campagne présidentielle.

Alain : Si y a pas un accord entre la A et la C sur ces points, à savoir un candidat, une campagne, et les thèmes de campagne, y aura pas de campagne. C'est clair, nous on refuse de choisir la A ou la C. On peut avoir des sympathies, y en a chez nous un petit peu pour la A, un petit peu pour la C, mais je veux dire y aura pas de campagne, c'est ça qu'jme... c'est ça faut se mettre dans le crâne ! On fait pas une campagne à 50% contre 50 % ! c'est exclu !

Alain ouvre cet extrait en posant les conditions de sa plateforme. Il met en production deux programmes converses, dont l'un est investi, et l'autre combattu :

< investir [NEG accord A/C DC NEG campagne] >
< combattre [NEG accord PT campagne] > ,

qu'il décline en trois modes d'intervention spécificateurs :

< investir [NEG accord A/C sur un candidat DC NEG campagne] > ;
< investir [NEG accord A/C sur la campagne DC NEG campagne] > ;
< investir [NEG accord A/C sur les thèmes de campagne DC NEG campagne] > .

Les programmes investis par la plateforme B ne sont pas présentés comme des propositions, mais comme une exigence qui exerce une pression sur les deux autres plateformes. Par la mise

en production de ces programmes, Alain déconstruit l'image que lui imposent les militants du NPA en surnommant sa plateforme « plateforme Bisounours ». En effet, à travers ce discours, Alain ne tente pas de concilier les différends entre les plateformes, mais contraint au contraire les tendances A et C à trouver un accord sur des points généraux.

L'analyse des programmes proposés révèle que ce qui définit la plateforme B n'est pas la recherche des points communs entre les plateformes, mais l'exigence d'un accord. Construire une plateforme consensuelle reviendrait à installer des programmes qui ne soient en tension ni avec les programmes mis en production par la plateforme A, ni avec les programmes mis en production par la plateforme C. Ici, au contraire, l'installation des programmes que nous avons relevés n'est pas dans un rapport de solidarité avec les programmes de la A et de la C, mais en tension avec toutes les deux. Ce que fait la plateforme A, c'est de pointer les désaccords qu'elle a avec la C, par exemple dans l'énoncé de JB :

JB : Y a des camarades qui émanent de la C [...] qui disent il faut [...] qu'y ait une candidature du mouvement social, une candidature bon... d'assez floue.

Par cet énoncé, JB pointe les différences entre sa plateforme et la C, sans toutefois rejeter l'idée de faire une campagne électorale. On voit ici que la B ne tente pas de renforcer les deux plateformes en opposition pour les réunir, mais plutôt qu'elle installe une troisième position, qui se retrouve en opposition, elle aussi, avec les autres plateformes du parti ; les deux positions A et C sont affaiblies par l'installation des programmes de la B. La plateforme B n'est donc pas unificatrice, mais forme au contraire une troisième entrée dans le conflit. C'est d'ailleurs ce que relève Émile :

Émile : alors moi... les camarades de la B j'vous adore, mais vous n'êtes pas en dehors des groupes et des blocs qui bloquent la situation.

Il faudrait donc se garder de voir dans la description délocutive de la plateforme B une identité unificatrice : voter B, ce n'est pas voter A + C. C'est une autre manière d'envisager les divisions entre les plateformes. L'existence sémantique des différentes plateformes est constituée par des opérations concurrentielles.

Nous avons vu que l'homogénéité et la stabilité que l'on attribue généralement à la notion d'*ethos* collectif ne se vérifie pas dans les assemblées de Nuit debout, qui construisent l'identité du mouvement comme intrinsèquement hétérogène et instable. Nous voyons maintenant que

dans les assemblées du NPA, les tentatives d'unification, qui pourraient faire penser à un mécanisme homogénéisant, n'éliminent pas les antagonismes ; au contraire, ces tentatives se font au détriment d'autres. Les tentatives d'unification sont inséparables de la déstabilisation des revendications spécifiques aux différentes tendances internes.

La stabilité qui est généralement attachée à l'*ethos* collectif est aussi remise en cause par la réunion de travail de Marinaleda. Si l'on compare deux énoncés, dont l'un surgit à la fin de l'assemblée, on peut voir que les discours attachés à l'identité de Marinaleda ont changé. Le premier énoncé est celui dans lequel Eduardo s'adresse à Pedro, le *manijero* :

Eduardo : Pero si tú a mí no me castiga pue en la próxima reunión me lo apunto otra ve y e lo mismo. ¡Eso es así!
Eduardo : *Mais si tu ne me punis pas, ben à la prochaine réunion je m'inscris de nouveau et c'est toujours la même chose. C'est comme ça !*

L'énoncé d'Eduardo montre qu'il est naturel pour les participants de l'assemblée et les travailleurs d'El Humoso de considérer qu'il fait partie du rôle du *manijero* de punir les travailleurs qui n'accomplissent pas leur devoir, notamment en ne se rendant pas au travail. Ce que dit Eduardo, c'est que le travailleur n'a aucune raison de ne pas agir comme bon lui semble, puisqu'il ne subira pas les conséquences de ses actes ; il n'y a pas de sanction possible, donc il y a des fraudes. Selon Eduardo, Pedro a cette responsabilité. Cet énoncé naturalise un programme comme :

[le *manijero* détient l'autorité DC le *manijero* doit punir les absentéistes]

À la fin de l'assemblée en revanche, à la suite des oppositions répétées de Pedro à ce type de discours qui remet toute la responsabilité du bon fonctionnement du travail au *manijero*, les discours ont évolué. Alors qu'au début de l'assemblée il faisait partie des discours collectifs et banals de donner *au manijero* la responsabilité de punir les travailleurs, on trouve un autre type de discours qui est largement accepté à la fin de cette assemblée :

Pedro : Y él que no cumple esos tres puntos sabe que automáticamente esta despedido, no lo despide el manijero, lo ha despedido la asamblea que ha acordao eso.

Pedro : *Et celui qui ne respecte pas ces trois points sait qu'automatiquement il est viré. Ce n'est pas le manijero qui le vire, c'est l'assemblée qui a pris cette décision.*

Ce fragment du discours de Pedro met en production un programme qu'il était auparavant

impossible de mettre en production :

[le travailleur ne respecte pas le compromis mis en place par l'assemblée DC le règlement de l'assemblée l'empêche de revenir]

À l'inverse, le premier programme, qui était naturalisé par Eduardo, est désormais difficile à mettre en production. Les programmes présents dans l'espace sémantique ont changé ; les discours possibles ont évolué. Et ce sont des discours qui décrivent délocutivement les travailleurs de manière bien différentes l'une de l'autre. Si, dans le premier cas, Marinaleda est décrit comme une organisation du travail régie par un *manijero* à qui revient l'autorité, dans le second cas, Marinaleda, c'est le lieu où les travailleurs choisissent eux-mêmes leur règlement et se sanctionnent eux-mêmes. Politiquement, la description de Marinaleda est bien différente. Ce qui a changé n'est donc pas un détail. La construction de l'image de Marinaleda se fait de manière ouverte, changeante, voire instable.

La notion d'*ethos* collectif, relative à l'image qu'un porte-parole construit, par exemple, de son organisation politique, comporte des difficultés spécifiques pour être appliquée directement aux assemblées citoyennes politiques. Le principal obstacle est que l'image que cette catégorie essaie d'appréhender est, selon Amossy (2010) et Orkibi (2008), « une représentation identitaire homogène »⁹⁰. Il n'y a pas ici de « représentation identitaire homogène » mais plutôt un processus collectif hétérogène.

On pourrait penser que les antagonismes internes que nous avons repérés proviennent non pas d'une quelconque propriété des espaces sémantiques des assemblées citoyennes politiques mais plutôt des conjonctures politiques spécifiques aux collectifs. Ainsi, on pourrait supposer que si l'assemblée électorale du NPA comporte des antagonismes, c'est parce que le parti est en « crise » et qu'il est divisé en trois tendances – division qui ne ferait que renforcer cette crise. Or les assemblées de Marinaleda, qui ne dit pas traverser une période de crise particulière, construisent une image du collectif qui est à la fois instable (on a pu saisir le processus qui consiste à opérer sur les programmes installés auparavant de manière à les modifier en installant des programmes qui sont incompatibles avec les premiers ou bien à renforcer des programmes déjà installés) et hétérogène (par l'antagonisme entre les différentes unités installées dans l'espace sémantique). La problématique de l'instabilité et de l'hétérogénéité est donc tout aussi présente dans cette organisation, qui pourtant ne se « cherche » pas. Ainsi, que

⁹⁰ Amossy, op.cit., p. 154.

les disjonctions, les conflits ou les désaccords soient structurels, constitutifs ou ponctuels, ce type d'assemblées politiques internes à des organisations présente invariablement le même dynamisme qui va à l'encontre de la vision d'une identité ou d'un *ethos* global, homogène. Pour autant, cela n'empêche en aucun cas - et nous ne le nions en aucune façon - que ces organisations et que les organisations politiques en général puissent afficher de manière externe et publique une certaine cohérence pour la nécessité du moment, s'affichant comme un portrait de circonstance. Et en effet, le NPA, avec un appel de la part de la plateforme dite « réunificatrice » à trouver « 4-5 axes qui nous poseront pas de problèmes », on a là la trame de ce qui donnera effectivement, publiquement, un discours cohérent, s'affichant en tant que « discours de campagne » divisé en un certain nombre de points forts que les votants pourront retenir - « cohérence » qui, lorsque l'on accède aux coulisses, correspond en fait aux 4-5 points que les différentes plateformes ont péniblement cherchés pour ne pas s'entre-déchirer. On est donc bien loin des analyses que propose Amossy, par exemple, en présentant l'*ethos* collectif comme un ensemble homogène réuni sous un *nous*.

Cette redéfinition que l'on doit poser à la construction d'un *ethos* collectif semble imposée par le type d'objet que nous étudions. Certaines études qui portent sur un objet similaire au nôtre vont dans le même sens. Dans une analyse menée sur des assemblées générales en milieu militant anarchiste, Him-Aquilli (2020) affirme que le « nous », dans ce contexte, est tour à tour inclusif, exclusif, construit contre un « eux » unitaire (la police), et contre un adversaire plus ciblé (les policiers qui ont fait subir des violences policières à des militants) ; le changement de focale exercé sur la construction de l'adversaire divise alors les locuteurs de l'assemblée générale, qui se construit sur une hétérogénéité des positionnements. Cette assemblée contient des contradictions similaires aux nôtres, pouvant présenter des « nous » parfaitement incompatibles. Dans ce cas, on peut également questionner la pertinence d'une notion de voix unique, de locuteur collectif ou d'*ethos* collectif. Il y aurait donc bien un type d'interaction « assemblée citoyenne politique » ou « assemblée militante » qui se retrouve confrontée aux limites de la notion d'*ethos*, pourtant largement exploitée dans les études de corpus d'ordre politique.

Si l'analyse de ces quelques interventions représentatives des discours tenus à Nuit debout, au NPA et à Marinaleda montre des locuteurs construisant une image du mouvement,

celle-ci n'est cependant pas assimilable à la construction d'un *ethos* collectif, dans la mesure où l'image des collectifs, qui se construit dans ces assemblées, n'est ni unitaire ni stable, mais, au contraire, hétérogène et changeante.

Mais alors, si Marinaleda, le NPA et Nuit debout ont en commun de se construire sur un même type de dynamique, et qu'ils empêchent tous trois qu'on leur applique directement la notion d'*ethos* collectif, comment rendre compte de leur spécificité ? Car la manière dont les assemblées construisent l'image de chacune de ces organisations n'est pas la même. Elles ont toutes trois des caractéristiques propres, qui les distinguent entre elles, et qui les distinguent aussi d'autres organisations ou d'autres assemblées politiques et citoyennes. C'est ce que nous allons voir maintenant.

3. IDENTITÉ OU RÉGULATION DES FLUX DANS L'ESPACE SÉMANTIQUE ?

La problématique de l'identité, pour un objet d'étude comme le nôtre, concerne la manière dont le collectif se constitue dynamiquement et collectivement au cours d'une assemblée. De notre point de vue, toute intervention effectuée dans le cadre des assemblées participe à la construction d'une même configuration sémantique. Observer l'évolution de l'espace sémantique d'une assemblée, c'est observer comment cette identité est construite, c'est-à-dire les mécanismes sous-jacents à ce qui pourra être appelé, dans un second temps, une *identité*. Ce qui apparaît en surface comme homogène et figé doit être conçu comme la saisie momentanée d'un processus toujours en cours de construction.

Ce que nous entendons par l'identité d'un collectif – à défaut de trouver un meilleur terme – est l'ensemble mouvant et hétérogène des modes d'intervention et des programmes qui peuvent être mobilisés lorsque l'on prend la parole en tant que participant de l'assemblée de ce collectif. En réalité, cette définition nous laisse penser qu'il faut nécessairement parler non pas de l'identité du collectif, mais plutôt de l'identité du collectif à *tel moment de son existence*, celui de telle ou telle assemblée. De ce fait, il s'agit de considérer de nouveau l'hétérogénéité, l'organisation en réseaux et l'instabilité sous l'angle de processus par lesquels se construit cette identité particulière du collectif.

Selon ce que nous avons vu, l'identité des collectifs est foncièrement hétérogène. Chacune de nos assemblées a sa manière de construire ses hétérogénéités, qui se manifestent de plusieurs manières : on a d'abord vu que la diversité des positions apparaît comme structurante de

l'identité de Nuit debout. Le collectif, en multipliant les prises de parole, multiplie du même coup les antagonismes, sans toutefois qu'ils n'entravent la construction du mouvement. Le collectif ne cherche nullement à surmonter son hétérogénéité, mais plutôt à multiplier les propositions et les initiatives. C'est ce que revendique notamment Tao :

On est pas obligé d'être d'accord. On peut être ensemble en désaccord,
et c'est là où on est fort.

Nous avons vu qu'au NPA, même ce qui se présente comme unissant toutes les tendances du parti met en production des unités qui attaquent les unités mises en production par les autres plateformes. La manière d'envisager le NPA, vue à travers le travail effectué par la plateforme B, est en opposition avec la manière d'envisager le NPA, vue à travers les types de travail effectués par la plateforme A et la plateforme C. Les oppositions, à l'intérieur de l'espace sémantique du NPA, se multiplient, créant des Oppositions et des tensions qui restent actives tout au long des assemblées. Ainsi, ces opérations ne sont pas des phénomènes ponctuels et isolés. Un programme sur lequel on effectue des opérations antagoniques existe dans l'identité du collectif en tant qu'objet d'une opposition. Par exemple, dans l'espace sémantique du NPA, le programme [Podemos agit contre ses principes DC NEG Podemos est un exemple à suivre] produisant un point de blocage (comme nous l'avons étudié dans le premier chapitre de la partie II) existe pris dans une opposition, de sorte que mettre en production ce programme c'est réactiver une opposition interne au collectif. Cette opposition fait partie de l'identité du NPA. De même, dans les trois collectifs, il faut considérer que mettre en production un programme ou un mode d'intervention, c'est certes se décrire délocutivement comme susceptible de le mettre de nouveau en production, mais aussi comme ne pouvant pas accepter certains autres modes d'intervention (ceux qui sont en tension avec le premier), voire comme les refusant. Par exemple, dans la réunion de travail à Marinaleda, mettre en production le programme (P1) [faute DC sanction], revient à se décrire délocutivement comme ne pouvant pas accepter de mettre en production le programme (P2) [faire appliquer la loi DC assumer]. Il faut généraliser cette remarque : lorsqu'un participant d'une assemblée se décrit délocutivement comme susceptible de mobiliser une unité, et que cette unité est en tension avec une autre, alors ce participant se décrit délocutivement comme ne pouvant pas accepter la seconde unité, voire comme susceptible de la rejeter.

Chaque intervention, chaque prise de parole contient des éléments revendiqués ou rejetés directement, mais aussi les éléments mis en tension par cette prise de parole. Il faut donc assumer l'idée selon laquelle chaque intervention entre dans la construction de ce qui définit

un groupe ou une organisation, soit parce qu'elle décrit délocutivement cette organisation comme rejetant certains éléments (si l'opération est un combat), soit parce qu'elle décrit délocutivement l'organisation comme revendiquant ces éléments (si l'opération est un investissement). Mais les effets de ces interventions entrent généralement en relation avec ceux d'autres interventions avec lesquels s'établissent des liens de rejet ou de solidarité. De ce fait, en gardant l'idée que l'identité est faite d'éléments rejetés et revendiqués à la fois, on doit se rendre à l'évidence que cela implique de considérer l'ensemble des relations qui entrent en jeu dans un espace sémantique.

C'est pourquoi, à partir de cette considération, on peut envisager une identité délocutive basée sur les réseaux de programmes solidaires et antagonistes. Car la délocutivité ne se réduit ni à un locuteur ni au programme ni au mode d'intervention. La façon dont ils entrent en relation, leur manière de former des réseaux de dépendance (ou de ne pas en former) fait aussi partie de la description délocutive qui constitue l'identité d'un collectif.

Ainsi, Nuit debout se décrit délocutivement par la multiplication d'installations de réseaux potentiels qui ne créent pas de dépendance. Cette manière d'installer une multitude de nouvelles possibilités, sans rattacher d'unités en dépendance vis-à-vis d'autres unités, crée une identité de Nuit debout, certes toujours temporaire, certes toujours en cours de modification, mais qui rend compte de Nuit debout à ce moment de son développement, le 3ème jour de ses rassemblements. C'est un état du collectif auquel nous avons accès. L'identité délocutive de Nuit debout, c'est celle d'un collectif à la multiplication de réseaux à construire. Le NPA se construit sur l'apparition de plusieurs pilotes, montrant ainsi l'éclatement des réseaux de dépendance. Le NPA, c'est un collectif qui se décrit délocutivement comme créant de nouvelles ouvertures et de nouvelles chaînes d'unités sémantiques. Au contraire, l'identité délocutive de Marinaleda se décrit comme resserrée sur une unité sémantique centrale, capitale, qui concentre tous les types de travail effectués.

Qu'est-ce que cette vision de la problématique de l'identité apporterait alors ? Que notre description sous forme de réseaux organisés autour de pilote est mouvante et chaque fois retravaillée, reconfigurée par les interventions, mettant en avant et donnant toute sa place à la dimension dynamique de la problématique de l'identité. De ce fait, nous rejoignons sur ce point Avanza et Laferte (2005), qui relèvent que la notion d'identité pose le problème d'une vision figée, fermée et non évolutive d'un groupe, ce qui en donne généralement une vision caricaturale, due à l'effet « étiquette » d'une telle approche.

En effet, s'il ne fait pas de doute qu'un programme comme [la loi Travail est mauvais DC lutter contre la loi Travail] définit en partie les discours qui peuvent être produits par un participant d'une assemblée de Nuit debout, il nous faut aussi prendre en compte que ce programme est loin d'être stabilisé, car il fait l'objet d'opérations de déstabilisation ostensibles. Cette dimension instable de Nuit debout pourrait être attachée à son émergence récente. Cependant, à Marinaleda, dont les assemblées ponctuent le rythme du village depuis près de quarante ans, les unités en production évoluent en permanence, même au cours d'une assemblée. Dans la réunion de travail par exemple, nous avons vu que la gestion des règles passe du *manijero* aux travailleurs eux-mêmes, bouleversant ainsi la gestion du travail telle qu'elle était mise en œuvre jusque-là. Au NPA, il semble que le collectif se décrit délocutivement par ses multiples déstabilisations plutôt que par les éléments qui devraient être stabilisés. On peut penser notamment à l'énoncé d'Alain :

"il faut rompre avec le capitalisme" et tout, on est unanime là-dessus, donc arrêtons les procès d'intention.

qui investit un programme

[on est contre le capitalisme DC arrêtons les procès d'intention],

appelant à une unité bousculée par les différentes plateformes (dont la B, qu'il représente). On peut même se demander si le principe qui est à la base de la création du parti - l'anticapitalisme - n'est pas malmené dans cette réunion, où l'on trouve par exemple cet énoncé de JB :

JB : Alors justement dans cette CN, moi, tout ce que je dis là, ça m'aurait semblé évident, surtout vu le vote du dernier congrès, surtout sur cette vieille motion A à l'époque qui disait donc, heu... "candidature anticapitaliste et révolutionnaire à la présidentielle", et ben apparemment c'est pas de toute évidence.

JB réaffirme la nécessité de se présenter à travers une candidature « anticapitaliste et révolutionnaire ». Investir un programme comme

[on est au NPA DC notre candidature doit être anticapitaliste et révolutionnaire]

ouvre, en même temps, ou fait entendre la possibilité de discours en désaccord avec ce programme. Ce programme, selon les principes fondateurs du NPA, ne devrait être que naturalisé ; il est donc ici déstabilisé.

Ainsi, bien que les participants puissent parfois exprimer un « nous » qui affirme une identité

déjà construite au fil des années, bien que cette identité soit construite par un certain nombre de références communes, de références à des textes et à des personnalités qui servent de base de réflexion et de discours assumés pas le parti, les collectifs de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout sont traversés par des antagonismes dont il faut rendre compte dans le cadre d'une description sémantique de leur identité. L'identité d'une organisation, c'est l'ensemble de ces unités sémantiques (dé)stabilisées. C'est pourquoi il semble impossible d'envisager une identité, traitée dans le cadre d'une assemblée politique et citoyenne qui ne soit pas instable et hétérogène par nature.

On peut donc accéder à une partie de l'identité des collectifs. Cette partie de l'identité n'est pas faite de ce que les locuteurs disent. Elle n'est pas construite par l'accumulation des *ethè* construits par les uns et les autres, ni par une sorte de synthèse de toutes ces prises de paroles, mais plutôt par la manière dont ces énoncés ont agi sur l'espace sémantique et l'ont construit. L'identité est en partie produite par la manière de construire l'espace sémantique. Cela comprend notamment les programmes, les relations entre programmes, les configurations, les éléments stabilisés et déstabilisés, et la construction de réseaux de dépendance, c'est-à-dire la manière d'organiser (ou non) les unités autour du ou des pilotes.

On peut voir par cette étude que l'espace sémantique contient, à certains moments donnés, des configurations, qui sont amenées à évoluer par des opérations à venir. L'espace sémantique est donc, comme zone commune d'interventions, constitué de jeux entre programmes, relations et configurations multiples. Chaque intervention transforme l'espace sémantique, transformations auxquelles nous avons notamment accès en étudiant les configurations qui font partie de sa construction. Nous avons vu, de plus, que chaque collectif présente une dynamique particulière, organisant les configurations d'une manière qui lui est propre. Cette manière d'organiser les configurations, de créer sa propre dynamique, est en fait, selon nous, ce qui est le plus représentatif de chacune des organisations politiques que nous étudions. Ainsi, le thème inévitable de la construction de l'identité discursive d'une organisation, d'un groupe, d'une collectivité, ne doit pas s'attacher à chercher les traits discursifs définitoires attachés à telle ou telle personnalité du groupe, mais plutôt à replacer chaque intervention en tant qu'elle participe à la dynamique globale de la création de l'espace sémantique. L'analyse s'en trouve entièrement revisitée : ce ne sont plus les individus attachés

à des discours qui sont pris en compte, mais plutôt des forces, des dynamiques (dé)stabilisatrices matérielles particulières mais reproductibles qui entrent en jeu, de manière complètement désincarnée, détachées de la voix particulière, que l'on peut nommer et identifier. L'identité du groupe n'est donc composée que de forces (dé)stabilisatrices, portées sur des puissances discursives qui acquièrent un rôle, une place au gré des interventions qui la transforment et transforment l'ensemble de l'espace sémantique avec elle, la transportant dans un flux représentatif d'une collectivité à l'identité discursive bien particulière.

CONCLUSION

Il est difficile sinon impossible de passer à côté d'une étude de l'identité d'un groupe lorsque l'on travaille sur les discours d'un collectif de citoyens réunis pour des raisons - et en raison de leurs affinités - politiques. La question de l'identité, qu'elle soit traitée par la notion d'*ethos* ou non, est généralement donnée comme ce qui peut être repéré comme tel pour un collectif ou un individu, ce qui revient généralement à percevoir ce qui est installé, figé et stable dans la manière de se présenter. Que l'on s'intéresse aux discours de présentation ou bien à la construction sémantique des identités, le problème reste le même : l'identité ne permet pas - ou permet mal - de prendre en compte l'évolution, les changements et les modifications qui ont lieu dans la construction du collectif. L'étude sémantique que nous avons proposée de cette problématique renforce la prégnance de cette difficulté, car elle rend visibles les oppositions et les modifications qu'exercent les énoncés des locuteurs pris dans le jeu de la construction de l'existence sémantique des collectifs. Pour parvenir à une description sémantique, nous avons d'abord dû définir un type d'identité particulier, en partant de la notion d'*ethos* pour arriver à une description délocutive généralisée, en passant par la notion de délocutivité telle qu'elle est utilisée dans les études énonciatives. À partir de cette définition, il nous a été possible de montrer le fonctionnement des différents types de mécanismes sémantiques qui entrent dans la construction de l'identité des collectifs de Nuit debout, du NPA et de Marinaleda. Les analyses que nous avons proposées ont permis de montrer que ce qui sera, dans les discours officiels, plus ou moins homogène est fait de contradictions, d'oppositions, de transformations permanentes, nous donnant à voir dans l'identité une construction dynamique et hétérogène. Ainsi, non seulement ce qui semble homogène dans les discours officiels et publics des collectifs est construit sur des hétérogénéités et des dynamismes, mais en plus il s'agit de l'arrêt

provisoire d'un discours qui est amené à être toujours revu et modifié. Ne prendre en compte que ce discours officiel comme identité d'un collectif, c'est donc généraliser et essentialiser un discours qui n'est qu'une saisie ponctuelle et circonstanciée d'un phénomène complexe. S'en tenir là reviendrait en revanche à conclure à l'impossibilité totale de parler d'identité. C'est pourquoi nous avons proposé de concevoir les entités, les relations et les processus que nous avons mis au jour tout au long de nos analyses comme des saisies partielles des identités toujours en cours de construction. L'identité que l'on peut saisir de Nuit debout, du NPA et de Marinaleda, à travers ces assemblées, est faite des programmes, des configurations et des réseaux construits au fil des interventions contradictoires des différents locuteurs. Nous pensons que cette hypothèse peut être étendue à l'étude de l'identité que d'autres collectifs construisent dans des assemblées citoyennes politiques.

Bilan de la Partie II

Cette dernière partie nous a permis de dégager certaines propriétés générales du fonctionnement de l'espace sémantique des assemblées citoyennes politiques que nous n'avions pas envisagées jusqu'à présent. L'introduction d'un nouveau principe régulateur, la (dé)stabilisation, qui vient s'associer à la productivité, a mis en évidence la situation précaire dans laquelle est placée toute unité sémantique présente dans l'espace sémantique des assemblées. Nous avons pu voir que tout élément peut être déstabilisé, y compris ceux qui semblent avoir perdu leur polémique, voire faire partie de ce qui est déjà là lorsque l'assemblée commence. La productivité et la (dé)stabilisation sont donc deux principes fondamentaux du fonctionnement sémantique des assemblées citoyennes politiques ; ils ne sont ni superposables ni exclusifs, mais complémentaires.

La mise en évidence de relations asymétriques entre unités qui s'organisent en réseaux de dépendance, faisant parfois apparaître un ou des programmes pilotes nous a permis d'apporter une réponse à la visible inégalité entre les interventions. En effet, nous savons à présent que certaines interventions assignent un rôle plus central à certaines unités sémantiques qu'à d'autres. Cette inégalité, inscrite dans la valeur d'une unité sémantique, permet de prévoir qu'opérer sur certains programmes aura plus d'impact que sur d'autres ; opérer sur un pilote modifie plus globalement l'espace sémantique qu'opérer sur des modes d'intervention qui en dépendent.

Enfin, le problème de l'identité discursive a été traité d'abord en envisageant la question de l'*ethos*, et notamment de l'*ethos* collectif, mais l'hétérogénéité et l'instabilité de cette « identité » nous a contraint à emprunter une autre voie. En reprenant la notion de délocutivité, en la réadaptant et en l'élargissant, d'abord à travers la conception qu'en propose Carel (2010), celle que propose Lescano (2020), nous avons pu assigner à toute intervention une description

délocutive des locuteurs d'un collectif lors d'une assemblée. La question de « l'identité », si problématique, a finalement été traitée en tant que résultat - toujours provisoire - de réseaux de positions effectués par des opérations sémantiques.

Conclusion

Nous avons voulu, à travers une étude d'assemblées et de réunions à Marinaleda, au NPA et à Nuit debout, décrire le fonctionnement sémantique d'un type d'interactions. Après avoir comparé le déroulement et la gestion des échanges dans ces collectifs avec un débat institutionnel et avec plusieurs conceptions de la délibération, nous avons pu en conclure d'une part que les trois collectifs répondaient de la même manière à ces comparaisons, ce qui nous a permis de mettre en avant leurs points communs plutôt que leurs différences, et d'autre part qu'ils devaient être traités comme un type d'interaction hybride, non dépourvu d'un certain aspect rituel mais non protocolaire. C'est ce que nous avons appelé, dans notre premier chapitre, les *assemblées citoyennes politiques*. Ces échanges ont pour particularité de constituer le chantier des discours que l'on trouvera dans la sphère publique comme associés au collectif.

Alors que nous pensions nous engager dans un travail purement descriptif, nous avons été confronté à des difficultés allant de l'incohérence à l'incompatibilité lors de la confrontation des interactions que nous nous proposons de décrire à des appareils théoriques. De l'analyse de conversations à la Théorie de la polyphonie, en passant par certaines approches rhétoriques et argumentatives, aucun cadre ne nous permettait d'envisager une prise en compte des éléments particuliers à la fois aux assemblées et à notre objectif se situant à un niveau sémantique.

Nous cherchions un moyen de mettre en œuvre, au moins, les fondamentaux suivants : considérer les assemblées citoyennes politiques, à un niveau sémantique, c'est considérer l'évolution et la mise en relation d'unités par nature interactionnelles, par tous les énoncés contradictoires ou compatibles d'un échange collectif, dont le but est d'éliminer la possibilité même d'énoncer certains éléments et d'en faire prospérer d'autres. C'est ce que nous avons pu établir à la fin de notre deuxième chapitre.

Il a fallu envisager d'autres voies pour réunir ces fondamentaux. La Théorie des blocs

sémantiques, parce qu'elle repose sur l'existence d'unités argumentatives qui sont des possibilités de discours, rompt avec toute conception de la langue comme construisant des raisonnements quels qu'ils soient, radicalisant ainsi les principes de l'Argumentation dans la langue. La nature politique des échanges que nous avons voulu décrire, qui selon nous est refractaire à toute approche raisonnée et persuasive du discours, nous a fait nous inscrire pleinement dans ce paradigme. Les unités sémantiques fondamentales mises en fonctionnement dans les assemblées de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout sont argumentatives, de nature normative ou transgressive, situées et chargées d'une valeur contenant toutes les modifications subies au cours d'un échange : ce sont des programmes et des modes d'intervention. À partir de la Sémantique des conflits sociaux, les unités deviennent des éléments d'un espace sémantique où elles ont été installées par les énoncés – dans notre cas, les énoncés d'une assemblée. À la fin du chapitre 3, nous avons donc mis en place les moyens de mener à bien notre description : décrire le fonctionnement sémantique des assemblées citoyennes politiques, c'est décrire l'espace sémantique que chacune d'elles construit. C'est pourquoi nos deuxième et troisième parties ont été consacrées respectivement à la description d'états successifs de l'espace sémantique et à son évolution globale.

Nos premières analyses, qui constituent la deuxième partie de notre travail, ont été consacrées à rendre compte de différents moments de la construction de l'espace sémantique : en prenant l'espace sémantique à un moment M , puis en observant le moment $M + 1$, séparé de M par une intervention ou série d'interventions, il nous a été possible de décrire la façon dont les interventions affectent l'espace sémantique tel qu'il était en M . Nous avons ainsi observé que les discours opposés peuvent agir sur un même programme de manières contradictoires, au risque de cristalliser l'opposition, sur un point de blocage ; ils peuvent aussi agir en créant des incompatibilités entre des éléments. Ce sont des moments de la construction de l'espace sémantique que nous avons appelé respectivement Opposition et tension, mis au jour par notre premier chapitre.

Les unités, que ce soient des programmes ou des modes d'intervention, en entrant dans certains types de relations qui concernent deux éléments dont l'un est plus général que l'autre, comme le (re)cadrage ou la (re)spécification, ou bien qui exploitent une concurrence entre deux éléments, comme la (re)sémantisation, peuvent former de nouvelles unités complexes, des configurations. Nous avons montré, à travers l'étude des configurations, qu'une action sur l'espace sémantique peut viser une unité simple, auquel cas l'impact dépend de cette unité seule,

ou bien cibler des unités complexes, auquel cas tous les éléments de l'unité complexe sont impactés : affaiblis, ou bien réactivés, remis en production, selon la nature de l'opération l'ayant prise pour cible. Décrire l'espace sémantique, c'est donc décrire les différents points d'impact possibles. C'est ce que nous avons montré au deuxième chapitre.

Cependant, nous avons dû nous demander si toute action, toute modification, pouvait être effectuée sur l'espace sémantique. Nous avons répondu de deux manières à cette question : l'une, c'est que des interventions peuvent générer des modes d'intervention particuliers, des accusations, qui permettent de sanctionner des pratiques du collectif et atteindre, par avance, tout programme identifiable à la promotion de cette pratique. Suite à une accusation, certains éléments deviennent difficilement recevables dans une assemblée ; l'autre, c'est que certaines installations reçoivent une résistance, entravant leur possible mise en production : c'est le blocage. Des types de travail peuvent donc être effectués dans le but de rejeter certaines possibilités de dire, avant même qu'elles soient effectives. C'était l'objet du troisième chapitre.

Notre dernière partie a été consacrée à l'étude de l'aspect dynamique de l'espace sémantique, non pas cette fois à travers des modifications ponctuelles, des moments de la construction, mais à travers les grands mouvements de construction : le changement permanent, global, de l'organisation. Ce point de vue, porté par l'ensemble du processus de transformation, nous a amené à penser aux grands principes régulateurs qui sous-tendent toutes les relations, les unités, et qui font la dynamique sémantique globale. Alors que nous pensions que toute action augmentait ou diminuait la productivité des éléments en jeu, la nécessité de poser un second principe régulateur s'est imposé : toute opération augmente ou diminue la productivité des éléments de l'espace sémantique, et toute opération est une tentative de stabiliser certains éléments et d'en déstabiliser d'autres. Un espace sémantique est fait de (dé)stabilisations.

Alors que la deuxième partie nous avait permis d'étudier des éléments entrant en relation, la troisième partie a envisagé la question de la mise en relation par l'ensemble des interventions de l'assemblée. Nos analyses ont montré que les relations se créent et se modifient tout au long de la construction de l'espace sémantique, attribuant des rôles provisoires aux éléments. L'organisation se fait sur des chaînes de réseaux de relations de dépendances, dont l'élément central, le pilote, est seul à ne dépendre d'aucun autre élément. Selon ce que nous avons vu, chaque collectif a sa propre manière d'organiser ses réseaux de dépendance. Marinaleda, qui concentre des éléments de premier rang autour du pilote se différencie ainsi du NPA, qui crée plusieurs pilotes, et de Nuit debout, qui ne crée pas de pilote, présentant une structure éclatée,

sans que les interventions ne créent de liens de dépendance.

L'espace sémantique d'une assemblée citoyenne politique, c'est le lieu de la formation des réseaux de dépendances entre unités sémantiques.

Parce que le changement de l'espace sémantique d'une assemblée est permanent, nous avons été amené à traiter la question générale de "l'identité" en considérant que nos assemblées présentent un état toujours provisoire de sa construction (co)élaborée par chaque intervention.

Cette étude est largement incomplète pour saisir ce qui est à l'œuvre dans une assemblée politique comme Marinaleda, le NPA ou Nuit debout. Nous avons dit que l'espace sémantique d'une assemblée citoyenne politique est une structure ouverte. Les espaces sémantiques ne sont pas vierges au début de l'assemblée : ils possèdent notamment des programmes déjà stabilisés, des relations déjà établies au cours de la construction d'espaces sémantiques passés. Il faudrait à présent poursuivre notre étude en cherchant à établir dans quelle mesure ces unités sémantiques et ces relations sémantiques déjà-là contraignent la construction des espaces sémantiques d'une nouvelle assemblée d'un collectif. De même, si les espaces sémantiques sont ouverts, c'est aussi parce qu'ils reçoivent l'influence d'autres espaces non pas cette fois de la même organisation mais aussi d'autres organisations : celles qui leur sont apparentées d'une certaine manière, comme par exemple le parti Izquierda Unida, à Marinaleda, avec qui le syndicat CUT s'associe parfois (comme c'est le cas dans l'A.G. étudiée ici). Il faudrait aussi montrer l'influence d'autres partis comme par exemple le PSOE, auquel la majorité de Marinaleda s'oppose. On pourrait alors étudier l'influence de ce parti à deux niveaux : au niveau local, en observant, par exemple, à un premier niveau, ce qui a lieu dans une réunion de l'opposition au sein du village parmi les membres du PSOE, et voir comment leur espace sémantique se construit vis-à-vis de celui de la majorité, et à un second niveau, ce qui a lieu à la *Junta de Andalucía*, où le PSOE est largement majoritaire au moment des enregistrements de nos assemblées - on pourrait alors voir comment le « cas Marinaleda » y est traité. Il nous faudrait donc étudier les influences des autres espaces sémantiques sur le nôtre, et l'influence de l'espace sémantique que nous avons étudié sur d'autres espaces sémantiques.

BIBLIOGRAPHIE

AMOSSY, R. 1999, « Introduction », dans J.-M. Adam, R. Amossy, M. Dascal (éds.) *Images de soi dans le discours. La Construction de l'ethos*, Lausanne / Paris : Delachaux et Niestlé, p. 9-30.

AMOSSY, R. 2006, *L'argumentation dans le discours*, Paris : A. Colin.

AMOSSY, R. 2008, « Argumentation et Analyse du discours : perspectives théoriques et découpages disciplinaires », *Argumentation et Analyse du Discours* [Online], 1, URL : <http://aad.revues.org>

AMOSSY, R. & KOREN, R. 2009, « Rhétorique et argumentation : approches croisées ». *Argumentation et analyse du discours*, n°2, URL: <http://journals.openedition.org/aad/561>.

ANSCOMBRE, J.C. & DUCROT, O. 1983, *L'Argumentation dans la langue*, Bruxelles : Mardaga.

ANSCOMBRE, J.C. & DUCROT, O. 1986, « Argumentativité et informativité », dans M. Meyer (éd.) *De la métaphysique à la rhétorique : in memoriam Ch. Perelman*, Éd. de l'Université libre de Bruxelles, p.79-94.

ARISTOTE, *Éthique à Nicomaque*, Paris, Flammarion, 2004.

ARISTOTE, *Rhétorique*, Paris, Flammarion, 2007.

AUSTIN, J-L. [1962] 1970, *Quand dire c'est faire*, Paris : Le Seuil.

AVANZA, M. & LAFERTÉ, G. 2005, « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance. », *Genèses*, n°4, p. 134-152.

BAKHTINE, M. & Voloshinov, V. 1972, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Paris : Minuit.

BENVENISTE, E. 1966, « Les verbes délocutifs », *Problèmes de linguistique générale*, Paris : Gallimard, p. 277-285.

BENVENISTE, E. 1966, « Les relations de temps dans le verbe français », *Problèmes de linguistique générale*, Paris : Gallimard, p. 237-250.

BLONDIAUX, L. 2001 « La délibération, norme de l'action publique contemporaine ? », *Revue Projet* 4, n°268, p. 81-90.

BRES, J. & NOWAKOWSKA, A. 2006, « Dialogisme : du principe à la matérialité discursive », dans L. Perrin (éd.) *Le sens et ses voix, Recherches linguistiques*, 28, Metz : Université de Metz, p. 21-48.

BRUBAKER, R. 2001, « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°4, p. 66-85.

CAMUS, Z. & LESCANO, A. 2019, « Polyphonie et modes d'intervention discursive. À propos de la description sémantique des situations politiques conflictuelles », *ANTARES: Letras e Humanidades*, vol. 11, n°23, p. 24-52.

CAREL, M. 1992, *Vers une formalisation de la théorie de "l'argumentation dans la langue"*, Thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales, Paris.

CAREL, M. 2005, « Analyse argumentative d'une fable de la Fontaine », *Bulletin hispanique*, tome 107, n°1, p.119-139

Carel, M. 2008, « Polyphonie et argumentation », Birkelund, Mosegaard et Norén (éds), *L'énonciation dans tous ses états*, Bern : Peter Lang, p. 29-45.

CAREL, M. 2009, *Document de synthèse présenté pour l'Habilitation à diriger les recherches*, Université de Nantes.

CAREL, M. 2010, « Polyphonie et évidentialité », manuscrit. Consultable en ligne sur semanticar.hypotheses.org, URL : <https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/4552/files/2020/04/e%CC%81videntialite%CC%81.pdf>

CAREL, M. 2011a, *L'Entrelacement argumentatif. Lexique, discours et blocs sémantiques*, Paris : Honoré Champion.

CAREL, M. 2011b. « Attribution de point de vue et effacement du récit », dans G. Corminboeuf, M.-J. Béguelin (éds.), *Du système linguistique aux actions langagières. Mélanges en l'honneur d'Alain Berrendonner*, Bruxelles : De Boeck/ Duculot, p. 399-413.

CAREL, M. 2017, « Signification et argumentation », *Signo*, UNISC, vol. 42, n°73, p. 2-20.

CAREL, M. 2018, « Présupposition et organisation du sens », M. Bonhomme & A. Biglari (éds.), *La Présupposition entre théorisation et mise en discours*, Classiques Garnier, p. 263-289.

CAREL, M. & DUCROT, O. 2005, *La semántica argumentativa. Una introducción a la teoría de los bloques semánticos*. M.M. García Negroni et A. Lescano (éds.). Buenos Aires : Colihue Universidad.

CAREL, M. & DUCROT, O. 2009, « Mise au point sur la polyphonie », *Langue Française*, n°164, p. 33-44.

CARON, J. 1983, *Les régulations du discours : psycholinguistique et pragmatique du langage*, Paris : PUF.

COHEN, J. 1989, « Deliberation and Democratic Legitimacy », dans A. Hamlin & P. Petit (éds.), *The Good Polity*, Oxford : Blackwell.

COURTINE, J.-J. 1981, « Quelques problèmes théoriques et méthodologiques en analyse du discours, à propos du discours communiste adressé aux chrétiens », *Langages*, vol. 15, n°62, p. 9-128.

CRAVERI, B. 2002, *L'Âge de la conversation*, trad. Éliane Deschamps-Pria, Gallimard.

DENDALE, P. & COLTIER, D. 2003, « Point de vue et évidentialité », *Cahiers de praxématique*, n°41, p. 105-130.

DASCAL, M. 1995, « Observations sur la dynamique des controverses », *Cahiers de linguistique*, 17, p. 99-121.

DOURY, M. 2015, « Prêcher un convaincu. Pourquoi argumente-t-on quand on est tous d'accord ? », *Rencontres, Classiques Garnier*, p. 103-122.

DOURY, M. & PLANTIN, C. 2015, « Une approche langagière et interactionnelle de l'argumentation », *Argumentation et analyse du discours*, n°15.

DUCROT, O. 1972, *Dire et ne pas dire*, Paris : Hermann.

DUCROT, O. & Groupe-λ 1975, « Car, parce que, puisque », *Revue romane*, vol. 10, n°2, p. 258- 280.

DUCROT, O. 1981 « Langage, métalangage et performatifs », *Cahiers de linguistique française*, n°3, p. 5-34.

DUCROT, O. 1984, *Le dire et le dit*, Paris : Minuit.

DUCROT, O. 2002, « Les internalisateurs », dans H. L. Andersen et H. Nølke (éds.), *Macro-syntaxe et macro-sémantique*. Berne : Peter Lang, p. 301-322.

DUCROT, O. 2004, « argumentation rhétorique et argumentation linguistique » dans *L'argumentation aujourd'hui*, Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 2004.

DUCROT, O. & CAREL, M. 2006, « Description argumentative et description polyphonique : le cas de la négation », L. Perrin (éd.) *Le sens et ses voix, Recherches Linguistiques*, n° 28, Presses Universitaires de Metz, p. 215-243.

ELSTER, J. 1994, « Argumenter et négocier dans deux assemblées constituantes », *Revue française de Sciences Politique*, 44, n°2, p. 187-257.

FREGE, G. [1892] 1971, « Sens et dénotation », dans *Écrits logiques et philosophiques*. Traduction de C. Imbert, Paris : Seuil, p. 102-126.

FOUCAULT, M. 1969, *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard.

GARCIA NEGRONI, M.M. 2009, « Negación y descalificación: a propósito de la negación metalingüística », *Ciências & Letras*, vol. 45, p. 61-82.

GILBERT, N., 1775, *Le dix-huitième siècle, satire à M. Fréron*, Amsterdam, apud Albert, P., 1892, dans *La littérature au XVIIIe siècle*, Hachette, Paris, p.353.

GOFFMAN, E. 1974, « Perdre la face ou faire bonne figure », dans *Les rites d'interaction*, Paris : Minuit, p. 9-17.

GOFFMAN, E. 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Tome 2 : les relations en public. Paris : Minuit.

GRICE, P. 1979, « Logique et conversation », *Communications*, 1979, vol. 30, n°1, p. 57-72.

GUESPIN, L. 1985 « Nous, la langue et l'interaction », Geffroy, A. (éd.), *Mots. Les langages du politique*, 10, 45-62.

HIM-AQUILLI, M. 2020, « Alors que nous on s'acharne à dire que c'est un système » : enjeux militants de la construction d'un locuteur collectif en AG anarchiste. *Mots. Les langages du politique*, n°1, p. 93-110.

JOSHUA, F. 2008 « Le parti doit changer de bases : la LCR et le " Nouveau Parti", transformations militantes et (re) définitions partisanses », dans *Pour une gauche de gauche*, Geay, B. & Willemez, L. (éds), édition du croquant, p. 277-292.

KRIEG-PLANQUE A., & OGER C. 2010, « Discours institutionnels. Perspectives pour les sciences de la communication », *Mots. Les langages du politique*, n°94, p. 91-96.

KERBRAT-ORECCHIONI, C. 1989, « Le principe d'interprétation dialogique », *Cahiers de Praxématique*, n°13, p 43-58.

KERBRAT-ORECCHIONI, C. 2002, « Système linguistique et ethos communicatif », *Cahiers de praxématique*, n°38, p. 35-57.

KERBRAT-ORECCHIONI, C. 1990 : *Les interactions verbales* tome 1, Paris : A. Colin.

LACLAU, E. & MOUFFE, C. 1985, *Hegemony & Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*. New York : Verso.

LESCANO, A. 2009, « Pour une étude du ton », dans M. Birkelund, H. Nølke, R. Therkelsen (éds.) *Langue française*, 164, p. 45-60.

LESCANO, A. 2012, « Deux (autres) *maintenant*. Avec une application à *La Jalousie* de Robbe-Grillet », dans M. Carel (éd.) *Argumentation et polyphonie. De Saint-Augustin à Robbe-Grillet*, Paris : L'Harmattan, p.145-188.

LESCANO, A. 2013, « Stéréotypes, représentations sociales et blocs conceptuels », *SEMEN*, n°35, 2013.

LESCANO, A. 2015, "Common Ground or Conceptual Reframing? A Study of the Common Elements in Conflicting Positions in French Interactions", in D'Errico, F., I. Poggi, A. Vinciarelli, L. Vincze (eds.), *Conflict and Multimodal Communication*, Springer, 137-158.

LESCANO, A. 2015, « El signo de controversia », *Topicos del seminario*, 35, 2015, p. 173-215.

LESCANO, A. 2017 « Prendre position. Une approche sémantique des conflits publics », *Conexao Letras*, vol.12, n°18, p. 73-94.

LESCANO, A. 2019, « Groupes en lutte et rapports de force : une lecture sémantique. Le cas des habitants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. », dans le Panel « Sémantique argumentative et phénomènes sociaux », 3e congrès DiscoursNet en collaboration avec ALED, *Savoir et pouvoir dans un monde polycentrique*, 11-14 septembre 2019. Disponible en ligne sur <https://semanticar.hypotheses.org>.

LESCANO, A. 2020, *Prolégomènes à une sémantique des conflits sociaux*, ms.

LESCHI, D. 1997, « La construction de la légitimité d'une grève : le rôle des assemblées générales de la gare de Lyon », *Sociologie du travail*, p. 499-522.

LORENC VALCARCE F. 2011, *La sécurité privée en Argentine*, KARTHALA Editions, Paris, p.149.

LUSCHER, J-M. ROOS, E. & RUBATTEL, C. 1995, *Prises de parole et interventions dans l'organisateur de la conversation*. Unité de linguistique française. Faculté des Lettres. Université de Genève.

- MAINGUENEAU, D. 1984, *Genèse du discours*, Bruxelles : Mardaga.
- MAINGUENEAU, D. 2002, « Problèmes d'ethos », *Pratiques*, vol. 113, n°1, p. 55-67.
- MAINGUENEAU, D. 2011. « Pertinence de la notion de formation discursive en analyse de discours », *Langage et société*, 135(1), 87-99.
- MAINGUENEAU, D. 2014, « Retour critique sur l'éthos », *Langage et société*, n°3, p. 31-48.
- MANIN, B. 1985, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Débat*, 33.
- MANIN, B. 2002, « L'idée de démocratie délibérative dans la science politique contemporaine. Introduction, généalogie, éléments critiques », *Politix*, p. 37-56.
- MEYER, M. 2008, *Principia Rhetorica : une théorie générale de l'argumentation*, Fayard.
- MOESCHLER, J. 1982, *Dire et contredire. Pragmatique de la négation et acte de réfutation dans la conversation*, Berne : Peter Lang.
- MONDANA, L. 2001, « Gestion du topic et organisation de la conversation », *Cadernos de estudos lingüísticos*, vol. 41, p. 7-36.
- MONDADA, L. & TRAVERSO, V. 2005, « (Dés)alignements en clôture. Une étude interactionnelle de corpus de français parlé en interaction », *Lidil. Revue de linguistique et de didactique des langues*, n°31, p. 35-59.
- MONTERO, A.S. 2019, « Palabras bajo vigilancia: acerca de la refutación » *RASAL-Lingüística*, n°2, p. 7-27.
- NØLKE, H. FLØTTUM, K. & NORÉN, C. 2004, *ScaPoLine : la théorie scandinave de la polyphonie linguistique*. Paris : Kimé.
- NPA, 2009, *Les textes fondateurs*.
- NPA, *Statuts du 2e congrès du parti*, février 2013.

NUIT DEBOUT, 2016, *Les textes*, choisis et présentés par Patrick Farbiaz, Les petits matins, Paris.

ORKIBI, E. 2012, « Les étudiants de France et la guerre d'Algérie », *Identité et expression collective de l'UNEF (1954-1962)*, Syllepse.

PASQUINO, P. 2007 « voter et délibérer », *Revue européenne des sciences sociales*, XLV, n°136.

PÊCHEUX, M. 1975. *Les vérités de la Palice*, Paris : Maspero.

PERELMAN, C., & OLBRECHTS-TYTECA, L. [1958] 2008, *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*. Editions de l'Université Libre de Bruxelles.

PERELMAN, C. [1977] 2008, *L'empire rhétorique*, Paris : Vrin.

PERRIN, L. 2006, « Autophonie et formules modales. Verbes de parole et d'opinion à la première personne », *Travaux de linguistique*, n°1, p. 41-55.

PERRIN, L. 2009, « L'ethos de l'oralité comme forme de fiction énonciative dans la presse écrite », *Actes du colloque Le français parlé dans les médias : les médias et le politique*, p. 1-12.

PIGNARRE, P. 2009, *Être anticapitaliste aujourd'hui. Les défis du NPA*, Paris : La découverte.

PLANTIN, C. 1995a, « Fonctions du tiers dans l'interaction argumentative », C. Kerbrat-Orecchioni & C. Plantin (éds.), *Le Trilogue*, Presses Universitaires de Lyon, p. 108-133.

PANTIN, C. 1995b, *L'interaction argumentative*, Document de synthèse présenté pour l'Habilitation à diriger les recherches, Université Lyon 2.

PLANTIN, C. 1996. « Le trilogue argumentatif: Présentation de modèle, analyse de cas », *Langue française*, n° 112, p. 9-30.

- PLANTIN, C. 2002, « Analyse et critique du discours argumentatif », dans R. Koren, R. Amossy (éds) *Après Perelman : quelles politiques pour les nouvelles rhétoriques ? : l'argumentation dans les sciences du langage*, Paris : L'Harmattan, p. 229-263.
- RACCAH, P.-Y. 2002, « Lexique et idéologie. Les points de vue qui s'expriment avant qu'on ait parlé », dans M. Carel (éd.), *Les Facettes du dire. Hommage à Oswald Ducrot*, Paris : Kimé, p. 242-268.
- RACCAH, P. Y. 2011, « Racines lexicales de l'argumentation : la cristallisation des points de vue dans les mots », *Verbum*, Presses Universitaires de Nancy, 1(32), p. 119-141.
- REMER, G. 2000, « Two models of deliberation : Oratory and Conversation in Ratifying the Convention », *Journal of Political Philosophy*, 8, p. 39-64.
- SACKS, H. SCHEGLOFF, E. & JEFFERSON, G. A simplest systematics for the organization of turn taking for conversation. Dans *Studies in the organization of conversational interaction*. Academic Press, 1978. p. 7-55.
- SANCHEZ GORDILLO, J.-M. [1980] 2013, *Marinaleda, Andaluces levantaos*, Asociación Cultural Ernesto Che Guevara, Marinaleda.
- SANDRÉ, M. 2009, « Analyse d'un dysfonctionnement interactionnel. l'interruption dans le débat de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2007 ». *Mots. Les langages du politique*, n°89, p. 69-81.
- SANDRÉ, M. 2009, « Débat politique télévisé et stratégies discursives: la visée polémique des ratés du système des tours », dans : *Actes du colloque "Le français parlé dans les médias : les médias et le politique"*, Lausanne, p. 1-13.
- TORDESILLAS, M. 2016, "A la recherche des points de vue dans la langue", *Corela*, HS-19, en ligne URL : <https://journals.openedition.org/corela/4270>
- URFALINO, P. 2005, « La délibération n'est pas une conversation », *Négociations*, n°2, p. 99-114.
- URFALINO, P. 2005, « Délibération et négociation », *Négociations*, n°2, p. 53-57.

URFALINO, P. 2007, « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », *revue européenne des sciences sociales*, XLV-136.

WEBER, L. 2008, « Le Nouveau parti anticapitaliste, LCR-bis ou ouverture à tous les courants de l'autre gauche ? », *Savoir/Agir*, n°3, p. 123-134.

WELKE, D. 1986, « La semi-interprétativité dans les transcriptions en "analyse conversationnelle" et pragmatique linguistique : travaux américains et allemands », *Documentation et Recherche en Linguistique Allemande Vincennes*, vol. 34 n°1, p. 195-213.

WITTGENSTEIN, L. [1921], 1961 *Tractatus logico-philosophicus*, Gallimard.

ŽIŽEK, S. 2003, El espectro de la ideología. *Ideología. Un mapa de la cuestión*, p. 7-42.

ANNEXE 1 - MARINALEDA 1

Marinaleda, réunion de travail au local du syndicat, le 4 mai 2015⁹¹

Pedrin

Bueno venga, vamos a empezar. Mirad yo, hé... ahora que estáis aquí toas la cuadrilla o casi toas la cuadrilla, en primer lugar os quería decir que no veo, que no veo mu correcto lo que está pasando, con el trabajo, la asistencia al trabajo, en El Humoso. No lo veo correcto, nada. Por ejemplo, en el cortijo de la haba, pos hemos perdido un montón de kilo, por la falta de asistencia de la gente. Lo hemos perdido porque teníamos apuntao 200 persona. Y todos los días han faltao a una media de 50. Faltaba una media de 50 persona en la habas que es un cortijo muy concreto porque la habas ustedes sabéis to que se ponen duras de momento y no se puede.... Pues el cortijo pierde un montón de kilos y el pueblo pierde otro montón de jorná. Entonces, yo no sé por qué motivo hacéis eso o... o yo no lo sé, no lo entiendo. Porque algunas veces en las asamblea discutimos mucho, que si no se da trabajo, que si se da trabajo, que si yo no sé qué, y cuando llega la hora de trabajá, donde esperamos una cuadrilla de 40 persona, se presentan 20, o en el caso de hoy se presentan 15. De 40 hein, ¡15! Entonces, entonces así, no hay Dios que sea capaz de organizar ni el trabajo en el cortijo ni nada, ni nada rentable y al final son perdidas para nosotros para todos, siempre. Se pierden jornales, se pierden, como en este caso el día que iba a hacer habas, o se pierde en el haba como hemos perdido en los pimiento, que empezamos a regar por delante pues... pa... 20 o 25, 30 persona. Pa regar, por delante que hay que regar para que pille la tierra buena. Entonces se presentan quince, el resto del riego que hemos hecho, ¡es agua tirá! ¡No nos sirve pa ná! Entonces lo que os quiero decir, y os quiero pedir, que hay que asistir al trabajo. Y hay que ser coherente. Y hay que ser serio y formal con el Humoso. Porque cuando vamos a un privado, semos serio, formales, ¡rendimos con nuestro trabajo! ¡Y tenemos compromiso ! ¿Por qué no lo tenemos con el Humoso? ¿Por qué no semos coherente con el Humoso? Y ¿por qué no semos responsable? ¿O es que tiene que existir la ley del

Bon allez, on va commencer. Écoutez-moi, heu... maintenant que toutes les équipes de travail sont là ou quasiment toutes, d'abord je voulais vous dire, que ça me paraît pas... que ça me paraît pas très correct ce qui est en train de se passer, au travail, la présence au travail à El Humoso. Ça ne me paraît pas correct du tout. Par exemple, sur la culture des fèves on a perdu des kilos entiers, à cause du manque de présence des gens. On les a perdus parce que on avait inscrit 200 personnes. Et tous les jours il en a manqué 50 en moyenne. Il manquait environ 50 personnes aux fèves qui est une culture très particulière parce que les fèves, vous savez très bien qu'elle durcissent tout de suite donc on peut pas... Bon, donc cette culture perd des kilos entiers et le village perd autant de salaires. Alors, moi je ne sais pas pour quelle raison vous faites ça ou... je sais pas, je comprends pas. Parce que des fois, dans les assemblées, on se dispute beaucoup, comme quoi on ne donne pas de travail, on donne du travail, que je sais pas quoi, et au moment d'aller travailler, quand on attend une équipe de 40 personnes, il s'en présente 20, ou dans le cas d'aujourd'hui, il s'en présente 15 ! Sur 40, hein, 15 ! Donc... Donc comme ça il n'y a personne qui soit capable d'organiser ni le travail sur cette culture ni rien, rien qui soit rentable et au final c'est autant de perdu pour nous, pour tous, pour toujours. On perd des salaires, on perd comme dans le cas d'aujourd'hui où on allait faire les fèves, ou on perd l'eau, comme on en a perdu sur les piments, qu'on avait déjà commencé à arroser pour 20, 25, 30 personnes... On a commencé à arroser parce qu'il faut arroser pour que la terre soit bonne, et donc il se présente 15 personnes et le reste qu'on avait arrosé, c'est de l'eau gâchée, elle nous sert à rien ! Donc ce que je voulais vous dire, et ce que je veux vous demander, c'est qu'il faut venir au travail ! Et il faut être cohérent ! Et il faut être sérieux et fiables avec El Humoso. Parce que quand on va travailler pour un privé, on est sérieux, fiables, et on fait bien notre travail. Et on respecte notre engagement ! Pourquoi on ne le respecte

⁹¹ Traduction effectuée par nos soins.

látigo contra la que tanto hemos peleado? ¿Tiene que seguir existiendo eso? ¡Ustedes veréis!

pas avec El Humoso ? Pourquoi on n'est pas cohérent avec El Humoso? Et pourquoi on est pas responsable ? Ou il faut qu'il existe la « loi du fouet » contre laquelle on a tellement lutté ? Il faut que ce truc là existe ? C'est vous qui verrez !

Titito

Ahora te voy a decir yo una cosa. Cuando tú va por un privao tú termina el trabajo y te da un día de baja. Y aquí terminas en el Humoso y te tienen un mes con el tractor entregao. Eso tampoco e...

Maintenant je vais te dire une chose. Quand tu bosses pour un privé et que tu termines le travail, il te donne ton jour de congé. Et ici tu termines à El Humoso et ils te gardent un mois bloqué avec le tracteur. Ça c'est pas non plus...

Pedrín

Vamos a ver, eso son problemas...

Attends, ça c'est des problèmes...

Titito

Nosotros comemos... se supone que comemos del Humoso y del paro. Y como el Humoso no nos paga, tenemos que comer del paro, ¿no? De algo tenemos que comer, ¡digo yo! Y si nosotros vamos dos días al Humoso y nos tienen dao un mes de alta, al otro mes ya ni cobra ni del paro ni cobras na. Y eso es lo que está pasando aquí.

Nous, il est supposé qu'on mange soit de El Humoso, soit du chômage. Si on mange pas grâce à El Humoso il faut bien qu'on mange grâce au chômage, non ? Il faut bien qu'on mange de quelque chose ! Et si nous on va deux jours à El Humoso et il nous déclare un mois, le mois d'après tu touches ni le chômage ni rien du tout. Et ça, c'est ce qui est en train de se passer ici.

Pedrín

Vale, está mu bien tu crítica. Pero existe una cosa. Existe el compromiso social...

Ok , elle est très bien ta critique. Mais il existe une chose. Il existe le compromis social.

Titito

Sí, ¡y yo no te digo que no!

Oui, oui, je te dis pas le contraire !

Pedrín

Existe la ética. Existe... existe una serie de cosas...

Il existe l'éthique. Il existe.. Il existe une série de choses...

Titito

Pero primero ¡tú también tienes que comer!

Mais d'abord, toi aussi, tu dois manger !

Pedrín

Que hay que tenerlas en cuenta porque el Humoso... Escúchame un momentito, ¡el Humoso lo hemos creado nosotros! ¡La hemos hecho nosotros! ¡Y tenemos que tener compromiso con el nosotros!

Et il faut en tenir compte parce que El Humoso... Écoute-moi trois secondes, El Humoso on l'a créé nous-mêmes ! On l'a fait nous-mêmes ! Et il faut qu'on respecte le compromis avec nous-mêmes !

Titito

Pero tú también tendrá que comer, ¡digo yo!

Mais toi aussi tu vas devoir manger, j'te dis !

Pedrín

Sí, lo veo claramente que tengas que comer y lo veo razonable, es razonable

Oui, je vois bien que tu dois manger, j'trouve que c'est raisonnable, c'est raisonnable.

Titito

Con el compromiso y por ahí tú no come.

Avec le compromis là, tu manges pas !

Pedrín

Pues si no tenemos ética y ni tenemos compromiso, ¡vamos a comer todavía menos! ¿A qué queremos llegar? Te lo estoy diciendo antes, ¿a qué queremos llegar? ¿al peloteo del manijero?

Ben si t'as pas d'éthique et qu'on fait pas de compromis, on va encore moins manger ! Jusqu'où on veut arriver ? Je te l'ai dit avant, jusqu'où on veut arriver, à lécher les bottes du manijero ?

Titito

¡No!

Non !

Pedrín

¿A la ley del látigo? ¿Queréis llegar a eso?

A la loi du plus fort ? Vous voulez en arrivez là ?

Titito

Termina de trabajar en el Humoso, y ¡que te den de baja!

Tu termines de travailler à El Humoso, et qu'ils te donnent ton congé !

Pedrín

Si queréis llegar a eso, po eso se soluciona mu pronto, en el Humoso hacemos la misma ley y se ha acabao.

Si vous voulez en arriver là, ben la solution est simple, à el Humoso on pose cette loi, et pis voilà !

Titito

Termina de trabajar en el Humoso, al otro día puedes ir por tu cartón ¡ya está!

Tu termines de travailler à El Humoso tu peux aller prendre ta fiche, et voilà !

Pedrín

¿Ustedes sabéis lo que económicamente cuánto supone eso cuando se trata de doscientas persona? Ustedes vais a la palma y vais diez y seis. Vais a otro sitio y van siete van cinco. ¿Ustedes sabéis cuando se trata de doscientas personas da de alta y da de baja? ¿Cuánto de cuánto se supone este dinero? ¿Sabéis cuanto es, lo sabéis?

Vous savez ce que ça suppose économiquement quand il s'agit de 200 personnes ? Vous, vous allez à La Palma, vous y allez à 16. Vous, vous allez autre part, y vont 7 personnes, 5 personnes. Vous savez ce que ça fait quand il s'agit de déclarer ou de donner son congé à 200 personnes ? De la quantité d'argent que ça suppose ? Vous le savez ou pas ?

Titito

Sí, y ¿tenemos nosotros la culpa de eso?

Oui, et c'est de notre faute, ça ?

Pedrín

Pues sí, ¿por qué no? Igual que toda la gente lo tenéis.

Ben oui, pourquoi pas ? Comme tout le monde.

Titito

Porque no. Porque no tenemos la culpa. Yo he terminado mi trabajo y me tenéis que dar de baja.

Ben non, non c'est pas de notre faute. Moi j'ai terminé mon travail et vous devez me donner mon congé.

Pedrín

C'est que vous devez apprendre quelque chose, messieurs. Que El Humoso, c'est à Marinaleda, et

Es que tenéis que aprender una cosa señores. Que el Humoso es de Marinaleda, y Marinaleda es el Humoso. Tenedlo en cuenta.

Titito

Pero que tú no puedes tener a una criatura por dos días todo el mes de alta. ¡Qué no, Pedrín, que no lo podéis tener!

Pedrín

Bueno, vale Titito, yo no voy a discutir contigo ni mucho menos. Yo lo que os quiero decir, es que tenemos que ser coherentes con nuestro compromiso. Y tenemos que ser serio con lo que estamos haciendo. Nosotros no podemos como el otro día llamar a un camión porque la remolque tenían que ir para revisión y llamamos a un camión contando con una serie de gente y ¡se presentan veinte o veinte cinco o treinta persona en mano! ¡Si tu crees que eso es serio, me lo dices !

Eduardo

¿Es el primer año?

Pedrín

¿Eh?

Eduardo

Esto ha ocurrido este año, ¿na má?

Dolores

Todos los años.

Rafael

[inaudible]

Eduardo

Habrà que poné medio, ¿o no? ¡Digo yo!

Pedrín

Pero vamos a ver. El día que pongamos medios, los medio...

Eduardo

¡Pero es que tienes que ponerlos!

Pedrín

Escuchadme, escuchadme una mijilla, los medios se van a poner contra todos los que habemos aquí...

Eduardo

que Marinaleda, c'est el Humoso. Prenez ça en compte.

Mais tu peux pas garder quelqu'un inscrit le mois entier. Vous pouvez pas faire ça, Pedrín !

D'accord, écoute Titito, je vais pas me disputer avec toi, ou quoi que ce soit. Moi ce que je veux vous dire, c'est qu'on doit être cohérent avec notre engagement. Et on doit être sérieux avec ce qu'on est en train de faire. Nous on peut pas, comme l'autre jour, appeler un camion - parce que la remorque étaient en révision - et on a appelé un camion en comptant sur un groupe de personnes et il s'en présentent 20 ou 25 ou 30 personnes pour travailler. Si toi tu crois que ça c'est sérieux, dis-le moi !

C'est le premier jour ?

Hein ?

Ça, c'est arrivé juste cette année ?

Tous les ans.

Il faudra prendre des mesures ou non ?

Attends, voyons. Le jour où on met en place des mesures, les mesures...

C'est que tu dois le faire !

Écoute-moi, écoute-moi deux secondes. Les mesures, on va les prendre au détriment de tous ceux qui sont ici.

Pero tienes que ponerlos, si no...

Mais tu dois le faire, sinon...

Pedrín

...Y nos va a caer mal.

Ça va pas vous plaire du tout.

Eduardo

Que nos caiga mal o como quiera es que tienes que ponerlos, ¡es que si no los ponéis va a ocurrir to los años igual!

Que ça nous plaise ou pas, tu dois le faire, si tu le fais pas, il va vous arriver la même chose tous les ans !

Pedrín

Vale, yo estoy de acuerdo contigo.

D'accord, moi je suis d'accord avec toi.

Rafael

Cuánta hambre que tenemos y luego no vamos a trabajá, y después aquí en la asamblea: ¡Apúntame! ¡Apúntame!

Avec la faim qu'on a, et après on va même pas travailler ! Et après, à l'assemblée : inscris-moi, inscris-moi !

Pedrín

Estoy de acuerdo con Eduardo, a ve...

Je suis d'accord avec Eduardo, attends.

Eduardo

¡Hay que ponerlos!

Il faut prendre des mesures.

Pedrín

Pero... pero cuando pongamos los medios...

Mais, mais quand on les mettra en place...

Eduardo

Hay que cumplirlos.

Il faut les respecter.

Pedrín

Al que le toque el medio va a decir...

Celui à qui s'applique la mesure il va aller dire...

Lola

Vamos a ver Pedrín, al que le toque se tendrá que aguantá.

Celui qu'est concerné, il devra prendre sur lui.

Eduardo

¡Pero es que tiene que hacerlo! Si no lo hace...

Mais il doit le faire ! S'il le fait pas...

Pedrín

Si no lo hace perdemos tos...

Si on le fait pas, on perdra tous...

Lola

Nos peharemos...

On s'engueulera...

Eduardo

Pero si no lo hace vamos a tener el mismo problema el año que viene. Y los que venga y los que venga... ¡y eso está claro!

Mais si ça se fait pas, on va avoir le même problème l'année prochaine ! ??? C'est clair !

Pedrín

Y yo estoy diciendo esto, porque esto va a ir más pa'lante ahora mismo. El pimiento que estamos sembrando, se va a sembrar pa... tiene que ir una cuadrilla, la gente que va a ir, 10 o 20 o los que vayan a ir, ¡se tienen que comprometer a no faltar! Porque no puede faltar ni uno, en el momento en el que falte uno, en el pimiento que estamos sembrando ahora mismo, porque no es igual que el otro, pues en el momento que falte uno, ¡ya hay un fallo, ya no funciona la cosa!

Moi je dis ça parce que la suite va arriver maintenant : les piments qu'on est en train de planter, ça va être semer pour... il faut qu'une équipe de travail y aille, les gens qui vont y aller, 10, 20 ou... ceux qui y vont, doivent s'engager à ne pas manquer ! Parce qu'il ne peut pas en manquer un seul, dès l'instant qu'il manque une personne au piment qu'on est en train de semer maintenant - parce que c'est pas le même que l'autre - ben dès le moment où il en manque un, il y a un problème et le truc fonctionne pas !

Eduardo

Pero si tú a mí no me castiga...

Mais si moi tu me sanctionnes pas...

Pedrín

Como ha pasao ahora con la gente que hemos cogío pa la máquina. En el momento que una persona falle en la máquina, ¡la máquina no funciona, y no anda!

Comme avec les gens qu'on avait pris pour la machine ! Dès le moment où il manque une personne, la machine ne fonctionne pas, elle avance pas !

Eduardo

Estoy de acuerdo. Pero si tú a mí no me castiga, pue en la próxima reunión me lo apunto otra vez y es lo mismo. ¡Eso es así! Tenéis que poner medio y ya está.

Je suis d'accord. Mais si moi tu me sanctionnes pas, ben à la prochaine réunion je m'inscris encore une fois et c'est toujours la même chose ! C'est comme ça ! Vous devez prendre des mesures, et c'est tout.

Pedrín

Pero os voy a decí una cosa, que si ustedes estáis dispuesto...

Mais je vais vous dire une chose. Si vous êtes prêts...

Eduardo

¡Es que hay que poner medios!

Il faut prendre des mesures.

Pedrín

...a someterse a las normas que se ponga...

à vous soumettre aux mesures qui seront prises...

Eduardo

Hombre, ¡claro!

Mais bien sûr !

Pedrín

...sin luego decirle a ningún manijero que es un hijo de puta...

...sans après venir dire à un chef d'équipe que c'est un fils de pute...

Eduardo

Tenéis que poner los medios...

Vous devez prendre des mesures !

Pedrín

Lo hago. ¡Por supuesto que lo voy a hacer!

Je le fais ! Bien sûr que je vais le faire !

Eduardo

¡Que tenéis que poner medios! Yo estoy diciendo que tenéis que poner medios. Si no, te va a pasar o siempre te va a pasar. ¡Os va a pasá!

Vous devez prendre des mesures ! Moi, je suis en train de dire que vous devez prendre des mesures. Sinon ça va t'arriver, voire ça va t'arriver tout le temps ! Ça va vous arriver.

José

Ustedes paséis listas, cuando dos días o tres que nos falten... que falten sin justificá se quean en la calle. Esto es lo justo, que hay gente que quieren trabajar y no pueden...

Vous faites une liste : quand ils viennent pas deux ou trois jours, qu'ils viennent pas, sans justification, ils restent chez eux. C'est juste, y a tellement de gens qui veulent travailler et qui peuvent pas...

Pedrín

Vale, ¡yo estoy de acuerdo!

Oui, moi je suis d'accord !

Dolores

¡Mirad! Es mu fácil lo que estáis diciendo, y es mu bonito, y se...

Écoute, c'est très facile ce que vous êtes en train de dire, c'est bien joli et...

José

Es que tiene que ser así !

C'est comme ça que ça doit se passer !

Dolores

¡Ahora voy a hablar yo! Y se puede hacé perfectamente. Claro que se puede hacer perfectamente. En el mismísimo momento que apliques la ley, no te puedo ni te quiero decir las barbaridades que dicen de ti por ahí. Vosotros mismos, ¡eh!

Maintenant c'est moi qui vais parler. Ça peut parfaitement se faire. Bien sûr que ça peut parfaitement se faire. Mais à l'instant même où tu appliques la règle, je peux pas et je veux même pas te dire les horreurs qu'ils disent sur toi par ici. Vous-mêmes, hein !

José

Bueno po entonces no habló ni tonterías.

Bon, ben sans dire de conneries...

Dolores

¡Vamos a ve! Un momento. José, un momento José. Un momento, déjame que termine. No se podéis ni imaginar la barbaridades que dicen por ahí. Y lo que estás haciendo es aplicando las normas que se han puesto en su día. En este caso, están diciendo - que no estoy hablando del campo, que estoy hablando de la fábrica. Ustedes no se podéis ni imaginá, la barbaridades, pero las barbaridades, barbaridades ! Que dicen en este caso de mí. Déjame. Que es ma o meno lo que yo controlo. ¿Estamos dispuesto a eso? Primero : ¿estamos dispuesto a que cuando nos faltamos tres días nos quedamos en nuestra casa? ¿no digamos barbaridades? y están dispuesto, el que las haga, el que las haga cumplí, ¿asumí que digan de esa persona to lo que quiera? Porque yo estoy asumiendo que digan de mí, todo lo que les da la gana. Pero no me importa. Estamos de acuer...

Attends, un instant. Jose, un instant Jose. Un instant, laisse-moi terminer. On peut pas imaginer les horreurs que vous dites par ici. Et ce que t'es en train de faire, c'est d'appliquer les règles qui ont été établies en leur temps. Dans ce cas, ils disent... je suis pas en train de parler des champs, hein je parle de la conserverie. Vous pouvez même pas vous imaginer les horreurs, mais les horreurs, mais alors, les horreurs... qu'ils disent de moi dans ces cas-là. Laisse-moi. Ce qui est plus ou moins ce que je contrôle. On est prêt à ça ? Premièrement : on est prêt à ce que, quand on ne vient pas trois jours, on reste chez soi, on ne va pas raconter des horreurs, et on est prêt à ce que celui qui les fait respecter assume qu'ils disent de lui tout ce qui leur chante ? Parce que moi j'assume ce qu'ils disent de moi, tout ce qu'ils veulent. Peu m'importe ! On est d'accord... On

¿estamos con eso? Porque si eso es lo que queremos, ¡vamos pa lla!

[inaudible]

Pedrin

Vamos a ver. Vamos a ver. Vamos a ver. Yo no comparto con las regla. Las reglas están dispuestas a que la gente tenga que.... ¡Yo, no! Yo no estoy dispuesto a que digan de mí todo lo que quieran si yo tengo la razón. Ahora si la tenéis ustedes, si la tenéis ustedes sí.

[inaudible]

Eduardo

Hombre las normas, las normas, aquí ¿quién las pone ? ¿Quién las puso las normas aquí?

Dolores

¡Las mujere!

Eduardo

¿Las pusieron ellas?

Dolores

Pero las mujeres no... las normas que tocan... ¡ya son nada!

Eduardo

Son tuyas, las normas son tuyas, desde el momento [inaudible] en una asamblea... ¡las normas son nuestras!

Dolores

Son tuyas pero como a ti...

Pedrin: A mí me gustaría que en una asamblea general... ¡Escúchame! Me gustaría que en una asamblea general se pusieran dos o tres puntos muy claro con respeto a los trabajos del Humoso. Dos o tres puntos muy claro. Primero : Sé prudente con la asistencia. Hay que asistir al trabajo. Sé responsable en el trabajo. Y rendir lo que tienes que rendir, no vas a reventar [inaudible] Y me gustaría que esas normas las pusiereis ustedes mismo los de la asamblea. Y no lo dejarais esa responsabilidad de tenerle que decir a una persona "tú, no sirves" a un manijero. Sino que ustedes de antemano hubierais puesto las normas y que el manijero no os tuviera que decir "muchacho que en una asamblea se acordó esto, y tú no estás cumpliendo con esto". Únicamente eso es

reste là-dessus ? Parce que si c'est ça qu'on veut, c'est parti.

Attends. Attends. Attends. Moi je ne partage pas ces règles. Les règles nous disent que les gens peuvent... Moi, non ! Moi je ne suis pas prêt à ce qu'ils disent de moi tout ce qu'ils veulent, si c'est moi qui ai raison. Après, si c'est vous qui avez raison, si.

Attends les règles, ici les règles qui en a décidé ?

Les filles !

C'est elles qui en ont décidé ?

Mais les femmes, elles ne... Les règles mises en place... maintenant elles servent plus à rien !

C'est les tiennes, les règles ! [inaudible] dans une assemblée, alors elles sont à toi !

C'est les tiennes, mais comme toi...

Moi, j'aimerais que pendant une assemblée générale... Écoutez-moi ! J'aimerais bien que dans une assemblée générale on mette deux - trois points au clair par rapport au travail à El Humoso. Deux ou trois points bien au clair. Premièrement : Faire attention avec la présence au travail. Il faut venir au travail. Être responsable avec le travail. Et faire ce qu'il y a à faire [inaudible] Et j'aimerais que ces règles, vous en décidiez vous-mêmes pendant l'assemblée. Et que vous ne laissiez à aucun chef d'équipe cette responsabilité de devoir dire à quelqu'un « toi, tu sers à rien ». Parce qu'avant, vous aurez mis les normes en place et que le chef d'équipe n'ait même pas à vous dire « mon gars, dans une assemblée, il a été convenu de ça, et t'es pas en train de le respecter ». C'est

lo que habría que hacer. Si ustedes estáis dispuesto a eso, ¡venga!

Eduardo

Si eso no se hace...

Pedrin

Lo que yo no estoy dispuesto es a ser el malo de la película. No.

Eduardo

Pero que si eso no se hace...

Pedrin

Porque ya he pasao por ser el manijero y veo... y veo cosas que son razonables y otras que no tienen razonamiento por ningún sitio.

Eduardo

Si eso no se hace, lo que estamos hablando ¡no vale pa na! ¡Lo que yo te diga a ti!

Pedrin

¡Eso lo tenéis que hacé ustedes! ¡Ustedes lo tenéis que hacer, eso!

Eduardo

Pero si eso no se hace, lo que estáis hablando ahora aquí ¡no vale pa na!

Pedrin

En la asamblea, eso lo tenéis que hacé ustedes en la asamblea. Y decir estos tres puntos es lo que va a ser. Y el que no cumpla esos tres punto sabe que automáticamente está despedío, no lo despide el manijero, lo ha despedido la asamblea que ha acordao eso. Si ustedes estáis dispuesto, ¡de puta madre!

Eduardo

Pue, tienes que llevarlo a la asamblea, hay que llevarlo a la asamblea.

Pedrin

Esto, bueno, lo dejamos pa discutirlo un poco más pa lante, y ahora vamos a lo que nos ha traío. Mañana va, la cuadrilla “cinco”, la cuadrilla “uno”. Dos, más la que hay.

Pedrin

'Perate. De uno en uno. Ante voy a decir una cosa. El que vaya a venir a coger un número, que sepa lo que he dicho antes. Que tiene que sé res-

la seule chose qu'il faudrait faire. Si vous êtes prêt, c'est parti !

Si ça, ça se fait pas...

Moi ce que je suis pas prêt à faire, c'est d'endosser le mauvais rôle. Non.

Mais si ça, ça se fait pas...

Parce que j'ai déjà été chef d'équipe et je vois des choses qui sont raisonnables, et d'autres qui ne le sont pas du tout.

Si ça se fait pas, ce qu'on est en train de dire sert à rien ! Que je te dis !

Ça, c'est vous qui devez le faire ! Vous, vous devez le faire !

Mais si ça se fait pas, ce que vous êtes en train de discuter sert à rien !

Dans l'assemblée. Ça, vous devez le faire vous, en assemblée. Et dire : « ces trois points-là... ». Et celui qui accomplit pas ces trois points sait qu'il est automatiquement viré. C'est pas le chef d'équipe qui le vire, c'est l'assemblée qui a autorisé ça. Si vous êtes prêts, ça déchire !

Ben tu dois amener ça en assemblée, il faut l'amener en assemblée.

Bon, on laisse ça pour en parler un peu plus tard, et maintenant, parlons de ce qui nous amène. Demain travaille l'équipe cinq, l'équipe une : ça fait deux, plus celle qu'il y a déjà.

Attends. Avant, je vais dire quelque chose à chacun d'entre vous. Celui qui va venir piocher un numéro, qu'il sache ce que j'ai dit avant. Qu'il doit être responsable. Qu'il ne va pas manquer un seul

ponsable. Que no va a perder ningún día, y - hombre, al no se que vaya en casos mayores - pero que no va a perder ningún día, y que si se le tuviese que dar horas, tiene que dar hora. Sino, pues si no cumple con el compromiso ya veremos entonces que pasa con esa persona. Y ahora lo que quiera, váyase nombrando.

jour et - bien sûr, à moins que ce soit un cas de force majeure - mais qu'il ne va pas manquer un seul jour, et s'il devait faire des heures, qu'il fasse ses heures.

Sinon, ben s'il ne respecte pas notre engagement, on verra bien ce qu'il se passe avec lui. Celui qui veut, qu'il prenne un numéro.

ANNEXE 2 - MARINALEDA 2

Marinaleda, Assemblée générale au local du syndicat, 7 mai 2015⁹²

Gordillo

A ve, nos han.. me han preguntao... Nos han preguntao de si se ha... había algo nuevo así que se miran mañana ya la... la alcachofa? Que mejó ya cuando pa el pimiento que...? Se coge bien todo. He... esta noche, comienza ya la campaña electoral. Oficialmente. Es decir la pega de cartele, y entonces convendría que el máximo de gente participara en la pega de cartele. No tenemos mucho cartele, hay poco cartele hecho, pero los que tenemos lo tendríamos que pegar. Pegarlo esta noche, tos los que tenemos, luego ya buscamos ma cartele. La otra cosa que hacen falta son gente que esté dispuesta pa ser de interventor, interventor-interventora, en las mesa. Pa estar en las mesa. He... ¿hay alguna persona que estén interesada de aquí, de la gente que está en la asamblea? Bien. ¿Boli? ¿no tiene un boli?

Mujer

Juan Manuel, tiene que sé interventor, ¿no puede ser apoderao?

Gordillo

Bueno... ¿puede también! ¿Interventor-interventora o apoderao?

Eva

Apoderao, yo. Eva y Zaida.

Bigote

Voy pa apoderao también.

Gordillo

¿Alguien ma? ¿Inventor-interventora, apoderao, alguien ma? ¿Hay un interventor? Aparte de los que hay ya cogidos o que hayan salido antes pero de aquí, ha salío el Madriles y luego Eva, Zaida, Bigote, y ¿quién? Eva, Zaida, Bigote, ¿quién ma? La gente de aquí, no entiende, no sé. Eva, Zaida, Bigote. Zaida, ¿con quién iba?

Heu... ils nous ont demandé... ils m'ont demandé On nous a demandé si on a... s'il y avait quelque chose de nouveau comme ça à regarder demain, déjà la... l'artichaut ? C'est mieux déjà si quand on a le piment... ? On cueille tout bien. Cette nuit commence la campagne électorale. Officiellement. C'est-à-dire le collage des affiches, et donc ça serait bien que le maximum de gens participe au collage des affiches. On n'a pas beaucoup d'affiches terminées, mais celles qu'on a, il faudrait les coller. Coller cette nuit toutes celles qu'on a et après on en cherchera plus.

On a aussi besoin de gens qui accepteraient d'être chefs de table. Est-ce qu'il y a des gens intéressés d'ici, des gens de l'assemblée ? Bien. Stylo ? Vous avez un stylo ?

Juan Manuel, il faut que ce soit chef de table, ça peut pas être représentant ?

Ben... oui, aussi ! Chef de table ou représentant ?

Représentant, moi. Eva y Zaida.

Moi aussi pour être représentant.

Quelqu'un d'autre ? Chef de table, représentant ? Quelqu'un d'autre ? Un chef de table ? À part ceux qui sont déjà notés ou ceux qui sont déjà nommés, mais d'ici, on a El Madriles, Eva, Zaida, Bigote, et qui ? Eva, Zaida, Bigote, qui d'autre ? Les gens ici, ils comprennent pas, je sais pas. Eva, Zaida, Bigote. Zaida, avec qui tu y vas ?

⁹² Traduction effectuée par nos soins.

Eva
Conmigo.

Zaida
Con Eva.

Gordillo

Eva, Zaida, Bigote y ya está es que tengo aquí alguien. Madriles sí, te tengo yo. Ya ya, bueno, ya está. Pa pegar los carteles nos venimos, con que estemos aquí a la once y media... ta la doce... para preparar la masilla esa y pegar lo cartele que tengamos.

Ehh yo no sé si hacer reflexión hoy o lo hacemos ya, yo creo que voy a empezar a hacer ya la presentación de la candidatura también y entonces ya hacemos una reflexión más ma política.

Yo creo que... ahora teníamos que... ve cómo abordamo la... la campaña de manera fuerte. Cómo la abordarmo. Yo creo que sería importante que esta noche viniera el máximo de gente. Luego haríamos la presentación, y luego, tendríamos que hacer acto por... por el pueblo por distintas zonas del pueblo. Y luego un acto en Matarredonda y un acto en Marinaleda.

Yo creo que la batalla que se nos plantea a nivel político es muy importante ganarla, y ganarla con suficiencia. Ganarla con mayoría absoluta, y mayoría clara. Y yo creo que puede depender mucho de nosotros sobre todo, tenemos que combatir el tema del "yo me abstengo" o "yo no voto". "Yo me abstengo, yo no voto", è votar al PSOE.

Porque donde hay solamente dos candidatura, evidentemente el no voto de alguien que es tuyo, es un voto al contrario. Porque a la hora de aplicar la ley de Hondt, de sumar y restar y a la hora de dividir... evidentemente si tiene un voto meno este tanto por ciento va a la otra candidatura... Quiere decir que el que no vota, o el que... pone un voto nulo, o que el que... se abstiene, está votando a la otra lista, lo quiera o no lo quiera. Porque estamos evitando que el tanto por ciento de la otra lista sea superior a la tuya y por tanto si hay algún resto pa llevarse un concejía, se lo lleva otro. O sea que no es tan inocuo el decir "bueno, pue yo... esto, está ya ganao" o "yo... yo estoy un poquito frío o fría, yo no voy a votar". Bueno, "yo no voy a votá", es votá al PSOE.

Avec moi.

Avec Eva.

Eva, Zaida, Bigote et c'est tout. C'est que j'ai quelqu'un ici... Madriles, oui, je t'ai noté. Ah, voilà c'est bon ! Pour coller les affiches on est parti sur... on se retrouve ici à 11h30 ou minuit ici pour préparer la colle et coller les affiche qu'on a.

Je ne sais pas si je pas si je fais une réflexion aujourd'hui ou... on le fait maintenant, moi j crois que je vais commencer à faire la présentation de la candidature aussi et vous ferez une réflexion plus... plus politique.

Moi, je crois que... maintenant on devrait voir comment on aborde la campagne, de manière forte, comment on l'aborde. Moi je crois que ce serait important que cette nuit vienne le maximum de gens et après on ferait la présentation et après on devrait en faire d'autres dans le village, dans différentes zones du village. Une à Matarredonda et une à Marinaleda.

Moi je crois qu'il est très important de gagner la bataille politique qui se présente, et de la gagner largement. La gagner avec la majorité absolue, la gagner franchement. Moi je crois que ça peut dépendre beaucoup de nous et surtout, on doit combattre la rengaine de "moi, je m'abstiens, moi je vote pas". "Je m'abstiens, je vote pas", c'est voter pour le PSOE.

Parce que quand il y a seulement deux candidatures, l'abstention d'un des tiens, c'est un vote pour l'opposant. Parce qu'au moment d'appliquer la loi de Hondt, d'additionner et faire le compte et au moment de diviser... Evidemment si t'as un vote en moins c'est tant de pourcent qui va à l'autre candidature... Ça veut dire que celui qui ne vote pas, ou qui met un vote nul, ou qui s'abstient, est en train de voter pour l'autre liste. Qu'il le veuille ou non. Parce qu'on est en train d'éviter que tant de pourcents de l'autre liste soit supérieur à la tienne. Du coup s'il y a du rab pour remporter un autre conseiller, c'est l'autre qui l'emporte. Donc c'est pas si anodin que ça de dire... "moi ça... c'est déjà gagné, donc moi... je suis un peu refroidi, je vais pas voter". Bon, ben "moi, je ne vais pas voter", c'est voter pour le PSOE.

Donc moi je crois qu'après l'histoire de la lutte de

Entonces yo creo que después de la historia de lucha de Marinaleda, de lucha de la izquierda revolucionaria frente a las política neoliberal que representa el PSOE toa la vida y que sigue representando y que va a seguir representando - y yo creo que ahora con esa mujé va a representar incluso ma - yo creo que tenemos que estar firme y claro. Firme y claro. Y sobre todo yo creo que tenemos que reemprender la... el camino de la movilización y el de la lucha. Yo creo que nos va a hacer falta, y nos va a hacer falta de manera tarde e inmediata. Yo creo que tenemos que ponernos muy firme en la movilización, entonces como movilización y como esta batalla política las tenemos encima y con las perspectivas que se abren en El Humoso que yo creo que son bastante buena, nos están llamando continuamente porque parece que se abren muchas posibilidades en to nuestro producto, en la zona que hemos estao visitando pues yo creo que podemos girar en la dirección que a nosotros nos conviene y con mucha fuerza. Pero la primera batalla que tenemos que ganar es ya, y a partir de esta misma noche. Entonces yo creo que es muy importante la la la presencia de todos vosotros y... nosotros nos presentamo por la CU eh? CU-Izquierda Unida porque no se podía presentar la CU sola. Yo creo que en el tema del futuro yo creo que tenemos que ir con la CU pelona o ya vemos con... cómo lo organizamo. Yo creo que a través del sindicato tenemos que organizarno, en una sola dirección, y ganar toda las batallas que se nos presenten en el futuro. Ya veis cómo los diferentes partidos en este momento están llegando a posibilidades de pacto con... con el PSOE. A la primera o a la segunda vuelta puede que pacten unos o otros, o se abstengan y con la abstención posibilitan que gobierne el PSOE. En cualquier caso, yo creo que.. que esta mujer, en cuanto tenga oportunidad, va a convocar de nuevo elecciones, hasta que tenga mayoría absoluta. Yo creo que esto es lo que va a hacer la Susana Díaz. Pero para la batalla que vamos a librar a nivel económico, y por tanto a nivel político - porque la economía es política - yo creo que es muy importante el que reforcemos ya, el poder el poder político. Lo tenemos que reforzar con toda la fuerza que... que hemos tenido momentos ma... ma débiles por por enfermeda o por... por cierto despiste o etcétera... yo creo que hay que recuperar los... los posibles de acción de cosa - o por los recortes

Marinaleda, de la lutte de gauche révolutionnaire face à la politique néolibérale que représente le PSOE depuis toujours et qu'il continue de représenter et qu'il représentera toujours - moi je crois qu'avec cette femme ils vont la représenter encore plus - je crois qu'on doit être ferme et clair. Ferme et clair. Et surtout je crois qu'on doit reprendre le chemin de la mobilisation et de la lutte. Je crois qu'on va en avoir besoin, et je crois qu'on va en avoir besoin à court et à long terme.

Moi je crois qu'on doit être très ferme dans la mobilisation, donc comme mobilisation... et vu comme on cette bataille politique arrive, et comme les perspectives qui s'ouvre à El Humoso me semblent très bonnes, ils nous appellent tout le temps parce qu'apparemment il s'ouvre beaucoup de possibilités pour tous nos produits dans la zone qu'on est allé visiter, je crois qu'on peut prendre la direction qui nous convient à nous et avec beaucoup de force. Mais la première bataille qu'on doit gagner c'est maintenant, et à partir de cette nuit. Donc moi je crois que votre présence à tous est très importante, et... on se présente pour la CUT hein, CUT-IU parce que la CUT ne pouvait pas se présenter seule. Moi je crois que dans le futur on devra marcher avec la CUT seule et alors il faut voir comment on l'organise. Je crois qu'on devrait s'organiser avec le syndicat, aller dans une seule direction, et gagner toutes les batailles importantes dans le futur. Déjà, là, vous voyez comment les différents partis essayent d'arriver à faire des alliances avec le PSOE. Au premier ou au second tour il est possible que l'un ou l'autre fasse une alliance, ou qu'ils s'abstiennent et avec l'abstention il est possible que le PSOE gouverne. Dans tous les cas, je crois que... que cette femme, dès qu'elle en aura la opportunité, elle convoquera de nouvelles élections jusqu'à ce qu'elle ait la majorité absolue. Je crois que c'est ce que va faire la Susana Díaz. Mais pour la bataille qu'on va mener au niveau économique et au niveau politique - parce que l'économie est politique - je crois que c'est très important qu'on renforce déjà le pouvoir politique. On doit le renforcer avec la force qu'on... on a eu des moments plus faibles, à cause de la maladie, ou par négligence ou etc. - je crois qu'il faut récupérer ... les possibilités d'action - ou à cause des coupes budgétaires qu'on a subies, parce qu'il y a eu beaucoup de coupes budgétaires... nous ils nous ont coupé 60% de notre budget. Bon, ben moi je crois qu'il faut retourner à ce qu'on était en train de faire, il

que ha habido porque ha habido muchos recortes, a nosotros nos han recortado más del 60 % del presupuesto. Bueno pues yo creo que hay que recuperar todas las cosas que estábamos haciendo, hay que ir en la dirección que estábamos haciendo en el tema de la vivienda, tenemos que seguir haciendo viviendas. Hay un compromiso de cincuenta viviendas más, yo creo que tenemos que ir por ahí, yo creo que en el tema del empleo sí... sí yo creo que sale el tema que está bastante bien, yo creo que podemos ir por ahí, yo creo que el tema del empleo puede darnos mucho... mucha cancha, muchas posibilidades, y también el tema de... eh... las obras que están pendientes, terminarla. Yo creo que por ahí tendríamos que ir nosotros más o menos.

A mí me gustaría que... estuviéramos abiertos a posibles movilizaciones que haya de manera inmediata. Si hay esas posibilidades nosotros tendríamos ya que participar de manera masiva. No solamente con una representación de dos o tres personas sino que tenemos que ir con... con el máximo de gente y... porque en la medida en que nosotros estemos presentes en los sitios, también nos van a respetar a nivel político y a nivel económico. Eh... a mí me gustaría que me hicierais las preguntas que veáis oportunas ahora mismo, y yo voy a ir contestando a esas preguntas.

¿Pregunta u opinión? ¿Sí?

Pedrin

¿Por qué Izquierda Unida, la CU... primero la CU, ¿por qué no se presenta libremente sin Izquierda Unida cuando era un instrumento de nosotros para no presentarnos en ningún partido político? ¿Por qué nos tenemos que presentar a través de la Izquierda Unida?

Gordillo

Porque la la CU, no... hasta que no pida la baja oficial de Izquierda Unida - está fuera de Izquierda Unida, pero no tiene la baja oficial. En los papeles consta IU-Izquierda Unida. Digo... IU... CU-Izquierda Unida. Entonces, la CU no puede presentar sola es por esto porque no se pueden... Izquierda Unida se podría eh vetar... vetar la presentación, por eso e... por una cuestión legal. Sino ya se hubieran presentado CU pelá.

faut continuer dans la direction que nous avons prise avec les habitations, il faut qu'on continue à faire des habitations. On a un contrat de 50 habitations supplémentaires et je crois qu'on doit le faire, et je crois que le sujet de l'emploi, si ça se passe plutôt bien je crois qu'on peut continuer par là et que l'emploi peut nous donner beaucoup de marge, beaucoup de possibilités. Et aussi, les travaux suspendus, les terminer. Je pense que c'est par là qu'on devrait aller plus ou moins.

Moi j'aimerais bien qu'on soit ouvert à de possibles mobilisations qui se présenteraient de manière immédiate. S'il y a cette possibilité on devrait y participer massivement. Et pas seulement se faire représenter par deux ou trois personnes mais y aller avec le maximum de personnes et... parce que selon dans quelle proportion on est présent sur les luttes ils nous respecteront au niveau politique et économique. J'aimerais bien que vous me posiez les questions qui vous paraissent pertinentes dès maintenant, et moi je vais répondre à ces questions. Questions ou opinions ? Oui ?

Pourquoi Izquierda Unida... la CUT... Premièrement la CUT, pourquoi elle ne se présente pas librement sans Izquierda Unida alors que c'était un moyen à nous pour se présenter sans aucun parti politique ? Pourquoi est-ce qu'on doit se présenter par le biais de Izquierda Unida ?

Parce que la CU, jusqu'à ce qu'elle ne demande pas le détachement officiel de Izquierda Unida - elle est en dehors de Izquierda Unida mais elle a pas le détachement officiel. Sur les papiers on compte IU-Izquierda Unida heu... IU... CUT-Izquierda Unida. Donc la CU ne peut pas se présenter seule c'est pour ça, parce qu'ils peuvent pas... Izquierda Unida pourrait annuler la présentation, c'est pour ça, pour une question de légalité. Sinon on aurait déjà présenté la CUT seule.

Pedrin
Porque en este año, en las elecciones éstas que vienen ahora...

Parce que cette année, pour les élections qui arrivent, là...

Gordillo
Sí.

Oui.

Pedrin
...mi opinión era presentarme por la CU únicamente.

...je pensais me présenter avec la CUT seule.

Gordillo
Sí, sí.

Oui, oui.

Pedrin
Ni por Izquierda Unida, ni por Podemos, ni por nadie. Ni la Ganamos ni nada. La CU, que es una herramienta nuestra que la iniciamos en su día...

Ni pour Izquierda Unida, ni pour Podemos, ni pour personne. Ni Ganamos, ni rien. La CUT, qui était notre outil, qu'on a mis en place en son temps...

Gordillo
En el 79.

En 79.

Pedrin
...para que la utilizáramos, y no presentarme por ningún partido político. ¿Por qué ahora también tiene que intervenir Izquierda Unida y no sola la CU? Esa es mi pregunta.

... pour nous en servir, et nous présenter avec aucun parti. Pourquoi maintenant Izquierda Unida doit intervenir et pas seulement la CUT ? C'est ça, ma question.

Gordillo
Sí, sí, la intervención es porque al no haberlo pedido oficialmente. Nosotros lo hemos consultado, al no haber pedido la baja oficialmente tú estás en esa coalición, tas, como CU, en coalición con Izquierda Unida. Entonces te pueden eh... vetar la candidatura. Entonces pa pa que no pueda suceder eso. Pero desde luego la idea nuestra es "CU". Y además en el cartel poner CU – Izquierda Unida pero CU. Nosotros vamos por la CU. Y en el futuro yo creo que la CU es la que tenemos que... que mantener por encima de todo. Que es una cosa que creamos para las elecciones municipales en el año 79. La CU es ante que Izquierda Unida. La CU se creó antes que IU. Después la CU se metió en IU en el año ochenta y tanto. Pero en el 79 que es cuando se creó la CU, todavía Izquierda Unida no existía. Existía el Partido Comunista, pero no existía la Izquierda Unida.

Oui, oui, l'intervention, c'est parce qu'on ne l'a pas demandé officiellement. On a regardé, c'est parce qu'on n'a pas demandé le détachement officiellement. CUT est en coalition en tant que CUT en coalition avec Izquierda Unida. Donc ils peuvent invalider ta candidature. Donc, pour pas que ça arrive. Mais depuis toujours, notre idée c'est : CUT. Et sur l'affiche ne pas mettre UI-CUT mais CUT. Nous on marche avec la CUT. Et dans le futur, je pense que la CUT c'est ce qu'on doit maintenir au-dessus de tout. C'est un truc qu'on a créé pour les élections municipales en 79. La CUT passe avant IU. La CUT a été créée avant IU. Après, la CUT s'est mise avec IU en 80 et quelques. Mais en 79 quand la CUT a été créée, IU n'existait pas encore. Le parti communiste existait mais pas Izquierda Unida.

Pedrin
Y mi opinión es que no la debemos destruir ni por Podemos ni por Ganamos. La CU es la

Et mon avis, c'est qu'on doit la détruire ni pour Podemos ni pour Ganamos. La CUT, c'est la

CU, y ha nacido aquí, en la Sierra Sur y yo creo que para nosotros tendría que ser más poderosa que Podemos, Ganamos o todo el partido político de izquierda o como le quieran llamar quien se presente.

Gordillo

Totalmente de acuerdo. Más cosas, que se quieran plantear. Preguntar. Cómo veis el ambiente? El ambiente lo vemos? está frío ? está... ? pregunta que queréis hacer. O opiniones que queréis dar. Más preguntas o opiniones. Más pregunta o opiniones. ¿No hay más preguntas? ¿Alguna pregunta más? Bueno, pues nos vemos luego aquí a la... a la once y media todo el que quiera. ¿Vale? Once y media, sobre las doce...

Esperanza

¿Juan Manuel?

Gordillo

¿Sí?

Esperanza

Que... la gente que no pueda venir esta noche, que el lunes podemos quedar porque vendrán los carteles oficiales que todavía... que había un problema de imprenta y no han venido. Los de este cartel. El lunes tendremos que volver a poner más cartel. Una hora por la tarde para que...

Gordillo

Vale.

Esperanza

Que quedemos ya en una hora para poner los carteles por la tarde.

Gordillo

¿Pero para ponerlo en cartones? ¿Para qué?

Esperanza

Para ponerlos en cartones, para salir a la calle, para que ...

Gordillo

Porque habrá que pegarlo en cartones, ¿no?

Luisa

¿A qué hora?

CUT, et elle est née ici, dans la *sierra sur* et moi je pense qu'elle devrait être plus puissante que Podemos, Ganamos, et tous les partis politiques de gauche - ou appelez les comme vous voulez - qui se présentent.

Entièrement d'accord. Encore d'autres choses que vous voulez proposer. Demander. Comment vous sentez l'ambiance ? L'ambiance est froide... des questions, que vous voulez poser. Ou des opinions que vous voulez partager. Plus de questions, ou d'opinions ? Plus de questions, ou opinions ? Il n'y a pas de question ? Des questions supplémentaires ? Bon ben on se voit plus tard, ici à 11h30, tous ceux qui veulent venir. D'accord ? 11h30 - minuit...

Juan Manuel ?

Oui ?

Les gens qui ne peuvent pas venir cette nuit... on peut prévoir un rendez-vous le lundi, parce que les affiches officielles arriveront parce que pour l'instant... Il y avait un problème d'imprimerie donc ils ne sont pas venus. Ceux des affiches supplémentaires. Le lundi on devrait y retourner coller plus d'affiches. Dire une heure, pour que...

D'accord.

Qu'on décide maintenant d'un horaire pour coller les affiches dans l'après-midi.

Mais pour les mettre sur du carton ? Pourquoi ?

Pour les mettre sur du carton, pour aller dans la rue pour que...

Il faudra les mettre sur des cartons, non ?

Esperanza

A la siete. Por ejemplo el lunes a la siete de la tarde, to el que quiera pues que venga, uno pondremos en cartones y otros nos pondremos a pegar los carteles.

Gordillo

¿Vicky?

Vicky

Bueno, yo voy a hablar, aunque no sé si debería hablar o no debería hablar. Yo lo que voy a preguntar e, los partidos de izquierda, todos han elegido sus candidatos en primaria o en asamblea. En principio este sindicato creo que es asambleario...

Gordillo

Totalmente.

Vicky

Entonces yo lo que pregunto es, aquí ¿cómo se han elegido aquí los concejales? Aquí había una... una... votación aquí. ¿Ha servido pa algo? Había una encuesta en el pueblo. ¿Dónde está la encuesta? Nada ma.

Gordillo

Bueno yo, mm... voy a... eso tiene que responder la gente que ha estao aquí porque yo... estaba en Venezuela, entonces que te responda a esta pregunta la gente que...

Vicky

Es que yo, el único partido que he visto que... haya señalao a su candidato a deo e el PP. Nada ma, eh...

Gordillo

No creo que haya sío a deo...

Vicky

Bueno, pues e lo que yo quiero sabé. Eso e lo que quiero que me explique.

Gordillo

Pues la gente que... ha estao moviendo un poco la lista y eso que...

Esperanza

A él ya se lo hemos explicao... cómo se ha... cómo se ha hecho

À quelle heure ?

À 19h. Par exemple, le lundi à 19h, tous ceux qui veulent venir viennent et on mettra les affiches sur des cartons et d'autres iront coller des affiches.

Vicky ?

Bon, moi je vais parler, même si je sais pas trop si je devrais parler ou pas. Ce que je veux demander, c'est... les partis de gauches, ils ont tous élus leurs candidats en primaire ou en assemblée. En principe, ce syndicat est assembléaire, non ?

Totalement.

Donc ce que je voudrais demander, c'est... ici comment ont été élus les conseillers ? Ici, il y a eu un vote, ici. Il a servi à quelque chose ? Il y a eu un sondage dans le village. Où est le résultat ? C'est tout.

Bon moi... pour ça c'est les gens qui étaient ici qui doivent te répondre, parce que moi... j'étais au Vénézuéla, donc... Que les gens qui ont un peu participé à tout ça te répondent...

C'est juste que moi, le seul parti que j'ai vu désigner son candidat par les dirigeants, c'est le PP, hein, rien de plus.

Je crois pas qu'ils aient été désignés.

Bon, ben moi c'est ça que je veux savoir. C'est ça que je veux qu'on m'explique.

Ben les gens qui... se sont un peu occupé de la liste et tout ça...

Mais a lui on lui a expliqué déjà, comme ça s'est fait.

Vicky

¿Quién me lo ha explicado? ¿Quién me lo ha explicado?

Qui me l'a expliqué ? Qui me l'a expliqué ?

Esperanza

Hombre, también te fuiste. Mira, yo no quiero entrar en discusión...

Oui mais aussi, t'es parti. Écoute moi je vais pas entrer dans des débats...

Vicky

¿Quién me lo ha explicado?

Qui me l'a expliqué ?

Esperanza

Que ni es momento ... ni voy a entrar en discusión.

C'est pas le moment, et je veux pas entrer dans un débat...

Vicky

No os interesa, no os interesa. No os interesa entrar en discusiones.

Ça vous intéresse pas, ça vous intéresse pas. Ça vous intéresse pas d'entrer dans des débats.

Hombre

¿Que no es momento? Vamos a ver, es el momento favorable, es el momento de explicarlo ahora, ¿cuándo va a explicar? ¿cuando pasen las elecciones?

C'est pas le moment ? Ecoutez, le moment est favorable, c'est le moment de l'expliquer, maintenant, quand vas-tu l'expliquer ? quand les élections seront passées ?

Esperanza

Vamos a ver. Una lista se hace en función de la necesidad de gente joven, de...

Voyons voir. Une liste se fait en fonction du besoin de personnes plutôt jeunes, de...

Vicky

Entonces, la asamblea no sirve pa na.

Donc les assemblées servent à rien !

Esperanza

¡Sí, sirven!

Si, elles servent.

Vicky

¿Dónde está los votos?

Où sont les votes ?

Esperanza

Pues los votos, vamos a ver, veré. Yo no tengo los votos pero los votos están ahí y han estado encima de la mesa.

Ben les votes, attends, on va voir. Moi j'ai pas les votes mais ils étaient là et ils ont été exposés sur la table.

Vicky

¿Dónde, dónde? Yo dije en el ayuntamiento que me los enseñaran y no me lo habéis enseñado.

Où ça ? Où ça ? Moi j'ai demandé à la mairie qu'on me les montre et vous me les avez pas montrés.

Esperanza

Pero te fuiste del ayuntamiento...

C'est parce que t'es parti de la mairie.

<i>Vicky</i> ¿Cuándo me fui yo? ¿Cuándo? ¿Cuándo fue eso?	Quand est-ce que je suis parti ? C'était quand ça ?
<i>Esperanza</i> Te fuiste...	T'es parti...
<i>Vicky</i> Pero ¿cuándo fue eso?	Mais quand ça ?
<i>Esperanza</i> El día... qué día fue?	Le jour... quel jour c'était... ?
<i>Gordillo</i> Lo que yo pregunto... una pregunta, vamo a ver: ¿la gente que va en la lista han sido votao?	Ce que je demande... une question, on va voir : les gens qui sont sur la liste ont tous été élus ?
<i>Esperanza</i> Sí, todo el mundo...	Oui, tout le monde...
<i>Vicky</i> ¡Mentira! ¡Mentira!	C'est faux ! C'est faux !
<i>Juan</i> No, ¡no se ha votao!	Non, ça a pas été voté !
<i>Esperanza</i> ¿Quién no ha sido votao?	Qui a pas été élu ?
<i>Vicky</i> ¡Presenta los votos ahí!	Montre les votes !
<i>Esperanza</i> ¿Quién no se ha sido votao? Mira, ningún año, siempre se ha confiao en la gente. Aquí no hay ninguna...	Qui a pas été élu ? Regarde, tous les ans, les gens ont toujours eu confiance. Ici y a aucun...
<i>Vicky</i> ¡Los votos aquí, que es la claridad! Donde se ve la claridad, es presentando los votos aquí. ¡Los concejales los habéis estado eligiendo a deo!	Les votes ici ! Ça, c'est la transparence ! C'est en montrant les votes ici qu'on voit la transparence. Les conseillers vous les avez choisis vous-mêmes.
<i>Hombre</i> Voy a decir una cosa. Si hay un tipo de encuesta, ¿por qué no se enseña la encuesta? ¿Y por qué hay tanto ocultismo?	Je vais dire une chose. Si y a un genre de sondage, pourquoi est-ce qu'on le montre pas ici ? Et pourquoi est-ce qu'on nous cache autant de choses ?
<i>Esperanza</i> A ver, las encuestas son eh... cómo es? las encuestas son privadas, tú no puedes...	Attends, les sondages sont... ils sont privés, tu peux pas...

Vicky

¿Cómo van a ser privadas?

Comment ça ils sont privés ?

Jorge

¡Tiene que ser en público!

Ça doit être publique !

Toni

Entonces, ¿pa qué votamos?

Alors pourquoi on vote ?

Gordillo

Espérate, Vicky, vamos a ver. Yo creo que se puede intentar recoger las encuestas, y se puede intentar los votos de eso y se enseña. ¡Y ya está!

Attends Vicky, on va voir. Moi je pense qu'on peut essayer de récupérer les sondages et on retrouve le résultat des votes et on les montre, et c'est tout !

Esperanza

¡Que sí, si está todo! A ver, ¡su hijo va en la lista, y a su hijo se lo explicamo!

Ben oui, tout est là ! Regarde, ton fils est sur la liste et à ton fils on lui a expliqué !

Vicky

A mí no me habéis explicado nada. Esperanzi, decí la verdad. ¡A mí no me habéis explicado nada !

À moi vous m'avez rien expliqué ! Esperanzi, dis la vérité ! À moi vous m'avez rien expliqué !

Esperanza

¡Es porque te fuiste!

C'est parce que t'es parti !

Vicky

¡A mí me habéis echado de la manera más miserable y cobarde que se puede echar a una persona de un convento!

Moi, m'avez viré de la manière la plus lâche et la plus misérable qu'on puisse virer quelqu'un d'un couvent.

Esperanza

Aquí no se ha echado a nadie Vicky, aquí no se echa a nadie.

Personne Vicky, ici on vire personne !

Vicky

A mí no me habéis echado ? Vamos a ver.

Moi, vous m'avez pas viré ? Voyons.

Esperanza

A ti no se te ha echado.

On t'a pas viré.

Vicky

Vamos a ver. Déjame que hable una mijilla. ¡Vamos a explicar aquí a la gente cómo habéis hecho las cosas! ¡Cómo lo hacéis todo últimamente!

On va voir. Laisse-moi, que je parle, une seconde. On va expliquer aux gens comment vous avez fait les choses. Comme tout ce que vous faites ces derniers temps.

Esperanza

¡Cómo tú crees que se ha hecho! Si tú no has estado, ¿cómo lo vas a saber?

Comment tu crois toi que ça s'est fait ! Si t'étais pas là, comment tu vas le savoir ?

Vicky

No, ¡vamos a ver! A mí se me llama, que yo no sabía na, y me llamáis. Y resulta de que ... me llamáis y resulta de que decís que es que yo no sé ni pa lo que era y me decís que la gente me han votao. Allí, aquel día, no hemos quedao en na. Y nos convocasteis al otro día y no se presentó nadie na más que yo! ¡Y ya tenías tramao to lo que estabais haciendo!

Esperanza

¿Aquel día?

Vicky

Al otro día, os dije si os hago falta me llamáis. ¿Me llamastis? Llamastis a tos los que os ha dao la gana. Meno a mí. ¿Es verda o es mentira? Es que yo no tengo ningún empeño en ser concejal pero lo menos, ¡claridad por delante! ¡Claridad!

Esperanza

Pero bueno, si no tiene ninguna ... yo no sé tampoco...

Vicky

¡Claridad por delante, que es lo que tenéis que hacé!

Esperanza

En una lista van los que van y no pueden ir

Vicky

Pero quién? ¿Quienes son los que van? ¿Quienes son los que van? ¡Los que a ustedes os interesa!

Esperanza

A lo mejor los que le interesa el pueblo ...

Vicky

¿Qué es lo que yo os puse por delante el día que me preguntasteis? Que tenía que haber claridad! ¡Que tenía que participa la asamblea! No os ha interesao... No os ha interesao...

Carlos

Y mucho menos también

Gordillo

Bueno...

Non ! attends ! Moi on m'appelle. Je ne savais rien et on m'appelle. Et au final... vous m'appelez et au final vous me dites que c'est... Et moi je savais pas pourquoi c'était, et vous me dites que les gens ont voté pour moi. Là, ce jour-là, on a rien décidé. Et vous nous convoquez l'autre jour mais personne ne s'est présenté, à part moi ! Et là déjà vous aviez tramé tous ce que vous étiez en train de faire !

Ce jour-là ?

L'autre jour, je vous ai dit que si vous aviez besoin, vous pouviez m'appeler. Vous m'avez appelé ? Vous avez appelé ceux que vous aviez envie d'appeler. Mais moi non. C'est vrai ou c'est pas vrai ? Moi je ne m'entête pas à vouloir être conseiller mais au moins, de la transparence ! de la transparence !

Mais bon, si t'as aucune... Je sais pas trop non plus...

Transparence avant tout ! C'est ce que vous devez faire !

Sur la liste vont ceux qui y vont et ceux qui peuvent pas...

Mais qui ? Qui sont ceux qui sont sur la liste ? Ceux qui vous intéressent, vous !

Peut-être ceux qui intéressent le village...

Qu'est ce que j'ai mis en avant la dernière fois que vous me l'avez demandé ? Qu'il fallait qu'il y ait de la transparence ! Que l'assemblée devait participer ! Ça vous intéresse pas...

Et même moins que ça

Bon...

Esperanza

La gente que va...

Les gens qui vont...

Gordillo

No lo sé, yo no he estado aquí, lo que sí, es que la gente que vaya ...

Je sais pas, moi. J'étais pas là, mais si, les gens qui y vont...

Esperanza

Pero la gente que va en la lista, son gente de aquí, gente que trabaja aquí

Mais les gens qui sont sur la liste, c'est des gens d'ici, des gens qui travaillent ici.

Pedrin

Vamos a ver yo es que me pierdo porque, si se lían... me pierdo un poco, yo lo que quiero decir - es mi cuñado y no quiero con esto meterte en un berenjenal - él ha salido, en la mayoría de las encuestas, ha salido su nombre. Es que ha salido su nombre en la mayoría de las encuestas. ¿Por qué no se refleja luego él en el cómputo general? Si su nombre ha salido en la mayoría de las encuestas - según me han dicho los que lo han leído, yo no he leído nada. Ni en el [inaudible] ni en el [inaudible]

Ecoutez, moi je m'y perds parce que si vous vous embrouillez... je me perds un peu. Ce que je veux dire... c'est mon beau-frère et je veux pas avec ça te mettre dans un bordel. Il est sorti gagnant, dans la majorité des sondages son nom est sorti. C'est que son nom est sorti dans la majorité des sondages. Pourquoi est-ce que ça n'apparaît pas après dans le résultat final ? Si son nom est sorti dans la majorité des sondages... selon ce qu'on m'a dit, moi j'ai rien lu ni dans le [inaudible] ni dans le [inaudible] .

Jorge

Ahora voy a hablar yo, Juan Manuel...

Maintenant moi je vais parler Juan Manuel...

Pedrin

Pero vamos a ver, ¡hazte callar que ahora toy hablando yo y cuando yo termine, hablas tú!

Mais attends ! Tais-toi, c'est moi qui parle là, et quand j'ai finis de parler, c'est ton tour !

Gordillo

Venga, luego te doy la palabra, ¡venga!

C'est bon, je te donne la parole après !

Pedrin

Bueno hay que mirar las cosas. Si si si esta persona tiene interés, quiere... quiere hacer el esfuerzo porque tiene posibilidades, porque su trabajo y sus cosas se lo permite trabajar para el pueblo, ¿por qué no lo da la oportunidad, de que esté en en en los sitios que tiene que estar.. una oportunidad se le da a una persona...

Bon. Il faut regarder les choses. Si cette personne a de l'intérêt, elle veut... veut faire un effort parce qu'elle le peut, parce que son travail le lui permet et ses affaires... lui permettent de travailler pour le village, pourquoi vous lui laissez pas l'opportunité, que là où il doit être... on laisse l'opportunité à quelqu'un...

Gordillo

Yo lo doy toa la oportunidad y...

Moi, je lui laisse toute l'opportunité et ...

Pedrin

Yo creo... yo creo personalmente que se la han negao, como a él. Creo que se le han negao personalmente la oportunidad de que esté en

Moi je crois, personnellement que ça lui a été refusé, à lui. Je crois, qu'il lui a été refusé personnellement l'opportunité d'être à sa place.

el sitio que es ma... que es ma... de una manera más clara que los demás que habla de una forma distinta que lo dema, pero nunca iba a ser un punto negativo para nosotros, ¡nunca! Nunca iba a ser un punto negativo. ¡Nunca, tenedlo claro!

Era una persona que iba a intentar... Iba a hacer algo distinto. Iba a hacer alguna cosita, poco, es lo que iba a hacer. Pero si la gente lo ha votao... Y yo creo que ...

Esperanza
[inaudible]

Pedrin

Escuchame, escuchame que estoy hablando yo. Me escucha que estoy hablando yo. Me escucha, vamo! Si ha salío... en las encuesta, su nombre ha salío muchas veces y en los sitios a salio mucha vece, ¿por qué no le habéis tenido en cuenta? Punto y ¡ya está!

Gordillo

Bueno, yo digo que si ha salio...

Vicky

Ahora voy yo a decir otra cosa

Gordillo

Si ha salio muchas veces, y está en eso, yo le doy un sitio donde haga falta.

Vicky

Ahora voy a decir otra cosa. Ahora voy a decir otra cosa. No. Yo, no voy a está en ningún lao. A mí se me ha echo del proceso como como como una mierda.

Gordillo

No, yo no te he echao del proceso en absoluto.

Vicky

Yo me voy a dedicar a reclamar lo que lo que no seáis capaces de cumplir, y punto. Yo en este proceso no tengo más na que decir.

Gordillo

Sí, ¡hombre!

Vicky

Na más reclamar lo que no cumpláis. ¡Nada más! Ahora me voy a dedicar a mis antenas y a mis cosas - cuando pase las elecciones. Pa que luego no me digáis que yo soy un traidor

Qu'il soit plus franc que les autres, qu'il parle d'une manière différente des autres ça aurait pas été un point négatif pour nous, jamais ! Ça sera jamais un point négatif. Jamais, que ce soit clair ! C'est quelqu'un qui allait essayer... qui allait faire quelque chose de différent. Il allait faire quelques petites choses, c'est peu, ce qu'il allait faire, mais si les gens ont voté pour lui... Moi je crois que...

Écoute-moi, écoute-moi, je suis en train de parler. Ecoute quand je parle. Mais écoute-moi, fais-moi cette faveur ! S'il est sorti dans les sondages - son nom est sorti beaucoup de fois - pourquoi vous ne l'avez pas pris en compte ? C'est tout.

Bon, moi je dis que s'il est sorti...

Maintenant je vais dire autre chose

S'il a eu beaucoup de voix, et qu'il est prêt, moi je lui donne une place, là où ce sera nécessaire.

Maintenant je vais dire autre chose. Moi je ne vais aller nulle part. Moi j'ai été viré du processus comme comme comme une merde.

Non, moi je ne t'ai absolument pas viré du processus.

Moi je vais me dédier à réclamer ce que vous ne serez pas capable de faire, et c'est tout. Moi dans ce processus j'ai rien de plus à dire.

Si, allez !

Rien de plus que vous exiger de faire ce que vous ne faites pas. Rien de plus ! Maintenant je vais me dédier à mes antennes et à mes affaires - quand les élections seront passées. Pour qu'après

como habéis hecho con otras personas aquí que luego habéis echao a la calle. Me voy a esperar. Luego me dedicaré a lo que me tengo que dedicar. Pero que aquí, no ha habido interés por que yo sea, porque lo primero... porque la primera palabra que se dijo en la reunión fue la mía. Y yo lo único que dije fue que había que yo, pa que sea concejal, tenía que participar el pueblo y la asamblea. Eso no os interesa. Aquí, en los ultimo tiempo, lo único que votamos en el pueblo, e las normas de trabajo pa comernos luego los unos a los otros. Aquí no se vota nada de interés ni de importancia. En el pueblo ya no tenemos palabra ninguna. Todo lo lo lo lo preparáis y lo votáis ustedes y luego lo traéis aquí una vez que ya está hecho. Pero el pueblo no tiene voz últimamente ninguna. ¡Y eso es lo que yo reclamé! Y por eso no voy en la lista, porque reclamé eso.

Gordillo

Yo estoy totalmente de acuerdo, que en la asamblea...

Vicky

Y te digo otra cosa. Hay gente hay gente que me dijo a mí, ¡a mí! Me dijo que yo era parte del problema de Marinaleda. Yo, y gente como yo.

Gordillo

No...

Vicky

Pero nunca se ha planteao que a lo mejor parte del problema es el que me lo dijo a mí! Porque yo no me he llevado nunca nada del ayuntamiento. Pero sin embargo hay personas que tienen cinco de su familia trabajando en el ayuntamiento. Y ése se atreve a decirme a mí que soy parte del problema. ¿No se ha planteao nunca que ese reflejo que hace lo ve la gente? ¿Eso no se lo ha planteao nunca? ¡Hombre, hombre!

Toni

Ya está bien hombre, hombre.

vous veniez pas me dire que je suis un traître comme vous avez fait avec d'autres personnes qu'après vous avez mises à la rue. Je vais attendre. Après je me dédierai à ce à quoi je dois me dédier. Mais ici, il n'y a eu aucun intérêt pour que j'en sois, parce que la première chose, le premier mot qui a été dit à la réunion c'est moi qui l'ai dit. Et moi, le seul truc que j'ai dit, c'est que pour que moi je sois conseiller, le village devait participer aux assemblées. Ça, ça vous intéresse pas. Ici, ces derniers temps, la seule chose qu'on vote dans le village c'est les règles de travail pour ensuite nous bouffer les uns les autres. Ici on vote rien d'intéressant ni d'important. Dans le village, notre parole ne vaut plus rien. Vous préparez tout, vous le votez, et ensuite vous le présentez ici une fois que c'est fait ! Mais le village n'a pas son mot à dire ces derniers temps. Et ça c'est ce que j'ai réclamé ! Et pour ça je ne suis pas sur la liste, parce que j'ai réclamé ça.

Moi je suis complètement d'accord que dans l'assemblée...

Et je vais te dire autre chose. Il y a des gens qui m'ont dit à moi, à moi ! Ils m'ont dit que moi j'étais une partie du problème de Marinaleda. Moi et certaines personnes comme moi.

Non...

Mais on n'a discuté du fait que peut-être qu'une partie du problème c'est celui qui ma l'a dit à moi ! Parce que moi, j'ai jamais rien pris à la mairie. Alors qu'il y a des gens qui ont cinq personnes de leur famille qui travaillent à la mairie. Et celui-là, il ose me dire à moi que je suis une partie du problème. On n'a jamais aperçu que c'est ce que les gens voient ? Jamais on ne se l'a dit ? Allez !

Ça y est, c'est bon, c'est bon.

Joaquín

Es que mucha parte mucha parte del problema que existe verdaderamente a lo mejor está metido dentro eh? ¡Y son lo que tienen el problema! También deberíamos de profundizar en ese tema. ¡También!

Gordillo

¡Ven, sí!

Pedrín

Vamo a ver Juan Manuel, vamo a terminar entonces... yo lo que no entiendo, si una persona que quiera aportar algo al proceso, se le cierran las puertas. Es lo que yo no entiendo. Y ya... [inaudible] Si una persona que quiere... porque si una persona quiere formar parte de esto se da por la CU en Marinaleda, no va a recibir ningún beneficio.

Gordillo

Beneficio, ninguno. Ya, ya.

Pedrín

Va a recibir perjuicio! Es lo que va a recibir! Y y y se le cierran las puertas, señores entonces...

Vicky

Entonces que no va a percibir a percibir ningún beneficio...? Ni [inaudible] ni a los concejales que son los que están trabajando y los que no están trabajando...

Esperanza

Aquí no se le ha cerrado la puerta a nadie.

Gordillo

¡Los concejales no tienen ninguna ventaja!

Vicky

¡Cómo que no tienen ninguna ventaja! ¡Nos estás vendiendo otra vez lo mismo que la otra vez con pleno empleo y vivienda pa to el mundo! Dime los concejales que están trabajando y los que no están trabajando. ¡Que estás harto de decir que son los últimos en repartir! ¿Cuáles son los últimos en repartir? Como no sean los nuevos que entran ahora, yo no lo veo por ningún lao. Yo no he visto por ningún sitio. ¿Dónde están los que los reparten? ¿Dónde están?

C'est qu'une grande partie du problème qui existe véritablement est peut-être qu'il est à l'intérieur hein? et sont eux qui ont un problème! On devrait aussi creuser ce sujet-là. Aussi!

Allez, oui!

Attends Juan Manuel, terminons alors... ce que je ne comprends pas... si quelqu'un veut apporter quelque chose au processus, on lui ferme les portes. C'est ce que je ne comprends pas. Et déjà... [inaudible]. Si quelqu'un qui veut... parce que si une personne veut faire partie de ceci, va par la CUT à Marinaleda, elle ne recevra aucun bénéfice.

Bénéfice, aucun. Bon, bon.

Il va obtenir des préjudices! C'est ça qu'il va obtenir! Et les portes lui sont fermées, messieurs alors...

Alors il n'obtient aucun bénéfice...? Ni [inaudible] ni aux conseillers qui sont ceux qui sont en train de travailler et ceux qui ne sont pas en train de travailler...

Ici on n'a fermé la porte à personne.

Les conseillers ne reçoivent aucun avantage!

Comment ça, ils n'ont aucun avantage! T'es en train de nous vendre la même chose que la dernière fois avec le plein emploi et une maison pour tout le monde! Cite-moi les conseillers qui travaillent et ceux qui travaillent pas. T'en a pas marre de dire qu'ils sont les derniers dans les répartitions? À part ceux qui viennent d'arriver, j'en voit aucun. Moi j'ai vu ça nulle part. Il sont où ceux qui distribuent, ils sont où?

Gordillo

Hombre no, los concejales, cuando hay que repartir vivienda, cuando hay que repartir cosa, los concejales ...

Vicky

Dime uno solo que haya sido el ultimo y no haya sido... como mínimo igual que to. ¡Dime uno solo!

Gordillo

La mayoría.

Vicky

Porque aquí, uno, uno que se quitó pa eso, pa mantenerle el puesto de trabajo. Y luego se creó el grupo de Acción para seguir mandando. Eso no eso no ¿es que semos tonto? Porque si semos tonto, ¡qué venga dios y lo vea!

Gordillo

No, eso no, el grupo ...

Vicky

El grupo Acción se creó para que esa persona siguiera mandando. Y este es el que sigue mandando. Ese, es el amo del pueblo. Así de fa así de fácil. ¡Y ese es el que no ha permitido que yo entre ahí! Así de fácil. ¡Así de fácil ! Y ahora di lo que te de la gana.

Gordillo

No, te digo, que el grupo Acción se creó...

Vicky

A raíz de que el ot... pa mantener el puesto de trabajo al otro porque no podía ser concejal con las normas que había.

Gordillo

¡Que no!

Vicky

Y se creó, pa que siguiera mandando. Que tonto no semos, ¿sabe? Que yo empecé a luchar con catorce años.

Non, les conseillers quand il faut distribuer les maisons, quand il faut distribuer des choses, les conseillers...

Cite m'en un seul qui ait été le dernier et qui ait pas été... au minimum, comme tout le monde. Cite-m'en seulement un !

La majorité.

Parce qu'ici, y en a un qui est parti pour maintenir le poste. Et après le groupe Action a été créé pour qu'il continue de commander. Ça... est-ce qu'on nous prend pour des cons ? Si on nous prend pas pour des cons, que Dieu vienne voir ça !

Non, ça non, le groupe...

Le groupe Action a été créé pour que cette personne continue de diriger. Et celui-là, c'est celui qui continue de diriger. Celui-là, c'est le maître du village. C'est aussi simple que ça, c'est aussi simple que ça. Et celui-là, c'est celui qui n'a pas permis que j'entre ici. C'est aussi simple que ça, c'est aussi simple que ça. Et maintenant dis tout ce que tu veux.

Non, moi je te dis que le groupe Action a été créé...

À la base, pour maintenir le poste de travail de l'autre, parce qu'il pouvait pas être conseiller avec les règles qui existaient.

Mais non !

Et ça a été créé pour qu'il continue de diriger. On est pas con, tu sais ? Moi j'ai commencé à lutter à 14 ans.

Gordillo

Sí pero, pero ¡Vicky! El grupo acción se creo desde el primer momento, desde el 79.

Oui, mais Vicky ! Le groupe Action a été créé dès le début, en 79 !

Vicky

Sí, desde el primer momento! pa mantener el puesto de ese hombre que entró en la política desde primera hora cobrando.

Oui, dès le début, pour maintenir le poste de cet homme qui est entré en politique dès la première heure en étant rémunéré.

Gordillo

¡Que no! ¡Que el 79!

Non ! En 79 !

Vicky

Y eso no lo decimos. Eso no lo decimos.

Et ça on en parle pas. Ça on en parle pas.

Gordillo

¡Desde el 79!

Depuis 79 !

Vicky

Es solo lo que quiero decir.

C'est ça que je veux dire.

Gordillo

Pero este hombre no es un concejal, ¿no?

Mais cet homme c'est pas un conseiller, non ?

Vicky

No es concejal pero manda más que los concejale.

C'est pas un conseiller mais il dirige plus que les conseillers.

Gordillo

Ah, bueno, ¡pero no es un concejal!

Ah, bon, mais c'est pas un conseiller !

Vicky

De ahí ha salido la propuesta esta para que yo no entrara. De ahí! De ahí ha salío.

C'est de là qu'était sorti la proposition pour que j'entre pas. C'est de là que c'est venu.

Gordillo

Habla claro y...

Parle clairement et...

Esperanza

Yo tengo que decir que aquí no se ha vetado a nadie. Incluso en Marinaleda, hay gente que no es concejal que lleva más responsabilidades que cualquier cosa.

Moi je dois dire qu'on a rejeté personne. Même à Marinaleda, il y a des gens qui ne sont pas conseillers et qui ont plus de responsabilités.

Vicky

¿Y qué tiene que ver una cosa con otra?

Et c'est quoi le rapport ?

Esperanza

Pero por qué... no sé. Y por qué te quita [inaudible]...

Mais parce que... je sais pas. Et pourquoi cela t'enlève [inaudible]...

Vicky

¿Por qué la habéis hecho de la manera que la habéis hecho? ¿Por qué no me llamasteis a mí a la reunión? ¿Por qué no se hizo aquí la asamblea como yo propuse el primer día?

Esperanza

Mira porque las circunstancias a nadie nos ha gustado, Vicky. A nadie nos ha gustado.

Vicky

¡A nadie nos ha gustado! Pero ustedes como sois los salva los salvapatrias, ustedes decidáis lo que hay que hacer. Ustedes que sois los salvapatrias.

Hombre

¡Ahí viene el problema!

Hombre

¡Venga hombre! ¡Venga hombre!

Gordillo

Bueno, vamos a ver.

Vicky

Que es lo que yo he dicho aquí en la asamblea. ¿Por qué no se hizo aquí la asamblea como yo propuse el primer día allí? Que parecía que estábamos ocultándole al pueblo las cosas.

Esperanza

¡Ocultándole no!

Vicky

Entonces, ¿por qué no se hizo aquí?

Esperanza

Esas reuniones son internas.

Gordillo

Mira...

Vicky

Entonces, ¿por qué no se hizo aquí? ¡Si ya habíamos votado aquí en el pueblo! ¿Por qué no se hizo aquí? ¿Es que ustedes sois los listos los que tenéis que ocultar las los votos aquí es lo que tenéis que presentar.

[Inaudible : hablando todos juntos]

Pourquoi vous l'avez fait de la façon dont vous l'avez fait ? Pourquoi moi vous ne m'avez pas appelé pour la réunion ? Pourquoi l'assemblée s'est pas faite ici comme on avait proposé le premier jour ?

Parce que les circonstances n'ont plu à personne Vicky. À personne.

Ça n'a plu à personne... Mais vous, comme vous êtes les héros du peuple, vous décidez de ce qu'il faut faire. Vous qui êtes les héros du peuple.

C'est ça le problème !

Allez !

Bon, on va voir.

C'est ce que moi j'ai dit à l'assemblée. C'est ce que j'ai dit le premier jour, comme ça a été proposé. On a l'impression qu'on cache des choses aux gens.

On cache rien !

Alors pourquoi ça s'est pas fait ici ?

Ces réunions-là sont internes.

Écoute...

Alors, pourqu'on ne l'a pas fait ici ? Si on avait déjà voté ici dans le village ? Pourquoi on ne l'a pas fait ici ? Est-ce que vous êtes les plus malins, ceux qui devez occulter les votes ici c'est ce que vous devez présenter.

[Inaudible : tout le monde parle en même temps]

Joaquín

Pa la hora de los votos lo sabe to el mundo...

Vicky

¡Hombre! ¡Con los cuentos!

Gordillo

¿Sí, Juani? Quiere hablar. A ver, Juana.

Juani

A ver, yo voy a decir una cosa y no sé si a lo mejor me voy a arrepentir. Pero yo creo que tenemos mucho... mmm... muchas virtude en el proceso de Marinaleda, muchas virtudes que reflejar, muchas cosas que decir, muchas cosas que contar, y aunque yo creo...

Vicky

¿Qué tiene que ver una cosa con otra?

Juani

Espera Vicky, espera Vicky, aunque creo que el debate que tú has abierto se tenga que abrir pero yo creo que debatirlo internamente, no delante de unas cámaras que nos están grabando.

Vicky

¿Porqué las traéis? ¿Yo las he llamado a las cámara, eh? Entonces, ¿por qué dice "hay pregunta"? ¿Pues yo os hago mi pregunta!

Juani

Debatémoslo eso también, internamente.

Vicky

Se lo dije ayer que no iba a chistar. Pero... como se me... me está mirando y dice pregunta pregunta pregunta, ¡po, pregunta!

Juani

Pero vamos a hablar, Vicky, un momento

Vicky

Le dije a él que no iba a hablar.

Jorge

Yo voy a decir una cosa. ¿Qué tenemos que temer a las cámaras? ¿Aquí ocultamos información? ¿O qué es lo que estamos aquí?

Juani

Que conozcan nuestros defectos, no es ningún problema. No debe de ser un problema. Pero

Par rapport aux votes tout le monde le sait.

Toutes ces histoires !

Oui, Juani ? Elle veut parler. Oui, Juana.

Je vais dire quelque chose et peut-être que je vais le regretter... Mais je pense qu'il y a beaucoup de bonnes choses dans le processus de Marinaleda, beaucoup de bonnes choses à montrer, beaucoup de choses à dire, beaucoup de choses à raconter, et même si je crois...

C'est quoi le rapport ?

Attends Vicky, moi je crois que le débat que tu as amorcé il fallait l'ouvrir, mais je crois qu'il faut en débattre en interne, et pas devant des caméras qui sont en train de nous filmer.

Pourquoi vous les amenez ? C'est moi qui ai appelé les caméras, peut-être ? Hein ? Alors, pourquoi il dit « il y a des questions ? » ? Ben moi je vous pose mes questions !

Débattons ça aussi, mais en interne.

Je lui ai dit hier que j'allais pas en parler. Il me regarde, et il dit "des questions, des questions, des questions", ben alors je demande !

Mais on va en parler Vicky, attends un moment

Je lui ai dit à lui que j'allais pas parler.

Moi je vais dire une chose. Pourquoi on devrait avoir peur des caméras ? Est-ce qu'on cache des infos ici ? Ou on fait quoi là ?

Qu'ils connaissent nos failles, c'est pas un

que también nos conozcan nuestras virtudes. Pero si esto se esta grabando, yo os pido que grabéis muchas también de nuestras virtudes. Yo creo que...

[inaudible: hablando todos juntos]

Juani

Que lo hablemos internamente y no adelante de una cámara, digo yo.

Vicky

¿Es que tenemos que ocultar, tenemos que aparentar algo que no somos? ¿Eso es lo que tenemos que hacer? ¿Aparentar lo que no somos? Ahora, los votos.

Juani

Que se debata, pero en otro momento.

Gordillo

Bueno, vamos a ver.

Carmen

Yo quiero decir una cosa.

Gordillo

¡Sí!

Carmen: No sé si... Los votos que se hicieron en la asamblea, están guardao.

Gordillo

Pues, tráelo.

Carmen

Y yo tengo el recuento, lo tengo aquí si quieres.

Vicky

¿Y por qué no los han presentao cuando lo dije en el ayuntamiento? ¿Por qué no los han presentao?

Gordillo

Pues ¡tráetelo!

Carmen

Pero que si quieres verlo, te lo digo ahora mismo.

problème. Ça ne doit pas être un problème. Mais qu'il connaissent aussi nos qualités. Si ça c'est enregistré, filmez aussi nos qualités. Moi je crois que...

[inaudible : tout le monde parle en même temps]

Qu'on en parle en interne, et pas devant des caméras, je dis.

Est-ce qu'on doit occulter, on doit paraître ce qu'on n'est pas ? C'est qu'on doit faire ? paraître ce qu'on n'est pas ? Maintenant, les votes.

Qu'on en débata, mais à un autre moment.

Bon, on va voir...

Moi je veux dire quelque chose.

Oui !

Je ne sais pas si... Les votes qui ont été faits en assemblée, ils ont été gardés.

Ben amène-les !

Moi j'ai les comptes. Je les ai là, si tu veux.

Et pourquoi tu les as pas présentés quand je les demandés à la mairie ? Pourquoi tu les as pas présentés ?

Ben amène-les !

Mais si tu veux les voir, je te les dis maintenant !

Vicky

Si yo lo sé, los votos que ha habido lo sé, yo lo sé, yo lo sé...

Si moi je les sais, les votes qu'il y a eu. Moi je le sais !

Carmen

Espe 32 voto, Jarana 27 voto, Maricarmen 27 voto, Sergio 25 voto, Bigote 34, Sancho 21, Vicky 14, Manolito 14, Eduardo 12, Juan Liebre 11, Rocío Galera 11, Pedrito 9, Juana, 8, Pedrín 8, Capote 6, Willy 5, Rafi 5, Mariano Matarredonda 5, Dolores Eduardo 5

Espe : 32, Jarana 27 voto, Marie Carmen 27 voto, Sergio 25 voto, Bigote 34, Sancho 21, Vicky 14, Manolito 14, Eduardo 12 , Juan Liebre 11, Rocio Galera 11, Pedrito 9, Juana, 8, Pedrín 8, Capote 6, Willy 5, Rafi 5, Mariano Matarredonda 5, Dolores Eduardo 5,

Pedrín

¿Y dónde está el Vicky?

Et où est Vicky ?

Carmen

Quatorze.

Quatorze.

María

¿Pero dónde está? ¿No estaba en la lista?

Mais il est où ? Il était pas sur la liste ?

Carmen

Pero va tu hijo...bueno va tu hijo por joven a lo mejor, ¿no?

Mais ton fils y est... Ben il y va peut-être parce qu'il est jeune, non ?

Vicky

Bueno, vamos a ver.

Bon, voyons.

Pedrín

¿Pero dónde esta? ¿En la lista?

Mais il est où sur la liste ?

Vicky

Es que aquí no se me llama a una reunión. ¿Es que los salvapatrias tienen que decir si va mi hijo o voy yo? Es que a mí no se me llamó a la reunión. ¡Es que se me echó como si fuera un perro! Es que no se me llamó siquiera.

Ici, on m'appelle pas pour la réunion. Vous, les héros de la patrie, vous me dites si mon fils y est ou pas ? Moi on m'a pas appelé à la réunion. On m'a viré comme un chien ! On m'a même pas appelé !

Gordillo

Bueno, vamos a ver. Eso hay que buscar una solución. A ver cómo buscamos una solución al... ¡a ese tema!

Bon, on va voir. Il faut chercher une solution. À voir, comment on cherche une solution au... problème.

Vicky

No no, yo no quiero ser nada, eh?

Non, moi je veux rien pour moi, hein ?

Gordillo

No, hombre no. Que te puedas participar, como concejal ma.

Non, que tu puisses participer, comme conseiller supplémentaire.

Vicky

No, yo te dije a ti ayer que a mí en este proceso, se me ha echao y no participo en nada.

Non, je t'ai dit à toi qu'on m'a viré du processus et que je ne participe pas.

Gordillo

No, hombre ¡no!

Non, non !

Vicky

Yo lo único que me voy a hacer es dedicarme a reclamar cuando no cumpláis lo que prometáis. Se acabó la historia. Se acabó la historia. Se acabó la historia.

Moi, la seule chose que je vais faire, c'est de me dédier à réclamer, à réclamer quand vous ferez pas ce que vous avez promis.

Gordillo

No, ¡ya! Esto es siempre se puede pero yo creo que esto tiene que existir

Non, ben ça c'est toujours possible mais je crois que ça, ça doit...

Jorge

Eh, por los datos que la Carme ha dado, estoy viendo que [inaudible] vaya uno o vayan dos. Es lo que el pueblo ha elegido, no? ¡creo yo!

Eh d'après les infos que Carmen a données, je vois que [inaudible] que ce soit un ou deux. C'est ce que le village a choisi, non ? Je crois !

Gordillo

¿Esto qué es de la asamblea o de la encuesta?

Ça, c'est le résultat de l'assemblée ou des sondages ?

Carmen

De la asamblea, de la encuesta por lo meno de aquí pa tras, yo no sé si antes las encuestas siempre la has leído tú y y no han salido pública. Yo ya no...

De l'assemblée, des sondages au moins jusqu'ici. moi je sais pas, vu que les sondages tu les as toujours lus toi, et qu'ils sont pas sortis publiquement. Moi je ne suis plus...

Vicky

Es que me parece a mí muy mal eso de decir uno de una casa ni dos de una casa ni tres de una casa. Cuando se va a trabajar, van diez de una casa y no pasa na. Creo que si que si somos soberanos deberemos de acatar lo que la asamblea dice, ¿no?

Moi ça me paraît très mal, ce que tu dis d'un d'une maison ou deux d'une famille, et trois d'une famille. Quand on va travailler, y a dix personnes de la même famille, et il ne se passe rien. Si on est souverain, on doit obéir à ce que dit l'assemblée, non ?

Carmen

Hombre, lo que la asamblea dice tampoco no, porque...

Bon, ce que dit l'assemblée non plus, parce que...

Vicky

Ah no, ¿tampoco? Entonces, ¿a qué vengo yo aquí? ¿A qué vengo yo aquí? ¿A escuchar?

Ah non, non plus ? Alors qu'est-ce que je fais ici, moi ? Pourquoi je viens ici ? Pour écouter ?

Carmen

Vamos a ver, sí, ¡escúchame! No vamo a entrar en una casa ¿no? No! Que si dicen entrar a una casa porque es una casa [inaudible] tampoco vas a ir no?

Bon voyons, oui, écoute-moi ! Nous n'allons pas entrer dans une maison, non ? Non ! Si l'assemblée dit d'entrer dans une maison parce que c'est une maison [inaudible] tu ne vas pas

non plus y aller, non ?

Vicky

¿Por qué no? Si la asamblea lo decide, ¿por qué no?

Pourquoi pas ? Si l'assemblée le décide, pourquoi pas ?

Jorge

Que si la asamblea lo decide con poder soberano, entonces, ¿por qué no? Entonces, ¿qué qué estamos jugando aquí?

Si l'assemblée le décide dans son pouvoir souverain, alors, pourquoi pas ? Alors, à quoi on joue ici ?

Gordillo

Además del tema del Vicky, ¿hay algún caso ma?

En plus du cas de Vicky, est-ce qu'il y a d'autres cas ?

Pedrin

Vamos a ver.

Voyons.

Gordillo

Si no, hay que buscar un sistema para [inaudible] el caso este!

Sinon, il faut chercher une manière pour [inaudible] ce cas !

Pedrin

Escúchame, escúchame, que yo hablo otra vez. Yo no quiero hablar porque esto es un cargo familiar y a mí no me gusta hablar de los cargos familiares...

Écoute-moi, écoute-moi, que je parle encore une fois. Moi je ne veux pas parler parce que c'est une histoire de famille et moi j'aime pas parler des histoires de famille.

Vicky

No, habla!

Non, parle !

Pedrin

Yo sé lo que es perder a la familia y yo no quiero... Vamos a ver. Que interés tiene mi cuñado que yo lo he defendido ante y lo voy a defender, porque su postura es correcta y lo que está diciendo es correcto. Pero ¿qué interés tiene con ser concejal en Marinaleda? ¿Qué interés tiene?

Je sais ce que c'est de perdre la famille et je veux pas ça. Attends. Quel intérêt a mon beau frère, que j'ai défendu avant, et je vais le défendre parce que sa posture est correcte, et ce qu'il est en train de dire est correct. Mais quel intérêt il a à être conseiller à Marinaleda ? Quel intérêt ?

Vicky

Como bien dije yo el interés que tengo...

Je vais te dire quel est mon intérêt.

Pedrin

¿Qué interés?

Quel intérêt ?

Vicky

El único interés que tenía es el de ayuá. Nada ma. ¡Porque yo no iba a cobrar na! Él lo sabe que se lo dije dos veces en su casa.

Le seul intérêt que j'avais c'était d'aider. Rien de plus. Parce que moi j'allais pas être payé ! Et lui il le sait, je lui ai dit deux fois chez lui.

Gordillo
Tú puedes...

Pedrín
Escúchame !

Vicky
Párate un momento. Él sabe perfectamente que le dije dos veces en su casa que quería ser concejal, pa pararle los pies al mangan...al maleante que él tanto criticaba, que no había ni uno de los que tenían ustedes que le dijera ni esta boca es mía, y tú sabes que yo llegué a tu casa dos o tres veces irritao diciéndote "¿por qué permitimos esto"? Nada ma que eso. El último día que te ibas a Venezuela te dije en la puerta que no quería ser. Entonces tú lo sabía, que no quería ser. ¡Pero a mí lo que me ha caído malamente es de la manera tan guarra que lo han hecho! Eso es lo que me ha caído malamente. No otra cosa.

Pedrín
Y ahora van a entrar gente joven.

Gordillo
Pues hay que buscar una fórmula en la que tú formes parte del grupo de Acción, con el mismo nivel que de concejal.

Vicky
Mira, yo no quiero ser egoísta. Como no quiero ser egoísta, pues no puedo participar en este proceso. Porque yo para poder participar en este proceso, ¡no pueden estar la criaturas que han hecho esto conmigo! Entonces como eso no va a poder ser y yo no soy egoísta, pues ¡que participen ellos y yo me quedo fuera! Se acabo la historia. ¡Se acabo la historia!

Gordillo
No, tu puedes participar, con los mismos derechos y con los mismos deberes...

Vicky
No, no, no...

Gordillo
... con el mismo voz y con el mismo voto. En el grupo de Acción.

Gordillo
Tu peux...

Pedrín
Écoute-moi !

Arrête-toi, un moment. Lui, il sait parfaitement, je lui ai dit deux fois chez lui que je voulais être conseiller, pour mettre des bâtons dans les roues au... voyou qu'il critiquait tant, et il y en avait pas un d'entre vous qui se mouillait. Et toi, tu sais que je suis arrivé chez toi deux ou trois fois énervé en te disant "pourquoi est-ce qu'on permet ça" ? Rien de plus que ça. Le dernier jour avant ton départ au Vénézuéla je t'ai dit à la porte que je voulais pas le faire. Ça tu le savais que je ne voulais pas le faire. Mais moi ce que j'ai pas supporté, c'est la façon dégueulasse dont vous avez fait les choses !
Et pas autre chose.

Et maintenant ils vont mettre des jeunes.

Ben il faut trouver une solution pour que tu puisses faire partie du groupe Action, avec le même niveau qu'un conseiller.

Écoute, moi je veux pas être égoïste. Comme je veux pas être égoïste, je ne peux pas participer à ce processus. Parce que moi pour que je participe à ce processus, vous pouvez pas vous comporter comme les gamins qui ont fait ça avec moi. Et donc, comme ça va pas pouvoir se faire, parce que je suis pas égoïste, ben qu'eux participent et moi je reste en dehors ! Fin de l'histoire. Fin de l'histoire !

Non, tu peux participer avec les mêmes droits et les mêmes devoirs...

Non, non, non

Avec la même voix et le même vote. Dans le groupe Action.

Vicky

¿Yo, en el grupo de Acción? Eh, ¡tú qué te crees, que yo soy un niño chico al que se le da un caramelo? ¡Hombre, por Dio! ¡Cuidao hombre! ¡Hombre, por Dio! ¡Hombre, por Dio!

Gordillo

Yo, no sé, si hubiera alguna manera en la que pudieras entrar. Si la hubiera, ¡yo te la ofrezco! Si tú tienes mucho interés.

Vicky

Yo, ¡ninguno! Yo e la guarrá que se ha hecho. No interés, la guarrá que se ha hecho. Eso es lo único que me ha caído malamente. Que las cosas según las normas de este sindicato se hacen de otra manera. No como se ha hecho. Que luego proclamamos por ahí lo que semos y luego no semos lo que proclamamos.

Gordillo

No, si lo hacemos normalmente. La asamblea es la que decide, ¿no? ¿Vicky?

Vicky

Entonces ¿qué ha pasao?

Gordillo

Tampoco fue una, fue... se preguntó a la gente, ¿no? Que no fue una votación formal.

Vicky

¡A mí me preguntaron el primero! ¡A mí me preguntaron el primero y dije que sí! Lo único que pasa es que puse una serie de normas. Y eso se ve que no interesa. Porque yo dije que había que darle mi participación a la asamblea. Lo que estábamos haciendo allí en el ayuntamiento que se dijera aquí, que lo viera todo el mundo. No allí a escondida. Eso no ha interesao. Eso no ha interesao.

Gordillo

Yo estoy de acuerdo que la asamblea tiene que el [inaudible] de decisión del pueblo. Que todo se debe decidir en la asamblea. Yo estoy totalmente a ciento por ciento de acuerdo con esto.

Vicky

Yo, lo único que os deseo es suerte. Y a los nuevos que entran nuevecillos, que no sean

Moi, dans le groupe Action ? Ey, qu'est-ce que tu crois, toi ? Que je suis un enfant à qui on donne un bonbon ? Sérieusement [vocatif < litt. homme >] ! Fais attention, toi !

Moi, je sais pas, s'il y avait une façon qui permette de t'y faire entrer. S'il y en avait, je te la donnerais ! Si tu y vois un intérêt.

Pas du tout ! C'est la crasse qu'ils ont faite ! J'ai aucun intérêt, mais c'est la crasse qu'ils ont faite ! C'est la seule chose que j'ai pas supportée. Selon les normes de ce syndicat, les choses se font différemment. Pas comme ça a été fait. Et après on va proclamer ce qu'on est par là alors qu'après on n'est pas ce qu'on proclame.

Non, si on le fait. Normalement c'est l'assemblée qui décide, non ? Vicky ?

Alors qu'est-ce qui s'est passé ?

C'était pas non plus une... on a demandé aux gens, non ? C'était pas un vote officiel.

À moi ils m'ont demandé en premier ! Ils m'ont demandé en premier et j'ai dit oui ! Le truc c'est que moi j'ai posé une série de normes. Et on voit que ça intéresse pas. Parce que moi j'ai dit de donner une plus grande participation à l'assemblée. Que ce qui se dit maintenant à la mairie se dise ici, que tout le monde l'entende. Et pas là-bas, caché. Ça, ça intéresse pas, ça intéresse pas.

Moi je suis d'accord : l'assemblée doit avoir le [inaudible] de décision du village. Que tout doit se décider en assemblée. Moi je suis à 100% d'accord avec ça.

Moi tout ce que je vous souhaite c'est bonne chance. Et les nouveaux, les tout nouveaux qui

sumiso y no se conformen con las cosas. ¡Que reclamen! Nada ma. No tengo que decir mas na.

Gordillo

Bueno, yo voy a ver las posibilidades y mañana te llamo el próximo día que nos reunamos. A ver si hay alguna posibilidad de que tú puedas entrar.

Vicky

No, no. Yo, no te preocupes no voy a entrar de ninguna manera.

[inaudible]

Pedrín

¿Qué quiere más liar el trompo? Lo que teniais que haber hecho a ese hombre de Matarredonda, que le han tocao, a ese hombre de Matarredonda... que le han tocao que yo no sé cómo le ha tocao a ese hombre la CU! Yo no me lo explico. Él que es el responsable de la cooperativa de las juventudes de Marinaleda. ¿Cómo lo han rondao la CU? ¿Diciendo que se presente pa conseja? ¡Que me lo expliquen a mí! ¿Cómo han hecho eso? ¿Quién ha hecho eso?

Gordillo

Pedrín eso, siempre se ha buscao, siempre se ha hecho. La candidatura siempre se pregunta a gente que pueda estar entre dos aguas o que interesen por lo que sea. Siempre se ha planteao. Siempre se ha hecho así.

Vicky

Juan Manuel, eh, ¡mira, Juan Manuel ! Yo te voy a decir una cosa.

Gordillo

Sí.

Vicky

Aquí no hay mala acciones, lo que ha habido es un vacío de poder mu grande, y han aprovechado gente que tu crees que... [inaudible] Y eso es lo que se tiene que cortar....

entrent, ne soyez pas soumis et ne vous conformez pas aux choses. Réclamez. Rien de plus. J'ai rien de plus à dire.

Bon moi je vais voir quelles sont les possibilités et demain je t'appelle, on se réunit un autre jour pour voir s'il y a des possibilités que tu entres.

Non non, ne t'inquiète pas, je ne vais pas entrer de toute façon.

Tu veux encore créer de problèmes ? Ce que tu aurais du faire à cet homme de Matarredonda, qu'ils ont appelé, à cet homme de Matarredonda... qu'ils ont appelé, moi je ne sais pas comment la CUT fait appel à cet homme ! Moi je me l'explique pas. Celui qu'est responsable de la coopérative de la jeunesse de Marinaleda. Comment ça se fait que la CUT va le voir ? On lui demandant de se présenter pour être conseiller ? Moi il faut qu'on me l'explique ! Comment ils ont fait ça ? Qui a fait ça ?

Pedrín ça, ça s'est toujours cherché, ça s'est toujours fait. La candidature on la propose à des gens qui peuvent être entre deux eaux ou qui s'intéresse ou pour d'autres choses. On l'a toujours proposé. Ça s'est toujours fait comme ça.

Juan Manuel, hé écoute Juan Manuel ! Je vais te dire une chose.

Oui.

Ici il n'y a pas de mauvaises actions, ce qui s'est passé c'est qu'il y a eu un grand vide de pouvoir, il y a eu beaucoup de gens que tu crois que... [inaudible] qui en ont profité... Et ça c'est ce qui doit s'arrêter.

Gordillo

Vale, vale. Po ese tema creo que se puede solucionar.

Ok ok. Ben ce problème je crois peut se résoudre.

ANNEXE 3 - NPA 1

Réunion des comités du NPA-92 Sud Paris, le 14 février 2016, locaux de la librairie « La Brèche »

Midje : Qui veut présider l'A.G., prendre les inscrits ? Si y a besoin de prendre les inscrits, d'ailleurs. Moi je veux bien prendre le compte rendu. On avait prévu un premier point sur... le premier point, c'était un état des comités et un petit point trésorerie. Je propose de faire la trésorerie à la fin et j'sais pas, si on veut ... qui veut introduire pour son comité, l'état des lieux en ce moment ?

William : ben moi je veux bien dire un petit mot...

Midje : Clamart.

William : Ben... Clamart, ça a pas bougé, on est resté stable en effectif, on a milité c'matin, avec des copains que j'ai revus, là, qui sont en AG postiers, là, parce qu'y avait des problèmes à la poste, avec 4 suppressions d'emplois sur la poste de Clamart avec une réduction des horaires heu... d'ouverture, ce qui à terme induit la fermeture de c'bureau, quasiment. Sur le coin donc y a eu une inter' syndicale qui s'est montée avec un tract qu'a été diffusé c'matin. Une bonne participation de toutes les forces politiques de Clamart, comme d'habitude sur c'genre d'actions.

Yohann : C'est une grève au guichet, hein ?

William : Y avait grève, ouais.

Coleta : Forces politiques de gauche, hein... pas toutes les forces politiques heu... de Clamart

William : Ouais, ouais, enfin de gauche... PC, PS, le sénateur heu... qu'est passé c'matin, soutenir quand même heu... l'action. Y a une pétition qui circule qui a retenu... reçu déjà plus de 1000 signatures sur... sur heu... sur la ville. Donc voilà, y a une demande d'audience qui a été demandée au maire pour qu'il soutienne le maintien de... de ce bureau de poste qui fait suite déjà à la fermeture du centre de sécurité sociale l'année dernière. En fait, c'est la politique heu... habituelle qui s'applique. Ils ferment les services publics de proximité et y a forcément une réactivité assez forte de la population parce qu'ils sont attachés quand même à la poste, à la sécu, aux trucs comme ça. Donc ça a bien marché malgré la pluie et le froid de c'matin, y avait une vingtaine de militants mobilisée devant le marché, ça signait pas mal donc c'était heu... voilà. Ça c'était l'activité du jour, qu'on va poursuivre après puisque l'intersyndical a décidé de maintenir cette activité régulière sur le...sur le... sur le coin, quoi. Donc voilà, sinon comme d'habitude notre activité hebdomadaire sur le marché avec la vente des journaux, on a un p'tit lectorat maintenant assez fidèle, ouais heu... 6-7 journaux par diffusion, donc ça ça... ça tournicote tranquillement.

Midje : Tu... Meudon, qui veut... ?

Yohann : Meudon, ben je faire un point qui va... être très rapide, pour mettre les choses au clair. Pour le dire clairement, on a pas pu s réunir depuis le mois d'octobre, de fait on est plus assez nombreux à pouvoir tenir les réunions entre les problèmes personnels de chacun et tout, et pour le dire clairement, je ne sais pas si le comité va pouvoir durer au-delà du mois de mai, parce que... mois de mai-juin, parce que moi au mois de mai je déménage, Philippe aussi tu m'as dit que tu déménageais au mois de mai.

Philippe : Oui, je reviendrai en hiver, mais bon...

Yohann : Miguel heu... Miguel part habiter en Espagne,

Henri : Retour aux sources...

Yohann : Oui. Donc en fait, on a une copine potentiellement active, Coralie, qu'est malade, qu'est pas là aujourd'hui, mais heu... mais elle va pas pouvoir tenir un comité à elle toute seule. Heu... donc j'en ai déjà discuté avec en amont de la possibilité de... comme elle travaille à Paris, de la possibilité de de voir si on peut pas lui trouver un comité dans son arrondissement, mais... mais le comité de Meudon, pour être honnête on risque de devoir le dissoudre, faute de personnes pour pouvoir le tenir. Donc voilà, donc heu...là on a un camarade Fred qui est dans les Dom-Tom jusqu'à ce mois-ci, jusqu'en février, donc pour l'instant on peut pas s réunir donc... donc y a pas eu d'activité depuis plusieurs mois. Je p'eux rien vous dire de plus... Voilà.

[...]

Midje : Pour Bagneux, qui veut heu... faire un état des lieux ? Tu veux qu'je le fasse ou tu veux l'faire ?

Yohann : Alors bon, on continue à prendre des cotiz sur Meudon, je continue à les prendre hein.

Midje : Tu veux qu'je...

Jipi : Ouais s'tu veux, on complètera !

Midje : Ben nous à Bagneux, on est heu... jusqu'à récemment, c'était pas si mal, on arrive à s réunir. On est quand même régulièrement au marché, toujours, marché de Bagneux, on a également fait des diffusions de tracts notamment pour organiser une réunion publique... notamment pour organiser une réunion publique qui aura lieu jeudi prochain, sur la question de l'état d'urgence, la déchéance de nationalité. Donc heu... ben là, toute la semaine on a fait pas mal de dif' de tracts, là-dessus, c'est pas mal, on a collé aussi, y a pas si longtemps, et ça appelle d'ailleurs à c'qu'on refasse des collages, mais le problème qu'on a, c'est que... on a eu un clash récemment, avec deux camarades heu... à propos du service d'ordre, et heu... et bon ça on... on comment dire, c'est en court de résolution, en tout cas avec la heu... comment on l'appelle... le comité technique, on va s réunir, pour faire une réunion de conciliation, mais donc heu... on vous en dira plus quand heu... quand l'affaire sera plus claire et résolue, mais on heu... voilà, on a eu un p'tit clash là-dessus mais sinon c'est vrai que ben le voilà...

Jipi : C'est pas un petit clash

Yohann : T'es peut-être pas obligé de lancer une discussion là-dessus par contre.

Alain : Oui, je sais... mais c'est pas un p'tit clash.

Midje : Donc voilà... Alors sur la question du comité Bagneux, ça permet d'enchaîner sur la trésorerie.

[...]

Henri : Comme autres points d'ordre du jour, qu'est-ce qui y a là ?

Midje : Là, y a situation politique heu actuelle en France, à moins que vous préféreriez faire, à moins que vous préféreriez démarrer par les questions heu... relatives à l'interne donc heu aux futures A.G. électives.

William : On va finir par ça.

Midje : Donc ben, je sais pas, tu voulais introduire Yohann, le point sur la situation politique ?

Yohann : Faut voir combien de temps on se donne. Là il est 16h...

Midje : Une heure ouais, on essaye de s'en tenir à une heure ? Tu veux combien en introduction ?

Yohann : 10 à 15 minutes. J'ai pas préparé mais ça va être... mais j'aurais dû...

[rires]

Yohann : Heu... la situation politique actuelle, comme vous avez remarqué, elle a été marquée par heu... je sais pas, la dernière fois qu'on a fait une AG, c'était quand ? Est-ce que vous vous rappelez la date ou pas ?

Henri : C'était l'année dernière.

Yohann : [rires] L'année dernière, ouais.

Midje : C'était pas fin novembre ?

Yohann : On a pas eu d'AG depuis le nouveau cycle ouvert par les attentats ?

Midje : 13 novembre ? Si, si, si, je crois qu'y a eu une AG depuis le 13 novembre...

Alain : Au mois de novembre, oui, oui c'est possible, mais t'étais pas là.

Midje : Oui, voilà, c'est ça.

Yohann : Ok. Heu... j'parle de nouveau cycle parce que c'est...enfin... oui et non, c'est un terme un peu exagéré mais heu la période, là, elle est marquée par le tournant heu... j'dirais définitif du parti socialiste vers heu... le nouveau conservatisme et le libéralisme pur et dur. Pas uniquement au plan économique, mais en gros ils ont profité des attentats, pour - j'avais pas revenir sur la caractéristique de ces attentats, on est tous d'accord dessus, il m'semble - ils ont profité de la terreur causée par les attentats, du choc profond que ça a causé, enfin du choc qui, à mon avis, existe encore pour heu... pouvoir faire passer, en force, heu... des propositions sécuritaires qu'ils avaient certainement dans leurs cartons déjà avant. Ils devaient sûrement les idées avant, en tout cas au moins une partie, partiellement, ou une vision globale mais heu... c'est comme toujours, il faut toujours un prétexte idéal pour faire passer ce genre de choses. Un peu comme heu... comme heu... comme Bush qui avait déjà l'idée d'envahir l'Irak avant les attentats du 11 septembre. C'était déjà dans les cartons, ils avaient le plan et tout, sauf qu'il leur fallait un prétexte idéal, bon ben notre 11 septembre à nous il est arrivé - toute proportion gardée, mais voilà - donc tournant ultra sécuritaire ultra droitier du PS, qui était déjà pas très gauchiste, il faut le dire. Alors là, mise en place de l'état d'urgence pendant trois mois sans aucun garde-fou, des milliers de perquisitions avec des flics déchaînés, interdiction des manifs, heu... un discours ultra réac de Valls, heu... jusqu'au point où le Front National, pour la première fois, s'est félicité des mesures d'un gouvernement du PS et les a votées au parlement. C'est un truc qu'on avait jamais vu avant, c'est-à-dire que même les mesures craignos du PS avant le FN s'y opposait parce que ça allait pas assez loin. Là, le FN a dit « putain, vous nous reprenez notre programme, vous êtes trop bien », donc heu... pour moi ça, ça marque le passage définitif avec armes et bagages enfin surtout avec armes, du PS, du côté de... des organisations avec lesquelles on n'a plus rien à faire, plus rien à discuter, plus rien à négocier, rien, quoi que ce soit. Pour moi, c'est une organisation néoconservatrice et de droite au même titre que l'UMP, qui peut éventuellement représenter une aile différente de la bourgeoisie, et encore, franchement même ça c'est discutable. Donc on se retrouve, à mon avis, dans une situation à l'américaine avec un bipartisme, heu... avec un bipartisme complet avec deux organisations réactionnaires qui se partagent le pouvoir, mais la différence des États-Unis, c'est que nous, on a aussi une organisation fasciste d'extrême droite qu'est en embuscade. Heu... et qui a su profiter partiellement des attentats pour engranger un certain nombre de voix aux élections régionales, même si heu... son score était déjà en partie annoncé, je sais pas si heu... vous vous rappelez les sondages avant les attentats. Depuis l'année dernière, on savait déjà que le FN allait faire un très gros score, donc je ne sais pas dans quelle mesure les attentats, en terme de nombre

de points électoraux, combien ça leur en a fait gagner, je sais pas si on peut le mesurer, à mon avis c'est compliqué mais heu... ils en ont en tout cas en partie profité, mais surtout ils en ont ... ils ont profité pleinement de l'abstention, qui était gigantesque, au premier tour, heu... du style heu... c'était combien, plus de 50 % ?

Midje : Non, non, moins de 50 %...

Yohann : De quoi ? L'abstention, elle était à 50% au premier tour.

Midje : Pas... pas plus de 50%, elle était pas si grosse que ça, hein.

Yohann : 50%, ouais.

Alain : C'est beaucoup !

François : Disons moins que les élections nationales précédentes.

Yohann : 50%, en région parisienne, jusqu'à 60% d'abstention, 70% dans les quartiers populaires et chez les jeunes, heu... donc le FN mord partiellement dans les classes populaires, mais partiellement, c'est-à-dire que ils profitent avant tout du fait que la gauche en tant que heu... ce qu'on appelle la gauche, c'est-à-dire enfin ce qu'on appelle historiquement la gauche, c'est-à-dire comme courant progressiste qui pourrait reprendre des aspirations progressistes et les amener au pouvoir et les faire passer, la gauche n'existe plus dans ce pays. Elle n'existe plus. En tant qu'alternative de pouvoir crédible, organisation de masse ou quoi que ce soit, si on considère que le PS n'en fait plus partie, heu... le Front de Gauche et le PC ne sont plus des candidats au pouvoir non plus. Nous, on est tout petit, heu on se retrouve dans cette situation-là c'est-à-dire qu'y a un vide politique complet, duquel le FN tire une grande partie de son succès, voilà. Tire une grande partie de son succès par défaut, heu... plus que, par exemple, la présence de milice fasciste dans les rues ou sa force militante. C'est une machine électorale, le Front National. Ils ont peu de militants mais par contre ils engrangent des points, ils engrangent des points aux élections, beaucoup. Et on s retrouve dans une situation où les opprimés, les exploités, les pauvres, les gens des quartiers, ils n'ont plus aucune représentation politique. Y a un vide, total. Tout est à reconstruire de A à Z. C'est ça qui est le plus difficile, parce que quand il faut reconstruire de A à Z on sait pas d'où il faut partir, on sait pas comment faire, heu... on sait pas comment par quel biais enclencher des mobilisations, heu... parce que... on a réussi là, pendant la période de l'état d'urgence. Là, le NPA a été courageux,

Philippe : Ouais.

Yohann : à tenir tête tenir tête au gouvernement, a pas cédé. Alors ça nous a valu, par exemple, 150 gardes à vue à la fin d'une manif, heu... mais, par exemple, ça nous a aussi permis d'engranger des réseaux autour de nous, avec heu... des intellectuels, des juristes, certains militants de base du Front de Gauche, certains syndicalistes, des militants associatifs, des militants contre l'islamophobie, des militants contre la répression, des jeunes. On a réussi, depuis le mois de novembre, à développer un certain nombre d'initiatives en engrangeant des réseaux à la base, comme ça. Ça, pour ça, c'est intéressant. Mais ça permet pas de développer des mobilisations d'une ampleur... d'une ampleur comme on voudrait, on arrive pas pour l'instant à franchir un vrai cap. La difficulté elle est là, quoi, c'est une période de vide. Moi, j'ai pas les réponses, personnellement, je sais absolument pas comment on pourrait faire pour heu... pour... sachant que les périodes de vide se rompent aussi des fois avec une part de spontanéisme d'la part des ouvriers, des jeunes et tout. Il peut y avoir des mobilisations qui... qui ne dépendent pas de nous mais c'est compliqué. C'est compliqué parce que on sait pas quand est-ce que peut arriver, on sait pas de quelle manière. Bon, prenons un exemple phare, le 15 Mai 2011 en Espagne. C'est pas complètement spontané, c'était issu de mobilisations de précaires de mobilisations de réseaux sur les facs et tout mais, mais c'était quand même une explosion qu'était pas prévue. Le problème c'est que... en Espagne, avant ça, ils sont passés par 30 ans de désert de mobilisation, sans rien, sans grève, sans rien, 30 ans ! Vous imaginez bien qu'on a pas envie de jouer dans cette situation et attendre 30 ans avant heu... la prochaine grève générale, quoi. Sinon, on est quand même dans la merde. Toute la

difficulté elle est là, arriver à reconstruire une représentation politique des opprimés et des pauvres, des exploités, en partant de rien. Heu... et c'est une question qu'est ouverte parce que moi j'ai pas la réponse, je sais pas exactement comment on peut faire mais heu... en tout cas c'est de ça qui faut partir, c'est de ce constat. Comment dire, il... ça serait aussi possible, enfin ce qui s'est aussi passé en Espagne notamment, c'est qui a eu un moment donné dans les rup... dans les têtes, y a eu une rupture c'est-à-dire que en France on est encore pas mal dépendant, même si c'est en train de.... de l'idée que le PS c'est un parti de gauche et que, quand même, ils sont encore un petit peu de notre côté. Bon. Notamment dans les réseaux militants. Dans nos organisations, on est encore un peu sur cette idée-là, et rompre avec ce schéma-là, rompre avec l'idée qu'on aurait quelque chose en commun notamment avec le parti socialiste, ça pourrait nous aider, c'est-à-dire qu'on n'aurait plus à attendre des signes de leur part, ou des bonnes lois de leur part ou quoi que ce soit, ça nous permettrait en partie de nous libérer. Mais ça donne pas la réponse à tout, et ça nous... nous permet pas de savoir comment est-ce qu'on pourrait mobiliser plus largement notre classe. Voilà la situation de laquelle on part. Puis y a, en plus, toutes les questions qui se posent, enfin... ça, c'est sur la question de la répression de l'état d'urgence, mais c'est aussi... ça leur a permis aussi de continuer à mener une offensive libérale, sur la question de la réforme du code du travail, sur ce qu'ils veulent faire passer en force à Notre-Dame-des-Landes, notamment, heu sur... enfin tous ces trucs-là, quoi. Voilà de quoi on part, donc je vais vous laisser la parole et puis j'pense qu'on va pouvoir discuter.

Midje : Tu prends les inscrits, William ?

William : Yes.

Midje : Alain Alain. Henri. Qui commence ? Combien de temps on s'donne ? On essaye de pas dépasser les 3 minutes ?

Alain : Alors. Moi, je pense que... je sais pas. Enfin, c'est juste pour rappeler un mot, c'est pas de moi, c'est... on est un peu comme aux États-Unis en effet, ça rappelle le 11 septembre, ça rappelle le Patriot Act. Même si c'est pas tout à fait pareil, on a pas encore de Guantánamo, pour l'instant je crois pas. C'est un peu ça, et c'est un peu la stratégie du choc qui a été employée aux États-Unis, bon ben a plusieurs reprises, et employée ailleurs hein, d'ailleurs, bon. Mais je pense, quand même... moi, je crois que le temps passant, y a des réactions positives, cette fois, pas des positions négatives, où y a quand même des réactions par rapport à l'état d'urgence, où des tas d'associations, des avocats, la Ligue des droits de l'Homme, même si c'est pas tout à fait notre truc, heu... plein plein plein d'associations, heu... d'organisations aussi qui commencent à se remuer en disant « là, c'est plus possible. C'est trop loin là. Ça va trop loin sur l'état d'urgence » hein, bon y compris chez les personnes qu'on peut contacter à travers les distributions de tracts, les discussions comme ça, un peu informelles. Donc ça c'est déjà bien. Y compris les réactions, faut pas l'oublier quand même, de syndicats. La CGT, elle a une réaction, qui est quand même heu.. pas mal. Pas mal. Moi je trouve que c'est quand même bien pour un syndicat de ce type, tel qu'il est aujourd'hui. En tout cas c'est mieux que ce qu'il était y a peu de temps. Y a un changement à la CGT, je crois. Voilà. Y a ça, y a aussi qu'on est dans une situation où, même si c'est pas nouveau, mais la guerre est déclarée. Ça, c'est quelque chose d'important et là, c'est moins... là, je suis pas sûr qu'y ait autant de gens qui soient en désaccord. Malheureusement, parce qu'ils justifient : « oui les terroristes de Daesh, faut les anéantir » et tout ce qu'on veut, voilà. Là, même en distribuant des tracts, pareil, discussions... c'est moins évident que l'état d'urgence lui-même. Bon après, y a du boulot quoi, bon je vais pas trop... J'voulais dire un truc, j'men rappelle plus. Ah oui, je pense ce que tu dis quelque part, qu'on est quand même... ce que tu dis, quelque part je sais pas si c'est... une droitisation oui, ça, c'est une droitisation, ça c'est certain, du pouvoir. Du PS et du pouvoir. Et du coup, qu'est-ce que je voulais dire ? Merde je sais plus. J'ai perdu mon truc. Oui, on n'est plus dans la même période. Je pense qu'il faut qu'on parte de là. On est plus dans heu... y a un an, y a deux ans, y a trois ans, 5 ans où on pouvait être en désaccord sur Sarko, désaccord très important hein, ou sur le PS, là je pense que là on est dans un changement de l'État, je pense que c'est ça qui... qui.... se passe. C'est plus l'État qu'on a connu y a quelque temps, on va vers un état fort, très fort, voilà, qui se rapproche de l'état fort que souhaite Le Pen, d'ailleurs. Enfin, on le sait, enfin, tu l'as dit aussi, voilà. Y a d'autres éléments, c'est la débandade, tu l'as dit mais... par exemple les verts, ce qui vient de se passer, là c'est... je sais pas

comment qualifier ça, mais c'est ahurissant, Placé ne m'a pas étonné, mais les autres heu... même si ça a jamais été des supers amis de gauche... là encore, la politique elle en prend un coup hein, par rapport aux personnes. C'est quoi la politique, c'est ça ? « ouais, Hollande pourri », trois jours après heu... j'arrive au cabinet de machin, enfin au cabinet enfin aux cabinets... Ils feraient bien d'y passer, avec une chasse-d'eau. Franchement. Et on rajoute une couche, c'est la candidature de Mélenchon. Alors lui, il fait assez mal, quand même hein, son Parti de Gauche, que dalle, Ensemble, que dalle. Enfin il avait un ego mais là il a... il a péti son ego là. Enfin voilà bon, c'est tout, alors après ça se complique, nous ben t'as dit. Moi je pense qu'on a un problème, nous, à la fois on a peut-être pas une stratégie adéquate, sûrement, et on a un problème je pense très très grave qui nous paralyse total de direction. Ça, ouais c'est un vrai problème.

Coleta : Non heu c'était pour revenir...

Alain : J'vais finir ma clope. Je t'écoute, hein.

Coleta : heu... sur le fait que la gauche aurait sauté sur l'occasion pour heu... durcir le pouvoir. Je suis pas très en accord avec ça. Moi, je pense plutôt que... ouais que Hollande a sauté oui là-dessus, mais c'est pas le PS qui a sauté dessus. C'est Hollande qui a sauté dessus pour sa réélection, pour faire voir qu'il était le sauveur du peuple, le garant des institutions, le garant de la protection du peuple, et je crois qu'il a sauté là-dessus mais je pense pas qu'il y a une inflexion pour durcir heu... du moins, sur la gauche. Mais c'est vrai qu'à droite ils en ont profité. Puisqu'il leur tendait la main, ils l'ont prise. Heu... voilà, mais je pense pas qu'on aille sur un état fort. Alors peut-être que la droite revenant au pouvoir y s' servira peut-être des votes qui vont peut-être avoir lieu bientôt et que ils s'en serviront peut-être mais bon, on verra. Quant au vide que nous on subirait, c'est l'entière des partis qui subissent le vide, en France. Que ce soit le PS, le PC, les différents groupes d'extrême gauche, heu Lutte Ouvrière, [mot inaudible], etc. Et même à droite, y a un vide parce qu'aujourd'hui les gens ne font plus plus confiance à... dans les hommes politiques. Aujourd'hui on voit bien, ben c'est... c'est « tous pourris ». Le seul parti, aujourd'hui, qui gagne un petit peu en confiance, c'est malheureux hein, mais ben c'est le Front National. Parce que le Front National, il titille le peuple sur ses mauvais penchants, disons. Et ça, ça marche ! Ça marche bien mais aujourd'hui tous les partis sont dans un vide complet. Regardez le PS : où il va ? On en sait rien. Les verts, ils viennent d'exploser. Ils étaient déjà mal mais là ils ont explosé. Mélenchon il va se présenter tout seul, même j'pense que le PC il suivra même pas,

Midje : Non !

Coleta : [rires] donc heu... voilà. Aujourd'hui, les gens ne font plus aucune confiance parce que les trahisons, quand même, elles ont été grosses depuis déjà quelques années, enfin, depuis l'arrivée d'Hollande au pouvoir, ça a été encore plus gros. Avec toutes les promesses qu'il a faites, avec la finance, c'était son ennemi et tout et on a vu ce que ça a donné quoi. Bon, voilà. Bon, les gens, aussi ils sont pas... c'est pas des idiots. Ils ont bien vu qu'on les a trompés, et qu'on les re-trompe à chaque fois, que ce soit sur le chômage que ce soit sur un tas de trucs... Les gens ne savent plus vers quoi se tourner et les... c'est pas les petits groupes d'extrême gauche. En plus... en plus, les thèmes du FN, ben les gens ils y sont très sensibles, à ces thèmes-là. Contrairement à nous, qui essayons de ramer en sens inverse. C'est beaucoup plus dur de ramer en sens inverse que d'aller bon... dans le sens du Front National, parce que... Ben pourquoi ? Ben, les gens ils voient des gens venir devant chez eux... c'est vrai que quand tu habites à Calais et que tu as des gens qui meurent de faim et qui essayent de chaparder chez toi heu quelques trucs et ben... bon, t'aimes pas ça, quoi. Mais bon, eux ils en remettent la faute aux immigrés mais bon... voilà, c'est facile pour l'extrême droite de jouer sur ça. C'est très facile et ça marche très bien. On le voit. Et moi, ben je sais pas comment, aujourd'hui, redonner confiance aux gens dans la politique, dans les hommes politiques. Ça va être difficile, ça va être très, très difficile.

Henri : Oui. Oui. Alors, le constat que tu fais, je pense que ça correspond fort bien à ce que j'ressens moi aussi, dans mon activité militante. Je suis retraité depuis plus de trente ans, hein,

William : arrête !

Henri : hein vous imaginez, mais je fréquente quand même toujours heu le monde de Billancourt une fois par semaine, une journée par semaine, et j'ai l'occasion d'être contacté par les différentes organisations. Alors, sur ce terrain là - puisque tu en as parlé - nous avons reçu un appel de solidarité il y a quelques années, qui regroupe toute les organisations, politiques, syndicales, associatives, et tutti quanti et nous nous r'trouvons sur trois permanences à Bagneux, Billancourt et Sèvres. Au total, on doit bien être une douzaine seulement à avoir le contact avec les immigrés pour constituer les dossiers. Alors, j'veux dire y a les sans papiers, mais y aussi tous les problèmes d'ordre social, hein. En ce moment, y en a un qui est à 130 € par mois de retraite complémentaire, et depuis 4 mois je suis en bagarre avec la Sécurité sociale pour lui obtenir au moins sa retraite Sécurité sociale, qui sera peut-être de 200 euros à tout casser, et ben la Sécurité sociale me répond « il est en situation irrégulière ». Et il a 75 ans. Enfin, vous voyez, c'est une sauvagerie, je dirais, qui est vraiment absolument inacceptable. Quand on est confronté à tous ces problèmes qu'on est contraint de résoudre chaque semaine. Et le délabrement... je dis « délabrement », c'est peut-être un mot un peu fort, m'enfin j'étais cette semaine à la manifestation devant l'Assemblée nationale, au moment où se débattait au parlement la discussion sur la prolongation de l'état d'urgence, on était 300-400. Les grandes organisations étaient en pointillés, et puis ceux qu'ont pris la parole c'était Jean-Claude Amara, comme il m'a dit « écoute, j'ai 70 ans, j'ai pris la parole » et c'était de loin le plus combatif

Alain : Il est de quelle organisation ?

Henri : Je sais pas...

Jipi : Je crois qu'il est au DAL.

Henri : Je sais pas, je le connais depuis une dizaine d'années, quand on occupait heu... quand y avait les africains on a pendant 8 jours occupé le trottoir au pont de Billancourt et lui il était v'nu avec le gars qui dirige le Droits devant !!, ils ont fait, on les a fait introduire... 'fin c'est là qu'ils ont commencé leur vie militante, hein, c'est-à-dire le problème des logements, les gens étaient expulsés, nous on a dit « pas question », on a monté des tentes etc. et c'est depuis ce temps-là que heu... il a évolué, bien sûr celui qui le représente, il a des liens privilégiés avec le heu... je sais pas, là, ce vieillard, ancien député qui doit être mort, maintenant. Mais ça lui donne un p'tit... label ça lui permet de... de continuer à occuper, pour faire des dossiers, la place de la République, hein dans lequel ils occupent un p'tit coin. Bon, un autre exemple : il y a eu le jour du patrimoine, à l'île Seguin, heu... ce qu'on appelle la présentation des usines Renault avec tous les autres problèmes, bon. Le gars qui s'en occupe, de chez Renault, il passe un coup de fil, il me dit « bon, tu veux pas venir me donner un coup de main avec Clara, dans l'île, dimanche ? ». Je lui dis « ah bon, pourquoi, t'as pas de militants ? », il me dit « j'ai envoyé 50 lettres à des militants, CGT-PC - j'allais dire "le cœur" - y en a pas un seul qui m'a répondu ». Donc ce qui fait qu'on était là. C'est pour dire le... pour moi, c'est l'image d'un délabrement d'un mouvement. Dans toutes les manifestations, la moyenne d'âge elle est quand même relativement élevée, hein. J'parle pas pour moi qui fais augmenter la moyenne, mais j'veux dire, je cherche désespérément les jeunes, hein, et c'est au compte-goutte, là ! Devant l'Assemblée nationale y avait 3 - 4 jeunes qui étaient les plus dynamiques, qui gueulaient avec une pancarte. Je leur ai dit « chapeau ! » et le reste c'était y compris des immigrés qui tenaient des drapeaux, du foyer de Billancourt, je leur dis « qu'est-ce que vous faites là ? ». 'Fin voilà, c'est un climat moi, je crois - ce que tu disais tout-à-l'heure - je le perçois comme tel. D'autre part - je termine - depuis la sortie de notre bouquin avec Clara, on a été invité dans différentes librairies, jusqu'à Lyon, et on... j'ai r'trouvé des vieux militants des usines Renault, on s'est pas vu depuis 45 ans, tu vois, et j'ai été frappé quand même de voir la faiblesse, disons, de la participation. Les seuls points positifs, j'ai reçu de Kabylie un copain de Tunisie qu'est arrivé : « tu viens à la maison ». Enfin, ça me paraît des reliquats de luttes passées, n'est-ce pas, qui me semblent difficiles de percevoir. Alors, je signale, quand même, hein, parce que c'est un chiffre que j'ai en tête encore à l'heure actuelle, heu... il y a trente ans les dividendes représentaient 7 % de la masse salariale en France. La dernière année, elle représente 45 %. C'est-à-dire, c'est colossal, le renversement qui s'fait au détriment d'un écrasement de la classe ouvrière. Alors, pour Calais, puisque vous en ai parlé de Calais, j'veux dire que ces gens-là ne veulent pas d'mander l'asile en France. Parce que ils n'ont des attaches qu'en Angleterre, famille etc.

donc l'assurance d'un logement et de pouvoir bouffer. Et les accords de Schengen obligent le présent en France à demander son asile dans le pays où il s'introduit. Et comme ils le refusent, ils veulent pas être régularisés en France, ils veulent être régularisés en Angleterre, auprès de la famille. Enfin vous voyez c'est pourquoi le [*mot inaudible*] des migrants représente un poids considérable dans la situation politique. Vous voyez comment en Angleterre, enfin et surtout en Allemagne par exemple, la marche-arrière de Merkel, sur l'accueil, et en France, c'est grotesque. À Billancourt, dans un local des PTT - je dis ça pour toi - au-dessus de la poste de Boulogne Billancourt, y a un immeuble, ils accueillent 126 immigrés qui viennent d'Afghanistan, Somalie, etc, voilà. Et là cette semaine j'ai rencontré un mauritanien, je l'ai conduit dans l'immeuble, j'l'ai présenté au directeur en disant, « il a un permis de passage par la Grèce, et maintenant il faut faire en sorte que... ». Alors qui s'occupe de ça ? Ben, le gars qui s'en occupe, c'est, le pouvoir. Ils ont, comme ça réquisitionné un immeuble, nommé un responsable qui vient d'une organisation associative, et on a là-dedans Logisti, France terre d'asile etc., qui sont des organisations caritatives qualifiées, n'est-ce pas, qui sont heu... les moteurs de cela mais avec donc, un budget. Donc moi, la dernière fois, je leur ai dit « merde avec votre budget, vous pouvez bouffer pour 2 euros au foyer de la place nationale ». « Ah bon ? ». Ils m'ont dit « c'est formidable ». « Allez-y, vous verrez au moins la réalité des autres immigrations ». Bon, s'cusez moi hein...

Midje : À moi ?

Yohann : Ouais.

Midje : Je veux dire plusieurs choses un peu en vrac hein, pour répondre un peu à ce qui a été dit, et donner des éléments. Bon, déjà, sur la manif dont tu parlais de jeudi dernier, contre l'état d'urgence, bon, faut relativiser cette échéance parce que bon... ben moi, par exemple, je travaillais et y a pas eu d'appel à la grève de la part des syndicats, donc pour un salarié ou un fonctionnaire, c'était impossible d'y aller à moins de poser un jour de vacances, effectivement. Et donc y avait pas d'organisation sérieuse, donc c'est pas étonnant qui y ait que les heu... que les gens retraités etc. qui soient allés là-bas. Ça, ça, m'étonne pas. Par contre, la dernière manif de... la première manif contre l'état d'urgence, le samedi, là...

Henri : samedi sous la pluie ?

Midje : ouais samedi sous la pluie. Là, ouais, c'était largement insuffisant encore, bien sûr, mais c'était une bonne surprise, relativement.

William : Y avait du monde !

Henri : C'était une bonne surprise.

Midje : Et y a avait quelques jeunes quand même. Y avait quelques cortèges un peu plus jeunes, et vu le temps pourri qu'y avait heu... ben... c'était encore plus une bonne surprise ! Donc voilà, c'est vrai ce que tu disais Alain, sur l'état d'urgence heu... moi je m'attendais, quand on a commencé à diférer les tracts « contre », je m'attendais à ce qu'on se prenne quelques insultes quand même, voire même... qu'on se fasse... pas taper mais qui y ait des gens assez énervés, et en fait heu... y a peu de gens qui nous balancent à la gueule heu... « c'est bien l'état d'urgence » heu... « faut continuer, faut serrer les boulons » donc heu... j'crois qu'à-dessus, les gens s'interrogent quand même. C'est pas juste nous qui sommes dans un délire positif, mais je pense que les gens sont... ils comprennent que ben... c'est un coup politique d'Hollande, comme ça a été dit aussi, pour essayer de désespérer de faire un... ben dans le cynisme... dernière stratégie ultra cynique, de dire « on va pousser à droite toute pour faire en sorte que le FN bouffent les Républicains et que nous, par miracle on soit au second tour de la présidentielle, pour se poser en ultime recours contre le FN et donc passer *in extremis* contre le FN, en tant que bouclier ». Voilà, je crois que c'est ça, leur dernière stratégie. C'qui finira en fiasco total, parce que je pense que le PS se f'ra laminer dès le premier tour quoi qu'il arrive, mais bon... si c'est le choix d'Hollande c'est vraiment qu'il a choisi le cynisme pur et dur, quoi. Et les gens, voilà, les gens sentent ça et les gens sentent aussi que l'état d'urgence, heu... ben c'est grotesque dans le sens qu'au niveau de l'organisation on peut pas mettre des vigiles partout ! Moi, dans mon centre universitaire, ben... l'état d'urgence, on a

eu des vigiles qui ont contrôlé les sacs - et encore, contrôlé les sacs... pour faire passer une arme, c'était facile hein, et heu... - pendant deux semaines, et deux semaines après, comme ça coûtait quand même 40 000 € par semaine à l'université - les universités qui sont étranglées par les politiques de rigueur budgétaires qu'inflige l'état, qui inflige aussi l'état d'urgence... et ben le président de l'université, il a dit, au bout de deux semaines, « plus de vigile ». Donc là, y a état d'urgence reconduit, dans mon centre universitaire on rentre comme dans un moulin, sans aucun contrôle ! Donc c'est grotesque ! C'est grotesque, et les gens savent que... que voilà, c'est de l'argent jeté par les fenêtres heu... et que l'efficacité de ce truc-là, c'est pas sérieux, quoi ! Donc y avait ça, et puis je voulais dire, en vrac aussi, voilà, ben... ce qu'on a dit, ce qu'on constate de plus en plus, mais à ce moment-là, il faut vraiment qu'on arrête d'utiliser ces mots, nous-mêmes, je veux dire. « Gauche-droite », « droitisé », « gauchisé », non ! Si on prend conscience qu'effectivement la gauche, en terme de groupe uni avec des références communes, n'existe plus, ben... arrêtons de parler de gauche et de droite ! Parlons de heu... des partis qui se sont rangés du côté du système capitaliste actuel, c'est-à-dire libéral, heu 'fin capitaliste tout court et parlons de ceux qui veulent soit le... on va dire le... - j'arrive pas à trouver le mot - le policer un peu, lui mettre quelques barrières, voire le détruire complètement !

Henri : l'humaniser ?

Midje : Voilà, ceux qui veulent l'humaniser ou ceux qui veulent le remplacer complètement. Voyons par ce spectre-là ! Alors, voir par ce spectre-là, ça veut dire qu'effectivement, on commence... ça concerne heu... ouais, 15% des gens, aujourd'hui, en terme de vote. Le système, au niveau des partis, a capté à lui les 3/4 des voix. Bon, ben voilà, j'veux dire, pour parler aux gens, pour être clair, parlons avec des nouveaux clivages, parce que l'histoire de la primaire à gauche, par exemple. L'argument du PS, pour justifier cette primaire, c'est justement d'expliquer que, y a encore une famille commune, que y a encore une famille, que... en gros y a des gros désaccords mais on est quand même globalement aptes à appeler à se retrouver tous ensemble au final, même si on a des désaccords, c'est ça l'idée qui y a derrière cette primaire de merde. Et où le PS dit « mais, finalement si, venez tout le monde, les écologistes, le Front de gauche, voire même l'extrême gauche »

Yohann : Non, ils nous invitent pas.

Midje : 'fin y nous invite pas parce que bon... ils ont vu que c'était compliqué. Mais c'est ça l'idée qu'y a derrière, et que le PC... Si le PC accepte d'aller dans cette primaire, le PC entretiendra cette idée que d'accord, on a des gros désaccords mais ben... on est quand même de la même famille, grosso modo ! Donc on peut se présenter derrière un candidat PS au premier tour et participer à un processus comme ça. Moi je pense là, quand on parle aux gens, faut être clair et leur dire : « non, *gauche-droite*, faut arrêter de parler de ça, y a le bloc qui est derrière le système et qui veut l'approfondir qui l'a intégré et qui considère que c'est la seule voie possible, y a le bloc qui veut le durcir, ou le rendre encore plus inhumain, et puis y a un bloc qui veut une autre société, un autre monde, et ça, c'est nous ! C'est pas la gauche, c'est autre chose ». Bon, heu... que dire de plus, sinon que effectivement heu... Bon, Mélenchon avec son initiative personnelle... qu'on connaissait, mais qu'il a quand même porté dans une logique

Henri : personnelles, mais appuyées par le parti de gauche.

Midje : jusqu'au-boutiste, oui.

Yohann : Il a même pas demandé l'avis au Parti !

Henri : ça fait rien, moi j'ai vu que le secrétaire général du Parti de Gauche, dans l'Humanité ce matin, n'est-ce pas...

Yohann : a posteriori, alors.

Henri : ...appuie la démarche de Mélenchon

Midje : Non mais le parti de gauche, ça a été créé par Mélenchon donc c'est pas étonnant. Mais ils sont quand même... ils ont une espèce de culte de la personnalité à fond,

Henri : c'est une opération [*inaudible*]

Midje : donc ils sont derrière lui. Mais là j'veux dire, Mélenchon vient quand même de flinguer le Front de Gauche. Qui avait quand même fait 11% à la présidentielle. C'était pas rien. Qui quand même pesait dans le débat public un minimum. Là, il vient de l'liquider, quoi. Et c'était un des rares pôles, entre guillemets, alternatif au PS et qui vient de sauter. Nos ex-camarades, notamment du NPA, qui sont là-dedans, à mon avis ils vont de passer des mauvaises nuits. Bon, Europe Écologie les Verts là j'crois que... on a... ils ont touchés le fond. Alors, faut faire un distinguo, faut être précis dans ce qu'on dit. Faut faire un distinguo

William : Verts foncés - verts clairs ?

Midje : entre les carriéristes purs et durs qui avaient déjà rompu avec ce parti, parce qu'ils trouvaient qu'il était trop radical, François de Rugy

Yohann : Il y est encore, François de Rugy.

Midje : Non, non il s'est barré. François de Rugy, Jean-Vincent Placé, Pompili qui clairement avaient fait d'la lèche à Hollande, avaient quitté EELV et finalement sont récompensés de leurs actions. Et puis, la vraie surprise c'est Cosse, qui s'était posée comme la personne qui reste dans le parti des verts et qui dit clairement « moi j'ai des conditions, moi... » et là elle a sauté, directement. Heu pour terminer...

Henri : et qui reprend le porte-feuille de son ancienne secrétaire générale.

Philippe : Elle lui a r'fourgué le porte-feuille !

Midje : un p'tit coup pour tacler Dufflot... Pour terminer je dirai encore un mot sur le FN déjà, bon heu... l'abstention, certes, a été très élevée aux régionales mais pas plus que les autres régionales, hein. Y a même une légère remontée de la participation, heu... même au second tour où l'abstention était moins forte, alors c'est vrai que dans les quartiers populaires, l'abstention est énorme

Alain : 80 %

Midje : 80 %, ceci-dit heu... quand je lis les rares interviews des gens des quartiers populaires, je distingue pas trop de projet préexistant, ou de volonté de construire quelque chose. Mais en tout cas, le FN, pour moi a tapé des scores vraiment énormes et je... ils ont une dynamique, ils font que à chaque élection ils gagnent des voix, ils s'implantent de plus en plus, et ils sont vraiment dans une espèce de cercle vertueux, ils gagnent des militants, ils s'implantent... et nous, on est exactement dans l'inverse quoi, on est dans un cercle vicieux...

Henri : La caractéristique c'est qu'il fait ses meilleurs scores dans les secteurs pauvres et ouvriers, et ses scores les plus faibles dans les quartiers bourgeois. À Paris. Le seizième, tous les quartiers qui ont perdus leur base ouvrière, ils ont des scores faibles, et à Paris ils n'ont même pas les 10%.

Midje : Alors, disons pour terminer, pour répondre à ça, j'dirais juste : n'oublions pas qu'dans les secteurs jeunes et populaires, c'est quand même l'abstention qui reste majoritaire, même si, si on prend en compte les voix exprimées pour des partis, là c'est vrai qu'c'est le Front National qui est majoritaire et c'est un fait, mais entre guillemets, heureusement il reste l'abstention qui concerne beaucoup de gens

William : heureusement...

Midje : et juste, pour finir sur l'état de délabrement des forces, des forces révolutionnaires et notamment

le NPA, c'est vrai qu'on se demande quoi faire, comment on peut relancer la machine. On a beaucoup parlé de l'Espagne. Moi, c'est vrai qu'en Espagne, comme disait Yohann, y avait rien, j'étais en Erasmus en 2007-2008, et je peux vous confirmer qu'y avait rien, c'était pire qu'aujourd'hui ici...

William : Faites gaffe, vous êtes enregistrés, là... ça va passer en Espagne, faites gaffe !

[rires]

Jipi : Oulalalalala !

Midje : Et je crois vraiment, sans dire de bêtise, que y a un moment, y a eu une sorte de déclic. Je sais pas, dans la tête des gens, notamment de pas mal de jeunes qui restaient sur le canapé à regarder la télé tout le temps, y a eu un moment un déclic et y a des gens qui se s'dit « on arrête de rien branler », entre guillemets, « et on s'bouge quoi, on fait quelque chose ». Et ça, en France, y a pas. Pour l'instant les gens ils restent bloqués, ils restent verrouillés, ils boudent - pour prendre des termes pas très politiques - ils boudent, ils sont résignés, heu... ils marmonnent, ils parlent beaucoup à la cantine, hein moi, mes collègues fonctionnaires à la cantine c'est « ouais, on a des salaires de merde, c'est pas bien ». Heu... y avait une grève y a 10 jours, sur les salaires, avec des beaux graphiques du syndicat qui disait on a perdu 15% de pouvoir d'achat. Moi, j'leur ai fait « ouais, j'fais grève » un collègue aussi, non. Ils bougent pas. Même les délégués syndicaux : « ah non, heu... on a du travail, heu non on a trop de travail ». Ils sont consciencieux, en plus. Donc non, ils viennent pas. J'étais seul à faire grève encore. Voilà donc moi, j'crois qu'aujourd'hui dans la situation française - pour terminer - les partis qui résistent - à part le Front National parce que voilà, c'est une exception - mais les partis qui après, qui résistent, qui se délitent pas, - à part être dans un parti qui fonctionne en circuit fermé en vase-clôt, en mode secte comme certains groupes gauchistes, qui effectivement ne perdent pas grand monde parce que ils sont, de toute façon, dans un monde à eux - les partis ouverts sur la société ben on est asphyxié. J'veux dire, les mobilisations sont pas bonnes heu... On peut juste résister, essayer de maintenir l'appareil en marche, résister, se jeter sur tout ce qui bouge en terme de mobilisation mais c'est ce qu'on fait, hein, allumer toutes les mèches, et puis et ben attendre que y'en ait une qui prene et que voilà, à un moment ça reparte et que là on puisse se réexprimer et montrer que nous, on a des choses à dire, à proposer, mais heu... voilà quand les gens ils veulent pas y veulent pas. J'crois qu'y a un moment, on peut pas non plus se culpabiliser de perdre.

William : Non non sur la situation, je pense qu'il faut heu... on a intérêt, nous, à s'appuyer sur les aspects positifs de cette situation qui est contrastée. C'est l'abstention, c'est les mobilisations qui existent quand même dans les entreprises, t'as des grèves qui existent partout, t'as des résistances fortes, pour l'instant elles sont partielles, mais elles témoignent aussi d'une volonté d'en découdre. J'pense que... il faut qu'on puisse s'appuyer, enfin... comprendre, déjà, la réalité. La réalité, c'est qu'malgré l'tintamarre électorale, le tintamarre médiatique heu... l'alliance objective, l'union nationale qui a été faite par des événements dramatiques, ça ne prend pas chez les gens, c'est-à-dire que y a quand même une situation où y a pas d'adhésion à un discours et là... l'appréciation de l'état d'urgence - je pense que... je pense que ce qu'on dit... c'est vrai qu'quand on diffuse, y a pas d'hostilité c'est-à-dire tout le monde comprend que c'est un prétexte pour nous porter des coups fondamentaux sur les acquis, sur le code du travail, sur le licenciement, sur l'emploi, sur la précarité chez les jeunes etc., tout le monde comprend ça. Donc cette couleur... cette colère sourde qui existe, pour l'instant elle s'exprime pas. On est d'accord. Elle s'exprime par l'abstention massive dans les quartiers ouvriers mais c'est aussi le facteur de la crise politique - moi, vous connaissez mon optimisme général - c'est qu'quand les mecs ils en sont obligés d'aller rechercher Ayrault, les verts pour faire la dernière ligne droite du gouvernement, c'est... en situation politique, c'est une faiblesse énorme, c'est qu'ils sont face à une situation de refus, pour l'instant immobile de la classe mais d'une colère qui est là, ils savent qu'ils vont aller à l'affrontement, et ils construisent un état totalitaire enfin heu totalitaire un état policier, fort, parce que c'est un état de guerre contre la classe, contre la révolte qui monte, c'est ça ce que eux ils apprécient comme situation. Ils savent que ça va pas se dénouer en 2017, que ce soit le schéma électoral Hollande / pas Hollande, ils savent que ça peut péter avant. C'est ça l'angoisse : « comment tenir ? ». Jusqu'à présent les élections présidentielles, à deux ans des élections, tout le monde se canalisait sur la présidentielle, c'était

l'alternance à gauche, ça cadennassait les mouvements de grèves etc., aujourd'hui les mecs ils disent « la solution pour 2017. D'abord on n'a pas de solution, on n'a pas d'alternative ou pour poursuivre ou pour changer, la bourgeoisie est en crise », et ils savent que l'explosion sociale peut arriver à tout moment, c'est ça ce qui les inquiète. Et c'est... nous, notre responsabilité, elle est minime dans cette situation-là mais t'as quand même... Moi, j'étais au rassemblement Goodyear, j'étais à la manif contre l'état d'urgence, c'est vrai que t'as quand même, une volonté d'aller à la baston. Regardez, c'est quoi c'est qui frêne ? Ce qui frêne, c'est ce qu'a dit le mec de Goodyear au... au meeting, il fait « mais là on est tous, aujourd'hui les fonctionnaires, les profs le lendemain, les hospitaliers deux jours après, il faut maintenant y aller tous ensemble le même jour à la même heure au même endroit ». C'est ce qui s'appelle la grève générale. C'est ça ce qu'il a ouvert lui comme perspective, devant les 5000 militants qu'étaient là, qu'étaient devant les cadres de la CGT qu'ont applaudi, tu vois c'est que j'veux dire, et le mec il s'est adressé à... au secrétaire général de la CGT en disant « maintenant, heu... faut arrêter de pleurer, faut aller à la baston ». Donc c'est un discours, qui est pas tenu par l'extrême gauche habituelle, qui est tenu par des syndicalistes, à Goodyear, chez Continental, enfin dans toutes les boîtes qui sont en bagarre actuellement, c'est les questions qui étaient posées chez des hospitaliers quand ils sont [*mot inaudible*], chez les instits, ça fait quand même trois ans qu'les mecs ils sont en baston contre la réforme des collègues - la énième réforme - que malgré tout... et c'est heu... et y a d'la pression, y a une pression énorme. Alors nous faut qu'on parte de cette situation-là, qu'est pas... y a pas d'explosion... on est pas dans le milieu où s'est parti mais on sait que l'étincelle, elle va forcément arriver. Et on espère et on doit peser comme militants politiques et comme militants syndicaux, à la convergence de ces bastons-là. Il faut qu'on dégage cette perspective qu'a déclarée Wamen - comment il s'appelle le mec de Goodyear...

Chœur : Wamen !

Jipi : Mais enfin, c'est pas un français ce mec-là !

[*rires*]

William : C'est-à-dire qu'il ouvre cette perspective et cette perspective-là de la grève générale, sans l'avoir prononcée, - c'est pas grave - , mais « tous ensemble même jour même heure au même endroit, et interprofessionnel », ça veut dire ce que ça veut dire, c'est qu'il a dégagé cette perspective politique, et je pense qu'y a, chez les travailleurs, cette conscience que l'enjeu, il n'peut être que là, dans une bataille généralisée, et forcément avant d'aller dans la grande baston, on hésite un peu pour avoir les moyens d'y aller. Et là, t'as les directions des syndicats qui ont leurs propres responsabilités, qui commencent à être obligés de tenir compte de ce qui se passe quand même à la base, en bas, cette volonté d'en découdre, et c'est là-dessus que nous on doit s'appuyer. J pense que la bataille contre l'état d'urgence, et pour les Goodyear... moi, j'suis pour qu'on mette en place des comités Goodyear, qu'on le fasse sur Clamart, sur Bagneux, qu'on fasse des trucs, parce que non seulement l'état de droit, l'état démocratique - ce qui reste de démocratie - ce qui est mis en cause, les libertés syndicales mais surtout, c'est un plan de guerre contre les travailleurs, c'est du terrorisme d'état contre la classe ouvrière, c'est ça ce qu'y est en train de se mettre en place. Moi je serais assez pour qu'on prenne des initiatives de... d'abord, le meeting à Bagneux, il faut qu'on le... tu vois, moi j'ai appris avant-hier donc heu tu vois, j'pense que là, on a un p'tit problème de communication pour qu'on soit mobilisé sur un enjeu qui est important. Moi j'pense que c'est important qu'on réussisse ce meeting sur Bagneux sur cette thématique-là, je pense qu'il faut qu'on l'alimente ensuite par des comités Goodyear, enfin qu'on mette en place des structures qui nous permettent d'avancer, de structurer, d'organiser, et de faire en sorte que cette colère elle puisse s'exprimer à un moment donné, et qu'elle puisse concrètement peser sur les choses. Ce qui s'est passé à La Poste ce matin sur Clamart tu vois, du jour au lendemain t'as quand même 20 militants qui viennent, tout le monde, ça se mobilise, ça signe, t'as une volonté d'aller à la baston. Mais l'enjeu, tout le monde comprend que l'enjeu c'est pas la petite grève partielle, que l'enjeu, c'est la grève générale. Donc les travailleurs faut qu'ils soient convaincus d'être soutenus, d'être ensemble, et d'avoir une perspective politique derrière. Voilà.

Midje : Alain, j'tai renoté.

Coleta : T'es sûr que c'était lui, c'était pas Alain...

Midje : Non, non, Alain Bagneux.

Jipi : Alors ben moi je vais aller vite - enfin, essayer d'aller vite. Bon, juste, pour les jeunes, j pense qu'il faut... dans les lieux que tu dis par exemple, Raymond - je dis Raymond... Henri, j'sais pas pourquoi - l'histoire des jeunes n'est pas la même que celle des vieux, on va dire ça comme ça, ou des plus anciens, donc y a des points qui sont pour nous extrêmement importants, symboliques, qui pour eux n'existent pas ou très peu, ça je pense que c'est clair et net, il y a eu un trou dans notre histoire. On a pas... y a pas eu malheureusement de transmission de l'histoire, dans le syndicat et au-delà du syndicat. Voilà. Parce que Billancourt pour moi ça représente sans doute 100 fois moins que pour toi, mais... ça représente pas autant que toi mais pour certains jeunes, Billancourt « qu'est-ce que c'est qu'ce truc-là ? C'est quoi ? Ah si, on y est passé l'autre jour, c'est là où y a rien ! »

William : Ah non, arrête, ils ont fait un musée !

Jipi : Ah, ils ont fait un musée, ben c'est d'jà pas mal ! Donc, je veux dire, moi j'parle de trucs à mes gosses, qu'on 25 - 26 ouais un peu plus même. Ben moi ça me paraît d'une évidence... mais pas du tout, quoi. Donc, y a des lieux où on les trouvera pas, malheureusement, hein, c'est dommage. Par contre, j pense qu'on les voit les jeunes, comme tu disais sur la manif contre l'état d'urgence y avait pas mal de jeunes, y a d'autres lieux, par exemple Notre-dame-des-landes, c'est quand même des jeunes, sur Notre-dame-des-landes, et Notre-dame-des-landes île de France, y a un comité qui existe qui fait des trucs, mais c'est hyper activiste ! Ils font des tas de choses, c'est beaucoup, beaucoup des jeunes ! et ils font des trucs, concrets, très concrets hein...

Henri : Ça ressemble au Larzac, même.

Jipi : Ça ressemble au Larzac, oui c'est un peu ça oui, oui ben d'accord. Bon voilà. Sur Calais, la manif à Calais y avait des jeunes ! Y avait beaucoup de jeunes quand même, ben tant mieux, hein, bon moi, 'fin c'était juste ça. Après, je sais pas par où aller. Bon, l'histoire ... comment t'as dit le vote, les primaires du PS. Le PS, c'est dans ses statuts, les primaires. Sauf que ils savent plus où y en sont non plus là, ils savent plus où ils en sont ! Thomas Piketty, Cohn-Bendit et je ne sais qui, qui relancent le truc d'une primaire à gauche. Le PS, ils sont très mal, avec ça. Ils savent plus trop s'il faut, faut pas, parce que Hollande il doit être dedans, pas participer, ils... comme beaucoup de questions qu'ils balancent en ce moment, ils balancent un truc, et oh ! purée, ils s'aperçoivent qu'y a des gens c'est pas tout à fait ça, que ils sont obligés de corriger, y compris sur le... sur la déchéance de la nationalité. Ils s'sont engagés sur un truc complètement pourri, pourri ! Et donc ils ont dû trifouiller les lois pour arriver à un truc que finalement on fait que la déchéance s'applique à tous, tous y compris donc entre guillemets les français de souche

Coleta : Sauf que c'est impossible.

Jipi : Sauf que y a un truc qui dit que sauf si ça fait des apatrides. Non mais c'est n'importe quoi. N'importe quoi, surtout la droite elle est pas d'accord. 'Fin passons, c'est leur merde, hein, moi je m'en fous. Le PC, bon, je pense qu'il ira pas là-dedans, les verts, en effet, mais ils étaient déjà coupés en deux. À l'assemblée nationale les verts, ils étaient coupés en deux. Y avait quasiment, quasiment, pas vraiment mais quasi, deux groupes verts à l'assemblée. Ils ne se réunissaient plus ensemble. Donc eux, ils sont mal barrés, et y a Mamère qui n'est plus chez les verts et qui lui, dit autre chose, y a même des trucs pas toujours nuls, moi j'trouve, donc lui il raconte des trucs ça va à peu près quand même - ils l'ont interviewé mais manque de pot j'ai pas entendu. Alors sur les ministres, une parenthèse mais pas un détail. Pas un détail parce que... je vais le dire vite fait, y a un ministère qui vient de se créer, « famille, enfance, femme ». C'est tout un symbole. C'est plus le ministère des femmes, de la femme, c'est le ministère de l'enfance, de la famille, et des femmes. Là c'est quand même balèze.

Coleta : c'est une ancienne de la ligue...

Jipi : J'en sais rien, mais moi ça me rappellerait plutôt Pétain ce genre de trucs.

Coleta : Oui, ben oui !

Jipi : Non mais le ministère des enfants, de la famille et des femmes, non mais c'est totalement « travail famille patrie » là, on est où ? On est où ? Là c'est énorme ça commence à gueuler, quand même. Bon voilà. Le FN, oui il fait des incursions - enfin, il fait plus que des incursions - parmi les ouvriers, les prolos, on va dire, la classe ouvrière, ouais d'accord, mais pas énorme moi j'trouve. La jeunesse pareil, oui ceux qu'ont voté, ils ont votés beaucoup FN, oui. Mais y a beaucoup de ceux qui n'ont pas voté les jeunes, voilà. Y a beaucoup de gens jeunes qui n'ont pas voté. Moi je pense qu'il faut... et le FN, sa montée, je suis pas sûr qu'ils aient pas atteint un max. J'en sais rien, hein. Ils ont été incapables - même s'ils ils ont gagné, pour moi ils ont gagné. Ah oui, ça c'est clair. Mais ils n'ont eu aucun président et ça commence à leurs poser des problèmes. Ils se sont réunis là récemment, ça leur pose problème. Parce qu'ils s'aperçoivent que pour l'instant ils n'arrivent pas à dégager les gens de droite - Sarkozystes, machin - qui les rejoindraient. Là y a un plafond de verre, on va dire. Enfin, j'en sais rien. Par contre, ils touchent beaucoup les classes moyennes, ça oui. Voilà, après : moi, j'veux juste pour finir, ça c'est sur « qu'est-ce qu'on peut faire ? ». Bon, ben t'as dit un truc, sur Goodyear là, des machins comme ça, oui. Moi, j'crois, le NPA mais enfin pas tout seul. Y a Goodyear... Moi je crois qu'un truc qui touche les personnes, c'est la démocratie. Une atteinte très grave à la démocratie - ce que tu disais, l'état fort, etc. - le fait que les flics ils peuvent se balader avec leurs flingue en rentrant chez eux, le fait que les flics peuvent faire des perquisitions à toute heure, sans juge. Là, le mot d'ordre - enfin, une sorte de mot d'ordre qui y avait y a quelques temps - là, il encore plus vrai « police partout, justice nulle part » ! Mais c'est... on est en plein dedans là ! C'est plus la justice qui fait le droit, c'est les flics. Y a quand même un retournement très grave ! Enfin, moi ça me sidère, et là-dessus t'as des avocats, des magistrats, des juges, qui commencent à dire « eh oh, ça va mal, là » pour eux c'est énorme, quand même. Enfin, je pense, voilà. Donc, moi je pense que c'est un axe, la démocratie, c'est un axe les attaques comme tu dis sur Goodyear ou Air France ou Ford, tout c'que t'as dit hein, et alors l'emploi, c'est un axe. Le chômage, la précarité, ils sont totalement nuls ! Ils font bouger que dalle ! Zéro ! Zéro, c'est nul. Voilà, bon d'accord, les services publics que tu dis... comme tu disais, voilà, voilà. Et y a aussi un dernier truc, c'est la guerre. Moi j'pense que la guerre c'est un sujet. On est contre la guerre. La guerre y a un truc qu'j'ai pas dit d'taleur, c'est qu'on ne la voit pas du tout. À la télé. Enfin à la télé... J'demande pas à voir des massacres, c'est pas mon truc quand même, mais, on ne ne voit rien. C'est le silence total. Enfin le comment ça s'appelle ?

Yohann : Black-out !

Jipi : le black-out. Ouais, j'sais pas. Tu vois, ça c'est un truc. Alors qu'en Syrie, tout le monde a compris quand même que y a des morts, que ça tue, que du coup y a des gens qui traversent la Méditerranée au moins en partie, qu'arrivent pas parfois jusqu'au bout, etc. etc. Le problème des migrants, c'est gigantesque ce problème-là. On voit d'ailleurs, encore une diversion sur le sujet, ce qui vient de se passer à Cologne sur les femmes. Quand y a des bandes qui commencent à choper des femmes à voler, à les tabasser, j'sais pas quoi et à les violer. C'est un problème quand même assez important ça. Mais même si c'est pas tout à fait ce qu'en ont dit les journalistes au tout début. Ça commence à...

Yohann : C'était pas des réfugiés

Jipi : Voilà les trois quarts, même plus que les trois quarts, c'était pas des réfugiés. Fin bon. Ça vaut le coup de continuer sur les femmes, parce que quand je vois les gens qui se portent « oui, les femmes en Afghanistan, oui, les femmes en Irak, oui, les femmes machin », c'est les mêmes qui ici continuent à écrabouiller les femmes. Moi je le pense vraiment. Les Fillon et toute la clique et la gauche aussi, ils ne font rien ils ont jamais rien foutu pour les femmes, y a la division qu'est entretenue. Etc. sur la violence faite au femme, y en a plein en France. Fin passons, j'crois qu'il y a à reprendre... il faut relire et reprendre notre programme, d'urgence. On peut, il faut réduire le temps de travail. Sérieusement. Voilà. Partager le travail, partager le... Oui, je pense qu'il faut être à l'offensive là-dessus. Voilà. Faire des

transports autres, changer les bagnoles, arrêter les bagnoles, parler d'écologie. Oui, parce que on peut faire des choses, ça crée des millions d'emplois. Arrêter les centrales nucléaires et les transformer en autre chose, faire un autre type d'agriculture, c'est un autre type, et là ça crée de l'emploi et là, tout ça, c'est des dizaines, voire des centaines de milliers d'emplois.

Midje : Yohann.

Jipi : 'Scusez-moi d'être trop long.

Midje : Juste avant que tu commences, heu... il est 4heures moins 2. On s'était dit une heure. Yohann et Alain.

William : Il reste Yohann et Alain.

Philippe : Encore, Alain ?

William : Non, Clamart.

Philippe : Ah, Clamart !

Midje : On finit la liste, par contre y aura probablement pas d'autre inscrit.

Yohann : En gros, j'pense qu'on se retrouve dans une situation, alors... j'en ai une vision heu en terme de connaissance historique assez livresque, mais heu... je l'ai pas vécu. Mais heu en gros on se retrouve dans une société qui est plus structurée par le mouvement ouvrier comme ça pouvait être avant. Il l'est plus. Du tout. Ça veut pas dire que les gens, les individus, les travailleurs sont tous devenus des fascistes,

[rires]

Yohann : mais qu'ils n'ont plus aucun référent collectif ni organisationnel et que chacun est livré à soi-même. C'est ça en gros que ça signifie. heu... et de cette situation peuvent déboucher le pire comme le meilleur. Voilà. Concrètement, vaut mieux pas que ce soit le pire. Et heu... quand on parle d'État fort, c'est pas la droite en tant que on l'identifie en tant que... les républicains, qui veulent mettre en place l'arrivée en 2017, on y est déjà. L'état fort c'est pas l'État fasciste, c'est pas pareil. Un état fort c'est-à-dire un état où les modes de médiation employés par l'État sont uniquement la répression. Voilà. Et la répression ça peut être à différents étages, et ça veut pas forcément dire réintroduire la torture, la peine de mort, les camps de concentration et tout. C'est réprimer. De différentes manières et ne plus accepter la moindre négociation sur quoi que ce soit. Voilà. Passer en force, c'est ça la situation dans laquelle on est. C'est ça un État fort, et on est en plein d'dans. Rien n'indique qu'on va passer à une étape supérieure de ce que je dis d'État fasciste. On sait pas. A priori, tant qu'on les menace pas dans leurs fondations ils ont pas besoin de passer à un stade comme ça. Bon, j'espère pouvoir me tromper. Mais heu... mais heu... quand j'dis qu'on se retrouve dans une société qu'est plus structurée par le mouvement ouvrier on se retrouve dans la situation dans laquelle les britanniques se r'trouvent depuis Thatcher. Elle a tout détruit, là-bas. Dans laquelle nos camarades des États-Unis se retrouvent depuis toujours, nos camarades en Italie. La gauche en Italie, ça n'existe plus. Y a plus de parti de gauche là-bas, heu t'as des groupuscules d'extrême gauche qui se retrouvent livrés à eux-mêmes, de temps en temps des grandes manifs mais rien de plus. Heu... c'est ça notre situation concrètement, c'est ça la situation dans laquelle on est, à partir de laquelle il faut qu'on arrive à reconstruire des cadres militants, des mobilisations, et à participer aux mobilisations qui sont susceptibles de s'développer sans nous, parce que y a régulièrement ce genre de choses. C'est possible que ça arrive, et surtout les grandes mobilisations, ça dépend pas de nous. Heu on peut y faire des choses mais on peut pas appuyer sur un bouton pour heu... et on se retrouve dans une situation complètement défensive, c'est ce que disait Antoine. On doit maintenir le cadre, faire ce qu'on peut et... et on a pas trop l'choix d'attendre que le vent tourne. C'est comme ça. Y a des camarades qui ne l'acceptent pas, qui se lamentent, qui comprennent pas, qui disent « mais... machin... mais heu... les gens ils s'bougent pas machin, ça sert à rien ce qu'on fait », et tout. Mais on a pas le choix, c'est

comme ça, y a des situations qui s'imposent à nous, et on est obligé d'essayer de naviguer,

Henri : de s'enraciner.

Yohann : de naviguer comme on peut, et heu d'attendre heu j'crois que Henri tu es bien plus âgé que moi, les situations défensives et compliquées tu en as connues d'autres, des situations où pendant des années et des années il faut faire contre le vent dominant et tout, heu... j'pense que t'as même connu des situations pires qu'aujourd'hui. Heu bon... voilà concrètement, la situation dans laquelle on est. Heu... sur le FN, c'est pareil, dans les autres pays d'Europe où t'as des gros, des forts partis d'extrême droite, je lisais un article intéressant sur la percée de l'extrême droite en Suède. Heu... ce sont des partis d'extrême droite, là où ils percent le plus, c'est dans des... ce qu'on appelle en termes sociologiques des classes moyennes, ont peurs d'être paupérisés, c'est-à-dire qu'il craignent de perdre leurs acquis, ou qu'ils sont en train de les perdre. En gros, les partis d'extrême droite font leurs scores les plus élevés, et leur adhésion idéologique la plus forte dans ces couches-là de la société.

Philippe : Dans les pays riches.

Yohann : Dans ces couches-là, en France dans la paysannerie, dans les villes petites et moyennes, dans le péri-urbain. Dans l'urbain ultra populaire, heu beaucoup moins. Beaucoup moins que c'qu'on peut penser. Parce que c'est là où les gens s'abstiennent le plus. Par contre, ouais, dans le péri urbain dans le sud-est de la France, en Alsace, dans les villes de 10 -15000 habitants où, par exemple, y avait une industrie avant mais où y en a plus, ouais. Là, effectivement, y a vraiment des endroits où ça craint. Mais voilà. C'est contrasté, en fait, on va dire. Y a des tableaux contrastés sur cette question-là, heu... mais penser que les villes, là où habitent heu... 85% de la population et la classe ouvrière, les travailleurs - en majorité, pas tous mais en majorité - que ces zones-là auraient entièrement basculées du côté du front national, à mon avis c'est jouer à se faire peur. Et jouer à se faire peur ça va pas nous aider, ça nous guide pas, ça nous fait pas avancer, heu... comme j'dis le meilleur comme le pire peuvent arriver, le pire il est jamais écrit à l'avance. Donc on sait ce qu'on a à faire, c'est difficile, c'est compliqué heu... le moral il est un peu dans les chaussettes, pour tout le monde, pour moi y compris, mais on fait ce qu'on peut quoi, voilà. Et, par contre, y a un truc que je voulais dire, à mon avis qu'on a sous-estimé au NPA, et je l'ai pas vu dans notre presse, au moment où ça s'est produit, au moment des attentats, c'est qu'on aurait dû parler de la question du choc psychologique, écrire des articles dessus parce que c'est pas un truc à sous-estimer, ce que ça a provoqué dans la tête des gens ces attentats. On a rendu hommage aux victimes évidemment, c'est normal, mais je trouve qu'il manquait un truc. Dans notre presse dans nos argumentaires sur cette question-là, parler du traumatisme des gens. D'en parler en termes politiques, en terme social, mais d'en parler et on... voilà à mon avis on l'a pas assez fait. Il suffit pas d'écrire deux lignes pour dire on rend hommage aux victimes, les attentats sont horribles, c'est pas suffisant. Quand un truc pareil se produit, on est obligé d'essayer de chercher à analyser comment les gens réagissent. Et, alors là on est en train de rompre avec la sidération, avec la phase où les gens pleurent et tout mais dans les semaines qui ont suivi, heu voilà. J'veux dire, j'sais pas pour vous, même moi personnellement j'ai été traumatisé. Donc imaginez quelqu'un qui a pas de référent politique, qu'est pas militant, qu'est pas très politisé, ce qu'un truc pareil peut provoquer dans sa tête. Faut essayer de se l'imaginer.

Coleta : Le Front National l'imagine très bien. Ils s'en servent !

Yohann : Et j'pense que, par exemple, le NPA aurait dû chercher les moyens de... de rendre un hommage public aux victimes. Je sais pas de quelle manière on aurait pu le faire pour que ça passe pas pour de la récup' ou quoi que ce soit mais on aurait dû essayer de faire quelque chose ou de proposer quelque chose à d'autres forces pour qu'on ait une apparition publique heu... d'hommage, d'hommage aux victimes des attentats. Voilà, essayer de faire quelque chose. On l'a pas fait, c'est dommage. Je vais terminer sur un truc, la différence - je m'en suis aperçu au travail - entre les attentats de Charlie Hebdo et ceux qu'y a eu au mois de novembre, c'est qu'au moment de Charlie Hebdo, rappelez-vous, les opinions contradictoires, même chez nos collègues de boulot, de facs et machin on pouvait pas les exprimer. Y a eu pendant des jours une espèce d'hystérie collective, de si tu dis le moindre truc, si t'es pas Charlie, t'es un terroriste. J'ai pas ressenti ça au mois de novembre. Même dans les jours qui ont

suivi, j'ai osé dire à mes collègues « moi, l'état d'urgence je suis contre, je pense que la solution c'est qu'on se barre de Syrie, qu'on arrête de les bombarder »...

Coleta : Certains ont dit, « ils sont allés trop loin ».

William : T'as la parole dans deux minutes !

Coleta : [rires] C'est long !

William : C'est vraiment... l'anarchie !

Yohann : Je termine juste là-dessus. Et ben quand j'ai osé dire dans les jours qui ont suivis les attentats à des collègues de travail « moi j pense que la solution c'est pas d'aller bombarder la Syrie mais c'est de s'en barrer » j'ai dit un truc tout simple, j'ai dit « si on se barre de Syrie, y aura plus d'attentat chez nous ». Bon y a des collègues qui comprenaient pas, d'autres qui comprenaient, mais je me suis pas pris de cailloux ! J'me suis pas pris d'insultes. Comme il disait heu - y avait eu une A.G. deux jours après les attentats - un camarade qui disait, « quand les gens se posent des questions, c'est un bon signe. Quand ils s'en posent pas, tu peux rien faire ». À partir du moment où les gens se posent des questions, même si c'est des questions pas abouties ou avec des erreurs de jugements, à partir du moment où ils se posent des questions ben ça veut dire qu'ils réfléchissent ça veut donc dire que nous, on peut avancer à partir de ça. Voilà. Au moment de Charlie Hebdo c'était pas possible, heu depuis le mois de novembre c'est... par exemple, j'ai vu moins de... les fachos ils s'sont lâchés, les gens qu'étaient déjà convaincus, ils continuent à être fachos, mais j'ai vu moins de réactions islamophobes comme au moment de Charlie Hebdo. Voilà, par exemple. Parce que y a un truc qui a joué, c'est que tout le monde a été touché par ces attentats, y compris les musulmans. voilà, j'ai fini.

William : Alain !

Coleta : Sur Charlie Hebdo, là tu sais, ben huit jours après on entendait déjà des critiques contre Charlie, hein, j'te signale. Certains disaient ben « ouais, mais ils sont allés trop loin, ils ont provoqué ». Non, mais tu dis qu'on pouvait rien dire, on pouvait pas dire qu'on n'était pas Charlie. Ben certains ont dit « je suis pas Charlie, ils sont allés trop loin ». Bon, mais heu... ça, c'était une petite parenthèse. Mais c'est pour revenir sur le fait que les partis politiques sont en déliquescence et que bon ben on voit pas poindre l'espoir au bout, et que certains se disent que la grève générale, ce serait, peut-être, la solution. Effectivement, ce serait peut-être une solution, la grève générale. Sauf que, malheureusement les syndicats se retrouvent aussi en déliquescence que les partis. Malheureusement. Je parle des grands syndicats hein, je parle de la CGT, d'FO, heu... voilà, et de la CFDT. Ils font des pieds et des mains, ces syndicats-là, pour qu'il n'y ait pas de grève générale. Moi je l'ai subi, je ne sais pas combien de fois, quand j'étais quand je travaillais encore à l'hôpital. Ils ont saucissonné les grèves en veux-tu en voilà pour pas qu'y ait, justement, ce sentiment qu'on pouvait partir en grève générale, de façon à fatiguer les gens qu'étaient les plus militants. Au bout d'un moment, ben quand t'as fait une fois grève, que il s'est passé quinze jours, que tu refais grève et que t'as rien, qu'il se repasse quinze jours et que tu refais grève, qu'on te retire une journée à chaque fois, au bout d'un moment tu comprends vite que ce n'est pas efficace et que tu perds ben... sur ton salaire. Et ben moi je l'ai vu, chez nous ça marchait les 2-3 premières fois puis après t'avais plus personne. Ils ne font, ils ne cherchent qu'à casser les grèves. Et ça malheureusement, c'est vrai que à la base, comme à Goodyear, même dans d'autres usines, ils sont prêts, eux, ils ont même conscience qu'il faut y aller. Sauf que la direction de leur organisation, elle leur casse les grèves à chaque fois.

Yohann : À Goodyear y a plus d'usine.

Coleta : J'te parle à Goodyear et dans toutes... bon voilà. À chaque fois, elle leur casse les grèves. Alors, est-ce qu'on peut compter là-dessus pour partir en grève générale ? Ça risque d'être très très difficile de contrer et la CGT, et FO, est-ce qu'on en a les moyens et est-ce que les travailleurs en ont les moyens ?

William : Je peux dire juste un petit mot ?

Midje : Pour conclure, après on prend une p'tite pause avant de passer aux questions internes ?

William : Ouais, une minute. Moi, je pense que cette question c'est celle qui revient sur la situation générale. Y a une situation bloquée, et y a un potentiel révolutionnaire, entre guillemets, énorme qui existe. C'est ça qui nourrit la crise politique, institutionnelle, de tous les partis qui n'arrivent pas à trouver de solutions. Je parle de la grève générale, mais on la pose pas en terme d'exiger que les directions appellent à la grève générale. Je dis que pour l'instant, moi qui lis des réactions de la direction de la CGT, la direction de FO, se prononcent dans leurs textes des bureaux nationaux pour préparer éventuellement une grève inter-professionnelle. C'est-à-dire que y a 6 mois ils en parlaient pas, y a un an ils en parlaient encore moins, là ça pousse tellement à la base, y sont confrontés à tellement de conflits, que ce soit à Air France, par exemple, les frangins militants syndical que ce soit FO à Air France les mecs ils sont à fond la caisse sur les trucs. C'est que la base militante des syndicats, elle est 10 fois plus à gauche que les directions. Bien évidemment c'est pas les directions - dans l'histoire de ce pays, aucune direction syndicale n'a jamais appelé à la grève générale ! C'est quand un mouvement y se déclenche que les mecs ils se disent... mais ils appellent même pas, jamais la CGT n'a appelé à la grève générale dans ce pays, et y a eu des grèves générales : en 47, en 45, en 68, en 36. Je veux dire, bien évidemment ce mouvement-là, j'veux dire nous comme parti politique on a à nourrir ce qu'on exprime dans nos journaux, ce mouvement Tous ensemble, c'est-à-dire dans les syndicats, parce qu'on est quand même pour ceux qui travaillent encore, les militants dans les syndicats, dans la jeunesse, dans les comités, dans notre activité de dégager cette perspective politique, politique pas revendicative mais politique parce qu'on veut en finir avec ce gouvernement comme avec le prochain gouvernement parce qu'on est pour un autre gouvernement, un gouvernement au service des travailleurs - par les travailleurs eux-mêmes, c'est ça notre perspective politique. Et on sait que la grève générale, y en a eu plusieurs en Grèce et elles n'ont pas forcément suffit à renverser l'ordre des choses, ils ont renversé le vieux gouvernement, ils ont mis Tsipras, et il a fallu refaire une grève générale encore la semaine dernière pour s'opposer à la réforme des retraites. Ça c'est mouvement naturel. Mais nous, comme on a à dégager comme militant politiques, la nécessité de l'affrontement général. De l'affrontement parce que y a aucun aspect de la politique de ce gouvernement qu'on peut soutenir, y a aucun aspect. Ce gouvernement est un gouvernement réactionnaire, sur une voie totalitaire, antidémocratique et c'est ça notre axe d'attaque et et y faut qu'on s'appuie sur ce que disent, sur ce que sont obligés de dire les confédérations syndicales. Moi c'est la première fois que j'assiste à un meeting en plein air où t'as un mec de la CGT qui appelle, devant le secrétaire général, à un mouvement d'ensemble, enfin c'est pas tous les jours ! Ça veut dire que ça pousse fort quoi, faut qu'on s'appuie sur cet aspect positif de la situation sinon on va heu... et pour finir on va parler des organisations mais j'pense qu'on a un ensemble d'initiatives à prendre pour nourrir... [*mot inaudible*,].

Jipi : Je vais pas entamer le débat là hein mais parce que là il faudrait qu'on arrive à... Parce que là, on a parlé de la situation politique mais on l'a vu ici. On va parler à un moment des problèmes internationaux mais on va pas le faire là, tout de suite, parce que c'est pas possible, mais y a quand même beaucoup beaucoup, que j'ai pas cité. On a parlé de la Grèce, l'Espagne, ce qui se passe en Syrie, etc., etc. et de... des aspects économiques, aussi, c'est pas moi qui vais en parler. Bon passons, ça c'est une chose mais faut pas l'oublier, quoi. Parce que tout ça, ça joue sur ce qui se passe ici, hein évidemment. Y a un autre truc qu'on a pas parlé mais faudrait en parler - même si t'en as dit un mot, j'crois - c'est l'islamophobie aujourd'hui. C'est important. Pour moi, c'est très, très important cette histoire d'islamophobie. Ça joue, y compris... ça a des aspects négatifs dans, par exemple, les collectifs d'état d'urgence. Passons. Sur la CGT, par exemple, regardons bien ce qui s'y passe. En effet, ce que tu dis, ce que tu viens de dire : ça, c'est des trucs qu'on a pas vu depuis très longtemps. Regardons la préparation du 51^e congrès qui a lieu dans quelque temps. Où, là, dans le texte même, y a des mots qui réapparaissent « lutte de classes » etc. qui n'étaient plus... voilà, ça existait plus. Voilà, voilà, voilà, en gros. Quand ils disparaissent c'est grave.

Midje : On prend 5 minutes de pause ?

[...]

ANNEXE 4 - NPA 2

NPA, réunion élective du 16 mars 2016, Bagnaux

JB : Alors, hop hop hop, c'est parti. Bon, l'enjeu de... de cette CN, c'est quoi ? D'abord, peut-être que... peut-être qu'on peut dire deux mots de la situation, c'est-à-dire que... heu... là, dans l'idéal, on serait pas en train de parler de la présidentielle qu'est dans un an mais on s'rait en train de parler de la mobilisation qu'a lieu maintenant, des manifs qui y a eu la semaine dernière, de celle qui va y avoir demain, la semaine prochaine et le 31 mars et... et peut-être après et on espère heu... une possibilité de gagner. Mais bon cette CN elle a lieu, elle a été voulue par des... par des camarades, heu même si y avait eu au dernier congrès, quand même, un vote. Au dernier congrès, y a eu un vote majoritaire, qu'émane de plusieurs plateformes, qu'avait dit : et ben pour la présidentielle, on va pas tergiverser y aura une candidature anticapitaliste et révolutionnaire du NPA donc voilà y aura le NPA avec un candidat ou une candidate à cette élection présidentielle, heu pour représenter pour porter son poids, pour porter sa voix, hein heu... parce que évidemment nous on pense pas que c'est par les élections qu'on change le monde, encore moins une élection présidentielle comme ça très individuelle etc., mais on pense que ben, malheureusement, dans le système qu'est issu de la V^e République, les partis qui sont pas présents à cette élection présidentielle - on peut voir nos camarades de d'Alternative Libertaire, de la FA, de la CNT, que sais-je - qui se présentent pas aux élections, notamment pas à la présidentielle et ben... des camarades qui sont beaucoup moins connus, qui ont beaucoup moins d'écho que nous, qui sont pas invités comme peuvent l'être Olivier Besancenot, Philippe Poutou, à la radio à la télé pour heu raconter heu ce qu'on a à raconter même en dehors des périodes électorales. Et donc y a cette nécessité-là d'être présents, et pas de tergiverser parce qu'on a pas aujourd'hui la perspective de faire une candidature unitaire ni avec le Front de Gauche, parce que - d'abord, ce qu'il en reste - enfin, avec les anciennes composantes ou je sais pas quoi du Front de Gauche, en tout cas avec Mélenchon ou avec les camarades d'Ensemble ou avec le PCF. Ben non, c'est des camarades avec qui on peut se r'trouver dans les luttes, avec qui on peut faire beaucoup d'choses mais heu qui ont en tout cas une perspective radicalement différente de la nôtre pour changer le monde. Nous on pense que c'est par la lutte, que c'est par les grèves, que on se réapproprie l'outil de travail, qu'on met en place un rapport de force avec les capitalistes, que c'est par les luttes qu'on change le monde et pas par les élections. Eux, ils disent « votez pour moi, on va changer les choses ». Ben, très bien, qu'ils le disent si c'est ce qu'ils pensent mais nous on va pas le dire avec eux. Et puis, heu... on a pas aujourd'hui de perspective d'avancer avec Lutte Ouvrière qui sont des militants et militantes révolutionnaires, qui ont des discours sur lesquels on peut se r'trouver mais qui font pas de lien entre les bagarres qui y a au quotidien, les luttes auxquelles heu y compris y participent - pas toujours, pas toutes, pas sur les questions de l'écologie, pas toujours sur toutes les questions qui nous, nous paraissent importantes, mais bon. Sur beaucoup de luttes, on se retrouve. Dans les boîtes, on se retrouve souvent à mener la même politique, mais eux font pas de lien, les camarades de LO, entre ça et puis ce qu'on raconte à la présidentielle eux ils y vont vraiment d'une manière très propagandiste, on va parler du communisme, de la révolution, et tout ça. Ce qu'est, heu... pourquoi pas, hein, y compris c'est l'occasion, de parler à la télévision de ce dont on parle pas au quotidien, mais ils font pas de lien entre ça, cette grande perspective, et pis le quotidien de millions de jeunes, de travailleurs, d'habitants des quartiers populaires qui se bagarrent heu... qui se bagarrent dans leur boîte pour le logement ou à Notre-Dame-des-landes ou contre le racisme, etc. Ils font pas le rapport entre, un peu le quotidien et pis une grande perspective. Nous, on a ce discours-là à porter. C'est notre originalité, c'est notre particularité et donc on a à porter ça. Alors, on aurait pas eu forcément besoin de faire une conférence nationale pour décider de ça mais de fait elle a lieu, et donc c'est l'occasion cette CN, et ben, que le parti se mette en ordre de bataille, ce qu'on est, qu'on se retrouve dans les meilleures conditions pour porter heu ce discours là. Pour porter, justement, dire « et ben nous, on veut une candidature », qui aura pas la prétention d'être LA candidature du mouvement social puisqu'on est une composante du mouvement social, du

mouvement ouvrier, donc on aura pas une grande prétention mais on aura en tout cas la prétention de raconter, de porter, un discours que personne d'autre que nous ne portera. Bon. Parce que aujourd'hui, quand même, malheureusement, heu... qui passe à la télé, qui passe dans les médias pour raconter que il faudrait que tout le monde, tous les travailleurs, tous les jeunes, tous les heu... tout le monde se retrouve dans la rue, le même jour, pour taper au même endroit sur un même clou ? Et ben, c'est pas nous. Aujourd'hui, c'est des gens comme Wamen. Wamen des Goodyear, qu'est un syndicaliste combatif - qu'est quand même un stalinien... d'ailleurs faudrait pas trop qu'on parle de démocratie avec lui parce qu'on risquerait d'avoir des désaccords - mais lui, pour le coup, a un discours là-dessus très très clair. Il a un discours qu'est très combatif, que nous on pourrait porter. Parce que lui il le portera pas forcément pendant la prochaine présidentielle, ou sans doute il appell'ra à voter pour je sais pas qui, mais enfin en tout cas, voilà. Donc nous, on aurait une candidature qui s'rait utile pour dire ça. Pour dire « il faut que tout le monde, le même jour, au même endroit, on se retrouve pour taper heu... ensemble ». Bon. C'est des gens comme Xavier Mathieu, c'est des gens... y a plein de gens qui l'disent mais heu... et ben nous on pourrait justement profiter de la présidentielle pour heu... pour raconter ça. Pas se raconter des salades, pas se dire « tout va bien, nous on va y aller, bim bim ». Bien sûr qu'y a des difficultés dans la situation, bien sûr que y a des reculs, bien sûr que y a des défaites sociales, bien sûr qu'y a la montée du Front National qui résulte aussi de ça, mais enfin on voit bien que là quand même que depuis la semaine dernière et pis même un peu avant, ben y se passe pas rien dans la lutte des classes y se passe pas rien dans la société, y a des luttes qui durent depuis longtemps, y a des nouvelles luttes qui commencent, et heu... des nouvelles formes aussi hein, là, des appels qui passent par les réseaux sociaux, par heu... youtube, par la pétition de Caroline de Haas, bon, c'est des partis socialistes etc, mais bon. On voit qui s'passe des choses dans la société et que donc nous, on a là-d'ssus un discours à porter qu'est un discours particulier, qu'est pas exactement l'même que tous les autres. Donc, voilà pourquoi et ben il faudrait il faut qu'y ait une campagne du NPA. Une campagne, justement, qui donne pas des illusions sur comment on change la société, une campagne qui soit pas là pour dire « ah, ben il faudrait faire comme Podemos » dans l'état espagnol, aujourd'hui en train de négocier avec le PSOE pour faire une majorité parlementaire. C'est pas exactement ça...

Bernard : [en même temps] c'est faux, c'est faux...

J.B : ... que nous on voudrait faire. Ben, si ! Si, si, j'suis désolé d'le dire, heu...

Bernard : C'est faux.

J.B : Non, c'est vrai.

[rires]

J.B : La maire de Barcelone, élue avec le soutien de Podemos, unité populaire tout ça, s'oppose quand y a une grève des transports dans sa ville, en disant qu'ça donne une mauvaise image quand y a le congrès de la téléphonie. Bon. Syriza, en Grèce, bon ben, pas b'soin d'faire un dessin sur le fait que Syriza applique le programme d'austérité, le programme de l'Union Européenne. Donc, on voit bien que heu ceux qui prétendent que on va changer le monde en agissant dans les institutions et ben, ils se trompent. Au mieux, peut-être même, ils trompent les autres. En tout cas, c'est pas ce que nous heu..., on raconte. Alors, est-ce que le NPA on aura la force d'aller aux présidentielles ? Heu c'est sûr, ça va être difficile, c'est sûr que les 500 signatures c'est jamais acquis, c'est-à-dire que... là, en plus, ça va être plus compliqué sur les envois de signatures etc, bon. Mais enfin, c'était pas vachement plus simple y a 5 ans, hein, de présenter la candidature d'Philippe Poutou avec heu une... presque la moitié d'organisation qu'était en train d'se barrer, c'était pas facile, à l'été 2013 ou 2014, j'sais plus, d'aller dans la rue pour la Palestine alors que les manifs étaient interdites. C'était pas facile forcément, d'aller aux côtés des bonnets rouges alors que on s'faisait traiter de de de de tous les noms par Mélenchon etc. C'était pas facile de manifester au moment de la Cop21, au moment de l'état d'urgence en décembre dernier, et pourtant on l'a fait. Heu... donc le NPA il a déjà prouvé qu'il était capable de faire... parfois, de faire c'qui semblait au-dessus d'ses forces pour peu qu'on rassemble l'organisation autour d'un... d'un projet

clair. Alors, justement dans cette CN, et ben ça, tout c'que j'dis là, moi, ça m'aurait semblé évident, surtout vu le vote du dernier congrès sur cette motion, qui s'appelait la A à l'époque, je crois, qui disait donc, heu... « candidature anticapitaliste et révolutionnaire à la présidentielle ». Et ben, apparemment, c'est pas d'toute évidence, et j'termine là-dessus, y a des camarades qui heu... - les camarades de la C -, alors, il le présent'ra hein, mais, heu... ben qui disent « oui, faut y aller, parc'qu'on a pas d'autres partenaires », mais heu... y aller un peu en s'excusant ? Y aller un peu en s'excusant d'être là. En disant « ah oui, mais si on pouvait il faudrait qu'y ait autre chose, qu'y ait une candidature du mouvement social, qu'y ait une candidature... bon, qu'qu' chose d'assez flou et qu'qu' chose qui dirait « ben ouais, le NPA il s'rait pas tout à fait légitime à y aller, le NPA y devrait s'excuser d'être là », bon. C'est pas ça qui rassemble l'organisation, de dire « on y va, on y va », sans assumer toute not' politique, non. On y va parce que aujourd'hui on a pas de partenaires avec qui y aller qui sont, comme nous, des révolutionnaires présents dans toutes les luttes, voilà, c'est tout. C'est pas grave et heu et on s'en r'mettra et ça va pas heu... voilà. Et notre perspective, c'est pas de faire un Podemos ou de faire un Syriza à la française parce que ça se sont des modèles qui par le passé ont déjà échoué, y a eu tout un tas d'expériences en Europe, la refondation du parti communiste, au Brésil le parti des travailleurs, voilà qu'étaient sur le même modèle et qui ont fait les preuves de leur inefficacité donc heu... donc c'est pas ça qui faut qu'on porte dans la présidentielle, au contraire, c'est la nécessité de faire la révolution. C'est la nécessité de construire un parti pour heu... pour la révolution, ce s'ra pas le NPA tout seul, le parti heu... pour la révolution, mais en tout c'est aujourd'hui nous qui nous en donnons la perspective. Et puis, on a les camarades de la plateforme B, qui proposent de rassembler l'organisation. Alors évidemment que personne peut être en désaccord avec rassembler l'organisation. Moi-même, j'ai d'jà fait des campagnes avec lesquelles j'étais pas entièrement d'accord, voire avec lesquelles j'avais beaucoup de désaccords, mais parce que, évidemment, on allait pas faire péter l'organisation. Et donc, j'espère que ce s'ra heu... que l'ensemble des camarades aura cette responsabilité de faire la campagne sur laquelle on se mettra d'accord le week-end prochain quoi qu'il arrive, hein, j'espère qu'y aura pas de chantage de « si jamais c'est ça nous... on s'en va » etc. Je pense pas que ce soit ça l'état d'esprit, mais du coup y a pas besoin de dire « on va rassembler », sans trancher un peu les désaccords, parce que y a effectivement deux perspectives, aujourd'hui, qui sont proposées. C'est celle d'une candidature qui s'assume ou d'une candidature qui porte une perspective qu'est pas exactement celle du NPA, qu'est une perspective plus floue, donc moi, je pense qu'y a pas de problème, y a pas de danger à trancher cette heu... cette orientation-là dans cette CN.

Midje : Ensuite, qui veut... ?

Émile : La B.

Alain : Oui, ben moi ça va être rapide parce que... vous avez pas lu les trois tribunes libres dans le journal qu'est sorti aujourd'hui, je pense que quelqu'un de moyennement politisé en lisant les trois tribunes pense que c'est exactement la même chose. Que les trois disent la même chose. Alors, je commence par la A. Parce qu'on a fait une plateforme qui est effectivement un peu originale, qui tient compte de deux choses : y a une situation politique très compliquée, et y a une crise du NPA - de toute la gauche, d'ailleurs, mais du NPA, aussi - qui est plus d'ailleurs une crise de direction, où y a une direction qui est complètement paralysée, qui se jette des pierres, qui heu...se nourrit de procès d'intentions, qui analyse les P.I à la virgule, et y a une masse de militants qu'en ont ras-le-bol. Ras-le-bol des trois tendances, même des tendances - ils ont tort -, mais des trois tendances, qui ne comprend plus rien au débat, et qui en a plein le dos. Qui milite, parce que le NPA milite, y a même - ça m'a étonné - y a 1200 votants, à la dernière AG. Bon. Y a des centaines qui ont pas voté. Ça veut dire qu'on a perdu, mais pas tellement. Quand on regarde les cantons d'une province, avec beaucoup moins d'adhérents, les comités militent. Mais les comités en ont ras-le-bol. Voilà, quel qu'ait été leur vote avant, en ont ras-le-bol parce qu'ils ne comprennent pas les différences. Et je vous assure que moi j'ai eu le privilège de lire les trois tribunes aujourd'hui, y a des désaccords.

Mais... ça m'amène au deuxième point : le but de la CN, c'est pas de faire un congrès. Donc, y a des désaccords, que j'connais, j'suis quand même pas con, j'sais qu'on nous traite de plateforme nounours,

ou bisounours, mais j'veux dire j'les connais mais on va pas les traiter dans un CN qui n'a pas pour but de trancher les désaccords. Les désaccords en gros y en a deux, ils sont pas négligeables hein mais ils vont pas être tranchés à la télé devant des millions de gens, parce que j'vais y revenir mais j'suis pour qu'il y ait une campagne électorale. Mais j'veux dire les désaccords c'est heu... y en a un, par exemple, qui me semble très important, c'est heu... quel parti on veut construire ? Est-ce qu'on maintient un parti large, même si y a eu beaucoup de déboires, ou l'unité des révolutionnaires points, des trotskystes ? Bon, c'est un problème. Moi, j'ai un avis là-dessus, mais de toute manière on va pas le trancher là. Il va pas être tranché là, et d'ailleurs il apparaît pas dans les textes, ou alors on fait des procès d'intention. Je sais ce que certains pensent de votre tendance, je sais ce que certains pensent ou pensent pas de la vôtre, mais je m'en fous, parce que ça va pas être tranché là, c'est un problème de congrès.

Y a un deuxième débat qui existe, c'est « quel type de candidature ? » Est-ce qu'on essaye de faire une candidature qui tend à représenter les... les nouvelles masses, syndiquées, pro-partis, anti-partis, avec les deux couches qui apparaissent dans toutes les luttes aujourd'hui ? Là pareil, c'est un débat, c'est très compliqué, on va pas le trancher ! Parti-lâche ou pas parti-lâche, les gens s'en tapent à la télé ! Le but de la CN n'est pas le congrès, ça c'est des P.I de congrès. Et là-dessus y a des débats, y a des désaccords entre les deux tendances, moi j'ai une position aussi mais on va pas le traiter. Alors j'en arrive à la CN, et la j'suis en désaccord avec toi et avec le texte que Pojolat vient de sortir, les ex-camarades de... ben oui, parce que on... y a des campagnes électorales qui ne servent à rien. Moi, je suis d'accord avec toi, les dernières, on a pas été aux régionales et tout. Y a une campagne, t'es obligé de participer, sinon tu disparais, c'est la présidentielle ! Pourquoi Besancenot est connu ? Parce qu'il a été candidat ! Pourquoi moi j'étais connu y a trente ans ? Parce que j'étais candidat. Pourquoi Christine Poupin on arrive pas à la pousser à la radio ou à la télé, parce qu'elle a jamais été candidate ! Et oui.

Yohann : C'est une femme aussi, hein...

Alain : Et Poutou il est un peu connu parce qu'il est candidat. Non, mais donc je pense que on est obligé d'aller à la présidentielle. Alors, là où t'as raison, c'est pas pour mener une campagne électorale, c'est pour avoir la radio, la télé, s'adresser à des millions de gens, faire connaître ou reconnaître quelqu'un, c'est tout, point. Et donc c'est pas une campagne électorale, mais faire comme votre motion comme celle de Pojolat qui vient de sortir maintenant, pas de candidature, c'est de la connerie ! Parce que j'veux dire on disparaît complètement ! Alors est-ce qu'on va y arriver ? Ça, c'est une autre paire de manches. C'est beaucoup plus compliqué maintenant avec la nouvelle loi, je rentre pas dans les détails, mais au moins pendant un an on s'ra... d'ailleurs Poutou est déjà dans les sondages, mais on apparaîtra. On sera là pendant un an, quitte à ce qu'on foire, j'en sais rien si on y arrivera, avec les signatures ou pas.

Alors pour moi, le but de la CN c'est :

Un, oui ou non, est-ce qu'on met une campagne électorale ? Là-dessus, faut trancher, les trois quarts heu tout le monde est pour, là-dessus les plateformes sont pour, y a que Pojolat qui vient de sortir son truc et toi sont contre.

Deuxièmement, heu quel candidat, alors y a eu des tas de débats, je vous passe les détails. Alors maintenant, tout le monde pense que ça peut être que Poutou, avec ses défauts, ses qualités mais y en a pas d'autres. Y en a pas d'autres. Bon, parce qu'on va pas s'amuser à faire connaître quelqu'un de nouveau maintenant. Y a une commission des candidatures j'crois qu'ils ont réussi à se mettre d'accord, avec des hauts et des bas mais qu'ça sera Poutou et qui peut pas y avoir quelqu'un d'autre.

Troisièmement, il faut une équipe sans exclusive. On sait qu'on est divisé, y des plateformes et tout. Autour de Poutou, faut mettre des gens des différentes plateformes tout simplement. Et contrôler Poutou, c'est évident, y compris, Bon, y vote B mais j'suis pour le contrôler aussi. Poutou est pas... comme Besancenot, il fait des conneries aussi des fois, à la radio à la télé. Le problème, c'est qu'comme y a pas de direction, personne contrôle. Ni c'qui dit, ni regarde ses émissions, ni discute avec lui comme avec Besancenot, après les émissions. Ça, c'est pas bien.

Bon, alors. Quatrième point : si y a pas un accord entre la A et la C sur ces points, à savoir un candidat, une campagne, et les thèmes de campagnes, y aura pas de campagne. C'est clair, nous on refuse de choisir la A ou la C. On peut avoir des sympathies, y en a chez nous un p'tit peu pour la A, un p'tit peu pour la C, mais j'veux dire y aura pas de campagne, c'est ça qu'jme... c'est ça qui faut s'mettre dans le crâne ! On fait pas une campagne à 50% contre 50 % ! c'est exclu ! Elle va être dure cette campagne, elle va être difficile, donc c'est pas parce qu'on est des bisounours, c'est parce que - et ce sera ma conclusion - on considère que chaque fois qu'y a eu des luttes, y a eu accord. De toutes les plateformes. Au-delà de nos désaccords, mais t'as pris les bonnets rouges, heu... qu'est-ce qu'on répond aux attentats, on a été d'accord ! Dans les manifs, on est d'accord, dès qu'y a des luttes, on est d'accord. Le problème, c'est qu'on s'divise, on s'bouffe la rate parce qu'y a pas de grande lutte à l'heure actuelle. Pis dès qu'y a des luttes, hop ! tout le monde se r'trouve. C'est ça qu'est essentiel. Donc, moi j'pars de l'idée, j'suis pas apolitique, que la plateforme, y a une commission qu'est en train d's'réunir maintenant, il faut trouver 4-5 axes qui ne poseront pas de problème ! C'est pour ça qu'je reprends pas le débat sur PS caca, la droite dégueulasse, le FN c'est horrible, heu... il faut... heu... tous ensemble, il faut arriver à coordonner les grèves mais tout ça y a... moi j'suis pour, mais on a autre chose à faire que d'le dire maintenant, on est complètement d'accord là-dessus. Y a eu une AG sur les luttes l'autre jour où, malheureusement... Mais, ça dépend, des fois y a une tendance... une plateforme qui boycotte une manif, une plateforme qui boycotte une AG des luttes, bon c'que j'trouve lamentable. Mais y avait une AG des luttes, on savait pas qui était de quelle plateforme, c'était passionnant ! Chacun racontait « moi, dans mon lycée », « moi, dans ma fac », « moi, à la SNCF », « moi, à »... bon. Y a une nouvelle AG, j'vous signale, vendredi, où il faut venir ! Et pas boycotter des trucs comme ça ! C'est... la force de l'organisation [*mot inaudible*] c'est là-dessus. Donc, c'est pour ça que j'pars de l'idée que on est tous d'accord, que... ce sera pas un candidat du Front de Gauche ni Mélenchon, mais personne... c'est des procès d'intention ! Aujourd'hui, je dis bien aujourd'hui, personne n'est pour le Front de Gauche, personne n'est pour le Front de Gauche, personne n'est pour Mélenchon, personne n'est pour Tsipras, ça...

[rires]

Non, aujourd'hui, personne. C'est pas écrit dans leur texte. Personne n'est pour Tsipras, et... personne soutient totalement, même... il est pas là maintenant, malheureusement, nos amis espagnols, Podemos. Donc... avec des critiques. Sauf que même ceux qui critiquent Podemos, bon les deux camarades sont pas là, mais y sont dans Podemos, enfin leurs copains sont dans Podemos, les... les... les copains en Espagne qu'ont été virés, ils sont dans Podemos ! Bon. Après, y a des problèmes tactiques, est-ce qu'il faut être dans Podemos, est-ce qu'il faut être dans l'unité populaire en Grèce, est-ce que... mais j'veux dire là y a des problèmes tactiques qu'on peut avoir, mais on va pas les régler à la télé devant des millions de gens qu'en ont rien à foutre ! C'est ça ! Alors, par contre, il faut expliquer tout ce que j'ai dit, mais c'est... là dessus j'répète, y a pas de problème par rapport aux luttes, par rapport à la grève générale : possible, mais un peu tôt à mon avis, par rapport à la droite, par rapport à l'extrême droite, par rapport au sexisme, par rapport à l'écologie, par rapport à... mais là dessus, pas de problème, on est d'accord ! Donc c'est ridicule, alors moi j'suis désolé, j'termine, je... on va tout faire nous pour que y'ait un accord majoritaire pour un candidat, un accord majoritaire pour qu'y ait une coordination autour de lui, où toutes les tendances... sans exclusive sont présentées, et un accord sur les axes de qu'est-ce qu'on dit à la radio et à la télé ! Bon. Ça c'est très important, par contre. Et je pense que là-dessus y aura pas de problème non plus. Nous, en tout cas, c'est là-dessus qu'on va s'battre. La... la tendance B-Bisounours comme on dit, la plateforme bisounours, et je crois vraiment qu'est la seule façon d'sauver c't'orga. Alors, j'vous donne les résultats : alors, la A, elle a fait plus de 40 %, parce y a toutes les fractions d'la ligue qui sont d'dans, mais elle a pas la majorité absolue heureusement

JB : Non, y a pas toutes...

Alain : ... si, y a toutes les fractions, parce que les gens sont organisés en fraction. Et pis y a la C qu'est la deuxième, qui doit faire 28 %, et nous on doit faire 22% au milieu, donc y a pas de majorité absolue, c'est au poil.

JB : Ah, c'est au poil.

Émile : Alors moi je vais présenter la tendance C. J'voudrais quand même commencer... si on fait une CN pour dire qu'on présente un camarade à l'élection présidentielle, heu... et puis s'arrêter là et puis s'entendre sur les grands axes sur lesquels on est tous d'accord heu... collectiviser les banques, interdire les licenciements etc etc, heu... j'pense que c'était pas la peine de faire la CN. Alors moi, je suis désolé, je pense que effectivement dans le débat y a la question de savoir si on doit se présenter. C'est pas heu... c'est pas anodin comme question et peut-être que j'me trompe mais les camarades qui depuis l'début nous disent « si on se présente pas, on existe pas », heu c'est l'œuf et la poule quoi. Si on existe pas, on peut pas se présenter. C'est ça le problème. Oui, évidemment, on passe à la télé, etc. Et je pense que la présidentielle c'est pas l'élection la plus facile, quoi qu'on en pense, vu que c'est quand même l'élection d'un homme ou peut-être d'une femme heu... sauveur suprême et tout ça, et aussi la façon dont, nous, on va s'y présenter. Et ce que je constate dans les interventions - bon, Alain c'est son opinion -, mais les camarades de la plateforme A qui nous dit qu'il faut une alliance de anticapitalistes et révolutionnaires. Nulle part il nous a proposé de quel type de campagne on allait faire. Et, ce que je veux dire, et moi j'comprends... alors, ça m'ennuie qu'il y ait une quatrième tend... une quatrième plateforme dans ce vote, mais après tout chacun est libre de faire ce qu'il veut, mais les questions qui sont posées, c'est pas « qu'est-ce qu'on va dire ? », là-dessus c'est vrai qu'y a accord. Heureusement qu'y a accord, sinon on s'rait vraiment plus... on s'rait pas dans l'même parti ! J'veux dire, c'est pas là-dessus qu'il fait discuter ! C'est « quel type de campagne ? » Est-ce qu'on fait une campagne - passez-moi l'expression - avec un programme atemporel ? Le programme de la révolution bolchévique - ou ou 'fin... ou... ou... supposé tel, parce que dans ces cas-là, il faudrait comme mot d'ordre « le pain, la paix, la liberté » etc., ce qui s'appelle pas franchement des mots d'ordre de révolutionnaires, d'accord ? - heu... ou et c'est-à-dire en fait une campagne directive, même si tu te défends camarade, et vous vous défendez, heureusement, de dire « on propose de voter pour le NPA, votez pour nous, et le NPA fera »... parce qu'on est sérieux, on sait qu'on aura pas plus de 1%. Mais si on était dans une situation différente, où on pourrait avoir des chiffres importants, la démarche que tu nous proposes, que vous nous proposez, c'est une démarche directive ! C'est une démarche qui commande aux aux aux... travailleurs et à la jeunesse. C'est-à-dire une démarche qui a échoué de partout. Vous pouvez pas, vous pouvez pas assimiler ce qui se passe dans Podemos exclusivement à la direction de Podemos. C'est tout. Le mouvement des indignés, le mouvement des places, le mouvement de la jeunesse aujourd'hui, renverse, pose d'autres questions. Et si nous on ne les aborde pas alors on fait partie de l'ancien, et dans ces cas-là c'est pas la peine de se présenter. Alors, présentons-nous, et c'est pour ça que je propose au camarade [*désignant Jipi, porte-parole de la plateforme locale*] de ne pas présenter sa campagne parce que je suis d'accord avec lui, on est globalement d'accord avec. Proposons, présentons-nous, mais sur un autre type de campagne ! Pas celle... on a les recettes ! Non, celle d'un projet émancipateur ! Celle où on dit à ceux qui se battent contre le capital ou ceux qui essayent de se battre, ceux qui cherchent la rupture, ceux qui en ont ras-le-bol, c'est à... c'est vous qui trouverez les solutions ! Oui, effectivement, t'as droit de dire... c'est vrai, Podemos c'est pas le parti léniniste-trotskyiste etc., tout ça, d'accord. Dis-moi où, dans quel pays, la solution que tu nous proposes a porté des fruits ? Je dis pas gagné. Porter des fruits. Permis que les travailleurs tentent de commencer à se mobiliser pour s'émanciper. Voilà ce que nous on propose. Et là, et là, Alain, je pense que tu es d'accord avec moi. Et là, y a une différence. Et là, on doit être d'accord toi et moi. Voilà. Et t'as raison, moi j'ai lu les plateformes dans l'après-midi, y a des choses avec lesquelles on est d'accord. Mais y a une différence fondamentale entre ce que dit la A... la B et la C, avec ce que propose la A. La A, c'est du traditionalisme ! La A, c'est... d'affirmer son identité, la A c'est... on se rend plus compte ! C'était possible, ça, quand moi j'étais jeune, quand avec Alain on était jeune, quand le mouvement ouvrier était dominé par le stalinisme, oui, il fallait affirmer son identité ! Oui, il fallait être plus rouge que rouge ! Parce que on avait pas d'autres solutions pour se montrer. Aujourd'hui, l'expression est différente. Imaginez-vous que y a des gens qui, sur facebook, ont lancé un appel qui s'appelle « on vaut mieux que ça ». Allez-y, voir c'qui s'passe. Les gens expliquent c'qui vivent ! Alors, nous en tant que parti politique, on va pas leur expliquer qu'ils sont dans la merde, ils le savent ! D'accord ? Nous, on propose à partir de cette réalité, de dire « il faut renverser la vapeur ». Et là, se pose concrètement la question d'une nouvelle représentation politique. Et là, et c'est là que je pense que... je pense qu'il faut y aller, à ce... à cette élection ! Pour aller dire à des millions de gens - c'est la seule occasion où on peut passer sérieusement à la télé, sans qu'on nous emmerde avec un temps déterminé pour dire

à tous ces gens, qui se seront battus et qui peut-être si je suis toujours optimiste comme dans ma jeunesse on aura fait caler le gouvernement sur le... Parce que si... parce que, quand même, ce que tu nous dis toi, c'est de dire « la situation ne change jamais ». Mais imaginez deux minutes qu'on fasse reculer le gouvernement sur la loi El Khomri. Tout change ! Tout change ! D'accord ? Et quand nous on dit qu'il faut que le candidat... qu'il le NPA affirme une... une... cette... cette opposition-là, c'est parce qu'on est... on veut être dans la force vive de ce qui est en train de se passer. Nous, on rejette les candidatures auto-proclamées, qu'elles soient de type bonapartiste à la Mélenchon, ou qu'elles soient de Lutte Ouvrière qui se mélangent avec jamais personne ! Ils ont pas demandé ! Mélenchon et Artaud, enfin... c'est LO, parce que Artaud elle décide pas, heu ils ont dit, le candidat, c'est nous ! Le candidat, c'est moi ! Le candidat c'est moi ! Nous c'est fait pas ça. Éventuellement, bon... il va y avoir, il se dégage un consensus sur Philippe, bon. J peux dire... 'fin nous, on s'est abstenu hier soir parce que la A nous propose la candidature de Philippe. On a rien contre Philippe, on pense que Philippe est, finalement... peut être le candidat parce qu'il l'a déjà été, mais le problème c'est pas de décider que Philippe est candidat si on décide pas d'un cadre politique ! Pas pour cadrer comme hier soir la A l'a proposé, avec une direction de campagne strictement proportionnelle, parce qu'on a 40%, c'est pas ça la démocratie dans le parti ! C'est pas ça ! Et c'est pas ça du tout la démocratie dans la vie ! Il faut qu'on ait une pratique qui soit à l'image de ce... et une vie interne, qui soit à l'image de ce qu'on propose pour la société. Voilà, heu... et dernier point, dernier point. Je reviens à cette initiative Facebook, « on vaut mieux que ça ». Ça vous rappelle rien mes camarades ? Sérieusement rien ? La campagne de 2002, d'Olivier, de la LCR, moi j'en parle en modeste, à l'époque je militais dans le PCF qui m'a fait décider de voter pour la candidature d'Olivier. D'accord ? Et de participer à la campagne. C'était quoi, le thème ? « Nos vies valent mieux que leur profit ». C'est-à-dire il faut parler, il faut soulever, aller au coeur du problème et savoir parler, pas simplement à la rigueur scientifique, mais aussi au coeur des gens. Voilà. Ça doit être ça la candidature du NPA. Voilà. C'est pour ça que je préférerais que tu sois d'accord avec moi. [*désignant Jipi*]

[*rires*]

Jipi : Bon, alors, je ne vais pas redire ce qu'a dit Émile, parce que je partage beaucoup de c'qu'il vient de dire. voilà. J'essayerai de ne pas le redire, même si je... beaucoup. En effet ma première des choses, mais ça, d'autres l'ont dit, cette CN n'est pas un congrès - quoique. Je pense que malgré tout, ça n'est pas un congrès, on est tous d'accord. Mais je pense qu'y en a qui la transforment en un congrès. Voilà. L'enjeu pour certains, l'enjeu n'est pas le même... On a pas tous le même enjeu. Ce n'est pas tous le même enjeu qui est partagé dans cette CN. Il y en a... c'est bien plus qu'une CN, c'est quasiment un congrès. Ce que tu as dit en effet, je l'ai lu récemment, sur l'après présiden... l'après CN, et comment fonctionnera l'organisation, sur les comités pour les présidentielles etc, c'est assez révélateur, tu viens d'en parler. C'est très révélateur. Voilà en gros, je vais dire, brutalement, la A va diriger le parti. En gros. C'est ce que je ressens. Bien. Voilà, donc c'est pas un congrès, quoique. Alors, là-dessus, je voulais commencer par ça en disant que moi, j'étais à la LCR mais bon, j'ai adhéré au NPA ensuite, et j'avais une certaine façon de voir le NPA et que aujourd'hui... et ce NPA-là - je vais pas redire ce qu'a été dit 45 fois, mais je... un p'tit peu, vite fait - ce n'est plus ça. Du tout. Le projet initial voulant regrouper toutes les forces machin, les meilleurs, les plus [*mot inaudible*], un total échec. Total échec. Par contre, aujourd'hui, je pense que tout doucement mais sûrement, nous nous rapprochons, en effet, d'un parti de style LO. Il est hors de question en tout cas pour moi, pour beaucoup d'autres, de participer, d'être dans un parti qui ressemblerait, serait un peu, ou même beaucoup trop de style LO. Donc voilà, là, ma déception, elle est assez énorme. Bien. J'en arrive à aujourd'hui. Y a un certain contexte. Vous connaissez, je vais rappeler deux-trois trucs. Y a un contexte où le PS aujourd'hui on voit c'qu'il est, il est à droite - on a mis un certain temps à le dire. Mais on considère aujourd'hui qu'il est à droite. C'est déjà un progrès. On voit quand même que l'front de gauche, il est en train d'éclater. D'éclater. Y a la candidature Mélenchon, y a pas que ça. L'éclatement. Le PG c'est pas brillant, au sein même... Les verts, hein, d'accord, comme d'habitude, ça se répète, l'histoire se répète, voilà. En même temps, y a ça, « crise » comme tu l'as dit heu... Alain, j'crois, crise à l'intérieur de tous les partis partis, les organisations, peut-être que LO n'a pas de crise d'ailleurs, c'est peut-être le seul truc qu'il a de bien. C'est sûr que quand on est dans l'état où il est, depuis très longtemps, y a jamais d'crise. Bon, ça c'est sûr. En même temps qu'y a ça, y a une crise au NPA depuis un certain temps maint'nant, un temps certain, y a des luttes, en effet, et je vais

prendre celles qui sont quand même assez emblématiques de ce pourquoi je suis pas d'accord avec ces trois plateformes.

Y a les luttes, par exemple : Calais. Manifestation à Calais, manifestation dans Paris etc. Les forces de gauche, le Front de Gauche etc, quasi totalement absentes. Les syndicats, absents. Par contre, y avait des gens. La manif de Calais ça a remué du monde. Notre-Dame-des-landes : idem. Beaucoup beaucoup de personnes. Les partis de gauches, classiques, etc, absents. Totalement absents. Les syndicats, absents., d'accord ? Le NPA y était, je suis d'accord. Cop21, idem. Idem, même si ça pas été le succès qu'on aurait pu espérer, parce que état d'urgence. Y a eu quand même une sacrée mobilisation autour de la Cop21, la préparation. Je sais plus les noms de... bon peu importe, c'est pas grave, mais y avait une mobilisation très forte en France - et à l'étranger - mais en France, voilà. Et ça, donc, je dirais presque hors des partis traditionnels. Hors de tout ça. C'était pas les places d'Espagne, de Madrid, etc., mais y avait quelque chose comme ça. Y a quelque chose comme ça, aujourd'hui. Parce que ça c'est pas disparu, je n'le crois pas. Voilà, pour moi c'est très important. Mais on pourrait prendre la lutte actuelle, qui est à l'origine du 9, de la grande grosse manif, à Paris, mais bien au-delà, en Province, à Toulouse, à Nantes, etc, je vais pas faire le... tour Marseille, machin, parce que maintenant, la province, c'est quand même là où ça se passe ! Plus qu'à Paris, d'ailleurs ! Les... c'est qui ? C'est pas les syndicats, qu'ont lancé le truc ! C'est pas le PC, ni le parti de Gauche, ce n'est même pas le NPA. Non, c'est les jeunes. Essentiellement les jeunes. Même si on y participe, hein, je dis pas le contraire, et on a raison d'y participer, ce sont les jeunes, essentiellement, auxquels ce sont rattachés vite vite vite en courant, à un moment on a cru qu'ils courraient pas vite - ils se sont dépêché de rattraper le truc. Peut-être pour mieux le... le digérer. Ça, c'est la suite qui nous le dira. Mais y a aussi des luttes, dans les boîtes. Plein de luttes. Y a, en effet, y a un copain - je sais pas son prénom, passons - qui fait l'état des lieux régulièrement, on a pu le lire dans le Anti-K 100, 200 etc, lutte par-ci, par-là, malgré tout ce que j'ai dit au début, Front de Gauche qui pète etc., l'abstention massive quand même ! Y a pas que des gens de droite qui s'abstiennent, évidemment ! Y a des gens, on va dire ça, pour une fois, entre guillemets, de gauche ! Très sérieusement à gauche, qui ne vont plus voter. Qui ne vont plus voter. Est-ce qu'ils iront voter aux présidentielles, d'ailleurs ? J'en suis même pas sûr. Non mais c'est important, quand même, dans ce qu'on dit, hein ! Peut-être... parce que là, je pense qu'en présentant une candidature NPA pure et dure, pure et dure, quelque soit le candidat, Poutou, machin, machine, machin, j'aurais préféré une femme. J'vous le dis. Et j'aime bien Christine Poupin, en particulier. J'vous le dis aussi, parce qu'elle représente quelque chose qui va dans ce sens-là. C'qu'est pas sûr pour les autres. Même si Poutou, ça va. Pas trop de... je vais pas diviser, ou quoi que ce soit. Il n'empêche que je pense qu'on est en train de se montrer pour c'qu'on est pas. C'est-à-dire une toute petite organisation qui fait son truc dans son coin. Voilà, c'est tout. Et qui n'a pas la connaissance du PC, hein, faut quand même le dire aussi, hein. Parce que le PC il peut faire son truc, sa candidature, il a une autre force que la nôtre, d'accord ? Si on fait tout seul... mais, on se prend pour le PC mais on se trompe. Parce que y en a qui le croient. Y en a qui croient qu'ça y est, c'est demain la grève générale !

Je l'ai déjà entendu y a plusieurs jours... Moi, j'suis pour la grève générale ! Mais c'est pas comme ça. Je crois pas. Je l'ai entendu même vendredi dernier à la réunion des luttes, là des lycéens etc. « ça y est, c'est la grève générale demain matin ». Ah, ouais ? Heureusement, quelques copains ont r'mis un peu les choses... un peu... hey, oh ! C'est pas qu'on est contre. On est pour ! Il faut pousser à fond ! Enfin, c'est pas fait. Voilà, donc, y a des boîtes en lutte, y a des...bon, passons, je vais aller... J'en suis à où, là ?

Midje : Il reste trois minutes.

Jipi : Merde ! Y a l'état d'urgence. Y a aussi une mobilisation. Même si elle est un peu... elle est un petit biaisée parce que... ce qui se passe aujourd'hui. Bien sûr ! Mais l'état d'urgence ça a mobilisé des tas de gens, des milliers de gens, des milliers des dizaines de milliers sur... bon voilà. Là aussi, état d'urgence, ne parlons pas du PC, absent, d'accord ? Et combien de temps sur toutes ces luttes, sur toutes ces luttes, combien de temps le NPA a mis pour réagir, enfin ? Combien de temps ? Un long, un long temps, un très long temps ! On a réagi, mais toujours... Calais, c'est pas le NPA, c'est quelques copains du NPA !

Essentiellement. Heu... Notre-Dame-des-landes, bon, c'est un peu plus. La Cop21, une certaine partie de l'organisation, notamment, autour de l'éco-socialisme, de la commission éco-socialisme. Mais pas... je ressens pas un élan du NPA, pas du tout, pas du tout ! Et là, y a des désaccords, je le pense vraiment ! Y a des désaccords ! Enfin passons, je vais entamer... je pense qu'y a un désaccord. Y compris par exemple sur l'éco-socialisme. Par exemple. Alors là, j'en suis archi convaincu. Y a qu'à voir : on peut écrire 50 articles dans le journal, où c'est repris ? Quand ? Comment ? Qui ? C'est tout, c'est clair. Bon, les présidentielles c'est mon histoire, les présidentielles c'est un truc totalement pipé, complètement lamentable ! C'est de plus en plus ce qui se passe aux États-Unis, démocrates-républicains. On est dans le.... Plus ça va, plus ça va, plus ça va vers ce genre de trucs, en France. et on croit qu'on va pouvoir faire quelque chose ? Alors que le temps d'antenne, dont tu as parlé Alain

Midje : Une minute.

Jipi : il est en train de se réduire pour les petites organisations. C'est clair et net, on va le réduire, on les pass'ra peut-être d'ailleurs à 2h du mat', je ne sais pas. Voilà. Donc heu... cette histoire de là « il faut être aux présidentielles pour apparaître »... Moi je pense qu'on est apparu, par exemple, le NPA, quand on a dit « les manif Palestine, on le maintient, malgré l'interdiction ». Là, le NPA est apparu - et encore, une partie du NPA. Et en effet, Alain Pojolat en particulier, quoique il était pas tout seul, je suis d'accord, c'est pas lui qui s'est mis en avant du truc mais ça a été mis comme ça. Mais y avait pas d'élection présidentielle, voilà. Donc moi je pense qu'en effet on ne peut pas être hors des présidentielles. Je dis pas qu'on peut rien faire, je pense qu'on doit faire autre chose que de se battre pour la candidature de tel ou tel. Voilà là je pense qu'on va perdre un temps fou là-d-dans, on va mettre des moyens considérables, pour... - par rapport à ce qu'on est, hein - alors qu'on devrait tenter, tenter avec d'autres, avec des gens qui ne sont pas trotskistes ni léninistes ni Rosa luxembouriste... luxem... enfin peu importe ! D'accord ? De faire avec eux, parce que je pense que c'est avec eux qu'on devrait faire la révolution. Avec eux. Lénine, il a certainement... c'était pas des...

Midje : Il faudrait commencer à couper.

Jipi : J'arrête, alors. C'était le pain, le pain et la paix. L'essentiel. C'était pas les revendications de Trotsky, de Lénine etc. qui étaient mises en avant et qui a permis au peuple de se battre. C'est tout. Donc voilà.

Midje : Alors, toutes les plateformes sont intervenues. Combien de temps on se donne pour le débat, sur ces différentes plateformes ? Combien on s'donne ? Trois-quart d'heure ?

William : Trois-quart d'heure.

Midje : On limite les interventions à combien, trois ou deux minutes ?

William : Trois. Deux c'est un peu short quand même, hein...

Midje : D'accord. 45 minutes, et je prends la liste des inscrits. Bruno, tu voulais heu...

Jipi : attends, il prend les inscrits, là. Y en a d'autres ?

Midje : levez la main, hein, je...

Bruno : Oui, moi je commence. Donc j'crois qu'la, moi, je suis pour la tendance « rassembler le NPA », et rassembler, heu... nous rassembler nous, la section, déjà. Nous rassembler et faire campagne ensemble. Parce que quelque part, on est une section qui est combative. Individuellement, tous. Au marché, dans nos distributions de tracts, etc., on est combatif. Quelque part, la continuité du travail, le capitaliser c'est avoir un candidat qui reflète cette combativité-là. Sans quoi, ça s'rait gâcher. Tout le

boulot qu'on a fait ça s'rait terminé ! Mais quelque part, bon, par rapport au plan d'urgence, on le dit, et avoir un candidat on va le choisir, et quelque part, on vit avec le capital d'Olivier, quand on l'a présenté, on vit avec le capital de Philippe et faut aller chercher les signatures etc., bon. Et ce capital-là, on l'utilise dans nos argumentaires. Maintenant, ben... quelque part, le prolongement, c'est... ben aujourd'hui, c'est Philippe ! Philippe dit lui-même qu'il veut être un candidat qui rassemble ! Pas un candidat d'un bout contre l'autre ! Bon, déjà ça, c'est un point positif. Après donc, heu... l'état de l'organisation. L'état de l'organisation, y a... on dit « bon, y a des luttes, tous les camarades ni sont pas etc. », mais c'est... justement, envoyer un message, comme quoi il faut qu'on reprenne une initiative. C'est vrai que dans le congrès... on est sorti du congrès, y avait aucune majorité. Mais la situation s'est dégradée de plus en plus. S'est dégradée parce que elle est prise entre différentes fractions. Un travail de fractions etc., mais ça reflétait pas notre travail. Bon, on voit des manifestations heu... il peut y avoir plus de drapeaux qu'y a de militants, ou donc y a pas du tout de drapeaux, et voilà. Bon, quelque part, ça reflète pas notre combativité. Je pense que donc il faut vraiment être dans cette campagne, et maintenant le meilleur moyen, c'est se rassembler, parce que ça va être difficile ! C'est pas sûr qu'on ait des signatures et du temps de parole mais quelque part, ça nous permet de faire quand même campagne ensemble. Dans le département on fera campagne, on va taper ensemble sur le même clou, même si on a pas les signatures. Même si on a pas le même temps de parole, et même si on est squeezé. Mais ensemble, se rassembler. Et ensemble en tout cas on a pas du tout de division, ensemble. C'est seulement apprendre mieux à marcher ensemble, et justement, nous reconforter dans le combat.

Midje : J'ai pas d'autre inscrit. Ah si, Jérôme ? Vas-y.

Jérôme : Oui, non, c'est simplement... je voudrais quelques petites précisions sur la plateforme que t'as présentée [*s'adressant à Jipi*], parce qu'à la fin tu termines par « peut-être une candidature plus large ». Qu'est-ce que t'entends par « plus large » ? Avec qui ? Pour qui ? Pourquoi ?

Jipi : Ben jusque là... Ben quand on dit « une candidature plus large » déjà, quand on la cherche pas, on la trouve pas. Ça, déjà, la première chose, ça c'est le cas depuis un certain temps, alors donc heu... on risque pas. Par contre, j'ai connu d'autres périodes, où on cherchait d'avoir des candidatures ouvertes, même ordre de la LCR hein - quoique la LCR était d'dans - par exemple, une candidature Piaget, à une certaine époque. Ça date, hein, c'est complètement dépassé. Oui oui, non, c'est dépassé mais y a plein d'autres Piaget aujourd'hui. Bien sûr que y a plus personne...

Jérôme : Avec LO. Piaget, avec LO.

Jipi : Avec LO et avec le PSU, tu vois. Aussi, d'accord. Bon, y a des candidatures comme ça qui n'ont pas abouti, hein. Ça c'est vrai, n'ont pas abouti. Mais je ne dis pas qu'il faut que ça soit Wanen... Waren ou j'sais pas quoi ou heu des copains de Notre-Dame-des-landes. Ou de... Mais cherchons-le, demandons à construire ! Aujourd'hui, j'en ai pas parlé, mais quand j'écoute ce que dit Omar Slaouti, par exemple. Et ce que ça recueille comme adhésion à ce qu'il dit. Quand j'écoute ce que dit Lordon. Jacques Lordon -

Midje: Frédéric

Jipi : qui n'est pas un trotskiste, je suis d'accord. L'adhésion à ce qu'il dit ! Quand j'écoute ce que dit Maxime... Maxime Combe, oui, de... d'Attac sur la Cop21 et sur l'écologie, je suis étonné de voir le nombre de gens que ça rassemble. Quand j'écoute c'qu'écrit, ce qu'écrit - je l'écoute pas celui-là, je le lis - Serge Halimi dans le monde diplomatique de ce mois, ça rassemble plein de gens ça ! Aussi ! Je me reconnais là-dedans, dans beaucoup de choses, même si ce n'est pas intégralement ce que je pense. Voilà et ben, moi, je pense que notre travail devrait être pendant des mois d'arriver à une candidature, peut-être, peut-être, et si on y arrive pas c'est pas grave, mon exemple, je finis, c'est la voix des sans voix dans Paris. Voilà. Ils sont... On aurait pu faire des dizaines de voix des sans voix. Même si au bout du bout on arrive pas à faire de liste. N'empêche que pendant des mois on aurait fait une campagne qui change la donne au lieu de rester dans le cadre classique qui ne sert plus à rien, on est mort, hein.

Midje : Je n'ai pas d'autres inscrits. N'hésitez pas, pour une fois y a du temps.

François : J'voudrais...

Midje : Oui, François.

François : poser une petite... enfin... en écoutant, une question. Heu... d'abord, si on arrive pas à réunir les signatures et donc qu'on a pas de candidat à la présidentielle, est-ce que le NPA va disparaître ? C'est évidemment...

[*éclats de rires*]

Midje : Ah bravo, le [*inaudible*]...

François : Voilà immédiatement dans cette hypothèse où [*mot inaudible*] disparaît. Mais c'est quand même une question que je me pose, parce que quand j'entends ça, je suis extrêmement inquiet. Heu... sinon évidemment si on répond différemment, ça veut dire qu'il y a plusieurs possibilités. Heu... d'autre part, je voulais quand même dire que j'étais très sensible à la question : « quel type de campagne ? » il me semble que c'est effectivement quelque chose d'important. Je développe, moi j'ai pas... ou alors ce serait long, mais ça me semble une question vraiment importante, et que on peut envisager un autre type de campagne. Alors, tout ça à mon avis c'est des questions qu'il faut approfondir. Je pense qu'on peut aussi être amené au cours de la CN, à dé.. à prendre la décision de présenter un candidat et de réunir les signatures, en ayant une position ouverte, voilà, et je m'arrête là, c'est-à-dire en disant que, s'il n'y a pas d'autre candidat ce sera notre candidat, mais qu'on peut être amené à le retirer si y a d'autres possibilités qui s'ouvrent. Et je suis favorable à une telle approche pour favoriser des convergences des luttes.

Midje : William.

William : Ouais. Moi d'abord heu j'suis pas tout à fait un jeune militant, comme beaucoup d'entre nous ici, et c'est vrai que les débats qui sont dans les bulletins intérieurs à l'occasion de cette CN me semblent un peu... un peu en dehors du truc, quoi. Enfin moi, j'aime bien la politique, hein, j'aime bien la polémique, j'aime bien les combats de tendance, j'aime bien rigoler, mais là ça ressemble quand même, depuis plusieurs années, à un truc qui nous handicape plutôt qu'un truc qui nous éclaire. C'est-à-dire que ce que dit Alain c'est vrai, c'est que sur le terrain on est tous engagé dans les trucs et... sincèrement trouver la différence entre la A, la B, la C, et j'aime bien lire les textes un peu compliqués, c'est très difficile. Enfin, et on est des militants expérimentés, pour la plupart d'entre nous ici. Imaginons un jeune lycéen qu'est engagé dans la bataille contre la loi El Khomri ou un étudiant, heu... le mec, heu... il arrête tout de suite, quoi. J pense qu'il faut arrêter quand même ce genre de discussions. Les discussions sont importantes si elles débouchent sur une stratégie qui serait très différente. On a connu cette bataille stratégique avec les copains qui sont partis au Front de Gauche. Y avait une discussion de fond, stratégique de fond, des différences de fond qui s'ont traduit par des engueulades et une scission, qui nécessitait des discussions approfondies sérieuses. Mais c'est plus le cas aujourd'hui, enfin j'ai pas l'impression. Enfin, j'ai pas l'impression. Cela étant dit donc ça veut dire que on doit se déterminer dans une situation politique qui est celle qu'on connaît qui est celle d'une montée des mobilisations, en particulier depuis la semaine dernière. Enfin j'pense qu'on est dans une bataille extrêmement importante, et qu'on doit s'inscrire là-dedans, et que notre candidature... Moi, j'suis pas un farouche partisan d'une candidat... j'suis favorable à une candidature du NPA si elle s'inscrit dans une démarche utile, quoi. Si y a une majorité pour Poutou j'suis pas contre. Il peut y avoir aussi d'autres formes de campagne, il peut y a avoir une forme de campagne militante pour l'abstention, ça peut s'envisager, ça empêche pas, c'est vrai qu'on a pas accès à la télé et tout, c'est un handicap, donc j'suis plutôt favorable à ça. Mais j'veux dire ce serait pas un drame si on y arrivait pas ! Si on est engagé dans une bataille de masse utile pour les gens, enfin... C'est vrai que c'est une tribune, mais c'est pas... on va pas s'effondrer demain, 'fin j'sais pas, la CNT se présente jamais aux élections, et dans toutes les manif étudiantes depuis des années, ils se construisent, 'fin ça empêche pas de se construire ! On est pas dans le même truc ! J'pense que ça

peut pas être dramatique, et c'est une question qui peut effectivement se poser, même si j'suis favorable à c'qui y ait une candidature du NPA. Après, la discussion sur la stratégie, sur c'qu'on met dedans sur le contenu, j'pense que ça, c'est ça l'important. Il serait plus utile, à mon avis, plutôt que de perdre du temps en discussion un peu... inutiles, qu'on se mette en ordre de bataille sur les batailles qui ont lieu quoi. Fin tu vois, j'veux dire j'pense que là on est au... cœur d'une bataille d'une importance considérable sur la loi El Khomri, et qui faut heu... y a des obstacles pour qu'on puisse arriver à la grève générale, ce qui est nécessaire pour faire reculer et battre ce gouvernement. Nous on a eu une réunion - j'finis juste là-dessus - sur Clamart hier, où on avait mis en en place un comité pour le retrait de la loi. Y avait toutes les forces politiques de Clamart qu'étaient présentes, y compris des frondeurs du PS. Nous, ça fait des mois qu'on diffuse des tracts contre cette loi et on a été contacté par des frondeurs du PS. On les a découvert sur Clamart, on savait pas qu'y avait des frondeurs, hop ! ils sont apparus, et heu ils nous ont contacté et on leur a dit « ouais, mais on est bien d'accord, c'est bien pour le retrait hein pas... ». « Pour le retrait » ! Donc y a un mouvement sérieux qui se passe ! Hier y avait les verts, les mecs de la CFDT soit disant, des militants CGT, le NPA, le Front de Gauche, le PC, y avait tout le monde et on a fait un comité qui va impulser une bataille, donc y a quand même quelque chose qui se passe et qui pousse, et sincèrement notre présence tous les samedis sur les marchés a permis que s'dégage ce truc là. Et on est pas grand chose, mais en tout cas la présence, avec la vente du journal et les tracts fait, que tout d'un coup, les mecs ils s'sentent obligés de bouger, et ils bougent sur une ligne qu'est correcte, parce qu'on existe.

Midje : Moi, j'm'étais inscrit, heu... J'suis un peu sur ta position, à savoir que c'est vrai que... Bon, j'suis venu dans cette CN, en dilettante, sans vraiment d'enthousiasme, parce que le sujet... vu c'qui se passe en ce moment le sujet me paraissait secondaire. Je pense que cette CN, elle tombe... ça aurait été bien qu'elle tombe après la grosse lutte qui va se préparer ou avant, mais pas dedans. Ça me semble du coup secondaire, mais bon au final je suis content des discussions, ça fait pas de mal. Mais voilà, j'pense que y a eu deux-trois interventions sur le mouvement en cours, alors oui j'suis d'accord avec Alain, c'est pas encore la grève générale, mais par contre mon feeling me dit que ça peut peut-être l'être, et ça ça fait très longtemps que j'ai pas ressenti ça ou qu'j'ai pas vu certaines choses. Heu... la première AG que j'ai fait à Tolbiac, par exemple, le 9 mars, ça faisait 7 ans que j'avais pas vu une AG avec autant de punch, d'énergie, ce qui remet vraiment le mental heu... comme y faut. Là j'reviens tout à l'heure d'une AG dans une... dans un centre de droit, Paris I la Sorbonne, où y avait pas eu d'AG depuis peut-être heu... 10 ans, j'sais pas, plus ? D'ailleurs, heu... j'ai eu un petit problème en tant qu'administratif sur les histoires de location de salle, de réservation de salle pour cette AG parce que la présidence de Paris 1 s'affole, vraiment. Bon, ils savent qu'à Tolbiac ça va partir, mais par contre ils ont une peur bleue que ça parte dans d'autres centres, et la moindre réservation de salle sans autorisation, là, ils deviennent fous en ce moment. Donc y a vraiment une pression, on sent que y a une peur chez les puissants de c'qui peut se passer. On l'a vu aussi maintenant avec le ton mielleux qu'a Manuel Valls qui ne lui ressemble pas, alors que c'est plutôt quelqu'un qui hésite pas à dire que... clairement, où il va. Là, il est en train de dire « faut négocier, faut... ». Bref, tout ça pour dire que... qu'il peut s'passer vraiment quelque chose de très important, et notre organisation c'est vrai que... l'état de sa direction et l'état de crise qu'on constate heu... c'est aussi dû en grande partie à des facteurs extérieurs, où on a été asphyxié par le manque de luttes probantes, et là si y a une vraie lutte qui arrive, j'pense que le NPA au sortir de cette lutte, y va pas être pareil parce qu'on va avoir une grande bouffée d'oxygène, on va avoir des nouvelles personnes qui vont dépoussiérer, qui vont nous faire sortir de nos petits débats internes. Et voilà, alors là, c'est dans le futur, on sait pas c'que ça va donner mais... mais voilà, j'pense que le NPA, si ça se passe bien, avec la lutte contre la loi El Khomri, heu... ne sera pas le même dans un, deux, trois mois, que ce qu'il est aujourd'hui, quoi.

JB : On peut ré-intervenir, nous ou... ?

Midje : Ben oui, si y a pas d'autres inscrits

[*en même temps*] *William* : Ben bien sûr !

Midje : Vas-y hein, JB.

JB : Non, mais c'est pour enchaîner, parce que j'crois qu'y a quand même... parlons un peu de la mobilisation El Khomri mais en le connectant. Vous avez compris, Émile fait quand même un peu un faux procès en disant que j'veux faire une campagne atemporelle... alors qu'j'ai dit, justement, « c'est pas comme LO... ». Faire une campagne qui fasse le lien entre les luttes qu'il y a dans l'année, et puis le moment où y a la campagne. Y a un truc un peu faux, par ailleurs, qu'a été dit sur la manière dont c'est parti, hein. Y a la pétition, lancée par Caroline de Haas. Caroline de Haas c'est pas heu... les nouvelles générations militantes hein, Caroline de Haas on la connaît, on la connaît très bien, heu secrétaire générale de l'UNEF pendant le CPE, ancienne du PS, cabinet de Najat Belkacem, enfin voilà, c'est pas les nouvelles luttes, hein, bon. Mais, pétition : 1 million de signatures, l'appel des youtubeurs effectivement « onvautmieuxqueça », bon. Et quand même, une autre étape, c'est heu... les acteurs jeunes du NPA. Le secteur jeunes du NPA, bon qu'émane de différentes sensibilités, qui appelle à faire une orga jeune. Si y a pas ça, là c'était y a deux semaines, si y avait pas eu ça y aurait pas des AG dans toutes les facs aujourd'hui, y aurait pas des tracts dans les lycées, et y aurait pas eu le rendez-vous du 9 à Nation 'fin... Donc j'veux dire y a l'aspect nouveau, et puis y a aussi les orga hein, ça existe encore les orga, faut pas faire un truc de dire « les orga c'est à jeter », sinon on dissout le parti et puis on fait... voilà ! Non, non je sais que tu dis pas ça ! Mais faisons attention, non non, mais faisons attention ! Les organisations jouent un rôle encore aujourd'hui. Et nous là-dedans ben heu... avec toutes les organisations, avec tous les gens qui luttent qui sont pas organisés, la majorité des gens dans les AG c'est des gens qui sont pas organisés, des grévistes, heu... dans les boîtes, c'est des gens qui sont même pas... heu pas syndiqués. Bon, mais en tout cas y a des débats là-d-dans, sur « comment on va gagner ? ». Bon, y a une stratégie à défendre sur comment on va gagner, et là-d-dans donc, nous le NPA, on a un rôle à jouer. C'est pas être directif ça, Émile, de dire, heu... « ben nous, on défend l'auto-organisation, on défend que y doit y avoir... que à un moment donné il faut qu'y ait des... des... la convergence des luttes, il faut... voilà, il faut pas attendre le 31 mars et encore la Saint-glinglin pour qu'y ait une prochaine date ». Voilà, ça c'est des perspectives qu'on propose et qu'tout l'monde propose pas. Donc, qu'est-ce qu'on propose de faire à la présidentielle ? Ben c'est de faire ça, c'est de... c'est pas de dire « on va être la nouvelle représentation des j'sais pas quoi des travailleurs, des opprimés des exploités ». C'est dire, « nous on va proposer une politique ». Après, [*inaudible*] ceux à qui on s'adresse. Et moi, j'voudrais qu'on s'adresse à des millions de gens, pas juste à des petits milieux, qui écoutent Lordon ou qui lisent le diplo - même si il faut s'adresser aussi à eux - bon heu... Lordon, j'ai quand même le problème, j'pense à mon avis, c'est pas le non Trotskiste, c'est le nationalisme de ce garçon mais... heu... mais il faut s'adresser effectivement à la fois à des franges déjà radicalisées, déjà militantes qui écoutent [*mot inaudible*] ou Lordon ou qui lisent le diplo, mais aussi à des millions de gens qui sont pas politisés mais qui sont révoltés, heu... et qui peuvent faire la grève dans leur boîte, dans leur bahut, aller dans la rue heu... sur tout un tas de bagarres, sur la loi El Khomri ou d'autres hein, donc voilà... Ben nous, on leur propose une politique, modestement, Bon. Mais sûrement. Parce qu'on est quand même un peu convaincu de c'qu'on fait, bon et heu dernier mot mais heu... ça, moi j'trouve ça beaucoup plus démocratique et beaucoup moins directif et vertical que heu... Podemos par exemple. Ben ouais, parce que le parti bolchévique était carrément plus démocratique que Podemos ! Dans le parti bolchévique y avait le droit de tendance ! Dans Podemos, tu t'fais exclure quand tu dis pas pareil que Pablo Iglesias, donc voilà !

Guy : ben non !

JB : Ben si !

Guy : Pourquoi tu parles de ça ?

J.B : Pourquoi je parle de ça ? Ben parce que j'réponds à Émile !

Émile : Pourquoi tu t'imagines qu'on veut faire Podemos...

J.B : Parce que, ben parce que, parce que, parce que moi, j'écoute le camarade Olivier Besancenot, qui passe à la télé, et qui dit « ah, c'qui faudrait en France c'est un Podemos », qui va à Madrid pour participer à la conférence du plan B avec la scission de Syriza etc., donc oui y a un débat là-dessus ! Et c'est pas refaire un congrès, Alain, de dire ça ! C'est juste, y a un débat. La question - je finis là-dessus - la question, c'est : à la présidentielle, est-que on raconte, nous, ce qu'on veut ? C'est proposer un programme pour les luttes, c'est proposer un programme d'action pour les travailleurs, pour qu'ils prennent eux-mêmes leurs affaires en main ou c'est heu une perspective politique de nouveaux partis, qui soit un truc avec des réformistes et tout ça ? C'est ça la question ! Même si moi j'accuse personne d'être réformiste ou de vouloir partir au Front de Gauche, c'est pas ça ! Personne dit ça !

Guy : Si

J.B : Non, non, non. J'ai jamais dit ça. Personne n'a jamais dit ça ! Par contre, y a des camarades qui portent cette illusion-là dans leurs interventions heu... dans les médias, et ben faut en parler !

Midje : En inscrit pour l'instant j'ai Émile, puis Alain, heu... personne d'autre pour l'instant ?

Émile : Juste une chose pour que ce soit quand même clair, nous n'avons jamais proposé de faire Podemos à la française, nous avons simplement proposé de regarder ce qui est en train de se bouger, de ce qui est en train de faire peur au pouvoir, etc. etc., et je me garderais de faire les comparaisons que... que... que tu fais pour plein de raisons. Heu... le problème, et je reviens sur... ceux qui ont été à l'initiative de la manifestation du 9 l'ont pris en de... Alors, je sais qui c'est, ne me l'apprends pas, je dis qu'ils l'ont fait en dehors de nos cadres traditionnels qui empêchaient que 4 ou 5 camarades du NPA plus CGT etc., on lance la pétition. Non, parce que la manière dont fonctionne, et dont vous êtes en train de devenir la majorité, bloque ce genre de choses, parce que vous êtes des tra-di-tio-nalistes identitaires ! Voilà, le problème ! Non, mais il est là le problème ! C'est... On a pas... On a même pas pensé, on est pas capable d'utiliser les techniques modernes qui permettent aux jeunes de communiquer ! D'accord ? On en reste au bon vieux tract qui toutes les semaines raconte la même chose. Alors je dis, si c'est pour faire la campagne électorale telle que tu la proposes, c'est pas la peine. Par contre - je finis - faisons la campagne électorale qui est nécessaire ! Qui parle aux gens, qui... qui... qui... nous n'avons pas de programme clef en main. Oui, nous savons qu'il faut sortir de l'union européenne. Oui, nous savons qu'il faut nationaliser les banques ! Mais nous ne savons pas comment ça va se faire et c'est pas nous qui le ferons ! Voilà. Et c'est ce qui a d'intéressant dans des mouvements comme Podemos, le mouvement des places, Occupy... Alors, effectivement, tout ça ne donne pas ce que tu... ce que... ce que... ça correspond pas à nos vieux schémas. Et ben, et ben, et ben... Voilà. Les schémas, laissons-les aux historiens ! 'Fin je veux dire, bon. Le fond d'la question, le fond d'la question : la divergence est là. Et le problème, c'est qu'avec la vision que les groupes qui sont constitutifs de ta plateforme, c'est eux qui... tout le monde, alors moi... les camarades de la B j'vous adore, mais vous n'êtes pas en dehors des groupes et des blocs qui bloquent la situation. D'accord, voilà. Alors on va tous le reconnaître, mais qu'est-ce qui bloque ? Qu'est-ce qui bloque ? Ce sont les camarades qui ont été... aujourd'hui ce sont la A, et qui nous ont dit hier à la commission des candidatures « dès le lendemain de la CN, y aura une direction de campagne qui prendra en main la campagne » - donc le parti ! C'est-à-dire que depuis le début ils nous expliquent que nous en voulant faire une CN on voulait faire un nouveau congrès pour prendre notre revanche, et là, voilà. Et là, comme vous êtes en train - faut le reconnaître, de gagner, - et ben... vous reprenez la direction !

J.B : 40 % hein...

Émile : Ben ! Non mais, je sais bien, d'accord, m'enfin, bon, quand même, vous êtes mieux placés que nous ! Donc, moi je reconnais la réalité. D'accord ? Et qui nous affirme droit... Comme ça là, ils nous amènent une motion à la dernière minute, de 4 lignes - bon on pouvait la lire, mais ils nous ont pas proposé, avant - c'est beau la coopération, d'accord ? Et qui nous disent « à partir de demain, y aura une direction qui s'appellera une direction de campagne à la stricte proportionnalité ». On a pu leur arracher que la parité de la composition de la direction de campagne. D'accord ? Et ils nous ont même dit, « le CE, il existe plus ». La direction etc. Heu... Ça pose un vrai problème. Et je suis d'accord avec Alain,

normalement on devrait pas parler de ces questions-là ! Sauf que les camarades en parlent, voilà. Et, ce que nous devrions discuter aujourd'hui c'est, à partir des luttes en cours, parce que l'explosion - je finis là-dessus - la lutte contre la loi El Khomri, c'est pas une lutte syndicale ! C'est une lutte politique, c'est une lutte sociale qui pose les questions du fonctionnement de la société ! Les jeunes dénoncent la précarité généralisée ! Et nous on va leur dire... Oui, je suis pour la grève générale... non, moi, je suis luxemburgiste, j' suis pour la grève des masses, ce qui est différent mais c'est pas grave et nous, on va leur dire « nous on a les solutions. Y a des gens qui commencent à prendre leurs affaires en main, et nous on est les chefs ». Non. Non, c'est pas vrai. C'est pas vrai. Voilà.

Midje : On va peut-être commencer... on a encore un peu d'temps, donc vas-y Alain.

Jipi : Alors bon, il est pas question... En effet, moi je suis d'accord, il faut des partis. Il faut des organisations, des partis. Le NPA, très bien. Mais pour faire quoi ? La question que t'as posée tout à l'heure, moi j'suis... c'est une bonne question. Tu l'as dit, « moi je veux construire quelque chose d'ouvert » - si j'ai bien compris - « mais à partir de quelle stratégie ? » Sauf que là, on prend les choses à l'envers avec cette CN. Avec cette CN, oui j'dis bien. On part totalement à l'envers, tu viens de le dire aussi, y a quelque chose qui cloche ! Mais on voit bien, 'fin, j'vais pas redire ce que t'as dit sur l'après CN, qui va diriger l'orga etc. Les 41,... moi j'avais 41,13, mais c'est plus à jour heu... C'est un tableau qu'avait été envoyé...

William : C'était pas 135 ? Virgule 135 ?

Jipi : J'en sais rien, c'est vrai que c'est assez clair : 41% pour la A, 23-24 pour la B... 28 et quelque, 29 presque pour la C, mais c'est pas à jour. Et y a quelques 5% ou 6 pour les trucs locaux. D'accord. Bon, ben on peut dire, c'est fait ! C'est cuit. Le reste : est-ce que c'est cuit, c'est pas cuit ? J'en sais rien. Moi j'ai peur qu'ce soit cuit. Voilà. Donc... mais par contre, moi je pense que il faut des organisations, des partis politiques hein, il est pas question de ça. Je pense qu'en effet le rôle du NPA dans les assemblées etc., l'auto... défendre l'auto-organisation, des dates de manifs etc, oui bien sûr ! Je suis assez d'accord avec toi quand tu dis « que les tracts les tracts les tracts », Oui, il faut des tracts ! Mais ça suffit pas ! Y a... il faut un travail militant de... dans les quartiers, par exemple. Dans les quartiers. Auprès des femmes voilées y compris.

William : Oula, alors, la vache, attention !

Jipi : Auprès des femmes voilées. Je dis pas ça pour toi. Ça, c'est plus général. Hein, auprès des femmes voilées, oui il faut faire quelque chose. Dans les quartiers, à Bagneux, par exemple. À Bagneux, je suis à Bagneux. Oui, il y a des quartiers, il faudrait l'faire. Voilà. Beaucoup plus que d'se regarder l'hombril. Ça c'est mon avis. Et ça, et je pense que notre organisation, aujourd'hui, ne nous encourage pas à le faire. Voilà ce que je reproche à notre organisation ! Aujourd'hui. Nous encourage pas à aller dans les quartiers, nous encourage pas à aller à Calais ou à Notre-Dame-des-landes ou pas suffisamment même si on y a été, même si, même si. Oui, mais pas suffisamment. Alors que c'est ça.. la loi El Khomri, moi j'suis d'accord que l'essentiel de l'histoire, c'est la précarité. Et qui ça touche ? Essentiellement et principalement disons, les jeunes et les femmes. Ben ça, je le ressens pas aujourd'hui dans ce que nous on dit ! Non ! Alors oui, la grève générale, je suis pour ! Bien sûr, je suis pour ! Je suis même pour la révolution, ouais, d'accord, mais une fois que j'ai dit ça, purée ! j'suis content, j'dors bien. Sauf que ça n'a rien fait avancer, pas un poil, j'dirais même que si j'le dis ça comme ça, n'importe où, ça fait régresser les choses. Ça va à l'envers, à l'encontre de ce qu'on veut. Je le pense fortement. Voilà, j'sais pas quoi...

Midje : J'vous propose de...

Jipi : Juste un truc, quand même. Lordon, c'est pas mon idole hein, c'est pas plus que Besancenot d'ailleurs, tu vois, au passage, ni... d'autres gens bien... que j'estime vraiment beaucoup, mais qui nous intéressent pas, souvent. Tu vois, j'ai des noms dans ma tête. Liogier par exemple, qui parle de l'islam etc.,

c'est peut-être pas révolutionnaire mais c'est vachement intéressant ce qui dit. Et ce qu'il écrit. Hein ? Heu... Godelier, c'est un anthropologue. Intéressant.

Jacques : J'connais pas, j'connais pas, tout ça.

Jipi : Comment ?

Jacques : j'connais pas.

Jipi : Ben oui, mais on nous... à quoi sert le NPA si on nous dit pas, « tenez, hey, intéressez-vous à l'anthropologie », à des trucs de Godelier et d'autres, et beaucoup d'autres. Parce que c'est comme ça, qu'on construit un autre monde, comme on le veut, et pas en lisant Trotsky de A à Z tous les soirs.

William : C'est pas mal, quand même...

[*Éclats de rires*]

Jipi : Ben oui c'est très bien ! Je suis pas contre lire Trotsky, hein !

Midje : enfin tous les soirs...

[*Éclats de rires*]

Midje : J'propose de prendre une liste d'inscrits sur l'intervention de Jacques. Donc vas-y, et sur ton intervention on prend des inscrits.

Jacques : Je voudrais rappeler qu'on discute d'une CN sur une candidature aux présidentielles.

Nathalie : oui, tout à fait.

Jacques : Tu dis plein de choses intéressantes, hors sujet !

Jipi : Ben non, pas pour moi !

Jacques : Aujourd'hui si, évidemment ! On refait pas le congrès ! On est en train de faire en sorte que le NPA puisse exister dans l'année qui vient. Et dans l'année qui vient on peut exister en France en 2016 qu'en étant, en participant aux élections... à l'élection présidentielle. Il se passe plein de choses, c'est très bien, ça va nous stimuler tous, ça devrait mieux nous stimuler à arrêter de nous tirer dans les pattes parce que pour l'instant le fait que le climat social soit de plus en plus ouvert pour des manifestations etc, semble-t-il ça n'a pas amené notre direction à arrêter de se tirer dans les pattes. C'est de ça qu'on est en train d'crever. La façon dont fonctionne... enfin dont ne fonctionne pas la direction. Moi je suis très inquiet pour l'avenir du NPA. En particulier à cause des 42 % de la A, parce que là on est mal barré ! Vraiment mal barré. Et moi j'en serai pas dans ce cas-là ! La question est que il faut qu'on travaille ensemble dans cette présidentielle. C'est pour ça que j'appelle à voter pour le B. Je trouve même extrêmement regrettable qu'il y ait un C mais qu'y ait pas un B+C. Parce que compte tenu de l'état des choses, ça devrait amener, la conjoncture difficile interne et la conjoncture très porteuse externe devraient nous amener à être un peu plus ouverts.

Midje : Deux minutes.

Jacques : D'accord. Mais vous avez compris tout ce que j'avais dit. Il me semble que il faut prendre la mesure de la situation. La situation extérieure qui est favorable, la situation intérieure qui est très

défavorable. Et donc effectivement il faut que ça soit une scène de rassemblement. Autrement on est mort. C'est tout.

Midje : Alors après, la liste d'inscrits, si j'me trompe pas, j'ai heu... William, moi, et Alain. Est-ce que quelqu'un d'autre...

JB : Ben, est-ce qu'on r'fait des conclusions nous, ou...

Midje : Après, y aura la conclusion. Je sais pas si Alain, tu veux qu'on t'mette dans la conclusion ou si tu veux intervenir heu...

Alain : j'men fous. Oui, si y a d'la place, sinon...

Midje : D'accord. Bon, donc c'est bon, personne n'a été oublié ? Du coup c'est aux dernières interventions. Donc y a William.

William : Juste un truc, c'est... Apparemment on aura un candidat c'est... la décision unanime quasiment donc ça, c'est acté. Donc ça, c'est... ce s'ra la conclusion de la CN. Moi je voudrais revenir sur la... « c'est quoi l'utilité du NPA ? ». C'est-à-dire j'pense que là, y a des mouvements qui se passent, y a la baston qui s'engage, y a une grosse... mais y a des obstacles pour nous empêcher de gagner, pour empêcher que la classe gagne ! Y a la division, y a la position d'la CFDT, de l'UNSA, et nous on a ce côté, informatif, explicatif, c'est-à-dire comment surmonter dans chaque entreprise, là où on est, dans nos quartiers, dans nos trucs, ces tentatives de division. J'vais reprendre l'exemple de Clamart hier. Y avait un certain nombre d'organisations qui étaient dans ce comité qui se lançait pour l'abrogation d'la loi El Khomri et le camarade frondeur PS m'appelle ce matin, j'lui fais l'objet de tract et tout, il me fait : « ah oui, y en a un qui demande... heu il faut rajouter "des militants CFDT" ». Moi j'fais « Ah bon, j'ai pas vu d'militants CFDT hier dans cette réunion ». C'est à force, même les mecs ils sont... qui se prononcent pour le retrait très clairement, le mec il revient en m'disant « y avait des militants CFDT ». J'dis « j'ai pas vu ». « Ben si, celle qu'est la verte » - donc elle est verte en plus elle est CFDT, ça fait beaucoup à porter - « elle est contre cette loi ». Il m'fait « y avait elle, donc il faut absolument que dans le tract on mette CFDT ». C'est... organisation de la confusion politique, alors que nous on doit être très clairs. Et si on a un rôle à jouer dans cette bataille, c'est de désigner très clairement les obstacles qui nous empêchent d'arriver à la grève générale. C'est un blocage du pays qui reste le moyen de mettre en échec cette politique, cette loi et en tout cas cette politique du gouvernement, parce que ce serait une bataille décisive pour les années qui viennent. Et on l'comprend bien, et on comprend bien qu'tous les appareils, le PC ne cesse, dans l'Humanité, ne cesse d'essayer de remettre en place l'unité syndicale en mettant le petit CFDT dans un coin, ceux qui seraient un peu pour, et que ce serait ben bien qu'y a des améliorations, etc. Donc notre rôle il est essentiel. On est pas les seuls, bien évidemment, parce que cette bataille contre la loi El Khomri elle a peut-être pas été lancée par internet machine de Haas, moi j'suis militant de la CGT, ça fait des mois que j'ai des informations dans l'UGICT CGT, dans la presse CGT contre cette loi qui décortique tous ces articles de loi et qui se prononcent depuis des mois pour le retrait. Dans FO, pareil, j'ai des copains qui sont à FO, y a le même travail. C'est-à-dire qu'faut pas croire que c'est internet qu'a déclenché la bataille ! Ça fait des mois que ça se prépare dans les organisations syndicales, dans les organisations politiques comme la nôtre et d'autres, et d'autres, qui sont le tissu, le réseau qui dans les entreprises fait qu'aujourd'hui les appareils ont du mal à mettre en place les obstacles pour que ça dégénère. Donc c'est... c'est ça, c'qu'est très important. Ça passe par ce réseau organisationnel, et les syndicats ont un rôle extrêmement important, enfin j'veux dire la CGT, FO, l'UNEF, l'UNL - je sais pas trop l'existence réelle dans ce pays - mais en tout cas les trois grandes organisations syndicales qui se prononcent contre, c'était une bataille qui se mène depuis des mois à l'intérieur des organisations, par des militants qui sont bien plus nombreux que ce qu'on représente nous et en tout cas qui auront besoin de notre aide pour comprendre où sont les obstacles et les discuter.

Midje : Moi j'm'étais inscrit, j'vais un peu poursuivre dans ce que t'as dit William, parce que y a eu pas mal d'interventions finalement, alors heu... je ne caricature aucune position mais y en a, vraiment, qui

disaient que la loi lutte contre la loi El Khomri avait vraiment été construite pour le moment par effectivement ce collectif de... sur Youtube, heu et par les réseaux sociaux, d'autres qui ont appuyé que c'est plutôt les partis, moi je crois que c'est un peu des deux, et j'crois que c'est ce qui fait que ça part bien justement, c'est que... moi, effectivement j'ai vu la vidéo du collectif heu... c'est quoi déjà l'nom ?

[Choeur] : « On vaut mieux que ça ».

Midje : « on vaut mieux que ça ». Heu la vidéo elle est très très bien j'veux dire j'pense que [inaudible, 2"] ça c'est évident, elle a dépassé les cadres habituels, elle a parlé à des gens notamment à ma génération et celle d'en dessous qui était en sommeil, qui attendait, et qui s'est dit après avoir vu cette vidéo et d'autres interventions ouais là faut peut-être faire quelque chose. Ça, c'est vrai. Mais y a pas que ça, c'est vrai que moi j'reviens sur cette AG à Tolbiac du 9 mars. Là, dans cette AG, j'ai vu à quoi servait le NPA. Parce que, cette A.G., au niveau de l'information, de l'organisation de l'AG et aussi de la qualité des interventions... et ben... oui, alors... c'est la première AG, ceux qu'étaient pas encartés était un peu intimidés aussi parce qu'y avait du monde, mais heu c'est... la moitié des interventions c'était le NPA, et des bonnes interventions, qui [mot inaudible] bien les enjeux, qui décortiquent la loi, avec de la combativité. Et effectivement, ben pour ceux qui au début découvrent les AG, ben c'est plutôt pas mal aussi d'avoir des gens qui ont déjà quelques connaissances et qui peuvent un petit peu impulser. Alors évidemment, après ça doit évoluer et il doit y avoir un mélange mais je crois que... on l'a vu aussi un peu en Espagne hein, Podemos effectivement a mis un grand coup de pied dans le cul... enfin « Podemos », le mouvement des Indignés plutôt, puis ensuite les cercles qui ce sont créés aux syndicats espagnols, qu'étaient alors là, à l'époque - qui d'ailleurs le sont toujours - complètement bureaucratisés, qui vraiment ne bougeaient plus, et heu... ça a sacrément secoué le pays, où là aussi, y a une génération qui s'est levée, mais y aussi eu un moment où il a fallu que les Indignés ben ils apprennent à parler aux syndicalistes et aux salariés parce que ben dans les Indignés y avait pas énormément de salariés non plus. Les mecs qui avaient un emploi il fallait aussi leur parler et ça passait aussi par les syndicats. J'ai eu la chance d'assister à la jonction à Madrid quand y avait le mouvement des mineurs et quand y a eu donc, le mouvement des mineurs qui est arrivé sur la place de Madrid avec pour une fois l'accueil des Indignés, y avait une jonction, ben ouais là y avait une puissance énorme, quoi.

Voilà j'crois que faut pas opposer les deux, c'est évident que il va falloir tenir compte des nouveaux moyens de communication et aussi il va falloir, effectivement, que ces mouvements alternatifs, on travaille avec eux, mais on a aussi un rôle à jouer je pense qu'il faut pas tout jeter non plus quoi. En tout cas, moi j'ai vu le rôle ben, encore dans l'université, dans le droit là, c'est encore... y a des non syndiqués, mais aussi deux camarades du NPA qui font beaucoup de boulot et... voilà, ça joue aussi. Et faut pas tout jeter, et pareil, la manif du 9 mars, la CGT a quand même ramené pas mal de gens ce qui a permis de booster.

Midje : Alors il reste l'intervention d'Alain. Je sais pas, on termine, ou tu... ?

Alain : Oui, je vais essayer d'être très court.

Midje : Puis on refera un...

Alain : Je vais dire, arrêtez les procès d'intention de part et d'autre. Pour aujourd'hui, j'dis pas hier, personne veut faire un Podemos et personne défend Syriza. Alors après on peut discuter, les camarades qui auraient pu défendre Syriza et défendent l'unité populaire... J'veux dire, ça, c'est des problèmes tactiques. On peut discuter : est-ce qu'il faut être dans Syriza, dans Podemos, ne plus y être, faire des trucs ? Mais on va pas trancher ça à une campagne électorale ! Enfin, c'est absurde, mais la critique « il faut rompre avec le capitalisme » et tout, on est unanime là-dessus. Donc arrêtons les procès d'intention.

JB : mais comment... ?

Alain : Et par rapport à toi, si demain y a un candidat anticapitaliste qui peut nous aider et tout moi j'suis pour mais y en a pas ! C'est tout. Alors il faut dire... quand c'est noir c'est noir. Il faut dire, « on est pour une candidature NPA, aujourd'hui », et pis... mais ça, vous l'avez jamais dit ! C'est une des rares tribunes sur les trois où y a pas l'idée ! Y a « il faudrait peut-être que... » Non ! Aujourd'hui y en a pas, y en avait pas la dernière fois non plus, vous l'saviez bien ! Piagès, c'est notre époque, tu l'sais, ça date de longtemps. D'ailleurs, il a pas changé Piagès c'est l'autre qu'a changé là... le... le... le paysan là, machin, Bové. Mais, j'veux dire, bon. Aujourd'hui faut dire « on est pour une candidature NPA ». Et une candidature du NPA qui développe des idées, c'est là que j'ai... plus que des nuances avec toi. C'est pas vrai qu'on a pas d'idée ! Et que ça viendra des masses ! Les masses, c'est génial, faut être dedans complètement, moi je... ça se discute si il faut être dans Podemos et ... mais j'veux dire c'est pas le problème d'y être, c'est d'y défendre... Un candidat NPA, il peut pas avoir la prétention... C'est manipulateur de dire qu'il représente les nouvelles masses, et les anciennes masses qui se battent, c'est pas vrai ! Il va défendre les lignes du NPA ! Moi j'étais au Mexique, j'ai vu les camarades zapatistes, ils ont occupé le parlement puis ils s'sont tirés ! Puis après, maintenant, ils sont réfugiés dans le nord, parce qu'il ont oublié un seul truc, c'est de poser le problème du pouvoir politique. Ben oui, mais ça c'est clé. Et Podemos pose pas le problème du gouvernement, ou alors quand ils le posent c'est de façon scandaleuse - la direction de Podemos ! Mais Syriza, ils sont... autant ces deux mouvements sont fantastiques comme représentatifs de mouvements et de [mot inaudible] cartéliser les grecs, les autres c'était pas cartélisé mais les deux sont tombés dans le même panneau ! Et c'est ça, faut le dire ! Ben oui, mais ça c'est le rôle du NPA ! Ils ont chacun... Soit ils s'sont liés au pouvoir comme Syriza de façon dégueulasse, soit ils ignorent les problèmes du pouvoir, ou alors heu... j'veux dire comme Podemos, soit ils dirigent le pays comme Syriza. Et ça, tout le monde dans l'orga est contre, mais ça faut le dire ! Et le NPA est très populaire ! La dernière manif, les camarades nous ont dit, les tracts dans toutes les villes les gens s'arrachaient les tracts du NPA, moi je sais que mon comité il marche très bien à Saint-Denis, je représente pas les PI, hein. Parce que je voudrais pas qu'il foutent le camp en hurlant. Mais oui ! Ils adhèrent pour militer, les gens ! Alors, c'est là où je suis aussi en désaccord avec toi, c'est pas vrai les copains, toutes tendances réunies sont en plein dedans, c'est tes potes qui sont en plein dans le mouvement étudiants et lycéens, dont Gael - et dieu sait que j'ai pas de lourdes sympathies pour Gael. Mais là, j'ai vu le truc qu'ils ont montrés sur le site, comment il accueille les flics, il répond au... mais c'est génial, c'est très bien ! Bon, vos lycéens qu'ont occupé à trente le... pendant que j'étais au local hier soir, y avait pas de clefs, c'était un bordel... mais ils avaient le mérite d'avoir trente lycéens autour d'eux ! Et la polémique qu'ils ont avec les anar - et dieu sait que je suis pas toujours d'accord avec ton courant - mais la polémique avec les anars, ils ont raison, elle est très bonne ! Moi j'trouve qu'ils sont à la fois unitaires, et en même temps ils sont pas [mot inaudible]. Bon, vous vous... tu vois, c'est pour ça que c'est énervant ce genre de trucs, j'veux dire. Et j'termine, en disant heu... si le NPA se présente, et je suis pour qu'il se présente, si demain il y a un candidat unitaire je serai pour, mais pour le moment y en a pas donc il faut imposer une candidature NPA ! Pour les raisons indiquées, pas électoralistes heu j'vous assure que si y a pas de candidat, on parlera pas de nous pendant un an ! Déjà, c'est très dur, on en prend plein la gueule hein aujourd'hui. Même Nathalie Artaud, elle a eu le droit à dix lignes, quand le congrès de LO clandestin a dû voter pour Nathalie Artaud, elle a eu le droit à dix lignes. Nous on aura peut-être plus mais si on a pas de candidat, j'vous assure heu... on existe plus ! C'est con, mais c'est comme ça ! Donc il faut avoir un candidat. Même si au bout d'un an on arrive pas à avoir les signatures. Mais j'pense qu'on pourrait peut-être les avoir, quand même. Donc, voilà ! Mais moi je maintiens qu'il faut se rassembler à cette CN, et pas y aller avec des procès d'intention, on s'en sortira pas !

Midje : Du coup donc, on passe à la conclusion. Combien de minutes vous voulez prendre pour conclure ?

JB : Trois ?

Midje : Deux-trois, max ?

Alain : Trois, tout de même.

Émile : oui, trois.

[inaudible, tous ensemble]

Midje : On fait dans l'ordre inverse ?

Jipi : Bon bref, j'sais pas si ça fera trois. Bon, j'vais pas répéter c'que j'ai dit, donc voilà, point. Heu oui, il faut un NPA, oui, ça j'en suis bien conscient et je suis absolument d'accord que les mouvements ne sont pas suffisant en eux-mêmes. Il faut des organisations, voire un parti ou des partis. Ça, je suis d'accord, y a pas de soucis. Y a eu... Les gens m'ont expliqué, y a longtemps, d'ailleurs, j'étais nouveau militants à la LCR, et ailleurs, à la LCT pour ceux qui connaissent, que c'était [inaudible] que quand y a pas de parti, ni d'orga en général ça se termine plutôt mal. Ça j'en suis absolument conscient, et ça se reproduit malheureusement dans l'histoire. D'accord. Donc ça, là-dessus, oui. Mais, alors là, pareil, j'vais reprendre par rapport à ce que tu m'as dit. « Ce n'est pas le sujet », ce dont je parle. Mais ça veut dire quoi ? Mais un NPA, pour quoi faire ? Une CN campagne présidentielle, pour quelle campagne ? Est-ce que, par exemple, dans la campagne présidentielle, on met au centre - je le dis comme ça, peut-être un peu provoquant - l'éco-socialisme ? Est-ce qu'on est d'accord pour mettre au centre l'éco-socialisme dans cette campagne ?

William : [chuchoté] Ben non !

Jipi : Ben voilà, j'sais pas, c'est une question. Non ? Yen a qui se disent non. Toi, tu réponds, direct. Ben, voilà ! Moi je pense que c'est fondamental !

Jacques : C'est pas l'instant !

Jipi : C'est très important ! J'dis pas qu'y a que ça ! Mais c'est très important !

[à plusieurs] : Mais bien sûr !

Jipi : C'est sur des sujets comme ça qu'il faut discuter ! Sauf que là, c'est pas le cas, on en parle pas. C'est pour ça que je pense qu'il faut en parler, et qu'en parler. Et que pendant des mois on devrait développer des campagnes par exemple, sur la gratuité des transports, sur l'éco-socialisme, sur heu... fin bon, j'prends ça, y a plein de thèmes. Y a quelques grands thèmes, en effet, tu disais, il faut trouver quelques grands axes, 4-5, Alain Krivine, tu disais d'ailleurs. Ouais, j'suis d'accord ! Mais ce n'est pas que la lutte des boîtes, même si, la lutte des boîtes, ouais, ouais, bien sûr, même heu... la réduction du temps de travail, oui ! Je suis pour ! Il faut absolument demander la réduction du temps de travail ! C'est fondamental, des choses comme ça ! Pas l'interdiction, j'en sais rien, mais quasiment la réduction à zéro de la précarité ! Voilà ! L'égalité homme-femme, mais concrète ! Pas ce qu'elle est, parce que ça fait 20 ans qu'on nous parle de l'égalité homme-femme, d'accord ? Y compris dans l'orga, d'ailleurs. Enfin, passons, c'était une petite parenthèse. Oui, voilà, ça dépend de c'qu'on dit, moi je veux pas faire l'unité pour l'unité dans le NPA ! Ça ne m'intéresse pas ! Si, parce qu'on est pas d'accord, on doit se taire nos désaccords, c'est un parti qui meurt dans ces cas-là ! Moi, je veux un parti vivant ! Vivant ! Qui ne peut pas s'auto-entretenir, il a besoin de l'extérieur ce parti, pour vivre. Sinon, il meurt. Et donc, il doit aborder des sujets autres que son truc interne, de regarder son nombril, voilà ! J'sais pas, c'est tout. Donc, moi je suis pas pour que à l'intérieur y ait pas des courants qui s'acharnent les uns contre les autres, non ! Mais qu'y ait de la controverse, du débat politique, vraiment ! Parce que c'est la seule façon d'y arriver sinon on meurt !

Jacques : Tu refais le congrès, là.

Jipi : Comment ?

Jacques : Tu r'fais le congrès.

Jipi : J'refais le congrès, là ? Ah bon ? J'sais pas moi, si tu veux ! Moi j'men fous, j'refais le congrès. C'est pas grave. Moi je pense que le congrès il est... c'est ce que j'ai dit d'taleur, hein, j'sais pas comment j'lai dit, « la CN, n'est pas un congrès, quoique ». Voilà, la CN n'est pas un congrès, quoique.

Midje : C'est bon ?

Jipi : Oui.

Émile : Alors heu pour continuer... par rapport à ce qui a été dit tout à l'heure sur... c'est assez bizarre, quand on met en avant les nouvelles façons de faire, les nouvelles couches autour de la cop21 tout ça, d'ces jeunes qui se mobilisent via internet, bien systématiquement - j'lai vu dans plusieurs assemblées, plusieurs réunions - on dit que... en disant ça, on oppose la nouveauté avec le... l'ancien, le vieux mouvement ouvrier organisé. Non, on oppose pas. Notre boulot à nous de NPA, c'est de rassembler, de rassembler, de tenir compte de tout ça. Par contre, quand on parle de grève générale, je pose la question aux camarades : « qui, aujourd'hui, en tant que salarié, est en capacité de faire une grève générale ? ». C'est simplement une question. Et une affirmation de ma part, si y avait pas eu les initiatives du 9 mars, la seule première manifestation aurait été celle du 31 mars et on s'rait parti pour le bon vieux scénario traditionnel. Donc ça veut dire qu'effectivement nos vieux appareils ont été sérieusement bousculés et ont été obligés, on est tous relativement d'un âge avancé ici, de dire que jamais à part ce coup-ci, la CGT parce que c'est mon syndicat, n'a commencé une bataille contre un projet de réforme en demandant le retrait. C'est la première fois. Et ça, les nouvelles générations, politisés mais pas comme nous on l'entend, elles... c'est elles... elles y sont pour beaucoup. Voilà. Donc je dis que le NPA doit s'y intéresser lourdement, et comme on est assez implanté dans l'ancien mouvement, de pouvoir faire le lien. Et c'est dans ce cas que je dis, et que nous disons, à la plateforme C, ce n'est pas... ce sera une candidature du NPA, Alain. Mais ce sera pas ça, ce qu'on proposera. Ce sera une candidature présentée par le NPA, pour être utile à tout ça. Ça a une petite nuance. D'accord ? Voilà. Après, et donc en particulier, on en parle pas parce que à force de dire qu'on est tous d'accord - y a la forme de campagne, le type de campagne - y a des sujets qui passent à la trappe, dans certains textes ! Et Alain a raison, l'éco-socialisme, la justice climatique passent à la trappe ! Moi, dans une réunion j'ai dit, les trois piliers sur lesquels on doit mener notre campagne, c'est la justice sociale, la justice climatique, et la démocratie réelle à tous les niveaux de la société politiques et économiques. Je suis désolé, mais des camarades de chez toi m'ont traité de réformard ! Voilà ! Heu et pourtant je pense que c'est, c'est... c'est... c'est... c'est... parce que effectivement, l'auto-organisation c'est génial, la créativité des masses c'est super, mais si y a pas un centre politique qui permet que ça coagule, ça coagulera jamais ! Ça, là-dessus je suis peut-être pas pour... je suis pour une forme de parti etc., mais bon, voilà, en tirant les leçons de l'histoire. Et pour finir, pour répondre au camarade, parce que moi, je pense que oui, il faut une majorité, oui, mais pas n'importe quelle majorité sur ce qu'on va dire et comment on va le faire. Tu parles de « pourquoi y a pas B + C ? », c'est un regret que je partage - et je finirai là-dessus - on a encore deux jours, trois jours, dans le week-end, et c'est à ça qu'on essayera de s'employer, qu'on demandera à nos délégués de s'y employer, qu'il y ait effectivement une majorité B - C et j'espère les camarades de la B... seront d'accord avec nous. Parce que effectivement, effectivement, c'est pas tellement de pas se présenter que le NPA risque de crever, mais c'est si on est dirigé par les dogmatiques.

Alain : Oui, enfin bon l'histoire de la peur des dogmatiques.... Je vais prendre un exemple : l'écologie. Alors, de tout, on parle pas assez. Je suis d'accord là-dessus. À l'AG, on était pas nombreux à la dernière AG. Au niveau des plateformes y avait 70 personnes mais au niveau des luttes... moi, j'veux bien ce qui disent « c'est les luttes, les luttes et pas de candidats aux présidentielles », y en a pas un qui était à l'AG.

JB : Si, si j'y étais.

Alain : Non, toi, t'y étais mais ceux qui ont fait le texte, Godard Machin et Pojalat, on les voit pas bon. L'écologie. Qui dirige l'écologie dans le NPA ? Une camarade de la C, donc Christine, et un camarade

qui est un des leaders de la A ! C'est le porte parole de l'étang de Bure, de l'enfouissement nucléaire, [mot inaudible] ! Alors arrêtons de nous jeter les tendances contre les tendances ! Les deux plateformes sont en plein dans l'écologie. Les deux tendances sont en plein dans l'écologie. L'aéroport de Nantes, qui pour le NPA ? C'est une copine de la C, qui joue un rôle très important, et y a des camarades de toutes les villes. Alors, évidemment, ça va pas être une mobilisation géniale, énorme, mais oui mais c'est valable pour tout ! C'est valable pour tout. Qui s'occupe des lycéens et des étudiants ? C'est les camarades de la A ! Bon, alors arrêtons ces conneries d nous rejeter mutuellement les dogmatiques, les pas dogmatiques, les sectaires... On est tous faiblouillards. Mon propre courant, chez les jeunes, on est nul ! C'est vous qui les dirigez complètement, et de façon non dogmatique. Bon, alors arrêtons ces histoires « si c'est la A qui gagne c'est parti léniniste, ça j'en serai pas et tout », d'abord personne ne gagne, personne n'a la majorité absolue, et j répète, des gens emmerdants y en a dans toutes les plateformes, y en a dans toutes les plateformes ! Je vais pas faire le détail de comment ça s'est passé pour la candidature, tout le monde était contre Besancenot. Toutes les plateformes, au départ, étaient contre Besancenot, contre Poutou, et ça a évolué, ça a évolué, ça a évolué et maintenant on trouve que ce que dit Poutou, ce que dit Besancenot, à un truc près, c'est très bien. Alors Besancenot on l'accuse, moi aussi d'ailleurs, d'avoir une formule trop libertaire sur le thème des élections, « j'm'en tape un peu du style de ce que vous racontez », mais en même temps il soutient, il va le dire à la CN, Poutou à 100%, il a proposé à la tendance C une résolution d'une ligne : « Poutou candidat ». Les autres ont dit « non, faut quand même donner les axes », il s'est fait battre là-dessus, bon. Heu, mais je veux dire ça, c'est ce qui s'est passé. Et de même, bon, pareil, sur les plateformes je pense qu'y a des tas de camarades qui ont pas fait, qui ont pas écrit, qui devaient écrire qui ont pas écrit, mais c'est valable des deux côtés, donc arrêtons de nous jeter des pierres, contre une plateforme et une autre plateforme ! Je dis qu'aujourd'hui y a des divergences, elles sont réelles, j'en ai citées deux qui m'semblent de taille, on les réglera au congrès, je dis que si tout le monde dit aujourd'hui qu'on est pour une campagne, aujourd'hui, NPA, parce qu'on peut rien faire d'autre, peut-être mais de toute manière on est pour une campagne NPA, la CN est faite pour donner des billes sur comment on va mener la campagne comment on va avoir les signatures, quel meeting on va faire, quels sont les axes, et les axes, c'est en gros ce que disent aujourd'hui, à une exception près, Poutou et Besancenot. Poutou, il a déconné aussi sur un point seulement, quand il a dit le NPA, c'est en pleine crise, parce que ça les gens s'en tape ! Et heu... j'ai fini, et Besancenot quand il a dit « oui, il faudrait un candidat anti-candidat, parce que moi, les élections, j'm'en tape ». C'est les deux faiblesses. Tout le reste était excellent.

Jipi : Vous oubliez Christine, là, non ?

Alain : Mais non, mais elle passe pas malheureusement à la télé !

François : Mais elle dit des choses...

Alain : mais elle dit des choses mais elle ne passe pas, personne n'est au courant !

Jipi : T'as cité Poutou, Besancenot, et Christine tu l'as oubliée, où elle...

Alain : Mais elle ne passe pas, faut le savoir ! Toi t'as cité une série d'intellectuels que j'connais plus ou moins mais je t'assure qu'on est 2% en France à les connaître !

Jipi : Mais bien sûr, c'est pas le problème ! Faut pas charrier, c'est n'importe quoi, c'que tu m'racontes. Ben non, hey non non non ! Je sais c'que j'dis et je sais pourquoi j'dis ça.

Alain : Mais arrête ! Je sais pourquoi tu dis ça. Je dis seulement, qu'il y a une campagne, où on va s'adresser à des millions de gens ! Et que Besancenot et même Poutou un peu moins, ils sont connus par des millions de gens ! Que Christine on fait tout pour qu'elle passe à la télé, on y arrive pas, parce qu'elle a pas été candidate à la présidentielle ! C'est pas de notre faute, c'est pas nous qui dirigeons les radios les télévisions et les meetings !

Jipi : Et à part la télé qu'est-ce que tu vois d'autre ? Y a pas qu'la télé dans la vie !

Alain : y a le reste ! j'te dis...

Jipi : hey faut changer de chaîne hein ! Merde ! Christine, tu l'as vue à Notre-Dame-des-landes ?

Midje [en même temps] : On se calme.

Jipi : Elle y était ou pas ?

Alain : Oui, bien sûr qu'elle y était !

Jipi : Mais y a pas que la télé quand même, pour elle ! C'est marrant ça, réduire à la télé, c'est grave !

Alain : Mais oui ! je réduis pas ça à la télé.

Jipi : Si !

Alain : Je viens d'te parler des luttes, là.

Jipi : Mais ouais, elle est pas dans les luttes, elle !

Alain : Mais si, elle est dans les luttes. Comme les autres.

Midje : On passe à...

JB : Je vais essayer de faire une interv' pas trop dogmatique, heu... moi, j'pense que on a un désaccord avec Émile, au moins un, c'est une séparation, mais moi je suis pas d'accord avec la séparation de d'un côté y a *le syndical* et de l'autre côté y a les trucs politiques. Est-ce que le mouvement actuel contre la loi El Khomri c'est c'est syndical ou politique, ben, c'est les deux ! C'est syndical parce que c'est dans ta boîte, dans ta fac, dans ton etc. tu t'bas pour tes conditions, et c'est politique parce que tu remets en cause le pouvoir mais... le CPE y a dix ans, c'était les deux aussi ! On disait « vous voyez le parlement a voté, Chirac a promulgué, et pourtant on fait reculer, ça prouve que le pouvoir il est dans la rue, et la légitimité est dans la rue, elle est pas dans les institutions etc., donc c'est politique, et en même temps c'est syndical ! Heu 95, j'étais un peu petit mais heu voilà, c'est c'qu'a relancé aussi un cycle de mobilisations etc avec le mouvement altermondialiste dans les années qui ont suivi donc y a pas d'un côté le politique d'un autre côté le syndical. Et donc y a pas d'un côté, bon ben chacun dans sa boîte on fait sa petite mamaille dans son syndicat, et puis dans le parti on parle de la grande politique, du débouché, de la représentation des opprimés, machins, heu... bon, non, on fait les deux, toujours ! Et moi j'suis pour une candidature justement qui serve à faire les deux, une candidature qui dise et ben « y a les luttes qu'on mène au quotidien, c'est ça la vraie vie », bon. Mais vu que maintenant y a une... une tribune qui s'offre à nous, à l'occasion de l'élection et ben on va raconter ce que nous, on raconte dans les luttes. On raconte que il faut que les travailleurs ils s'organisent par eux-mêmes, pas qu'on soit leur chef ! Au contraire, c'est que eux, que ce soit les Assemblées Générales qui soient les chefs et des coordinations avec des délégués etc., élus démocratiquement. Et nous là-dedans, on a des choses à dire parce que ça, c'est pas vrai que c'est des trucs qui sont spontanés. Donc voilà, en... bon, en 2006, y a eu le CPE, l'année d'après y a eu la candidature Besancenot ! Et qui était aussi un peu dans le prolongement du CPE, du mouvement altermondialiste, de toutes les luttes qu'y avaient à cette époque-là. Qu'est-ce qu'y aurait de différent aujourd'hui ? Bien sûr que la situation elle a changé, bien sûr que sans doute le candidat, sans doute Philippe fera pas le même score qu'Olivier en 2007, mais moi j'pense que le profil il doit être le même, c'est une candidature dans laquelle on raconte ce que nous on raconte dans les luttes, parce qu'on est des militantes et militants

Midje : Deux minutes.

JB : des heu... dans les boîtes dans les luttes etc. Alors heu... ben moi j'pense que Alain, il est d'accord avec moi là-dessus et que du coup on pourrait tout à fait faire une plateforme ensemble, et je vois des camarades qui hochent la tête mais moi le problème que j'ai avec la plateforme B, c'est que y a d'un côté des camarades qui disent « bon, ben oui, on est d'accord, voilà, y a des trucs faut pas trop polémiquer tout ça », mais y a aussi, moi j'entends Jacques qui dit « ben en fait il faudrait faire le rassemblement du NPA, c'est B et C contre la A, parce que la A c'est des dogma, et donc faut pas...

Jacques : Oui !

JB : Voilà ! Donc ça, c'est pas un rassemblement de l'orga, et c'est ça le problème de voter pour la B. Voter pour la B, est-ce que c'est une B qui veut vraiment rassembler l'orga, ou est-ce que c'est une B qui veut rassembler l'orga contre 40% de ses militantes et de ses militants ? Pour ça, on a dit qu'ça brouille les cartes de voter pour la B qui est... un choix assez... moi, j'ai déjà fait des campagnes, menées par des camarades de la... aujourd'hui de la plateforme C, avec lesquels j'étais pas entièrement d'accord. J'espère que les camarades de la C ils auront la même responsabilité. Nous on a proposé, Émile, - j'terminerai là-dessus - on a proposé une rencontre. Y a eu des rencontres A/B, B/C, on a proposé à la plateforme A une rencontre de la C, les camarades n'ont pas voulu. Alors, dire qu'on arrive hier soir avec une motion que vous découvrez, ben peut-être que si on s'était rencontré avant vous l'auriez découverte avant, aussi.

Nathalie : Moi j'pense que... 'fin franchement là j'entends des choses à droite et à gauche, tout est... vous avez tous entièrement raison, mais simplement ce que veut dire Alain, c'est que en effet il faut présenter un candidat, c'est vrai que Christine c'est quelqu'un de très très bien, elle est très très bien ! Moi j'pense que... franchement en proposant quelqu'un comme heu... comme heu... comme Olivier ou même comme Philippe, c'est... il faut que ce soit quelqu'un qui soit charismatique, et qui sache parler et qui soit capable de de porter des voix et les luttes en parlant et en s'adressant aux médias, parce que les médias c'est - qu'on le veuille ou non- c'est assez, c'est quand même ce qui fait qu'on est connu. Et il faut que ce soit quelqu'un comme ça. Après, bon, j'peux m'tromper, peut-être que c'est... mais 'fin j'pense que le but dans tout ça, c'est le charisme. Et voilà. Mais j'dis pas que Christine n'est pas... Christine, en effet, le problème c'est qu'elle est pas connue. C'est ça le problème. Faudrait la faire connaître... C'est tout ! Voilà.

François : Et souvent, c'est les femmes qui sont un peu moins connues...

Nathalie : Ben oui, voilà c'est ça !

Midje : Du coup on... on passe au vote ? Avant faudra qu'on me réexplique parce que j'ai pas tout compris.

ANNEXE 5 - NUIT DEBOUT

Nuit debout, assemblée du 2 avril (33 mars) 2016,

Paris, place de la République

Julien : Je suis content qu'on soit nombreux. Et c'est pas un hasard si c'est le DAL qui nous donne un coup de main sur la sono. C'est qu'ils sont en lutte depuis longtemps, avec les copains de Jeudi noir on est là aussi, et, euh, parmi toutes les euh... déceptions, saloperies, renoncements de ce gouvernement, y a évidemment la loi de travail. C'est euh... comme le dit le texte, c'est la goutte d'eau qu'a fait déborder le vase de notre ras-le-bol. Et y a aussi tous les renoncements sur le logement. Évidemment je pense au détricotage de la loi ALUR, et au fait que les expulsions reprennent. Évidemment, si vous êtes licenciés... Parce qu'on devrait arrêter d'appeler la loi travail « Loi travail », on devrait l'appeler la « Loi licenciement », et quand vous êtes licenciés, et ben évidemment que derrière, votre propriétaire, il vous dit pas : « ah ben oui, je comprends, je vais attendre que le marché de l'emploi il redémarre ». Eh non, évidemment. Et donc ça fait des licenciements, et derrière, ça fait plus d'expulsions. Et donc une proposition très simple qu'a esquissée Babar tout à l'heure, c'est qu'on se retrouve demain, 16 heures, pour discuter de comment nous, ensemble, on peut agir contre ces expulsions. Ça s'est fait en Espagne avec les Indignados, ça s'est fait aussi dans le passé, avec Jeudi Noir, on avait bloqué comme ça quelques expulsions, mais on était pas assez nombreux et, à l'époque, on avait pas les outils de coordination en ligne, etc. pour être aussi réactifs. Là, on est 300, il suffit qu'on soit une trentaine, par exemple, quand on reçoit un SMS pour dire : « rendez-vous boulevard machin pour aller bloquer pacifiquement l'entrée des CRS ». Et ça peut sauver des familles. Et derrière, vous savez que ça peut sauver des vies. Et derrière, ça fait aussi usage de notre force pacifique pour faire bouger la loi. Voilà ce qu'on vous propose : à partir de 16 heures, vous pouvez déjà vous inscrire, mettre votre numéro de portable devant le DAL, on vous précise quand y a une expulsion imminente, et on a juste à se pointer et faire usage de notre nombre. Je vous remercie !

Mathieu : Je vais pas forcément parler aussi bien que Julien, je voudrais juste dire qu'on n'a pas forcément non plus besoin de centraliser à chaque fois ce qu'on fait, il suffit d'occuper, d'être là, présents, qu'ce soit le jour ou la nuit. Qu'on ait été dégagé la nuit, c'est pas très grave. La nuit, qu'est-ce qu'on fait ? On s'amuse, on danse, on chante. La journée, on parle, on propose des choses, ça me semble très intéressant de... de se concentrer effectivement sur les journées. La nuit, les médias ils sont là... pas forcément, la nuit, les gens ils ont besoin de se reposer aussi, la nuit, c'est sympa pour les gens qui sont noctambules, mais on n'est pas toujours effectivement dans ce rythme-là. Euh, autre chose. Aux médias, iTélé etc. qui sont autour : euh... vous êtes dans une temporalité que je trouve ridicule. Vous venez capter le son, l'image, uniquement dans le temps présent, vous vous en foutez qui y ait eu quelqu'un hier ou avant-hier qui ait dit quelque chose d'intéressant. Alors qu'on a les enregistrements, alors qu'on on a ce qu'il faut pour diffuser des messages qui portent sens. - vous pouvez donner [*mot inaudible*] si vous voulez, c'est super cool, merci. Autre chose... (J'ai un peu froid donc je tremble un peu). Je serais très content que tout le monde donne un peu son prénom ou son orga, ou dise « moi, j'suis Mathieu, du collectif d'innovation politique ». On s'en fout aujourd'hui un peu mais voilà que les gens donnent des informations sur eux, quand ils parlent. Pour euh... lundi, mardi, mercredi, jeudi, je sais qu'il va pleuvoir. Si on s'arrête lundi, mardi, mercredi, jeudi c'est pas très très grave, euh, voilà. Ça peut être intéressant de demander, de faire la demande pour les jours prochains. Merci.

Ok, alors c'est le tour de Sako. Sako, s'il vous plaît.

Sako : Je remercie la République. C'est la République qui compte pour moi, avant tout... toute chose. C'est la République. C'est les enfants de la République. Je me suis connu victime. Victime de toute une vie. Je ne sais pas comment dire ça. Depuis [*mot inaudible*] je souffre, je souffre d'une partie qu'on m'a emprisonnée, [*inaudible 10"*] et j'en peux plus. On veut avancer avec la République forte. Forte. Et c'est tout ce que j'ai à dire. Et on en a marre avec la loi El connerie. Merci.

C'est au tour de Tom.

Tom : Moi, je vais juste dire deux choses. Déjà, je me présente, je m'appelle Tom. Euh... donc euh... Ça fait depuis deux jours qu'on essaye d'occuper cette place. Apparemment, de ce que je sais, on a eu des autorisations pour l'occuper, mais malgré tout, on se fait déloger à chaque fois à 5 heures du matin par les CRS. Donc déjà, je voudrais savoir si on a des réponses par rapport à ça. Pourquoi on se fait déloger comme ça ? Et ça m'a donné peut-être une idée mais c'est juste une question : est-ce qu'on n'aurait pas, dans notre mouvement, des médiateurs avec la police ou avec, euh les autorités parisiennes pour savoir... voilà, pour communiquer et pour faire même relais ? Bien sûr, ils vont utiliser la langue de bois, je suis d'accord, mais voilà, c'est une question, une proposition qu'je vous soumetts comme ça. Ensuite, euh... pour c'qui est de la convergence des luttes et de savoir pourquoi on est là, donc sur le débat de fond, comme disait madame tout à l'heure. Moi, ce que je proposerais, c'est qu'on fasse des organisations de débats thématiques. Ça veut dire, par exemple, prenons, euh, un exemple simple : on fait une journée thématique là-dessus, aussi bien artistiquement que des débats, ou autre, ou pour que les gens s'informent sur - ça marche pas ce micro - euh..., c'qu'est par exemple [*problème micro 2"*] et euh puissent, à la fin, peut-être, en AG, décider si on est pour ou si on est contre ce truc-là. Voilà, donc ça : médiateur avec les autorités entre guillemets et organisation de débats thématiques.

Merci, c'est au tour de Malika.

Malika : Bonjour donc euh... J'm'appelle Malika, euh j'suis pas jeune mais on s'en fout. Non j'suis au chômage, au chômage de longue durée et à quelque mois du RSA ou d'l'ASS⁹³. C'est-à-dire de 570 euros par mois. J'ai commencé à bosser, j'avais 16 ans, j'ai élevé trois gosses, j'suis grand-mère, euh j'ai un loyer de 800 euros par mois et... enfin non, je perçois 800 euros encore pour quelques semaines d'allocation chômage et euh j'ai un loyer à payer tous les mois, des factures, etc. Je pense que quand on parle de remise en cause de la dignité et de ce qui fonde la personne, je suis en plein d'dans. Tous les matins quand j'me réveille je me dis « putain, mais qu'est-ce que j'ai fait pour en être là ? ». Et pourtant je me suis battue toute ma vie. Tout le temps ! Avec les potes, je me suis battue pour euh... pour tout ! Donc je dis ça pas pour faire pleurer dans les chaumières on en a rien à secouer, c'est pas ça la question. C'est... Moi, j'ai envie de faire partie de votre mouvement. J'ai pas envie qu'on s'sépare. J'ai pas envie qu'on dise « y a les gens du DAL, ils sont gentils, y a les gens... » Moi, j'suis militante chômeuse, vous voyez. Euh... j'ai envie de... parce que c'est de ça dont on crève ! C'est de ça dont on a besoin, c'est ça qu'on peut faire ensemble ici, si j'ai bien compris. C'est ça moi le film que j'ai vu et c'est ça qu'il faut continuer. Il faut qu'on s'adresse en grand aux autres ! Faut pas qu'on reste ici à régler nos petits soucis de commissions, et de trucs... C'est important l'organisation, on est d'accord, j'dis pas... [*applaudissements*] mais il faut qu'on organise la solidarité avec les gens qu'ont faim. Par exemple. Et

⁹³ Allocation de solidarité spécifique.

ça, ça mange pas tellement de pain, si j'peux m'permettre. Moi, dans ma cité, avec des bonnes femmes, on descend des gamelles de soupe. On en a descendu plusieurs fois cet hiver, pour parler – y compris entre nous. Parce que, comment on va r'faire une société, comment on va r'mettre en cause tout c'qui se passe autour de nous, comment on va faire en sorte que les gens arrêtent de s'bouffer la gueule entre eux, comment on va faire cesser la guerre des pauvres, si c'est pas en se reparlant ? Alors je crois que dorés et déjà, il faut qu'on commence à se dire dans nos petites têtes qu'il faut qu'on ose descendre en bas de chez nous ! En bas de nos bâtiments, il faut aller voir nos voisins et nos voisines ! Il faut causer ! Il faut se regrouper ! Et les nuits debout... alors on sent bien que c'est un mouvement qui va continuer. Mais il va falloir qu'on le délocalise. Il faut donner la chance à tout le monde de pouvoir reprendre ses affaires en main, v'voyez. C'est ça les choses de la vie ! Donc euh et pis... V'voyez, les copines tout à l'heure, elles nous ont dit un truc hein, moi j'les connais bien, c'est vrai, on s'est fait taper ensemble. Mais faut être têtu dans la vie ! Faut être têtu et tenace, et vous devez l'être si vous voulez qu'ça marche ! Sinon, ça marchera pas !

Merci beaucoup, je vais donner la parole à Ben.

Ben : Bonsoir, Ben, voilà moi j'voulais vous parler des Nuits debout qui s'passent ailleurs. La Nuit debout au départ, ça devait être juste une Nuit debout place de la République, et plus si affinité. C'qui s'est passé, c'est que plein de gens se sont dit « ça, c'est une super idée. On va le faire là où on est. » Et c'est 22 Nuits debout qui ont eu lieu. À Toulouse, à Grenoble, à Lyon, à Bordeaux, à Caen, à Rouen,

Voix : à Marseille !

Ben : à Marseille et... à Saillans. [*applaudissements*] Ces 22 Nuits debout (dont la nôtre) doivent nous rendre humbles. Nous ne sommes pas là pour décider de l'avenir du mouvement. Nous sommes là pour agir ! Pour faire, pour construire ! Pour construire des solidarités concrètes. Alors prenons les sujets un par un et sur chaque sujet, faisons des choses concrètes. Sur la question du logement, et ben comment est-ce qu'on créé des listes et des chaînes contre les expulsions ? Là, au nombre qu'on est. Il faut que demain, on soit tous inscrits, les 300 qu'on est, et les 20 000 personnes qui nous suivent sur Twitter, et les milliers de personnes qui nous voient dans les médias, et tous les gens qui sont sympathisants du mouvement mais qui se disent « ce soir il pleut, ce soir c'est difficile, ce soir j'ai autre chose, mais j'viendrai demain ». Eh bien tous ces gens-là, on doit les inscrire sur des chaînes. Si on se donne pour objectif que des milliers et des milliers de gens arrêtent des expulsions, alors on est crédible. Alors on est plus en train d'exiger, on est plus en train de revendiquer, d'attendre qu'on nous jette des miettes, qu'on nous fasse la mendicité et qu'on dise « allez, j'vous donnerai trois coups de [*mot inaudible*] demain ». Non, on construit le monde là, ici et maintenant. Ce sujet-là, il est valable pour le logement. Il est valable pour l'alimentation. Il est valable pour l'agriculture. Il est valable pour l'énergie. Il est valable pour tout, donc c'est à nous de construire... tout ! Voilà. Nous voulons le monde ou rien, et bien moi je choisis le monde. Merci à vous, et j'espère que les Nuits debout vont continuer.

Un dernier point, parce que je voulais pas parler d'organisation tout de suite, mais je vais en parler quand même. Un dernier point. On a eu un petit souci de communication. Quand on s'est retrouvé, à quelques dizaines, expulsés lundi matin. Et quand le deuxième matin, ils se sont retrouvés expulsés. Qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on appelle à revenir ? Comment on fait ? Quelle est notre légitimité à quelques dizaines de dire « bon les copains on sera là à 18 heures ». On l'a fait, mais on se sentait pas bien de le faire. Parce qu'on était pas nombreux et qu'on se sentait pas trop légitime. C'qui serait vraiment bien, c'est qu'on acte que quoi qu'il arrive, y a un rassemblement à 18 heures, pour une assemblée générale. Ça veut pas dire qu'on passera forcément la nuit ! Ça veut juste dire que quoi qu'il

arrive, on décide de c' qui va se passer. Voilà, ça c'est le premier point organisationnel. Y a un deuxième point - et ça 'aimerais bien qu'on le soumette au vote - c' qui serait quand même pas mal, c'est que pour couvrir cette possibilité de se rassembler tous les soirs et que ce soient bien les gens de l'assemblée générale et pas un petit groupe organisationnel qui décide de la suite du mouvement, eh bien on aimerait qu'il y ait une prolongation de plusieurs jours, au moins... on va dire la prochaine grosse manif, c'est quoi, c'est le 9 avril ? Le 5 avril ? Et ben voilà, y en a une le 5, et ben on dit qu'au moins jusqu'au 5 et pourquoi pas jusqu'au 9 et un petit peu plus si affinité, qu'on prolonge les déclarations. J'insiste sur la déclaration. Nous ne demandons pas d'autorisation. Le droit de manifester est constitutionnel. Donc on déclare, on s' sera là, on manifeste. Y a-t-il un arrêté préfectoral d'interdiction ? Non, parce qu'on trouble pas l'ordre public. Donc c'est bon, on reste. Voilà. Leurs expulsions au petit matin sont illégales. Un tout dernier point qui est extrêmement important à avoir en tête, c'est qu'il faut faire en sorte que chacun d'entre nous, on sorte de notre zone de confort. Qu'est-ce que j'ai fait quand je suis rentré chez moi ? J'ai demandé à mes potes militants de venir. Erreur ! Je devrais demander à mes voisins non militants de venir. Je devrais demander à nos amis de la famille qui, peut-être, ils votent pas comme moi mais j'm'en fous, d'ailleurs moi j'vote plus souvent parce qu'ils me font chier ! Mais je devrais demander vraiment à sortir de la zone de confort et à se dire « comment je fais venir des gens ? » En les impliquant. Pas en leur disant « j'ai raison, viens voir comment j'ai raison ! » Non ! « Qu'est-ce que t'as envie de construire ? Qu'est-ce que t'as envie de faire ? » Voilà. Il est temps de vivre ensemble, et pour vivre ensemble, il faut agir ensemble.

Donc on a une proposition de vote pour des appels à AG pour les prochains jours à 18h, donc qui compte prendre part au vote ? OK, maintenant qui vote « pour » ? Ok, qui vote « contre » ? Ok, donc euh... c'est accepté.

[applaudissements]

Ben : L'assemblée générale demande aux gens qui ont déclaré de prolonger la déclaration.

Maxime : Ok, donc... deuxième vote sur la prolongation, si j'ai bien compris. C'est...

Voix : Y a quelqu'un qui a quelque chose à dire.

Maxime : Juste, Ben va reformuler. Y a une petite confusion.

Ben : Bon je reformule. En fait, c'est important, parce que y a des gens... moi, j'm'en fous qu'on déclare ou qu'on déclare pas - en réalité, j'vais en manif qu'elle soit déclarée ou pas déclarée. Mais y a tout un tas de gens qui nous disent « moi, je viens que si vous êtes protégés ». On est pas protégés réellement mais voilà, « si vous êtes protégés », entre guillemets, « par une déclaration ». Je pense que pour éviter le problème qu'ils aient peur, qu'ils aient pas envie de venir, qui y ait ma grand-mère qui aimerait bien venir et qui dit « si c'est pas déclaré je viens pas », eh bien la proposition est simple, c'est qu'on dise « on prolonge la déclaration ». Tout simplement. Et euh, ça veut pas dire que euh on va que faire des trucs déclarés, ça veut juste dire qu'on protège ce cadre d'élaboration collective.

Ok, donc euh... vous voulez voter sur ce que Ben vient de proposer ? Ok, qui compte prendre part au vote ? Ok, donc qui vote « pour » ? Qui vote « contre » ? Bon, ben on dirait que ça été... Ah, y a un « contre ». Si tu souhaite expliquer pourquoi tu votes « contre », tu peux venir le faire ici.

Ah d'accord, on peut dire que c'est acté alors.

Donc la parole est maintenant à Aline.

Aline : Tout-à-l'heure c'était pas mon intervention, c'était un petit point technique. Alors, nous avons un petit collectif. On veut vous proposer un texte parce qu'effectivement, comme l'a dit Malika et d'autres, ce mouvement ne pourra prendre tout son sens et peut-être réussir à construire, à démarrer la construction d'un nouveau monde, que s'il sort de la place de la République, que s'il sort de Paris, et même des grandes villes qu'ont été dites. Pour ça, il faut qu'on ait tous un texte très clair, très court. Alors, ce n'est qu'un début ce texte, il pourra être amendé, je vous le lis très vite :

« Depuis... »

Il faut le remettre dans le contexte parce que moi, j'ai encore rencontré ce matin des gens vaguement... enfin... à gauche on va dire, et qui savaient même pas qu'on était là, et des gens qui bossent dans les médias, non mais c'est dingue ! Donc il faut le faire savoir.

« Depuis la manif du 31 mars »...

Non... le titre, d'abord, c'est :

« Il se passe quelque chose ».

Parce qu'il se passe quelque chose depuis le 31 mars. Mais on sait pas quoi et on veut pas savoir puisqu'on veut le construire ensemble.

« Il se passe quelque chose. Depuis la manif du 31 mars. Des gens se réunissent de plus en plus nombreux place de la République à Paris. Des assemblées humaines... »

Alors là juste une parenthèse. On a pas souhaité « assemblées citoyennes », parce que tout le monde n'est pas citoyen en France. Malheureusement, la citoyenneté exclut, exclut les sans-papiers, exclut plein de gens. Donc on préfère « humains ». Nous sommes des humains. Et on est... voyez ? Ça c'est sûr pour le coup. Là, au moins on exclut pas, là.

« Des assemblées humaines aussi diverses qu'est l'humanité discutent, rêvent, et veulent construire. La goutte d'eau a été la loi El-Khomri mais ce qui ressort de ces assemblées nombreuses, enthousiastes et imaginatives va bien au-delà. Ce mouvement s'amplifie, chaque jour et chaque nuit, et bien au-delà de Paris, bien sûr. Construisons ensemble, partout, comme à Paris, Toulouse, Marseille, Grenoble, Rennes... »

Et on va faire la liste.

« Construisons dans l'autonomie et ensemble »...

Et là, il faudrait donner donc, euh, une adresse mail pour que... non pas coordonner avec cette idée de maîtriser les... mais au moins qu'on sache que dans tel petit village au fin fond de la Lozère ou dans le Nord ou en Ariège, chez moi, et ben ça se fait, même à 20 ou à 30. Et juste, je rajoute une phrase, qui n'est pas de moi – moi, j'aurais aimé rajouter le mot « dignité », parce que je crois que c'est ça qui va tous nous unir. Et ça, au moins, on se trompe pas non plus, c'est comme l'humanité. Mais juste, vous rappeler, je l'ai dit pour certains y a trois jours, ce vers de Paul Eluard, qui le disait au lendemain de la

résistance. Il disait : « ils n'étaient que quelqu'uns, ils furent foule soudain ». Nous allons... nous commençons à être des foules. C'est ça, notre espérance. Mais il faut la construire aussi.

Rim : Oui bonsoir, tout à l'heure moi j'étais là à 14 heures, pour la loi, par rapport au DAL, donc euh... là on est vachement nombreux mais à 14 heures, y avait moins de monde, moi ça m'a un petit peu choquée de prime abord, en arrivant à place de la République, de voir autant de monde jeudi, donc là c'est la loi du travail, on est là on a notre [*mot inaudible*], on a un logement, etc. Les pourparlers - ou je sais pas, les assemblées populaires, comment les nommer - , puis qu'il faut donner son pedigree comme ça a été demandé d'taleur, j'm'appelle Rim, je suis psychologue, je suis anarchiste, je n'adhère à aucun parti. Donc je suis là pour m'exprimer librement. Et tout à l'heure, je vois des gens, ils sont une cinquantaine, à dire : « eh ben, si on est 20, qu'on décide que gnagnagni, que gnagnagna, est-ce qu'on passe est-ce qu'on passe pas ? », et on lève les mains en l'air. Ma foi, y a pas de soucis, on est là pour être dans le respect de tout un chacun, je suis pas là pour critiquer les méthodes. Cependant, je rejoins les propos qui ont été déjà été déclarés précédemment. Est-ce qu'on est pas là pour parler du fond ? ou pour parler de la forme ? Est-ce qu'on est là pour recréer en permanence un système... qui soit légitime ou non. J'en ai rien à foutre qu'Anne Hidalgo elle dit qu'on est en train de privatiser ! Je suis là pour échanger avec vous. Quel avenir sera là demain ? Avant de déjà décider : « est-ce qu'on fait, est-ce qu'on fait pas ? Y a des lois : on vote on vote pas ? » On est dans la reproduction, et euh... en tant que psychologue, là, je vous invite à lire un ouvrage excellent : Vincent Yzerbyt, *Psychologie sociale*, où quand on propose à des gens de recréer leur normes, ils reproduisent ce qu'ils font. Donc libérons-nous vraiment, vraiment déjà commençons par la forme, avant de s'adresser au fond. Donc je rejoins beaucoup de mes camarades et beaucoup de mes concitoyens, c'est par humanisme que je suis là et non pas par prétention, euh échangeons s'il vous plaît, avant de déjà normatiser les choses, vraiment parce que moi, ça m'agace, et ça va faire que... quoi ? Que je trouve ça minable, je trouve que c'est de la redite et franchement ça me fatigue.

C'est au tour de Mathias.

Mathias : Ouais donc euh je vais essayer de partir de la cause initiale qui nous rassemble tous. Enfin qu'est censée nous rassembler tous, qui est le travail, et j'ajouterai un accent assez critique sur cette notion de travail. J'ai un slogan que j'ai développé moi-même, c'est « la loi, on s'en fout, on veut pas de boulot du tout ». La loi, on s'en fout, on veut pas de boulot du tout. Parce qu'en fait, le travail, c'est une idéologie, on nous a un peu conditionnés à être des agents du marché économique, donc en fait, on est simplement de la pâture à l'économie marchande. Il faut s'en rendre compte. Que notre vie ne compte pas, elle est simplement enregistrée sur des statistiques économiques et que... on est pas là en tant que vivant mais en tant que pris en compte dans le marché économique. Donc il faut qu'on recrée un sens à la vie, qui soit hors de tout ça, hors de tous les chiffres du marché, hors du... travail. Moi, je travaille. Pour moi, ce que je fais là maintenant avec vous, c'est un travail. Qui n'est pas rémunéré, qui n'est pas considéré, mais qui est tout autant un travail. Et voilà, c'est pour dire, que je... quelque part, je suis heureux, je suis profondément heureux de partager ça avec vous, et qu'enfin on réinvente – non, me prends pas en photo steuplait. Non non non j'aime pas vraiment tout ça en fait. Vraiment je... voilà, je suis heureux d'être avec vous pour que on puisse retrouver une conception de la vie, une conception des autres hors de toute cette idéologie marchande. Merci.

Le tour est à Pollux. Pollux ?

Pollux : Ouais du coup, ce serait pour revenir... ouais, j'suis Pollux, euh ce serait pour revenir sur les questions de fond et de la forme, euh donc là, c'est très bien, on construit un peu une certaine forme de démocratie, c'est bien, on vote sur plein de choses mais tous les mouvements ils s'effondrent si y a pas d'action, en fait, concrète. Non mais... la loi El-Khomri en soi, moi personnellement, j'm'en fous. Bon, et donc là, faudrait penser à des actions. Des actions qui sont faisables. Par exemple, demain, c'est dimanche. Je sais pas, on pourrait très bien décider à 50 ou à 100, d'aller à Austerlitz. Ils sont en grève, là, actuellement. On pourrait aller à la Salpêtr', ils sont en grève depuis toujours. Euh devant Notre-Dame, j'me rappelle plus l'hosto... la cité de dieu, c'est pareil, je sais pas depuis combien de temps ils sont en grève. Donc on pourrait très bien aller les rejoindre. Il faut étendre les luttes. La convergence des luttes c'est une bonne idée, mais faudrait limite changer le nom du site pour que ce soit « l'extension de lutte ». Euh sinon, place Vendôme y a plein de magasins de bourgeois, on pourrait très bien y aller à 10 ou à 15, juste pour regarder des costards qu'on pourra jamais se payer, mais juste les faire chier en fait. Voilà, y a plein d'idées donc euh... là j'ai pas d'idée concrète à poser au vote, mais j' veux dire, faut qu'on commence à réfléchir à des luttes... comment ? On pourrait très bien aller à l'Élysée ou même au Ministère du Travail, justement, le mec de Fakir, il y est allé pendant très longtemps, donc on pourrait très bien aller à 10, à 15 – demain non, parce qu'ils bossent pas – mais après-demain, aller leur demander... et ça, ça peut s'organiser en dehors des AG, on a... on boit un coup ce soir avec 15 potes, on se dit « allez vas-y, vendu ». On en parle vite fait aux gens, histoire qu'ils soient au courant, que les gens soient au courant, et pis voilà. Moi, je suis pour qu'on se bouge le cul, pour qu'on aille dans toutes les manifs, dans tous les lieux où ça gueule. Voilà, merci.

La parole est maintenant à Machida

Machida : Bonjour, moi, je voudrais parler de l'importance de la présence de... la nuit. Parce que... votre action elle est... pour l'essentiel, c'est la « nuit debout », donc on a dit qu'on rentre pas chez nous. Donc c'est très important, une présence humain... humaine pendant la nuit. Tout en sachant que pendant la nuit l'assemblée informelle continue, c'est-à-dire qu'on a des assemblées informelles pendant... 24h/24, donc euh... tout à l'heure, j'entendais quelqu'un qui disait que la nuit si on est pas là, c'est pas grave, c'est mieux la journée. Mais l'essentiel de notre action, c'est beaucoup la nuit. Et puis il est important qu'on s'inscrive dans tous les mouvements, il faut qu'on sache qu'on est pas à part, on est tous issus de... enfin « tous »... pour beaucoup, issus d'une organisation, de lutte, et donc on est pas obligé forcément de nous présenter parce que ici on est dans la logique d'une convergence des luttes, donc on est là pour que ça se fasse, la convergence ça se fasse, pour peser sur toutes ces organisations et partis politiques qui n'ont pas fait, à mon goût, leur boulot, donc pour faire une pression, non seulement sur le gouvernement, mais sur tous les partis et organisations qui prétendent la chose. Alors on devrait s'inscrire à tous les mouvements dans le pays, et donc le 5 avril et le 9 avril va avoir des manifestations mais aussi le mercredi 6, il me semble, il y a François Ruffin qui va devant le ministère, donc je pense qu'on devrait faire une bonne délégation pour l'accompagner. Et donc euh il faut pas qu'on oublie que voilà, ce mouvement, c'est à partir du film *Merci patron !* donc tous ces liens qu'ils ont fait autour de ce film-là, et pis donc là, lui, il continue, donc je pense qu'on devrait le renforcer dans sa démarche qui est pas séparée des nôtres, nous, on vient tous de là.

On m'a fait parvenir une petite information : dans une demi-heure y a un débat, euh... présenté par Anne Hidalgo dans l'église Saint Eustache, dans lequel... Euh... L'idée, c'est de dire que ici, si y a des gens qui sont chauds de partir là-bas et de mettre un petit coup de pied dans la fourmilière... Ça s'appelle « La nuit des débats » et ça fait exactement trois jours qu'on débat ici, mais bon...

[inaudible 12"]

Voix : On y va tous !

Voix : Non, il faut qu'il y ait des gens qui restent ici !

Voix : On envoie une délégation pour leur dire « nous, on est en train... »

Maxime : Donc, c'est au tour de Tao, maintenant.

Voix : Attends, comment ça se passe pour le rassemblement et euh... ?

Maxime : C'est à l'église Saint Eustache dans une demi-heure.

Voix : C'est Châtelet-les Halles. Métro Les Halles.

Maxime : Je te passe le micro.

Voix : C'est juste pour dire que ceux qui sont motivés pour aller voir Anne Hidalgo et veulent foutre un peu la merde dans cette réunion, c'est rendez-vous devant l'infirmierie, là, dans un quart d'heure – vingt minutes, quoi...

Maxime : La parole est maintenant à Tao, donc.

Tao : Ouais, bonjour à vous, euh moi j'ai pas envie de me présenter. Donc voilà, c'est perso. Et [*mot inaudible*] gens qui fichent sur internet. C'est pas que de la paranoïa, non non. Donc si t'as pas envie de donner ton prénom ça peut se comprendre. Euh après, moi je voulais réagir à deux choses. La première, c'était l'idée d'une médiation avec la police. Par rapport à ça je commencerais par une petite phrase qui dit « avant, c'étaient les gardiens de la paix, maintenant c'est les forces de l'ordre ». Je crois, je pense qu'actuellement, malheureusement, essayer de faire un travail de médiation, non pas avec l'humain qui est derrière l'uniforme mais avec le corps institutionnel policier, euh je pense que c'est s'tirer une balle dans le pied parce que lui, il va réussir à avoir des informations sur notre mouvement, et des informations sur ce qu'on fait. Je pense qu'on peut aller parler au keufs. Aux baqueux, en tant qu'humain, d'humain à humain. Ça, c'est possible. Et là, on peut essayer de changer les choses mais pas en essayant de faire un groupe de médiation, avec leur corps institutionnel. Ça, c'est la première chose. Euh deuxièmement, c'était par rapport à la thématique qu'a été évoquée de la loi du plus grand nombre. Euh je pense que le vote, ça peut être super important, super intéressant mais que quand il y a plus grand monde y a aussi une marge qui se crée et y a aussi une marginalité qui se crée, et je pense que pour pouvoir faire des actions, plein de formes d'action différentes, il faut aussi que ça passe par une initiative personnelle et qu'ça s'barre dans tous les sens ! On est pas obligé d'être d'accord, on peut être ensemble en désaccord, et c'est là où on est fort. Donc je pense que c'est très bien de discuter ensemble, mais il faut aussi créer des actions individuelles, ou en petit comité où on va pas aller demander plus des 80 %. Parce que peut-être qu'on sera une marge, mais peut-être que ça peut servir ou peut-être que ça servira pas mais on s'en fout.

Maxime : C'est au tour de Salama.

Salama : Bonjour, moi j'm'appelle Salama, je suis étudiante en sociologie, et c'est en tant qu'étudiante en sociologie que je viens vous parler aujourd'hui. En sociologie, on nous apprend beaucoup de choses sur la société et sur ses problèmes, notamment que... y a des structures qui nous imposent des choses et

qui font que il nous arrive des événements dans la vie dont on n'est pas forcément responsable. C'est ce qu'on appelle les déterminismes sociaux, et... peut-être que ça parle à un certain nombre d'entre vous, en tout cas je l'espère. Ce qu'on nous apprend aussi, c'est que l'être humain, il a un certain libre arbitre. Après, ce libre arbitre, j pense qu'on a pas tous les mêmes capacités de l'exercer. Et c'est par le biais de moments d'interaction comme celui-ci...

ANNEXE 6 - MAIRIE DE PARIS

Séance du conseil de Paris, Avril 2015 Introduction d'Anne Hidalgo

Mes chers collègues,

L'amélioration de la qualité de l'air que respirent les parisiens est l'un des plus importants défis que nous devons aujourd'hui relever. En effet, une métropole d'ambition internationale, comme Paris, doit avant tout être capable de garantir un habitat de qualité pour des millions de gens qui y vivent y travaillent et entendent s'y épanouir pleinement. Or, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, la pollution atmosphérique essentiellement liée aux transports à Paris et plus spécifiquement aux particules fines émises par les moteurs diesel cause chaque année la mort prématurée de quelques 42 000 personnes en France. Plusieurs actions d'envergure ont été votées par le conseil de Paris depuis 2001 afin de résorber cette pollution et promouvoir une ville plus saine. Une impulsion politique salutaire a ainsi été donnée pour réduire l'usage de la voiture qui congestionne nos rues et pollue notre territoire. C'est ainsi qu'en 12 ans une réduction de près de un tiers de pollution aux particules fines a été observée par Air Paris, dont un tiers est directement dû à des choix d'aménagements publics affirmés et à un rééquilibrage de l'espace public au profit des mobilités alternatives à la voiture individuelle. Ainsi, la circulation automobile a baissé de 25 % depuis 2001. Cette politique a donc pu porter ses fruits parce qu'elle a aussi assuré aux usagers des alternatives crédibles et attrayantes en matière de transport public. Plusieurs innovations ont ainsi vu le jour telles que le prolongement de lignes de métro, la création du tramway des maréchaux ou la mise en service de vélib' puis d'autolib' dont les succès dépassent aujourd'hui largement le cadre parisien. Cette politique, nous entendons la poursuivre au cours de l'année prochaine à travers de nouvelles extensions du métro, du tramway, de nouvelles lignes de transports en site propres, la mise en place de nouvelles bornes de recharge pour les véhicules électriques ou le développement des services à la demande, toujours plus proches des besoins des usagers. Paris entend pleinement assumer sa participation au développement d'un réseau métropolitain de transport public dense, diversifié, fiable, dont le bénéfice est partagé par tous les franciliens. Cependant, nous devons aller encore plus loin pour faire baisser la pollution atmosphérique. En automne dernier, à l'automne dernier, une étude inédite d'Air Paris, cofinancée par la ville, nous a en effet alertés sur la nocivité de la pollution aux particules ultrafines de la capitale. Face à un tel enjeu de santé publique, nous n'avons pas le droit de nous cantonner à une attitude d'attente. Nous devons dès aujourd'hui prendre les mesures qui s'imposent pour réduire la circulation des voitures thermiques dans Paris, principales émettrices de pollution, notamment aux particules et aux oxyde d'azote. Dès le mois de mai, notre assemblée a unanimement affirmé sa volonté de renforcer ses actions pour faire face à l'urgence avec davantage d'ampleur et de réactivité en votant un vœu de l'exécutif parisien - je remercie bien sûr Christophe Nadjovski d'avoir porté et de continuer à porter avec beaucoup d'énergie cette politique ambitieuse ici, au sein de l'exécutif. Dorénavant, plusieurs mesures sont automatiquement prises lors d'épisodes de pollution : la gratuité immédiate du stationnement résidentiel dès le dépassement du seuil d'information, la gratuité de vélib' et d'autolib' dès le dépassement du seuil d'alerte, la demande de circulation alternée et la gratuité dans les transports en commun lors d'épisodes de pollution prolongée. Ces mesures de court terme - j'espère qu'elles intéressent tout le monde, y compris ceux qui ont d'autres conversations en marge de notre conseil et qui s'inscriront certainement dans le débat tout à l'heure pour expliquer qu'ils sont d'accord avec ce que je viens de dire - Ces mesures de courts termes s'articulent pleinement au plan d'action que nous déployons à Paris à moyen et long terme. C'est le sens de la démarche inédite que nous avons initiée à l'automne et qui traduit la volonté exprimée par les parisiens lors des élections de mars 2014 de faire de Paris à l'horizon 2020 une zone libérée des véhicules polluants où la circulation sera réservée aux véhicules propres et de sortir du diesel. Nous avons pour cela mené une consultation approfondie avec un panel de citoyens qui nous a permis de constater la détermination des parisiens à agir contre la pollution. Ainsi, je suis persuadée que l'action résolue conduite par le conseil de Paris trouvera et trouve déjà un écho positif auprès de la population.

Je vous propose donc de franchir un nouveau pas aujourd'hui et de traduire notre engagement par des actes. En utilisant le cadre créé par la loi sur la transition énergétique, je vous propose ainsi de créer une zone à basse émission dans Paris, à l'instar de celles qui existent déjà dans plus de 200 villes européennes. Dès le 1^{er} juillet 2016 nous pourrions interdire l'accès aux voies parisiennes à tous les véhicules les plus polluants. Sans attendre que la nouvelle loi soit opérationnelle, je souhaite expérimenter dès le mois de juillet prochain une interdiction pour les véhicules lourds les plus polluants (camions, autobus, autocars). Les parisiens sont prêts – un sondage révélé ce week-end par l'ifop établit que 85 % d'entre eux se prononcent en faveur de l'interdiction de la circulation des véhicules lourds les plus polluants dès l'été 2015 et 78 % des franciliens. Pour être efficaces, ces mesures devront être prises sans jamais rompre le fil de la concertation que nous menons, que Christophe Nadjovski et d'autres adjoints autour de lui mènent avec l'ensemble des professionnels du secteur notamment des secteurs logistique, mais aussi les artisans, les commerçants, qui sont au cœur de la vitalité économique de Paris. Le dialogue avec les parisiens doit être constant. La lutte contre la pollution nous concerne tous et ne pourra être gagnée que par la prise en compte de tous les points de vue et de tous les intérêts. C'est pourquoi nous présentons aujourd'hui des mesures ambitieuses de soutien aux différentes formes de mobilités alternatives à l'usage d'un véhicule individuel polluant avec la poursuite et le développement de mesures incitant soit à l'abandon d'un véhicule personnel au profit de mobilités alternatives soit au remplacement des véhicules polluants par des véhicules propres. L'accompagnement de chacun dans la transition vers une mobilité propre est essentiel. Il ne s'agit nullement d'empêchement de circuler, mais permettre de circuler sans polluer. De la même façon, un tel combat ne peut sérieusement s'envisager qu'à l'échelle de toute la métropole. C'est la raison pour laquelle nous avons réuni au début de l'année les élus franciliens lors d'une grande conférence pollution afin de leur proposer de s'associer librement à notre démarche. Un comité d'animation sur cette question de lutte contre la pollution a d'ores et déjà été lancé avec le concours positif – j'insiste sur le mot « positif », des grandes communautés d'agglomération de pleine cour première couronne pardon pleine commune, bal-val de bièvre, est ensemble et GPSO⁹⁴, qui représentent toutes les sensibilités politiques de notre métropole.

Mes chers collègues soyons-en convaincus, sur un dossier aussi sérieux que la lutte contre la pollution de l'air, il serait illusoire d'espérer progresser sans une démarche résolument volontaire. Je tiens à nouveau à remercier mon adjoint aux transports et déplacements Christophe Nadjovski, pour la détermination qu'il met à conduire un dossier qui nécessite autant de souplesse que d'ambition et de détermination. Face aux quelques défis majeurs de son siècle, Paris doit agir et montrer ses capacités à prendre les initiatives que réclame aujourd'hui une majorité de nos concitoyens. Paris doit incarner une perspective de changements durables et tenables *a fortiori* pendant cette année où Paris va accueillir la Cop 21 sur le climat.

C'est tout l'objet des débats que nous allons avoir maintenant et qui témoigneront, j'en suis sûre, de notre envie commune de progresser, avec patience – c'est pourtant pas ma qualité première – pédagogie, mais aussi résolution et caractère.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

La conférence d'organisation a convenu d'un débat organisé sur ce thème, ce débat inclura bien évidemment dans les temps de parole définis la présentation des amendements et des vœux.

La séance est suspendue, et je donne la parole à deux membres du panel citoyen [*Intervention inaudible*] D'accord. [*Inaudible*] Après le panel citoyen ? [*Inaudible*] Avant ? [*Inaudible*] D'accord. Donc, avant de donner la parole au panel citoyen, madame la présidente du groupe UMP, vous avez la parole.

⁹⁴Grands projets du Sud Ouest